BEBEL AUGUSTE

La Femme et le Socialisme

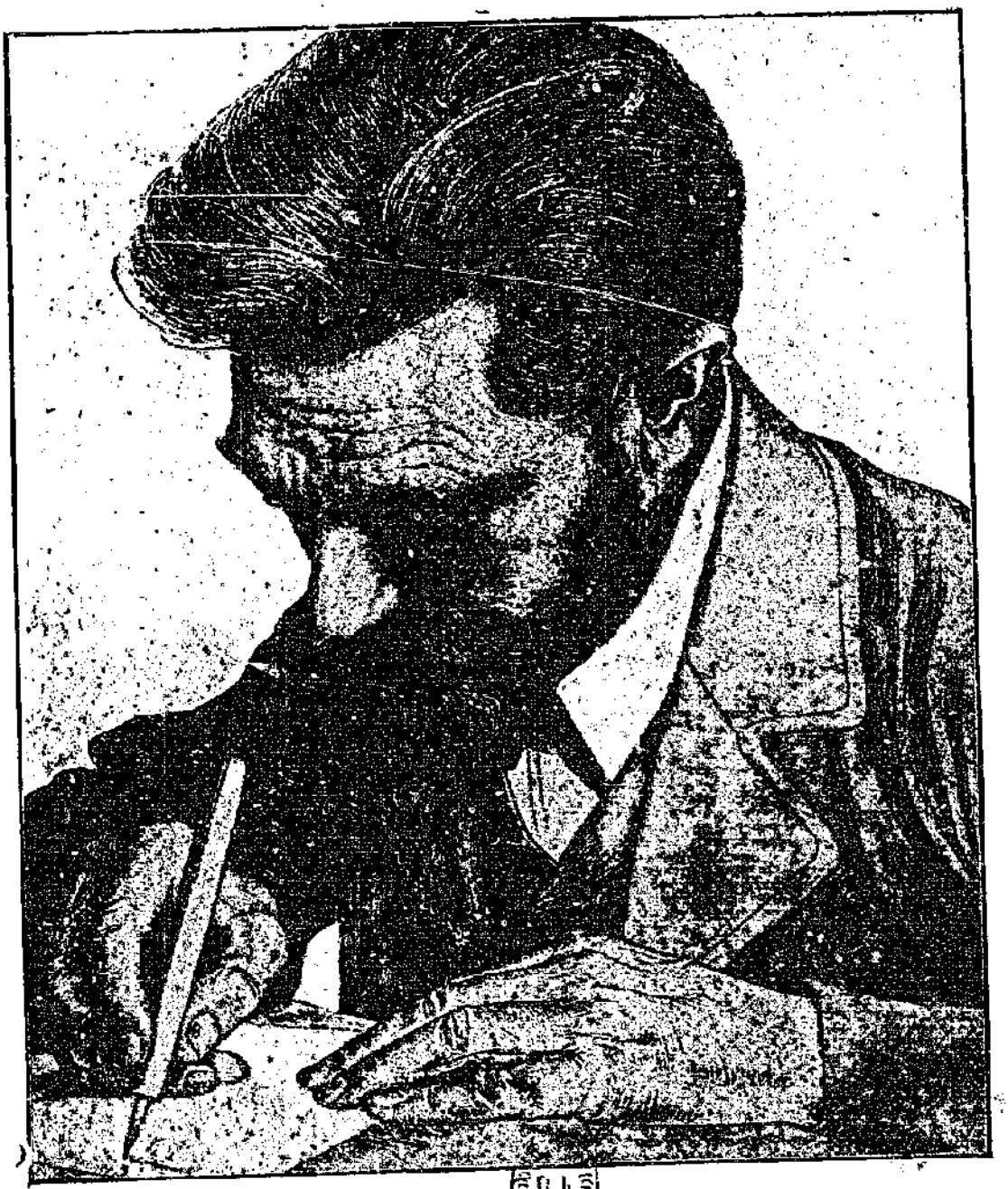
ACQUISITION N° 019645

Nouvelle traduction française d'après la 50me édition allemande par AVANTI



GAND
Imprimerie coopérative "Volksdrukkerij", rue Haut-port, 29

1911



BEBEL AUGUSTE

Préface de la vingt-cinquième Edition allemande

« La Femme » l'ouvrage « non scientifique » comme l'appelle le professeur Herkner (1), paraît maintenant pour la vingt-cinquième fois. Ce fait est relativement rare dans la bibliographie allemande; j'espère que d'autres éditions suivront encore. L'accueil favorable, rencontré en Allemagne, a été suivi de nombreuses traductions dans les langues les plus diverses. Outre deux traductions anglaises (parues à Londres et à New-York), l'ouvrage a été traduit en français, en russe, en italien, en suédois, en danois, en polonais, en flamand, en grec, en bulgare, en roumain, en hongrois. J'ai donc tout lieu d'être fier du succès de mon ouvrage « non scientifique ».

De nombreuses lettres, émanant de femmes des classes les plus diverses, m'ont démontré également que mon livre a eu un grand retentissement dans le monde féminin, et y rencontra de nombreuses sympathies. Fait caractéristique : la plupart des éditions, parues depuis la suppression de la loi socialiste (1890), ont été répandues dans les cercles bourgeois. Quelque minime que soit le prix du volume, il reste encore trop élevé pour la plupart des prolétaires. C'est à leur intention qu'une édition fut publiée en livraisons.

Je suis reconnaissant à tous ceux qui m'ont secondé, en me fournissant des renseignements, en corrigeant ou en complétant les faits que j'ai produits, en me mettant à même de rendre l'ouvrage plus substantiel.

A côté de partisans convaincus d'un côté, les pages qui suivent ont, d'autre part, rencontré des adversaires acharnés. Tandis que ces derniers déclarent que « La Femme » est l'ouvrage le moins utile et le plus dangereux qui parut dans ces

(1) *La question ouvrière.* Une introduction par le professeur Henri Herkner. Berlin 1894.

derniers temps, les autres — parmi lesquels deux pasteurs protestants, — estiment que le livre est des plus utiles et des plus moraux. Les deux avis me satisfont. Un livre qui s'occupe de choses ayant un intérêt public doit, tout comme un discours sur le même sujet, obliger de prendre parti. C'est alors seulement qu'il atteint son but.

Parmi les nombreuses réponses et essais de réfutation, parus dans le courant de l'année, il en est deux qui méritent une mention spéciale, de par le caractère scientifique des auteurs.

Je vise l'ouvrage du Dr H. E. Ziegler, professeur extraordinaire de biologie à l'Université de Fribourg, paru sous le titre : « Sciences naturelles et social-démocratie, ou Darwin et Bebel » et la dissertation du Dr Alfred Hégar, professeur de gynécologie et d'accouchements à l'Université de Fribourg, publiée sous le titre : « La passion sexuelle ».

Les deux ouvrages laissent l'impression qu'ils ont été écrits, après entente préalable entre les auteurs, pour réfuter mon livre sur des bases scientifiques. Cette supposition est justifiée par le fait, que les deux auteurs professent à la même université, que les deux ouvrages ont été publiés chez le même éditeur (1), et que leur publication fut justifiée par l'affirmation, que la diffusion particulièrement grande de mon livre, avec ses « systèmes faux et non scientifiques », exigeait une réfutation. La division du travail, pour laquelle les deux auteurs semblent avoir été d'accord, démontre également l'entente préalable. Ziegler essaie de combattre mes conceptions historiques et scientifiques; Hégar s'attaque à la manière dont, dans mon ouvrage, je caractérise la psychologie de la femme. Puis, les deux auteurs partent de leur point de vue personnel pour détruire mes systèmes économiques et sociaux. Ceci démontre qu'ils se trouvent sur un terrain qui se dérobe plus ou moins sous leurs pieds, et où ils obtiennent encore moins de succès que sur le terrain de l'homme de métier, où je pouvais m'attendre à une réfutation sérieuse.

Les deux livres ont ceci de commun, c'est qu'ils s'occupent d'un domaine qui est loin du mien, et qui n'a rien à voir avec mon ouvrage; celui d'Hégar expose des faits que je n'ai aucun motif de discuter. Les deux livres sont des œuvres à tendance:

---

(1) A Stuttgart, chez Ferdinand Enke, en 1894.

ils veulent démontrer qui ni les sciences naturelles, ni l'anthropologie ne fournissent du matériel pour la nécessité et l'utilité du socialisme. Plus d'une fois, comme il arrive assez souvent, d'ailleurs, dans les polémiques, les deux auteurs ont pris de mon ouvrage les extraits qui leur convenaient, oubliant, à dessein, ce qui ne pouvait leur rendre service. C'est ainsi que j'ai parfois eu quelque peine à reconnaître ce que j'avais écrit.

Pour la discussion des deux ouvrages, je commence par la dissertation de Ziegler qui parut d'abord.

Déjà dans le titre de son ouvrage, Ziegler a commis des erreurs. S'il voulait fournir une critique des théories socialistes, en rapport avec Darwin, il ne pouvait prendre mon ouvrage comme occasion de sa critique. Il serait présomptueux de ma part, de vouloir passer pour un théoricien socialiste. Ziegler devait préférer les ouvrages de Marx et d'Engels, qui sont nos maîtres. Il s'en est gardé prudemment. Il ne pouvait cependant considérer mon ouvrage comme un livre à dogmes socialistes, car dans la préface j'ai dit jusqu'à quel point je crois pouvoir compter sur l'assentiment de mes compagnons. Ziegler ne pouvait l'ignorer. Son titre démontre qu'il visait bien plus l'effet que l'exactitude.

Je dois d'abord relever une injure grave, que Ziegler adresse à Engels. Il prétend qu'Engels, dans son ouvrage « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat » a repris, sans les critiquer, les théories de Morgan. Le nom d'Engels est trop estimé dans le monde scientifique, pour qu'une affirmation de Ziegler puisse en ternir l'éclat d'une manière quelconque. Une étude objective de l'ouvrage d'Engels démontre immédiatement aux non-initiés — auxquels Ziegler n'appartient pas — qu'il n'accepta les théories de Morgan, que pour autant qu'elles correspondaient avec ses propres idées, et avec celles de Marx sur la même matière. Et quand Engels les accepta, il les corrobora de preuves, à tel point qu'il devint impossible, aux adversaires, de les combattre avec quelque chance de succès. Ce que prétend Ziegler, après Westermarck et Starcke, pour combattre Morgan, Engels et tous ceux qui partagent leurs idées, est pitoyable et indéfendable, et fournit la preuve d'une conception tellement superficielle, qu'elle n'augmente pas mon respect pour les hommes scientifiques, genre Ziegler.

Ziegler craint (page 15) que l'on fasse valoir contre lui l'injure

qui a été employée contre nombre de savants modernes, notamment l'accusation qu'ils emploient leur science en faveur de la classe possédante. Je prétends n'avoir jamais injurié personne. L'accusation d'injure semble très facile à nos professeurs d'université : l'accusation de Haeckel le démontre également. Pour autant que j'exprime mes propres idées, ce que j'écris dans mon livre est ma conviction pleine et entière : elle peut se tromper et le cas échéant est toute prête à reconnaître son erreur. Ce que j'ai dit à propos de nombre de nos savants, non seulement je le crois, mais je puis le prouver. Je me contenterai de placer, à côté du jugement d'un homme comme Buckle, les paroles de Frédéric Albert Lange. Page 15 de la seconde édition de sa « Question ouvrière » il traite d'une science faussée, au service des capitalistes. Et Lange, expliquant les idées actuelles sur l'économie politique, continue : « Que de telles opinions (celles des monarques) pèsent sur les hommes de science, peut être expliqué facilement par la division du travail dans le domaine intellectuel. A côté de la rareté d'une philosophie libre, qui réunit en un seul foyer les résultats de toutes les sciences, nos chercheurs les plus savants et les plus heureux restent, jusqu'à un certain point, des enfants du préjugé général, parce qu'ils observent très bien dans leur propre sphère, mais ne voient rien en dehors de cette sphère. Quand on ajoute à cela le malheur d'une philosophie payée par l'Etat, toujours prête à déclarer que ce qui existe est ce qu'il y a de mieux, l'on découvrira assez de causes de réserve, quand des questions scientifiques conduisent directement vers les éléments des révolutions mondiales futures, comme c'est le cas pour la loi de la lutte pour l'existence. »

Cet exposé est très clair, et n'a pas besoin d'explications complémentaires. Ziegler trouvera plus de détails dans les premier et second chapitres de l'ouvrage de Lange. Ziegler dit plus loin qu'on lui a conseillé d'interrompre son ouvrage contre mon livre, et de continuer un livre sur l'embryologie qu'il a commencé depuis longtemps, et qui lui sera plus avantageux. Je crois également qu'il aurait agi de façon plus intelligente, non seulement pour sa carrière, mais aussi pour sa réputation scientifique qui n'a rien gagné à l'ouvrage qu'il a dirigé contre moi. Je ne réfuterai pas les motifs, qui amènent Ziegler à combattre Bachofen et Morgan, dans leurs recherches sur les rap-

ports sexuels des peuples qui occupent les derniers échelons du développement humain. Il ne s'écoule pour ainsi dire pas de jour qui n'amène de nouvelles preuves pour la théorie Bachofen-Morgan. Moi-même, j'ai exposé quelques-unes de ces preuves dans la première partie de mon livre. Elles sont nouvelles pour la plupart des lecteurs, et confirment irréfutablement, d'après moi, ce que Bachofen et Morgan ont avancé. Depuis lors parut l'ouvrage de Cunow « L'organisation de la parenté chez les Nègres du Sud » dont je parle dans la première partie. Cet ouvrage n'apporte pas seulement une ample provision de preuves, mais s'occupe longuement des théories de Westermarck et de Starcke — les garants de Ziegler — et les réfute complètement. Pour ne pas m'attarder, je renvoie Ziegler à cet ouvrage.

Pour autant que Ziegler lui-même cherche à démontrer que le rapport monogame entre hommes et femmes est « une habitude qui trouve son origine dans la nature » (page 88 de son livre) il se rend la tâche particulièrement facile. L'une fois, le rapport monogame, à bases purement psychologiques, fait naître : « l'amour, le désir réciproque, la jalousie » ; l'autre fois il dit que le mariage est nécessaire, car « par le mariage public l'homme s'engage devant la Société de rester fidèle à sa femme, de soigner pour sa femme, d'élever ses enfants. » Donc d'abord la monogamie est « une habitude qui trouve son origine dans la nature » un rapport « sur des bases purement psychologiques » et semble toute naturelle ; quelques pages plus loin le mariage est indiqué comme une obligation légale, inventée par la société pour forcer le mari à rester fidèle à sa femme, à soigner pour elle, à élever ses enfants. Explique qui pourra cette inconséquence de la nature. Chez Ziegler, le bon bourgeois domine l'homme de science

Quand le mariage public est nécessaire pour obliger le mari de rester fidèle à sa femme, pour le forcer de soigner pour elle et d'élever ses enfants, pour quel motif Ziegler ne dit-il rien au sujet d'une même obligation de la part de la femme? Il craint involontairement que, dans le mariage actuel, la femme se trouve dans une situation inférieure, qui lui pèse, tandis qu'une promesse solennelle seule peut obliger le mari, et ne l'oblige même pas toujours. Ziegler n'est ni assez borné, ni assez sot pour ne pas savoir, par exemple, que la polygamie servait de base à la famille patriarcale de l'Ancien Testament; les pa-

triarches, jusqu'au roi Salomon, pratiquaient la polygamie et n'étaient pas retenus « par l'habitude, trouvant son origine dans la nature »; les « bases purement psychologiques de la monogamie » n'avaient aucune influence sur eux. La polygamie et la polyandrie, qui existent depuis des siècles dans les temps historiques, qui sont encore pratiquées en Orient par des millions d'hommes, et y sont considérées comme institutions sociales, contredisent de la façon la plus frappante les thèses « naturelles » de Ziegler, et les conduisent ad absurdum. Voilà où l'on en arrive quand on considère des habitudes et des institutions sociales étrangères avec des préjugés bornés et bourgeois, quand on cherche des bases scientifiques, là où des causes sociales font uniquement valoir leur influence.

Ziegler pouvait également s'épargner la peine de chercher ses exemples dans la vie sexuelle de quelques singes, pour démontrer que la monogamie est une sorte de nécessité naturelle. Les singes ne possèdent aucune organisation sociale — quelque primitive qu'elle soit — qui domine leurs pensées et leurs actions. Darwin, qu'il invoque contre moi, était beaucoup plus prudent dans ses jugements. L'existence de mariages en commun — c'est à dire où tous les hommes et toutes les femmes d'une tribu sont époux — lui semble difficile à admettre; il est cependant assez prudent pour ajouter, que tous ceux qui ont fait des études spéciales sur la matière sont d'un autre avis, et qu'ils croient que le mariage en commun fut la forme primitive et générale, y compris le mariage entre frères et sœurs. L'examen des situations sociales primitives a fait beaucoup de progrès depuis Darwin; nombre de faits, qui semblaient encore douteux, sont devenus évidents, et Darwin lui-même, s'il vivait encore, n'aurait plus douté. Ziegler combat la théorie de l'hérédité, émise par Darwin; mais il admet comme infaillible, que la monogamie fut le rapport primitif des sexes. Bien que Darwin ne soit rien moins qu'affirmatif sur ce point, Ziegler admet cette théorie avec tout l'enthousiasme d'un chrétien croyant, qui estime le salut de son âme en danger quand il n'accepte pas le dogme de la sainte trinité, ou qu'il rejette, comme catholique, l'immaculée conception de la Vierge. Ziegler s'illusionne quand il croit pouvoir démentir, par son doute très dogmatique, mais faux au point de vue historique et scientifique, les faits du développement

des rapports sexuels pendant les diverses périodes de l'humanité.

Ziegler, et ceux qui pensent comme lui, aboutissent au même résultat que la plupart de nos savants avec la conception matérialiste de l'histoire. La simplicité et l'évidence de cette conception, qui rend clairs et intelligibles des faits qui, jadis, étaient contradictoires et obscurs, restent sans influence; elle est simple et ne prête pas à controverses. D'ailleurs — quoiqu'ils n'en soient pas conscients — ils craignent les conséquences de cette conception pour le maintien de l'organisation actuelle des états et de la société. En effet, du moment que les lois du développement sont applicables à la société, il est impossible de faire croire aux citoyens qu'une meilleure organisation sociale que la nôtre n'est pas possible.

Ziegler ne saisit pas le rapport entre la théorie de Darwin et la théorie socialiste; je lui conseille de lire les deux premiers chapitres de l'ouvrage de Lange « La question ouvrière » : « La lutte pour l'existence » et « La lutte pour la place privilégiée. » Ce qui lui semblait obscur lui paraîtra probablement très clair. J'ai démontré dans mon livre que Ziegler a tort, quand il pense que l'idée de Virchow au sujet de darwinisme qui mène au socialisme, peut être tournée contre moi.

Quand j'estime que la théorie de Darwin est intimement liée à la théorie socialiste, Ziegler croit pouvoir réfuter cette interprétation en faisant appel aux idées de Darwin sur la guerre et sur le malthusianisme. Quand on se sert d'extraits de mes ouvrages, je désire que les extraits soient exacts et conformes.

Ce que cite Ziegler, page 168 de son livre, comme étant mes idées sur la paix universelle, est complètement faux, et trahit une incapacité totale de se retrouver dans les idées d'un socialiste. On peut admettre que certaines guerres eurent une influence civilisatrice; mais prétendre que toutes les guerres eurent ce caractère, ne peut être fait que par quelqu'un qui ignore complètement l'histoire. D'autre part, seul un barbare peut croire que les guerres actuelles, qui tuent les hommes valides, la fleur des nations civilisées, qui détruisent d'innombrables moyens de culture, sont favorables au progrès de l'humanité. Donc, d'après Ziegler et ses adeptes, toute paix d'une certaine durée serait un crime envers l'humanité. Ce que dit Ziegler, à ce propos, peut être rangé parmi les préjugés les plus ridicules.

Ce qu'il affirme, se basant sur Darwin, à propos du malthusianisme, ne vaut guère mieux. L'ignorance complète de Darwin en science sociale et économique, le conduisit aux conceptions les plus hasardées, dès qu'il s'occupa de thèmes sociaux. Depuis Darwin, de tels progrès ont été réalisés sur le terrain social, que ce qui est explicable chez Darwin ne peut être pardonné à ses successeurs, surtout lorsque ces successeurs veulent, comme Ziegler, faire valoir quelque autorité. Ce que j'ai à lui répondre, à ce sujet, a été résumé dans le chapitre « Population et surpopulation » auquel je renvoie.

Un des arguments principaux que Ziegler utilise contre moi, se rapporte à mes idées au sujet de l'aptitude de l'homme, et principalement de la femme, à se développer sous certains rapports intellectuels, naturels et sociaux, et principalement sous l'influence de l'éducation et de l'hérédité. Ziegler met tant de poids sur son idée divergente, que l'hérédité de propriétés acquises doit être exclue ou n'est possible qu'après un temps assez long — chose pour laquelle il s'en rapporte à Weissmann, — qu'il en fait dépendre l'exécution de l'idée socialiste. Il dit page 19 : « La nouvelle organisation sociale aura disparu depuis longtemps, avant que les hommes s'y soient habitués. » Cette phrase démontre que les idées de Ziegler au sujet de la formation des situations sociales sont très peu larges. Il oublie que ce sont les nécessités sociales qui font naître les nouvelles situations sociales, et que ces situations se développent donc avec les hommes et les hommes avec les situations, que les deux sont intimement liés. Une nouvelle organisation sociale est impossible sans les hommes qui la veulent, qui s'évertuent à la faire vivre et à la développer. Si jamais il peut être question d'entente, c'est bien ici. Les conditions meilleures, qui accompagnent chaque nouvelle organisation sociale, passent aux hommes, les ennoblissent continuellement.

D'après Ziegler, l'idée que des propriétés ont été acquises par hérédité est tellement saugrenue, que seul des hommes bornés peuvent l'admettre. Incompétent, surchargé de besognes qui n'ont guère de rapport avec le thème en question, je ne puis me baser sur mes propres expériences; mais une observation attentive m'a démontré, que ce que Ziegler traite de façon cavalière, a donné lieu à mainte controverse, et est combattu par les représentants les plus autorisés du darwinisme. Dans le

supplément du 13 mars 1894 de l'*Allgemeine Zeitung* de Munich, parut un article de Büchner, sous le titre : « Science naturelle et démocratie sociale » —; Ziegler y est critiqué. Büchner ne contredit pas seulement la théorie de Ziegler et de Weissmann, mais il s'appuie sur Haeckel, Huxley, Gegenbauer, Fürbringer, Eimer, Claus, Cope, Lester Ward et Herbert Spencer, tous partisans de la théorie darwinienne. Dans une brochure, très appréciée par les hommes compétents, et parue sous le titre : « Formation et hérédité » Hake prend position contre Weissmann. Dans l'ouvrage qu'il dirige contre moi, Hégar, à son tour, réfute Darwin. Dans son livre « Moïse ou Darwin? » le professeur Dodel se place tout à fait sur le terrain de l'hérédité des propriétés acquises. Il dit notamment : « Mais les faits qui ont la plus grande importance sont ceux qui ressortent de l'hérédité progressive ou continue. Son action consiste en ce que : des caractères individuels, soit des particularités et des propriétés récemment acquises, peuvent, eux aussi, être transmis aux descendants (1). » Sur la même question, Haeckel écrivit le 3 mars 1894 à Büchner : « Dans ce qui suit vous verrez que mon point de vue dans cette question capitale reste strictement moniste (et en même temps Lamarckien). Les théories de Weissmann et d'autres conduisent toujours vers des représentations dualistes et théologiques, qui finissent par devenir simplement mystiques. Dans l'ontogénie ils conduisent directement vers l'ancien dogme de la pré-formation » etc.

Lombroso et Ferrero expriment la même idée dans leur livre : « La femme criminelle et la prostituée », quand ils parlent de l'instinct de soumission et d'abandon que la femme a gagné par assimilation. Une maladie sexuelle, trouvant son origine dans certaines conditions, est héréditaire d'après Tarnowsky, et Krafft-Ebing parle du caractère de la femme, façonné dans une certaine direction par d'innombrables générations.

Ces noms prouvent que je me trouve en compagnie choisie avec ma conception au sujet de l'hérédité. Ziegler a plus prétendu qu'il ne pouvait démontrer.

Ziegler est un homme de science, d'après sa profession,

---

(1) *Moïse ou Darwin?* traduction Ch. Fulpius, page 126, Paris, Schleicher frères.

mais comme Zoon politicon — pour parler comme Aristote — il sera probablement un libéral. Ceci est prouvé par les nombreuses obscurités dans l'expression, lorsqu'il est en mal de démonstration ; ceci est encore prouvé par les tentatives convulsives qu'il fait pour mettre le développement général de l'humanité d'accord avec les situations bourgeoises actuelles, lorsqu'il essaie de démontrer que les institutions sociales et politiques, qui se rapportent au mariage, à la famille, à l'Etat, etc., ressemblèrent de tout temps à celles d'aujourd'hui. C'est ainsi qu'il veut prouver que les philistins de la fin du dix-neuvième siècle n'ont guère à s'occuper de ce que nous apportera le vingtième.

Nous sommes arrivés à Hégar. Il intitule son livre une étude médico-sociale. Son travail aurait certes gagné s'il avait fait disparaître tout ce qu'il y a de social dans le titre et dans le corps de l'ouvrage. Car la partie sociale est particulièrement insignifiante et donne preuve de connaissances très réduites sur nos relations et situations sociales. Hégar ne parvient pas à s'élever au-dessus de la morale bourgeoise, et est incapable, tout comme Ziegler, de saisir une idée qui sort des conceptions bourgeoises les plus étroites. Il fut très malin lorsqu'il abandonna son idée primitive (voir la préface du livre) de nous donner un aperçu complet de la question féminine. Il choisit un terrain limité, pour pouvoir « combattre et réfuter toutes les théories fausses et franchement nuisibles, soumises au public par plusieurs nouvelles brochures, comme, par exemple, surtout par l'ouvrage de Bebel : « La Femme et le Socialisme. » Il ajoute plus loin : « Des ouvrages véritablement bons, se basant sur des données scientifiques, comme « l'Hygiène sexuelle » de Ribbing, rencontrent moins de succès. »

Je connais très bien ce dernier ouvrage. L'auteur est sévèrement religieux, son livre a peu de valeur et porte l'empreinte de son esprit conservateur. L'ouvrage d'Hégar porte également l'empreinte de la tendance de l'auteur. Dans son empressement à réfuter, il démontre plus qu'il ne peut démontrer comme homme de science. D'ailleurs, il semble toujours protéger les classes possédantes, les représente comme des modèles de moralité, pendant qu'il accable constamment la classe ouvrière, à tel point même, qu'on croirait en maint endroit avoir affaire à un bourgeois, non à un homme de science. Pour autant cependant qu'Hégar, dans son livre, se tient, comme homme de science,

sur le domaine purement objectif, sa réfutation contient une série de communications intéressantes, qui mériteraient d'être propagées. Mais, dans son récit, l'on cherchera vainement des points de vue généraux et des mesures d'hygiène sociale, comme l'Etat seul peut en introduire, dès que la nécessité est reconnue d'élever toute la génération de la manière la plus progressive et la plus scientifique.

Dans la société bourgeoise, il y a deux classes qui n'appartiennent pas au prolétariat, mais qui doivent se rallier au socialisme dès qu'elles peuvent se débarrasser de leurs idées étroites et bourgeoises : les professeurs et les médecins. L'on pourrait attendre de personnes comme Hégar et ses pareils, à qui leur profession fait connaître les griefs de la plupart des humains, et surtout des femmes, qu'ils donneront la parole à des moyens de médecine et de transformation sociale qui, appliqués sur une large échelle, sont seuls efficaces. Mais ceci n'arrive pas. Ils préfèrent défendre des situations qui ne sont pas naturelles, couvrent de leur influence une société pourrie prouvant journellement son impuissance devant les injustices matérielles et morales, qui deviennent de jour en jour plus grandes. Voilà précisément ce qui rend intenable la conduite de tant d'hommes de science. Ils n'ont qu'une excuse : c'est que le milieu social dans lequel ils vivent, et les préjugés qui sont devenus leur seconde nature, ne leur permettent pas de voir plus loin que le bout de leur nez; avec toute leur science ils restent « pauvres d'esprit ».

Tout comme Ziegler, Hégar a une façon spéciale de faire des citations; il se sert de ce qui n'a pas été dit et supprime ce qui fut dit en réalité; là dessus il étaye sa réfutation. L'importance que j'attache à la satisfaction normale de la passion sexuelle pour les hommes adultes, lui sert de prétexte pour me combattre et pour prétendre que j'encourage les excès. Il dit que je m'en rapporte à Bouddha et à Schopenhauer, et tient les idées d'Hegewisch et de Busch pour surannées; mais il oublie de mentionner que des hommes compétents comme Klencke, Plotz et Krafft-Ebing se trouvent à mes côtés. Dans cette édition je cite le conservateur von Oettingen, dont les études statistiques conduisent à des résultats identiques aux miens. Hégar ne sait leur opposer qu'une statistique de Décarpieux sur la mortalité des célibataires en France, pendant les années

1685-1745 (III) et une même statistique de Bauer, se rapportant aux mariés pendant les années 1776-1834. Ces statistiques ont été dressées lorsque la science statistique n'était guère organisée de façon sérieuse et, dès lors, ne peuvent servir de preuves.

Hégar se perd également dans des contradictions très sérieuses. Au commencement de son ouvrage il cite le clergé catholique, tant masculin que féminin, qui accepte volontairement le célibat, pour prouver que l'abstinence sexuelle des adultes n'est pas dangereuse. Il combat l'affirmation que ces personnes ne s'abstiennent pas ; elles y sont obligées, non seulement par leur devoir, mais par l'emploi qu'elles occupent et qui rendrait publique toute contravention. Plus loin, il dit cependant ceci : « Druruy maintient que la passion sexuelle réprimée fait augmenter le nombre de ces crimes (attentats contre les enfants, etc.). Druruy a comparé, pendant trente ans, les attentats à la pudeur relevés dans les écoles laïques et religieuses. Dans 34,873 écoles laïques, 19 crimes et 8 offenses furent signalés; 3,521 écoles congréganistes donnèrent 23 crimes et 31 offenses. Les écoles dirigées par des religieux célibataires donnaient donc quatre fois plus d'offenses, douze fois plus de crimes contre la moralité. » Je crois qu'il est inutile de réfuter l'auteur, puisqu'il le fait lui-même.

Pareille contradiction se retrouve dans le livre d'Hégar. Pages 18 et 19 il nous donne les tables de la mortalité en France, à Paris, en Belgique, en Hollande, en Prusse, en Bavière, indiquant le nombre des décès, à chaque âge, par 1000 mariés ou célibataires. Ces tables viennent confirmer ma thèse, car elles démontrent que la mortalité des célibataires, abstraction faite de l'âge de 15 à 20 ans, dépasse généralement celui des mariés. De nombreuses femmes meurent, en outre, de l'accouchement ou des suites de l'accouchement, entre 20 et 40 ans. Hégar en conclut, en même temps que des maladies, suites d'accouchements prématurés, que la satisfaction de l'amour fait augmenter notablement le chiffre de la mortalité des femmes. Il oublie cependant qu'elles ne meurent pas des rapport sexuels, mais des suites de ces rapports, et cela parce que la majorité des femmes sont difformes, ce qui rend l'accouchement plus pénible. Et cette faiblesse physique est encore une fois la conséquence de situations sociales pitoyables : mauvaise nourriture, logement insalubre, mauvaise manière de

vivre, la profession, l'éducation intellectuelle et physique, l'habillement (corset), etc. Hégar doit savoir, en sa qualité d'homme de métier, dans combien de cas les souffrances de l'accouchée sont la conséquence de l'aide insuffisante ou mauvaise, de la contamination par le mari. Tous ces faits peuvent être évités par une organisation sociale et une éducation appropriées; les conséquences que nous constatons actuellement ne seraient plus à regretter. Lorsque Hégar m'accuse plus loin d'exagérer les effets néfastes de la passion sexuelle inassouvie, il tombe dans l'autre extrême : il décrit les conséquences de la satisfaction de la passion sexuelle de telle manière, que l'apôtre Paul avait absolument raison quand il disait : se marier est bon, ne pas se marier vaut mieux.

Plus loin, Hégar conteste que la non-satisfaction de la passion sexuelle exerce une influence sur le nombre des suicides. Je renvoie aux données statistiques de mon ouvrage. Hégar lui-même reconnaît (p. 23) : « Tout bien considéré, le nombre des suicides est plus élevé parmi les célibataires. » Sur quoi y a-t-il désaccord alors?

Hégar combat ensuite mon affirmation, que chez les femmes l'abstinence amène souvent des maladies du cerveau, la nymphomanie, le satyriasis. Cette réfutation encore ne lui réussit pas trop bien, car il dit à la page 30 de son livre : « Les femmes ont plus de dispositions pour la folie que les hommes, mais la différence n'est pas très grande. La différence est très sensible cependant entre les mariés et les non-mariés; car le chiffre de ces derniers est le double de celui des premiers. La proportion est encore plus considérable quand on fait abstraction des enfants, et qu'on ne compte les non-mariés qu'à partir de l'âge de 15 ans. Alors on rencontre presque quatre fois autant d'aliénés chez les célibataires que chez les mariés. » Hégar essaie de plusieurs façons d'expliquer cette différence au détriment des célibataires, et j'accepte d'autant plus volontiers une partie de ces suppositions, que nulle part je n'ai prétendu que la passion sexuelle inassouvie est la *seule* cause de l'état maladif des célibataires. Enfin Hégar est obligé de reconnaître (p. 31) : « La différence entre les célibataires et les mariés est cependant trop grande pour l'expliquer par ces seules données. » Je demande encore une fois : sur quoi y a-t-il désaccord?

L'auteur dit, page 23 : « La nymphomanie et le satyriasis

naissent quelquefois de changements anatomiques très importants dans les organes génitaux ou dans le système nerveux central. » Mais il donne une explication très insuffisante de l'origine de ces anomalies. Il reconnaît que la non-satisfaction contribue à faire naître la souffrance : « Mais la cause première, la cause capitale, c'est la surexcitation artificielle et exagérée. » (!) Il faut cependant que cette surexcitation soit dans la nature des hommes, sans quoi elle serait impossible. La non-satisfaction de la passion sexuelle fut, dans l'antiquité, reconnue comme une cause d'hystérie. Hégar en convient, mais ne veut pas faire valoir cette raison ; il dit cependant à la page 35 : « Jadis, quoique rarement, dans ces derniers temps beaucoup plus souvent, des affections hystériques, telles que les psychoses hystériques, la danse de St-Guy, etc., ont été constatées dans des institutions fermées : couvents, pensionnats pour filles. Elles ont été attribuées à la passion sexuelle inassouvie. » Hégar ne contredit pas, mais essaie d'expliquer les causes ; je ne dois pas entrer dans des explications, puisque je me suis servi partiellement de ces causes. « La maladie, surtout chez les femmes, affecte bien vite un caractère sexuel » dit Hégar ; j'accepte son affirmation. Il ajoute encore : « Jusqu'à quel point le refoulement violent de la passion sexuelle, correspondant à la force et à l'âge, contribue à faire naître ces affections et dérangements nerveux à caractère sexuel, est difficile à établir. » Je suis d'accord.

Le chapitre VI de l'ouvrage d'Hégar est consacré aux maladies de la femme, qui découlent de la génération. Comme je l'ai déjà dit, Hégar voit beaucoup plus de maladies et de dangers pour les femmes mariées que pour celles qui ne le sont pas, bien qu'il n'oublie pas complètement les inconvénients, résultant du non-assouvissement de la passion sexuelle. Cependant, l'aspect des « vieilles jeunes filles » prouve aux laïques quels sont les dangers du célibat. Hégar ne peut les passer complètement sous silence, et dit page 36 : « Il y a une autre catégorie de filles ; elles sont saines et ne présentent aucune déformation dans le développement corporel ; elles meurent très âgées sans avoir été mariées. Cependant elles ressemblent, sous plus d'un rapport, à celles qui souffrent de chlorose : sentiment de faiblesse générale, peu d'ardeur au travail, mauvaise humeur, sensibilité extrême, visage pâle, dérangements dans

les fonctions de l'appareil génital, etc. » Cette phrase renferme encore un aveu de grande valeur. Cependant on me réserve toutes les appellations méchantes parce que, moins professeur qu'Hégar, j'appelle un chat un chat.

Je ne consacre aucune parole à ce qu'Hégar dit dans le septième chapitre de sa thèse au sujet de l'intempérance dans les rapports sexuels, et des conséquences de « l'amour sauvage ». Car, pour autant qu'il me réfute, il m'a mal compris — je ne m'inquiète pas de savoir si la chose fut faite à dessein ou accidentellement —; ou bien il s'occupe de faits qui ne rencontrent pas ma démonstration.

Il arrive à Hégar ce qui arrive à tous les idéologues bourgeois; il voit les conséquences au lieu de la cause et, par exemple, fait découler l'ivrognerie d'une « imperfection éthique » et non de causes sociales. Dans cet ouvrage je me suis attaché à démontrer l'influence des rapports sociaux sur les événements de la vie humaine; je ne m'étendrai pas ici sur ce thème.

Hégar se montre surtout vexé parce que j'ai osé prétendre que les filles du peuple sont souvent séduites par les représentants des « classes possédantes et intellectuelles ». Cela n'est pas vrai, dit-il; les séducteurs sont presque sans exception des soldats, des ouvriers, des domestiques, des laquais, rarement des représentants des classes supérieures; et ces derniers sont encore sévèrement punis pour ce qu'ils ont fait, et dont, probablement, ils ne sont pas seuls à porter la responsabilité. Il est presque impossible de se montrer plus naïf qu'Hégar. Sans doute, les pères des 170,000 enfants illégitimes qui naissent, en moyenne, par année en Allemagne, n'appartiennent qu'en partie aux « classes aisées et intellectuelles »; cependant, ils fournissent incontestablement le pourcentage le plus élevé. Ajoutez à cela que les domestiques, les ouvriers et les laquais des grandes maisons sont trop souvent disposés à prendre la responsabilité des péchés de leurs maîtres et seigneurs. Qu'Hégar se donne la peine d'aller demander des renseignements à l'Hospice de la Maternité de Fribourg; et s'il est susceptible de s'instruire, il sera vite édifié. Je lui recommande également la lecture d'un ouvrage d'un de ses jeunes collègues, le Dr Max Taube de Leipzig. Dans son livre : *La Protection des Enfants illégitimes*, il arrive à de tout autres résultats qu'Hégar. Chez celui-ci le

défenseur aveugle et prévenu de la société bourgeoise perce, lorsqu'il s'occupe des problèmes sociaux. De même lorsqu'il traite du système des deux enfants, actuellement appliqué en France ; ce système lui paraît un arrangement idéal.

Dans la deuxième partie de mon livre, je m'étends suffisamment sur les causes et les conséquences de ce système. Quand Hégar le défend, il fait de nouveau abstraction des conséquences qui en résultent pour l'état moral de la population française. Ce médecin ignore que ce système multiplie l'avortement, l'infanticide, les attentats sur les enfants, les actes contre nature.

Les autres arguments sociaux et politiques dont il se sert contre ma démonstration, ont la même valeur. Ainsi, par exemple, ce qu'il dit à propos du droit au travail, — qui ne fut pas inscrit au programme de la social-démocratie allemande — des relations internationales, de l'unité du travail, de la nature de l'argent. Ses idées économiques sur la question agricole témoignent également d'une connaissance merveilleusement superficielle. D'après lui, la ruine de l'agriculture anglaise est la conséquence de la suppression des droits sur les grains, — suppression qui date de 1847! — Lorsque je signale plusieurs fois dans mon livre que des terrains fertiles sont transformés en forêts, peuplés de cerfs et de chevreuils, pour permettre aux seigneurs puissants et riches de s'amuser à la chasse, il me répond : « En Allemagne il n'y a pas, ou, dans tous les cas, très peu de terrains qui peuvent être utilisés à des cultures, et qui sont transformés en forêts afin de faciliter la chasse. Il est à peine possible d'arrêter la disparition complète de quelques espèces d'animaux, telles que les cerfs, les sangliers, etc. Il est vrai que celui qui adhère au principe partiel de l'utilisation générale ne s'en inquiète pas, et qu'il verrait, avec joie, tuer le dernier lièvre, le dernier chevreuil. Mais quel serait alors l'aspect des forêts et des champs! »

C'est là le langage d'un homme qui ne connaît rien à la réalité; sans quoi il saurait que nos paysans de tous les points cardinaux sont d'accord pour déclarer que les dégâts, résultant de la multiplication délibérée du gibier, sont tellement grands, qu'ils deviennent une véritable calamité publique pour toutes les parties de l'Allemagne. La situation, sous ce rapport, ne pouvait être plus mauvaise au temps de la féodalité, qu'elle n'est maintenant dans certaines contrées allemandes.

Hégar a également une solution d'une simplicité merveilleuse pour la question agricole. Il dit (page 106) : « La politique commerciale, la nature des impôts, la législation et la bonne volonté des propriétaires des terrains étendus, devront contribuer le plus à relever les petits paysans et ceux qui appartiennent à la classe moyenne. » C'est donc le loup qui doit sauver les agneaux. Ma compétence m'abandonne ici; je n'ai plus envie de continuer la discussion.

Si le corps professoral allemand ne dispose pas de lutteurs plus capables que Ziegler et Hégar pour terrasser l'hydre socialiste, ce monstre moderne aura vite raison de la société bourgeoise. De pareils Siegfried ne nous procurent guère d'insomnie.

Pâques, 1895.

A. BEBEL

Préface de la trente-quatrième édition

Je me suis abstenu de compléter ou de refondre le présent travail depuis sa vingt-cinquième édition. Mais les éditions se succédant, m'ont démontré qu'il était désirable de le revoir.

Je n'ai rien trouvé à modifier aux principes fondamentaux, qui sont exprimés dans le livre. Mais je me suis servi d'une série de faits nouveaux, qui furent portés à ma connaissance depuis la vingt-cinquième édition, et j'ai indiqué dans les renvois quelques publications littéraires, qui apportent des théories très remarquables. Des renseignements et des indications, qui me furent fournis de nouveau par mes lecteurs, ont été pris en considération. Je remercie sincèrement mes aimables correspondants.

Pour ne pas grossir ce volume outre mesure, j'ai dû faire un choix limité parmi les matériaux dont je disposais. Avec mes documents j'aurais pu doubler le volume; différents motifs s'opposaient cependant à pareil développement.

Dans cette forme nouvelle, le but visé par ce livre — combattre les préjugés qui s'opposent à l'égalité de la femme, faire de la propagande pour les idées socialistes, dont la réalisation seule garantit la délivrance sociale de la femme — que j'ose déclarer avoir atteint antérieurement, le sera encore davantage. Il ne s'écoule presque pas de journée qui ne vienne prouver à ceux qui réfléchissent, que seule une transformation complète de l'Etat et de la société peut mettre fin au désordre toujours plus grand de nos situations politiques et sociales.

La reconnaissance de la nécessité de pareille réforme ne se fait pas seulement sentir dans des cercles toujours plus étendus du monde prolétaire féminin; le mouvement féministe bourgeois, à son tour, devient de plus en plus exigeant, demande des réformes qui n'étaient réclamées jadis que par les éléments les plus progressistes. Dans presque tous les pays civilisés, le

mouvement féministe a gagné plus de terrain; et si ce mouvement comprend encore beaucoup d'imprécis ou d'à peu près, cette insuffisance n'échappera pas toujours aux éléments actifs. Qu'ils le veulent ou qu'ils ne le veulent pas, ils sont poussés en avant.

Un signe tout particulier de l'extension du mouvement, c'est l'accroissement de la littérature qui se rapporte à la matière et que plus aucun homme ne peut suivre complètement.

Il est vrai que la qualité ne répond pas toujours à la quantité; celle-ci reste cependant une preuve de l'activité cérébrale en la matière. D'ailleurs, la différence entre qualité et quantité reste la même dans tous les domaines intellectuels. La chose principale, c'est que le mouvement progresse. Là où la perspicacité de quelques uns ne suffit pas, elle sera rectifiée par l'instinct de la masse. Et la masse, une fois en mouvement, ne se fourvoie plus.

A. BEBEL

Berlin-Schöneberg 15 Novembre 1902.

INTRODUCTION

Nous sommes les contemporains d'une grande évolution sociale, qui prend tous les jours de plus vastes proportions. Un mouvement, une agitation des esprits se manifestent dans toutes les classes de la société avec une intensité de plus en plus grande. Tous s'aperçoivent que le terrain se dérobe sous leurs pieds. Il a surgi une foule de questions, sur la solution desquelles on discute dans les deux sens. Une des plus importantes qui s'impose, est celle que l'on appelle la question des femmes.

Quelle place doit prendre la femme dans notre organisme social, où peut-elle développer toutes ses forces et toutes ses aptitudes afin de devenir dans la société humaine un membre complet, ayant les droits de tous, pouvant donner l'entière mesure de son activité? A notre point de vue, cette question se confond avec celle de savoir quelle organisation essentielle devra recevoir la société humaine, pour substituer à l'oppression, à l'exploitation, au besoin et à la misère sous leurs milliers de formes, une humanité libre, une société en pleine santé tant au point de vue physique qu'au point de vue social. La question des femmes n'est donc pour nous qu'un des côtés de la question sociale générale, qui occupe en ce moment toutes les intelligences, qui met tous les esprits en mouvement. Elle ne peut, par consé-

quent, trouver sa solution définitive que dans la suppression des contrastes sociaux et dans la disparition des maux qui en résultent.

C'est pourquoi il est nécessaire de s'occuper spécialement de la question ouvrière. La question: Quelle place la femme occupa jadis, ce qu'elle est maintenant et ce qu'elle deviendra, occupera un jour la moitié de la société européenne, le sexe féminin formant la plus grande partie de la population. La place occupée par la femme dans le cours des siècles nous est représentée de façon si nébuleuse, qu'une élucidation s'impose. Une grande partie des préjugés qui accueillent le mouvement féministe, trouvent leur origine principale dans l'ignorance ou l'incompréhension de la question des femmes. De nombreuses personnes prétendent que la question des femmes n'existe pas, que la place, occupée jusque maintenant par la femme, sera occupée par elle dans l'avenir, et que sa vocation naturelle d'épouse et de mère la voue au foyer familial. L'on ne parle pas de ce qui se passe en dehors des murs de la maison, ou de ce qui n'a aucun rapport étroit avec les devoirs familiaux.

C'est ainsi que, dans la question des femmes, comme dans la question sociale générale, il y a des partis essentiellement distincts, qui envisagent et jugent la question du haut de leur situation politique et sociale actuelle, et partent de là pour proposer les moyens de la résoudre. Les conservateurs ont vite fait de répondre, et croient avoir assez dit quand ils renvoient la femme à sa vocation naturelle. Ils ne s'aperçoivent pas que des millions de femmes ne se trouvent pas dans la situation de pouvoir répondre à leur vocation naturelle, qui leur ordonne d'être

épouse et mère, et les confine dans le cercle étroit du ménage. Nous développerons plus tard en détail les raisons de cet état de choses. Des millions d'autres manquent cette vocation, parce que le mariage est devenu pour elles un joug, un esclavage; qu'il leur faut traîner la vie dans la misère et le besoin. Cela inquiète aussi peu ces sages que le fait que des millions des femmes exercent les professions les plus diverses, où elles se tuent, pour des salaires de famine, aux besognes les plus pénibles et les plus contraires à la nature. Ils se bouchent les yeux et les oreilles en présence de ces faits regrettables, comme pour la misère du prolétariat, et se consolent en même temps que les autres, en disant qu'il en a « éternellement » été ainsi, et qu'il en restera « éternellement » de même. Ils ne veulent pas entendre parler, pour la femme, du droit de prendre sa part des conquêtes de la civilisation, de s'en servir pour soulager et améliorer sa position, et de développer autant que l'homme, d'employer aussi bien que lui, au mieux de ses intérêts, ses aptitudes intellectuelles et physiques. S'ils entendent dire que la femme veut être matériellement indépendante afin de pouvoir l'être « d'esprit » et de « corps », et de ne plus dépendre du « bon vouloir » de l'autre sexe et des « grâces » qu'il veut bien lui faire, alors leur patience est à bout. Leur colère s'allume; il en résulte un torrent de plaintes vigoureuses et d'imprécations contre « la folie du siècle » et contre les « pernicieuses tendances émancipatrices ».

Ces gens là sont les philistins des deux sexes, qui ne peuvent s'arracher au cercle étroit de leurs préjugés. Ils forment l'espèce des chouettes qui se retrouvent partout où règne la nuit, et qui s'effraient

quand un rayon de lumière tombe dans leur commode obscurité.

D'autres adversaires ne peuvent fermer les yeux et les oreilles à des faits trop probants; ils accordent que c'est à peine si à aucune époque antérieure les femmes, prises dans leur totalité, se sont trouvées dans une situation aussi dégradante et peu naturelle par rapport à l'état général du développement de la civilisation, qu'il est donc indispensable de rechercher les moyens d'améliorer leur sort, pour autant qu'il s'agisse seulement des femmes célibataires. La question leur semble résolue pour les femmes qui ont trouvé un refuge dans le port du mariage.

Conséquents avec eux-mêmes, ils demandent que toutes les branches de l'activité qui s'approprient aux forces et aux facultés de la femme, soient ouvertes à la femme non-mariée, de telle sorte qu'elle puisse entrer en concurrence avec l'homme. Ceux d'entre eux qui vont le plus loin, exigent que cette concurrence s'étende non seulement au champ des occupations ordinaires et des fonctions infimes, mais encore au domaine des emplois supérieurs, à celui des arts et des sciences. Ils réclament l'admission des femmes aux cours de toutes les écoles de hautes études, notamment des universités, qui, jusqu'ici, leur ont été fermées. Ce qu'ils visent surtout, ce sont les emplois de l'Etat (postes, télégraphes, chemins de fer) pour lesquels ils considèrent la femme comme particulièrement douée; à cet effet ils s'appuient sur les résultats pratiques obtenus par les femmes, surtout aux Etats-Unis. Une petite minorité de ce parti réclame également des droits politiques pour la femme. La femme, tout comme l'homme, est un être humain et un citoyen de l'Etat; le main-

tien exclusif de la législation entre les mains des hommes démontre, que ceux-ci n'ont utilisé ce privilège qu'à leur propre profit, pour maintenir la femme en tutelle à tous les points de vue. C'est ce qui doit être empêché.

Ce qu'il y a lieu de remarquer dans les courants que nous venons d'indiquer sommairement, c'est qu'ils ne sortent pas du cadre de la société actuelle. On ne se demande pas si, le but proposé une fois atteint, la situation de la femme en sera suffisamment et fondamentalement améliorée. Se plaçant au point de vue de la société bourgeoise, donc capitaliste, l'on considère l'égalité civile de la femme et de l'homme comme la solution définitive. On ne se rend pas compte que, si ce but est atteint en ce qui concerne la libre admission des femmes à toutes les fonctions industrielles, cela signifie aussi, dans les conditions sociales actuelles, que la concurrence des forces de travail se déchaînera avec plus de férocité, et que la conséquence inévitable sera la diminution du revenu individuel des deux sexes, qu'il s'agisse de salaires ou d'appointements.

Il est évident que cette solution n'est pas la bonne. L'égalité civile complète de la femme n'est pas seulement le but final des hommes qui sont sympathiques au mouvement féminin; elle est également reconnue comme telle par les femmes bourgeoises qui se lancent dans ce mouvement. Avec les hommes, qui partagent leurs idées, elles se trouvent donc en contradiction avec les représentants du sexe fort, qui combattent le mouvement par ignorance, et lorsqu'il s'agit d'admettre les femmes aux hautes études et aux emplois publics mieux rétribués, par basse jalousie et par crainte de la concurrence. Une

lutte des classes, comme celle entre les ouvriers et les capitalistes, n'existe pas.

En admettant que le mouvement féministe bourgeois voie accueillir toutes ses exigences pour l'égalité entre l'homme et la femme, cela ne fera pas disparaître l'esclavage qui résulte des conditions actuelles du mariage, ou la dépendance matérielle dans laquelle les femmes vivent en immense majorité. Pour la plupart d'entre elles, il n'y a aucun intérêt à voir admettre quelques milliers de femmes, qui appartiennent aux classes privilégiées, aux hautes études, à la médecine, dans une carrière scientifique, ou à un emploi de l'Etat. L'état général des femmes reste inchangé.

Le sexe féminin, dans sa masse, souffre sous deux rapports : il souffre sous la dépendance sociale de l'homme — ce qui sera amélioré mais non supprimé par l'égalité devant la loi et devant la justice — et il souffre sous la dépendance économique qui pèse sur les femmes en général, et surtout sur les femmes du peuple aussi bien que sur les hommes.

Il en résulte que toutes les femmes, sans distinction de rang social, ont intérêt, dans leur situation de sexe dominé et préjudicié par les hommes, de voir modifier cet état de choses par des réformes dans l'état social existant, par la révision des lois. La plus grande majorité des femmes a l'intérêt le plus marqué à voir modifier complètement cette situation. C'est ainsi que disparaîtront l'esclavage du salaire, sous lequel la plupart gémissent, et l'esclavage sexuel, qui est intimement lié avec nos situations de propriété et d'industrie.

Les femmes qui s'occupent du mouvement féministe bourgeois, ne comprennent pas la nécessité de

pareil changement radical. Influencées par la place privilégiée qu'elles occupent dans la société, elles voient dans le mouvement féministe prolétaire, qui a d'autres désirs, des tendances dangereuses et peu raisonnables, qui doivent être combattues. C'est ainsi que la différence des classes, qui creuse l'abîme entre les ouvriers et les capitalistes, fait également sentir ses effets dans le mouvement féministe. Et ces effets deviennent plus grands, au fur et à mesure que les situations deviennent plus tendues.

Bien plus que les hommes divisés en classes, les sœurs ennemies ont cependant des aspirations pour lesquelles elles peuvent lutter ensemble, quoique marchant séparément. Tel est le cas, chaque fois qu'il s'agit de l'égalisation des femmes et des hommes, sur le terrain des institutions de l'Etat et de la société de nos jours : par exemple, l'emploi de la femme dans toutes les professions, pour lesquelles ses forces et ses aptitudes suffisent, l'égalisation civile et politique complète avec l'homme. Ce sont là des questions très importantes et très étendues, comme je le démontrerai. Les femmes du prolétariat ont, en outre, tout intérêt à marcher la main dans la main avec les prolétaires masculins, pour obtenir des mesures et des institutions qui préservent l'ouvrière de la chute physique et morale, et qui lui permettent de remplir son rôle de mère et d'éducatrice. D'un autre côté, la femme du peuple doit lutter avec ses compagnons masculins pour que la société soit complètement transformée, pour qu'une situation soit réalisée où l'indépendance économique et intellectuelle complète des deux sexes sera rendue possible par un état social adéquat.

Il ne s'agit donc pas seulement d'une égalisation

de la femme et de l'homme dans la société et l'Etat actuels; tel est cependant le but du mouvement féministe bourgeois. Nous devons supprimer les frontières qui séparent les êtres humains, qui font dépendre un sexe de l'autre. Cette solution de la question féminine est donc intimement liée à la solution de la question ouvrière. Celui qui veut la solution complète de la question féministe, doit marcher avec ceux qui estiment que la solution de la question sociale est indispensable à toute l'humanité, donc avec les socialistes.

De tous les partis, le parti socialiste a seul inscrit à son programme l'égalisation complète de la femme, sa délivrance de toute dépendance et de toute oppression. Et il l'a fait par nécessité, non pour trouver une occasion d'agiter la masse. L'humanité ne pourra être délivrée sans l'indépendance sociale et l'égalisation des sexes.

Tous les socialistes seront d'accord avec ces principes. Mais je ne puis en dire autant de la manière dont je m'imagine la réalisation du but final, c'est à dire des mesures et institutions qui devront nous procurer l'indépendance désirée, l'égalisation de tous.

Dès qu'on quitte la réalité pour peindre l'avenir, la porte est ouverte aux controverses. L'échange d'idées commence sur ce qui est probable ou improbable. C'est pourquoi les lecteurs voudront considérer les exposés et les développements qui suivent comme l'expression de mes opinions personnelles, et ne diriger éventuellement que contre moi seul leurs attaques. Je suis seul responsable pour mon livre.

Des attaques objectives et sincères seront toujours

bienvenues; aux attaques qui faussent mes idées ou qui reposent sur des suppositions, j'opposerai le silence. Je tirerai d'ailleurs de mes déductions toutes les conséquences, même les extrêmes, qu'exigent les résultats que l'examen des faits m'a permis d'obtenir. Une des premières conditions pour reconnaître la vérité est l'absence de préjugés, et le but ne peut être atteint sans l'expression brutale de la vérité sur ce qui existe et sur ce qui doit être obtenu.

La femme dans le passé

La femme et le travailleur ont tous deux ceci de commun, qu'il sont des opprimés. Cette oppression a subi des modifications dans sa forme, selon le temps et le pays, mais l'oppression s'est maintenue. Dans le long cours de l'histoire, les opprimés eurent souvent conscience de leur oppression, et cette conscience amena des modifications et des soulagements dans leur situation. Mais ils ne purent approfondir la véritable nature de cette oppression; chez la femme comme chez le travailleur, cette connaissance est le résultat de nos jours. Il fallait d'abord connaître la véritable nature de la société et des lois, qui servirent de base à son développement, avant qu'un mouvement put être commencé avec quelque chance de succès, pour éliminer les situations qui étaient reconnues comme injustes. L'importance et l'étendue de pareil mouvement dépendent du jugement qui est répandu dans les couches auxquelles on porte préjudice, et de la liberté de mouvement qu'elles possèdent. Sous ce double rapport, la femme est inférieure au travailleur, aussi bien par les mœurs et l'éducation que par la liberté qui lui est garantie. D'ailleurs, des circonstances qui se prolongent pendant une longue série de générations, finissent par devenir des habitudes, et l'hérédité et l'éducation les font apparaître comme « naturelles » aux deux parties

intéressées. C'est ainsi que surtout la femme accepte encore aujourd'hui sa situation inférieure comme une chose évidente par elle-même, et qu'il n'en coûte pas peu de peine de lui démontrer que sa situation est indigne d'elle, et qu'elle doit viser à devenir dans la société un membre, ayant les mêmes droits que l'homme et son égal sous tous les rapports.

S'il y a beaucoup de points de ressemblance entre la situation de la femme et celle de l'ouvrier, il y a cependant une différence essentielle : *la femme est le premier être humain qui eut à subir la servitude.* Elle a été esclave, avant que l'esclave fût.

Toute dépendance sociale trouve son origine dans la dépendance économique de l'opprimé vis à vis de l'oppresseur. De temps immémorial la femme se trouve dans cette situation ; l'histoire du développement de la société humaine nous l'apprend.

La connaissance de ce développement est assurément relativement nouvelle. Tout comme le mythe de la création du monde, tel que nous le trouvons dans la Bible, ne peut être maintenu en présence des recherches de la géologie, de la physique et de l'histoire, recherches qui se basent sur d'irréfutables et c'innombrables faits, le mythe de la création et du développement de l'homme ne tient pas debout. Toutes les parties de cette histoire de la culture humaine ne sont pas encore suffisamment éclaircies ; des divergences d'opinion se produisent entre les savants au sujet de la signification ou du rapport de tel ou de tel phénomène. Dans les grandes lignes cependant, il y a clarté et concordance d'opinion. Il est établi que l'homme ne vint pas au monde comme un être cultivé, tel que nous le rapporte la Bible au sujet du premier couple humain. Il lui a fallu de

longs siècles pour s'affranchir de sa qualité animale. Il traversa des périodes, pendant lesquelles les relations sociales, aussi bien que les relations entre homme et femme, subirent les modifications les plus diverses.

L'assertion commode, qui sert aussi bien aux relations entre homme et femme, qu'à celles entre pauvre et riche, et qui est répétée journellement par les ignorants ou les trompeurs: « il en fut toujours ainsi et il en sera toujours ainsi » est fausse, superficielle et menteuse sous tous les rapports.

Pour le but de cet ouvrage, un court exposé des relations entre les sexes depuis les temps primitifs aura une signification particulière. Cet exposé démontrera que, si jusque maintenant les relations se modifièrent avec la façon de produire et de diviser, il va de soi que des réformes subséquentes dans la façon de produire et de diviser, modifieront également les relations entre les sexes. Dans la nature comme dans la vie humaine rien n'est éternel. Il n'y a que le changement qui soit éternel.

Aussi loin qu'il nous soit donné de remonter dans le développement de la société humaine, la première communauté humaine fut la horde. Dans son « Histoire générale de la civilisation », Homeger affirme, il est vrai, qu'encore maintenant, dans les contrées intérieures peu explorées de l'île de Bornéo, des sauvages vivent séparément. Hügel prétend à son tour que dans les montagnes de l'Inde des couples humains furent découverts, qui vivaient séparément, et fuyaient sur les arbres à la moindre rencontre, tout comme les singes. Ces indications confirment les suppositions qui sont faites au sujet de la naissance et du développement du genre humain. Il est

probable qu'à l'origine les êtres humains existaient par couples; il est certain que quelques hommes, descendant l'un même couple, se réunirent en hordes, afin de pourvoir, par des efforts communs, à leurs besoins encore très primitifs, et pour se défendre contre les animaux féroces, leurs ennemis.

Le nombre plus grand, et les difficultés plus grandes de pourvoir à leur subsistance, ne se composant que de racines, grains et fruits, amenèrent la division ou séparation des hordes, et comme conséquence, la recherche de nouvelles résidences.

Cet état animal, dont nous ne possédons aucune preuve péremptoire, a existé sans aucun doute. Cela est démontré par tout ce que nous avons appris au sujet des différentes périodes de culture des temps historiques, et des peuples qui vivent encore à l'état sauvage. L'homme n'entra pas dans le vie comme être cultuel supérieur à l'appel d'un Créateur. Au contraire, il dut traverser une longue et lente période de développement, et ne parvint à son développement actuel que par des périodes ascendantes ou descendantes de culture, dans toutes les parties du monde et sous tous les climats.

Alors que les grands peuples, qui habitent une partie de la surface terrestre, appartiennent aux peuples les plus civilisés, d'autres peuplades, des parties du monde les plus diverses, occupent les différents stades du développement intellectuel. Ces peuplades nous donnent l'image de notre passé, et nous montrent le chemin parcouru par l'humanité en se perfectionnant. S'il est possible, un jour, d'établir des points de vue communs, généralement acceptés, d'après lesquels l'examen du développement de la civilisation aura à se guider, l'on dispo-

sera d'une série de faits qui jetteront une tout autre lumière sur les rapports des hommes dans le passé et dans le présent. Des faits, qui maintenant nous semblent inexplicables, et sont traités par des critiques superficiels comme déraisonnables, et même comme « immoraux », nous paraîtront très naturels et très logiques. Le voile qui couvre l'histoire du développement de notre race a été légèrement soulevé, depuis les recherches de Bachofen, par de nombreux savants, dont Taylor, Mac Lennan, Lubock et d'autres. Bachofen se rallie à Morgan, dans son ouvrage principal, qui est complété par une série de faits historiques, de caractère politique ou économique, produits par Engels. Cunow, en dernier lieu, a confirmé ou rectifié ces données.

Grâce aux descriptions frappantes et claires qu'Engels nous donne dans son ouvrage excellent sur l'origine de la famille, de la propriété privée et de l'état, une vive lumière est répandue sur une foule de circonstances de la vie antérieure des peuples plus ou moins civilisés. Ces circonstances nous permettent de jeter un regard sur la construction de la société humaine dans le courant des siècles. Il en résulte que nos idées sur le mariage, la famille et l'état reposaient, jusque maintenant, sur des appréciations absolument fausses. Elles doivent être considérées comme les fruits de notre fantaisie, auxquels toute réalité fait défaut.

Ce qui a été prouvé pour le mariage, la famille et l'état, n'est pas moins vrai pour ce qui concerne le rôle de la femme. Pendant les différents stades de développement, elle occupa une place qui diffère sensiblement de celle qu'on veut lui imposer, parce que « éternelle ».

Morgan, auquel se rallie Engels, divise l'histoire de l'humanité en trois époques principales : l'état sauvage, la barbarie et la civilisation. Il divise chacune des deux premières époques en stades inférieur, moyen et supérieur suivant les progrès réalisés dans la production des moyens d'existence. La conception de Morgan est celle du matérialisme historique, tel qu'il fut fondé par Karl Marx et Engels. Comme eux il constate que toutes les grandes époques du progrès de l'humanité coïncident d'une façon plus ou moins directe avec les époques d'extension des sources d'alimentation. L'état sauvage, dans son stade inférieur, constitue l'enfance du genre humain. Vivant, tout au moins en partie, sur les arbres, l'homme se nourrit surtout de noix et de racines, et commence l'élaboration du langage articulé. Le stade moyen de l'état sauvage commence avec l'emploi de petits animaux (poissons, crustacés, etc.) en guise de nourriture, et avec l'usage du feu. La fabrication des armes prend naissance, d'abord par l'invention des premières armes, la massue et la lance en bois et en pierre. Avec ces armes la chasse est possible, et aussi la guerre avec les hordes voisines pour les sources d'alimentation, pour les domaines d'habitation et de chasse. Ici apparaît l'anthropophagie qui existe encore aujourd'hui chez quelques peuplades de l'Afrique, de l'Australie et de la Polynésie. Le stade supérieur de l'état sauvage est caractérisé par l'invention de l'arc et de la flèche ; il voit se produire le tissage à la main, les paniers tressés d'écorce et de jonc, la fabrication des outils de pierre polie. Le travail du bois pour la fabrication de pirogues et la construction de huttes est possible. La vie devient plus compliquée. Les outils dont on

dispose, permettent de se procurer une nourriture plus abondante pour l'entretien de groupements humains plus nombreux.

Avec l'introduction de la poterie, Morgan fait commencer le stade inférieur de la barbarie. Sa caractéristique est la domestication et l'élevage du bétail, d'où la production du lait et de la viande, l'emploi de peaux, de cornes, de poils aux usages les plus divers. La culture des plantes commence en même temps. L'Occident donne le maïs, l'Orient toutes les sortes de céréales connues sauf le maïs. Le stade moyen de la barbarie prend naissance dans l'est, avec l'élevage des animaux domestiques, dans l'ouest avec la culture de plantes alimentaires au moyen de l'arrosage artificiel. Maintenant également commence l'emploi de briques séchées au soleil, ainsi que de la pierre pour la bâtisse. L'élevage du bétail entraîne la formation de troupeaux, et conduit à la vie pastorale. Le besoin de plus grandes quantités de nourriture pour hommes et bétail, exige la culture des blés. Au cours de ce stade, l'anthropophagie disparaît petit à petit.

Le stade supérieur de la barbarie commence avec la fonte du minerai de fer, et l'invention de l'écriture alphabétique. La charrue en fer est inventée, rendant possible la culture de la terre sur une grande échelle. L'introduction de la hache et du coin en fer permet le défrichement des forêts. Le travail du fer inaugure une série d'activités, qui donnent un tout autre aspect à la vie. Les outils en fer facilitent la construction de maisons, de navires et de chariots. Le travail des métaux passe au rang de métier d'art; nous voyons les armes perfectionnées, la construction de villes enceintes de murailles.

L'architecture débute comme art; par l'invention de l'écriture, la mythologie, la poésie, l'histoire sont conservées et répandues.

Ce sont surtout les pays orientaux et les pays situés sur la Méditerrannée : l'Egypte, la Grèce, l'Italie, où ce stade se développe et qui jettent la base des transformations sociales qui, dans le cours des siècles, exerceront une influence décisive sur la culture intellectuelle de l'Europe et du monde entier.

Mais l'état sauvage et la barbarie ont également leurs relations sexuelles et sociales d'un caractère spécial, qui se distingue très nettement des mêmes relations dans une période plus avancée.

Bachofen et Morgan ont examiné ces relations de très près. Bachofen étudia les ouvrages des anciens, pour découvrir la nature des faits qui, dans la mythologie, le mythe ou les relations historiques semblent si étranges, et ont cependant une influence prépondérante sur les faits et gestes des temps futurs et même de nos jours. Morgan passa plusieurs dizaines d'années parmi les Iroquois de l'Etat de New-York, et fit une masse d'observations, qui jettent un jour tout nouveau et inattendu sur les relations de la vie, de la famille et de la parenté de ces Indiens. Par là il fut possible d'assigner à d'autres observations leur véritable portée.

Bachofen et Morgan découvrirent, chacun de son côté, que les relations sexuelles chez les peuples des temps primitifs étaient tout autres que celles des temps historiques ou des temps modernes. Pendant son séjour chez les Iroquois, Morgan découvrit, surtout par l'étude comparée des observations enregistrées, que les peuples arriérés ont des rela-

tions de famille et de parenté, qui diffèrent complètement des nôtres, mais qui ont probablement existé chez tous les peuples au commencement de leur civilisation.

Morgan observa chez les Iroquois un genre de mariage, facilement dissoluble de part et d'autre, qu'il appela « la famille syndiasmique. » Il découvrit également que les désignations de père, mère, fils, fille, frère ou sœur, pour lesquelles, d'après nous, il ne peut exister aucun doute, étaient employées à de tout autres relations. L'Iroquois n'appelle pas seulement ses propres enfants, mais encore ceux de ses frères, ses fils et filles, et ceux-ci l'appellent père. Inversement, l'Iroquoise, à côté de de ses propres enfants, appelle ceux de ses sœurs ses fils et ses filles, et reçoit d'eux le nom de mère. Mais elle nomme neveux et nièces les enfants de ses frères, lesquels enfants l'appellent tante. De même, les enfants de frères se nomment entre eux frères et sœurs, ainsi que le font les enfants de sœurs, de leur côté. Les enfants d'une femme et ceux du frère de celle-ci s'appellent mutuellement cousins et cousines. Nous remarquons cette particularité, que les désignations de parenté ne dépendent pas, comme chez nous, du degré de parenté, mais du sexe des parents.

Ce système n'est pas seulement en pleine vigueur chez tous les Indiens de l'Amérique, mais il existe chez les aborigènes de l'Inde, chez les tribus dravidiennes du Dekan, chez les tribus Gauras de l'Hindoustan. D'après les recherches, faites depuis Bachofen, ce système doit avoir existé partout dans les temps primitifs. Du moment que, grâce à ces constatations, on commencera les recherches systématiques

au sujet des relations sexuelles et de famille de tous les peuples barbares ou sauvages qui existent encore, l'on constatera que ce qui fut signalé par Bachofen chez de nombreuses peuplades du monde ancien, par Morgan chez les Iroquois, par Cunow chez les nègres de l'Australie, par d'autres encore chez d'autres peuples, ne sont que des formations sociales et sexuelles, qui constituent la base du développement de tous les peuples de la terre.

D'autres faits intéressants encore se remarquent parmi les recherches de Morgan. Si la famille syndiasmique des Iroquois est en contradiction incontestable avec les degrés de parenté qui sont en usage parmi cette tribu, il fut démontré qu'aux Iles Sandwich (Hawaï) existait encore, dans la première moitié de ce siècle, une forme de la famille qui fournissait le même genre de pères et mères, frères et sœurs, fils et filles, oncles et tantes, neveux et nièces que demande le système de parenté des Indiens primitifs de l'Amérique. Mais le système de parenté qui était en vigueur aux Iles Hawaï ne répondait pas non plus à la forme de la famille qui y existait en fait, mais se rapportait à une forme de la famille plus ancienne, plus primitive, qui n'existait plus. Tous les enfants de frères et sœurs, sans exception, sont frères et sœurs, et comme tels sont réputés les enfants communs, non seulement de leur mère et de ses sœurs ou de leur père et de ses frères, mais encore de tous les frères et sœurs de leurs parents sans distinction.

Le système hawaïen nous ramène à une forme de la famille encore plus rudimentaire que celle qui existe en réalité. Nous voyons donc cette particularité qu'aux îles Hawaï aussi bien que chez les

Indiens de l'Amérique du Nord existent deux différents systèmes de parenté qui, l'un et l'autre, ne sont plus en rapport avec la situation réelle, mais ont été supplantés par une forme supérieure. Morgan s'explique là dessus comme suit : « La famille est l'élément actif; elle n'est jamais stationnaire, mais elle passe d'une forme inférieure à une forme supérieure à mesure que la société se développe à un degré plus élevé. Les systèmes de parenté, au contraire, sont passifs; ce n'est qu'à de longs intervalles qu'ils enregistrent les progrès faits par la famille dans le cours des âges, et ils ne subissent une modification radicale que lorsque la famille s'est radicalement modifiée. »

L'affirmation généralement admise, qui est défendue comme vraie et irréfutable par les chevaliers de l'état de choses existant, est que la forme de la famille actuelle a toujours existé, et qu'elle doit se perpétuer pour ne pas mettre en danger la civilisation. Elle semble cependant fausse et boîteuse depuis les recherches des savants. L'étude de l'histoire des temps primitifs ne permet plus guère de douter. Pendant les premières périodes du développement humain, les relations sexuelles différaient complètement de celles des temps ultérieurs, et firent naître des situations qui, considérées avec les yeux de notre siècle, semblent foncièrement scandaleuses et immorales. Tout stade de développement de l'humanité a ses conditions propres de production; de même chaque période a son code moral, qui n'est que le reflet des situations sociales. Ce qui est conforme aux mœurs est moral; les mœurs sont conformes aux sentiments intimes de l'être, c'est à dire aux besoins sociaux d'une époque déterminée.

Morgan arrive à la conclusion, que pendant le stadé inférieur de l'état sauvage existait un commerce sexuel sans entraves au sein d'une tribu, de telle sorte que chaque femme appartenait à chaque homme, et chaque homme à chaque femme ; c'était une véritable promiscuité générale. Tous les hommes étaient polygames, toutes les femmes polyandres. Il y avait un commerce général entre les femmes et les hommes, et aussi entre les enfants. Strabo rapporte (66 ans avant J. C.) que chez les Arabes le frère cohabite avec sa sœur et avec sa propre mère. D'ailleurs, la multiplication des hommes n'est pas possible sans l'inceste, surtout si l'on admet le mythe de la Bible qui fait descendre tous les hommes d'un seul couple. Sur ce point épineux, la Bible est en contradiction avec elle-même. Elle raconte que Caïn, après avoir tué son frère Abel, sortit de devant l'Eternel et habita au pays de Nod, où il connut sa femme, qui conçut et enfanta Hénoc. Mais d'où vint sa femme? Les parents de Caïn étaient les premiers êtres humains. D'après la tradition juive, Caïn et Abel avaient deux sœurs, chez lesquelles ils eurent des enfants. Les traducteurs chrétiens de la Bible semblent avoir passé ces passages qui pouvaient être si funestes à leur dogme. La légende indienne, à son tour, témoigne de la promiscuité pendant les temps primitifs: Brahma épousa sa propre fille Saravasti. La même légende se retrouve chez les Egyptiens et dans l'Edda. Amon le dieu Egyptien, était l'époux de sa mère et s'en vantait; d'après l'Edda, Odin était l'époux de Frigga (1). Dans son ouvrage: Voyages

(1). Ziegler se moque dans l'ouvrage que nous avons critiqué dans la préface, parce qu'il est accordé une certaine signification à la légende pour l'histoire du développement humain. Ceci nous prouve combien borné est ce naturaliste.

à l'intérieur de l'Archipel de Singapore, de Batavia, de Manille et du Japon, le Dr Bastian (1) raconte : « Les filles du rajah à Svaganware jouissaient du privilège de choisir elles-mêmes leurs époux. Les quatre frères, qui s'établirent à Kapilapur, élevèrent Priya, leur sœur aînée, à la dignité de reine-mère, et épousèrent les autres. »

Morgan admet que de cet état primitif du commerce sexuel sans entraves, se développa de bonne heure une forme supérieure de commerce sexuel, qu'il appelle la famille consanguine. Ici les groupes conjugaux sont séparés suivant les générations, de façon que les grands-peres et les grand'mères, dans les limites de la famille, sont maris et femmes entre eux. De même leurs enfants forment un cercle de conjoints communs, et les enfants de ces enfants, du moment qu'ils ont atteint l'âge. Contrairement au commerce sexuel du stade inférieur, qui ne connaissait pas d'entraves, dans cette forme de la famille, une génération est exclue de tout rapport sexuel avec une autre. Mais ce commerce existe entre frères et sœurs, cousins et cousines du premier, du second et d'autres degrés plus éloignés. Ils sont tous frères et sœurs entre eux, mais ils sont également tous maris et femmes les uns des autres. Que cette forme de famille ait dû exister, nous sommes forcés de l'admettre en raison du système de parenté qui, dans la première moitié du siècle précédent, existait encore de nom, mais non de fait, à l'île Hawaï.

Les légendes ont une signification profonde ; ils trouvent leur origine dans « l'âme du peuple », et se basent sur des mœurs et des usages préhistoriques, qui disparurent, mais continuent à vivre dans la légende, entourés de l'auréole de la religion. Quand on découvre des faits qui expliquent la légende, l'on possède des indications précieuses pour sa signification historique.

(1) Iéna 1869.

D'après le système de parenté indo-américain, le frère et la sœur ne peuvent être père et mère du même enfant; ils peuvent l'être d'après le système hawaïen. La consanguinité existait également chez les Massagètes, du temps d'Hérodote. Il raconte : « Chacun épouse une femme, mais ils usent de toutes en commun... Quand l'un des Massagètes désire une femme, il suspend son carquois devant son char et s'unit tranquillement à elle.... Les sexes, en cette contrée, s'accouplent sans se cacher, à la manière des bestiaux.... (1) » Bachofen montre l'existence de pareilles situations chez les Lydiens, les Etrusques, les Egyptiens, les Athéniens, etc.

D'après Morgan, de la famille consanguine sortit une troisième forme de famille, à laquelle il donna le nom de famille punaluenne (punalua: compagnon ou compagne intime).

Cunow combat cette hypothèse de Morgan d'après laquelle la famille consanguine, basée sur la formation de classes matrimoniales sous forme de génération, aurait précédé la famille punaluenne. Il fournit des preuves à l'appui des hypothèses dans lesquelles il s'écarte de Morgan. Mais s'il diffère d'idées avec celui-ci sur certains points, il le défend absolument contre les attaques de Westermann. Il dit:

« Bien que quelques hypothèses de Morgan paraissent fausses, et que d'autres ne sont que partiellement exactes, personne ne pourra lui contester le mérite d'avoir établi : d'abord la similitude entre le mariage dans l'Amérique du Nord et l'organisation chez les Romains, ensuite d'avoir démontré que notre système de parenté actuel et nos formes de

(1) Histoires d'Hérodote, traduction nouvelle par P. Giguet.

famille sont la conséquence d'une longue évolution. C'est ainsi que d'autres recherches ont été rendues possible, et qu'il a jeté une base sur laquelle nous pouvions édifier. » Dans la préface de son ouvrage, Cunow fait remarquer également qu'il est un complément partiel de celui fourni par Morgan sur la société primitive.

Westermann, Starcke et Ziegler s'appuient de préférence sur Cunow et sur Morgan. Ils devront admettre bon gré, mal gré, que le développement de la famille ne se fit pas conformément à leurs préjugés bourgeois.

D'après Morgan, le mariage punaluen commence avec l'exclusion des sœurs utérines. Quand une femme a plusieurs époux, la recherche de la paternité est impossible. La paternité devient une fiction. Encore de nos jours, sous le règne du mariage monogame, la paternité ne repose, comme dit Gœthe, « rien que sur la bonne foi »; si dans le mariage actuel la paternité est souvent douteuse, elle devient impossible à déterminer dans la polygamie ; la maternité seule ne peut être niée ni combattue. Comme tous les changements radicaux des rapports sociaux des hommes, le changement de la famille consanguine en famille punaluenne ne s'est fait que graduellement, a été interrompu plusieurs fois, ce qui fut encore visible longtemps après. La cause principale du développement de la famille punaluenne aura été la nécessité de diviser le nombre des personnes, accrus en forte proportion, afin de pouvoir utiliser de nouveaux terrains à l'élevage du bétail ou à l'agriculture. Il est cependant probable que le développement supérieur fit naître progressivement l'idée de l'inconvenance de l'union sexuelle entre

enfants de la même mère. Une jolie légende qui, d'après Cunow, a été trouvée par Gason chez une des peuplades de l'Australie du sud au sujet de l'origine du rapport sexuel, démontre qu'il en est bien ainsi. Cette légende est la suivante :

Après la Création, pères, mères, sœurs, frères et autres proches parents se marièrent sans distinction, jusqu'à ce que les conséquences funestes de ces mariages furent sensibles. Les chefs s'assemblèrent pour délibérer sur les moyens à prendre. La conséquence de cette délibération fut une prière au Muramura (grand esprit) qui, dans sa réponse, ordonna de diviser la tribu en plusieurs branches, et de donner à chacune des branches un autre nom, d'après des êtres animés ou des objets inanimés, comme, par exemple : la souris, la pluie, le rat, etc. Les membres d'un groupe ne pouvaient conclure des mariages entre eux, mais devaient chercher leurs conjoints dans un autre groupe. Le fils de Pluie ne pouvait pas, par exemple, se marier à une fille de Pluie, mais tous deux pouvaient conclure un mariage avec un membre du groupe Souris, Rat, etc.

Cette tradition explique beaucoup plus que la légende de la Bible ; elle explique l'origine des rapports sexuels de la façon la plus simple. Lafargue fournit d'ailleurs dans la revue « Die Neue Zeit » (1), la preuve d'après nous excellente, que des noms comme ceux d'Adam et d'Ève ne sont pas les noms de personnes séparées, mais désignent des groupes de Juifs pendant la période préhistorique. Par ses explications, Lafargue résoud une série de passages obscurs et contradictoires du 1r Livre de

(1) 9e Année 1891, pages 224 et suivantes.

Moïse. Dans « Die Neue Zeit » (1) M. Beer appelle également l'attention sur ce fait, que les mœurs matrimoniales des Juifs exigent encore que la mariée et la mère du marié ne portent pas le même nom, sinon le malheur frappe la famille sous forme de maladie ou de mort. Ceci est une autre preuve pour l'exactitude de la démonstration de Lafargue. L'organisation des gentiles défendait le mariage entre membres d'une même gens. Pareille descendance cependant était admise chez la mariée et la mère du marié, qui portaient le même nom. Les Juifs actuels ne soupçonnent évidemment pas la relation de leur préjugé avec leur organisation antérieure, qui défendait de pareils mariages entre parents. Cette défense avait pour but de combattre la déchéance, résultant de ces mariages. Bien que l'organisation sociale antérieure des Juifs ait complètement disparu, la tradition s'est maintenue partiellement, comme nous venons de le voir.

L'expérience procurée de bonne heure par l'élevage du bétail, avait démontré ce qu'il y avait de nuisible au mariage entre proches parents. La preuve de cette expérience se trouve dans le premier livre de Moïse, chapitre 30, verset 32 et suivants. On y raconte comment Jacob s'y prit pour tromper Laban, en favorisant la naissance d'agneaux tachetés et picotés qui, d'après la promesse de Laban, devaient lui appartenir. Déjà avant Darwin, les Israëlites avaient étudié le côté pratique du darwinisme.

Puisque nous nous occupons des anciens Juifs, nous citerons encore quelques faits qui démontrent que, dans les temps primitifs, la succession mater-

(1) 12e Année 1893-94, page 119.

nelle était la règle chez eux. Moïse dit bien I, 3, 16, parlant des femmes : « Et tes désirs se tourneront vers ton mari, et il dominera sur toi », indication qui est modifiée plus loin (Ephésiens 5-24). « Comme donc l'Eglise est soumise à Christ, que les femmes le soient aussi à leurs propres maris en toutes choses ; » mais Moïse I, 2, 24 dit : « C'est pourquoi l'homme laissera son père et sa mère, et s'attachera à sa femme, et ils seront une seule chair ». Nous retrouvons les mêmes paroles Matthieu 19, 5, Marc 10, 7 et Ephésiens 5, 31. Il s'agit donc bien d'un commandement qui découle de la succession maternelle ; les exégètes ne savaient qu'en faire et l'ont exposé sous un faux jour.

La succession maternelle résulte également de Moïse IV 32, 41. On y raconte que Jaïr avait un père de la tribu de Judée, mais que sa mère appartenait à la tribu de Manassé. Jaïr fut appelé le fils de Manassé et hérita dans cette tribu. Un autre exemple de la succession maternelle chez les anciens Juifs se trouve dans Néhémie, 7, 63. Les enfants d'un prêtre qui prit pour femme une des filles de Barzillaï — une tribu Juive — furent appelés les enfants de Barzillaï. On leur donnait donc le nom de la mère et non celui du père. Du temps de l'Ancien Testament, c'est-à-dire pendant les temps historiques, le droit paternel était prédominant chez les Juifs ; l'organisation des familles et des tribus reposait donc sur la succession des hommes. Les filles étaient exclues de l'héritage, comme il résulte de Moïse I, 31, 14-15, où Léa et Rachel, les filles de Laban, se plaignent : « Avons-nous encore une part ou un héritage dans la maison de notre père ? Ne nous a-t-il pas traitées comme des étrangères, puis-

qu'il nous a vendues, et qu'il a même mangé notre argent ? »

Comme chez tous les peuples où la filiation paternelle remplaça la filiation maternelle, la femme juive n'avait aucun droit. Le mariage était un trafic. La femme était obligée d'observer la chasteté la plus rigoureuse, alors que l'homme n'était pas lié par ce commandement, et qu'il avait en outre le droit de posséder plusieurs femmes. Si le mari croyait s'apercevoir, pendant la nuit de noces, que la femme avait déjà perdu sa virginité, il avait non seulement le droit de la repousser, elle devait être lapidée. La même punition frappait l'adultère, mais elle n'était appliquée à l'homme qu'en cas d'adultère avec une femme juive mariée. D'après Moïse V, 24-1, « quand un homme aura pris une femme et l'aura épousée, si elle ne trouve pas grâce à ses yeux, parce qu'il aura trouvé en elle quelque chose de honteux, il lui écrira une lettre de divorce, la lui mettra dans la main, et la renverra de sa maison. » Une preuve de la place subalterne, occupée plus tard par la femme chez les Juifs, c'est que les femmes ne peuvent assister au service religieux à la synagogue, que dans un espace réservé, et qu'elles ne sont pas comprises dans la prière (1). D'après l'interprétation des anciens Juifs, la femme n'appar-

---

(1) Dans la partie la plus ancienne de la ville de Prague existe une petite synagogue, datant du sixième siècle. C'est bien la plus ancienne synagogue des pays allemands. Quand le visiteur descend six ou sept marches, il se trouve dans une place assez obscure et remarque quelques ouvertures, sous forme de meurtrières, dans le mur opposé. Ces ouvertures conduisent dans une chambre où il fait complètement noir. A une demande de renseignements, le guide nous répondit : « C'est la chambre des femmes, d'où elles assistent à l'office. » Les synagogues modernes sont plus humaines, mais la séparation entre femmes et hommes y existe toujours.

tient pas à l'Eglise ; elle n'a aucune signification au point de vue de la religion et de la politique. Quand dix hommes sont réunis, ils peuvent se livrer à des exercices spirituels. Les femmes, quel que soit leur nombre, en sont incapables.

D'après Morgan, dans la famille punaluenne plusieurs séries de sœurs d'une famille s'alliaient à plusieurs séries de frères d'une autre famille. Les propres sœurs ou cousines du premier, du second degrés et de parenté plus éloignée étaient les femmes communes de leurs maris communs qui, cependant, ne pouvaient être leurs frères. Les propres frères ou cousins à différents degrés étaient les maris communs de leurs femmes communes qui ne pouvaient être leurs sœurs. L'inceste disparaissant ainsi, la nouvelle forme de famille contribua, sans conteste, à un développement plus rapide et plus complet de la tribu. Ceux qui s'étaient familiarisés avec cette nouvelle forme des rapports sexuels, avaient l'avantage sur ceux qui observaient encore les anciennes règles. Les différences corporelles et intellectuelles entre la femme et l'homme des temps primitifs, étaient beaucoup moins sensibles que de nos jours. Chez presque tous les peuples sauvages ou barbares, la différence entre le poids et la grandeur du cerveau de l'homme et de la femme est beaucoup moins grande que chez les peuples civilisés. La femme, chez ces premières peuplades, se rapproche de l'homme pour la force et pour l'aptitude. Cela est prouvé, non seulement par les anciens auteurs qui s'occupent des peuples qui reconnaissaient le droit maternel ; les armées féminines des Achantis et du roi du Dahomey en témoignent. Ces armées se distinguent par leur intrépidité

et par leur cruauté. Les renseignements de Tacite sur les femmes des Germains, et de César sur les femmes des Ibériens et des Ecossais confirment ces données. En vue de Santa Cruz, Christophe Colomb eut à subir l'assaut d'une pirogue : hommes et femmes y déployèrent un même courage. Dans le livre d'Havelock Ellis « *Man and Woman* » critiqué par le Dr Hope B. Adams-Walther dans les numéros 39 et 40 de « Die Neue Zeit », (12e année, tome III, 1893-94) nous lisons :

« Johnson raconte que chez les Adombis, sur les rives du Congo, les femmes sont occupées à porter des fardeaux et à d'autres besognes fatigantes ; malgré cela elles s'estiment très heureuses ; souvent elles sont plus fortes et mieux développées que les hommes ; beaucoup ont de jolis traits. » Les Manguema de la même contrée sont appelées « fine animals » par Parke, qui dit que les femmes sont très belles ; elles portent les mêmes fardeaux que les hommes avec la même facilité. Un chef des Indiens de l'Amérique du Nord rapporta à Hearne : « Les femmes sont créées pour le travail ; une femme porte ou traîne autant que deux hommes. » Shellong, qui publia une belle étude sur les Papouas de la Nouvelle Guinée dans la Revue d'ethnologie (1891), est d'avis que les femmes sont mieux bâties que les hommes. A l'intérieur de l'Australie, les hommes battent souvent les femmes par jalousie, mais il n'est pas rare qu'en ces occasions c'est l'homme qui, en fin de compte, reçoit plus de coups que la femme. A l'Ile de Cuba, les femmes combattirent à côté des hommes. Chez quelques tribus indiennes, chez les Pueblos de l'Amérique du Nord, chez les Patagons du Sud, les femmes sont aussi

grandes que les hommes. La différence est également très petite chez les Arabes et chez les Druses (habitant la Syrie) ; les sexes, chez les Russes, se ressemblent beaucoup plus que chez les peuples de l'Europe occidentale. Dans chaque partie du monde, nous trouvons des exemples d'un développement corporel égal ou à peu près égal.

Dans la famille punaluenne, la parenté s'établissait comme suit : « Les enfants des sœurs de ma mère restent toujours ses enfants, de même que les enfants des frères de mon père sont les siens, et tous sont mes frères et sœurs ; mais les enfants des frères de ma mère sont maintenant ses neveux et nièces ; les enfants des sœurs de mon père sont ses neveux et nièces, et tous sont mes cousins et cousines. Car, tandis que les maris des sœurs de ma mère sont toujours encore ses maris, et que de même les femmes des frères de mon père sont aussi encore ses femmes — en droit, sinon toujours en fait — l'interdiction sociale du commerce sexuel entre frères et sœurs a divisé en deux classes les enfants de frères et sœurs jusque là indistinctement traités comme frères et sœurs : les uns restent après comme avant frères et sœurs (plus éloignés) entre eux ; les autres, ici les enfants du frère et là les enfants de la sœur, ne peuvent être plus longtemps frères et sœurs ; ils ne peuvent plus avoir de parents communs, ni le père seul, ni la mère seule, ni les deux ensemble ; et c'est pourquoi la classe des neveux et des nièces, des cousins et des cousines, qui eût été un non-sens dans l'ordre de famille antérieur, devient nécessaire pour la première fois. » (1)

(1) Fr. Engels. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'état.* Traduction H. Ravé.

Au fur et à mesure que la civilisation se développe, le commerce sexuel entre frères et sœurs disparaît, et cette disparition s'étend aux collatéraux les plus éloignés du côté de la mère. Un nouveau groupe de famille prend naissance : il se compose d'abord d'une série de sœurs propres ou de sœurs éloignées, ensemble avec leurs enfants et leurs frères propres ou éloignés du côté maternel. Ce groupe a une mère commune, dont descendent les descendantes féminines. Les femmes des hommes n'appartiennent pas au groupe de leurs maris, mais au groupe de leurs sœurs. Les enfants de ces hommes appartiennent au contraire au groupe de leur mère, la filiation se réglant d'après elle. La mère était chef de la famille ; c'est ainsi que naquit le droit maternel qui, pendant longtemps, servit de base à la famille et à l'héritage. Les femmes avaient également le droit — aussi longtemps que la filiation maternelle fut reconnue — de siéger et de voter dans le conseil du groupe, de choisir les sachems (défenseurs de la paix) et les chefs guerriers, et de les démettre. Lorsque Annibal s'allia aux Gaulois, il fut décidé qu'en cas de dissentiment entre les alliés, la décision était réservée aux matrones gauloises. Cela démontre la confiance d'Annibal dans leur impartialité.

Hérodote dit des Lyciens, qui reconnaissaient le droit maternel : « Ils ont adopté en partie les coutumes des Crétois, en partie celle des Cariens ; mais ils en ont une à eux propre et qui ne se rencontre chez nuls des autres hommes : ils portent le nom de leur mère et non celui de leur père ; si l'un d'eux demande à un autre qui il est, celui-ci, à partir de sa mère, lui énumère toute sa ligne maternelle. Si une

femme citoyenne épouse un esclave, ses enfants sont réputés de naissance libre. Mais si un citoyen, fût-il le premier, épouse une étrangère ou une concubine, ses enfants sont avilis. (1) »

A cette époque l'on parle de matrimonium, au lieu de patrimonium, de mater familias au lieu de pater familias et les lieux où l'on naît s'appellent la mère-patrie. Comme les formes de famille précédentes, celle-ci repose sur la possession commune, c'est-à-dire sur le gouvernement communiste. La femme conduit et dirige ce groupe de famille ; elle a une grande influence, aussi bien à la maison que dans les rapports de la famille avec la tribu. Elle est médiatrice et juge, et s'occupe des offices religieux en qualité de prêtresse. Les nombreuses reines et souveraines de l'Antiquité, leur influence prépondérante, même quand c'est leur fils qui règne, comme en Egypte, par exemple, sont les conséquences du droit maternel. Pendant cette période, la mythologie s'enrichit surtout de caractères féminins : Astarté, Demeter, Cérès, Latoma, Isis, Fregga, Freia, Gerdha, etc. La femme est inviolable, le matricide est le crime le plus grand ; il appelle tous les hommes à la vengeance. La vengeance à tirer d'un meurtre est l'affaire des hommes de la tribu ; chacun est obligé de se venger de l'injustice commise contre un membre de la famille par des membres d'une autre tribu. L'influence du droit maternel se révéla ainsi chez tous les peuples de l'Antiquité : chez les Babyloniens, les Assyriens, les Egyptiens, les Grecs d'avant les temps héroïques, les peuplades de l'Italie avant la fondation de Rome,

(1) Herodote, *Histoires*. Traduction P. Giguet.

chez les Scythes, les Gaulois, les Ibériens, les Germains, etc. Pendant cette période, la femme occupe une place qu'elle ne sut plus reconquérir. C'est ainsi que Tacite dit dans son livre « La Germanie » « Ils (les Germains) supposent aux femmes je ne sais quoi de saint et de prophétique, et ils ne méprisent pas leurs conseils, ni ne négligent leurs réponses. » (1) Diodore, qui vécut au temps de César, s'indigne de la place occupée par la femme en Egypte ; il a constaté que ce ne sont pas les fils, mais les filles qui soignent les parents âgés. Il hausse dédaigneusement les épaules pour les domestiques des femmes du Nil, qui assurent aux représentants du sexe faible des droits et des libertés dans la vie publique et dans la famille, qui devaient paraître inouis à un Grec ou à un Romain.

Sous la gynécocratie, une paix relative a régné. Les relations étaient étroites et restreintes, la manière de vivre très simple. Les tribus s'isolaient, mais respectaient leur domaine respectif. Quand une tribu était attaquée, tous les hommes étaient appelés à sa défense, et secondés efficacement par les femmes. D'après Hérodote, les femmes des Scythes prenaient part à la guerre; la jeune femme devait avoir tué un ennemi avant de pouvoir se marier. Le rôle joué pour les femmes dans la guerre chez les Germains, les Ibériens, les Écossais, etc., a déjà été indiqué. Dans la gens : « en général la partie féminine gouvernait dans la maison; les provisions étaient communes; malheur au pauvre mari ou à l'amant qui était trop fainéant ou trop maladroit pour apporter sa part aux provisions de la commu-

(1) *La Germanie*. Traduction Désiré Nisard

nauté! Quel que fût le nombre d'enfants ou la quantité d'effets personnels qu'il eût dans la maison, il pouvait à chaque instant être mis en demeure de faire son paquet et de déguerpir. Et il ne lui fallait pas essayer de la résistance; la maison se faisait trop chaude pour lui; il ne lui restait plus qu'à retourner dans son propre clan (gens) ou, ce qui arrivait le plus souvent, à rechercher un nouveau mariage dans une autre. » (1)

Livingstone constata, non sans surprise, que la vie matrimoniale des insulaires de l'Afrique centrale porte toujours ce caractère, comme il rapporte dans dans son livre : « Missionary travels and researches in southern Africa. London 1857. » Au Zambèze il rencontra les Balondas, un peuple fort et beau s'occupant d'agriculture. Ici il trouva confirmation de ce qui lui avait été dit par les Portugais et lui avait paru invraisemblable : que les femmes occupent une place privilégiée. Elle font partie du conseil; un jeune homme qui se marie doit quitter son village et aller habiter celui de sa femme. A cette occasion il s'engage de pourvoir sa belle-mère, pendant toute sa vie, de bois à brûler. En cas de séparation, les enfants restent la propriété de la mère. Mais la femme doit soigner pour la nourriture de son mari. Malgré les petites disputes qui, parfois surgissent entre hommes et femmes, Livingstone constata que les hommes ne s'opposent pas à cette mesure. Mais il vit des hommes qui avaient offensé leur femme, et qui furent punis de façon très sensible, par l'estomac. L'homme, raconte-t-il, vient chez lui pour manger, mais est renvoyé de l'une à l'autre et

(1) Fr. Engels. *Op. cit.*

n'obtient rien. Fatigué et affamé il monte sur un arbre dans la partie la plus populeuse du village, et s'écrie d'une voix plaintive : « Ecoutez! Ecoutez! Je croyais avoir marié des femmes, ce sont des sorcières! Je suis célibataire et n'ai plus de femme! Cela est-il juste envers un seigneur comme moi? »

Les mêmes situations existent encore dans le Cameroun et dans l'Afrique de l'Est. Un médecin naval, qui étudia personnellement les mœurs et coutumes des peuples, nous écrit ce qui suit : « Chez un grand nombre de tribus le droit de succession repose sur la maternité. La paternité ne compte pas; frères et sœurs ne sont que les enfants d'une mère. Un homme ne laisse pas ses possessions à ses enfants, mais aux enfants de sa sœur, c'est-à-dire à ses nièces et neveux, comme étant ses plus proches parents. Un chef me déclara en un anglais épouvantable : « Ma sœur et moi sommes certainement parents, car nous sommes enfants de la même mère; ma sœur, à son tour, est incontestablement parente de son fils; son fils est donc mon héritier et, après ma mort, sera le chef de la cité. » « Et votre père? » demandai-je. « Je ne sais pas ce que ça est, père » répliqua-t-il. Quand je lui demandai alors s'il n'avait pas d'enfant, il me répondit en se tordant de rire, que chez eux les femmes et non les hommes ont des enfants.

« Je puis vous certifier » dit mon correspondant plus loin « que même l'héritier du roi Bell, dans le Caméroun, est son neveu et non un de ses fils. Les soi-disant enfants de Bell, dont plusieurs furent élevés en Allemagne, ne sont que les enfants de sa femme et de pères inconnus; peut-être y en a-t-il quelques uns qui peuvent m'être imputés. »

Que disent de pareil tableau, ceux qui nient la filiation maternelle! Notre correspondant est un homme intelligent, qui étudia sérieusement les faits; combien y en a-t-il comme lui parmi ceux qui vivent parmi ces peuplades demi-sauvages? Ne serait-ce pas là l'origine des descriptions inexactes de « l'immoralité » de ces insulaires?

Parmi les documents, soumis par le Gouvernement allemand au Reichstag au sujet des colonies allemandes (session 1894-1895), se trouve ce qui suit à la page 239 du Rapport sur le domaine du sud-est de l'Afrique : « Sans son conseil, les plus âgés et les plus fortunés, il (le chef d'un village Herrero) ne peut prendre la moindre résolution; ce ne sont pas seulement les hommes, mais bien souvent les femmes et même les domestiques qui donnent conseil. » Dans le rapport sur les îles Marchal, nous lisons à la page 254 : « Le gouvernement de plusieurs îles du groupe Marchal n'a jamais reposé entre les mains d'un homme... Mais puisque aucun membre féminin de cette classe (des Irody) n'est en vie, et que la mère seule donne rang et noblesse à ses enfants, les Irody s'éteignent avec les chefs. » La manière de s'exprimer des rapporteurs prouve combien les relations de famille leur restent étrangères. Ils ne s'y retrouvent pas.

Le Dr Henri v. Wlislocki, qui vécut longtemps parmi les Tziganes de la Transylvanie, et fut finalement adopté par une de leurs tribus, raconte (1) que des quatre tribus de Tziganes qui avaient gardé l'organisation antique, il y en avait deux, les Aschani

(1) Scènes de la vie des Tziganes transylvains. Histoire, Ethnologie, Langue, Poésie. Hambourg 1890.

et les Tschale, qui reconnaissaient la filiation maternelle. Quand un Tzigane voyageur se marie, il est enrôlé dans le clan de son épouse, qui possède toute l'installation du ménage tzigane. Ce qu'il y a en fait de fortune est la propriété de la femme; l'homme est un étranger. Et d'après les règles de la filiation maternelle, les enfants restent dans le clan de la femme. La filiation maternelle existe même encore dans l'Allemagne moderne. La deuxième feuille de la « Westdeutsche Rundschau » du 10 juin 1902, nous apprend qu'à Haltern (Westphalie) l'ancien droit maternel est encore en vigueur pour l'héritage de la fortune civile. Les enfants héritent de leur mère. Jusque maintenant, l'on a vainement essayé de supprimer cette « ancienne perruquerie. »

L'accroissement constant de la population fait naître une série de classes de « sœurs » qui donnent naissance, à leur tour, à des classes de « filles ». En opposition, la gens-mère paraît comme phratie, et une série de phraties forme les tribus. Cette organisation sociale fut si solide, qu'elle constitua encore la base de l'organisation militaire des états, longtemps après la disparition de la vieille organisation. La tribu se divisa en plusieurs tribus, qui toutes étaient formées de la même façon, et où les anciennes gentes se retrouvent. Quand le mariage entre classes de « frères » et de « sœurs » devenait de plus en plus impossible et que le mariage entre parents consanguins fut interdit dans l'ancienne organisation, elle creusa sa propre tombe. Par le développement social et économique, les relations entre gentes devinrent plus compliquées, et la prohibition du mariage entre différentes gentes ne put enfin être

maintenue : elle disparut. Aussi longtemps que la production des vivres resta primitive, et satisfaisait à des prétentions très modestes, le travail de l'homme et de la femme était en réalité le même. Mais avec la division du travail n'apparut pas seulement la division des attributions, mais aussi la division des rapports. La pêche, la chasse, l'élevage du bétail, l'agriculture exigent des connaissances spéciales; la réparation des ustensiles et des outils, propriétés des hommes, encore davantage. L'homme devint le personnage le plus important, le maître et seigneur de ces sources de richesse.

L'accroissement de la population, la tendance à augmenter la possession des pâturages et des champs, ne firent pas seulement naître des vols et des dissentiments au sujet de la propriété du meilleur terrain. La nécessité de forces ouvrières se fit sentir. Plus nombreuses ces forces, et plus grande la richesse en produits et troupeaux. C'est alors que commence le rapt des femmes, l'esclavage des hommes vaincus qui, antérieurement, étaient mis à mort. C'est ainsi que deux éléments se glissèrent dans l'ancienne organisation des gentils, et l'ébranlèrent.

A tout ceci vint encore s'ajouter autre chose. Une plus grande variété dans l'activité amena un plus grand besoin d'instruments, d'armes, etc. Le travail manuel se développa et se sépara insensiblement de l'agriculture. Une population toute spéciale se forma. Elle exerça un travail manuel; ses intérêts furent tout autres, aussi bien en ce qui concerne la propriété qu'en ce qui concerne l'héritage de cette propriété.

Aussi longtemps que la descendance ne fut comptée qu'en ligne féminine, les membres de la gens héri-

taient de leurs aïeux du côté maternel. La fortune restait dans la gens. Mais avec les situations nouvelles qui faisaient un propriétaire du père en le rendant possesseur des troupeaux et des esclaves, des armes et des outils, qui le transformaient en ouvrier manuel ou en commerçant, sa propriété, aussi longtemps qu'il appartenait à la gens de la mère, n'était pas héritée par ses enfants, mais par ses frères et sœurs et par les enfants ou descendants de ses sœurs. Ses propres enfants n'héritaient pas. Le besoin de modifier cette situation se fit sentir d'une façon très prononcée et la situation changea. Le mariage multiple fut remplacé par la famille de deux personnes. Un seul homme vivait avec une seule femme, et les enfants issus de leurs relations étaient leurs propres enfants. Ces familles augmentèrent, au fur et à mesure que les défenses, résultant de l'organisation des gentils, devinrent plus rigoureuses, et que les nouvelles conditions économiques firent paraître la nouvelle forme de famille comme désirable. L'ancien état de choses, qui reposait sur la possession commune, ne correspondait pas avec la propriété privée. L'état et la profession déterminèrent la nécessité de choisir le lieu de résidence. La production des marchandises donna naissance au commerce avec les peuples voisins et étrangers, et nécessita l'échange de la monnaie. L'homme conduisit et domina ce développement. Les intérêts particuliers n'avaient plus aucun point de rapprochement avec l'ancienne organisation, dont les intérêts, souvent, étaient opposés aux siens. L'importance de cette organisation diminua de plus en plus. Enfin il ne resta plus guère de la gens que le maintien des pratiques religieuses; son importance

économique n'existait plus, sa disparition complète n'était plus qu'une question de temps.

Cette disparition fit diminuer très rapidement l'influence de la femme. Le droit maternel céda la place au droit paternel. L'homme, en sa qualité de propriétaire, avait intérêt à posséder des enfants légitimes qui pouvaient hériter de ses propriétés. C'est pourquoi il imposa défense, à sa femme, d'avoir commerce avec d'autres hommes.

Mais il se réserva le droit, à côté de la ou des femmes réelles, d'avoir autant de concubines que sa situation lui permettait. Et les enfants de ces concubines étaient traités comme enfants légitimes. La Bible nous fournit deux preuves importantes pour cette thèse. Nous lisons au Livre I de Moïse, chapitre 16, versets 1 et 2 : « Or, Saraï, femme d'Abram, ne lui avait point donné d'enfant; et elle avait une servante égyptienne, nommée Agar. Et Saraï dit à Abram : Voici, l'Eternel m'a rendue stérile, viens, je te prie, vers ma servante; peut-être aurai-je des enfants par elle. Et Abram obéit à la voix de Saraï. » La deuxième preuve se trouve dans le même livre de Moïse, chapitre 30, versets 1 et suivants : « Alors Rachel, voyant qu'elle ne donnait point d'enfant à Jacob, fut jalouse de sa sœur, et dit à Jacob : Donne-moi des enfants; sinon je suis morte. Et la colère de Jacob s'enflamma contre Rachel, et il dit : Suis-je à la place de Dieu, qui t'a refusé la fécondité. Et elle dit : Voici ma servante Bilha : viens vers elle, elle enfantera sur mes genoux, et j'aurai, moi aussi, des enfants par elle. Et elle lui donna donc pour femme Bilha, sa servante; et Jacob vint vers elle. »

Les filles de Laban, deux sœurs, n'étaient donc

pas les seules femmes de Jacob; elles lui cédèrent en outre leurs servantes, ce qui semblait très « moral » à cette époque. Comme nous le savons, il avait acheté les deux principales en servant Laban pendant sept années pour chacune d'elles. Dans ce temps, l'achat de la femme était général chez les Juifs, qui, en outre, se livraient au rapt des femmes chez les peuples vaincus. Les enfants de Benjamin, par exemple, enlevèrent les filles de Silo. (1)

La femme prisonnière devenait esclave, concubine. Elle pouvait être élevée au rang de femme légitime dès qu'elle remplissait les conditions suivantes : elle devait se faire couper les cheveux et les ongles, ôter la robe avec laquelle elle avait été fait prisonnière, et la remplacer par une autre qu'on lui donnait; puis elle devait regretter son père et sa mère pendant un mois; de cette façon elle disait adieu à son peuple, lui devenait étrangère et pouvait entrer dans la couche nuptiale. Le roi Salomon avait le plus grand nombre de femmes. D'après le premier livre des Rois *11*, 3, il avait sept cents femmes et trois cents concubines.

Dès que le droit paternel, c'est-à-dire la filiation paternelle, devint prédominant dans l'organisation juive, les filles furent exclues de l'héritage. Cela fut changé plus tard lorsque le père mourait sans descendance masculine. C'est ce qui résulte du quatrième livre de Moïse *27*, versets 2-8. Lorsque Tsélophcad mourut sans fils, et que les filles vinrent se plaindre de ce que l'héritage passerait à la tribu de Joseph, Moïse décida que dans ce cas c'est à elles que passerait l'héritage de leur père. Mais lors-

(1) *Le livre des Juges 21*, 20 et suivants.

que ces filles eurent l'intention, d'après l'antique usage, de se marier dans une autre tribu, celle de Joseph se plaignit parce qu'ainsi elle perdait l'héritage. Moïse décida alors IV, *36*, 6 : « Elles se marieront à qui elles voudront; seulement, elles se marieront dans quelqu'une des familles de la tribu de leurs pères. » C'est ainsi que la propriété fit détruire l'ancienne organisation matrimoniale. A Athènes, Solon décida également qu'une héritière devait épouser son plus proche parent du côté paternel, même lorsque tous deux appartenaient à la même gens, et bien que pareil mariage était interdit d'après l'antique droit. Solon décida également qu'un propriétaire n'était pas obligé, comme antérieurement, de laisser sa propriété à la gens en cas de décès sans enfants, mais qu'il pouvait, à volonté, désigner une autre personne comme héritier. Nous remarquons donc que : L'homme ne domine pas la propriété, mais que la propriété domine l'homme, se fait son maître.

Avec la prédominance de la propriété, l'oppression de la femme par l'homme devint complète. Maintenant le dédain et même le mépris de la femme se firent jour.

La filiation de la mère signifiait le communisme, l'égalité de tous; l'apparition de la filiation paternelle signifiait la prédominance de la propriété privée, et en même temps l'oppression et la dépendance de la femme. Aristophane, le conservateur, l'avait montré dans sa comédie : « Les Harangueuses ou l'Assemblée des femmes, » où il laisse la victoire aux femmes, victoire suivie de l'introduction du communisme. Pour faire mépriser les femmes, il les rend aussi ridicules que possible.

Il serait difficile d'indiquer en détail de quelle

manière ce changement s'accomplit. Cette première *grande révolution* au sein de l'humanité, ne s'accomplit pas à la même époque chez tous les peuples civilisés, et ne se présenta pas partout de la même manière. Ce fut d'abord à Athènes que le nouvel état de choses fut introduit chez les Grecs.

Fr. Engels croit que cette transformation s'accomplit généralement de manière paisible, et qu'une fois que toutes les conditions du nouveau droit existaient, il suffisait de décider simplement qu'à l'avenir les descendants d'un membre masculin resteraient dans la gens, mais que ceux d'un membre féminin devaient en être exclus, en ce sens qu'ils passaient à la gens de leur père. Bachofen au contraire est d'avis, après avoir étudié les anciens écrivains, que les femmes ont opposé une résistance très sérieuse à la transformation sociale. Les royaumes des Amazones dont on parle dans l'histoire de l'Asie et de l'Orient, et ceux qui ont existé dans l'Amérique du Sud et en Chine, sont pour lui des preuves de la lutte et de la résistance des femmes contre la nouvelle organisation.

Avec le renversement du droit maternel, les femmes perdent leur place dans la communauté. Elles sont exclues des conseils et de tout organe dirigeant. L'homme lui impose la fidélité conjugale, par laquelle il ne se croit pas lié; si elle devient infidèle, elle commet le plus grand crime; elle apporte à l'homme des enfants étrangers comme héritiers de sa propriété. C'est pourquoi l'adultère est puni, chez tous les peuples anciens, par la mort ou par l'esclavage.

Si le rôle dirigeant de la femme lui avait été enlevé, les pratiques de la religion, en relation avec

les mœurs antiques, dominèrent encore les esprits pendant des siècles. Mais leur signification plus profonde échappa au peuple. Actuellement on s'efforce de rechercher à nouveau la signification de ces usages. C'est ainsi qu'il resta d'usage religieux, en Grèce, que les femmes ne s'adressaient qu'aux déesses. Les fêtes annuelles des Thesmophories dataient du temps de la filiation maternelle. Plus tard, les femmes grecques consacraient cette fête à Déméter. Aucun homme ne pouvait y assister. La même chose se produisit à Rome en l'honneur de Cérès. Déméter et Cérès étaient les déesses de la fécondité. Jusque très avant dans le Moyen Age, de pareilles fêtes furent célébrées en l'honneur de Frigga, la déesse de la fécondité des anciens Allemands. Ici également, la présence des hommes n'était pas tolérée aux fêtes.

A Athènes, où la filiation maternelle céda de très bonne heure, et probablement après une résistance énergique de la part des femmes, la place à la filiation paternelle, cette évolution fit l'objet de la tragédie Les Euménides d'Eschyle. L'action est la suivante : Agamemnon, roi de Mycène, époux de Klytaimnestra sacrifie, sur ordre de l'oracle, sa fille pendant le siège de Troie. La mère est révoltée de ce sacrifice de sa fille qui, d'après le droit maternel, n'appartient pas à son époux. En l'absence d'Agamemnon elle épouse Egythus, chose autorisée par le droit antique. Quand Agamemnon retourne à Mycène après une longue absence, il est battu par Egythus. Sur ordre d'Apollon et d'Athène, Orestès, le fils d'Agamemnon et de Klytaimnestra, venge la mort de son père en tuant sa mère et Egythus. Les Euménides poursuivent Orestès pour

le meurtre de sa mère; elles représentent le droit maternel. Apollon et Athena, cette dernière sans mère étant sortie toute armée de la tête de Zeus, défendent Orestès, car ils représentent le droit paternel. Le différend est porté devant l'aréopage; le dialogue suivant donne expression aux deux systèmes en présence :

Le chœur des Euménides. — Le Divinateur t'a poussé à tuer ta mère?

Orestès. — Jusqu'ici je ne me repens pas de cela.

Le chœur des Euménides. — Condamné, tu parleras autrement.

Orestès. — J'ai bon espoir. Mon père m'aidera du fond de sa tombe.

Le chœur des Euménides. — Tu te fies aux morts, après avoir tué ta mère!

Orestès. — Elle était souillée de deux crimes.

Le chœur des Euménides. — Comment? Dis-le à tes juges.

Orestès. — Elle a tué son mari et elle tué mon père.

Le chœur des Euménides. — Tu vis, et par sa mort elle a expié ce crime.

Orestès. — Mais, pendant qu'elle vivait, l'avez-vous poursuivie?

Le chœur des Euménides. — Elle n'était pas du sang de l'homme qu'elle a tué.

Orestès. — Et moi, étais-je du sang de ma mère?

Le chœur des Euménides. — Quoi! ne t'a-t-elle point porté sous sa ceinture, tueur de ta mère! Renieras-tu le sang très-cher de ta mère? (1)

Les Euménides ne reconnaissent donc aucun droit à l'époux et au père; pour elles existe le droit maternel. Que Klytaimnestra fit tuer son mari ne leur semble guère d'importance, car il était un étranger; mais elles exigent la condamnation du matricide commis par Orestès, comme étant le plus grand

(1) Traduction nouvelle par Leconte de Lisle.

crime qui pouvait être commis sous l'ancienne organisation. Apollon se place au point de vue opposé. Par ordre de Zeus il a poussé Orestès au meurtre de sa propre mère, pour venger le patricide, et il justifie ce meurtre quand il dit :

« Apollon. — Je dirai ceci ; vois si je parle bien. Ce n'est pas la mère qui engendre celui qu'on nomme son fils ; elle n'est que la nourrice du germe récent. C'est celui qui agit qui engendre. La mère reçoit ce germe, et elle le conserve, s'il plaît aux Dieux. Voici la preuve de mes paroles : on peut être père sans qu'il y ait de mère. La fille de Zeus Olympien m'en est ici témoin. Elle n'a point été nourrie dans les ténèbres de la matrice, car aucune Déesse n'aurait pu produire un tel enfant. (1) »

Donc, d'après Apollon, c'est au père que la descendance donne le premier droit, alors que d'après les idées jusqu'alors prédominantes la mère, qui avait donné son sang et la vie à l'enfant, était seule en possession de cet enfant, le père restant un étranger. C'est pourquoi les Euménides répondent à la défense d'Apollon :

« Jeune Dieu, tu outrages de vieilles Déesses ! (1) »

Les juges se préparent à la sentence ; la moitié honore le droit antique, l'autre moitié le nouveau droit. L'on craint l'égalité des voix. C'est alors qu'Athena intervient en disant :

« C'est à moi de prononcer la dernière. Je donnerai mon suffrage à Orestès. Je n'ai pas de mère qui m'ait enfantée. En tout et partout, je favorise entièrement les mâles, mais non jusqu'aux noces. Certes, je suis pour le père. Ainsi, peu m'importe la femme qui a tué son mari, le chef de la demeure. Orestès est vainqueur, même si les suffrages sont égaux des deux côtés. (1) »

---

(1) Traduction nouvelle par Leconte de Lisle.

C'est ainsi que le nouveau droit triompha. Le mariage qui éleva le père au rang de chef de la famille, vainquit la domination des femmes.

Une autre légende raconte comme suit la disparition du droit maternel à Athènes. Sous le règne de Kekrops un double miracle se produisit. L'olivier, et l'eau à un autre endroit, jaillirent en même temps de la terre. Le roi alarmé envoya consulter l'oracle à Delphes au sujet de la signification de cet événement. La réponse était : l'olivier signifie Minerve, l'eau Neptune. Il appartient aux bourgeois de savoir d'après quelle déité ils nommeront leur ville. Kekrops convoqua l'assemblée populaire; hommes et femmes disposaient du droit de suffrage. Les hommes votèrent pour Néptune, les femmes pour Minerve; les femmes disposant d'une voix de plus, c'est Minerve qui triompha. Neptune, en colère, inonda la contrée des Athéniens. Pour détourner la colère du dieu, les Athéniens infligèrent trois punitions à leurs femmes : elles perdraient le droit de suffrage, ses enfants ne porteraient pas plus longtemps le nom de leur mère, elles-mêmes perdraient le nom d'Athéniennes. (1)

La modification du droit maternel en droit paternel s'accomplit partout comme à Athènes, dès que la civilisation atteignit le même degré de développement. La femme était condamnée au ménage, elle était isolée et vivait dans des chambres spéciales — gynekonitis —. Elle était exclue des relations avec les hommes qui visitaient la maison. C'était même là le but principal de son isolement.

Cette transformation des mœurs est on ne peut

(1) Bachofen. *Le droit maternel.*

mieux dépeinte dans l'Odyssée, lorsque Télémaque défend à sa mère Pénélope de se trouver parmi les prétendants, et lui enjoint : « Rentre dans ta demeure; continue tes travaux à l'aide de la toile et du fuseau, et remets tes servantes à leur tâche. La parole appartient aux hommes, et surtout à moi qui commande ici. (1) »

Cette réglementation était alors générale en Grèce. Plus encore. La femme, même quand elle est veuve, se trouve sous les ordres de ses plus proches parents masculins, et ne peut choisir un époux. Fatigués d'être retenus si longtemps par la rusée Pénélope, les prétendants s'adressent à Télémaque par l'intermédiaire d'Antinoos, et ordonnent :

« Et c'est ainsi que les prétendants te répondent, afin que tu le saches dans ton esprit, et que tous les Akhaiens le sachent aussi. Renvoie ta mère et ordonne-lui de se marier à celui que son père choisira et qui lui plaira à elle-même. » (2)

La liberté de la femme a vécu. Quand elle quitte la maison, elle doit se voiler le visage pour ne pas exciter les désirs des autres hommes. En Orient, où les instincts sexuels sont très vifs par suite de l'influence du climat, cette méthode d'isolement continua d'exister avec une rigueur excessive. Athènes servit d'exemple aux peuples antiques pour la nouvelle organisation. La femme partagea le lit, mais non la table de son époux; elle ne l'appella pas de son nom, mais l'appella « Seigneur »; elle était sa servante. Nulle part elle ne pouvait paraître en public; elle était toujours voilée et habillée simplement. Quand elle se rendait coupable d'adultère elle devait, d'après la loi de Solon, être punie de mort

(1) Traduction nouvelle par Leconte de Lisle, Rhapsodie I.
(2) Homère-*Odyssée*. Traduction nouvelle par Leconte de Lisle. Rhapsodie II.

ou perdre sa liberté. L'époux pouvait la vendre comme esclave.

La situation de la femme grecque est exprimée de façon plastique dans la tragédie Médéia, d'Euripide. Médéia se plaint :

« De tous ceux qui respirent et ont une pensée, nous, femmes, nous sommes les plus misérables. Il nous faut d'abord acheter un mari à grand poids d'argent et accepter un maître de notre corps. Et ceci est un plus grand mal encore, et il y a grand danger à connaître si le mari est bon ou mauvais, car le divorce n'est pas chose honnête pour les femmes, et nous ne pouvons répudier notre mari. Mais il faut que celle qui accepte de nouvelles habitudes et se soumet à de nouvelles lois, soit divinatrice pour savoir quel sera son mari, ce qu'elle n'a pu apprendre par elle-même. Si, ayant éprouvé heureusement ceci, nous avons un mari qui porte le joug de bon gré, notre vie est digne d'envie, Sinon, il vaut mieux mourir. Un homme, quand la vie domestique lui pèse, sort et délivre son âme de l'ennui avec quelque ami ou l'entretien de ses égaux en âge; mais nous, la nécessité nous contraint de ne regarder que dans notre propre cœur. Ils disent que nous vivons dans les demeures à l'abri de tout péril et qu'eux combattent avec la lance; mais c'est mal penser, car j'aimerais trois fois mieux me tenir sous le bouclier que d'enfanter une seule fois (1). »

La situation était tout autre pour les hommes. Tandis que l'homme, en considération de la production de descendants légitimes, imposait à la femme la réserve la plus rigoureuse à l'égard des autres

(1) *Euripide.* — *Médéia.* Traduction Leconte de Lisle.

hommes, il n'était guère disposé, de son côté, à observer cette même réserve. C'est ainsi que nous voyons paraître les hétaïres. On voyait des femmes en grand nombre se soustraire au mariage, en raison de la plus grande liberté que leur laissait comme hétaïres leur situation de femmes non mariées. Il n'y avait rien d'immoral dans ces pratiques. Les noms et la réputation d'un grand nombre de ces hétaïres, qui eurent des rapports intimes avec les hommes les plus célèbres de la Grèce, sont parvenus à la postérité, tandis que l'on s'informe en vain des noms des femmes légitimes. C'est ainsi que la belle Aspasie était l'amie du célèbre Périclès ; il la maria plus tard ; le nom de l'hétaïre Phryné devint le nom générique des femmes qui vendent leurs charmes. Phryné était en rapports intimes avec Hyperides et servit de modèle au célèbre Praxitèle, le sculpteur fameux, pour sa statue d'Aphrodite. Danaë était la maîtresse d'Epicure, Archéanassa celle de Platon, Laïs de Corinthe; Gnathanea et d'autres étaient également des hétaïres célèbres. Il n'y avait pas d'homme célèbre, en Grèce, qui n'avait commerce avec des hétaïres. Dans son Plaidoyer contre Néæra, Démosthène, le grand orateur, peignit la vie sexuelles des Athéniens de la façon suivante : « Avoir des enfants, les introduire dans son dême et dans sa section, marier des filles que l'on reconnaît comme siennes, n'est-ce pas être marié? Nous avons des courtisanes pour le plaisir, des concubines pour le soin journalier de nos personnes, des épouses pour qu'elles nous donnent des enfants légitimes, et fassent régner l'ordre dans le ménage (1). »

---

(1) *Œuvres complètes de Démosthène*, Traduction J. F. Stiévenart.

Pour satisfaire à la demande de femmes à acheter, la prostitution naquit. La prostitution diffère en ceci du commerce sexuel libre, que la femme vend son corps à un homme, ou à une série d'hommes, pour des avantages matériels. La prostitution existe dès que la femme fait commerce de ses charmes. Solon, qui introduisit le nouveau droit à Athènes, en fut généralement reconnu comme le fondateur des situations nouvelles, créa les maisons de femmes publiques (Deïkterion). Le prix était uniforme pour tous les visiteurs. D'après Philèmon il était d'une obole, environ 25 centimes de notre monnaie. Tout comme les temples des Grecs et des Romains, et les églises des Chrétiens du Moyen-Age, les maisons de femmes étaient inviolables et se trouvaient sous la protection de l'autorité. Jusque environ cent vingt cinq ans avant notre ère, le temple de Jérusalem était le lieu de rassemblement habituel des prostituées.

Pour les bienfaits, prodigués aux Athéniens par la création des maisons de femmes publiques, Solon fut chanté en ces termes par un de ses contemporains : « Solon, sois loué! car tu as acheté des femmes publiques pour le salut de la ville, pour le salut des mœurs d'une cité peuplée de jeunes hommes robustes qui, sans ta sage institution, se seraient laissés aller à poursuivre de leurs fâcheuses assiduités les femmes des classes élevées! » Nous verrons plus loin qu'encore actuellement la nécessité de la prostitution et des maisons publiques, avec intervention de l'Etat, est justifiée par des motifs à peu près semblables. Ainsi, une loi de l'Etat reconnut aux hommes comme un droit naturel une pratique qui, pour les femmes, était tenue pour méprisable et criminelle.

Il est de notoriété publique que beaucoup d'hommes, de nos jours, préfèrent la société d'une belle pécheresse à celle de leur femme légitime. Ils appartiennent cependant aux « soutiens de la société » aux « sauveurs de l'ordre » et doivent veiller sur la « sainteté du mariage et de la famille ».

Les femmes grecques semblent s'être vengées sur leurs maris, à maintes reprises, pour l'oppression qu'elles subissaient. Si la prostitution complète le mariage monogame d'un côté, l'adultère de la femme en semble le complément d'autre part. Euripide, le tragédien grec, est considéré comme un ennemi des femmes parce que, dans ses drames, il fait de préférence de la femme l'objet de ses attaques. Ce dont il les accuse, résulte le mieux de la tirade, prononcée contre Euripide par une femme grecque dans « Les Fêtes de Cérès » la comédie d'Aristophane : « Quels outrages ne nous prodigue-t-il (Euripide) pas? Cesse-t-il de nous calomnier, partout où il peut réunir des spectateurs, des acteurs et des chœurs tragiques ? Il nous appelle adultères, débauchées, passionnées pour le vin, trompeuses, bavardes, mauvaises pièces, le fléau des hommes. Ainsi nos maris, rentrant au sortir du théâtre (1), nous regardent d'un air inquiet, et cherchent aussitôt s'il n'y a pas quelque amant caché. Nous ne jouissons plus de la même liberté qu'autrefois, tant il a donné de mauvaises idées à nos époux ! Une de nous tresse-t-elle une couronne ? on la croit amoureuse ; si elle laisse tomber un vase en courant par la maison, le mari demande aussitôt en l'honneur de qui

(1) Du théâtre, où les femmes grecques n'avaient pas accès.

on casse la marmite ; ce ne peut être que pour l'étranger de Corinthe. (1) »

Il est compréhensible que la Grecque éloquente attaque de pareille façon le dénigreur de son sexe, mais il n'appartenait pas à Euripide de faire disparaître ces plaintes, car il aurait rencontré peu de créance chez les hommes qui ne savaient que trop bien qu'elles étaient fondées. A en juger par la fin de cette tirade, la Grèce ne connaissait pas l'habitude qui, jadis, existait en Germanie et chez d'autres peuples, et d'après laquelle la femme ou la fille était abandonnée pour la nuit à l'hôte, en signe d'hospitalité. Cette habitude, qui existait encore en Hollande au XV^e^ siècle, est décrite comme suit par Murner : « Il est d'usage, en Néerlande, que le mari confie de bonne foi son épouse à un hôte aimé. (2) »

La lutte des classes plus marquée dans les Etats de la Grèce, et la situation précaire de plusieurs de ces petites républiques, firent rechercher par Platon la meilleure composition et organisation de l'Etat. Dans son livre « L'Etat ou la République » qu'il donne comme idéal, il veut que l'éducation des hommes et des femmes soit identique ; elles apprendront le maniement des armes, elles iront à la guerre. « Il n'est point dans un Etat de fonction exclusivement affectée à l'homme ou à la femme, à raison de leur sexe ; mais les facultés sont également partagées entre les deux sexes. La nature a donné à la femme aussi bien qu'à l'homme une part dans toutes les fonctions, de manière cependant que

(1) *Comédies d'Aristophane*, traduction M. Artaud.

(2) *Deutsche Kultur- und Sittengeschichte* (Histoire de la culture et des mœurs allemandes), par J. Scherr. Dans son drame Magda, Sudermann décrit une même situation.

la femme est toujours inférieure à l'homme. (1) » Les femmes seront communes, elles appartiendront à tous, de sorte que les enfants ne connaîtront pas leurs pères, et que les pères ne connaîtront pas leurs enfants.

Aristote a une conception plus bourgeoise. Il dit dans *La Politique :* « La femme doit, il est vrai, être libre, mais subordonnée à l'homme ; cependant, elle doit avoir le droit de donner un bon conseil. »

Thucydide émet un avis qui a l'approbation de tous les Philistins d'aujourd'hui. Il dit : « L'épouse dont on n'entend dire ni bien ni mal hors de sa maison, mérite les plus grands éloges. »

De pareilles idées devaient diminuer continuellement l'estime pour la femme. La peur de la surpopulation fit éviter les rapports intimes avec la femme. C'est ainsi que les habitudes sexuelles contre nature prirent naissance. Les Etats de la Grèce n'étaient que des villes à territoire restreint, qui ne permettaient pas l'alimentation au dessus d'une population donnée. La crainte de la surpopulation fit qu'Aristote conseilla de fuir la femme et de se livrer à la pédérastie.

Déjà avant lui, Socrate considérait la pédérastie comme le privilège et le signe d'une haute éducation. Les hommes de la Grèce partageaient cette manière de voir et réglaient leur vie d'après elle. L'estime de la femme devint presque nulle. Il y eut des maisons de prostitués-hommes comme il y en avait de femmes publiques. Vivant dans une pareille atmosphère, Thucydide, déjà cité, pouvait porter ce jugement que la femme est plus dangereuse que les

---

(1) *L'Etat ou la République de Platon.* Traduction A. Bastien.

flots de la mer en furie, que l'ardeur des flammes et que le torrent tombant de la montagne en flots impétueux. « Si c'est un Dieu qui a inventé la femme, qu'il sache, où qu'il soit, qu'il a été l'artisan inconscient du plus grand mal. (1) »

Pendant que les hommes de la Grèce honoraient la pédérastie, les femmes grecques tombaient dans l'autre extrême : l'amour des femmes. Tel était surtout le cas pour les femmes de l'île Lesbos ; c'est pourquoi cette anomalie fut appelée « amour lesbien », appellation qu'elle a conservée jusqu'à nos jours où, d'ailleurs, elle n'a pas disparu. La représentante principale de cet amour fut Sapho, la poète, le « rossignol lesbien ». Elle vivait environ 600 ans avant notre ère. Sa passion est exprimée dans son ode à Aphrodite, dans laquelle elle prie : « Toute puissante, vous dont le trône repose sur des fleurs, née de l'écume, fille de Zeus, voluptueuse, écoutez-moi ; o déesse ! ne me laissez pas succomber dans la douleur, dans la peine amère. » Son ode à la belle Atthis témoigne de la même sensualité.

Alors que le droit paternel régnait déjà à Athènes et dans les autres parties de la Grèce, Sparte, qui était la rivale d'Athènes, honorait encore le droit maternel, une situation qui était devenue étrangère à la majorité des Grecs. La légende nous rapporte ce qui suit : Un jour, un Grec demanda à un Spartiate quelle était la peine, réservée à Sparte aux adultères. « Etranger, chez nous il n'y a pas d'adultère ! » répondit le Spartiate. L'étranger : « Mais si, cependant, il y en avait un ? » « Pour punition il devrait donner un bœuf de telle taille, qu'il pourrait

(1) Léon Richer. *La femme libre.*

baisser sa tête au dessus du Taygète et boire à l'Eurotas » ricana le Spartiate. A la question étonnée de l'étranger : « Comment un bœuf peut-il avoir cette taille ? » le Spartiate répondit en riant : « Comment pourrait-il y avoir un adultère à Sparte ? » La conscience intime de la femme spartiate trouve son expression dans la fière riposte de la femme de Léonidas à un étranger qui venait lui dire : « Vous autres, femmes de Lacédémone, êtes les seules femmes qui régnez sur les hommes ! » Elle lui répondit : « Nous sommes aussi les seules femmes qui accouchons d'hommes. »

La liberté dont jouissait la femme sous la filiation maternelle, favorisait sa beauté, augmentait sa fierté, sa dignité et sa substantialité. D'après tous les anciens écrivains, ces qualités se développèrent surtout chez les femmes du temps de la gynécocratie. La privation de liberté qui, plus tard, devint la règle, exerça une influence pernicieuse. Le changement est déjà sensible dans les costumes des deux époques. La robe de la femme dorique était jetée sur les épaules, laissait les jambes et les bras nus ; c'est la robe portée par la Diane qui, dans nos musées, est représentée de façon libre et hardie. La robe ionique, au contraire, cachait la taille et gênait le mouvement. Le costume féminin reste jusque maintenant un signe de la dépendance et de l'abandon de la femme. La manière dont la femme s'habille, lui impose le sentiment de faiblesse qui, finalement, se remarque dans son maintien et dans son caractère. Les Spartiates avaient l'habitude de laisser nues les filles jusqu'à l'âge de la puberté. La chose était permise par le climat, et de l'avis d'un auteur ancien, elle contribuait dans une large mesure à

augmenter leur goût de la simplicité, et leur préoccupation pour avantager l'aspect extérieur. Cette habitude ne froissait en rien les mœurs de ce temps et n'éveillait guère la volupté.

Tout comme les garçons, les filles prirent part à la gymnastique. C'est ainsi qu'on éleva une race forte et consciente de sa valeur. La réponse de la femme de Léonidas en témoigne.

Certains usages, que nos auteurs modernes, qui n'en soupçonnent pas la signification, appellent « prostitution », se trouvaient intimement liés avec le droit maternel. Il était d'usage, à Babylone, que les filles à marier paraissaient au moins une fois dans le temple de Mylitte, pour s'y abandonner, en l'honneur de la déesse, aux hommes accourus. La même chose se passait dans le Serapeum de Memphis, en l'honneur de la déesse Anaïtis en Arménie, à l'île de Chypre, à Thyr et Sidon en l'honneur d'Astarté ou d'Aphrodite. Les fêtes d'Iris, chez les Egyptiens, avaient le même but. Cette offrande de la virginité devait compenser la déesse pour l'abandon exclusif à un seul homme dans le mariage. « Car la femme ne fut pas parée de tous ses charmes pour les faner dans les bras d'un seul homme. La loi qui régit la matière, rejette toute limitation, déteste toutes chaînes, et toute exclusion est considérée comme péché contre sa divinité. (1) » La bienveillance ultérieure de la déesse devait être achetée par l'offrande de la virginité à un étranger. Les filles lydiques obtenaient leur dot en s'abandonnant aux hommes. D'après le droit maternel, elles étaient complètement libres sous le rapport sexuel aussi

(1) Bachofen, *Le droit maternel.*

longtemps qu'elles restaient célibataires. Les hommes trouvaient cela tout naturel, et préféraient la femme qui était la plus souvent désirée. Du temps d'Hérodote, la même chose se passait chez les Thraces : « Ils ne surveillent pas leurs filles, et leur permettent d'avoir commerce avec les hommes qui leur plaisent. Ils gardent avec soin les femmes et les achètent à grand prix de leurs parents. (1) » Les Hiérodules du temple d'Aphrodite à Corinthe, où étaient réunies un millier de filles, étaient célèbres. Ils constituaient la principale attraction des Grecs. La légende rapporte que la fille du roi Chéops fit bâtir une pyramide du prix de l'abandon de ses charmes.

De pareilles habitudes existent encore aux îles Mariannes, aux îles Philippines et aux îles de la Polynésie ; d'après Waitz elles se retrouvent chez différentes peuplades de l'Afrique. Un usage exista longtemps aux îles Baléares et indiquait le droit de tous les hommes sur la femme. Il donnait le droit, à tous les hommes-parents, d'être admis pendant la nuit de noces, en rang d'âge, chez la mariée. Le marié ne venait qu'en dernier lieu.

Chez d'autres peuples, cet usage fut modifié en ce sens, que le prêtre ou le chef (roi), représentant les hommes de la tribu, jouissait de ce privilège auprès de la mariée. « Beaucoup de Caïmars engagent des Patamars (prêtres) pour défloror leurs épouses..... Le grand-prêtre (Mamburi) a pour fonction de rendre ce service au roi (Zamorin) quand celui-ci se marie, et de plus, on lui paye pour cela cinquante pièces d'or. (2) » La même chose se passe en Séné-

(1) *Histoires d'Hérodote.* Traduction P. Giguet.

(2) Kautsky K. *L'origine du mariage et de la famille.* Cosmos 1883.

gambie, où le chef de la tribu considère la défloraison de la jeune vierge comme un devoir, qui lui est payé en cadeau. Chez d'autres peuples, la défloraison de la jeune femme et même de l'enfant féminin se fit au moyen d'idoles, qui étaient spécialement disposées à cet effet. Il y a lieu d'admettre que le jus primae noctis (droit à la première nuit) qui se maintint bien tard en Allemagne et en Europe, eut la même origine. Le seigneur, qui se considérait comme chef de ses esclaves ou serfs, exerçait le droit du chef de la tribu. Nous en reparlerons.

Chez des tribus de l'Amérique du Sud existe une étrange habitude — qui se retrouve également chez les Basques, un peuple avec des mœurs et des usages antiques — et qui doit à son tour être ramenée au droit maternel. Chez ces tribus c'est le mari, et non l'accouchée, qui se met au lit, et qui se fait soigner par la jeune mère. Cette habitude signifie, que le père reconnaît le nouveau-né comme son enfant. Il paraît que la même habitude existerait encore chez différentes tribus des montagnes de la Chine, et qu'elle était encore observée en Corse, il n'y a pas bien longtemps.

La femme grecque devint également de la marchandise. Dès qu'elle entrait dans la maison de son mari, elle cessait d'exister pour sa famille. Pour exprimer cela d'une façon symbolique, le char richement paré, qui avait transporté la femme chez son mari, était brûlé devant la porte de la maison. Encore maintenant, chez les Ostiaques de la Sibérie, le père vend sa fille ; il entre en rapports avec les représentants du mari éventuel, et discute le prix à payer. Tout comme du temps de Jacob, l'habitude existe encore chez plusieurs tribus africaines que l'homme,

qui désire une femme, prend service chez ses futurs beaux-parents. Il est assez connu que chez nous le mariage d'achat n'a pas disparu. Il est plus que jamais en honneur dans le monde bourgeois. Les mariages d'argent, comme nous en voyons conclure partout, sont tout simplement des mariages d'achat. Le cadeau de noces, que le marié offre également à la mariée, doit être considéré comme le symbole de la prise de possession de la femme.

A côté du mariage d'achat existait le mariage par rapt. Le rapt ne se pratiquait pas seulement chez les Juifs, il était d'usage partout, et se rencontre chez presque tous les peuples de l'Antiquité. L'exemple historique le mieux connu est le rapt des Sabines par les Romains. Le rapt devenait nécessaire là où les femmes manquaient, et là où la polygamie était en vigueur, comme partout en Orient. Pendant l'existence de l'Empire Arabe, du 7e au 12e siècle, le rapt se développa rapidement chez nous.

Chez les habitants de la partie méridionale du Chili, le rapt est représenté de façon symbolique. Pendant que les amis du marié discutent avec le père, le prétendant se glisse dans la maison et cherche à enlever la fille. Dès qu'il l'a saisie, il la jette sur un cheval qui était prêt, et l'emporte dans la forêt voisine. Hommes, femmes et enfants font retentir de grands cris, et cherchent à empêcher la fuite. Mais dès que le prétendant a atteint les broussailles de la forêt, le mariage est considéré comme consommé, même quand l'enlèvement s'est effectué contre la volonté des parents. De pareilles mœurs existent également chez les peuples de l'Australie.

L'habitude du voyage de noces, chez nous, rappelle le rapt ; la femme est enlevée du foyer pater-

nel. L'échange des anneaux rappelle la sujétion de la femme à l'homme. Cet usage prit d'abord naissance à Rome. Comme signe de sa liaison avec l'homme, la femme recevait un anneau en fer.

Plus tard cet anneau fut fait en or, et beaucoup plus tard l'usage actuel fut introduit, en signe de liaison réciproque.

Après la disparition de la gens, basée sur le matriarcat, naquit la gens, basée sur le patriarcat, mais avec des compétences beaucoup moins étendues. Les besognes principales étaient le soin des intérêts généraux et religieux, le soin des enterrements et les obligations réciproques d'aide et d'assistance, le droit, et en certains cas le devoir de marier dans la gens, surtout lorsqu'il s'agissait de filles à héritage ou d'orphelins. La gens administrait également la propriété commune.

Avec la propriété privée et le droit d'héritage qui en résulte, apparaissent les différences et les oppositions de classe. Au cours des siècles la concentration des possesseurs en face des déshérités s'accomplit. Les premiers cherchent à s'accaparer de l'administration de la nouvelle communauté, à la rendre héréditaire. L'administration de l'argent était devenue nécessaire, et créa des relations qui étaient inconnues. La lutte contre les ennemis du dehors, les intérêts contradictoires dans la tribu, en même temps que les intérêts et les relations du commerce, de l'agriculture et du travail manuel, exigèrent des lois compliquées, des organes qui devaient veiller sur la marche régulière de la société et aplanir les discordes. La même nécessité se présenta pour les relations entre seigneur et esclave, entre créancier et débiteur. Un pouvoir devint indispensable

pour diriger toutes les relations, conduire, régler, protéger ou punir. L'Etat fit son apparition ; il était le produit indispensable des intérêts contradictoires qui se faisaient jour dans la nouvelle société. Sa direction tomba naturellement entre les mains de ceux qui avaient les plus grands intérêts à sa fondation, et qui disposaient de la plus grande influence, de par leur puissance sociale. Ainsi l'aristocratie de la possession se trouva opposée à la démocratie, même là où l'on disposait d'une égalité complète de droits politiques.

Il n'existait pas de droit écrit pour le matriarcat. Les relations étaient simples, l'usage sacré. Avec le nouveau règlement, qui était beaucoup plus compliqué, le droit écrit devint une des principales nécessités. Il devait y avoir des organes spéciaux pour le maintenir. Lorsque les relations juridiques devinrent plus compliquées, il se forma une classe particulière qui se donna pour tâche d'étudier le droit, et qui, naturellement, avait tout intérêt à le compliquer. Les avocats et les juristes firent leur apparition; le droit ayant tant d'importance pour la communauté, ils devinrent l'état le plus influent. Le nouveau règlement bourgeois du droit parvint à son expression classique dans l'Etat romain; de là l'influence que le droit romain exerça jusqu'à nos jours.

La constitution est donc la suite nécessaire d'une communauté qui, à un plus haut degré de division du travail, fut sectionnée en une série de professions avec, bien souvent, des intérêts contradictoires. L'oppression des faibles en résulta. Cela fut reconnu par une tribu Arabe qui, d'après Diodore, observa le commandement : de ne pas semer, de ne pas planter, de ne pas boire de vin, de ne pas bâtir de maisons

et de vivre dans des tentes parce que, sinon, elle pourrait être obligée à obéissance par un pouvoir absolu (pouvoir d'état). Chez les Rachebites, les descendants du beau-père de Moïse, de pareilles institutions existaient (1). Toute la législation de Moïse avait pour but de faire des Juifs une communauté agricole, car les législateurs craignaient autrement de voir se perdre leur organisation communiste démocratique. De là l'exode vers la « Terre Promise » un pays qui était limité d'un côté par le Liban, une chaîne de montagnes peu accessible, et des autres côtés, notamment à l'Est et au Sud, par des contrées peu fertiles et par le désert. De cette façon l'isolement était devenu possible. De là, également, l'éloignement des Juifs de la mer qui favorisait le commerce, la colonisation et l'accumulation des richesses; de là les lois sévères sur l'exclusion des autres peuples, les défenses formelles de conclure des mariages en dehors de la tribu, les lois sur les pauvres, les lois agraires, l'année jubilaire. Toutes ces organisations étaient destinées à empêcher l'accumulation de grosses fortunes chez quelques uns. Les Juifs furent empêchés de fonder un Etat; l'organisation de la tribu resta maintenue jusqu'à leur dissolution, et elle vit encore partiellement parmi eux.

Des tribus latines qui avaient déjà dépassé le développement du droit maternel, prirent vraisemblablement part à la fondation de Rome. Ils enlevèrent les femmes qui leur manquaient chez les Sabins; de là leur nom de Quirites. Longtemps après, les bourgeois romains s'appelaient Quirites dans les

(1) *Mosaïsches Recht* (La Loi de Moïse) par Joh. David Michaelis.

assemblées populaires. *Populus Romanus* signifiait en termes généraux la population libre de Rome, mais *Populus Romanus Quiritium* indiquait la descendance et la qualité de bourgeois romain. La gens romaine était basée sur le droit paternel. Les enfants héritaient comme héritiers naturels; quand des enfants faisaient défaut, les parents de la branche masculine héritaient; s'il n'y en avait pas, la fortune passait à la gens. Par le mariage la femme perdait le droit d'hériter de ses frères ou de son père; elle quittait la gens, et ni elle ni ses enfants ne pouvaient hériter de la fortune de son père ou de ses frères. La division en gentes et phraties fut, pendant des siècles, la base de l'organisation militaire et de l'exercice des droits civils. Mais la décadence des gentes et la diminution de leur signification amenèrent de meilleures conditions pour les femmes romaines; plus tard elles n'héritaient pas seulement, elles pouvaient même gérer leur fortune. Leur situation était donc sensiblement meilleure que celle de leurs sœurs grecques. Caton l'Ancien en prit prétexte pour exhaler la plainte suivante en l'an 234 avant notre ère (1) : « Si chaque père de famille, selon l'exemple de ses ancêtres, s'efforcait de maintenir sa femme dans l'état de dépendance qui lui convient, on n'aurait pas tant de difficultés, publiquement, du sexe entier. »

Et lorsque quelques tribus populaires essayèrent de faire abolir, en 195 avant J.-C., une loi contre le luxe féminin promulguée naguère, il tonna : « Si chacun de nous avait maintenu prudemment chez sa femme le droit et la supériorité de l'homme, nous

(1) Karl Hunzen, *Des droits et de la situation des femmes.*

aurions moins de difficultés avec toutes les femmes : maintenant notre liberté, vaincue au foyer familial, est également brisée et piétinée ici au Forum par l'indiscipline féminine, et parce que nous ne pouvons prendre pied devant la femme, nous les craignons collectivement. Nos ancêtres voulurent que la femme ne pût s'occuper d'aucune occupation particulière sans intervention d'un tuteur, qu'elle fut entre les mains de son père, de son frère ou de son mari; nous tolérons déjà qu'elle prenne possession de la République, et qu'elle se mêle aux réunions populaires... Lâchez la bride au caractère dominateur de la créature indomptable, et espérez alors qu'elle limitera ses caprices. C'est là encore le moindre inconvénient de ce que l'esprit peu malléable des femmes impose aux mœurs ou aux lois. Pour dire la vérité, elles désirent liberté, non, licence effrénée en toutes choses... Elles ont commencé par être nos égales, bientôt elles seront nos supérieures. »

Du temps de Caton, aussi longtemps que le père vivait, la tutelle de sa fille, même mariée, lui appartenait, à lui ou au tuteur qu'il désignait. Le père venait-il à mourir, le plus proche parent masculin, même lorsqu'en qualité d'agnat il était déclaré incapable, entrait en possession de la tutelle et avait le droit de la transmettre à tout moment au premier tiers venu. Au commencement, la femme romaine n'avait donc pas de volonté propre devant la loi.

Les formes du mariage étaient diverses, et se modifièrent souvent dans le cours des siècles. Les mariages les plus solennels étaient conclus devant l'archiprêtre, en présence d'au moins dix témoins. En signe de liaison, le couple mangeait d'un gâteau,

fait de farine, de sel et d'eau. On voit que cette solennité ressemble beaucoup à la division de l'hostie pendant la messe. Une deuxième forme de mariage était considérée comme régulière, dès qu'une femme, après consentement de son père ou de son tuteur, avait vécu pendant une année avec son élu sous un même toit. Une troisième forme consistait en une sorte d'achat réciproque; les deux conjoints échangeaient des pièces de monnaie et prononçaient le vœu d'être époux. Du temps de Cicéron, (1) le divorce était libre pour les deux conjoints; l'on combattait la proposition d'obliger à une annonce du divorce. La « Lex Julia de adulterus » prescrivit cependant plus tard que le divorce devait être proclamé de façon solennelle. Ceci fut décidé parce que bien souvent les femmes, qui avaient à répondre d'adultère, prétendaient être divorcées.

Justinien, le chrétien, (2) défendit le divorce, sauf lorsque les deux époux s'engageaient à entrer ensuite dans un cloître. Justinien II, son successeur, fut obligé de réadmettre le divorce.

A mesure que grandirent la puissance et la richesse de Rome, la rigueur des mœurs primitives fit place au vice et à la dépravation. Rome devint le centre de la débauche, d'où le raffinement sensuel se propagea sur tout le monde civilisé.

Sous l'Empire, les déviations sexuelles, favorisées par l'empereur, prirent des formes qui ne pouvaient être dictées que par la folie. Hommes et femmes rivalisaient dans la débauche. Le nombre des mai-

(1) Né en l'an 106 avant notre ère.
(2) Vivait de 527 à 565.

sons publiques de femmes augmenta, et à côté d'elles l'amour grec rencontra chez les hommes une faveur toujours croissante. En ce temps le nombre des jeunes gens qui se prostituaient à Rome, était plus élevé que celui des prostituées féminines (1).

A la rue, au cirque et au théâtre, les hétaïres se présentaient en grand luxe, entourées de leurs adorateurs; souvent elles étaient portées sur des litières par des nègres, elles se miraient dans une glace, étincelaient de joyaux et de diamants, étaient à moitié nues, accompagnées d'esclaves qui les éventaient, de jeunes garçons, d'eunuques et de joueurs de flûte. Des nains grotesques clôturaient le cortège.

Ces excès prirent de telles proportions, qu'ils devinrent un danger pour l'existence du royaume. Les femmes imitaient l'exemple des hommes; d'après ce que rapporte Sénèque, (2) il y avait des femmes qui ne calculaient pas le temps d'après les Consuls, mais d'après le nombre de leurs maris. L'adultère était général, et pour échapper aux peines sévères, les femmes se firent inscrire comme prostituées sur les registres des édiles, agents chargés du contrôle de la prostitution.

A côté de ces excès, les guerres civiles et le système de la grande propriété ayant eu pour conséquence d'augmenter le chiffre des célibataires et des ménages sans enfants, et de diminuer le nombre des

---

(1) Epître de Saint-Paul, apôtre, aux Romains I 26, 27. « C'est pourquoi Dieu les a livrés à des passions infâmes; car les femmes parmi eux ont changé l'usage naturel en un autre qui est contre nature. De même aussi les hommes, laissant l'usage naturel de la femme, ont été embrasés dans la convoitise les uns pour les autres, commettant, homme avec homme, des choses infâmes, et recevant en eux-mêmes la récompense qui était due à leur égarement. »

(2) Vivait de l'an 2 à l'an 65 de notre ère.

citoyens et des patriciens romains, Auguste (1) promulgua, en l'an 16 avant J.-C., la loi dite Julienne, qui édictait des récompenses pour la procréation des enfants, et des peines pour le célibat. Le citoyen père de famille avait droit de préséance sur celui qui n'avait pas d'enfants et sur le célibataire. L'homme non marié ne pouvait recueillir aucun héritage en dehors de celui de ses plus proches parents; l'homme marié sans enfants ne pouvait toucher que la moitié de son héritage. Le reste revenait à l'Etat. Les femmes, qui pouvaient être accusées d'adultère, devaient céder une partie de leur dot au mari trompé. C'est ce qui fait que des hommes se marièrent pour spéculer sur l'adultère de leur femme. Plutarque émit à ce propos cette réflexion : « Les Romains se marient, non pour avoir des héritiers, mais des héritages. »

Plus tard la loi Julienne fut encore aggravée. Tibère décréta qu'une femme dont le grand-père, le père ou le mari aurait été chevalier romain, n'aurait pas le droit de se prostituer. Les femmes mariées qui se faisaient inscrire sur les registres de la prostitution devaient être bannies de l'Italie, comme coupables d'adultère. Il n'existait naturellement aucune peine de ce genre pour les hommes. D'après Juvénal, l'empoisonnement des époux se pratiquait couramment de son temps (première moitié du premier siècle avant notre ère). (2)

---

(1) Auguste, fils adoptif de César, appartenait, du fait de cette adoption, à la gens Julia. De là le nom de loi Julienne.

(2) Ce qu'une impératrice a bien osé tenter,
Quelle femme aujourd'hui craindra de l'imiter?
L'empire était en feu ; tout allait se dissoudre :
On eût dit que Junon, du maître de la foudre

La polygamie, telle que nous la rencontrons chez les peuples orientaux, chez lesquels elle existe encore maintenant, bien qu'elle ne soit qu'à portée des privilégiés et des possesseurs, le nombre des femmes disponibles étant restreint et leur entretien coûteux, est opposée à la polyandrie. Celle-ci existe principalement chez les peuples des hauts plateaux du Thibet, chez les Garras à la frontière Indo-Chinoise, chez les Baïgas de Godwana, chez les Naïrs du sud de l'Inde, et, paraît-il, même chez les Esquimaux. La descendance est établie d'après la mère, la chose étant impossible autrement; les enfants lui appartiennent. Les maris de la femme sont frères en règle générale. Quand le frère aîné se marie, les autres

---

Venait de déranger le sublime cerveau.
Certes, le mets fatal qui mit Claude au tombeau,
D'un désastre aussi grand fut loin d'être la cause.
Dans l'empire en effet, que fit-il autre chose,
Que forcer un vieillard au front chauve et hideux,
De descendre du trône à la table des dieux?
Mais l'oncle de Néron, altéré de carnage,
A peine du poison a senti le ravage,
Il brûle, il détruit tout; et le peuple, les grands,
Sont livrés au hasard à ses arrêts sanglants.
Quels désordres produits par cette coupe affreuse!
Quels malheurs enfantés par une empoisonneuse!

. . . . . .

Que de Médée, ô ciel! que de sœurs d'Hypemnestre!
Demain chaque faubourg aura sa Clytemnestre.
Mais au moins celle-ci, le poignard à la main,
Furieuse, égarée, avouait son dessein.
Les nôtres n'ont besoin que d'un simple breuvage,
Du glaive toutefois prêtes à faire usage,
Si leur Agamemnon redoutant le trépas,
A leurs perfides soins ne s'abandonnait pas,
Et qu'imitant ce roi vaincu dans trois batailles,
A l'abri du poison il eût mis ses entrailles.

Satires de JUVÉNAL.

(Traduites en vers français par L.-V. RAOUL.)

frères deviennent époux de la femme qui, cependant, conserve le droit d'avoir d'autres maris. Les hommes, au contraire, ont également le droit de posséder plusieurs femmes. Il n'a pas encore été établi à quelles situations la polyandrie doit son origine. Les peuples qui pratiquent la polyandrie, habitent presqu'exclusivement les hautes montagnes ou la zône glacée; il est probable que ce que rapporte Tarnowsky (1), est une des causes prépondérantes de la polyandrie. Des voyageurs dignes de foi informèrent Tarnowsky, qu'une longue résidence à de grandes altitudes diminue la passion sexuelle, qui augmente quand on descend. Tarnowsky croit que cette diminution de passion sexuelle peut expliquer l'accroissement restreint de la population de ces contrées. Or, comme elle devient héréditaire, elle est une des causes de dégénérescence, qui exercent leur influence sur les déviations du sens sexuel.

La résidence prolongée à de grandes hauteurs ou dans les pays très froids, doit également avoir pour effet de diminuer les exigences que la polyandrie impose à la femme. La nature de la femme même subit cette influence. Chez les filles des Esquimaux, la période menstruelle ne fait, en règle générale, son apparition que vers la dix-neuvième année, alors que dans la zône torride elle se déclare à neuf ou à dix ans, et à quatorze ou seize ans dans la zône tempérée. Si les climats chauds exercent une grande influence sur la passion sexuelle, à tel point que la polygamie y est en grand honneur, il est facile à comprendre que les pays froids — auxquels appartiennent les hautes montagnes — peuvent diminuer

(1) Tarnowsky, *Les manifestations maladives du sens sexuel.*

la passion sexuelle. L'expérience apprend également que la fécondation est plus rare chez les femmes qui ont plusieurs époux.

L'augmentation de la population, sous la polyandrie, est donc très faible. Elle correspond parfaitement aux difficultés de pourvoir à son entretien, qui se présentent dans les pays froids et sur les hautes montagnes. Cela démontrerait, que même dans la polyandrie qui nous paraît si étrange, le mode de production exerce une influence prépondérante sur les relations sexuelles. Il y aurait lieu d'établir, en outre, si l'assassinat des enfants du sexe féminin n'est pas de règle chez les peuples qui résident dans les pays froids ou sur les hautes montagnes. L'on rapporte que chez les Mongols des hauts plateaux de la Chine, cet usage est en honneur.

Les Juifs agissaient tout autrement que les Romains qui, sous l'Empire, donnèrent de plus en plus la préférence au célibat ou au mariage sans enfants. Toutefois la femme n'avait aucun droit de choisir son fiancé, qui lui était désigné par son père. Le mariage était considéré comme un devoir, qu'elle observait scrupuleusement. Le Talmud dit : « Quand ta fille sera nubile, affranchis un de tes esclaves et marie-la avec lui » Les Juifs honoraient le commandement divin : « Soyez féconds et multipliez-vous ». Et malgré toutes les oppressions et toutes les persécutions, ils se sont multipliés ; ils sont les ennemis jurés du Malthusianisme.

Tacite (1) dit : « Ils ont, les uns pour les autres,

(1) Tacite. *Histoires*. Livre V. Traduction M. Dureau de la Malle, revue par Désiré Nisard.

un attachement invincible, une commisération très active, et, pour le reste des hommes, une haine implacable. Jamais ils ne mangent, jamais ils ne couchent avec des étrangers. Malgré l'extrême dissolution de leurs mœurs, ils s'abstiennent de femmes étrangères... ils ont pourtant grand soin de l'accroissement de la population; car il est fort défendu de tuer un seul des enfants qui naissent, et les âmes de ceux qui meurent dans les combats ou dans les supplices, ils les croient éternelles. De là leur ardeur pour la génération, et leur mépris pour la mort. »

Tacite déteste les Juifs parce qu'en dépit de la religion de leurs aïeux, ils ont entassé des trésors et des richesses. Il les appelle « les pires des hommes », un « peuple haïssable ».

Les Juifs, sous la domination romaine, furent forcés de se confiner toujours plus étroitement entre eux, et pendant la longue persécution qu'ils eurent à subir à dater de cette époque et durant presque tout le moyen-âge chrétien, il se développa chez eux cette vie de famille intime, qui peut servir de modèle au monde bourgeois actuel. Pendant ce temps s'accomplissaient la désorganisation et la décomposition de la société romaine. A la débauche souvent poussée jusqu'à la folie, on opposa un autre extrême, la continence la plus rigoureuse. L'ascétisme prit alors, comme jadis le libertinage, une forme religieuse qu'un fanatisme mystique se chargea de propager.

Le sybaritisme effréné, le luxe sans bornes des vainqueurs, formaient des contrastes frappants avec la détresse et la misère des millions et des millions d'êtres que la Rome triomphante avait traînés en esclavage de tous les points du monde alors connu

jusqu'en Italie. Parmi ces esclaves se trouvaient d'innombrables femmes qui, enlevées au foyer domestique, séparées de leurs maris, arrachées à leurs enfants, en étaient au dernier degré de la misère, et qui toutes soupiraient après leur délivrance. Nombre de femmes romaines, dégoûtées de ce qui se passait autour d'elles, se trouvaient dans le même état d'esprit. Tout changement dans leur sort leur semblait agréable. Un désir profond de changement, de délivrance, s'empara de classes très nombreuses. Le Sauveur paraissait s'annoncer. La conquête de Jérusalem et du royaume de Judée par les Romains, entraîna la ruine de toute indépendance nationale et suscita parmi les sectes ascétiques de ce pays des idéologues, qui prédisaient la fondation d'un nouvel empire apportant à tous le bonheur et la liberté.

Le Christ vint, le christianisme naquit. Il représentait l'opposition contre le matérialisme brutal des grands et des riches de Rome; il était une protestation contre le mépris et l'oppression de la masse. Mais comme il trouvait son origine dans le Judaïsme qui ne connaissait que l'absence de tout droit pour la femme, il resta fidèle à la conception de la Bible, considéra la femme comme la cause de tout mal, prêcha le mépris de la femme, la continence et l'anéantissement de la chair qui, alors, faisait commettre tant de péchés. Avec son langage à double sens, il montra un royaume futur, céleste pour les uns, terrestre pour les autres, et qui pour tous signifiait justice et liberté. Cette doctrine trouva un sous-sol fertile dans le terrain corrompu du royaume romain. La femme ayant, comme tous les malheureux, l'espoir de l'affranchissement et de la déli-

vrance, s'attacha à lui avec empressement et de tout cœur. Il ne s'est jusqu'aujourd'hui produit aucune agitation importante, dans laquelle les femmes n'aient eu, elles aussi, une action considérable comme combattantes ou comme martyres. Ceux qui considèrent le christianisme comme un grand phénomène de la civilisation, ne peuvent oublier que c'est précisément à la femme qu'il doit le plus clair de son succès. Son prosélytisme joua un rôle considérable aux premiers temps du christianisme, dans l'empire romain comme chez les peuples barbares du moyen-âge, et les souverains les plus puissants furent convertis par elle. C'est ainsi qu'entre autres Clotilde détermina Clovis, le roi des Francs, à embrasser le christianisme, que Bertha, reine de Kent, et Gisèle, reine de Hongrie, l'introduisirent dans leurs Etats. La conversion de nombre de puissants est également due à l'influence de la femme.

Mais le christianisme l'en récompensa mal. Il porte dans ses doctrines le même mépris de la femme que les antiques religions de l'Orient; il la ravale au rang de servante obéissante de l'homme, et aujourd'hui encore, il l'oblige à lui promettre solennellement cette obéissance devant l'autel.

Ecoutons ce que disent la Bible et le christianisme de la femme et du mariage.

Les dix commandements de l'Ancien Testament ne s'adressent en réalité qu'à l'homme, car dans le neuvième commandement la femme est mise sur le même pied que les domestiques et les animaux. Il est dit à l'homme : « Tu ne convoiteras point la maison de ton prochain; tu ne convoiteras point la femme de ton prochain, ni son serviteur, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne, ni aucune chose qui

soit à ton prochain (1) ». La femme est donc un objet, une pièce de propriété que l'homme ne peut désirer quand elle appartient à un autre. Membre d'une secte qui s'imposait la continence la plus absolue, notamment dans les relations sexuelles, Jésus méprisa le mariage et s'écria : « Tous ne sont pas capables de cela, mais ceux-là seulement à qui il a été donné. Car il y a des eunuques qui sont nés tels dès le ventre de leur mère; il y en a qui ont été faits eunuques par les hommes; et il y en a qui se sont faits eunuques eux-mêmes pour le royaume des cieux (2) ». La castration, d'après Jésus, est donc agréable à Dieu, et l'abstinence de l'amour et du mariage est une bonne action.

Paul qui plus que Jésus peut être appelé le fondateur du christianisme, Paul qui, le premier, donna à cette doctrine le caractère international et l'arracha aux limites étroites de l'esprit sectaire des Juifs, écrivit aux Corinthiens : « Pour ce qui est des choses dont vous m'avez écrit, il est bon à l'homme de ne toucher point de femme. Toutefois, pour éviter l'impudicité, que chacun ait sa femme, et que chaque femme ait son mari... (3) » « C'est pourquoi celui qui marie sa fille fait bien; mais celui qui ne la marie pas, fait mieux... (4) » « Je vous le dis donc : Marchez, selon l'Esprit, et vous n'accomplirez pas les désirs de la chair. Car la chair a des désirs contraires à ceux de l'esprit, et l'esprit en a de contraires à ceux de la chair... (5) » « Or, ceux qui sont

(1) Exode *20*, 17.
(2) Matthieu, *19*, 11-12.
(3) Épître aux Corinthiens I *7*, 1, 2.
(4) » » I *7*, 38.
(5) Epître aux Galates, 16, 17.

à Christ ont crucifié la chair avec ses passions et ses convoitises... (1) »

Paul suivit lui-même ses préceptes, et ne se maria pas. Cette haine de la chair, c'est la haine de la femme, représentée — par l'histoire du paradis terrestre — comme la corruptrice de l'homme. C'est dans cet esprit que les apôtres et les pères de l'Eglise ont prêché, c'est dans cet esprit que l'Eglise a opéré pendant tout le Moyen Age, pendant qu'elle créa les couvents et le célibat des prêtres ; c'est dans cet esprit qu'elle agit encore.

La femme, selon le christianisme, est l'impure, la corruptrice, qui a apporté le péché sur la terre et perdu l'homme. Aussi les Apôtres et les Pères de l'Eglise ont-ils toujours considéré le mariage comme un mal nécessaire, de même qu'on le dit aujourd'hui de la prostitution. Tertullien s'écrie : « Femme, tu devrais t'en aller toujours dans le deuil et en guenilles, offrant aux regards tes yeux pleins de larmes de repentir, pour faire oublier que tu as perdu le genre humain... Femme, tu es la porte de l'enfer ! » et « Il faut faire choix du célibat, dût le genre humain en périr ».

Hieronyme dit : « Le mariage est toujours une faute ; tout ce que l'on peut faire, c'est de se le faire pardonner en le sanctifiant ». Voilà pourquoi on en fit un sacrement de l'Eglise. Origène déclare que « le mariage est une chose impie et impure, l'instrument de la sensualité » et pour résister à la tentation, il s'émascula. Augustin professe : « Ceux qui ne seront pas mariés brilleront au ciel comme des étoiles resplendissantes, tandis que leurs parents

(1) Epitre aux Galates, 24.

(ceux qui les auront engendrés) ressembleront aux astres obscurs ». Eusèbe et Hieronyme sont d'accord pour dire que la parole de la Bible : « Soyez féconds et multipliez-vous » ne devait plus s'appliquer au temps où ils vivaient, et que les chrétiens n'avaient pas à s'en préoccuper. Il serait facile de produire encore des centaines de citations, empruntées aux pères de l'Eglise, qui toutes respirent le même esprit. Par leurs prédications constantes, ils ont contribué à répandre ces idées monstrueuses sur les choses sexuelles et les relations de l'homme et de la femme, relations qui sont pourtant une loi de la nature dont l'observance est un des devoirs les plus importants des fins humaines. La société actuelle souffre encore cruellement de ces doctrines, et ne s'en guérit que très lentement.

Pierre dit aux femmes avec insistance : « Que les femmes soient aussi soumises à leurs propres maris (1) » et Paul écrit aux Ephésiens : « Le mari est le chef de la femme, comme Christ aussi est le chef de l'Église... (2) » et aux Corinthiens « Pour ce qui est de l'homme... il est l'image et la gloire de Dieu ; mais la femme est la gloire de l'homme (3) ». Le premier niais ou le premier misérable venu, peut donc se croire supérieur à la femme la plus distinguée, et dans la pratique il en est resté ainsi, même jusqu'à présent.

Paul élève aussi sa voix influente contre l'éducation supérieure et l'instruction de la femme, lorsqu'il dit dans la première épître à Timothée *2*, 11, etc. : « Que la femme écoute l'instruction avec silence et

(1) Première Epître catholique de Saint-Pierre, *3*, 1.
(2) *5*, 23.
(3) I, *11*, 7.

une entière soumission; car je ne permets pas à la femme d'enseigner, ni de prendre aucune autorité sur son mari, mais il faut qu'elle demeure dans le silence. » Il dit aussi dans la première épître aux Corinthiens *14*, 34 et 35 : « Que vos femmes se taisent dans les Églises, parce qu'il ne leur est pas permis d'y parler; mais elles doivent être soumises, comme aussi la loi le dit. Que si elles veulent s'instruire sur quelque chose, qu'elles interrogent leurs maris dans la maison; car il n'est pas bienséant aux femmes de parler dans l'Église. » Saint Thomas d'Aquin (1227-1274) dit : « La femme est une mauvaise herbe qui pousse rapidement; elle forme un homme incomplet dont le corps se développe d'autant plus facilement qu'il est de moindre valeur, et que la nature s'en occupe moins ». « Les femmes sont nées pour vivre toujours sous le joug de leurs maîtres et seigneurs, car la nature destina les hommes à la domination, par la supériorité qu'elle leur donna sous tous les rapports. »

De pareilles idées n'étaient pas propres au christianisme seul. De même que celui-ci est un mélange de judaïsme et de philosophie grecque, qui de leur côté ont leurs racines dans les anciennes civilisations de l'Égypte, de Babylone et de l'Inde, de même la position inférieure que le christianisme assignait à la femme était commune à tout l'ancien monde civilisé, après la disparition du droit maternel.

Nous lisons dans la législation de Manu : « La femme est la cause du déshonneur; la femme est la cause de la haine; nous devons donc fuir la femme. » A côté du mépris de la femme, la crainte de la femme perce de façon naïve; nous lisons plus loin dans Manu : « De par leur nature, les femmes sont

toujours disposées à séduire les hommes; c'est pourquoi aucun homme ne s'isolera, même avec sa proche parente. » D'après les idées indiennes, aussi bien que d'après celles de l'Ancien Testament ou du christianisme, la femme est donc la séductrice. Toute domination comprend l'oppression de ceux qui sont dominés. Et cette position surbordonnée de la femme a été conservée beaucoup plus chez les peuples arriérés de l'Orient, que chez les peuples chrétiens.

Ce qui a amélioré son sort dans ce qu'on est convenu d'appeler le monde chrétien, ce n'est pas le christianisme, mais les progrès que la civilisation a faits en Occident malgré lui.

Ce n'est donc pas la faute du christianisme, si la situation de la femme actuelle est supérieure à celle de la femme vivant à la naissance du christianisme. Ce n'est qu'à contre-cœur et la main forcée qu'il a renoncé à sa véritable conduite à l'égard de la femme. Les fanatiques de la « mission libératrice du christianisme » sont naturellement, sous ce rapport, d'un avis opposé. Ils affirment audacieusement que le christianisme a délivré la femme de sa basse condition primitive; ils s'appuient surtout, à cet effet, sur le culte de Marie ou de la mère de Dieu, un culte qui devait honorer le sexe féminin dans son essence.

L'église catholique, qui observe encore ce culte, devrait hautement protester contre cette assertion. Les citations que nous avons faites des ouvrages des saints et des pères de l'Eglise, et dont le nombre pourrait facilement être multiplié, montrent tous un mépris prononcé pour la femme et pour le mariage.

Le concile de Mâcon qui, au VI^e^ siècle, discuta

la question de savoir si la femme avait une âme ou non, et qui se prononça pour l'affirmative à une voix de majorité, proteste contre la version de la bienveillance des doctrines du catholicisme pour la femme. L'introduction du célibat des prêtres par Grégoire VII (1) (1073-1085), qui fut imposé surtout pour posséder dans les prêtres célibataires une puissance qui ne fut détournée des intérêts de l'Eglise par aucun intérêt de famille, n'était possible qu'avec les considérations sur la culpabilité du désir de la chair, qui sert de base à l'Eglise. La furie des réformateurs, de Calvin et des pasteurs écossais en particulier, contre les « plaisirs de la chair », ne laissent aucun doute au sujet du mépris de la femme qui animait le christianisme. (2)

En établissant le culte de Marie, l'Eglise catholique substitua, par un calcul adroit, le culte de sa propre déesse à celui des déesses païennes qui était en honneur chez *tous* les peuples, parmi lesquels le christianisme se propagea. Marie remplaça Cybèle, Mylitta, Aphrodite, Venus, Cérès, etc., des peuples méridionaux, Edda, Freya, etc., des Germains ; on en fit seulement un idéal de spiritualisme chrétien.

Les peuplades primitives, physiquement saines, barbares il est vrai, mais non encore dépravées, qui, dans les premiers siècles de notre ère, se précipitè-

---

(1) Ce fut une décision contre laquelle le clergé séculier du diocèse de Mayence protesta notamment d'une façon énergique ; « Vous, évêques, ainsi que les abbés, vous avez de grandes richesses, des banquets de rois, de somptueux équipages de chasse ; nous, pauvres et simples clercs, nous n'avons que la consolation d'avoir une femme. La conscience peut être une belle vertu, mais, en vérité, trop difficile, trop rude. » (Yves Guyot. Etudes sur les docurines sociales du Christianisme. 2e édition, 1881).

(2) Bückle fournit à ce propos de nombreux exemples dans son *Histoire de la civilisation en Angleterre*.

rent de l'Est et du Nord comme les flots immenses de l'océan, et envahirent dans son sommeil l'empire universel des Romains où le christianisme s'était peu à peu imposé en maître, résistèrent de toutes leurs forces aux doctrines ascétiques des prédicateurs chrétiens; ceux-ci durent, bon gré, mal gré, compter avec ces saines natures. Les Romains virent avec étonnement, que les mœurs et les habitudes de ces peuplades étaient absolument différentes des leurs. Tacite reconnut ce fait en s'exprimant comme suit sur le compte des Germains (1). « Les mariages sont chastes, et nulle partie des mœurs germaines ne mérite plus d'éloges. Presque les seuls d'entre les barbares ils se contentent d'une seule femme, sauf un petit nombre qui en prennent plusieurs, non par libertinage, mais parce que leur noblesse fait ambitionner leur alliance.... Les adultères sont très rares dans une nation si nombreuse. La peine est immédiate, et c'est au mari qu'il appartient de l'infliger. Les cheveux coupés, nue, en présence des proches, la coupable est chassée de la maison par son mari qui la conduit à coups de fouet à travers la bourgade.

« Il n'y a point de pardon pour la pudeur qui s'est prostituée. Ni la beauté, ni l'âge, ni les richesses, ne font trouver un autre époux à la femme adultère. Nul ici rit des vices, et corrompre et être corrompu ne s'appelle pas vivre selon le siècle. Les jeunes gens aiment tard ; de là une puberté inépuisable. Les filles ne sont pas mariées hâtivement ; égaux en jeunesse, en taille, en vigueur, la famille qui naît de tels époux hérite de leurs forces. »

Il ne faut pas perdre de vue cependant que Tacite,

(1) Tacite *La Germanie*, Traduction nouvelle de M. Désiré Nisard.

pour donner un modèle aux Romains, a peint un peu en rose les mœurs conjugales des anciens Germains. S'il est vrai que la femme adultère était sévèrement punie, il n'en était pas de même pour l'homme.

Du temps de Tacite la gens était en honneur chez les Germains. Dans les situations romaines qu'il voyait, l'organisation des gentils lui était devenue étrangère et incompréhensible. Il raconte avec étonnement que, chez les Germains : « les neveux sont aussi considérés de l'oncle que du père ; quelques-uns même regardent ce lien du sang comme plus étroit, et dans le choix des otages, exigent de préférence les neveux (1) ». Engels fait remarquer à ce propos (2) : « Quand des membres d'une gens de ce genre donnaient leur propre fils en gage d'une promesse solennelle, et quand ce fils était victime de la violation du traité par son père, celui-ci n'en devait compte qu'à soi-même. Mais si c'était le fils d'une sœur qui était sacrifié, cela constituait une violation du droit de la gens le plus sacré ; le parent gentil le plus proche, à qui incombait avant tous les autres la protection de l'enfant ou du jeune homme, avait causé sa mort ; ou bien il ne devait pas le livrer comme otage, ou il devait observer le traité ». (2)

Du reste, comme le fait remarquer Engels, au temps de Tacite le droit maternel avait fait place, chez les Germains, au droit paternel. Les enfants héritaient du père ; à leur défaut, la succession revenait aux frères et aux oncles du côté paternel ou maternel. L'admission du frère de la mère à l'héri-

---

(1) Tacite *La Germanie*, Traduction nouvelle de M. Désiré Nisard.
(2) Engels. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.*

tage, quand la descendance du père entrait seule en ligne de compte pour l'héritage, est expliquée par le fait que le droit ancien venait d'être transformé. Ces réformes avaient fait naître également ce respect des Germains pour la femme, qui surprit Tacite. Il constata également: « Le principal aiguillon de leur courage (à la guerre) c'est que leurs troupes ou bataillons ne sont pas le résultat du hasard, ni d'un amas fort net d'hommes ; ils sont formés de membres de la même famille et de parents. Tout près d'eux sont les gages de leurs affections ; ils peuvent entendre les cris des femmes éplorées et les vagissements des enfants... On raconte que des armeés qui déjà pliaient et lâchaient pied, avaient été ralliées par les femmes, grâce à l'obstination de leurs prières, à leurs poitrines présentées aux fuyards, à la menace d'une captivité imminente, sort qu'ils redoutent bien plus fortement pour leurs femmes que pour eux-mêmes. » (1) Mais l'état d'âme des femmes, à son tour, inspira du respect aux Romains. Lorsque Marius refusa de sacrer prêtresses de Vesta les femmes prisonnières des Teutons, celles-ci se suicidèrent.

Au temps de Tacite, les Germains s'étaient déjà établis définitivement ; le partage du terrain se faisait annuellement ; la propriété était collective pour les forêts, l'eau et les pâturages. Leur manière de vivre était très simple, leur richesse se composait surtout de bétail, leur costume d'une saie ou de peaux de bête. Les femmes et les chefs principaux de la tribu portaient des manteaux de lin. Le travail du métal ne s'exerçait que là où les tribus étaient trop éloignées pour importer les produits de l'industrie

(1) Tacite. *La Germanie.* Traduction nouvelle de M. Désiré Nisard.

romaine. Les chefs délibéraient sur les affaires de détail ; la nation tout entière sur les affaires majeures. Les chefs furent autant que possible choisis dans la même famille ; mais le passage au patriarcat favorisa l'hérédité du grade, et conduisit finalement à la fondation d'une tribu noble, dont plus tard la royauté prit naissance. Comme en Grèce et à Rome, la gens germaine disparut par le développement de la propriété privée, par l'extension de l'industrie et du commerce, et par le croisement avec des membres d'autres tribus et peuples. A la place de la gens vint l'association par marche, l'organisation démocratique des paysans libres qui, pendant de longs siècles, forma un véritable rempart contre la noblesse, l'église et le souverain. Elle ne disparut pas même complètement lorsque la féodalité devint dominante, oppressant en masse les paysans libres d'antan, les transformant en serfs et sujets.

Les chefs de la famille étaient aussi les chefs de l'association par marche. Les femmes, les filles, les brus étaient exclues du conseil et du commandement. Les temps où les femmes avaient le commandement d'une tribu — ce que Tacite relate avec grand étonnement et force commentaires méprisants — n'étaient plus. Au cinquième siècle, la loi salique vint détruire le droit d'héritage du sexe féminin.

Dès qu'il se mariait, le jeune Germain recevait un lot foncier. Les grands-parents, les parents et les enfants vivaient généralement sous un même toit. Il arrivait souvent que pour obtenir un lot supplémentaire, le fils mineur et incomplètement formé était marié par le père à une femme nubile, et que le père remplaçait le fils pour l'accomplissement des

devoirs matrimoniaux. (1) Les jeunes mariés recevaient une allocation spéciale pour l'installation de leur ménage, par exemple une charretée de bois de hêtre et les madriers nécessaires à la construction de leur maison. Leur venait-il une fille, ils avaient droit à une charretée de bois; l'enfant nouveau-né était-il au contraire un fils, ils en recevaient deux. Le sexe féminin n'etait donc estimé qu'à la moitié de la valeur de l'autre.

La façon de conclure le mariage était simple. Il n'était question d'aucune pratique religieuse; la déclaration mutuelle suffisait, et le couple une fois entré dans le lit nuptial, le mariage était consommé. La coutume d'après laquelle, pour être valable, l'union nuptiale avait besoin d'un acte religieux, ne prit naissance qu'au neuvième siècle, et ne fut déclarée sacrement de l'Église qu'au seizième siècle, par le Concile de Trente.

La naissance de la féodalité aggrava la situation. Les chefs d'armée triomphants employaient la violence pour s'emparer de pays étendus; seigneurs de terres communes ils s'efforçaient de les céder, à terme ou avec droit d'héritage, à leurs subordonnés : serfs, hommes libres de descendance étrangère. Ainsi ils créèrent une noblesse de cour et d'épée qui était à leur service en toutes circonstances. La formation du grand royaume des Francs mit un terme aux derniers vestiges de l'organisation des gentils. Le conseil des chefs fut remplacé par les commandants de l'armée et la noblesse qui venait de naître.

---

(1) La même chose se remarque dans la *Mir russe*. Voyez Delaveleye. *De la propriété et de ses formes primitives*.

Les guerres continuelles et les disputes des grands firent porter de lourdes charges à la masse, dont la situation devint bientôt intolérable. Elle ne pouvait accomplir ses charges. La haute noblesse et les souverains la remplacèrent par des laquais; les paysans se plaçaient eux-mêmes, avec leur propriété, sous la protection d'un seigneur séculier ou religieux — car l'Église était devenue un force considérable en peu de siècles — et payèrent à cet effet intérêt et contribution. La terre libre fut donc imposée, et les impôts augmentèrent toujours. Une fois qu'il avait pris cette position subalterne, le paysan perdit bientôt la liberté personnelle. La dépendance et le servage se développèrent de plus en plus.

Le seigneur foncier avait une autorité presque illimitée sur ses serfs et ses subordonnés. Il avait le droit de contraindre au mariage tout jeune homme dès sa dix-huitième année, et toute jeune fille dès sa quatorzième. Il pouvait imposer la femme à l'homme, l'homme à la femme. Le même droit lui appartenait en ce qui concernait les veufs et les veuves. Seigneur de ses sujets, il se réservait, en qualité de législateur, l'usage de ses sujettes, et ce qu'on appelait le « jus primæ noctis ». Ce droit appartenait également à son remplaçant, quand le payement d'une certaine taxe, dont le nom seul (1) révèle suffisamment la nature, n'y avait fait renoncer.

L'existence du droit à la première nuit a été souvent contestée. Il paraît inadmissible à beaucoup de gens, parce qu'il était encore en honneur dans un

---

(1) Bettmund, Hemdschilling, Jungfernzins, Schürzenzins, Bunzengroschen, etc.

temps qui, pour certains, doit être un exemple de moralité et de piété. On prétend que le jus primæ noctis était primitivement un usage, datant du matriarcat. Lorsque l'ancienne organisation de la famille disparut, l'usage persista dans l'emploi de la mariée, par les hommes de la tribu, pendant la nuit de noces. Dans le cours des siècles ce droit devint plus restreint, et passa au chef de la tribu ou au prêtre. Le seigneur féodal le reprit, comme conséquence de son pouvoir sur les personnes qui appartenaient à son domaine; il s'en servait ou ne s'en servait pas moyennant payement d'une contribution en marchandises ou en argent.

Sugenheim (1) croit que le jus primæ noctis découle de l'obligation du seigneur de consentir au mariage. De ce droit naquit l'habitude, dans le Béarnais, de considérer comme libres tous les premiers-nés d'un mariage, qui avait été accompagné de l'application du jus primæ noctis. Plus tard, ce droit pouvait généralement être racheté par un impôt. D'après Sugenheim, ce furent les évêques d'Amiens qui tinrent le plus obstinément — jusqu'au commencement du quinzième siècle — à cet impôt. Le roi Malcolm III d'Écosse, décréta vers la fin du onzième siècle, que le jus primæ noctis pouvait être racheté par un impôt. Ce droit exista beaucoup plus longtemps en Allemagne. D'après les livres de l'année 1496 du couvent d'Adelberg, les serfs résidant à Bötlingen devaient racheter ce droit en payant, le marié un disque de sel, la mariée une livre sept deniers et un poêle « dans lequel elle pouvait s'asseoir avec sa partie postérieure. » Les épouses du

(1) *Histoire de la disparition du servage en Europe, jusqu'au milieu du 19e siècle.*

seigneur foncier devaient se racheter en apportant autant de beurre ou de fromage « que leur partie postérieure était grosse et lourde ». Dans d'autres contrées elles devaient donner un beau fauteuil en maroquin « qu'elles pouvaient remplir (1) ».

D'après ce que rapporte Welsch, l'obligation de racheter le jus primæ noctis existait encore au siècle précédent (2). Engels (3) prétend que pendant tout le Moyen âge le jus primæ noctis exista chez les habitants du pays de Galles et de l'Écosse, mais que s'il n'était pas racheté il était exercé, non par le seigneur foncier ou par son représentant, mais par le chef du clan, représentant tous les époux.

Il n'y a donc pas de doute possible. Le droit à la première nuit n'exista pas seulement au Moyen âge, mais encore dans le Temps modernes, et joua un rôle important dans le code du droit féodal. Les nobles de la Pologne s'arrogaient le droit de jouir de toute jeune femme qui leur plaisait; ceux qui se plaignaient étaient punis de cent coups de bâton. Que le sacrifice de l'honneur féminin est encore considéré comme chose très naturelle par les seigneurs fonciers et par leurs domestiques, ne se présente pas seulement en Allemagne, mais dans tous les pays de l'Europe orientale, comme l'affirment tous ceux qui connaissent les pays et les peuples.

Pendant la féodalité, la multiplicité des mariages était de l'intérêt du seigneur, étant donné que les

---

(1) Memmingen, Stälin et autres. *Essai sur les impôts du Wurtemberg.* Livraison 20. — Hormays. *Les Bavarois en Orient.* Remarques page 38. Voyez Sugenheim, page 360.

(2) *De l'établissement et de l'extinction des impôts fonciers et agraires, surtout en rapport avec la Bavière, Bade, Wurtemberg, Hesse, la Prusse et l'Autriche.*

(3) Ouvrage déjà cité.

enfants qui en naissaient restaient vis-à-vis de lui dans le même état de sujétion que leurs parents, que donc il disposait de plus de bras, et que sa richesse s'en augmentait. C'est pourquoi les seigneurs, tant spirituels que temporels, poussaient au mariage de leurs sujets. L'Eglise agissait d'une autre manière lorsqu'elle avait en vue, en empêchant certains mariages, d'amener terre et gens en sa possession. Mais cela ne visait que les hommes libres, et encore les plus humbles, ceux dont la situation devenait de plus en plus intolérable par suite des circonstances qui furent indiquées, et qui, obéissant aux suggestions et aux préjugés de la religion, abandonnaient leurs biens à l'Eglise et cherchaient un asile et la paix derrière les murailles du cloître. D'autres encore se mettaient sous la protection de l'Eglise, moyennant le payement de certaines redevances, ou l'obligation de rendre certains services. Mais bien souvent leurs descendants subirent ainsi le sort, auquel leurs pères avaient voulu se soustraire; ils tombèrent dans la dépendance et sous le servage de l'Eglise, ou bien on fit d'eux des novices pour les couvents.

Les cités, qui florissaient depuis le onzième siècle, eurent un intérêt vital à favoriser l'augmentation de leur population, en facilitant autant que possible l'établissement des étrangers et les mariages; elles devinrent des refuges pour les campagnards qui fuyaient l'oppression intolérable, pour les serfs qui s'échappaient. Mais, avec le temps, cet état de choses se modifia. Dès que les villes eurent acquis quelque puissance, dès qu'elles disposèrent d'un corps d'artisans bien développé, l'esprit d'hostilité grandit contre les nouveaux arrivants, dans lesquels on ne voyait que des concurrents importuns. On multiplia

les barrières contre l'immigration. Des taxes élevées sur l'établissement de domicile, de coûteuses épreuves de maîtrise, la limitation de chaque corps de métier à un certain nombre de maîtres et de compagnons, obligèrent des milliers d'hommes à vivre dans la dépendance, le célibat et le vagabondage. Mais lorsqu'au seizième siècle, les circonstances que nous indiquerons plus loin firent décroître la prospérité des villes, et que vint la décadence, on renforça encore, conformément aux idées étroites du temps, les obstacles apportés à l'immigration et à l'etablissement de domicile. D'autres causes y coopérèrent également.

La tyrannie des seigneurs prit graduellement une extension telle, que beaucoup de leurs sujets préférèrent échanger leur vie de chien contre celle de mendiant, de vagabond et de voleur, que l'étendue des forêts et le mauvais état des chemins favorisaient au plus haut degré. Ou bien ils se faisaient lansquenets, et allaient se vendre là où la solde était la plus forte et où le butin paraissait devoir être le plus riche. Il se constitua ainsi un nombreux prolétariat de gueux, hommes et femmes, qui devint un véritable fléau pour les campagnes. L'Eglise contribua à la corruption générale. Déjà le célibat des prêtres était une cause principale qui provoquait les débauches sexuelles, que les relations constantes avec Rome et l'Italie ne firent que favoriser.

Rome n'était pas seulement la capitale de la chrétienté parce que résidence du Pape; fidèle à son passé elle était aussi la nouvelle Babel, la grande école européenne de l'immoralité, dont le palais papal était le principal siège. L'empire romain avait, en tombant, légué à l'Europe chrétienne ses vices

bien plus que ses vertus; l'Italie cultivait surtout les premiers, que les allées et venues du clergé contribuaient à répandre en Allemagne. L'innombrable foule des prêtres était en majeure partie composée d'hommes vigoureux, dont une vie de paresse et de luxure portait à l'extrême les besoins sexuels, que le célibat obligatoire les forçait à satisfaire dans le plaisir solitaire ou dans les pratiques contre nature. Cela porta le dérèglement dans toutes les classes de la société, et devint un danger pour la moralité du sexe féminin, dans les villes comme dans les campagnes. Les couvents de moines et de nonnes — leur nombre était légion — ne se différenciaient guère des maisons publiques qu'en ce que la vie y était plus effrénée encore et plus licencieuse, et que les nombreux crimes, notamment les infanticides, qui s'y commettaient, pouvaient se dissimuler d'autant mieux que ceux-là même qui seuls avaient à y exercer la justice, étaient les meneurs de cette corruption. Les habitants des campagnes cherchaient à garantir leurs femmes et leurs filles contre la subornation du clergé en refusant d'admettre comme « pasteur des âmes », tout prêtre qui ne s'engageait pas à prendre une concubine. Cet usage fournit à un évêque de Constance l'occasion de frapper les curés de son diocèse d'un impôt sur le concubinage. Ainsi s'explique ce fait que, par exemple, dans ce Moyen âge représenté comme si pieux et si moral par des romantiques à courte vue, il n'y eut pas moins de 1500 filles de joie qui parurent, en 1414, au Concile de Constance.

Cette situation n'attendit pas jusqu'à la disparition du Moyen âge pour se manifester; elle se révéla de bonne heure et fit naître à tout propos des plaintes et des punitions.

Un règlement, décrété par Charlemagne en 802, stipula que : « Les couvents de femmes seront rigoureusement surveillés; les nonnes ne pourront se promener, mais seront surveillées avec le plus grand soin. Elles ne vivront pas en dispute ni en haine, et ne seront, sous aucun rapport, désobéissantes à la supérieure ou à l'abbesse. Quand elles auront accepté les règles d'un couvent, elles les observeront scrupuleusement. Elles ne se livreront pas à la débauche, ne serviront ni la boisson ni la cupidité, mais vivront justes et sobres sous tous les rapports. Aucun homme n'entrera dans le couvent, sauf pour le sacrifice de la messe, et dans ce cas il quittera le couvent immédiatement après. » Une prescription de 869 stipulait : « Quand des prêtres ont plusieurs femmes, ou font couler le sang de chrétiens ou de païens, ou transgressent les règles canoniques, ils seront privés de la prêtrise, parce qu'ils sont plus mauvais que les laïques ! » La défense aux prêtres d'avoir plusieurs femmes, démontre qu'au neuvième siècle le mariage avec plusieurs femmes ne constituait pas l'exception. Il n'existait, en effet, aucune loi qui le défendait.

Plus tard, du temps des troubadours, au douzième et au treizième siècle, on ne trouva encore rien de contraire à la possession de plusieurs femmes. Les croisades exercèrent nécessairement une influence sur la situation morale de ces temps. Des milliers d'hommes abandonnèrent le foyer familial pendant des années, et apprirent à connaître, dans l'Empire romain de l'est, des mœurs qui étaient pour ainsi dire inconnues en Europe.

La situation des femmes devint encore plus déplorable, parce qu'à tous les obstacles qui rendaient

déjà si difficile leur mariage et leur établissement, vint s'ajouter encore que leur nombre dépassa sensiblement celui des hommes. Ce phénomène eut pour principales causes le grand nombre des guerres et des combats, le danger des voyages commerciaux, l'augmentation de la mortalité des hommes par suite de dérèglements et de l'intempérance. Le genre de vie qu'ils menaient ne fit qu'accroître la proportion de cette mortalité au milieu des nombreuses maladies pestilentielles qui sévirent pendant tout le Moyen âge (1). C'est ainsi que, de 1326 à 1400, on compta 32 années d'épidémie, de 1400 à 1500, 41, de 1500 à 1600, trente.

Des bandes de femmes couraient les grands chemins comme saltimbanques, chanteuses, musiciennes, en compagnie d'étudiants et de clercs vagabonds, envahissant les foires et les kermesses. Dans les armées de mercenaires, elles formaient des escouades spéciales, ayant leur propre prévôt. Selon leur beauté et leur âge, conformément aux idées corporatives du temps, on les attribuait à l'un des différents services de l'armée, en dehors duquel elles ne pouvaient, sous peine de châtiments sévères, se livrer à personne. Dans les camps elles avaient, de concert avec les soldats du train, à faire le fourrage, la paille et les provisions de bois, à combler les fossés, les mares et les trous, à veiller à la propreté du campement. Dans les sièges, elles avaient pour mission de combler les fossés avec des fagots, des fascines et des pièces de bois pour faciliter l'assaut; elles devaient aider à mettre en position les pièces d'artillerie ou à dégager celles-ci,

(1) Dr Karl Bücher. *La question des femmes au Moyen Age.*

quand elles restaient embourbées dans les chemins défoncés (1).

Pour venir en aide à la misère de ces nombreuses femmes laissées sans ressources, on créa dans beaucoup de villes des « Hôtels-Dieu » placés sous l'administration municipale. Les femmes y étaient logées, mais étaient tenues de mener une vie régulière. Ni le grand nombre de ces institutions, ni celui des couvents de femmes, ne permettaient de recueillir toutes celles qui demandaient du secours.

Les difficultés dans le mariage, les voyages des souverains, des seigneurs laïques ou religieux, qui venaient dans les villes avec leur suite de chevaliers et de laquais, les hommes mariés et la jeunesse masculine des villes qui ne mettaient aucun frein à leur dérèglement, et désiraient de la variété dans les plaisirs, firent naître la nécessité des prostituées dans les villes du Moyen âge.

Comme, d'après les idées de ce temps, aucune profession, si méprisable fût-elle, ne pouvait s'exercer sans réglementation spéciale, la prostitution reçut, elle aussi, une organisation corporative. Il y eut, dans toutes les villes, des maisons de femmes qui étaient la propriété soit de la cité, soit du seigneur, soit même de l'Eglise, dans les caisses respectives desquels tombait leur revenu net. Les femmes qui peuplaient ces maisons choisissaient elles-mêmes une matrone (altmeisterin) qui avait le soin de la discipline et du bon ordre, et veillait avec zèle à ce que des concurrentes, qui n'appartenaient pas à la corporation, ne vinssent gâter le métier. Prises en flagrant délit, celles-ci étaient punies et pour-

(1) Dr Karl Bücher, *La question des femmes au Moyen Age*.

chassées avec fureur. C'est ainsi que les habitantes d'une maison de femmes à Nuremberg, se plaignirent auprès du magistrat : « que d'autres maisons ont des femmes, qui la nuit courent la rue, hébergent des maris et d'autres hommes, et leur font ainsi du tort ; qu'il est à regretter que pareille chose puisse se passer dans cette bonne ville (1) ». Les maisons de femmes jouissaient d'une protection particulière ; troubler la paix publique dans leur voisinage entraînait un châtiment d'une sévérité double. Les courtisanes réunies en corporation avaient aussi le droit de figurer dans les processions et dans les fêtes, auxquelles les autres corporations coopéraient en général, de prendre part au cortège ; il arrivait fréquemment qu'elles étaient invitées à s'asseoir à la table des souverains et magistrats. Les maisons de femmes étaient considérées comme « gardant mieux le mariage et l'honneur des jeunes femmes. » Ce sont les mêmes raisons qui justifiaient les maisons de prostitution officielles d'Athènes, et qui excusent la prostitution de nos jours.

Cela ne veut pas dire que les poursuites rigoureuses de ces femmes ne faisaient pas défaut, émanant naturellement des hommes qui les aidaient et les entretenaient de leur argent. C'est ainsi que Charlemagne édicta qu'une prostituée devait être traînée nue, et flagellée sur le marché. Lui-même, l'empereur et roi « très chrétien », n'avait pas moins de six femmes à la fois ; ses filles, qui suivaient ouvertement l'exemple de leur père, n'étaient pas précisément des modèles de vertu. Leur conduite lui procura plus d'une heure désagréable, et peupla la

(1) Joh Scherr, *Histoire du monde féminin allemand*.

maison d'enfants illégitimes. Alkwin, l'ami et le conseiller de Charlemagne, recommanda à ses clercs de se garder « des tourterelles couronnées qui, la nuit, volent dans le château impérial. » Il visait les filles de l'empereur.

Ces mêmes autorités qui organisaient officiellement la prostitution, la prenaient sous leur protection et investissaient de privilèges de toutes sortes les prêtresses de Vénus, réservant les peines les plus sévères et les plus barbares à la pauvre fille tombée et abandonnée. L'infanticide qui, de désespoir, tuait le fruit de ses entrailles, était, en règle générale, livrée à la mort la plus cruelle, tandis que pas un cri ne s'élevait contre le séducteur sans conscience. Il siégeait peut être parmi les juges qui prononçaient la peine de mort contre la pauvre victime. De pareils cas se produisent encore aujourd'hui (1). L'adultère de la femme était également puni très sévèrement; elle était au moins certaine d'être exposée; l'adultère de l'homme était caché sous le manteau de l'amour chrétien.

A Wurzbourg, au Moyen âge, le tenancier d'une maison publique prêtait devant le magistrat le serment « d'être fidèle et dévoué à la ville, et de lui procurer des femmes. » Il en était de même à Nuremberg, à Ulm, à Leipzig, à Francfort, à Cologne, et ailleurs. A Ulm, où les maisons publiques avaient été supprimées en 1537, les corporations réclamèrent leur réouverture en 1551 pour « éviter de plus grands

---

(1) Léon Richer, dans « *La Femme Libre* », cite le cas d'une servante condamnée à Paris pour infanticide, *par le propre père de son enfant*, un avocat *pieux* et considéré, qui faisait partie du jury. Bien plus, *cet avocat était lui-même le meurtrier, et l'accusée absolument innocente*, comme l'héroïque fille le déclara à la justice, mais *après* sa condamnation seulement.

malheurs ! » On mettait des filles de joie à la disposition des étrangers de marque, aux frais de la ville. Lorsque le roi Ladislas entra à Vienne, en 1452, le magistrat envoya à sa rencontre une députation de filles publiques qui, vêtues seulement de gaze légère, montraient les formes corporelles les plus harmonieuses. Lors de son entrée à Bruges, l'empereur Charles-Quint fut salué par une députation de filles entièrement nues. Cette réception est représentée dans le grand tableau d'Hans Makart, qui est exposé au musée d'Hambourg. Des cas semblables se présentaient assez fréquemment à cette époque, sans soulever grand scandale.

Des romantiques fantaisistes et des gens de calcul adroit ont entrepris de nous présenter le Moyen âge comme particulièrement « moral », et animé d'une réelle vénération pour la femme. C'est surtout le temps des trouvères en Allemagne — de la fin du XII^e^ jusqu'au XIV^e^ siècle — qu'ils invoquent à l'appui de leur assertion. Le « service d'amour », que la chevalerie venait d'apprendre à connaître chez les Maures en Espagne, doit, paraît-il, témoigner de la haute estime dans laquelle la femme était tenue à cette époque. Qu'on se rappelle à ce propos : d'abord, que la chevalerie en général ne constituait qu'une partie infime de la population, et que par suite, les « dames » étaient avant tout une minorité parmi les femmes; ensuite, qu'une faible partie seulement de la chevalerie a pratiqué le service d'amour; enfin que la véritable nature de ce service d'amour a été fortement exagérée ou altérée. Le temps où fleurissait ce service d'amour fut aussi *celui où la loi du plus fort sévissait de la pire façon* en Allemagne, où les liens de l'ordre étaient relâchés et où

la chevalerie se livrait impunément au brigandage, à la rapine et au rançonnement. Il est clair qu'une pareille époque, toute à la violence la plus brutale, n'était pas celle des sentiments de douceur et de poésie. Bien au contraire. Cette époque contribua à détruire réellement le peu de respect dont jouissait encore le sexe féminin.

La chevalerie, dans les campagnes aussi bien que dans les villes, se composait en majeure partie de rudes et frustes compagnons, dont la principale passion, après se battre et boire outre mesure, était la satisfaction effrénée des appétits sexuels. Toutes les chroniques du temps n'en finissent pas de raconter les viols et les attentats dont la noblesse se rendit coupable, dans les campagnes comme dans les villes où, jusqu'au XIII^e^, et partiellement jusqu'au XIV^e^ et au XVI^e^ siècles, elle avait exclusivement entre les mains l'administration municipale, sans que les malheureux si odieusement traités eussent le moyen de se faire rendre justice. Car à la ville, les hobereaux occupaient le banc des échevins, et dans les campagnes, on avait à compter avec le seigneur foncier, entre les mains de qui était la juridiction criminelle. Il est donc exagéré de prétendre qu'avec de pareilles mœurs et de semblables habitudes, la chevalerie ait eu un respect particulier pour les femmes et les filles, et les ait choyées comme des êtres supérieurs.

Une très petite minorité de la chevalerie était sincèrement enthousiaste de la beauté féminine, mais cette adoration était loin d'être platonique, et avait des buts très réalistes. L'Arlequin des enthousiastes, Ulrich de Lichtenstein, de mémoire risible, resta platonique aussi longtemps que de besoin.

Pris dans son ensemble, ce service d'amour était la déification de l'amante aux dépens de la femme légitime, un hétaïrisme chrétien, tel qu'il est dépeint en Grèce au temps de Périclès. En réalité, la séduction mutuelle des femmes fut, dans la chevalerie du Moyen âge, un service d'amour largement pratiqué, et les mêmes façons d'agir se renouvellent aujourd'hui dans certains cercles de notre bourgeoisie.

Il n'est pas douteux, que le fait de tenir *publiquement* compte des plaisirs sensuels, tels qu'on les entendait au Moyen âge, impliquait pour l'instinct naturel inné à tout être sain et mûr, la reconnaissance du droit de se satisfaire, et cela constituait une victoire de la saine nature sur l'ascétisme chrétien. D'autre part, il faut toujours constater à nouveau que cette reconnaissance d'un droit et la faveur d'en user ne profitaient qu'à un seul sexe, que par contre on traitait l'autre comme s'il ne pouvait et ne devait pas avoir les mêmes penchants. La moindre transgression des lois morales établies par le sexe masculin, était punie de la façon la plus sévère. Le sexe féminin, constamment opprimé par l'autre et élevé par lui d'après un système spécial, s'est, par la suite, si bien assimilé les idées de ses oppresseurs, qu'il trouve, même encore aujourd'hui, cette situation parfaitement naturelle et dans l'ordre.

N'y a-t-il pas eu aussi des millions d'esclaves, qui trouvaient l'esclavage une chose naturelle, et ne se fussent jamais affranchis, si des libérateurs n'avaient surgi de la classe même de leurs oppresseurs? Des paysans prussiens, affranchis du servage en exécution de la loi de Stein, après 1807, n'ont ils pas pétitionné pour demander qu'on les y laissât, car, disaient-ils, « qui prendrait soin d'eux lors-

qu'ils tomberaient malades ou seraient devenus vieux? » Et n'est-ce pas la même chose dans le mouvement ouvrier actuel? Combien n'y a-t-il pas de travailleurs qui se laissent mener par le bout du nez par leurs patrons?

L'opprimé a besoin d'incitations et d'encouragements, parce que la force et l'aptitude à l'initiative lui font défaut. Il en a été ainsi dans l'esclavage, le servage et la vassalité. Il en a été, il en est encore ainsi dans le mouvement prolétarien moderne; il en est encore ainsi pour l'affranchissement et l'émancipation de la femme. Dans sa lutte pour son émancipation, la bourgeoisie était relativement bien placée pour réussir, et cependant ce furent des représentants de la noblesse et du clergé qui lui frayèrent la route.

Quels qu'aient été les misères et les défauts du Moyen âge, il n'en est pas moins vrai qu'il y régna une saine sensualité, que le christianisme ne parvint pas à comprimer, et qu'il resta étranger à cette pruderie hypocrite, à cette timidité, à cette lubricité sournoise de notre époque, qui ont peur d'appeler les choses par leur nom et de parler naturellement des choses naturelles. Il ne connaissait pas davantage ces piquantes équivoques dont on enveloppe les choses, que le manque de naturel et la pruderie entrée dans les mœurs ne permettent plus de nommer ouvertement, équivoques d'autant plus dangereuses que ce langage excite et ne satisfait pas, qu'il laisse tout soupçonner, mais n'exprime rien clairement. Nos conversations de société, nos romans, notre théâtre fourmillent de ces piquantes gravelures, et les résultats en sont visibles. Ce spiritualisme, qui n'est pas celui du philosophe transcen-

dant, mais celui du roué, et qui se cache derrière le spiritualisme religieux, a de nos jours une force considérable.

La saine sensualité du Moyen âge a trouvé dans Luther son interprète classique. Je n'ai pas affaire ici au réformateur religieux mais à l'homme. A ce dernier point de vue, la nature vigoureuse et originale de Luther se détacha dans toute sa sincérité; elle l'amena à exprimer sans ménagements, d'une façon frappante, son besoin d'aimer et de jouir. Sa situation d'ancien prêtre de l'Eglise romaine lui avait ouvert les yeux, lui avait appris, par l'expérience de son propre corps, à connaître dans la pratique ce que la vie des moines et des nonnes a de contre nature. De là son ardeur à combattre le célibat des prêtres et des cloîtrés. Ses paroles ont, encore aujourd'hui, de la valeur pour tous ceux qui se croient permis de transgresser les lois de la nature, et pensent pouvoir accorder avec l'idée qu'ils se font de la morale et des mœurs ce fait, que les institutions de l'Etat et de la société empêchent encore des millions d'êtres d'accomplir leurs fins naturelles. Luther a dit : « Une femme, à moins d'être douée d'une grâce extraordinairement rare, ne peut pas plus se passer d'un homme qu'elle ne peut se passer de dormir, de boire et de satisfaire à d'autres nécessités de la nature. Réciproquement, un homme ne peut pas davantage se passer d'une femme. La raison en est qu'il est aussi profondément implanté dans la nature de procréer des enfants, que de boire et de manger. C'est pourquoi Dieu a donné au corps et renfermé en lui les membres, les veines, les artères et tous les organes qui doivent servir à ce but. Celui donc qui essaie de lutter contre cela et d'empêcher les choses

d'aller comme le veut la nature, que fait-il, sinon essayer d'empêcher la nature d'être la nature, le feu de brûler, l'eau de mouiller, l'homme de manger, de boire et de dormir? »

Et dans son sermon sur la vie matrimoniale, il dit : « Comme il n'est pas en mon pouvoir d'empêcher que je suis un homme, il n'est pas en votre pouvoir de vous passer de l'homme, car ce n'est pas une fantaisie, mais une chose naturelle et nécessaire que tout ce qui est homme a besoin d'une femme, et que tout ce qui est femme a besoin d'un homme. » Luther ne se déclara pas seulement de façon catégorique pour la vie matrimoniale et pour la nécessité des rapports sexuels, mais il s'opposa également à ce que le mariage et l'Eglise aient quelque chose de commun. Sous ce rapport, il se plaçait au point de vue des anciens, qui voyaient dans le mariage un acte de la libre volonté des intéressés, qui ne concernait pas l'Eglise. Il dit : « Sachez que le mariage est une chose extérieure, comme toute chose civile. Comme je puis dormir, manger, me promener, faire le commerce, parler, discuter avec un païen, un juif, un turc, un athée, je puis me marier et rester marié avec lui. Ne vous inquiétez pas de la loi bête, qui le défend... Un païen est un homme ou une femme, créé par Dieu au même titre que Saint Pierre, Saint Paul ou Saint Luc, beaucoup plus qu'un faux chrétien plein de duplicité. » Luther se déclarait, comme tous les autres réformateurs, contre toute protection du mariage; il voulait même réadmettre le divorce, chose contre laquelle l'Eglise s'opposait. Il dit : « En ce qui concerne la façon dont doivent être considérées les choses du mariage ou du divorce, j'ai dit qu'on doit les laisser aux juristes et

les placer sous la juridiction civile, car le mariage est une chose civile, extérieure. » Comme conséquence de cette conception, le mariage religieux des protestants ne fut reconnu nécessaire que vers la fin du dix-septième siècle. Jusqu'à ce moment le mariage de conscience, comme on l'appelait, était considéré comme suffisant. Il consistait dans l'engagement réciproque de se considérer comme homme et femme, et de vivre maritalement ensemble. Le droit allemand considérait ce mariage comme parfaitement légal. Luther alla jusqu'à reconnaître aux personnes mécontentes dans le mariage — même lorsque c'étaient des femmes — le droit de chercher satisfaction en dehors du mariage : « pour satisfaire la nature, à laquelle on ne résiste pas (1) ». Luther établit aussi des règles fondamentales, qui feraient naître grand scandale chez beaucoup « d'hommes et de femmes honorables » de notre temps, qui, dans leur zèle pieux, se retranchent derrière Luther. Dans son traité « Sur le mariage », II, 146, Iéna 1522, il dit: « Quand une femme saine se marie à un homme maladif, et tient à son honneur, elle parlera comme suit à son mari : Voyez, mon homme, vous m'avez trompée ainsi que mon jeune corps, mis mon honneur et mon salut en danger; devant Dieu il n'y a pas d'honneur entre nous; permettez-moi de conclure un mariage secret avec votre frère ou avec votre ami intime, pendant que vous gardez le nom, pour que vos possessions ne passent pas à des étrangers; permettez donc de bon cœur que je vous trompe, comme vous m'avez trompée, sans le vouloir. L'homme,

(1) Dr Karl Hagen, *Les relations littéraires et religieuses en Allemagne sous la Réforme.*

continue Luther, est obligé de consentir. S'il ne veut pas le faire, elle a le droit de le fuir, et d'aller chercher un amoureux. Un homme, de son côté, a le droit de coucher avec une autre femme, quand son épouse refuse de remplir ses devoirs matrimoniaux. Il devra cependant la prévenir d'avance. (1) » On voit que les idées développées par le grand réformateur paraîtraient très radicales à notre époque si prude et si hypocrite.

Luther n'exprima que ce qui, de son temps, était l'habitude du peuple. Par le mariage, les paysans du Moyen âge voulaient d'abord s'assurer des héritiers, et quand ils étaient incapables de les élever, ils les abandonnaient, en hommes pratiques, et sans le moindre scrupule, à d'autres. Leur préoccupation principale était d'atteindre leur but. Nous répétons : ce n'est pas l'homme qui règne sur la propriété, c'est la propriété qui règne sur l'homme.

Les citations des écrits et des discours de Luther sont si importantes, parce qu'elles se trouvent en opposition formelle avec les lois actuelles de l'Eglise. Dans cette lutte, menée par la social-démocratie contre le clergé, elle peut s'appuyer à bon droit sur Luther, qui, dans les questions matrimoniales, se place à un point de vue exempt de préjugés.

Luther et les réformateurs allèrent même plus loin encore dans la question du mariage, surtout pour des motifs opportunistes, pour plaire aux souverains dont ils voulaient s'assurer l'appui ou la bienveillance. Le comte de Hesse, Philippe Ier, converti au protestantisme, possédait une amante à côté

---

(1) Dr Karl Hagen. *Les relations littéraires et religieuses en Allemagne sous la Réforme.*

de sa femme. La première ne voulut s'abandonner que moyennant une promesse de mariage. Le cas était épineux. Une séparation de la femme, sans motifs plausibles, aurait causé grand scandale, un mariage avec deux femmes était un événement inouï chez un prince chrétien, et ne causerait pas moins de scandale. Cependant le prince était tellement amoureux qu'il résolut de faire ce dernier pas. Il n'était nécessaire que de démontrer que cet acte n'était pas en opposition avec la Bible, et rencontrait l'approbation des réformateurs, surtout de Luther et de Melanchthon. Les pourparlers furent entamés entre le comte et Butzer, qui se déclara d'accord avec le souverain et promit de gagner Luther et Melanchthon pour la cause. Butzer justifia son consentement comme suit : « La possession de plusieurs femmes n'est pas en contradiction avec la Bible. Saint Paul, dans son énumération de ceux qui ne seront pas admis au royaume des cieux, ne fait pas mention de ceux qui ont deux femmes ; il dit plutôt : (1) « Il faut que l'évêque soit irréprénensible, mari d'une seule femme. »

S'il avait été indispensable que chacun n'eut qu'une femme, il l'aurait ordonné et aurait défendu la possession de plusieurs femmes. « Luther et Melanchthon se rallièrent à ces vues, et permirent le double mariage parce que la femme du comte consentait au mariage avec la deuxième femme, sous réserve que plus qu'auparavant son mari observerait ses devoirs matrimoniaux chez elle. (2)

La question de bigamie avait déjà préoccupé

---

(1) Première Epître de Saint Paul à Timothée 3, 2.

(2) Joh. Janssen. *Histoire du peuple allemand*, 1525-1555.

Luther, lorsqu'un double mariage d'Henri VIII, roi d'Angleterre, dût être validé. Dans une lettre de janvier 1524, on écrivit au chancelier saxon Brink : « En réalité, Luther ne peut rejeter la bigamie, car elle n'est pas en contradiction avec la Bible (1); mais il la tient pour scandaleuse quand elle se présente chez des chrétiens qui doivent même éviter de faire certaines choses permises. » Après le mariage du comte, qui fut célébré en mars 1540, il écrivit le 10 avril, en réponse à une lettre de remercîments : « Que mon conseil apporte à Votre Excellence les meilleurs résultats. Nous voudrions cependant qu'il soit tenu secret, sinon les grands paysans voudraient suivre l'exemple du comte, et faire valoir des motifs aussi, ou plus sérieux, ce qui nous donnerait grosse besogne. »

Le consentement au double mariage aura fait naître moins de scrupules chez Melanchthon qui, antérieurement, avait déjà écrit à Henri VIII : « Tout souverain a le droit d'introduire la polygamie dans son royaume. » Le scandale soulevé par le double mariage du comte, fut cependant si grand que Melanchthon fit paraître un écrit en 1541, pour défendre la polygamie comme non contraire à la Bible. (2) On n'était plus au neuvième ou au dixième siècle, lorsque la polygamie était généralement tolérée. Ce double mariage du comte de Hesse ne fut pas le seul qui causa beaucoup d'étonnement. Ces mariages se reproduisirent encore au dix-septième

---

(1) Ce qui est parfaitement vrai mais trouve son explication dans le fait, que la Bible date d'une époque où la polygamie était fort répandue parmi les peuples de l'Occident et de l'Orient; au XVIe siècle elle était en opposition formelle avec les mœurs régnantes.

(2) Joh. Janssen. *Histoire du peuple allemand*, 1525-1555.

aussi bien qu'au dix-huitième siècle, comme nous le montrerons.

Lorsque Luther reconnut la satisfaction de l'instinct sexuel comme une loi de la nature, il n'exprima que ce que tous les contemporains pensaient, et ce que surtout le monde masculin s'était tracé comme règle. Par la Réforme, qui supprima le célibat des prêtres et abolit les couvents dans les pays protestants, il devint possible à des millions d'êtres de satisfaire cet instinct naturel sous une forme légale. Mais à beaucoup d'autres la chose resta interdite par la division de la propriété et par les lois.

La Réforme fut la protestation de la haute bourgeoisie, en voie de formation, contre son assujettissement au régime féodal dans l'Eglise, l'Etat et la Société. Elle cherchait à se délivrer des liens étroits dont l'enveloppaient les droits de jurande et ceux du seigneur; elle aspirait à centraliser l'organisation de l'Etat, à simplifier celle de l'Eglise somptueusement dotée, à supprimer les sièges, occupés par des moines fainéants, et demandait que ceux-ci pussent coopérer à la production.

Luther fut, dans le domaine religieux, le représentant de ces efforts bourgeois. Et s'il prenait fait et cause pour la liberté du mariage, il n'entendait que le mariage bourgeois, tel qu'il n'a été définitivement établi que dans notre siècle, par la loi sur le mariage civil et les autres dispositions légales bourgeoises qui s'y rattachent, notamment celles qui régissent la liberté d'établissement et la liberté industrielle. On verra plus loin dans quelle mesure la situation de la femme en fut améliorée. Les choses n'avaient pas été poussées si loin au temps de la Réforme. Si, en raison des mesures connues prises par la Réforme

religieuse, le mariage fut rendu possible à nombre de gens, on poursuivit d'autre part avec la dernière rigueur l'union libre des sexes. Si le clergé catholique avait montré un grand relâchement à l'égard du libertinage, le clergé protestant ne le combattit qu'avec plus de fureur. On déclara la guerre aux maisons publiques, on ferma ces « cavernes de Satan »; les prostituées furent pourchassées comme « filles du diable », et toute femme qui avait commis une « faute » fut attachée au pilori comme un modèle de toutes les perversités.

Du joyeux petit bourgeois du Moyen âge, qui vivait et laissait vivre, sortit alors un « spiess » (bourgeois) bigot, austère et sombre, qui « économisa » le plus possible, afin que ses descendants, les gros bourgeois du XIX^e^ siècle, pussent vivre d'autant plus largement et faire plus de prodigalités.

Le bourgeois honorable, avec sa cravate raide et son visage sans plis, son horizon borné et sa morale rigide, devint le prototype de la société.

La femme légitime, que la sensualité catholique du Moyen âge ne satisfaisait plus depuis longtemps, se trouva en parfaite communion d'idées avec l'esprit puritain du protestantisme. Aucune amélioration ne se produisit pour cela dans le sort de la femme en général. D'autres circonstances, qui exercèrent une influence néfaste sur les situations générales de l'Allemagne furent également néfastes pour la femme. La découverte de l'Amérique, et l'ouverture d'une route maritime vers les Indes orientales surtout, firent subir une grande transformation à la production, au commerce et à l'industrie; tout cela ne tarda pas à déterminer une forte réaction dans le domaine social.

L'Allemagne cessa d'être le centre de la circulation et du commerce de l'Europe. L'industrie et le commerce allemands tombèrent. En même temps, la Réforme religieuse avait ruiné l'unité politique de la nation. La Réforme devint le manteau à l'abri duquel les princes allemands cherchèrent à s'émanciper du joug impérial ; ces princes essayèrent en même temps de limiter les pouvoirs de la noblesse et, pour atteindre ce but, ils favorisèrent les villes en les comblant de privilèges et de droits. De nombreuses villes, en raison des conjonctures toujours plus sombres, se mirent volontairement sous le pouvoir des princes. La conséquence de tout cela fut que la bourgeoisie, effrayée du recul de sa production, établit autour d'elle des barrières toujours plus hautes pour se protéger contre une concurrence désagréable. Les souverains encourageaient volontiers cette tendance. Les situations devinrent de plus en plus mauvaises, la misère toujours plus grande.

Les autres conséquences de la Réforme furent les luttes et persécutions religieuses — servant de prétexte aux souverains pour leurs manœuvres politiques ou économiques — qui se déchaînèrent en Allemagne pendant plus d'un siècle, et qui finirent par la déchirer, après la guerre de Trente Ans. L'Allemagne n'était plus qu'un cimetière immense, un monceau de ruines. Des contrées et des provinces entières avaient été détruites, des centaines de villes, des milliers de villages avaient été incendiés complètement ou partiellement. De cette époque date la disparition complète de plus d'une localité. La population, en beaucoup d'endroits, était reduite au tiers, au quart ou même à la cinquième, à la huitième et à la dixième partie. Tel était le cas, par

exemple, pour Nuremberg et pour toute la Franconie. Dans cette détresse extrême, l'on eut recours, parci, par-là, à un moyen énergique pour repeupler les villes et les villages décimés. La guerre avait diminué le nombre des hommes, alors qu'il y avait des femmes en abondance : l'on décida de tolérer exceptionnellement deux femmes pour un homme. C'est ainsi que la diète de Frankenthal du 14 Février 1650, décida « que les hommes en dessous de soixante ans ne pouvaient être admis dans les cloîtres » et prescrivit aux « curés et prêtres de se marier. » Il serait toléré, en outre, que chaque homme se mariât à deux femmes. Cependant il fut rappelé aux hommes, surtout par la voie de la chaire de vérité, qu'ils avaient à se conduire de telle façon, qu'ils s'appliquaient à discrétion et précaution complètes, qu'en leur qualité d'époux ils devaient, non seulement, soigner obligatoirement leurs deux femmes, mais aussi empêcher toute dispute entre elles.

La chaire de vérité servit donc à la propagation du mariage double, et prescrivit leur conduite aux époux. Pendant cette longue période le commerce et l'industrie avaient été entravés, parfois même détruits complètement; ils ne se relevèrent que graduellement. Mais ces situations avaient gâté et démoralisé une grande partie de la population, qui avait perdu l'habitude du travail régulier. Pendant la guerre les armées avaient traversé l'Allemagne en volant, en pillant, en violant, en assassinant, et prélevé la dîme sur les amis comme sur les ennemis. Après la guerre, d'innombrables brigands, mendiants et vagabonds vinrent effrayer la population, gêner et même détruire le commerce et la circulation. Pour le sexe féminin une période de grande souf-

france avait commencé. Pendant ces temps d'anarchie, le mépris de la femme avait fait les plus grands progrès ; c'est surtout sur ses épaules que pesait la charge du manque de moyens d'existence. Tout comme les vagabonds, les femmes couraient, par milliers, les chaussées et les forêts, remplissant les prisons et les dépôts de mendicité. A toutes ces souffrances vint s'ajouter le renvoi violent de nombreuses familles d'agriculteurs, qui devaient céder leurs terres aux seigneurs. Depuis la Réforme, ceux-ci avaient dû se courber de plus en plus sous la puissance des souverains, et par l'octroi des places de courtisans et de charges militaires, ils étaient arrivés à une dépense très grande. Du mal qui leur avait été fait par les princes, ils se vengèrent doublement et triplement en volant les biens des paysans. D'un autre côté, la Réforme offrit aux souverains le prétexte agréable de s'emparer des riches biens de l'Eglise. A la fin du seizième siècle, le prince-électeur Auguste de Saxe avait détourné de leur but plus de trois cents biens religieux (1). Et ses frères et cousins, les autres souverains protestants, et surtout les Hohenzollern, avaient agi comme lui. La noblesse imita cet exemple en s'emparant des terres communales qui existaient encore, ou des terres sans propriétaires, en chassant les paysans libres aussi bien que les serfs pour s'enrichir de leurs possessions. Les révoltes des paysans du seizième siècle, en échouant, offrirent un prétexte à cet effet. Et une fois que l'essai avait réussi, il ne manquait pas de motifs pour continuer sur ce chemin de la violence. A l'aide de toutes sortes de chicanes,

(1) Joh. Janssen. *Histoire du Peuple Allemand.*

de procédures, auxquelles le droit romain, qui avait obtenu droit de cité, donnait occasion, on expropria les paysans pour des sommes minimes, et ce afin d'enrichir la propriété de la noblesse. C'est ainsi que des villages, que les fermes de demi-provinces disparurent. Pour donner quelques exemples : des 12543 fermes qui existaient dans le Mecklembourg, du temps de la Guerre de trente ans, il en restait encore 1213 en 1808. Depuis 1628, environ 12000 fermes de la Poméranie ont cessé d'exister. La transformation de l'agriculture, qui s'accomplit au seizième siècle, fut un autre motif pour continuer l'expropriation des fermes, et pour transformer les dernières parcelles de terrains communaux en propriétés pour la noblesse. La double culture avait été introduite; elle permettait de changer, après un certain temps, la manière d'exploiter les terres. Des champs de blé devinrent temporairement des pâturages, d'où développement de l'élevage du bétail, et diminution de l'emploi des forces ouvrières.

La situation, dans les villes, n'était pas meilleure qu'à la campagne. Jadis les femmes avaient été admises, sans difficultés, à la maîtrise, et pouvaient employer des compagnons et des élèves. On les obligeait même d'entrer dans les corps de métier pour leur imposer les mêmes conditions de concurrence. Il y avait des femmes dans les tissages, les fabriques de drap et de tapis. Il y avait des femmes qui brodaient en or, des femmes-orfèvres, fabriquant des courroies, etc. A Francfort, et dans les villes de la Silésie, des femmes exerçaient la pelleterie; la boulangerie dans les villes du Rhin moyen, la broderie d'armoiries et la ceinturonnerie à Cologne et à Strasbourg, la corroirie à Brême, la tannerie à

Nuremberg, le tondage du drap à Francfort, la filerie et le battage de l'or à Cologne (1). Maisaufur et à mesure que la situation des ouvriers manuels s'empira, la disposition d'esprit devint moins favorable aux concurrentes féminines. Déjà à la fin du quatorzième siècle, les femmes, en France, étaient exclues de l'industrie, chose qui ne se produisit en Allemagne que vers la fin du dix-septième siècle. On leur défendit d'abord — sauf aux veuves — l'accès de la maîtrise, plus tard celui du compagnonnage. Le remplacement du catholicisme fastueux par le protestantisme, fit grand tort à nombre d'industries, principalement aux industries d'art, et en fit même disparaître. Or les femmes étaient surtout employées dans ces industries. D'un autre côté, la confiscation et la sécularisation de grands biens de l'Eglise, entraîna un recul de la charité publique, dont souffrirent surtout les veuves et les orphelins.

La décadence générale, engendrée au seizième siècle par les causes que nous venons d'indiquer, continua pendant le dix-septième siècle et fit décréter une législation très sévère sur le mariage. Il était défendu aux compagnons et aux domestiques de se marier aussi longtemps qu'ils ne pouvaient prouver que leur descendants ne seraient, en aucun cas, à la charge de la commune. Les mariages, conclus en dehors de la loi, étaient punis de peines sévères et même barbares. Le droit bavarois, par exemple, prévoyait la flagellation et l'emprisonnement. Des peines rigoureuses étaient réservées pour les soi-disant « mariages sauvages », qui devenaient toujours plus nombreux, au fur et à mesure que la conclu-

(1) Dr Karl Bücher. *La question des femmes au Moyen-Age.*

sion d'un mariage régulier devenait moins possible. On prit une peur ridicule de la surpopulation, et pour diminuer le nombre des mendiants et des vagabonds, les décrets se succédèrent, et le dernier était toujours plus sévère que les précédents.

Imitant l'exemple de Louis XVI, roi de France, la plupart des nombreuses cours allemandes déployèrent un faste et un luxe inouïs, et les souverains avaient des maîtresses, dont le nombre était en proportion inverse de l'étendue et des rapports du pays. L'histoire des maisons princières du dix-huitième siècle fournit les chapitres les plus scandaleux de l'histoire. Les potentats voulaient surpasser leurs rivaux en vaines dépenses, luxe insensé et charges militaires. L'entretien des maîtresses poussait jusqu'aux gaspillages les plus inouïs. Il serait difficile de dire à quelle cour revint la palme dans cette débauche de luxe et de dérèglement. Aujourd'hui c'était telle cour, demain telle autre. Aucun état allemand ne put se soustraire complètement à cette influence déprimante. La noblesse singea les souverains, et les bourgeois, à leur tour, la noblesse. Quand la fille d'une famille bourgeoise avait le bonheur de plaire à un seigneur bien en cour, ou au souverain même, elle en était presque toujours ravie, et trouvait sa famille toute prête à la céder comme maîtresse au prince ou à des nobles. Le même cas se représentait chez la noblesse, lorsque la fille plaisait au souverain. Absence de caractère et impudence étaient les signes distinctifs de cette période.

Les situations étaient plus mauvaises dans les deux capitales allemandes, à Vienne et à Berlin, que partout ailleurs. Pendant une grande partie du

siècle, Marie Thérèse, de mœurs très austères, régna sur la Capoue allemande, sur Vienne. Mais elle se trouva impuissante devant les agissements d'une noblesse riche, qui s'adonnait au plaisir sensuel, et devant le monde bourgeois qui l'imitait. Les commissions de chasteté qu'elle fonda, et à l'aide desquelles elle organisa un service important d'espionnage, firent naître du mécontentement, et la rendirent risible. Le résultat fut nul. Pendant la seconde moitié du dix-septième siècle les dictons suivants faisaient la ronde dans la Vienne folâtre : « Aimez votre prochain comme vous-même, c'est à dire, aimez la femme de votre prochain comme la vôtre ». « Quand la femme marche à droite, l'homme peut marcher à gauche. Quand elle se choisit un guide, il peut se choisir une amie. » Une lettre, adressée en 1751 par le poète allemand Chr. Von Kleist à son ami Gleim, démontre le peu d'importance qu'on attachait alors au mariage et à l'adultère. Il dit : « L'aventure du margrave Henri vous est déjà connue. Il a envoyé sa femme dans ses domaines, et veut se séparer d'elle parce qu'il a trouvé le prince d'Holstein dans son lit... Le margrave aurait mieux fait de se taire au lieu de s'exposer aux cancans de Berlin et de la moitié du monde. D'ailleurs il n'est pas nécessaire de faire tant de bruit pour une chose si naturelle, surtout lorsqu'on n'est pas plus irréprochable que le margrave. Le cas est inévitable en mariage, et par leurs opinions sur d'autres personnes aimables, tous les hommes et toutes les femmes sont obligés d'être infidèles. Comment peut-on punir une chose imposée ? » En 1772, l'ambassadeur anglais, lord Malmesbury écrivit au sujet des situations berlinoises :

« La corruption des mœurs est générale chez les deux sexes; ajoutez à cela la misère, conséquence inévitable des impôts introduits par le roi actuel, et le désir du luxe qu'il hérita de son grand'père. A grandl'aide de moyens limités, les hommes mènent train, les femmes sont de véritables chipies sans honte. Elles se livrent à celui qui paie le plus; douceur et amour véritable leur sont totalement inconnus. »

Les situations furent les plus mauvaises sous le règne de Frédéric Guillaume II, de 1786 à 1797. Il donna les pires exemples à son peuple. Le prédicateur Zölnner se dégrada jusqu'au point de le marier avec sa maîtresse, Julie von Vosz, comme seconde épouse. Et lorsque celle-ci, bientôt après, mourut pendant un accouchement, il le maria de nouveau à sa seconde maîtresse, la comtesse Sophie von Dönhoff.

Fréderic Guillaume II tenait ces mauvais exemples de ses aïeux. Au commencement du même siècle, à la fin du mois de juillet 1706, le duc Eberhard, Louis de Wurtemberg prit sa maîtres se de Grävenitz comme seconde femme. Ce mariage fut conclu par un jeune prêtre, qui était curé à Mühlen a/R. Le duc Leopold Eberhard, à Mömpelgard, fit mieux encore. Il avait trois épouses, dont deux sœurs. De ses treize enfants, il en maria deux ensemble. Les agissements de ces princes firent naître grand scandale chez leurs sujets, mais les choses en restèrent là. L'intervention impériale parvint à annuler le mariage du duc de Wurtemberg avec la Grävenitz. Mais celle-ci conclut bientôt après un mariage avec le comte déchu von Würben, et resta encore pendant vingt ans la maîtresse du duc de Souabe.

L'accroissement de la puissance des souverains, commençant au seizième siècle, et la fondation de grands états à la même époque, avaient nécessité la formation d'armées permanentes, qui ne pouvaient être entretenues sans grandes charges. La vie dépensière de la plupart des cours exigeait, à côté de cela, des sommes folles. Une population nombreuse et fortunée pouvait seule pourvoir à ces besoins. Les différents gouvernements, surtout ceux des grands Etats, cherchèrent, par des moyens adéquats, à augmenter au dix-huitième siècle le chiffre de la population, et à mettre les habitants dans la possibilité de payer les contributions.

Le chemin en fut tracé par l'évolution économique et sociale, qui avait succédé à la découverte de l'Amérique, du cap de Bonne-Espérance, et d'un chemin vers les Indes orientales. Le contre-coup de cette transformation se fit sentir d'abord dans l'Europe occidentale, plus tard en Allemagne. Les nouvelles voies de communication avaient créé de nouvelles relations commerciales d'une importance imprévue et insoupçonnée. Le Portugal, l'Espagne, les Pays Bas, l'Angleterre, furent les premiers qui essayèrent de tirer profit de cette transformation. La France et enfin l'Allemagne y trouvèrent bénéfice à leur tour. Ce dernier pays avait été retardé au point de vue économique par les guerres religieuses et par la division politique. Les nouvelles nécessités du marché mondial, créées par l'ouverture de nouveaux débouchés pour les produits de l'industrie européenne, ne révolutionnèrent pas seulement le mode de production, mais aussi les idées et les sentiments des peuples européens et de leurs gouvernements.

Le travail manuel qui, jusque maintenant, avait régné en maître exclusif et suffisait aux besoins quotidiens de l'endroit et de son voisinage immédiat, fut remplacé par la manufacture, c'est à dire par la production en masse, et par l'utilisation d'un plus grand nombre d'ouvriers dans une division de travail mieux développée. Le marchand, en possession de moyens financiers plus grands, avec son horizon plus vaste, devint le directeur du nouveau mode de production, qui supprima et remplaça partiellement le travail manuel, mais détruisit en même temps l'organisation des gildes. Une période s'ouvrit, pendant laquelle la femme put de nouveau employer ses forces dans l'industrie. La fabrication de la toile, à domicile ou dans la fabrique, la fabrication de la passementerie, la filature et le tissage du lin, etc., ouvrirent un vaste champ à son activité. A la fin du dix-huitième siècle, 100,000 femmes et 80,000 enfants étaient déjà employés dans les filatures, les tissages et les imprimeries. Mais les conditions du travail, sous le rapport du salaire et de la durée, étaient souvent horribles. Les mêmes rapports existaient en France où, vers le même époque, des milliers de femmes trouvaient du travail dans de nombreuses fabriques. Des améliorations et des inventions techniques, surtout l'invention et l'amélioration de la machine à vapeur, firent produire à meilleur marché et fournirent de la besogne à la masse et surtout aux femmes. La grande industrie était née.

Ce développement économique exigeait plus d'hommes. Or, les guerres des 16e, 17e et 18e siècles, en Europe aussi bien que de l'autre côté de la mer, avaient diminué en de fortes proportions le nombre

des mortels, et au commencement du 18e siècle commença l'émigration. Les gouvernements reconnurent la nécessité de faciliter les mariages et l'établissement des familles.

L'Espagne, appauvrie en population par sa politique mondiale, se vit obligée, en 1623, de promulguer une loi par laquelle toutes les personnes, se mariant entre 18 et 25 ans, furent exemptées, pendant une série d'années, de tout impôt. Les personnes nécessiteuses recevaient même une dot de la caisse publique. Les parents, qui avaient au moins six enfants masculins, étaient dispensés, pour toujours, du paiement des impôts. L'Espagne favorisa également l'immigration et la colonisation.

Pour combattre la diminution de la population, résultant de ses guerres, Louis XIV se vit obligé d'accorder à tous les contribuables, — auxquels appartenait la plus grande majorité de la population — exemption d'impôts pendant quatre ou cinq ans, lorsqu'ils se mariaient avant l'âge de 21 ou de 20 ans. Les parents de dix enfants obtenaient exemption définitive, lorsqu'aucun de leurs rejetons n'était moine, prêtre ou religieuse.

Les nobles, avec le même nombre d'enfants dont aucun n'embrassait la carrière religieuse, obtenaient une pension annuelle de 1000 à 2000 livres, et les bourgeois non contribuables obtenaient, dans les mêmes conditions, la moitié de cette somme. Le maréchal Maurice de Saxe proposa à Louis XV de n'autoriser les mariages que pour une durée de cinq ans.

Par les règlements de 1668, de 1721, de 1726 et de 1736, et par de nombreuses mesures, l'on essaya en Prusse de favoriser l'immigration, surtout des

personnes poursuivies, en France et en Autriche, pour leurs convictions religieuses. Les idées de Frédéric le Grand à ce propos résultent clairement d'une lettre, qu'il adressa le 24 août 1741 à Voltaire. Il écrit : « Les hommes ne sont pas faits pour la vérité. Je les regarde comme une horde de cerfs dans le parc d'un grand seigneur, et qui n'ont d'autre fonction que de peupler et remplir l'enclos (1). » Plus tard il créa, par ses guerres, la nécessité de repeupler son « parc aux cerfs ». L'immigration fut également favorisée en Autriche, au Wurtemberg et au Brünswick, alors que ces pays, tout comme la Prusse, défendaient l'émigration. Pendant le dix-huitième siècle, toutes les barrières contre le mariage et contre l'établissement furent éloignées. D'autres états imitèrent cet exemple. Pendant les premiers trois quarts du dix-huitième siècle, un chiffre élevé de la population était considéré, par les économistes, comme le plus grand bonheur pour les Etats. Une réaction ne se manifesta que vers la fin du dix-huitième et au commencement du dix-neuvième siècle; elle fut la conséquence des grandes crises économiques, des révolutions et des guerres révolutionnaires, qui se continuèrent pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, surtout dans l'Allemagne du Sud et en Autriche.

On augmenta de nouveau l'âge auquel la conclusion du mariage était autorisée, et pour le mariage on exigeait la preuve d'un certain capital ou d'un revenu déterminé, qui assuraient une vie convenable. Le mariage était devenu impossible pour les déshérités, et l'influence laissée aux communes pour

(1) *Œuvres complètes de Voltaire*. Tome XCII. Correspondance avec le Roi de Prusse. Tome III. (Bruxelles. Ode et Wodon, 1828).

déterminer les conditions qui interdisaient les mariages, était très grande. Par-ci, par-là, l'on défendit aux paysans l'érection de maisons pour le travail à la journée, et l'on exigea, comme en Bavière, — où jusque maintenant la législation sur le mariage est restée très rétrograde — la démolition des maisons pour le travail à la journée qui avaient été bâties sans le consentement du prince-électeur. La législation sur le mariage ne resta relativement libérale qu'en Prusse et en Saxe. Mais comme l'instinct naturel ne se laisse pas étouffer, la conséquence de toutes ces mesures restrictives fut que, nonobstant toutes les mesures de police, le concubinage se pratiqua en masse, et que le chiffre des enfants naturels de plus d'un petit état allemand, se rapprocha sensiblement de celui des enfants légitimes. Tels furent les résultats d'une réglementation paternelle, qui se vantait de sa morale et de sa vertu chrétienne.

La femme mariée bourgeoise menait une vie rigoureusement retirée ; le nombre de ses obligations était si considérable, qu'il lui fallait être à son poste du matin au soir pour remplir tous ses devoirs, et que la chose ne lui était encore possible qu'avec l'aide de ses filles. Elle n'avait pas seulement à accomplir les travaux domestiques de chaque jour, auxquels la maîtresse de maison bourgeoise a encore à vaquer aujourd'hui, mais une foule d'autres dont la femme est complètement débarrassée de nos jours, grâce au développement moderne de l'industrie et du commerce. Il lui fallait filer, tisser et blanchir la toile, faire la lessive et confectionner elle-même tous les vêtements sans exception, fondre le savon, plonger la chandelle et brasser la bière. Elle était une véritable « Cendrillon », et sa seule

distraction consistait à aller à l'église le dimanche. Les mariages ne se faisaient plus que dans le même cercle social; l'esprit de caste le plus rigoureux et le plus grotesque dominait toutes les relations et ne souffrait aucune infraction. On élevait les filles dans le même esprit, on les tenait étroitement enfermées à la maison; leur éducation intellectuelle était nulle et ne sortait pas du cadre des occupations domestiques les plus ordinaires. A tout cela s'ajoutait une vide et creuse étiquette, qui devait tenir lieu d'éducation et d'esprit, et qui donnait à la vie entière, à celle de la femme en particulier, la marche d'un treuil à tambour.

C'est ainsi que l'esprit de la Réforme dégénéra, et que l'on chercha à étouffer chez l'être humain les instincts naturels et la vivacité de l'esprit sous un amas confus de règles de conduite et d'habitudes compendieusement expliquées, mais banales.

Maintenant vint la Révolution française, qui balaya en France l'ancienne réglementation politique et sociale. Son esprit parvint jusqu'en Allemagne, et le vieil état de choses y disparut à son tour. La domination étrangère surtout eut, pour l'Allemagne, l'effet d'une révolution; tout ce qui était vieillot et décrépit tomba, ou sa chute fut précipitée, comme en Prusse. Et quoiqu'on essayât, pendant la période de réaction de 1815, pour faire revivre les antiques us et coutumes, la nouveauté était trop puissante et remporta la victoire.

Les privilèges des gildes, la contrainte personnelle, les droits du marché, etc., furent relégués parmi les friperies. Les fabriques, les chemins de fer, les bateaux à vapeur furent installés; l'exploitation des mines commença; les forges, les manufac-

tures de verre et de porcelaine, l'industrie textile dans ses différentes branches, la construction des machines, la fabrication des outils, etc., etc., devinrent florissantes ; les universités et les écoles techniques supérieures fournirent les forces intellectuelles, nécessaires à ce développement. La nouvelle classe, celle de la grande bourgeoisie capitaliste, soutenue par tous ceux qui étaient favorables au progrès, essaya de plus en plus de faire disparaître les situations devenues insupportables. Ce que l'émeute populaire de 1848 et de 1849 ébranla, fut mis de côté par la révolution bourgeoise de 1866. L'unité politique, désirée par la bourgeoisie, fut réalisée, et les restrictions économiques et sociales qui existaient encore, disparurent. La liberté industrielle, la libre circulation, la liberté du mariage, la liberté d'établissement, toute la législation dont le capitalisme avait besoin pour son développement, prirent naissance. A côté des ouvriers, ce fut surtout la femme qui tira avantage de ce nouvel essor, qui lui laissait la route libre.

Déjà avant que les lois nouvelles de 1866 eussent pris pied, nombre de restrictions avaient disparu dans plusieurs états allemands, et avaient fourni l'occasion, aux réactionnaires endurcis, de prédire la déchéance de la morale et des mœurs.

L'évêque de Mayence, von Ketteler, gémissait en 1868 : « que la destruction des obstacles actuellement apportés à la célébration du mariage, équivaut au dénouement du lien conjugal, car désormais il sera possible aux gens mariés de se séparer selon leur bon vouloir », avouant ainsi que les liens moraux du mariage actuel sont si faibles, que la contrainte seule peut le maintenir.

Les circonstances présentes, c'est à dire d'une part l'augmentation rapide de la population amenée par le chiffre plus élevé des mariages, d'autre part les inconvénients de toute sorte, jadis inconnus, causés par un système industriel qui a pris pendant l'ère nouvelle un développement gigantesque, ont fait réapparaître le spectre de la surpopulation. Je montrerai ce que signifient ces craintes et à quelles causes il faut les ramener.

Le professeur Dr Ad. Wagner est du nombre de ceux qui sont malades de la peur de la surpopulation, et qui demandent la limitation de la liberté du mariage et de l'établissement, notamment pour les ouvriers. Il se plaint que ceux-ci se marient trop tôt, comparativement à la classe moyenne. Tout comme ceux qui partagent ses idées, il oublie que les hommes de la classe moyenne n'obtiennent que sur le tard la situation sociale qui leur permet de conclure un mariage d'après leur position. Mais ils se dédommagent chez les prostituées. Ce serait renvoyer les travailleurs au même moyen si on leur déniait le droit au mariage. Mais alors qu'on ne se plaigne pas des circonstances, qu'on ne crie pas à la « ruine de la morale » et que l'on ne s'étonne pas si les femmes, ayant les mêmes instincts que les hommes, en cherchent la satisfaction dans des relations coupables, et peuplent la ville et les champs d'enfants illégitimes. Les théories de Wagner et de ses adeptes sont également opposées aux intérêts de la bourgeoisie et de notre développement économique, qui exige le plus grand nombre de mains, pour mettre en ligne les forces de travail qui doivent maintenir la concurrence sur le marché mondial. Les maux de notre siècle ne peuvent être guéris par

des sophismes étroits et bornés. Aucune classe, aucun gouvernement n'est déjà assez puissant, au commencement du vingtième siècle, pour arrêter ou enrayer le développement naturel de la société. Toute tentative échoue. Le fleuve du développement franchit tous les obstacles. Le salut n'est pas en arrière, mais en avant, et celui qui songe encore à s'arrêter, n'est qu'un esprit borné.

La femme dans le présent

La femme comme être sexuel. — Le mariage. — Difficultés et obstacles qu'il rencontre

---

La société bourgeoise accorde la seconde place à la femme. L'homme occupe le premier rang, la femme le suit. Les situations sont donc tout autres que pendant la période du matriarcat. Ce changement a été provoqué par la disparition du communisme primitif et la domination du système de la propriété individuelle.

Platon rendait grâces aux dieux pour sept bienfaits dont ils l'avaient comblé. Le premier bienfait était qu'il naquit libre, non esclave, le second bienfait qu'il était homme et non femme. Une même idée est contenue dans la prière matinale des hommes juifs. Ils prient : « Béni soit Dieu notre Seigneur, et le Seigneur de tous les mondes, qu'il ne me fit pas femme. » Au même endroit les Juives prient : « ..... qu'il me créa d'après sa volonté. » Le contraste dans la situation des sexes ne peut avoir une expression plus nette que dans le texte de Platon et dans la prière des Juifs. D'après de nombreux endroits de la Bible, l'homme est le véritable représentant du genre humain; les langues anglaise et française ne possèdent qu'un seul mot pour désigner un être humain et un homme. En règle générale,

quand nous parlons du peuple, nous ne songeons qu'aux hommes. La femme est une unité négligée, l'homme est son maître. Les hommes s'accommodent fort bien de ces situations, et la majorité des femmes les acceptent comme nécessaires. Cette façon d'envisager les choses réflète à merveille la situation du sexe féminin.

Sans nous occuper, pour le moment, de savoir si la femme est opprimée comme prolétaire, nous devons reconnaître qu'elle l'est presque généralement comme être sexuel. A chaque pas elle rencontre une masse de difficultés et d'obstacles qui sont inconnus à l'homme. Beaucoup de ce qui est autorisé à l'homme est défendu à la femme, les libertés ou les droits sociaux dont l'homme jouit, deviennent faute ou crime dès que la femme s'en empare. Elle souffre aussi bien comme être social que comme être sexuel, et il serait difficile de déterminer dans quel domaine sa souffrance est la plus grande. Il est donc compréhensible que beaucoup de femmes auraient voulu naître hommes.

A côté de l'impérieuse nécessité de manger et du désir de vivre, la passion sexuelle est certainement une des exigences les plus fortes de l'homme. La soif de perpétuer son espèce est l'expression la plus complète du désir de vivre; tout homme normalement développé la possède, et dès que l'homme a atteint sa maturité, le besoin de la satisfaire est une condition indispensable à la santé physique et morale.

Luther a exactement dépeint l'instinct naturel quand il dit : « Celui qui essaie de lutter contre l'instinct naturel et d'empêcher les choses d'aller comme le veut et doit le vouloir la nature, que fait-il,

sinon essayer d'empêcher la nature d'être la nature, le feu de brûler, l'eau de mouiller, l'homme de manger, de boire et de dormir? Ces paroles devraient être gravées dans la pierre au-dessus des porches de nos églises, où l'on prêche si vigoureusement contre « le péché de la chair. » Pas un médecin, pas un physiologiste ne saurait démontrer, d'une façon plus frappante, la nécessité, pour l'homme sainement constitué, de satisfaire les besoins amoureux que l'instinct sexuel éveille en lui.

Il est une loi que l'homme est obligé de s'appliquer rigoureusement, s'il veut se développer d'une façon saine et normale, c'est qu'il ne doit négliger d'exercer aucun membre de son corps, ni refuser d'obéir à aucune impulsion naturelle. Il faut que chaque organe remplisse les fonctions auxquelles la nature l'a destiné, sous peine de voir dépérir et endommager tout l'organisme. Les lois du développement physique de l'homme doivent être étudiées avec autant de soin que celles de son développement intellectuel. Son activité morale dépend de la perfection physique de ses organes. La pleine santé de la première est entièrement liée au bon état de la seconde. Une altération de l'une trouble nécessairement l'autre. Les passions dites animales n'ont pas une racine moins profonde que celles dites intellectuelles: toutes sont le produit d'un même organisme général, et les unes subissent constamment l'influence des autres. Cela est vrai pour l'homme comme pour la femme.

Il s'ensuit que la connaissance des propriétés des organes sexuels est aussi nécessaire que celle de tous les autres organes, et que l'homme doit apporter les mêmes soins à leur développement. Il doit

comprendre que des organes et des instincts qui sont innés à tout être humain, qui forment partie intégrante de sa nature et qui même, dans certaines périodes de la vie, le maîtrisent complètement, ne doivent pas être l'objet de mystères, de fausse honte ou d'une complète ignorance. Il s'ensuit encore, que la connaissance de la physiologie et de l'anatomie des différents organes et de leurs fonctions, aussi bien chez l'homme que chez la femme, devrait être aussi largement répandue que toute autre partie de la science humaine. Cette connaissance exacte de notre nature physique une fois acquise, nous verrions nombre de circonstances de la vie d'un tout autre œil que maintenant. La question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de prévenir ou de guérir certains maux devant lesquels la société actuelle passe silencieuse et prise d'une sainte horreur, mais qui ne se rencontrent pas moins dans presque toutes les familles, se soulèverait d'elle-même. Partout ailleurs la science passe pour une vertu, pour le but le plus noble, le plus digne de l'humanité; seule est exceptée la science en ces matières qui sont en relation étroite avec le caractère, avec les saines qualités de notre moi, avec la base de tout développement social.

Kant dit : « L'homme et la femme réunis constituent l'être humain entier et complet; un sexe complète l'autre ». Schopenhauer déclare que « l'instinct sexuel est la plus complète manifestation de la volonté de vivre; c'est donc la concentration de toute volonté » et ailleurs « l'affirmation de la volonté de vivre se rencontre dans l'acte charnel, qui en est la plus éclatante expression ». Mainländer est du même avis « Le point essentiel de la vie humaine

est dans l'instinct sexuel. Lui seul assure à l'individu la vie, qu'il veut avant tout... L'être humain n'attache à rien plus d'importance qu'à sa procréation; il ne fixe et ne concentre au soin d'aucune autre affaire, d'une façon aussi remarquable qu'à l'accomplissement de l'acte sexuel, toute l'intensité de sa volonté. » Et encore avant eux tous, Bouddha disait : « L'instinct sexuel est plus aigu que le croc avec lequel on dompte les éléphants sauvages; plus ardent que la flamme, il est comme un dard enfoncé dans l'esprit de l'homme (1). »

Avec pareille intensité de l'instinct sexuel, il n'y a pas lieu d'être surpris de ce que la continence dans l'âge mûr influe, comme elle le fait, sur le système nerveux et sur tout l'organisme de l'être humain, et qu'elle conduise aux plus grands troubles, aux aberrations les plus extraordinaires, et dans certaines circonstances à la folie et à une mort misérable.

L'instinct sexuel diffère de personne à personne; sa modération dépend en grande partie de l'éducation et de la domination de soi-même, de la diminution de l'excitation par la lecture, les entretiens, l'alcoolisme, etc. L'instinct sexuel est, en général, moins sensible chez la femme que chez l'homme, et certaines femmes manifestent même un dégoût pour les rapports sexuels. Mais elles constituent une petite minorité, et leur dégoût est la conséquence de situations physiologiques ou psychologiques.

« L'union des sexes est une des grandes lois de la nature vivante; l'homme et la femme y sont soumis comme tous les êtres et ne peuvent s'en affranchir,

(1) Mainländer, *Philosophie der Erlösung* (Philosophie de l'affranchissement). Tome II.

surtout pendant l'âge viril, sans que leur économie en souffre plus ou moins(1). » Parmi les nombreuses maladies, résultant de l'inactivité des organes sexuels, Debay cite le satyriasis, la nymphomanie, l'hystérie. Plus loin il démontre l'influence néfaste de l'abstinence sexuelle sur les facultés intellectuelles, surtout chez les femmes.

Dans son ouvrage sur « L'instinct sexuel de la femme considéré au point de vue physiologique, pathologique et thérapeutique » Busch dit ; « De tout temps l'abstinence de la femme fut tenue pour particulièrement nuisible; c'est un fait indéniable que les excès aussi bien que l'abstinence sont néfastes à l'organisme féminin, et que leurs effets se font sentir de façon plus vive et plus intensive que chez les hommes. »

L'on peut donc dire que l'être humain, homme ou femme, se perfectionne au fur et à mesure que dans chaque sexe les penchants et les symptômes vitaux se manifestent et prennent une expression dans le développement organique et intellectuel, dans la forme et dans le caractère. Chaque sexe est alors parvenu à la perfection qui lui est propre.

« Chez l'homme moral » dit Klencke dans son ouvrage « Das Weib als Gattin. — La femme comme épouse », « la contrainte de la vie conjugale a sans contredit pour guide des principes moraux dictés par le bon sens, mais il ne serait pas possible, la liberté la plus exagérée fût-elle permise, de réduire complètement au silence les exigences de la conservation de l'espèce, que la nature a assurée par la formation organique normale des deux sexes. Lors-

(1) Debay. *Hygiène et philosophie du mariage*. Paris 1884.

que des individus bien constitués, masculins ou féminins, se soustraient leur vie durant à ce devoir envers la nature, il n'y a pas là libre résolution de résistance, même dans le cas où cette résolution est présentée comme telle ou illusoirement érigée en libre arbitre; mais c'est la conséquence de difficultés et de nécessités sociales, qui portent atteinte au droit de la nature et en flétrissent les organes. Ces agissements impriment aussi à l'organisme général le type du dépérissement et du contraste sexuel, tant en ce qui concerne l'aspect extérieur que le caractère, et provoquent par l'atonie nerveuse, pour l'esprit comme pour le corps, des tendances et des dispositions maladives. L'homme s'efféminé, la femme prend des allures masculines dans la forme comme dans le caractère, parce que la conjonction des sexes ne s'est pas accomplie suivant le plan de la nature, parce que l'être humain n'a revêtu que l'une de ses faces, qu'il n'est pas parvenu à sa forme complète, au point culminant de son existence. » Et la doctoresse Elisabeth Blackwell dit dans son livre : « The moral education of the young in relation to sex. — L'éducation de la jeunesse sous le rapport sexuel » : « L'instinct sexuel existe comme une condition inévitable de la vie et de la fondation de la société. Il est la force prépondérante dans la nature humaine. Il survit à tout ce qui passe. Même non encore développé, n'étant en rien l'objet de la pensée, cet instinct inéluctable n'en est que d'autant plus le feu central de la vie humaine et notre protecteur naturel contre toute possibilité d'extinction. »

Dans son ouvrage « Prostitution et abolitionnisme » le docteur B. Tarnowsky dit ce qui suit : « L'abstinence sexuelle sera bien supportée par les uns,

grâce à des propriétés natives de leur organisme; mais d'autres seront amenés à étouffer la flamme qui les consume dans des embrassements féminins, ou dans des illusions, comme celle de saint Antoine. Ils subiront des hallucinations infernales et finiront par sombrer dans l'onanisme... La santé exige une satisfaction complète et régulière de tous les besoins humains; c'est le but que doit atteindre l'hygiène. Il ne lui appartient pas d'étouffer une des fonctions les plus importantes de l'organisme humain : le commerce sexuel. » Luther, avec son bon sens humain, donne également des conseils pratiques. Il dit : « Que celui qui ne se sent pas appelé à l'abstinence, tâche d'abord d'avoir du travail, et qu'ensuite il le risque et se marie, un garçon au plus tard quand il a vingt ans, une fille quand elle a quinze ou dix-huit ans. A cet âge ils sont sains et aptes; et qu'ils laissent à Dieu le soin de les nourrir avec leurs enfants. Dieu crée les enfants, il les nourrira bien (1). »

L'observance des bons conseils de Luther est malheureusement impossible dans nos relations sociales, et ni l'État chrétien ni la société chrétienne ne veulent rien savoir de la confiance en Dieu pour nourrir les enfants. Ainsi la philosophie moderne est d'accord avec les idées de la science exacte et avec le bon sens humain de Luther. Il découle de là que tout être humain a le droit de satisfaire des instincts qui se lient de la façon la plus intime à son essence, qui constituent son essence même. S'il en est empêché, si cela lui est rendu impossible par les institutions et les préjugés sociaux, il en résulte que, gêné

(1) *Luthers Sämmtliche Werke* (Œuvres complètes de Luther). Volume 10, page 742. Edition de 1744.

dans son développement, il est voué à l'étiolement, à la transformation régressive. Nos médecins, nos hôpitaux, nos maisons de santé, nos prisons peuvent témoigner quelles en sont les conséquences, sans parler de la vie de famille, troublée chez des milliers.

L'auteur d'un ouvrage publié à Leipzig déclare que : « L'instinct sexuel n'est ni moral ni immoral; il n'est que naturel tout comme la faim et la soif : la nature ne connaît pas de morale » (1). Il se passera encore longtemps avant que ces idées soient admises.

Les médecins et les physiologistes sont généralement d'avis qu'un mariage imparfait est à préférer à l'absence de mariage; l'expérience leur donne raison. Il est reconnu que l'état sexuel exerce une grande influence sur l'état corporel aussi bien que sur l'état moral de l'individu; ceci s'explique parfaitement par l'influence prépondérante de l'instinct sexuel sur l'homme. Beaucoup de spécialistes prétendent que surtout le chiffre des suicides monte en proportion des rapports sexuels anormaux. En moyenne, dans tous les pays, le nombre des suicides est notablement plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Pour 1000 suicidées, il y avait en

Angleterre	de 1872-76	2861	suicidés (2).
Suède	» 1870-74	3310	»
France	» 1871-76	3695	»
Italie	» 1872-77	4000	»
Prusse	» 1871-78	4239	»
Autriche	» 1873-78	4586	»

De 1898 à 1900, le nombre des suicides dans l'Empire Allemand se dénombrait comme suit :

---

(1) *Die prostitution vor dem Gesetz* par Veritas (La prostitution devant la loi) Leipzig 1893.

(2) V. Oettingen. *Moralstatistik.*

1898	10835	dont	8544	masculins	2291	féminins.
1899	10761.	»	8460	»	2301	»
1900	11393	»	8987	»	2406	» (1).

Pour 100 suicidés, il y avait en 1898 26,8 suicidées, 27,2 en 1899, 26,8 en 1900 (2). Mais pour l'âge entre 21 et 30 ans, le pourcentage des suicidées est plus élevé que celui des suicidés. Comme le déclare V. Oettingen, ceci tient également à des causes sexuelles.

En Prusse, le pourcentage des suicidés âgés de 21 à 30 ans était le suivant :

	Chez les hommes.	Chez les femmes
1869-72	15,8	21,4
1873-78	15,7	21,5

Sur 1000 suicidés saxons, âgés de 21 à 30 ans, nous trouvons :

	Hommes.	Femmes.
1854-68	14,95	18,64
1868-80	14,71	18,79

Un chiffre plus élevé des suicides se constate chez les veufs et chez les divorcés. Les suicides en Saxe sont sept fois plus nombreux chez les hommes divorcés, et trois fois plus nombreux chez les femmes divorcées, que chez les hommes et les femmes en général. Le suicide se rencontre également plus souvent chez des divorcés ou chez des veufs sans enfants. Des 491 veufs qui se suicidèrent en Prusse (dont 119 femmes et 372 hommes) 353 n'avaient pas d'enfants. Parmi les femmes célibataires, âgées de 21 à 30 ans, qui se suicidèrent, il y en avait beaucoup qui étaient poussées par un amour trompé

(1) En 1908 sur 12495 suicidés, il y avait 9573 hommes et 2922 femmes. (Annuaire Statistique de l'Empire Allemand. Année 1908.)

(2) 30,5 en 1906. (Annuaire Statistique de l'Empire Allemand, Année 1908).

ou par une faute, à mettre un terme à leur existence.

Pour les suicides de femmes, le chiffre de ceux accomplis entre 16 et 21 ans est particulièrement élevé; il est clair que ce qui est surtout en cause c'est la non-satisfaction de l'instinct sexuel, les peines d'amour, les grossesses dissimulées, la tromperie de la part des hommes.

Un des aliénistes les plus renommés de notre siècle, le professeur V. Krafft-Ebing, écrit ce qui suit au sujet de la situation actuelle de la femme comme être sexuel (1) :

« Une source de folie qui n'est pas à dédaigner chez la femme, est au contraire sa position sociale. La femme plus que l'homme, du moins au sens idéal, est poussée par sa nature vers le commerce sexuel. Elle ne connaît d'autre satisfaction honnête pour sa passion que le mariage (Maudsley).

« Le mariage lui offre également l'unique ressource pour un entretien convenable. Depuis de nombreuses générations, son caractère fut développé dans cette direction. La petite fille joue à la maman avec sa poupée. La vie moderne avec ses exigences extrêmes, offre toujours moins de chances de satisfaction par le mariage. Tel est surtout le cas pour les classes dirigeantes, où les mariages se font beaucoup plus tard et plus rarement.

« Alors que l'homme, comme être plus fort, en vertu de sa force physique et intellectuelle plus grande, et grâce à sa position sociale plus libre, se procure sans difficultés de quoi satisfaire son instinct sexuel, ou trouve facilement un contrepoids dans une profession qui absorbe toute sa force, ces voies sont fermées aux femmes isolées des classes supé-

(1) *Lehrbuch der Psychiatrie* (Traité de psychiatrie). Tome I.

rieures. Cela amène d'abord, consciemment ou inconsciemment, le mécontentement de soi-même et du monde, et des pensées maladives. Souvent l'on cherche une vaine compensation temporaire dans la religion. Le fanatisme religieux, avec ou sans onanisme, fait naître toutes sortes de névroses, parmi lesquelles l'hysterie et la folie sont loin de constituer l'exception.

« Cela permet d'expliquer comment la folie des femmes célibataires se constate le plus souvent vers l'âge de 25 à 35 ans, c'est à dire lorsque l'espoir disparaît; chez les hommes, au contraire, la folie se constate le plus fréquemment entre 35 et 50 ans, c'est à dire l'âge exigeant l'effort le plus intense dans la lutte pour l'existence.

« Ce n'est pas le hasard qui, avec l'accroissement du célibat, a mis la question de l'émancipation de la femme à l'avant-plan.

« Je la considère comme un cri d'alarme, poussé par la femme dont la situation morale devient de plus en plus insupportable, au fur et à mesure que le célibat s'étend, comme une exigence justifiée d'accorder à la femme une compensation pour ce que la nature lui a imposé, mais ce que les situations sociales lui retiennent en partie. »

Le Dr H. Ploss, dans son ouvrage « Das Weib in Natur und Völkerkunde » (La femme dans la nature et dans l'ethnographie) s'occupe des conséquences, pour les femmes célibataires, de l'abstinence ou de la compression des instincts sexuels. Il s'exprime comme suit : « Il est un fait remarquable, non seulement pour le médecin, mais aussi pour l'anthropologue. C'est qu'il existe un moyen actif et infaillible, d'arrêter non seulement le procès de la

vieillesse précoce (chez les femmes célibataires), mais de leur redonner sinon toute leur fraîcheur, tout au moins une grande partie. Malheureusement, nos relations sociales ne permettent son application que dans des cas très rares. Ce moyen consiste dans un commerce sexuel régulier et ordonné. Chez des filles qui commençaient à se fâner, l'on voit après le mariage toutes les formes s'arrondir à nouveau, la couleur revenir sur les joues, l'éclat retourner dans les yeux. Le mariage est donc la véritable source de jeunesse pour le sexe féminin. Ainsi la nature impose ses lois éternelles, qui exigent leurs droits avec une rigueur implacable. Tout *vita præter naturam*, toute vie contre nature, tout essai de se placer dans des situations qui ne conviennent pas à l'espèce, ne se réalisent pas sans des traces visibles de dégénérescence de l'organisme aussi bien animal qu'humain ».

Ici se pose maintenant cette question : La société actuelle a-t-elle fait le nécessaire pour assurer à l'être humain en général, et au sexe féminin en particulier, un mode d'existence raisonnable ? Peut-elle le faire ? Et sinon, comment ce nécessaire peut-il se réaliser ?

« Le mariage est la base de la famille, et la famille est la base de l'Etat. Quiconque s'attaque au mariage s'attaque à la société et à l'Etat, et les détruit tous deux. » — Voilà ce que disent les défenseurs de l'ordre actuel.

Comme il a été démontré, le mariage monogame est la conséquence de la propriété bourgeoise ; il constitue donc une des bases principales de la société bourgeoise. Reste à voir s'il répond le mieux aux exigences naturelles et à un développement rationnel de la société humaine. Nous démontrerons que le mariage, basé sur la propriété bourgeoise, est plus

ou moins un mariage imposé qui fait naître de nombreuses difficultés et qui, souvent, n'atteint son but que d'une manière très imparfaite ou même ne l'atteint pas du tout. Nous démontrerons ensuite que c'est une organisation sociale qui reste lettre morte pour des millions d'êtres, et que ce n'est pas du tout le mariage basé sur le libre choix qui, d'après ses panégyristes, atteint seul le but naturel.

John Stuart Mill s'exprime comme suit sur le mariage actuel : « Le mariage est réellement la véritable servitude que la loi reconnaisse. »

D'après la doctrine de Kant, l'homme et la femme ne forment que réunis l'être humain complet. Le sain développement de l'espèce humaine repose sur l'union normale des sexes. Exercer d'une façon naturelle l'instinct sexuel est nécessaire pour assurer le bon développement, physique et moral, de l'homme comme de la femme. Mais comme l'être humain est, non pas un animal, mais un être humain, il ne lui faut pas seulement, pour contenter son énergique et impétueux instinct, la satisfaction physique, il réclame en outre l'affinité intellectuelle et l'accord moral avec l'être auquel il s'unit. Si cet accord n'existe pas, alors l'union sexuelle s'accomplit d'une façon purement mécanique, et passe à bon droit pour immorale. Elle ne satisfait pas les nobles exigences de celui qui, dans la sympathie personnelle et réciproque de deux êtres, envisage l'ennoblissement moral de relations qui ne reposent que sur des lois purement physiques. Celui qui se place à un point de vue plus élevé demande que la force d'attraction réciproque des deux sexes se continue encore au delà de la consommation de l'acte charnel, et qu'elle étende aussi tout ce que son action a

de noble sur l'enfant qui naît de l'union réciproquement consentie des deux êtres (1).

Parce que de pareilles exigences ne peuvent être posées à d'innombrables mariages du temps présent, Varnhagen von Ense écrit : « Ce que nous avons vu sous ce rapport, aussi bien de mariages conclus que de mariages à conclure, n'est pas de nature à nous donner une bonne idée de ces unions. Au contraire, toute l'organisation qui ne devrait être basée que sur l'amour et sur l'estime, et qui, dans tous ces exemples avait de tout autres fondements, nous parut commune et méprisable, et presqu'en pleurant nous avons adhéré aux idées de Friedrich Schlegel, que nous lûmes par fragments dans l'Atheneum : Presque tous les mariages sont des concubinages, des mariages de la gauche ou plutôt des essais provisoires ou des rapprochements éloignés du mariage réel, dont la véritable essence, d'après tous les droits religieux et temporels, consiste en ceci : que plusieurs personnes deviennent un (2)». Voilà ce qui concorde avec la conception de Kant.

La descendance et les devoirs que celle-ci leur impose, rend durable la liaison de deux êtres humains. Tout couple qui veut en venir à l'union sexuelle, doit se demander si ses qualités physiques et morales réciproques sont propres à cette union (3). La réponse doit être librement donnée. Cela n'est

---

(1) « Les intentions et les sentiments avec lesquels deux époux s'unissent, ont une influence incontestablement décisive sur les résultats de l'acte sexuel et transmettent certaines qualités caractéristiques à l'enfant qui doit en naître » (Dr Elisabeth Blackwell. *The moral education of the young in relation to sex*) voir aussi les *Wahlverwandtschaften* (Affinités électives) de Gœthe, qui y dépeint d'une façon frappante l'action des sentiments.

(2) Mémoires. Tome I, p. 239.

(3) Que déjà, sous ce rapport, des dispositions légales peuvent intervenir

possible qu'en écartant tout intérêt étranger à la véritable fin de l'union, qui est de satisfaire l'instinct naturel et d'assurer sa propre reproduction et celle de sa race ; il faut en outre avoir une certaine dose de raison qui maîtrise les aveuglements de la passion. Comme ces deux conditions font défaut, la plupart du temps, dans la société actuelle, il en résulte que fréquemment le mariage est détourné de son véritable but et qu'il ne peut, par suite, être considéré comme une institution idéale.

La statistique ne permet pas d'établir, combien grand est de nos jours le chiffre des mariages qui se concluent suivant des idées absolument différentes de celles que nous venons d'exposer. Les gens qui sont en cause ont tout intérêt à donner à leur mariage, devant le monde, une apparence autre que celle qu'il a en réalité. Il en résulte une hypocrisie comme il n'en exista jamais dans aucune période historique antérieure. L'Etat actuel, en tant que représentant de la société, n'a pas non plus d'intérêt, même à titre d'expérience, à faire des recherches dont le résultat pourrait mettre en lumière peu favorable sa propre façon d'agir. Les principes qu'il suit en ce qui concerne le mariage de nombreuses catégories de ses fonctionnaires et employés, ne

---

d'une façon efficace, est prouvé par l'information ci-après, publiée par le journal *Le Peuple* du 30 juin 1909 :

« La nouvelle loi sur le mariage dans l'état de Washington a été mise en vigueur hier. Cette loi oblige les couples à subir un examen médical établissant qu'ils sont en bonne santé. Les hommes, à n'importe quel âge, doivent subir cet examen, mais la loi dit que les femmes ayant dépassé l'âge de 45 ans en sont dispensées.

Dix couples se sont présentés au City Hall et huit ont été mariés, le médecin les ayant déclarés sains de corps et d'esprit. Les deux autres couples, craignant peut-être d'être réformés, ont refusé d'obéir à la loi et ont quitté le City Hall et déclaré qu'ils iraient se marier dans la Colombie anglaise, où il n'y a pas encore de « conseil de revision ». (Note du Traducteur.)

comporte pas l'application du niveau qu'il qualifie lui-même de nécessaire.

Le mariage doit donc constituer une union que deux êtres n'accomplissent que par amour réciproque et pour atteindre leurs fins naturelles. Mais, à proprement parler, ce motif n'existe que très rarement de nos jours. Au contraire, le mariage est considéré par la plupart des femmes comme une sorte de refuge dans lequel elles doivent entrer à tout prix, tandis que l'homme, de son côté, en pèse et en calcule minutieusement les avantages matériels. Et la brutale réalité apporte, même dans les mariages où ces motifs égoïstes et vils n'ont eu aucune action, tant de troubles et d'éléments de désorganisation, que ces mariages ne réalisent que rarement les espérances que les époux caressaient dans leur jeune enthousiasme et dans tout le feu de leur amour.

Cela est très naturel. Si le mariage doit donner à chacun des deux conjoints une vie commune satisfaisante, il exige aussi, à côté de l'amour et du respect réciproques, la sécurité de l'existence matérielle et la somme de nécessaire et d'agréable qu'ils jugent indispensable pour eux et pour leurs enfants. Les lourds soucis de la dure lutte pour l'existence forment le premier clou du cercueil où viennent échouer le bien-être du ménage et le bonheur conjugal. Plus la communauté se montre féconde, plus le mariage remplit son but naturel, plus les charges deviennent lourdes. Le paysan par exemple, qui se réjouit de chaque veau que lui donne sa vache, qui compte avec anxiété le nombre des petits que sa truie met bas, et annonce avec joie l'événement à ses voisins, ce paysan baisse les yeux d'un air sombre quand sa femme ajoute un rejeton au

chiffre des enfants qu'il croit pouvoir élever sans trop de peine — et ce chiffre ne peut être gros. Son regard s'assombrit encore si le nouveau-né a le malheur d'être une fille.

L'on peut donc dire que ce ne sont pas seulement les mariages, mais aussi les naissances qui subissent l'influence des situations économiques. La France surtout démontre cela d'une façon péremptoire. Dans ce pays le système parcellaire est prédominant dans l'agriculture. Mais du moment que la propriété est subdivisée au-delà d'une certaine limite, elle ne nourrit plus son propriétaire. La division indéfinie du sol, autorisée par la loi française, est combattue par le paysan français qui, rarement, procrée plus de deux enfants. De là le système des deux enfants qui, en France, est devenu réellement une institution sociale, et qui maintient la population à l'état stationnaire, au grand regret des hommes d'Etat. Dans nombre de provinces un recul considérable est même à constater.

Le nombre des naissances diminue constamment en France. Ce fait ne se présente pas seulement en France mais dans tous les états civilisés. C'est là une situation, conséquence de nos situations sociales, qui doit donner à réfléchir aux classes régnantes. En 1881 il naquit 937.057 enfants en France, en 1895 il n'en naquit plus que 834.173. Les naissances de 1895 étaient donc moins nombreuses que celles de 1881; un fait caractéristique, c'est qu'en 1881 le nombre des naissances illégitimes atteignit 70.079, alors que le chiffre le plus élevé entre 1881 et 1890 était de 75.754, et qu'en 1890 il était toujours de 71.086. La diminution des naissances se rapporte donc exclusivement aux enfants légitimes. Cette

diminution des naissances est une caractéristique, qui se constate pendant tout le siècle écoulé.

En France, les naissances par 10000 habitants étaient de :

1801	333	1856	261
1821	307	1868	269
1831	303	1886	230
1841	282	1890	219 (1)
1851	270		

En comparaison avec l'année 1801, la diminution des naissances en 1890 était de 114 pour 10000 habitants. L'on peut s'imaginer que pareil résultat préoccupe beaucoup les hommes d'Etat et les hommes politiques de la France. Cependant, sous le rapport indiqué la France n'est pas isolée. Depuis longtemps l'Allemagne souffre de la même maladie. Le nombre des naissances par 10000 habitants y était :

En	1869	de	406	en	1887	de	383
»	1876	»	403	»	1890	»	370
»	1880	»	391	»	1895	»	373
»	1883	»	380	»	1899	»	391 (2)

La plupart des autres Etats Européens nous montrent la même chose, comme il résulte du tableau ci-après, donnant le nombre des naissances par 1000 habitants.

	1876	1893	1905 (3)	1906 (4)
Angleterre et Pays de Galles	36.3	30.8		27

(1) 21 naissances par 1000 habitants en 1905. (Annuaire statistique de la Belgique 1907.)

20,5 naissances par 1000 habitants en 1906. (Annuaire statistique de l'Empire allemand 1908.)

2) En 1903 34.9 par 1000 habitants ; 35.2 en 1904, 34.0 en 1905, 34,1 en 1906. (Annuaire statistique de l'Empire allemand 1908.)

(3) Chiffres ajoutés par le traducteur d'après l'Annuaire statistique de la Belgique pour 1907.

(4) Chiffres ajoutés par le traducteur d'après l'Annuaire statistique de l'Empire allemand pour 1908.

	1876	1893	1905	1906
Ecosse	35.0	32.0		27.9
Irlande	26.4	23.0		23.6
Le Royaume Uni	34.8	30.8	27	27
Italie	39.2	36.6	33	32
Suède	30.8	27.0	26	25.7
Autriche	40.0	36.2	34	35
Hongrie	45.8	42.5	36	36
Belgique	33.2	29.5	26.10	25.73
Suisse	32.8	28.5	27	27.4
Pays Bas	37.1	33.8	31	30.4
Empire Allemand	40.9	36.7	34	33.1

La diminution des naissances est donc un phénomène général; elle est cependant la plus sensible en France.

Les faits énoncés démontrent que la naissance d'un être humain, fait à « l'image de Dieu » comme disent les croyants, est bien souvent taxée au-dessous de celle d'un animal domestique; cela fait éclater l'indignité de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Dans bien des cas, notre façon de voir les choses ne diffère guère de celle des peuples barbares de l'antiquité. Jadis, les nouveau-nés furent souvent tués; ce sort était surtout réservé aux filles, et beaucoup de peuplades de nos jours en agissent de même. Nous ne tuons plus les filles; nous sommes trop civilisés pour cela. Mais dans la famille et dans la société, nous traitons la plupart d'entre elles en parias. Partout dans la lutte pour l'existence, l'homme, étant le plus fort, repousse la femme, et là même où, poussée par son amour de la vie, elle entreprend la lutte, il lui arrive souvent d'être pourchassée avec haine par le sexe fort, comme une concurrente détestée. Les hommes des classes dirigeantes s'opposent surtout aux concurrentes féminines, les combattant de la façon la plus

énergique. Il n'arrive que rarement que des ouvriers bornés exigent l'exclusion du travail féminin. Si parfois des travailleurs peu clairvoyants voulurent voir interdire tout travail de femme — la demande en a, par exemple, été faite au Congrès ouvrier français de 1877 — leur proposition fut rejetée à une grande majorité.

Depuis lors les ouvriers, conscients de leurs intérêts de classe, se sont ralliés à l'idée que les femmes sont des créatures ayant les mêmes droits. Cela résulte surtout des résolutions des Congrès ouvriers internationaux. L'ouvrier conscient sait que, dans la situation actuelle, la femme est obligée de faire la concurrence à l'homme; il sait aussi que la défense du travail féminin serait aussi insensée que la défense d'utiliser les machines. C'est pourquoi il apprend à la femme à connaître sa place dans la société, et en fait une compagne dans la lutte pour la délivrance du prolétariat. Mais le travail féminin, prenant toujours plus d'extension à la campagne, dans l'industrie, dans le travail manuel, la vie de famille des travailleurs est complètement détruite et la dégénérescence du sexe féminin fait de rapides progrès sous le double joug de la lutte pour l'existence et du ménage. De là les efforts faits pour retenir la femme, par des dispositions légales, des travaux qui sont particulièrement nuisibles à sa constitution, et pour lui assurer par la loi des précautions spéciales comme mère et éducatrice de ses enfants. D'un autre côté, la lutte pour l'existence oblige les femmes à se livrer, en toujours plus grand nombre, au travail industriel. C'est surtout la femme mariée qui, par son travail, aide à augmenter le salaire de son mari, et

son travail est particulièrement agréable aux entrepreneurs (1).

Sans doute, la société actuelle est plus cultivée que toutes celles de jadis; mais la situation sous le rapport des relations entre les deux sexes est au fond restée la même. Dans son ouvrage « La femme au point de vue de l'économie nationale » qui, remarquons-le en passant, répond peu à son titre et à ce que l'on en attendait, le professor Lorenz von Stein nous fait un tableau poétiquement flatté du mariage actuel. Mais dans ce tableau encore se montre l'état de dépendance dans lequel la femme se trouve placée vis-à-vis du « lion »-homme. M. von Stein écrit entre autres : « L'homme veut quelqu'un dont non seulement le cœur batte pour lui, mais dont la main lui éponge le front, qui, d'après l'idée qu'il s'en forme, fasse rayonner la paix, la tranquillité, l'ordre, une silencieuse autorité sur lui-même et sur les mille choses qu'il retrouve chaque jour en rentrant à la maison; il veut quelqu'un qui répande sur toutes ces choses cet inexprimable parfum de la femme, qui est la chaleur vivifiante de la vie du foyer. »

Sous cet apparent dithyrambe chanté en l'honneur de la femme, se dissimule son abaissement et le plus vil égoïsme de l'homme. M. le professeur

---

(1) M. E..., fabricant m'a fait savoir qu'il emploie exclusivement des femmes à ses métiers mécaniques; il donne la préférence aux femmes mariées, surtout à celles qui ont une famille nombreuse; elles sont plus attentives et plus disciplinables que les femmes non mariées, et de plus sont forcées de travailler jusqu'à extinction pour se procurer les moyens de subsistance nécessaires. C'est ainsi que les vertus qui caractérisent le mieux la femme tournent à son préjudice. Ce qu'il y a de tendresse et de moralité dans sa nature devient l'instrument de son esclavage et de sa misère (Discours de lord Ashley sur le Bill des dix heures. Voir Karl Marx, *Le Capital*. Traduction M. J. Roy., p. 174).

dépeint en toute fantaisie la femme comme un être vaporeux qui, cependant, rompue aux nécessités pratiques de la science des chiffres, sait maintenir en équilibre les resources et les dépenses du ménage, qui, de plus, volète comme une douce brise printanière autour du maître de la maison, le lion qui commande, lit dans ses yeux le moindre de ses désirs, et de sa douce petite main éponge son front que lui, le « maître de la maison », a peut-être fait ruisseler de sueur sous l'enfantement de ses propres sottises. Bref, M. le professeur von Stein dépeint une femme et un mariage comme il y en a à peine un sur cent. Le savant homme ne voit et ne sait rien des milliers de mariages malheureux, et de la disproportion qui y règne entre le devoir et la volonté de l'accomplir, ni des innombrables femmes qui vivent dans l'isolement et ne peuvent songer à se marier de leur vie, ni des millions d'autres qui sont obligées de peiner et de s'échiner du matin au soir à côté de leurs maris pour gagner, au jour le jour, un méchant morceau de pain. Chez toutes ces pauvres gens, la dure, la cruelle réalité efface les poétiques couleurs du mariage plus vite que la main n'efface la poussière éclatante de l'aile du papillon. Un regard jeté sur eux détruit tristement le tableau poétiquement exhalé de M. le professeur, et l'eût fortement dérouté. Les femmes qu'il voit ne constituent qu'une infime minorité, et l'on peut douter qu'elles sont à la hauteur de leur temps.

On dit fréquemment : « Le degré de civilisation d'un peuple se mesure le mieux à la situation que la femme y détient. » Nous tenons cette formule pour bonne, mais on s'aperçoit alors que notre civilisation si renommée, est encore loin d'être parfaite.

Dans son livre : « L'Asservissement de la femme », — le titre indique déjà l'idée que se fait l'auteur de la situation de la femme en général — John Stuart Mill dit : « La vie des hommes est devenue plus sédentaire. Les progrès de la civilisation unissent l'homme à la femme par un plus grand nombre de liens. » Cela est vrai jusqu'à une certaine mesure, pour autant que les relations conjugales entre l'homme et la femme sont sincères, mais l'on peut douter que cela s'adapte à une grande minorité.

Tout homme sensé doit considérer comme avantageux, pour lui-même et sa femme, que celle-ci, sortant du cercle étroit de ses occupations domestiques, entre davantage dans la vie, se familiarise avec le courant de son époque, et lui impose ainsi des « liens » peut être, mais pas bien lourds. D'autre part, il y a lieu de rechercher également si notre vie moderne n'a pas introduit dans la vie conjugale des facteurs, qui contribuent bien plus que jadis à détruire le mariage.

De nos jours le mariage est devenu un sujet de spéculation matérielle. L'homme qui désire se marier, cherche une femme à propriétés, C'est la cause principale pour laquelle, jadis, la fille qui, du temps du patriarcat avait été exclue de l'héritage, redevint héritière. Mais nous n'avons pas d'exemple que le mariage soit devenu, comme aujourd'hui, d'une manière aussi cynique une espèce de marché public livré à la spéculation, une simple question d'argent. De nos jours le trafic matrimonial est pratiqué sur une vaste échelle et avec une impudeur, qui permet de considérer comme amère ironie le mo souvent répété de la « sainteté » du mariage.

Comme toutes choses, cette manière de faire n'est pas sans avoir sa raison d'être.

A aucune époque il n'a été plus difficile qu'aujourd'hui à la grande majorité de l'humanité, d'atteindre au bien-être tel qu'on le conçoit en général; mais à aucune époque non plus on n'a mené aussi universellement la lutte pour arriver à une existence digne de l'être humain, et à toutes les jouissances de la vie. L'on souffre d'autant plus de ne pouvoir atteindre cet idéal, que tous croient posséder un même droit à la jouissance. Apparamment il n'y a pas de différences entre les positions et les classes. Tous veulent atteindre ce qui, d'après leur conception, est le meilleur but de la vie. Mais il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus. Pour un qui vit dans le bien-être bourgeois, il y en a vingt qui vivent dans le besoin. Pour un homme qui a des jouissances à volonté, des centaines ou des milliers doivent vivre une existence misérable. Mais tous veulent appartenir aux privilégiés, et se servent de tous les moyens qui, sans trop les compromettre, doivent les mener au but. C'est ainsi que la spéculation sur le mariage d'argent est devenue un des moyens de parvenir les plus faciles et les plus employés. Le désir d'avoir de l'argent, le plus d'argent possible d'une part, l'ambition du rang, des titres, des dignités de l'autre, trouvent particulièrement à se satisfaire mutuellement dans les hautes sphères de la société. Le mariage y est le plus souvent considéré une simple affaire; il constitue un lien purement conventionnel que les deux parties respectent extérieurement, tandis que pour le reste chacune d'elles agit à sa fantaisie. Et nous ne faisons ici qu'une demi-allusion aux mariages politiques dans les plus hautes sphères.

Dans ces mariages, le privilège d'entretenir impunément des relations extra-conjugales selon son caprice ou ses besoins s'est silencieusement établi en règle — à la vérité encore beaucoup plus au profit de l'homme qu'à celui de la femme. Il fut un temps où être la maîtresse d'un souverain était de bon ton, où chaque prince devait avoir au moins une maîtresse qui faisait dans une certaine mesure partie de ses attributs princiers. C'est ainsi que d'après Scherr, Frédéric-Guillaume 1er de Prusse (1713-1740) entretint, au moins pour la forme, des relations avec la femme d'un général. D'autre part il est généralement connu qu'Auguste le Fort, roi de Pologne et de Saxe, donna par exemple le jour à 300 enfants extra-conjugaux, et que Victor Emmanuel, roi d'Italie, le « roi gentilhomme », ne laissa pas moins de trente deux enfants adultérins. Dernièrement encore existait une résidence, située dans un cité romantique. On y trouvait un millier d'agréables villas, qui avaient été bâties par le souverain, comme maisons de retraite pour ses maîtresses congédiées. L'on pourrait écrire de gros volumes sur cette matière; il est archi-connu que ces histoires piquantes font l'objet d'une grande bibliothèque.

L'histoire intime de la plupart des Cours et des familles nobles de l'Europe, est pour tout homme qui « sait » une chronique scandaleuse presque ininterrompue. Il est donc bien nécessaire que des sycophantes, retraçant l'histoire, non seulement mettent hors de doute la « légitimité » des différents « pères et mères de la patrie » qui se sont succédé, mais encore qu'ils s'évertuent à nous les présenter tous comme des modèles de vertus domestiques, comme des maris fidèles, de bons pères et de bonnes mères de famille.

Les augures vivent encore, et comme ceux de l'ancienne Rome exploitent l'ignorance de la multitude.

Dans toutes les grandes villes, il y a des endroits et des jours déterminés, où se réunit la haute société dans le but de provoquer des fiançailles et des mariages. Ces réunions, on les a fort proprement appelées la « Bourse du mariage ». Car, comme à la Bourse, la spéculation et le jeu y jouent le rôle principal; ni la tromperie, ni le mensonge n'y font défaut. Des officiers criblés de dettes, mais pouvant présenter un titre de vieille noblesse; des roués, cassés par la débauche, cherchant à refaire dans le port du mariage leur santé ruinée et ayant besoin d'une garde-malade; des industriels, des commerçants ou des banquiers frisant la banqueroute ou la prison et qui demandent à être « sauvés »; enfin tous ceux qui ne songent qu'à acquérir de l'or et des richesses ou à augmenter celles qu'ils ont, s'y rencontrent avec des employés qui ont de l'avancement en perspective, mais qui, pour l'heure, ont des besoins d'argent. Tout ce monde vient s'offrir et passe marché, sans s'occuper de savoir si la femme est jeune ou vieille, belle ou laide, saine ou malade, bien ou mal élevée, pieuse ou frivole, chrétienne ou juive. Et quelle est l'expression dont s'est servi un illustre homme d'Etat : « Un mariage entre un étalon catholique et une jument juive est chose on ne peut plus recommandable (1) ». Cette image, empruntée de façon si frappante au langage de l'écurie, trouve, ainsi que l'expérience le démontre, une application vivante dans les hautes régions de notre société.

Le code pénal allemand (§ § 180 et 181) punit le maquignonnage de grosses peines. Mais lorsque les

(1) Voyez Busch : *Le comte de Bismarck et ses domestiques.*

parents, les tuteurs ou les parents vendent leurs enfants, leurs pupilles ou leurs neveux ou nièces à un homme détesté, à une femme détestée, et ce pour toute la vie, il n'existe pas de loi qui défend ce marché. Et cependant un crime se consomme.

D'innombrables agences matrimoniales bien organisées, des entremetteurs et des entremetteuses de tout genre opèrent ce raccolage, et cherchent candidats et candidates pour le « saint état du mariage ». Ce commerce est particulièrement profitable lorsqu'il s'exerce pour les membres des hautes classes. C'est ainsi qu'en 1878 eut lieu à Vienne un procès pour empoisonnement, qui se termina pour l'accusée — une entremetteuse — par une condamnation à quinze années de prison, et au cours duquel il fut établi que l'ancien ambassadeur de France à Vienne, le comte Banneville, avait payé à cette femme 22000 florins (55000 francs) de commission, pour lui avoir procuré son épouse. D'autres membres de la haute aristocratie furent également compromis dans le même procès. Il sautait aux yeux que certains fonctionnaires de l'Etat avaient, pendant des années, laissé cette femme accomplir ses menées ténébreuses et criminelles. Pourquoi ? Ce qu'on apprit ne laissa aucun doute à cet égard. On se raconte des histoires analogues qui se passent dans la capitale de l'Empire allemand; ce sont des événements quotidiens, là où se rencontrent des personnes qui cherchent à conclure un mariage.

Les filles et héritières de la riche bourgeoisie de l'Amérique du Nord constituent, depuis quelques années, des affaires particulièrement heureuses pour l'entremetteur matrimonial. Ces demoiselles désirent des rangs et des titres qu'elles ne peuvent trou-

ver dans leur patrie. Une série de révélations, parues dans une partie de la presse allemande pendant l'automne 1889, donnent des détails très caractéristiques sur cette chasse.

D'après ces révélations un chevalier d'industrie noble, habitant la Californie, s'était recommandé comme agent matrimonial dans les journaux allemands et autrichiens. Il reçut des offres qui prouvent suffisamment les idées des hautes classes sur la « sainteté » du mariage, et sur son côté « idéal ». Deux officiers de la garde prussienne, qui appartiennent, d'après leur déclaration, à la plus haute noblesse, avouent qu'ils sont disposés à accepter ces offres; ils racontent dans un mouvement de franchise qu'ils ont ensemble des dettes s'élevant à 75.000 fr. (60.000 marcs). Puis ils continuent textuellement :

« Il est évident que nous ne payons rien d'avance. Vous recevrez votre rémunération après le voyage de noces. Ne nous recommandez que des dames, dont les familles n'ont pas de dettes. D'autre part il serait désirable de n'être mis en relation qu'avec des personnes d'un physique aussi agréable que possible. Si nécessaire, nous cédons à notre agent nos portraits pour des emplois discrets. Il vous fera des communications plus explicites, vous montrera des photographies, etc. Nous considérons ces pourparlers en toute confiance comme une affaire d'honneur, et désirons naturellement que vous agissiez de même de votre côté. Nous attendons aussitôt que possible une réponse par l'intermédiaire de votre agent, si vous en avez un.

Berlin, Friedrichstrasse 107. Baron v. M...
15 décembre 1889. Arthur v.W...

Un jeune allemand, Hans von H..., écrivit de Londres qu'il avait une taille de 5 pieds, 10 pouces, qu'il appartenait à une ancienne famille noble, et qu'il était au service de la diplomatie. Il fit l'aveu honnête que sa fortune avait sombré dans des paris malheureux aux courses, et qu'il était obligé de chercher une femme riche pour combler les vides. Il était disposé à faire immédiatement un voyage aux Etats-Unis.

Le chevalier d'industrie, dont nous parlions tantôt, prétendit qu'outre de nombreux comtes, barons, etc., trois princes et seize ducs s'étaient annoncés comme candidats au mariage. Ce n'étaient pas seulement les nobles qui désiraient de riches héritières américaines; des bourgeois aristocrates manifestaient les mêmes dispositions. Max W. un architecte de Leipzig, désirait une épouse qui ne possédait pas seulement de l'argent, mais de la beauté et de l'éducation. Un jeune fabricant de Kehl a/Rhein fit connaître qu'il se contenterait d'une femme qui possédérait 500.000 francs (400.000 marcs) et qu'il promettait d'avance de la rendre heureuse.

Mais pourquoi chercher au loin, quand les arguments se trouvent sous la main. Que l'on jette un regard sur les nombreuses annonces matrimoniales des grands journaux bourgeois; plus d'une fois l'on rencontrera des demandes en mariage qui ne peuvent germer que dans un cerveau complètement détraqué. La fille de joie, qui exerce sa profession sous l'aiguillon de la faim, est parfois un modèle de vertu en comparaison de ces candidats au mariage. Un quotidien socialiste, qui accepta de pareilles annonces, fut rayé du Parti. La presse bourgeoise n'est nullement gênée d'accepter ces annonces: elles

rapportent, et elle dit comme l'empereur Vespasien : *non olet* (cela n'a pas d'odeur). Ce qui, cependant, n'empêche pas cette presse bourgeoise de partir en guerre contre le socialisme, destructeur de la famille et du mariage. Jamais l'on ne vit une période plus hypocrite.

Les annonces de presque tous nos grands journaux sont actuellement de véritables agences matrimoniales. Celui qui, homme ou femme, ne trouve pas à se marier à son gré, confie ses désirs à des feuilles pieusement conservatrices ou moralement libérales. Moyennant payement, et sans de bonnes paroles, elles auront soin de réunir les âmes-sœurs. L'on pourrait remplir de nombreuses pages des réflexions, inspirées par l'examen des annonces d'un jour dans nombre de grands journaux. De temps en temps, l'on essaie de se marier à un ecclésiastique, ou des ecclésiastiques cherchent femme. Les postulants se présentent souvent avec la déclaration que, si la femme cherchée est riche, l'on pardonnera aisément une faute. En un mot, la corruption morale de certains milieux ne peut être exposée de façon plus complète que par les annonces matrimoniales.

L'Etat aussi bien que l'Eglise ne jouent pas un rôle bien brillant dans ces mariages soi-disant « sacrés ». Le fonctionnaire de l'Etat ou le prêtre, à qui revient la mission de conclure le mariage, a beau être fermement convaincu que le couple qui est devant lui a été réuni au moyen des pratiques les plus viles; il a beau être de notoriété publique que les fiancés ne sont pas le moins du monde assortis, ni par leur âge ni par leurs qualités physiques ou morales; la femme a beau avoir vingt ans et l'homme soixante-dix ou réciproquement; la fiancée a

beau être jeune, jolie, heureuse de vivre, et le futur vieux, rhumatisant et grognon : tout cela ne regarde ni le représentant de l'Etat ni celui de l'Eglise; ils n'ont rien à demander à ce sujet. L'union est « consacrée » et consacrée par l'Eglise avec d'autant plus de solennité, que la rétribution de ce « commerce sacré » a été plus abondante.

Mais qu'au bout de quelque temps un mariage conclu de cette manière soit malheureux, comme tout le monde, et la triste victime elle-même — qui est régulièrement la femme — l'avait prévu; que l'une des parties demande sa séparation de l'autre, et l'Etat comme l'Eglise soulèvent les plus grandes difficultés, eux qui, précédemment, ne s'étaient pas inquiétés de savoir si les liens, qu'on leur demande de délier, avaient été noués par un amour réel, par un penchant naturel et moral ou par un égoïsme cynique et méprisable.

Maintenant la répulsion morale ne sera pas admise comme motif valable pour une séparation; on exige des preuves palpables qui toujours déshonorent ou rabaissent l'une des parties dans l'opinion publique, et faute desquelles la séparation n'est pas prononcée. L'Eglise romaine principalement, en n'accordant la dissolution du lien conjugal que par une dispense spéciale du Pape, fort difficile à obtenir, et en ne prononçant tout au plus que la séparation de corps, aggrave l'état de choses sous lequel gémissent toutes les nations catholiques.

Le code civil pour l'Empire allemand a notablement augmenté les obstacles à la séparation. La séparation par consentement mutuel, admise par le droit civil prussien, a disparu. Cependant de nombreuses séparations avaient été prononcées en vertu

de cet article, même lorsque des motifs très sérieux empêchaient les deux parties de faire connaître les véritables causes de leur séparation. Des 5623 séparations, examinées à Berlin de 1886 à 1892, 1400, donc environ 25 %, avaient été prononcées par consentement mutuel. Dans de nombreux cas, la séparation ne peut intervenir que lorsque la demande en a été faite dans les six mois à partir du moment où le plaignant a eu connaissance du motif de la séparation (§ 1565-1568). Le droit civil prussien prolongeait cette durée à un an. Qu'on suppose le cas d'une jeune femme qui, peu après le mariage, constate que son mari n'est pas un mari. Pour faire sa demande en divorce dans les six mois, elle doit déjà posséder une certaine force morale. Les dispositions plus sévères furent motivées comme suit : « La dissolution de la famille, qui devient toujours plus grande, ne peut être enrayée qu'en rendant le divorce plus difficile à obtenir. » Pareil motif est en contradiction avec lui-même. Un mariage malheureux ne deviendra pas plus supportable parce que les époux sont obligés, contre leur gré, à vivre ensemble. Pareille situation, créée par la loi, est profondément immorale. Bien souvent l'adultère en est la conséquence directe, et ni l'Etat, ni la société ne peuvent y gagner.

Voilà comme on enchaîne l'un à l'autre des êtres humains; l'une des parties devient l'esclave de l'autre et est contrainte, par « devoir conjugal », de se soumettre à des baisers, aux caresses les plus intimes, qu'elle a peut-être plus en horreur que les injures et les mauvais traitements.

Mantegazza a absolument raison quand il dit (1) :

---

(1) *Physiologie de l'amour*. (Edition J. Tallandier.)

« Il n'est point de plus grande torture pour une créature humaine que d'être obligée de subir les caresses de l'être non aimé. »

Et maintenant, je pose cette question : un pareil mariage n'est-il pas pire que la prostitution ? La prostituée, au moins, reste encore jusqu'à un certain point libre de se soustraire à son honteux métier et, si elle ne vit pas dans une maison publique, elle a le droit de se refuser à vendre ses caresses à un homme qui, pour une raison ou pour une autre, ne lui plaît pas. Mais une femme vendue par le mariage est tenue de subir les caresses de son mari, quand bien même elle a cent raisons de le haïr et de le mépriser.

Dans certains autres mariages, conclus sous l'influence prépondérante de considérations matérielles, les situations sont moins mauvaises. On s'arrange, on établit un *modus vivendi*, on accepte le fait accompli comme une chose à laquelle on ne peut rien changer parce qu'on a peur du scandale, ou parce que l'on a des enfants auxquels il faut songer, encore que ce soient précisément ceux-ci qui souffrent le plus, au milieu de l'existence froide et sans amour des parents, qui n'a même pas besoin pour cela de se changer en hostilité ouverte, en disputes et en querelles. L'homme, de qui provient le plus souvent, comme le démontrent les procès en séparation, le scandale dans le mariage, sait, grâce à sa situation principale, se dédommager ailleurs. La femme ne peut que bien rarement prendre ainsi les chemins de traverse, d'abord parce que s'y lancer est plus dangereux pour elle, pour des raisons physiques, en sa qualité de partie prenante, et ensuite parce que chaque pas fait en dehors du mariage lui est compté comme un crime, que ni l'homme ni la société ne

pardonnent. Le même acte est apprécié tout autrement, selon qu'il est posé par un homme ou par une femme. En règle générale, les femmes sont les plus dures, les plus impitoyables pour la sœur « tombée » (1). La femme ne se résoudra à la séparation que dans les cas les plus graves d'infidélité ou de mauvais traitements de la part du mari, parce qu'elle est obligée, en pesant le pour et le contre, de considérer le mariage comme un asile. Elle ne se trouve pas, le plus souvent, dans une position matérielle indépendante, et, une fois séparée, la société lui fait une situation qui n'a rien d'enviable. On la considère et on la traite pour ainsi dire comme neutre. Si, malgré cela, l'énorme majorité des demandes en séparation proviennent de la femme, c'est là un symptôme de la dangereuse gravité des maux que le mariage entraîne pour elle. En France, la plupart des demandes en séparation de corps et de biens furent introduites par les femmes, avant la nouvelle loi sur le divorce (1884). Elles ne pouvaient demander le divorce que lorsque le mari accueillait sous le toit conjugal la femme avec laquelle il avait des rapports intimes. C'est ainsi que les demandes en séparation de corps et de biens furent introduites:

En moyenne, par année,

de 1856-61	par les femmes	1729,	par les hommes	184
» 1861-66	»	2135,	»	260
» 1866-71	»	2591,	»	(2) 330

Mais les femmes ne firent pas seulement le plus

---

(1) Dans la préface de *Monsieur Alphonse*, Alexandre Dumas fils dit avec raison : « L'homme a fait deux morales : une pour lui une pour toi (la femme); une qui lui permet l'amour avec toutes les femmes, une qui ne te le permet qu'avec un seul, en échange de ta liberté éternellement enchaînée! »

(2) L. Bridel, *La Puissance maritale*, Lausanne, 1879. D'après Alf.

grand nombre des demandes; les chiffres démontrent également que ces demandes augmentèrent constamment.

Pour autant que des indications, dignes de confiance, nous ont été fournies, nous pouvons affirmer qu'ailleurs aussi la plupart des demandes en divorce émanent de la femme. En Saxe, 8402 demandes en divorce furent introduites de 1860 à 1868; 3537 = 42 % furent introduites par le mari, 4865 = 58 % par la femme. De 1871 à 1878 la dissolution des mariages dans le même pays fut demandée comme suit :

Année	par les hommes	par les femmes
1871	475	574
1872	576	698
1873	553	673
1874	643	697
1875	717	752
1876	722	839
1877	746	951
1878	754	994
Totaux	5186	6178 (1)

Malgré que la femme, en règle générale, souffre le plus du divorce, elle n'en continue pas moins, en Saxe, à présenter la plupart des demandes. Aussi bien en Saxe qu'en France, le chiffre des demandes en divorce augmenta plus rapidement que le chiffre de la population. En 1892, 1036 plaintes pouvant justifier le divorce furent examinées en Suisse. De

---

Naquet : *Vers l'union libre*, ces moyennes seraient les suivantes jusqu'en 1904 :

De	1884-1890	par les femmes	2290	par les hommes	359
»	1891-1895	»	1894	»	340
»	1896-1900	»	2344	»	463
»	1901-1904	»	2394	»	614

(1) V. Oettingen, *Moralstatistik* (Statistique de la morale), 3e édition.

ces plaintes, 493 furent introduites par la femme, 229 par le mari, 314 par les deux époux.

La statistique ne nous apprend pas seulement que les femmes introduisent la plupart des demandes en divorce, elle nous apprend également que le nombre des divorces augmente rapidement. Depuis 1884, de nouvelles dispositions légales régissent le divorce en France ; depuis lors, les divorces augmentèrent d'année en année, comme le prouve le tableau ci-après :

1884	1657	1888	4708
1885	2477	1889	4786
1886	2950	1890	5457 (1).
1887	3636		

En Suisse également, le nombre des divorces augmente. De 1886 à 1890, 882 mariages furent dissolus en moyenne, de 1891 à 1895 898, en 1897 1011, en 1898 1018, en 1899 1091.

De 1870 à 1871, 148 divorces furent prononcés à Vienne ; ce nombre augmenta d'année en année, pour atteindre un total de 319 de 1878 à 1879 (2). Mais les divorces y sont difficilement obtenables, car Vienne est une ville foncièrement catholique. Ce qui n'empêche qu'un juge de Vienne put s'écrier : « Les demandes en divorce sont aussi nombreuses que

(1) En 1906, 6400 divorces furent prononcés en France. En Belgique, on a compté en 1840 un divorce sur 1175 mariages.

1865	»	739	»
1880	»	182	»
1890	»	130	»
1900	»	83	»
1904	»	61	»
1905	»	63	»
1906	»	94	»
1907	»	69	»

(*Annuaire statistique de la Belgique*, 1908.)

(2) Von Oettingen. — *Moralstatistik.*

les plaintes pour bris de carreaux de vitre. » Sur 10.000 mariages il fut prononcé en moyenne, tous les ans, des séparations comme suit :

	1876-80	1881-85	1886-90
Autriche	—	19,4	19,7
Hongrie	31,6	30,4	30,5
Roumanie	37,3	52,3	73,1
Italie	11,8	11,3	10,6
France	33,9	75,9	80,9
Angleterre et Pays de Galles	6,5	7,4	7,0
Ecosse	12,3	13,0	16,7
Irlande	0,6	0,4	1,1
Belgique	25,5	31,9	43,0
Pays-Bas	32,0	41,2	64,7
Norvège	13,9	12,1	19,3
Suède	28,5	28,6	31,6
Finlande	16,1	7,8	10,0

Aux Etats-Unis, le nombre des divorces s'élevait à 9937 en 1867, déjà à 25,535 en 1886. Le total des divorces de 1867 à 1886 s'éleva à 328,716; l'homme était coupable dans 216,176 cas, la femme dans 112,540 cas. Les divorces sont d'ailleurs beaucoup plus nombreux aux Etats-Unis que dans n'importe quel autre pays. Ceci s'explique, d'abord par le fait que le divorce s'y prononce beaucoup plus facilement que dans les autres pays, ensuite parce que la place des femmes y est beaucoup plus indépendante et que, par conséquent, elles se laissent beaucoup moins tyranniser par leurs maris.

De 1891 à 1900, le nombre des jugements, intervenus en matière de divorce en Allemagne, s'éleva à :

1891	6678	1894	7502
1892	6513	1895	8326
1893	6694	1896	8460

1897	8878	1899	9433
1898	9068	1900	7922 (1)

Nous constatons que le nombre des divorces en 1900 est inférieur de 1511 à celui des divorces en 1899, parce que le nouveau Code civil, avec ses prescriptions restrictives, entra en vigueur à partir du 1er janvier 1900. En Prusse et en Waldeck, sur 10,000 mariages, il fut dissolu annuellement :

de 1881-1885	67,62	de 1891 à 1895	86,77
1886-1890	80,55	en 1896	101,97

Il y a là une augmentation notable. Une grande différence d'âge entre les époux a une influence notable sur les divorces, soit que le mari est plus âgé que la femme, ou réciproquement.

Ce serait une erreur de tirer de la différence de ces chiffres des conclusions plus ou moins favorables à l'état moral des pays envisagés. Personne n'admettra que la population suédoise a quatre fois plus de motifs de divorcer que la population anglaise. On doit d'abord considérer la législation; l'une est sévère, l'autre plus ou moins large. Ensuite l'on peut parler de l'état moral. Les chiffres prouvent cependant qu'en général les divorces augmentent plus rapidement que la population, et qu'ils augmentent, alors que le nombre des mariages diminue. Plus loin nous dirons davantage à ce propos.

En ce qui concerne la question de savoir comment les divorces sont répartis entre les diverses classes de la société, nous ne possédons qu'une

---

(1) *Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reichs.* 11e Année, 1902. 1re Livraison. (*Livraisons trimestrielles pour la statistique de l'Empire Allemand.*) Ce chiffre s'éleva en moyenne à 9,810 pour les années 1901-1905, à 12,180 pour l'année 1906. (*Annuaire statistique pour l'Empire Allemand 1908*).

donnée. Elle concerne la Saxe, et date de 1851 (1). Sur 10,000 mariages, les demandes en divorce se subdivisaient comme suit :

Domestiques	289	ou	1	demande sur	346 mariages
Journaliers	324	»	1	»	309 »
Employés	337	»	1	»	298 »
Industriels et commerçants . .	354	»	1	»	283 »
Artistes et savants . .	485	»	1	»	206 »

Les demandes en divorce étaient donc de 50 o/o plus nombreuses chez les classes supérieures que chez les classes inférieures. Le nombre toujours croissant des divorces démontre qu'en général les

(1) Von Oettingen, *Moralstatistik*. Dans son ouvrage : *Vers l'union libre*, Alfred Naquet donne le tableau suivant pour la France :

Demandes de divorces par profession

ANNÉES	Propriétaires rentiers professions libérales	Commerçants marchands	Paysans	Ouvriers	Domestiques	sans profession
1884	733	1168	615	1841	227	855
1885	1115	1427	862	2946	385	815
1886	915	1319	855	3141	474	894
1887	918	1457	878	3825	523	1553
1888	925	1371	821	3765	416	1119
1889	918	1641	995	4057	544	1114
1890	1016	1750	949	4239	327	1016
1891	1050	1817	1023	4318	501	795
1892	1173	1830	1060	4777	608	765
1893	1207	1714	1089	5038	612	670
1894	1295	1643	1152	5800	684	975
1895	1272	1584	1291	5496	716	1021
1896	1286	1674	1326	5606	786	1056
1897	1344	1691	1266	5943	760	936
1898	1379	1812	1321	5786	803	1279
1899	1333	1750	1288	6040	775	1236
1900	1437	1794	1383	5751	881	1057
1901	1404	1925	1479	6562	927	1269
1902	1527	2060	1465	6800	1002	1201
1903	1614	2064	1607	7027	1059	1490
1904	1763	2072	1600	7304	1183	1567

conditions dans le mariage sont devenues plus défavorables, et les facteurs qui le dissolvent plus nombreux. D'autre part, ce fait prouve que toujours plus de femmes se décident à rejeter le joug insupportable.

Le mal matrimonial s'étend, la corruption augmente à mesure que la lutte pour l'existence devient plus aiguë, que le mariage se transforme de plus en plus en mariage d'argent. La difficulté toujours plus grande d'entretenir une famille, détermine beaucoup d'hommes à renoncer au mariage. Et ainsi le fameux adage : « La femme doit rester confinée dans son ménage, elle a sa mission à remplir comme femme de ménage et comme mère » devient de plus en plus une phrase creuse. Par contre, ces situations doivent multiplier les relations sexuelles extra-conjugales, la prostitution et toute la série des vices contre nature.

Chez les classes fortunées, il n'est pas rare que, tout comme dans la Grèce antique, la femme tombe au rang de machine à produire des enfants légitimes, de gardienne de la maison, ou de garde-malade de son mari. L'homme entretient pour son plaisir et pour sa satisfaction des hétaïres — qu'on appelle chez nous des maîtresses —, qui habitent les plus beaux quartiers de nos villes.

Les classes de la société qui n'ont pas les moyens d'entretenir une maîtresse, se rabattent sur les lieux de plaisir publics ou intimes, les cafés-chantants, les concerts, les bals, les maisons de femmes. Et une partie de nos femmes sont suffisamment corrompues, pour admettre ces relations comme régulières. (1)

(1) Dans son ouvrage déjà cité : *La question des femmes au Moyen âge*, le Dr Karl Bücher déplore la déchéance du mariage et de la vie de famille. Il

Les causes principales de la déconsidération du mariage chez les classes moyennes et supérieures de la société, sont les mariages d'argent et les mariages de classe. La manière de vivre de ces classes est encore plus désastreuse pour le mariage. Ceci concerne également la femme, qui s'abandonne bien souvent à l'oisiveté ou à des occupations frivoles : représentations théâtrales, musique lascive, lecture immorale ou pornographique, gravures du même genre, excitants pour les nerfs qui étourdissent, entretiens à propos de scandales de tout genre. La paresse et l'ennui lui font chercher ces aventures galantes, qui semblent l'apanage de l'homme; elle vole d'un plaisir à l'autre; en été elle se rend aux villes balnéaires pour se reposer de la fatigue de l'hiver et y chercher de nouveaux amusements. La chronique scandaleuse y trouve son compte : l'on séduit et l'on se laisse séduire.

Chez les classes inférieures il n'est pour ainsi dire pas question du mariage d'argent. En règle générale le travailleur marie par véritable amour; cependant il ne manque pas de motifs qui mettent obstacle au bonheur du mariage de l'ouvrier. Une trop riche fécondité sexuelle affaiblit ou annihile la force de la femme, et augmente les dépenses. La maladie et la mort sont les hôtes habituels des

---

condamne l'emploi croissant du travail des femmes dans l'industrie, et réclame le retour de la femme à sa « mission naturelle », à la maison et à la famille, où son travail acquiert de la « valeur ». Les revendications des partisans modernes des droits de la femme lui apparaissent comme du « dilettantisme » et il espère finalement « que l'on entrera bientôt dans des voies plus vraies », sans être lui-même en état d'indiquer un seul chemin à suivre. Cela n'est d'ailleurs pas possible si l'on se place au point de vue bourgeois. Les situations matrimoniales, tout comme la situation de la femme, n'ont pas été créées d'une façon arbitraire; elles sont les conséquences logiques de notre développement social. L'évolution s'accomplit suivant des lois immanentes.

familles ouvrières. Le manque de travail pousse la misère à l'extrême. Et combien de causes diminuent le salaire de l'ouvrier, ou parfois le lui enlèvent presque complètement. Les crises commerciales et industrielles le privent de travail, l'introduction de nouvelles machines ou de méthodes de production perfectionnées le font congédier comme superflu, les guerres, la fâcheuse action des traités de commerce et de douane, les impôts indirects, les mesures du patron contre les convictions politiques, etc., détruisent l'existence du salarié ou la rendent très pénible. Tantôt ceci, tantôt cela le prive de travail pendant un temps plus ou moins long, et le fait souffrir de la faim. L'incertitude est la caractéristique de son existence. Ces coups de la fatalité aigrissent les caractères, et c'est sur la vie domestique qu'ils influent tout d'abord, lorsque chaque jour, chaque heure femme et enfants réclament au père le strict nécessaire, sans qu'il puisse leur donner satisfaction. Les disputes et la discorde éclatent. Tout cela ruine le mariage et la vie de famille. Ou bien, l'homme et la femme vont tous deux au travail. Les enfants sont abandonnés à eux-mêmes ou à la surveillance de frères et sœurs plus âgés, qui eux-mêmes ont encore besoin de soins et d'éducation. Ce qu'on appelle le dîner, le misérable repas de midi, est englouti au grand galop, à la condition cependant que les parents aient le temps de revenir chez eux, chose qui, dans des milliers de cas, est interdite par la distance entre l'atelier et le domicile et par la courte durée du répit.

Le soir, tous deux rentrent à la maison, épuisés de fatigue. Au lieu d'un intérieur agréable et riant, ils trouvent un logis étroit, malsain, manquant d'air,

de lumière, et souvent des commodités les plus indispensables. La misérable manière de loger les ouvriers, avec tous les inconvénients qui en découlent, est un des côtés les plus obscurs de notre société et conduit à bien des maux, à bien des crimes. Malgré tous les essais qui, à ce propos, ont été faits dans les villes et dans les quartiers ouvriers, la situation devient plus mauvaise d'année en année. Elle attaque des cercles toujours plus étendus : petits industriels, employés, professeurs, petits commerçants, etc. La femme de l'ouvrier, qui rentre exténuée le soir, a maintenant de l'ouvrage plein les mains; en toute hâte elle doit faire la besogne la plus indispensable. Les enfants, criant et faisant tapage, sont mis au lit; la femme s'assied, coud et raccommode tard dans la nuit. Les distractions intellectuelles, les consolations si indispensables de l'esprit, font entièrement défaut. Le mari n'a pas d'instruction, ne sait pas grand' chose, la femme encore moins; le peu qu'on a à se dire est vite épuisé. L'homme va chercher au cabaret la conversation qui manque chez lui; il boit, et si peu qu'il dépense, c'est encore trop pour ses moyens. Parfois il s'abandonne aussi au jeu, vice qui fait plus particulièrement des victimes dans les classes élevées, et il perd dix fois plus qu'il ne dépense à boire. Pendant ce temps la femme, assise à sa besogne, se laisse aller à sa rancune contre son mari: elle travaille comme une bête de somme, il n'y a pour elle ni un instant de repos ni une minute de distraction; l'homme, lui, use de la liberté qu'il doit au hasard d'être né homme. La mésintelligence est complète. Si la femme est moins fidèle à ses devoirs, si, rentrant le soir, fatiguée du travail, elle cherche les

délassements auxquels elle a droit, alors le ménage marche à rebours, et la misère devient doublement grande. Oui, en vérité, nous vivons dans le « meilleur des mondes ».

Toutes ces circonstances contribuent aujourd'hui à désorganiser davantage le mariage du prolétaire. Même les périodes pendant lesquelles le travail marche le mieux ont leur influence néfaste, car elles obligent l'ouvrier à travailler le dimanche, à faire des heures supplémentaires, et lui enlèvent le peu de temps qui lui restait à consacrer à sa famille. Dans des milliers de cas il lui faut une demi-heure, voire une heure entière pour se rendre à l'atelier; utiliser le repos de midi pour revenir à la maison est presque toujours une impossibilité; il se lève donc le matin de bonne heure, alors que les enfants sont encore profondément endormis, et il retourne le soir pour les trouver déjà couchés. Beaucoup de travailleurs, notamment les ouvriers du bâtiment dans les grandes villes, s'absentent pendant toute la semaine; à cause de l'éloignement de leur chantier, ils ne rentrent chez eux que le dimanche. Et l'on veut que la vie de famille prospère dans de pareilles conditions! D'autre part, l'emploi du travail de la femme prend chaque jour plus d'extension, surtout dans l'industrie cotonnière, qui fait conduire ses milliers de métiers à vapeur et de machines à filer par des femmes et des enfants dont la main-d'œuvre est moins rétribuée. Ici les situations de jadis sont presque renversées. La femme et l'enfant vont à la fabrique; l'homme sans travail reste à la maison et vaque aux travaux domestiques. Dans l'Amérique du Nord, où le développement rapide du capitalisme montre ses défauts d'une façon beaucoup plus

marquée que dans les pays industriels européens, cette situation spéciale a reçu un nom caractéristique. Les localités industrielles, où surtout les femmes sont utilisées alors que les hommes restent à la maison, s'appellent « she (1) towns », littéralement « cités de femmes ».

Actuellement, la femme est partout admise dans presque toutes les professions industrielles. La société bourgeoise, qui ne connaît que le gain, a remarqué depuis longtemps quel excellent terrain d'exploitation est l'ouvrière; car, en opposition avec l'homme, elle se soumet plus facilement et a moins de besoins. C'est ainsi que le nombre des professions ou des places, où les femmes sont utilisées, augmente annuellement. L'extension et l'amélioration du machinisme, la simplification du procès du travail par sa division toujours plus grande, la concurrence effrénée des capitalistes entre eux, aussi bien que celle des états industriels qui occupent le marché mondial, favorisent de plus en plus l'utilisation du travail de la femme. Ce phénomène se remarque dans tous les états industriels modernes. En même temps que le nombre des ouvrières augmente, la concurrence entre les travailleurs masculins devient plus âpre. Ceci est confirmé par de nombreux extraits des rapports des inspecteurs de fabriques, aussi bien que par les statistiques sur l'emploi des ouvrières.

Dans les industries où les femmes sont en majorité, leur situation est la plus lamentable, comme, par exemple, dans l'industrie des confections et de

(1) *She*, en anglais, s'emploie souvent comme préfixe pour désigner des animaux femelles.

la lingerie, et dans les industries où l'entrepreneur exploite le travail à domicile. Les enquêtes sur la situation des ouvrières dans l'industrie, prescrites par le Conseil fédéral en 1886, ont démontré que les salaires de ces ouvrières sont souvent si insignifiants qu'elles doivent avoir recours à la prostitution pour sortir de leur misère. Les ouvrières industrielles, mal payées, fournissent le plus grand contingent des prostituées.

Notre état « chrétien », dont on cherche inutilement le « christianisme » partout où il devrait être appliqué, quitte à le trouver là où il est funeste ou superflu, cet état chrétien agit absolument comme le bourgeois chrétien, ce qui n'étonne point lorsque l'on sait que le premier n'est que le serviteur du second. L'Etat ne se décide que difficilement à proclamer des lois qui fixent un minimum d'heures de travail pour la femme, et interdisent absolument celui des enfants, tout comme il n'accorde lui-même à ses employés ni le repos complet du dimanche, ni une durée normale de travail, et trouble ainsi leur vie de famille. Les employés des chemins de fer, des postes, des prisons, etc., sont tous souvent tenus de prolonger le travail au-delà des vacations normales, et leur rétribution est en proportion inverse du travail qu'ils fournissent.

Comme d'autre part les loyers sont trop élevés en comparaison des salaires et des revenus des petits employés et des petites gens, ils sont obligés de se resserrer à l'extrême. On prend à domicile des « logistes », hommes ou femmes, souvent même les deux sexes à la fois. Jeunes et vieux vivent dans le cercle le plus étroit, sans séparation des sexes, étroitement entassés, même dans les circonstances les

plus intimes. Ce qui en résulte pour la morale et la pudeur, des faits épouvantables le démontrent. L'augmentation de l'immoralité parmi la jeunesse, qui a souvent été signalée, doit certainement être attribuée à ces situations, qui existent aussi bien en ville qu'à la campagne. Et quelle influence doit avoir, dans le même ordre d'idées, le travail de la fabrique sur les enfants? Incontestablement la plus mauvaise qui puisse s'imaginer, tant au point de vue physique qu'au point de vue moral.

L'emploi toujours plus répandu des femmes mariées a les plus funestes conséquences, notamment pendant la grossesse, au moment de l'accouchement et durant le premier âge des enfants, alors que ceux-ci dépendent encore complètement de la nourriture de la mère. Pendant la grossesse une foule de maladies se déclarent qui ont une influence pernicieuse, aussi bien sur l'enfant que sur l'organisme de la femme, et qui provoquent des venues avant terme ou des mort-nés. L'enfant, une fois né, la mère est obligée de retourner au plus tôt à la fabrique, sinon sa place est prise par une concurrente. Ce qui en résulte inévitablement pour les pauvres nourrissons, c'est qu'ils ne reçoivent que des soins négligés, une nourriture mal appropriée ou complètement nulle: on les bourre d'opiats pour les faire rester tranquilles. Conséquences nouvelles: une mortalité considérable, les maladies, le dépérissement, en un mot, la dégénérescence de la race. Les enfants grandissent souvent sans avoir connu l'amour paternel ou maternel, et sans avoir, de leur côté, ressenti le véritable amour filial. Voilà comment le prolétariat naît, vit et meurt. Et l'Etat et la société s'étonnent de voir que la grossièreté, l'immoralité et les crimes s'accroissent sans cesse!

Lorsque, au commencement de l'année 1860, des milliers et des milliers d'ouvrières des districts cotonniers de l'Angleterre furent réduites au chômage par suite de la guerre de sécession de l'Amérique du Nord, les médecins firent cette constatation saisissante que, malgré la profonde misère de la population, la mortalité infantile diminua. La raison en était fort simple. Les enfants étaient mieux soignés et recevaient la nourriture de la mère, dont ils n'avaient jamais profité pendant les périodes de travail meilleures. Le même fait a été constaté par les médecins de l'Amérique du Nord, lors de la crise des années 1870 et suivantes, dans les états de New-York et de Massachusetts. Le manque général de travail força les femmes à chômer, et leur laissa le temps de soigner leurs enfants. Lors de l'enquête au sujet de la condition des tisserands des environs de Zittau, le Dr Von Rechenberg fit la même constatation.

Dans l'industrie à domicile, que les théoriciens romantiques aiment à nous présenter comme idyllique, les conditions de la vie de famille et de la morale ne sont guère meilleures. Du matin au soir la femme y est enchaînée au travail à côté de l'homme; les enfants, dès leur plus jeune âge, sont employés à la même besogne. Entassés dans les locaux les plus exigus que l'on puisse imaginer, l'homme, la femme et les enfants, filles et garçons, vivent au milieu des déchets, dans l'atmosphère la plus désagréable, privés de la plus indispensable propreté. Les chambres à coucher constituent le pendant des locaux où l'on se tient le jour et où l'on travaille. Ce sont en général des trous obscurs sans ventilation, qui reçoivent pour la nuit un nombre

d'êtres humains, dont le quart seulement y serait déjà logé dans les conditions les plus malsaines.

La lutte pour l'existence, qui devient chaque jour plus pénible, réduit souvent les hommes et les femmes à supporter des actes qu'ils auraient, autrement, en horreur. C'est ainsi qu'en 1877 il fut constaté à Munich, que parmi les prostituées inscrites chez la police et surveillées par elle, il ne se trouvait pas moins de 203 femmes mariées à des ouvriers ou à des artisans. Et combien de femmes mariées exercent ce honteux métier par nécessité, sans se soumettre au contrôle de la police qui froisse au suprême degré le sentiment de la pudeur et la dignité humaine.

Il ne faudra pas de longues démonstrations pour prouver que dans les situations décrites, le nombre augmente de ceux qui ne considèrent pas le mariage comme un idéal, et qui ont peur de le conclure. De là le fait que le nombre des mariages et celui des naissances diminuent dans presque tous les états cultivés. Si, comme l'expérience l'apprend, le prix élevé des grains pendant une année influe déjà dans une mesure appréciable sur l'abaissement des chiffres des mariages et des naissances, les crises qui sont inéluctablement liées à notre système industriel, et qui durent pendant plusieurs années, ont une influence encore plus pernicieuse. C'est ce que démontre la statistique des mariages dans presque tous les pays cultivés. Entre 1881 et 1890, les mariages, en France, suivent la courbe ci-après ;

1881	282.079 mariages	1885	283.170 mariages
1882	281.069 »	1886	283.208 »
1883	284.519 »	1887	277.060 »
1884	289.555 »	1888	276.848 »

1889 272.934 mariages 1890 269.332 mariages (1)

Il y a donc une diminution presque ininterrompue du nombre des mariages. Dans les pays, repris au tableau ci-après, la proportion des mariages par mille habitants est indiquée .

	HONGRIE	SUÈDE	NORVÈGE	DANEMARK	IRLANDE	ALLEMAGNE	ANGLETERRE	BELGIQUE	ITALIE	FRANCE	AUTRICHE	SUISSE	HOLLANDE	FINLANDE
1872	21,4	13,9	14,0	15,0	10,0	20,6	17,1	15,9	15,1	19,5	18,6	15,8	16,5	17,4
1875	22,2	14,1	15,7	17,0	9,1	18,2	16,5	14,9	16,9	16,4	17,1	18,0	16,7	16,8
1880	18,3	12,6	13,3	15,1	7,8	15,0	14,7	14,2	14,0	14,9	15,2	13,7	15,0	15,5
1885	20,2	13,3	13,4	15,1	8,6	15,8	14,2	13,9	15,9	14,9	15,3	13,9	13,9	14,6
1890	16,4	12,0	12,7	—	8,9	16,1	14,9	14,6	14,8	14,1	15,0	14,1	14,c	—
1895	17,0	11,7	13,0	—	10,0	15,9	14,7	15,6	14,7	14,8	16,1	15,0	14,8	—
1897	16,3	12,1	13,4	—	10,1	16,7	15,8	16,6	14,6	15,2	16,0	16,1	14,7	—
1898	16,5	—	—	—	10,0	16,9	16,0	—	—	15,0	—	16,4	14,6	—
1899	—	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	—	—
1905 (2)	—	—	—	—	—	—	—	15,8	15,4	—	15,4	—	—	—
1906 (2)	17,4	12,2	11,6	15	10,2	16,4	15,6	—	—	15,6	—	15,6	15	13,6

En 1872, l'année après la guerre franco-allemande, l'on constata le plus grand nombre de mariages en France et en Allemagne. Dans la plupart des pays, ce nombre diminue quand il y a crise industrielle, pour augmenter en cas de réveil. Ceci est démontré tout spécialement par l'Allemagne. A partir de 1875, le nombre des mariages diminue, pour atteindre son plus bas chiffre en 1880, l'année la plus terrible de la crise; ensuite il y a une lente progression jusqu'en 1890, l'année favorable; puis les chiffres tombent de

---

(1) Après 1890, le nombre des mariages annuels est le suivant :

En 1891	285.000	en 1897	291.000	en 1902	295.000
» 1892	290.000	» 1898	287.000	» 1903	296.000
» 1893	287.000	» 1899	296.000	» 1904	299.000
» 1894	287.000	» 1900	299.000	» 1905	303.000
» 1895	283.000	» 1901	303.000	» 1906	306.000
» 1896	290.000	*(Annuaire statistique de la France pour 1907)*			

(2) Chiffres ajoutés par le traducteur d'après l'Annuaire statistique de l'Allemagne pour 1908.

nouveau pour remonter jusqu'en 1899, le point culminant du réveil industriel. En général, les chiffres signalent une diminution du nombre des mariages pour la plupart des pays.

Le plus grand nombre des mariages, atteint vers l'année 1875, ne se représente que rarement de 1890 à 1900; dans la plupart des pays l'on reste en dessous de ce nombre.

Ce ne sont pas seulement les salaires qui exercent une grande influence sur les mariages; la situation de la propriété en fait autant.

La 1re livraison de l'Annuaire de Schmoller pour l'année 1885, donne des indications au sujet de la statistique de la population du royaume de Wurtemberg. Il en résulte d'une façon irréfutable, que l'accroissement de la grande propriété rurale fait diminuer le nombre des hommes mariés âgés de 25 à 30 ans, et augmente le nombre des célibataires âgés de 40 à 50 ans.

	Pourcentage de la propriété rurale en hectares			Pourcentage des hommes	
	jusque 5	5-20	au-delà de 20	mariés à l'âge de 25-30 ans	célibataires à l'âge de 40-50 ans
Bailliage Neuenbürg . .	79,6	20,4	0,0	63,6	4,4
Est de Stuttgart . . .	78,9	17,7	3,4	51,3	8,1
Sud de Stuttgart . . .	67,6	24,8	7,6	48,6	8,7
Nord de Stuttgart. . .	56,5	34,8	8,8	50,0	10,0
Forêt noire	50,2	42,2	7,6	48,6	10,1
Haut Neckar	43,6	40,3	16,1	44,3	10,8
Passage vers l'Est. . .	39,5	47,6	12,8	48,7	10,0
Nord-Est à l'exception du nord de Hall. . . .	22,2	50,1	27,7	38,8	10,6
Jura de Souabe	20,3	40,8	38,3	38,8	7,5
Haute Souabe du Nord .	19,7	48,0	32 3	32,5	9,7
De Hall vers l'Est. . .	15,5	50,0	34,5	32,5	13 8
Territoire du lac de Constance	14,2	61,4	24,4	23,5	26,4
Haute Souabe du Centre et du Sud.	12,6	41,1	46,3	30,0	19,1

La petite propriété rurale favorise les mariages, car elle assure l'existence à un plus grand nombre de familles; la grande propriété rurale, au contraire, empêche les mariages. Des chiffres fournis, il résulte que ce ne sont pas les causes morales, mais les causes matérielles qui exercent la plus grande influence. Tout comme la situation générale de la civilisation, le nombre des mariages dépend uniquement des bases matérielles de la société.

La crainte de la misère, la pensée de ne pouvoir donner aux enfants une éducation en rapport avec leur situation, poussent les femmes de *toutes* les classes à des agissements qui ne sont pas plus conformes aux lois de la nature qu'à celles du Code pénal. A ces agissements appartiennent les différents moyens employés pour empêcher la conception, et quand celle-ci a eu lieu malgré tout, la suppression du fruit importun, l'avortement. On ferait fausse route si l'on voulait affirmer que ces moyens ne sont employés que par des femmes légères ou sans conscience. Ce sont au contraire fort souvent des épouses fidèles à leurs devoirs qui préfèrent employer des manœuvres abortives, plutôt que de vouloir obliger leur mari à comprimer énergiquement son instinct sexuel, ou de le pousser à des détours qu'il n'a en général que trop de propension à suivre.

A côté de ces femmes il y en a d'autres, particulièrement dans les classes élevées, qui, pour cacher une faute ou par répugnance pour les incommodités de la grossesse, de l'accouchement, de l'éducation, ou encore par crainte de voir plus vite leurs charmes se flétrir et de perdre alors en considération auprès de leur mari ou des hommes de leur monde, se soumettent à ces manœuvres coupables, et trouvent au poids

de l'or l'aide complaisante du médecin et de la sage-femme.

D'après différentes indications, l'avortement artificiel se pratique de plus en plus. Il s'exerçait souvent chez les peuples de l'Antiquité, et se rencontre maintenant aussi bien chez les peuples civilisés que chez les peuples barbares. En Allemagne, les cas déférés à l'examen de la justice deviennent toujours plus nombreux. D'après Jules Rouger (1) les femmes romaines, pour différents motifs, avaient recours à l'avortement. Tantôt il s'agissait de faire disparaître le fruit de relations défendues, tantôt elles voulaient s'adonner sans entraves à la sensualité, ou éviter les changements que la grossesse et l'enfantement apportaient à leur corps. A l'âge de 25 ou de 30 ans, les femmes romaines étaient vieilles, et elles écartaient tout ce qui pouvait avoir une influence sur leurs charmes. Des peines sévères, et même la peine de mort, punissaient l'avortement au Moyen âge; pour l'avoir pratiqué, une femme libre devenait serve. Actuellement l'avortement se pratique surtout aux Etats-Unis. Dans toutes les grandes villes de l'Union il existe des institutions où l'on fournit aux femmes et aux filles les moyens de réaliser un accouchement avant terme; beaucoup de journaux américains contiennent des annonces se rapportant à de pareils établissements. L'on y parle aussi facilement d'un avortement que d'une naissance régulière. En Allemagne et en Europe ces mêmes idées n'ont pas encore cours; l'auteur aussi bien que l'aide sont punis des travaux forcés par le Code pénal allemand.

Dans beaucoup de cas, l'avortement entraîne les

(1) *Etudes médicales sur l'Ancienne Rome* — Paris 1859.

conséquences les plus désastreuses; souvent il cause la mort ou mine pour toujours la santé. « Les souffrances de la grossesse et de l'accouchement le plus laborieux, sont infiniment moins grandes que celles qui suivent un avortement artificiel. (1) » Une de ses conséquences habituelles est de rendre stérile. Malgré cela il se pratique de plus en plus en Allemagne. Pendant les années 1882-1888, le nombre des cas qui, à Berlin, furent portés à la connaissance du parquet, augmentèrent de 156 %. La « chronique scandaleuse » des dernières années eut à s'occuper, plus d'une fois, de cas d'avortement qui firent grand bruit, parce que des médecins renommés et des femmes du *high life* y furent compromis.

A en juger par le chiffre croissant des offres non déguisées qui s'étalent dans les journaux, le nombre des établissements où l'on fournit aux femmes et aux filles des classes riches les moyens d'attendre dans le plus rigoureux secret les suites de leurs « fautes », augmente chaque jour.

La crainte de voir le nombre des enfants devenir trop considérable eu égard à la fortune que l'on possède et aux frais de leur entretien, amène des classes, des peuples entiers, à élever les mesures préventives à la hauteur d'un système et, dans certains cas, en fait une calamité publique. C'est ainsi qu'il est généralement constaté que le malthusianisme est pratiqué à tous les degrés de la société française. Dans peu de pays civilisés le nombre proportionnel des mariages est aussi élevé qu'en France, et dans aucun le chiffre des naissances n'est

---

(1) Dr Ed. Reich. *Geschichte und Gefahren der Fruchtabtreibung* (Histoire et dangers de l'avortement) Leipzig 1893.

aussi bas, l'augmentation de la population aussi lente. La bourgeoisie française, le petit propriétaire, le petit cultivateur suivent ce système, et le travailleur français se laisse emporter par le courant général.

Les étranges conditions de la propriété dans beaucoup de contrées de l'Allemagne, semblent avoir amené de pareilles situations. Dans le Sud-Ouest de l'Allemagne, je connais un site ravissant où se trouve une sabine dans le jardin de chaque ferme; l'on prépare un remède abortif de cet arbre. Dans d'autres parties du même pays, les paysans pratiquent le malthusianisme depuis longtemps: ils ne veulent pas morceler leur bien. Il est remarquable de voir dans quelle mesure la littérature qui décrit et préconise les moyens abortifs, augmente en étendue et en propagation. Ces livres sont évidemment pourvus d'un « sauf-conduit scientifique » et jouent du spectre menaçant de la surpopulation.

Le crime joue également son rôle à côté de l'avortement et de l'empêchement artificiel de la fécondation. En France, le chiffre des infanticides et des avortements suit une progression significative, ces deux catégories de crimes étant encore favorisés par les dispositions du Code civil français, qui interdit la recherche de la paternité. Le § 340 du Code civil dit: «La recherche de la paternité est interdite», le § 341 stipule que « la recherche de la maternité est admise. »

La loi a donc consacré l'injustice envers celle qui a été séduite. Les hommes français peuvent séduire autant de femmes et de filles qu'il leur plaît; ils sont déchargés de toute responsabilité et n'ont pas d'entretien à payer. Ces dispositions furent promulguées

sous prétexte qu'il fallait inspirer au sexe féminin la crainte de séduire les hommes. L'on voit que c'est partout l'homme faible, représentant du sexe fort, qui est séduit, mais qu'il n'est jamais séducteur. La conséquence du § 340 du Code civil fut l'article 312: « L'enfant conçu pendant le mariage a pour père ..... le mari. » Quand la recherche de la paternité est interdite, l'homme trompé doit évidemment admettre comme sien l'enfant qu'un étranger procrée chez sa femme. L'on ne peut donc pas dire que la bourgeoisie française ne resta pas conséquente. Toutes les tentatives faites pour obtenir l'abrogation du § 340 ont échoué jusqu'à présent. La bourgeoisie française, comprenant bien quelle monstruosité elle commettait en mettant, de par la loi, les femmes trompées dans l'impossibilité de s'adresser au père de l'enfant pour le nourrir, a cherché à alléger le sort de celles-ci par la création d'orphelinats. Par ces institutions, l'on n'enlève pas seulement le père mais aussi la mère aux nouveau-nés. Ils naissent orphelins. La bourgeoisie fait élever ses bâtards aux frais de l'Etat, comme « enfants de la patrie. » Merveilleuse institution.

En Allemagne l'on commence à emboîter le pas à la France. Les stipulations du Code civil de l'Empire Allemand proclament au sujet de la situation des enfants extra-conjugaux des principes, qui sont en opposition formelle avec le droit ancien qui était beaucoup plus humain.

L'on y stipule: « L'enfant illégitime n'est pas parent de son père. » L'empereur Joseph II, au contraire, proclamait l'égalité des enfants légitimes et des enfants illégitimes. « L'enfant illégitime dont la mère exerça le *conceptio plurium* pendant la fécon-

dation, n'a pas de père. » La légèreté, la faiblesse ou la misère de la mère est punie dans l'enfant. La loi ne connaît pas de père volage. « La mère a le droit et le devoir de soigner pour l'enfant extra-conjugal. Elle ne possède pas la puissance paternelle. Le père de l'enfant illégitime est obligé d'assurer à l'enfant illégitime, jusqu'à l'âge de seize ans révolus, une pension qui correspond avec la manière de vivre de la mère, y compris les frais d'éducation et d'enseignement. Cette obligation existe encore après la seizième année, lorsque l'enfant est incapable de pourvoir à son propre entretien. Le père est tenu de rembourser à la mère les frais de l'accouchement et les frais d'entretien pendant les six premières semaines après l'accouchement, ainsi que les dépenses indispensables, conséquences de la grossesse et de l'accouchement » etc.

D'après le droit civil prussien, une femme enceinte célibataire, ou une veuve de conduite irréprochable, devaient être indemnisées d'après la fortune et la situation du séducteur. Cette indemnité ne pouvait cependant excéder la quatrième partie de la fortune du séducteur. D'après ces dispositions légales, un enfant extra-conjugal possédait le droit d'exiger du père les frais d'entretien et d'éducation, mais seulement jusqu'à concurrence de la somme que nécessiterait l'éducation d'un enfant légitime de cultivateurs ou de petits bourgeois. Lorsque, en outre, les rapports extra-conjugaux avaient eu lieu moyennant promesse d'un mariage ultérieur, le juge avait toujours le droit, d'après les dispositions du Code civil prussien, d'accorder à la femme enceinte le nom et la situation du séducteur, en même temps que tous les droits d'une femme divorçant à sa demande, les

torts étant du côté du mari. Dans de pareils cas, l'enfant extra-conjugal jouissait des droits des enfants nés d'un mariage absolument légitime. Ces dispositions n'existent plus. Dans notre législation allemande, le mouvement réactionnaire est le but principal.

De 1830 à 1880, les cours d'assises françaises eurent à juger 8563 infanticides, et ce chiffre monta de 471 en 1831 à 980 en 1880. Pendant le même laps de temps, il fut prononcé 1032 condamnations pour avortements, mais 41 en 1831 et environ 100 en 1880. Naturellement ce n'est que l'immense minorité des avortements qui est connue de la justice, et seulement lorsqu'ils ont pour conséquence des maladies graves ou la mort. La population des campagnes figure dans les infanticides pour 75 %; celle des villes pour 67 % dans les cas d'avortement. A la ville, les femmes ont plus de moyens sous la main pour empêcher la naissance normale; de là un grand nombre d'avortements et relativement peu d'infanticides. A la campagne, la proportion est renversée.

Telle est l'image que nous présente la société actuelle sous le rapport des relations les plus intimes. Elle s'écarte étrangement des belles peintures que nous en font les poètes et les rêveurs poétiques, mais elle a l'avantage d'être vraie. Il faut cependant que j'y ajoute quelques traits caractéristiques. En général il n'existe aucune divergence d'opinion sur ce fait, qu'à l'heure actuelle le sexe féminin, comparé au sexe masculin, lui est généralement inférieur. Il est vrai que Balzac, qui n'était pourtant pas un ami des femmes, a déclaré: « Une femme qui a reçu une éducation masculine possède en réalité les qualités les plus brillantes et les plus fécondes pour

fonder son bonheur propre et celui de son mari » et que Gœthe, qui connaissait à coup sûr les femmes et les hommes de son temps, dit dans Wilhelm Meister's Lehrjahre (Les années d'apprentissage de Wilhelm Meister — Confessions d'une belle âme) : « On avait ridiculisé les femmes savantes et l'on ne voulait pas non plus souffrir les femmes instruites, probablement parce qu'on ne trouvait pas poli de faire honte à un aussi grand nombre d'hommes ignorants », mais cela ne change rien au fait, qu'en général les femmes sont inférieures aux hommes sous le rapport intellectuel. La différence doit exister puisque la femme est ce que les hommes, ses maîtres, l'ont faite. De tout temps, l'éducation de la femme a été plus négligée encore que celle du prolétaire, et toutes les améliorations réalisées aujourd'hui dans cet ordre d'idées, sont insuffisantes à tous égards. Nous vivons en un temps où le besoin d'échanger ses idées croît dans tous les cercles, même dans la famille ; la grande négligence dans l'éducation de la femme se présente ici comme une lourde faute, qui porte en elle son châtiment pour l'homme.

Le but principal de l'éducation de l'homme — bien qu'il ne soit pas toujours atteint — consiste à éclairer sa raison, à aiguiser sa pensée, à étendre ses connaissances pratiques, à renforcer sa volonté, bref à perfectionner ses fonctions intellectuelles. Pour la femme, au contraire, l'éducation, là surtout où elle se donne dans une large mesure, s'attache principalement à rendre plus profondes ses facultés sensitives, à lui donner une culture toute de forme et de bel esprit, qui agit au plus haut degré sur ses nerfs et sur sa fantaisie, comme par la musique, les belles-lettres, l'art et la poésie. C'est là le système le plus fou,

le plus malsain que l'on puisse appliquer; il démontre que les autorités chargées d'établir la mesure d'éducation à donner à la femme, ne se sont laissé guider que par leurs idées préconçues sur la nature du caractère féminin et sur la position inférieure qui lui est assignée. Ce qui manque à nos femmes, ce n'est ni une vie surchauffée, toute de sensations et de fantaisie, ni un renforcement de leur nervosité; la nature de la femme a été richement développée et formée dans ce sens, l'on ne pourrait donc qu'accentuer le mal. Mais si la femme, au lieu d'avoir trop de sensibilité, ce qui devient souvent désagréable, avait une bonne portion de raison juste, de faculté de penser exactement; si au lieu d'être nerveuse et timide elle avait du courage physique et des nerfs solides; si elle avait la science du monde, des hommes et des forces de la nature, au lieu de les ignorer complètement et de ne connaître que l'étiquette et le bel esprit, elle s'en trouverait bien mieux et l'homme aussi, sans doute.

En général, ce que l'on a jusqu'ici le plus nourri, et même sans mesure, c'est ce qu'on appelle la vie de l'esprit, de l'âme de la femme; on a, au contraire, empêché ou profondément négligé le développement de sa raison. Il en résulte qu'elle souffre littéralement d'une hypertrophie de la vie intellectuelle et spirituelle, qu'elle devient donc très accessible à toutes les superstitions, à toutes les croyances miraculeuses, qu'elle constitue un terrain très fertile pour toutes les charlataneries, religieuses ou autres, un instrument approprié à toutes les réactions. Le monde masculin, borné comme il l'est, s'en plaint parce qu'il en souffre personnellement, mais il n'y change rien parce

qu'il est lui-même empêtré dans les préjugés.

La plupart des femmes étant, au point de vue intellectuel, formées comme nous venons de le dépeindre, il en découle nécessairement qu'elles envisagent le monde sous un tout autre aspect que ne le font les hommes; il en résulte une différence toujours plus grande entre les deux sexes.

Aujourd'hui, la participation à la vie publique est, pour tout homme, un devoir essentiel; que nombre d'hommes ne le comprennent pas, ne change rien à l'affaire. Mais chaque jour s'élargit le cercle de ceux qui reconnaissent que la vie publique et ses institutions sont liées intimement à ce que l'on appelle les intérêts privés de chacun; que le bien ou le mal, pour l'individu comme pour la famille, dépendent beaucoup plus de l'état des institutions publiques et communes que des qualités ou des actes d'un chacun. L'on reconnaît que tous les efforts, tentés par l'homme isolé pour lutter contre des privations qui résultent de l'état des choses et constituent sa propre situation, sont absolument impuissants. Comme d'autre part la lutte pour l'existence exige des efforts plus considérables que par le passé, il faut à l'homme, pour parer à toutes les obligations qui lui incombent, une dépense de temps qui diminue notablement celui qu'il peut consacrer à la femme. La femme, par contre, en raison de l'éducation qu'elle a reçue et de sa façon d'envisager le monde, ne peut absolument pas comprendre que l'intérêt que porte l'homme aux événements publics ait un autre but que celui de se trouver en la société de ses pareils, de gaspiller son argent et sa santé, de se créer des soucis nouveaux, toutes choses dont elle aura seule le dommage. Voilà l'origine des querelles de ménage.

Le mari se voit souvent placé dans l'alternative, ou de renoncer à travailler à la chose publique et de se soumettre à sa femme, ce qui ne le rend pas plus heureux, ou de renoncer à une partie de la paix conjugale et des agréments de la famille, s'il place au-dessus de tout cela la revendication du bien-être général, qu'il sait être étroitement lié au sien propre et à celui de sa famille. S'il réussit à faire entendre raison à sa femme et à la dompter, il a franchi un rude écueil; mais cela n'arrive que rarement. En général l'homme pense que ce qu'il veut ne regarde pas la femme, et qu'elle n'y entend rien. Il ne prend pas même la peine de l'éclairer. « Tu ne comprends rien à ces choses » est sa réponse stéréotypée, quand la femme se plaint et s'étonne d'être si complétement mise de côté. Dire que les femmes ne comprennent pas, sert de prétexte au manque d'intelligence de la plupart des hommes.

Chez le prolétariat, les rapports entre l'homme et la femme sont meilleurs; tous deux reconnaissent qu'ils ont un même but et qu'il n'existe qu'un moyen pour arriver à un avenir plus supportable: la transformation totale de la société donnant la liberté à chacun. Malgré la misère et les privations, le mariage des prolétaires s'idéalise au fur et à mesure que cette conviction se propage de plus en plus parmi les femmes prolétariennes. Les deux époux ont maintenant des aspirations communes, qui deviennent une source inépuisable de plaisir et de satisfaction par l'échange d'idées, conséquence de leur lutte commune. Le nombre des femmes prolétariennes qui reconnaissent cela, augmente d'année en année. Ici se développe un mouvement, de signification énorme pour l'avenir de l'humanité.

Les différences dans l'éducation et dans les manières de voir, qui passent presque inaperçues au début du mariage quand la passion est encore prédominante, s'accentuent avec les années et se font alors d'autant plus sensibles, que la passion sexuelle s'éteint de plus en plus, et qu'elle devrait d'autant plus nécessairement faire place à l'harmonie morale entre les époux.

Abstraction faite de la question de savoir si l'homme a le sentiment de ses devoirs civiques et s'il les remplit, sa situation naturelle, ses relations professionnelles avec le dehors le mettent, dans une foule de circonstances, en rapport avec les éléments et les opinions les plus divers, et le font ainsi pénétrer dans une atmosphère intellectuelle, qui élargit le cercle de ses vues, sans qu'il y soit pour rien. Il se trouve dans une sorte de transformation intellectuelle; par contre la femme, en raison de ses travaux domestiques qui l'absorbent du matin au soir, se voit enlever ou diminuer le temps de s'instruire, même quand elle aurait des dispositions qui, naturellement, disparaissent bientôt.

Un passage de l'opuscule: « Notes marginales au livre de la vie » (1) du bourgeois Gerhard d'Amyntor, dépeint bien le genre de vie de la plupart des femmes mariées de notre époque. On y lit, entre autres, dans le chapitre intitulé : « Piqûres mortelles de moustiques » :

« Ce ne sont pas les événements les plus terribles, à l'abri desquels nul ne saurait être, la mort du mari, la ruine morale d'un enfant bien-aimé, une longue et cruelle maladie, l'écroulement d'un projet caressé

(1) Sam. Lucas — Elberfeld.

avec amour, qui détruisent chez la mère de famille tout ce qu'elle a de fraîcheur et de force, mais bien les petits soucis, chaque jour renouvelés, et qui la consument jusque dans la moëlle des os.... Que de millions de braves petites mères de famille laissent leur esprit enjoué, leur teint de roses, leur gracieux minois s'étioler et s'user dans les soins du ménage, jusqu'à ce qu'elles en soient réduites à l'état de vieilles momies ratatinées, desséchées. L'éternel retour de la question: « Que faut-il cuire aujourd'hui? », le renouvellement quotidien de la nécessité de balayer, de battre et brosser les habits, d'épousseter, tout cela, c'est la goutte d'eau dont la chute constante finit par ronger lentement, mais sûrement, l'esprit aussi bien que le corps. C'est sur le fourneau de cuisine que s'établit le plus tristement la balance entre les dépenses et les recettes, que se font les considérations les plus désolantes sur la cherté toujours croissante des vivres, et la difficulté toujours plus grande de gagner l'argent nécessaire à l'existence. Sur l'autel flamboyant où mijote le pot au feu, sont sacrifiées jeunesse et innocence, beauté et bonne humeur. Et qui pourrait reconnaître dans la vieille cuisinière à l'œil cave, courbée sous les soucis, la jeune mariée jadis joyeuse et rayonnante sous la coquette parure de sa couronne de myrte.

« Déjà les anciens tenaient le foyer pour sacré, et plaçaient auprès de lui les Lares et les dieux tutélaires; qu'il nous soit sacré aussi le foyer sur lequel la ménagère allemande, toute à son devoir, offre sa vie en un long sacrifice pour tenir la maison toujours confortable, la table mise et la famille en bonne santé. »

Voilà tout ce que le monde bourgeois offre en fait de consolations à la femme, que l'ordre de choses actuel mène misérablement à sa perte.

Chez les femmes, auxquelles la situation pécuniaire ou sociale donne plus de liberté, l'éducation faussée, toute dans un sens et superficielle, unie aux facultés caractéristiques héréditaires du sexe féminin, se fait valoir plus impérieusement. Elles n'ont presque de pensées que pour les choses extérieures, ne songent qu'à la toilette, et cherchent leur occupation et leur satisfaction dans la culture d'un goût dépravé, en sacrifiant aux passions du luxe le plus exubérant. Souvent elles n'ont guère de goût pour les enfants et pour leur éducation, et abandonnent cela autant que possible à la nourrice et aux domestiques, plus tard au pensionnat. De leurs filles elles feront des minaudières, de leur fils des membres de la jeunesse dorée, parmi laquelle se développe cette classe d'hommes, qu'on peut mettre sur un même rang avec les souteneurs. Cette jeunesse dorée fournit également un contingent important pour la séduction des filles de la classe ouvrière, ne cherche sa profession que dans la paresse et dans la débauche.

Autres obstacles et difficultés au mariage. — La proportion numérique des sexes : ses causes et ses effets.

Dans les diverses situations que nous venons de décrire, il s'est formé chez la femme, à côté de qualités caractéristiques, des défauts qui, transmis par hérédité de génération en génération, ont pris un développement toujours plus considérable. Les

hommes s'arrêtent volontiers à ce fait, oubliant qu'ils en sont eux-mêmes la cause et qu'ils y ont, par leur manière d'agir, prêté la main. A ces défauts de la femme appartiennent ce qu'on lui reproche tant, sa volubilité de langage, sa manie de cancaner, sa disposition à tenir des conversations interminables sur les choses les plus vides et les plus insignifiantes, sa préocupation de tout ce qui est purement extérieur, sa passion de la toilette et de la coquetterie, son faible qui en résulte pour toutes les folies de la mode, enfin sa facilité à prendre de l'ombrage ou de la jalousie de ses congénères.

Ce sont là des défauts qui, se faisant déjà remarquer chez le sexe féminin, bien qu'à des degrés différents, dès l'âge le plus tendre, peuvent être considérés comme essentiellement héréditaires, et que notre système d'éducation contribue encore à développer. Qui a été élevé d'une façon absurde ne peut pas élever les autres d'une manière sensée.

Si l'on veut se rendre un compte exact des causes originelles et du développement ultérieur des qualités et des défauts des sexes ou même de peuples entiers, il faut employer la même méthode, en référer aux mêmes lois qu'appliquent les sciences physiques et naturelles modernes dans leurs recherches sur l'origine et le perfectionnement des genres et des espèces, sur leurs propriétés caractéristiques dans le monde organique. Ce sont les besoins matériels de la vie qui à un très haut degré imposent à tout être vivant ses propriétés de caractère; il est amené à s'adapter aux conditions d'existence qui sont et qui, doucement, passent dans sa nature.

L'homme ne saurait faire exception à ces lois, qui régissent tous les êtres vivants dans la nature

entière (1); il n'est pas en dehors de celle-ci, et considéré au point de vue physiologique, il n'est que l'animal le plus perfectionné. Mais l'on ne veut guère, encore aujourd'hui, le reconnaître. Dans cet ordre d'idées les anciens, il y a des milliers d'années, et bien qu'ils ne connussent rien des sciences naturelles modernes, avaient dans nombre de choses touchant à l'humanité des façons de voir bien plus sensées que nous, et — c'est là le point essentiel — ils mettaient en pratique leurs idées basées sur l'expérience. On entend si souvent parler aujourd'hui, avec une admiration enthousiaste, de la grande beauté et de la vigueur des hommes et des femmes libres de la Grèce ! Et l'on ne voit pas que l'heureux climat et la nature enchanteresse du pays, baigné par la mer, aux mille ports, ne furent pas seuls à influer sur la vie et le développement de la population, mais qu'à leur action bienfaisante se joignait encore et surtout celle des principes de perfectionnement physique et d'éducation appliqués avec logique, et par loi de l'Etat, à tous les êtres nés libres, principes calculés de toute manière à unir la beauté, la vigueur et l'égalité physiques à l'élasticité et à la finesse de l'esprit. Et si, en ce qui concernait l'éducation intellectuelle, la femme était fort négligée en comparaison de l'homme, il n'en était pas de même au point de vue du développement physique (2). A Sparte, par exemple, où l'on alla le plus loin dans le perfectionnement physique des deux

(1) Voir l'avis de Krafft-Ebing, page 163.

(2) C'est ainsi que Platon, dans sa « République », demande que les femmes soient élevées de la même façon que les hommes, et il réclame pour les chefs de son Etat idéal une sélection soigneuse. Aristote pose en principe fondamental de l'éducation que « le corps doit être façonné d'abord, l'esprit ensuite. »

sexes, garçons et filles allaient tout nus jusqu'à ce qu'ils fussent nubiles, et se livraient en commun aux exercices du corps, aux jeux et à la lutte. L'exposition constante de la nudité du corps humain, la façon naturelle dont on en usait avec les choses naturelles, avaient aussi l'avantage d'empêcher la production de cette surexcitation sensuelle, que fait naître artificiellement, aujourd'hui, la séparation, dès l'enfance, des deux sexes.

La constitution physique et le fonctionnement des organes particuliers de chacun des deux sexes n'étaient pas un secret pour l'autre. Il n'y avait donc aucune place pour les mots à double entente. La nature restait la nature. Un sexe admirait les beautés de l'autre. Et il faut que l'humanité en revienne à la nature et au commerce naturel des sexes, il faut qu'elle rejette loin d'elle les malsaines conceptions spiritualistes de l'être humain, qui priment aujourd'hui.

Ce sont des idées diamétralement opposées, surtout en ce qui concerne l'éducation de la femme, qui l'emportent chez nous en ce moment. Que la femme doive, elle aussi, avoir de la force physique, du courage et de la résolution, on le tient encore couramment pour une hérésie, pour quelque chose « d'anti-féminin », bien que personne ne puisse nier que, grâce à de pareilles qualités, la femme pourrait se protéger contre une foule d'injustices et de désagréments, grands et petits.

La femme, au contraire, est entravée dans son développement physique aussi bien que dans son développement intellectuel. Son costume peu pratique joue un véritable rôle. Il entrave la femme dans sa croissance corporelle, et cependant les

médecins, à quelques exceptions près, ne s'élèvent pas contre ce costume dont ils connaissent très bien tous les inconvénients. La crainte de déplaire les oblige à se taire; quelques-uns même flattent ces folies. Le costume moderne gêne ensuite le libre emploi des forces de la femme, éveille chez elle un sentiment d'impuissance et de faiblesse. Ce costume est, en outre, un grand danger pour l'entourage, car à la maison aussi bien qu'à la rue, la femme soulève des masses de poussière. La séparation rigoureuse des sexes dans les rapports sociaux et à l'école, une méthode d'éducation qui repose entièrement sur les idées spiritualistes que le christianisme a profondément implantées en nous pour tout ce qui a trait à la nature humaine, favorisent ces errements.

Il est impossible que la femme, dont le développement physique est resté incomplet, dont on a faussé les facultés intellectuelles dans leur perfectionnement, qu'on a confinée dans le cercle d'idées le plus étroit et qui n'a de relations qu'avec les êtres de son sexe qui lui tiennent de plus près, s'élève au-dessus des banalités des habitudes quotidiennes. Son horizon intellectuel reste éternellement borné aux étroites limites des choses du ménage, aux occupations domestiques et à tout ce qui s'y rattache. Il en résulte une tendance à bavarder, à disserter à perte de vue sur les choses les plus insignifiantes, car les qualités intellectuelles qui vivent en elle tendent à se faire jour et à s'exercer, de quelque manière que ce soit. Et l'homme que tout cela empêtre souvent dans des affaires désagréables et met au désespoir, se répand en malédictions et en anathèmes contre les défauts dont il a, lui, le « roi de la création », le plus lourd sur la conscience.

La femme étant rattachée au mariage par toutes les fibres de son existence, il est fort naturel que tout ce qui touche à l'union conjugale tienne dans sa conversation et dans ses aspirations une place si importante. D'autre part, physiquement faible qu'elle est, subordonnée à l'homme par les mœurs et par les lois, la langue est la seule arme qu'elle puisse employer, et elle en use. Il en est de même pour sa coquetterie et son amour de la toilette, dont on lui a fait tant de reproches et qui ont atteint, dans les folies de la mode, un degré si effrayant, faisant le désespoir des pères et des maris, sans que ceux-ci puissent rien de sérieux contre ces défauts.

L'explication; dans ce cas encore, est facile.

La femme est aujourd'hui avant tout un objet de jouissance pour l'homme; subordonnée au point de vue économique, il lui faut considérer dans le mariage sa sécurité; elle dépend donc de l'homme, devient parcelle de sa propriété. Sa situation est rendue plus défavorable encore parce que, en règle générale, le nombre des femmes est supérieur à celui des hommes — chapitre sur lequel nous reviendrons. Cette disproportion excite la concurrence entre les femmes, concurrence rendue plus âpre encore par le fait que nombre d'hommes, pour toutes sortes de raisons, ne se marient pas. C'est ainsi que la femme est obligée, en donnant à son extérieur l'allure la plus avantageuse possible, d'entamer avec toutes ses congénères la « lutte pour l'homme ».

Que l'on songe maintenant que toutes ces disparités entre les deux sexes ont duré pendant des centaines de générations, et l'on ne s'étonnera plus de ce que, suivant les lois de l'hérédité et de l'évolu-

tion, les mêmes causes ayant toujours produit les mêmes effets, les phénomènes que nous avons exposés aient fini par revêtir leur forme extrême d'aujourd'hui. Ajoutez qu'à aucune époque précédente les femmes ne se firent entre elles, pour trouver un mari, une concurrence aussi acharnée qu'aujourd'hui; cela tient en partie aux causes que nous aurons à exposer ultérieurement, et qui ont contribué à rendre plus considérable que jamais la supériorité du nombre des femmes par rapport à celui des hommes à marier. Enfin les difficultés toujours plus grandes à s'assurer des moyens suffisants d'existence, ainsi que les nécessités sociales, renvoient de plus en plus la femme au mariage comme à une « institution de refuge ».

Les hommes se complaisent volontiers dans cette situation et en retirent tous les avantages. Il plaît à leur égoïsme, à leur orgueil, à leur intérêt de jouer le rôle du plus fort et du maître, et, comme tous les despotes, ils se laissent difficilement influencer par des motifs puisés dans la raison. L'intérêt qu'ont les femmes à s'agiter pour arriver à un état de choses qui les délivre d'une situation indigne d'elles, n'en est que plus évident. Elles n'ont pas plus à compter sur les hommes, que les travailleurs n'ont à compter sur la bourgeoisie.

Si l'on examine, en outre, le caractère que revêt, sur d'autres terrains, le terrain industriel par exemple, la lutte pour la prépondérance; si l'on considère les moyens vils et souvent criminels qui sont employés quand plusieurs entrepreneurs sont en présence, et comment s'éveillent les passions de la haine, de l'envie, de la calomnie, on trouve l'explication de ce fait que la « lutte pour l'homme », menée par les

femmes entre elles, revêt un caractère absolument analogue. C'est ainsi que, comparativement, les femmes peuvent bien moins se supporter entre elles que les hommes, et que même les meilleures amies se prennent facilement de querelle, quand il s'agit de questions comme leur prestige auprès de l'homme, de plus ou moins d'attraits de leur personne. De là la constatation, que partout où deux femmes se rencontrent, même si elles ne se connaissent ni d'Eve ni d'Adam, elles se dévisagent toujours comme deux ennemies, et que, d'un seul coup d'œil, chacune a découvert si l'autre a employé trop de fard, chiffonné un nœud de travers, ou commis dans sa toilette quelque faute capitale de même nature. Dans leurs deux regards se lit involontairement le jugement que l'une porte sur l'autre. C'est comme si chacune voulait dire à l'autre : « Je me suis tout de même mieux entendue que toi à me parer et à détourner les regards ».

D'un autre côté, la femme est naturellement plus impulsive que l'homme; elle réfléchit moins, est moins égoïste, plus naïve, mais par contre beaucoup plus passionnée. Ce caractère trouve son expression dans le profond esprit de sacrifice et de dévouement, avec lequel la mère lutte pour son enfant, ou soigne ses proches, surtout en cas de maladie. La vilaine expression de ce caractère est surtout influencée, favorisée, opprimée ou modifiée par les situations sociales. La même passion qui, dans des conditions défavorables devient une faute, sera une source de bonheur dans des conditions favorables. A Fourrier revient le mérite d'avoir démontré d'une façon lumineuse, comment une passion humaine amène de tout

autres résultats, quand les circonstances se modifient (1).

A l'influence d'une éducation intellectuelle faussée, viennent se joindre les effets non moins considérables d'une éducation physique mal comprise ou incomplète sous le rapport du rôle naturel de la femme. Tous les médecins sont d'accord pour constater que la préparation de la femme à ses fonctions de mère et d'éducatrice laisse beaucoup à désirer. « On exerce le soldat au maniement des armes et l'ouvrier à celui des outils; tout emploi exige ses études; le moine lui-même a son noviciat. Seule, la femme n'est pas dressée à l'accomplissement de ses graves devoirs maternels » (2). Les neuf dizièmes des jeunes filles qui ont en général l'occasion de se marier, entrent dans la vie conjugale avec une ignorance absolue de la maternité et des devoirs dans le mariage. La crainte incompréhensible qu'ont les mères d'entretenir leurs filles, arrivées à leur développement, des fonctions si importantes du sexe, laisse celles-ci dans l'ignorance la plus complète de leurs devoirs envers elles-mêmes et envers leurs maris. En entrant dans le mariage, la jeune fille pénètre dans un pays qui lui est totalement inconnu; elle s'en fait le plus souvent par les romans les moins recommandables, une image fantaisiste qui rime avec la réalité comme hallebarde et miséricorde (3).

---

(1) *Charles Fourier, sein Leben und seine Theorien* (Vie et théories de Charles Fourier) par A. Bebel.

(2) *Die mission unseres Jahrhunderts* (La mission de notre siècle). Etude sur la question des femmes par Irma von Troll-Borostyani (Presbourg et Leipzig).

(3) Alexandre Dumas fils raconte dans *Les femmes qui tuent et les femmes qui votent* : « Il y avait dans l'Eglise catholique un grand prélat qui me faisait quelquefois l'honneur de philosopher avec moi en dehors du dogme ». Il lui

Le manque de connaissances domestiques, qui sont pourtant nécessaires à la femme au point où les choses en sont encore aujourd'hui, et bien qu'on l'ait soulagée, pour des raisons que j'ai déjà exposées, de certains travaux dont on la chargeait jadis, est souvent un motif de discorde. Les unes ne connaissent rien du ménage parce qu'elles s'estiment d'une essence supérieure, et croient que c'est la besogne exclusive des domestiques; d'autres, la grande masse, furent empêchées par les causes sociales générales de se former comme ménagères; elles doivent travailler à l'atelier du matin au soir. Les situations et leur développement tuent le ménage; il ne se maintient que par des sacrifices insensés en temps et en argent.

Un autre motif qui empêche pas mal d'hommes de remplir le but du mariage, ressort de la constitution physique de nombre de femmes. Une éducation absurde, de tristes conditions sociales dans leur genre de vie, leur logement, leur travail, créent des êtres féminins qui ne sont pas mûrs pour les devoirs physiques du mariage. A bon escient l'on peut parler d'un siècle nerveux; mais la nervosité marche de pair avec la dégénérescence physique. Surtout chez les femmes, l'anémie et la nervosité sont généralement répandues. Ceci devient de plus en plus une

---

dit au cours d'une conversation : « J'ai pu constater que sur cent jeunes filles dont j'avais fait l'éducation religieuse et qui se mariaient, il y en avait au moins quatre-vingts qui, en revenant me voir, après un mois de mariage, me disaient qu'elles regrettaient de s'être mariées ». Cela paraît très probable. La bourgeoisie voltairienne de France croit pouvoir accorder avec sa conscience de faire élever ses filles dans les couvents; elle part de ce point de vue que la femme ignorante est plus facile à mener que la femme instruite. Des conflits et des désillusions en résultent forcément. Laboulaye conseille même directement de maintenir la femme dans une ignorance relative, lorsqu'il écrit : « Notre empire est détruit, si l'homme est reconnu ».

calamité sociale, et ne pourra manquer de conduire l'humanité à sa perte si la réforme de notre organisation sociale ne se réalise pas avant quelques générations (1).

En vue de sa destination sexuelle, l'organisme féminin exige des soins particuliers et surtout une alimentation solide, et à de certaines époques une grande prudence. Pour la grande majorité du sexe féminin, ces conditions n'existent pas, et ne peuvent se réaliser dans les situations actuelles. La femme s'est tellement habituée à la misère, que nombre de ses congénères croient que c'est par exemple un devoir conjugal de réserver les meilleurs morceaux au mari, et de se contenter d'une nourriture moins substantielle. De même l'alimentation des garçons est en général mieux soignée que celle des filles. Il est généralement admis, que la femme peut se contenter d'une nourriture moins solide et moins abondante que celle de l'homme. C'est là qu'il faut chercher la cause du triste spectacle, que surtout notre jeunesse féminine offre aux gens compétents (2). Un grand nombre de nos jeunes femmes sont faibles de corps, anémiques et excessivement nerveuses. Les conséquences sont : menstruations difficiles, maladies qui vont jusqu'à les rendre impropres à la

(1) D'après des constatations de la Clinique viennoise, la paralysie augmente plus rapidement chez les femmes que chez les hommes. Sur cent malades l'on trouve : En 1873-77 15,7 hommes paralysés et 4,4 femmes paralysées; en 1888-92 19,7 hommes paralysés et 10 femmes paralysées. Vers 1860 il y avait en moyenne une femme sur 8 hommes paralysés; maintenant il y a une femme paralysée sur 3,49 hommes paralysés au Danemark, sur 3,22 dans l'Italie centrale et méridionale, sur 2,89 en Angleterre, sur 2,77 en Belgique et sur 2,40 en France. (*Wiener Arbeiter Zeitung*, Journal ouvrier viennois, 31 janvier 1895.)

(2) Pour plus amples renseignements, voir *Das Frauenbuch* (Le livre de la femme) par Mme H. S. Adams, médecin à Stuttgart.

procréation ou à l'allaitement, sauf au péril de leur vie. « Si cette dégénérescence de nos femmes se poursuit longtemps dans la même mesure, il faudra douter que l'homme intellectuel appartienne encore aux mammifères » (1).

Au lieu d'une compagne bien portante et de belle humeur, d'une mère féconde, d'une épouse veillant à tous les besoins du ménage, l'homme n'a qu'une femme malade, aux nerfs surexcités, pour laquelle le médecin ne sort pas de la maison, qui ne peut supporter un courant d'air frais ni le moindre bruit. Je ne veux pas m'étendre davantage sur cette situation; chacun a dans le cercle de ses connaissances assez d'exemples, pour pouvoir faire un tableau plus complet.

Des médecins expérimentés affirment, que la plus grande moitié des femmes mariées surtout dans les villes, se trouvent dans des conditions physiques plus ou moins anormales. Selon le degré du mal et le caractère des conjoints, de pareilles unions sont nécessairement malheureuses, et elles donnent au mari, dans l'opinion publique, le droit de se permettre des libertés extra-conjugales qui, connues de la femme, ne la rendent pas plus heureuse. Souvent aussi, la complète différence dans les appétits sexuels crée chez les couples des dissentiments profonds, sans que la séparation, si souhaitable dans ce cas, soit possible pour différents motifs.

Il n'est d'ailleurs un secret pour personne, qu'un nombre considérable d'hommes sont coupables des maux corporels, dont souffrent les femmes. Beaucoup d'hommes souffrent de maladies chroniques

(1) Dr F. B. Simon. *Die Gesundheitspflege des Weibes* (L'hygiène de la femme) Deuxième édition, page 239. Stuttgart, 1893. J. H. W. Dietz.

des organes sexuels, conséquences d'excès ; ils ne les soignent guère parce qu'ils n'amènent pas de trop grands désagréments. Mais dans le commerce sexuel avec l'épouse, se constatent chez elle des maladies très désagréables, d'une influence néfaste ; elles se remarquent déjà peu après le mariage, et augmentent la stérilité. En règle générale, la malheureuse ne soupçonne pas la cause de la maladie qui lui opprime le moral, qui gâte sa vie et annule le but du mariage. Elle s'adresse des reproches pour une situation qu'elle ne doit qu'au mari. Plus d'une femme bien portante commence, après le mariage, une vie maladive, dont la cause lui échappe aussi bien qu'à ses proches, car le médecin doit garder le secret. « Il résulte de nouvelles expérimentations que cette circonstance — qu'ensuite de blennorragie la semence masculine ne possède plus de cellules fécondantes, et que l'homme est pour toujours incapable de procréer des enfants — est une cause très fréquente de stérilité conjugale, en opposition avec l'ancienne tradition des maîtres de la création, qui sont toujours disposés à mettre la stérilité au compte de la femme. » (1)

Nous avons donc passé en revue une foule de raisons les plus diverses qui, dans la plupart des cas, ne permettent pas à la vie conjugale actuelle d'arriver à être ce qu'elle doit. C'est donc à tous égards une proposition d'une efficacité douteuse, que celle de ces gens, même savants, qui croient en finir avec les tendances émancipatrices de la femme

(1) Dr F. B. Simon, op. cit. page 255. Simon consacre une étude assez étendue à cette situation, et au thème pourquoi tant de femmes deviennent malades après le mariage, sans soupçonner la cause. Il dit de bonnes vérités à notre monde masculin.

en la renvoyant à cette union conjugale qui, de plus en plus, devient un leurre en raison de notre état social, et qui répond de moins en moins à son véritable but.

Mais un semblable conseil, inconsciemment applaudi par la majorité des hommes, tourne à la plaisanterie la plus amère quand ces conseillers et leurs claqueurs font exactement le contraire. Schopenhauer, le fameux philosophe, n'a pas non plus la moindre compréhension de la femme et de sa situation. La façon dont il s'exprime parfois est non seulement impolie, elle devient grossière. C'est ainsi qu'il dit : « La femme n'est pas appelée aux actions d'éclat. Sa caractéristique n'est pas d'agir, mais de souffrir! Elle remplit son devoir de la vie par les douleurs de l'enfantement, par les soins à donner à ses petits, *par sa soumission à l'homme*. Les manifestations les plus intenses de la force vitale et du sentiment lui sont interdites. Sa vie doit être plus tranquille et plus insignifiante que celle de l'homme. La femme est appelée à soigner et à élever l'enfant, parce que, puérile elle-même, elle reste pendant toute sa vie un grand enfant, une sorte d'intermédiaire entre l'enfant et l'homme qui, lui, est le véritable être humain... Les jeunes filles doivent être élevées en vue de la vie domestique et de la soumission... Les femmes sont les « philistins » les plus enracinés et les plus inguérissables ».

L'ouvrage de Lombroso C et de Ferrero G : « La femme criminelle et la prostituée » (1), est conçu dans l'esprit de Schopenhauer. Nous ne connaissons pas d'ouvrage scientifique de pareille étendue — il

(1) Traduction Louise Meille, revue par M. De Saint-Aubin. Edition F. Alcan, Paris.

comprend 680 pages — qui fournit du matériel aussi peu sérieux sur la matière traitée. Les statistiques, qui amènent les conclusions les plus risquées, sont pour la plupart très incomplètes. Un millier de cas suffisent bien souvent aux auteurs, pour en tirer les conséquences les plus importantes. Fait caractéristique : le meilleur matériel de l'ouvrage nousest fourni par une femme, Mme Dr Tarnowskaja. L'on néglige complètement l'influence des situations sociales et de la culture. Tout est jugé d'un point de vue psychophysiologique; nombre de données ethnographiques concernant les peuplades les plus diverses sont accueillies, sans qu'on cherche à pénétrer plus avant dans la nature de ces données. Tout comme chez Schopenhauer, la femme, d'après les auteurs, est un grand enfant, une menteuse par excellence, au jugement borné, indulgente en amour, incapable d'une action héroïque. L'infériorité de la femme est démontrée par un grand nombre de différences et de propriétés corporelles.

« L'amour féminin n'est autre chose au fond qu'une face secondaire de la maternité..... tous les sentiments d'affection qui lient la femme à l'homme viennent non pas tant de l'influence sexuelle, que des instincts de dévouement et de suggestion acquis par adaptation » (1). Comment ces instincts furent acquis par adaptation, est une chose que les auteurs négligent de rechercher; alors ils devraient s'occuper de la situation sociale de la femme dans le cours des siècles, situation qui la fit ce qu'elle est actuellement. Il est vrai que les auteurs nous dépeignent l'esclavage et les situations dépen-

(1) Page 123.

dantes de la femme chez les différents peuples et pendant les différentes périodes de la culture humaine. Mais en darwinistes munis d'œillères, ils déduisent tout des causes physiologiques, oubliant les causes sociales et économiques qui exercent la plus grande influence sur le développement physiologique et psychologique de la femme.

Les auteurs parlent de la vanité de la femme, et montrent que chez les peuples peu civilisés ce sont les hommes, et que chez les peuples plus civilisés ce sont les femmes qui constituent le sexe le plus vaniteux. Mais pourquoi et comment ? La réponse est toute simple. Chez les peuples peu civilisés le matriarcat existe encore ou a disparu depuis peu. Le rôle que joue la femme chez ces peuplades, la dispense de la nécessité de plaire à l'homme; l'homme au contraire doit plaire à la femme, et c'est pourquoi il se pare et devient vaniteux. Chez les peuples plus civilisés, à part quelques exceptions, c'est au contraire la femme qui essaie de plaire à l'homme, quoique rarement la femme prenne l'initiative et s'offre à lui. Les convenances le lui défendent : mais cette offre se fait en réalité par les actes de la femme, par la richesse de sa toilette, par le luxe qu'elle déploie, par l'art avec lequel elle se pare, se présente en compagnie, coquette. Elle est obligée de se conduire ainsi par la disproportion entre le nombre des hommes et des femmes, et par la nécessité sociale de considérer le mariage comme un port de refuge ou comme une institution qui, seule, lui permet de satisfaire ses appétits sexuels. Ici encore, ce sont donc exclusivement des causes économiques et sociales qui font apparaître, tantôt chez l'homme, tantôt chez la femme, une propriété

qui est généralement considérée comme absolument indépendante des conditions économiques ou sociales. De tout ceci l'on peut conclure que, lorsque la société assurera des situations qui annulent toute dépendance d'un sexe de l'autre, qui assurera une liberté égale aux deux sexes, la vanité et les folies de la mode disparaîtront aussi bien que tous les vices que nous estimons être indéracinables, parce que soi-disant innés à l'homme.

En ce qui concerne Schopenhauer en particulier, il juge la femme en philosophe, comme la plupart de nos anthropologistes et médecins. Schopenhauer ne fut jamais marié; il n'a donc pas contribué par lui-même à ce qu'une femme de plus payât à la vie la dette qu'il leur assigne. Et nous en venons ici au revers de la médaille, qui n'en est à aucun titre le plus beau côté.

Beaucoup de femmes ne se marient pas, parce qu'elles ne le peuvent pas; chacun le sait. Les mœurs leur interdisent le choix; elles doivent se laisser rechercher, c'est à dire choisir; elles n'ont pas le droit de rechercher elles-mêmes. Aucun prétendant ne se trouve-t-il ? La femme entre alors dans la grande armée de ces malheureuses qui ont manqué le but de leur vie et qui, faute d'une situation matérielle assurée, sont livrées au besoin, à la misère, et trop souvent à la honte. Ceux qui connaissent les causes de la disproportion numérique des sexes sont la minorité, et n'en connaissent même pas toute l'importance réelle. La plupart prétendent de suite, que l'on procrée trop de filles. Ceux qui prétendent cela sont mal renseignés. D'autres, voyant le grand nombre de femmes exclues du mariage, en concluent qu'il ne reste plus qu'à intro-

duire la polygamie. Sans s'arrêter à la façon dont nos mœurs, qui ne pourront jamais se concilier avec la polygamie, nous font envisager les choses, elle constitue pour la femme, dans toutes les conditions, une déchéance. Ce qui n'a pas empêché Schopenhauer, dans son dédain et son mépris de la femme, de déclarer tout net que « la polygamie est un bienfait pour le sexe féminin, pris dans son ensemble ».

Beaucoup d'hommes ne se marient pas, parce qu'ils croient ne pas pouvoir entretenir une femme, et les enfants probables. Pour la même raison, l'immense majorité des hommes mariés ne pourraient entretenir deux femmes. Quant au très petit nombre de ceux qui le peuvent, il n'y a pas à s'en occuper, ils ont déjà pour la plupart deux ou plusieurs femmes : une légitime et une ou plusieurs illégitimes. Privilégiés par leur fortune, ceux-ci ne se laissent pas plus arrêter par des considérations morales que par les lois pour faire ce qui leur plaît. Même en Orient, où la polygamie est, depuis des siècles, reconnue par les mœurs et par les lois, les hommes qui ont plus d'une femme ne forment que la minorité. Ainsi, l'on parle souvent de l'action démoralisatrice de la vie de harem en Turquie, et de la dégénérescence de la race qui en résulte. Mais on oublie que cette vie de harem n'est possible qu'à une partie infime de la population masculine, et encore exclusivement aux classes dirigeantes, tandis que la masse du peuple vit dans la monogamie. Vers 1870, il y avait à Alger, sur 18,282 mariages, 17,319 mariages monogames, 888 bigames et seulement 75 polygames. On peut admettre que Constantinople, la capitale de l'empire turc, ne donnerait pas de résultat sensiblement différent. Parmi la popula-

tion des campagnes orientales, la proportion est encore plus favorable à la monogamie. En Orient comme chez nous, les considérations d'ordre matériel obligent la plupart des hommes à se contenter d'une seule femme. Et même si les conditions matérielles de l'existence étaient les mêmes pour tous les hommes, la polygamie n'en serait pas davantage applicable, parce qu'alors il n'y aurait pas assez de femmes dans la population. Dans des conditions normales, le nombre d'individus de chacun des sexes étant presque égal, la monogamie est tout indiquée.

Pour le prouver, nous donnons les tableaux suivants, publiés par Bücher dans les « Archives statistiques générales » (1). Il y a lieu de faire une différence, dans ces tableaux, entre la population recensée et la population par estimation; là où la population fut recensée, la chose est renseignée expressément.

Ces tableaux indiquent clairement comment les sexes se partagent la surface du globe terrestre. Le résultat sera surprenant pour beaucoup. A l'exception de l'Europe, où il y a 1024 femmes par 1000 hommes, le contraire se constate dans toutes les autres parties du monde. Si l'on admet que, même dans les parties du monde où se fit un recensement, celui des femmes se fit d'une façon incomplète — ce qui doit être admis par exemple pour tous les pays mahométans, où la population féminine indiquée est certainement moins nombreuse que celle existant en réalité — il reste cependant incontestable que, abstraction faite de quelques

(1) Karl Bücher. *De la dispersion des deux sexes sur la terre.* Conférence, donnée le 6 janvier 1892 à la Société de géographie et de statistique de Francfort A. M. (*Archives statistiques générales, 1892*). Deuxième année.

pays Européens, le nombre des femmes ne dépasse nulle part celui des hommes d'une façon quelque peu sensible.

Les proportions sont tout autres en Europe, qui nous intéresse particulièrement. Ici, la population féminine est partout plus nombreuse, sauf en Italie et dans les pays du Sud-est : la Bosnie, l'Herzégovine, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie et la Grèce. Pour les grands pays, la proportion est la plus favorable en France : 1000 hommes pour 1002 femmes; puis en Russie : 1000 hommes pour 1009 femmes; le Portugal, la Norvège et la Pologne donnent au contraire 1076 femmes pour 1000 hommes comme proportion la plus défavorable. Puis nous avons la Grande Bretagne et l'Irlande : 1000 hommes pour 1060 femmes. L'Allemagne et et l'Autriche occupent le milieu : 1000 hommes pour 1039 et 1047 femmes.

	Année du recensement	HOMMES	FEMMES	Population totale	Nombre des femmes pour 1000 hommes
1. Europe					
Grande Bretagne et Irlande . .	1891	18.388.756	19.499.397	37.888.153	1060
Danemark et Féroë . .	1890	1 065.447	1.119.712	2.185.159	1052
Norvège	1891	951.496	1.037.501	1.988.997	1090
Suède	1890	2.317.105	2.467.570	4.784.675	1065
Finlande	1889	1.152.111	1.186.293	2.338.404	1030
Russie	1886	42.499.324	42.895.885	85.395.209	1009
Pologne	1886	3.977.406	4.279.156	8.256.562	1076
Empire allemand. . .	1890	24.231.832	25.189.232	49.421.064	1039
Autriche	1880	10.819.737	11.324.507	22.144.244	1047
Hongrie	1880	7.799.276	7.939.192	15.738.468	1019
Lichtenstein	1886	4.897	4.696	9.503	959
Luxembourg	1890	105.419	105.669	211.088	1002
Pays-Bas	1889	2.228.487	2.282.928	4.511.415	1024
Belgique	1890	3.062.656	3.084.385	6.147.041	1007

	Année du recensement	HOMMES	FEMMES	Population totale	Nombre des femmes pour 1000 hommes
I. Europe (*Suite*)					
Suisse	1888	1.427.377	1.506.680	2.934.057	1055
France	1886	18 900.312	19.030.447	37.930.759	1007
Espagne et Iles Canaries	1887	8.608.532	8.950.776	17.559.308	1039
Gibraltar (population civile)	1890	9.201	9.326	18.527	1013
Portugal	1878	2.175.829	2.374.870	4.550.699	1091
Italie	1881	14.265.383	14.194.245	28.459.628	995
Bosnie-Herzégovine	1885	705.025	631.066	1.336.091	895
Serbie	1890	1.110.731	1.052.028	2.162.759	947
Bulgarie	1881	1.519.953	1.462.996	2.982.949	962
Roumanie	1860	2.276.558	2.148.403	4.424.961	944
Grèce	1889	1.133 625	1.053.583	2.187.208	929
Malte	1890	82.086	83.576	165.662	1018
Total de la population recensée.	—	170.818.561	174.914.119	345.732.680	1024
II. — Amérique					
Groënland danois	1888	4.838	5.383	10.221	1112
Amérique britannique	1881	2.288.196	2.229.735	4.517.931	974
Etats Unis d'Amérique.	1880	25.518.820	24.636.063	50.155.783	965
Iles Bermudes	1890	7.767	8.117	15.884	1046
Mexique	1882	5.072.054	5.375.920	10.447.974	1060
Amérique du Nord et Iles ensemble	—	32.891.675	32.256.118	65.147.793	981
Nicaragua	1883	136.249	146.596	282.845	1076
Honduras Britannique.	1881	14.108	13.344	27.452	946
Cuba	1877	850.520	671.164	1.521.684	789
Porto Rico	1877	369.054	362.594	731.648	983
Indes Anglaises	1881	589.012	624.132	1.213.144	1060
» Françaises.	1885	176.364	180.266	356.630	1022
Possessions Danoises	1880	14.889	18.874	33.763	1268
Curaçao	1889	20 234	25.565	45.799	1263
Amérique Centrale et Indes ensemble	—	2.170.430	2.042.535	4.212.965	941
Guyane Anglaise,	1891	151.759	126.569	278.328	834
» Française	1885	15.767	10.735	26.502	681
» Neérlandaise	1889	30.187	28.764	58.951	953
Brésil	1872	5.123.869	4.806.609	9.930.478	938
Chili	1885	1 258.616	1.268.353	2.526 969	1008
Iles Falkland	1890	1.086	703	1.789	647
Amérique du Sud ensemble.	—	6.581.284	6.241.733	12.823.017	949
Total de la population recensée de l'Amérique	—	41.643.389	40.540.386	82.183.775	973

	Année du recensement	HOMMES	FEMMES	Population totale	Nombre des femmes pour 1000 hommes
III. — Asie					
Caucase russe	1885	3.876 868	3.407.699	7.284.567	879
Sibérie sans Amouret	1885	2.146.411	2.002.879	4.149.290	933
Province Uralsk	1885	263.915	263 686	527.601	999
Gouvernement de la Steppe	1885	926.246	781.626	1.707.872	844
Province Fergana	1885	365.461	350.672	716.133	959
» Sjamarkand	1885	335 530	305.616	641.146	911
Total des possessions russes	—	7.914.431	7 112.178	15.026.609	899
Indes britanniques	1891	112.150.120	108.313.980	220.464.100	966
Etats tributaires (ceux connus)	1891	31.725.910	29.675.150	61.401.060	935
Hongkong	1889	138.033	56.449	194:482	409
Ceylan	1881	1.473.515	1.290.469	2.763.984	876
Des possessions françaises { Cambodge	?	392.383	422 371	814.754	1076
Des possessions françaises { Cochinchine	1889	944.146	932.543	1.876.689	988
Iles Philippines (partiellement)	1877	2.796.174	2.762.846	5.559.020	988
Japon	1888	20.008.445	19.598.789	39.607.234	979
Chypre	1891	104.887	104.404	209.291	995
Total de la population asiatique recensée	—	177.648.044	170.269.179	347.917.223	958
IV. — Australie et Polynésie					
Australie avec la Nouvelle Zélande et la Tasmanie	1890/91	2.059.594	1.772.472	3.632.066	861
Iles Fidji	1890	67.902	57.780	125.682	851
Possessions françaises (Tahiti, Marquesas, etc.)	1889	11.589	10.293	21.882	888
Hawaï	1890	58.714	31.276	89 990	533
Total	—	2.197.799	1.871.821	4 069.620	852
V. — Afrique					
Egypte	1882	3.401.498	3 415.767	6.817.265	1004
Algérie (à l'exception du Sahara)	1886	2 014.013	1.791.671	3.805.684	889
Sénégal	1889	70 504	76.014	146.518	1078
Gambie	1881	7.215	6.935	14 150	961
Sierra Leone	1881	31.201	29.345	60.546	940
Lugos	1881	37.665	37.605	75.270	998
Ste-Hélène	1890	2.020	2.202	4.222	1090
Le Cap	1890	766.598	759.141	1.525.739	990
Natal	1890	268.062	275.851	543.913	1029
Etat d'Orange					
Blancs	1890	40.571	37.145	77.716	915
Nègres	1890	67.791	61.996	129.787	914
	—				

	Année du recensement	HOMMES	FEMMES	Population totale	Nombre des femmes pour 1000 hommes
V. — Afrique (*Suite*)					
République Sud-Africaine					
Blancs	1890	66.498	52.630	119.128	791
Nègres	1890	115.589	144.045	259 634	1246
Réunion	1889	94.430	71.485	165.915	757
Mayotte	1889	6.761	5.509	12.270	815
Ste-Marie de Madagascar	1888	3.648	41019	7.667	1102
Total . . .	—	6.994.064	6.771.360	13.765.424 *	968

Actuellement ces chiffres sont les suivants (1) :

I. — Europe					
Grande Bretagne et Irlande . .	1901	20.102.408	21.356.313	41.458.721	1062
Danemark et Féroë . .	1906	1.265.788	1.339.480	2.605.268	1058
Norvège	1900	1 066 693	1.154 784	2.221.477	1082
Suède	1900	2.506.436	2 630.005	5.136.441	1049
Finlande	1900	1.342.082	1.370.480	2.712.562	1021
Russie et Pologne . .	1897	62.477.348	63.162.673	125.640.021	1011
Empire Allemand . .	1905	29.884.681	30.756.597	60.641.278	1029
Autriche	1900	12.852.693	13.298.015	26.150.708	1034
Hongrie	1900	9.582.152	9.672.407	19.254.559	1009
Lichtenstein	1901	4.587	4.890	9.477	1066
Luxembourg	1905	126 220	120.235	246.455	952
Pays-Bas	1899	2.520.602	2.583.535	5.104.137	1025
Belgique	1900	3.324.834	3.368.714	6 693.548	1013
Suisse	1900	1.633.677	1.691.346	3.325.023	1037
France	1901	18.916.889	19.533.899	38.450.788	1032
Espagne et Iles Canaries	1900	9 087.821	9.530 265	18.618.086	1049
Gibraltar	1901	15.729	11.731	27.460	745
Portugal	1900	2.591.600	2.831.532	5.423.132	1092
Italie	1901	16.155 130	16.320.123	32.475 253	1010
Bosnie Herzégovine. .	1895	828 190	739.902	1.568.092	893
Serbie	1905	1.383.683	1.305.059	2.688 747	943
Bulgarie	1905	manque	manque	4 035 648	—
Roumanie	1899	3 026.639	2.930.051	5.956.690	968
Grèce	1907	1.324.942	1.307.010	2.631.952	986
Malte.	1901	70.576	79 794	150.370	1130
Total de la population recensée		202 091.405	207 098.840	413.225.893	1024

(*) Dont 550,430 enfants sans indication de sexe.

(1) Complément ajouté par le traducteur.

	Année du recensement	HOMMES	FEMMES	Population totale	Nombre des femmes pour 1000 hommes
II. — Amérique					
Amérique britannique .	1901	2.751.708	2.619.607	5.371.315	952
Etats-Unis d'Amérique.	1900	38.968.689	37.243.479	76.212.168	955
Mexique	1900	6.716.007	6.829 455	13.545.462	1016
Total . .		48 436.404	46.692.541	95.128 945	970
Honduras britannique .	1901	19.140	18 339	37.479	957
Cuba	1899	815.205	757.592	1.572.797	929
Porto Rico	1899	472.261	480.982	953.243	1018
Indes Anglaises . . .	1901	525.699	535.062	1.060.761	1017
» Françaises. . .	1906	manque	manque	370.744	—
Possessions danoises .	1901	14.043	16.484	30.527	1173
Amérique centrale et Indes ensemble . .		1.846.348	1.808.459	4 025.551	979
Guyane Anglaise. . .	1901	manque	manque	1.576.927	—
» Française . .	1906	»	»	39.117	—
» Néerlandaise .	1903	»	»	73.542	—
Chili	1895	»	»	2.712.145	—
Brésil	1890	7.237.932	7.095.983	14.333.915	980
Iles Falkland	1901	1.413	840	2.253	594
Amérique du Sud ensemble . .		7 239.345	7.096 823	18.737 899	980
Total de la population recensée de l'Amérique		57.522.097	55.597.823	117.892.395	966
III. — Asie					
Caucase Russe . . .	1897	4 886.713	4.402.651	9.289.364	901
Sibérie	1897	2.964 419	2.794.403	5.758.822	942
Asie centrale	1897	4.164.551	3.582.167	7.746 718	862
Total des possessions russes . . .		12.015.683	10.779.221	22.794.904	897
Indes britanniques . .	1901	149.951.824	144.409 232	294 361.056	976
Etats tributaires . . .	1901	871.102	379.742	1.250.844	436
Hongkong	1906	manque	manque	319.803	—
Ceylan	1901	1.896.212	1.669 742	3.565 954	880
Japon	1903	46.732.138	23.600.931	23.131.207	505
Iles Philippines . . .	1903	3 496.652	3.491.034	6.987 686	998
Chypre	1901	manque	manque	237 152	—
Total de la population asiatique recensée. .		214.963.611	184.329 902	352.648.606	857

	Année du recensement	HOMMES	FEMMES	Population totale	Nombre des femmes pour 1000 hommes
IV. — Australie					
Australie	1901	2.383.641	2.162.326	4.545.967	907
Nouvelle Zélande	1906	502.770	445.879	948.649	886
Total		2.886.411	2.608 205	5.494 616	904
V. — Afrique					
Egypte	1897	4 947.850	4.786.555	9.734.405	975
Algérie	1906	2.484.400	2.236.574	4.720 974	900
Madagascar	1905	1.283 866	1.360.806	2 644.672	1059
Sénégal	1906	manque	manque	393.945	—
Maurice	1901	201.778	171.558	373.336	850
Le Cap	1904	1.218.940	1.190.864	2.409.804	976
Transvaal	1904	740.092	614.108	1.354 200	829
Etat d'Orange	1904	208.894	176.151	385 045	841
Natal	1904	550 631	558.123	1.108.754	1013
Sierra Leone	1901	41.856	34.799	76.655	831
Côte d'or	1901	660.263	826.170	1.486.433	1251
Possessions espagnoles	1900	6.823	2.530	24.011 dont 14658 de sexe inconnu	370
Total		12.345.393	11.958.238	24.712 234	968
Europe		202.091 405	207.098 840	413 225 893	1024
Amérique		57.522.097	55.597.823	117.892.395	966
Asie		214.963 611	184.329.902	352 648.606	857
Australie		2.886.411	2.608.205	5.494.616	904
Afrique		12.345.393	11.958.238	24.712 234	968
		489.808.917	461.593.008	913.973.744	926

Depuis quelques années la proportion du sexe masculin et du sexe féminin en Allemagne devient plus favorable à chaque recensement. Au 1er décembre 1885 il y avait 988.376 plus de femmes que d'hommes, au 1er décembre 1890 cette différence était encore de 966.806, en 1895 de 957,401 et lors du recensement du 1er décembre 1900 elle était tombée à 892.684 (1).

(1) Au 1er décembre 1905 elle n'était plus que de 871.916. (*Annuaire statistique de l'Allemagne 1908*).

Comme cause principale de cette différence, il faut considérer la diminution de l'émigration, qui intéresse surtout le sexe masculin. Cela est démontré d'une façon tangible par laproportion des sexes aux Etats-Unis, lieu de destination de la plupart des émigrants. Le manque de femmes s'y fait sentir d'une façon presque aussi grande, qu'en Allemagne le manque d'hommes. L'émigration, qui comportait en Allemagne 220.902 personnes en 1881, ne s'élevait plus qu'à 22,309 personnes en 1900 (31.696 en 1907).

La forte émigration des hommes, en comparaison de celle des femmes, engendre donc tout d'abord la différence entre le nombre des représentants de chacun des sexes.

D'un autre côté, beaucoup d'hommes, occupés par l'agriculture, l'industrie, le transport, périssent victimes d'accidents; beaucoup plus d'hommes que de femmes se trouvent à l'étranger : tels sont les marchands, les marins, l'équipage des navires, etc. Un autre fait qui résulte de la statistique et qui exerce évidemment son influence, c'est qu'en règle générale les femmes deviennent plus âgées que les hommes. A un âge avancé il y a donc plus de femmes que d'hommes. D'après le recensement de 1890, la proportion des deux sexes est la suivante (1) :

(1) Au 1er décembre 1900, la proportion est la suivante :

	Hommes	Femmes	Plus d'hommes	Plus de femmes
Moins de 10 ans	6.904.732	6.871.599	33.133	
De 10 à 20 ans	5.592.107	5.565.583	26.524	
» 20 » 30 »	4.764.828	4.803.213		38.385
» 30 » 40 »	3.669,656	3.731.556		61.900
» 40 » 50 »	2.770.451	2.923.228		152.777
» 50 » 60 »	2.053.085	2.320.273		267.188
» 60 » 70 »	1.300.637	1.545.808		245.171
» 70 ans et plus	681.751	868.671		186.920
Total	27.737.247	28.629.931	59.657	952.341

	HOMMES	FEMMES	PLUS D'HOMMES	PLUS DE FEMMES
Moins de 10 ans. . . .	5.993.681	5.966.226	27.455	—
De 10 à 20 ans	5.104.751	5.110.093	—	5.342
» 20 » 30 »	3.947.324	4.055.321	—	107.997
» 30 » 40 »	3.090.174	3.216 704	—	126.530
» 40 » 50 »	2.471.617	2.659.609	—	187.992
» 50 » 60 »	1.826.951	2.041.377	—	214.426
» 60 » 70 »	1 177.142	1.391.227	—	214 085
» 70 ans et plus . . .	619.192	757.081	—	137.889
	24.230.832	25 197.638	27.455	994 261

Ce tableau montre, qu'à l'âge de dix ans le nombre des garçons dépasse celui des filles. Ceci concorde avec le nombre des naissances. Il naît partout plus de garçons que de filles. C'est ainsi qu'en Allemagne il naquit :

En	1872	pour 100	filles	106.2	garçons.
»	1878	»	»	105.9	»
»	1884	»	»	106.2	»
»	1891	»	»	106.2	»
»	1900	»	»	106.0	»
»	1903	»	»	105.8	»
»	1904	»	»	106.1	»
»	1905	»	»	106.3	» (1)

Mais le sexe féminin meurt plus tard que le sexe masculin, même pendant l'enfance. C'est ainsi que le tableau montre que le nombre des filles dépasse celui des garçons entre l'âge de 10 et de 20 ans.

Pour 100 femmes, par exemple, il mourut :

En	1872	107.0	hommes.
»	1878	110.5	»
»	1884	109.2	»
»	1888	107.9	»

(1) *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich (Annuaire statistique pour l'Empire allemand), 1908.*

En 1891	. . . . .	107.5	hommes.
» 1900	. . . . .	109.9	»
» 1906	. . . . .	107.5	» (1)

Le tableau qui précède montre encore qu'à l'âge où l'on se marie généralement — entre 20 et 50 ans — le sexe féminin dépasse le sexe masculin de 422.519 unités, et de 566.400 unités pour l'âge de 50 à 70 ans et au dessus. Une grande disproportion se remarque également chez les veufs et chez les divorcés.

Lors du recensement de 1890, l'on constata qu'il y avait :

774.967 veufs
2.157.870 veuves
1.382.903 veuves en plus (2)

De ces personnes étaient âgées comme ci-après :

40-60 ans	222.286 hommes	842.920 femmes
60 ans et plus	506.319 »	1.158.712 »

Le nombre des divorcés :

En 1890 atteignait : 25.271 hommes et 49.601 femmes.
En 1900 : 31.279 hommes et 60.738 femmes.

Leur âge se décomposait comme suit :

40-60 ans	13.825	»	24.842	»
60 ans et plus	4.917	»	7.244	» (3)

(1) *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich* (*Annuaire statistique pour l'Empire allemand*), *1908*.

(2) En 1900 809.238 veufs
2.252.921 veuves
1.543.583 veuves en plus.
En Belgique, l'année 1900 donne les chiffres suivants :
127.014 veufs
252.202 veuves
125.188 veuves en plus.
En France l'année 1901 donne :
1.005.884 veufs ou divorcés
2.384.897 veuves ou divorcées
1.379.013 veuves ou divorcées en plus.

(3) *Statistik des Deutschen Reichs* (*Statistique de l'Empire Allemand*). Volume 68. Recensement de l'Empire allemand au 1er décembre 1890.

Ces chiffres nous apprennent ensuite, que ce sont surtout les veuves et les divorcées qui sont exclues d'un nouveau mariage, et ce pendant leurs plus belles années. A l'âge de 15 à 40 ans, il y avait 46 362 veufs et 156.235 veuves; 6.519 divorcés et 17.515 divorcées (1). Ces chiffres démontrent le désavantage qui résulte du divorce pour les femmes.

En 1890, l'âge des célibataires était le suivant :

15-40 ans pour	5.845.933	hommes	5.191.453	femmes	
40-60 »	375.881	»	503.406	»	
60 ans et plus	130.154	»	230.966	»	(2)

Entre 15 et 40 ans, il y donc 654.480 plus d'hommes en vie que de femmes, ce qui semble devoir être favorable pour ces dernières. Mais à peu d'exceptions près, les hommes âgés de 15 à 21 ans ne peuvent pas se marier; leur nombre atteignait 3.590.622 contre 3.774.025 femmes. D'autre part, un grand nombre d'hommes âgés de 21 à 25 ans sont dans l'impossibilité de se marier — nous ne parlons que des soldats, des étudiants, etc. — alors qu'à cet âge la femme convient le mieux pour le mariage. Lorsque nous admettons ensuite qu'un grand nombre d'hommes ne se marient pas pour différents

---

(1) En 1900 le nombre total des veufs et des divorcés était de :
242.167 âgés de 40 à 60 ans
542.829 âgés de plus de 60 ans.
Celui des veuves et des divorcées était de :
930.742 âgées de 40 à 60 ans
1.308.357 âgées de plus de 60 ans.

(2) En 1900 :

15-40 ans	6.700.352	hommes	5,824.964	femmes	
40-60 »	426.388	»	560.047	»	
60 ans et plus	141.416	»	252,134	»	

Donc entre 15 et 40 ans il y a 875.388 plus d'hommes célibataires que de femmes.

Entre 15 et 21 ans il y a 3.175.453 hommes célibataires et 3.0645.567 femmes célibataires.

motifs — le nombre des célibataires âgés de plus de 40 ans s'élevait à 506.035, auxquels il faut ajouter les divorcés et les veufs, alors que les femmes célibataires sont au nombre de 734.372, sans compter les veuves et les divorcées qui sont au nombre de 2 millions — nous devons reconnaître que la situation des femmes, sous le rapport du mariage, est désastreuse. Dans les circonstances actuelles, un grand nombre de femmes sont donc obligées de renoncer à la satisfaction de la passion sexuelle, alors que les hommes cherchent et trouvent un remède dans la prostitution. La situation de la femme sera tout autre dès que la transformation de nos situations socialés éliminera les obstacles, qui interdisent à des centaines de milliers d'hommes de conclure un mariage.

Comme nous l'avons fait remarquer, l'émigration amène un déplacement considérable dans la proportion des sexes. Nombre d'hommes, et non des moins forts, se dérobent au service militaire par l'émigration. D'après des renseignements fournis au Reichstag en 1900, 135.168 hommes avaient été condamnés pour désertion, et pour 13.055 cas l'instruction n'était pas terminée. Ces cas concernent des hommes jusqu'à l'âge de 45 ans. La perte réalisée par cette émigration non-tolérée est considérable. Elle devient surtout très forte après une guerre; tel fut le cas après 1866, et de 1871 à 1874.

Le nombre des personnes qui moururent par suite d'accident entre 1886 et 1890, s'éleva à 90.373 pour les diverses industries, dont un petit nombre de femmes. Une autre partie des personnes, utilisées dans ces industries, furent estropiées, et par suite incapables de fonder une famille. D'autres meurent

prématurément, et laissent leur famille dans la misère et dans la détresse. Les accidents mortels sont plus nombreux encore chez la population maritime. De 1882 jusqu'au commencement de 1902, 2440 navires furent engloutis par les flots; 3665 personnes — le plupart des hommes — et 1241 passagers perdirent la vie.

Lorsque la vie humaine sera estimée à sa valeur entière — ce qui arrivera dans une société socialiste — la plupart des accidents, surtout en mer, seront prévenus. Dans des cas innombrables, les accidentés sont les victimes de l'avarice des entrepreneurs, de la hâte ou de l'épuisement : lorsqu'un ouvrier disparaît, il s'en présente immédiatement d'autres pour prendre sa place.

En ce qui concerne la navigation, on se livre à des agissement inexcusables. Il est un fait maintenant connu de toute l'Angleterre, grâce à M. Plimsoll, c'est que de nombreux armateurs, dans leur criminelle âpreté au gain, jettent sans scrupules en proie aux plus minces tempêtes, avec leurs équipages, des navires impropres à la navigation et assurés à haut prix dans le but de toucher de fortes indemnités; ce sont les navires-cercueils (Sargschiffe) qui ne sont pas inconnus en Allemagne.

Il n'y a pas d'année où les tribunaux maritimes ne sont appelés à juger des sinistres maritimes. Il est souvent stipulé que la vétusté, la surcharge, l'état délabré, l'équipage insuffisant du navire, ou plusieurs de ces causes ensemble, ont causé le malheur. Pour un grand nombre de navires engloutis, les causes ne peuvent être déterminées, le sinistre se produisant au milieu de l'océan et aucun être humain ne survivant pour donner des indica-

tions. Sous ce rapport, il y a beaucoup à réformer.

D'autre part, les mesures de protection pour le sauvetage des naufragés sur les côtes sont encore fort rares et insuffisantes, parce que leur organisation est presque exclusivement abandonnée à l'initiative privée. Il est désolant d'envisager ici où en est le sauvetage des naufragés sur les côtes peu connues. Un Etat qui considérerait la recherche du bien-être général comme son unique, son plus élevé devoir, ferait en sorte que ces désastres deviennent des cas absolument exceptionnels. Mais le système économique actuel, véritable piraterie, qui compte avec les hommes comme avec les chiffres; pour en retirer le plus de bénéfice possible, tient la vie d'un homme pour rien quand il doit en ressortir un écu de profit.

Tous ces faits de notre vie politique ou économique, démontrent que la femme a le plus grand intérêt à voir se modifier les situations existantes.

La durée du service militaire sera-t-elle prolongée ou restreinte ? l'armée sera-t-elle augmentée ou diminuée ? suivons-nous une politique pacifique ou belliqueuse ? la façon dont on traite nos soldats est-elle digne d'hommes ou non, et le chiffre des désertions et des suicides dans l'armée s'en accroît-il ou diminue-t-il ? Ce sont là des questions qui intéressent la femme tout autant que l'homme.

Tel est aussi le cas pour les situations dans l'agriculture, l'industrie et le transport qui, de plus en plus, utilisent la femme comme ouvrière. De mauvaises situations, des conditions défavorables sont désavantageuses pour la femme, comme être sexuel; de bonnes situations, des conditions favorables ont des conséquences excellentes.

D'autres causes encore mettent obstacle au ma-

riage, ou l'entravent complètement. Une quantité considérable d'hommes sont empêchés par l'Etat de se marier librement. L'on se plaint et l'on gémit sur l'immoralité du célibat du clergé catholique, sans avoir un mot de blâme pour ce fait, qu'un bien plus grand nombre de soldats y sont condamnés. Les officiers n'ont pas seulement besoin du consentement de leurs supérieurs, ils sont encore considérablement gênés dans le libre choix d'une femme, en ce sens qu'il leur est prescrit que celle-ci doit posséder une fortune assez élevée.

C'est ainsi que, par exemple, les officiers autrichiens ont, depuis 1889, obtenu une « amélioration » sociale aux dépens du sexe féminin. Le prix de l'officier, comme candidat au mariage, a été augmenté : un capitaine âgé de plus de trente ans coûte 8000 florins (environ 20,000 francs), un capitaine âgé de moins de trente ans sera presque hors de prix, et devra en tout cas justifier d'une dot de 30,000 florins. Lorsque, jusque maintenant, un officier voulait se marier avant l'âge de trente ans, il devait avoir une fortune commune de 12,000 florins, ou un revenu supplémentaire de 600 florins. Ce léger supplément de revenus, qui permettait à peine de tenir son rang, nécessitait de temps en temps quelque condescendance pour certaines choses, ou garantissait quelque soulagement. Les nouvelles prescriptions matrimoniales sont très sévères. Un capitaine de moins de 30 ans doit garantir dorénavant un cautionnement de 30,000 florins, au-dessus de 30 ans de 20,000 florins, un officier de l'état-major, jusqu'au rang de colonel, de 16,000 florins. Le quart des officiers seulement peuvent se marier; l'on exige de la femme un passé sans taches et une position sociale en consé-

quence. Ces dispositions sont applicables aux officiers des troupes et aux médecins militaires. Elles sont moins rigoureuses pour les fonctionnaires militaires avec rang d'officier, plus rigoureuses pour les officiers de l'état-major général. Pareil officier ne pourra plus se marier à l'avenir; un général commandant de moins de trente ans doit disposer d'un cautionnement de 36,000 florins, et plus tard de 24,000 florins.

En Allemagne, les dispositions principales suivantes sont applicables depuis 1902 :

L'autorisation de se marier, sollicitée par un officier ou un médecin militaire d'un grade moins élevé que celui de capitaine de première classe, n'est accordée que s'il fournit la preuve qu'il possède, en dehors du service, un revenu annuel d'au moins : 1,500 marcs pour un capitaine de deuxième classe ou un officier de district de la gendarmerie avec un traitement de 4,500 marcs; 2,100 marcs pour un officier de district de la gendarmerie avec un traitement de 3,300 marcs; 2,500 marcs pour un lieutenant en premier ou pour un lieutenant.

Les sous-officiers rencontrent des exigences et des empêchements analogues; il leur faut également l'autorisation de leurs chefs. Voilà des preuves très nettes de la conception matérialiste du mariage par l'État.

L'opinion publique est généralement d'accord, qu'il ne faut pas préconiser le mariage pour les jeunes hommes au dessous de 24 ou de 25 ans, parce que l'indépendance civique n'est atteinte qu'à cet âge. Ce n'est que pour les gens qui se trouvent dans l'heureux cas de n'avoir pas à se créer avant tout une situation indépendante, comme les princes par exem-

ple, que « l'opinion publique » trouve en ordre que l'homme se marie dès l'âge de 18 ou de 19 ans, la jeune fille dès l'âge de 15 ou de 16 ans. C'est aussi dès sa dix-huitième année que le prince est déclaré majeur et tenu pour capable de gouverner l'empire le plus étendu et le peuple le plus nombreux. Les mortels ordinaires n'atteignent la capacité de gérer eux-mêmes leur propre bien qu'à l'âge de 21 ans.

Cette différence dans la manière de juger l'âge où il convient de se marier, établit que l'opinion publique ne base le droit au mariage que sur la position sociale du moment, et que son jugement ne tient pas plus compte de l'homme comme être naturel, que de ses instincts. Mais la nature ne se laisse pas lier par des conditions sociales déterminées, ni par la façon de voir et de juger les choses qui en résultent. Dès que l'être humain a atteint sa maturité, l'instinct sexuel se fait valoir dans toute son énergie.

L'époque de la maturité sexuelle chez la femme, diffère suivant les individus, le climat et le genre de vie. Dans les pays chauds, elle se produit en général dès l'âge de neuf ou de dix ans, et on y trouve des femmes qui, à cet âge, portent déjà leur premier enfant sur les bras, mais qui sont fanées à l'âge de 25 ou de 30 ans. Sous les climats du nord, la femme est généralement nubile entre 14 et 16 ans, et plus tard, dans bien des cas. L'âge de la puberté n'est pas non plus le même pour les femmes des campagnes que pour celles des villes. Chez les saines et robustes filles des champs, qui vivent en plein air et travaillent ferme, la menstruation se produit en moyenne un an plus tard que chez nos demoiselles des villes, amollies, énervées, vaporeuses. Pour les premières,

la puberté se développe, en général, normalement avec de rares perturbations; chez les dernières il se produit une foule de symptômes morbides qui font le désespoir du médecin. Que de fois n'est-il pas obligé de faire comprendre à nos dames des villes, anémiques, nerveuses, à poitrine étroite, que le remède le plus radical pour leur maladie est le mariage? Mais comment appliquer le remède? Cette proposition rencontre des obstacles insurmontables.

Tout cela montre à nouveau où il faut introduire des modifications. Il est nécessaire de refondre complètement l'éducation, les conditions de l'existence et du travail, toutes choses qui ne sont possibles que par un remaniement fondamental de l'ordre social.

Nos situations sociales ont fait naître une contradiction profonde entre l'homme comme être naturel et sexuel, et l'homme comme être social. Cette contradiction, qui ne s'est manifestée à aucune époque d'une façon aussi frappante qu'aujourd'hui, est cause de nombre de maux dangereux, qui frappent surtout le sexe féminin.

L'organisme de la femme est bien plus étroitement lié que celui de l'homme à ses fonctions sexuelles, et se trouve sous son influence — retour périodique des règles ou de la menstruation — Ensuite la femme trouve le plus d'obstacles à satisfaire d'une façon naturelle ses instincts naturels les plus vivaces. Cette contradiction entre l'instinct et les contraintes sociales, mène aux agissements contre nature, aux vices et aux dépravations, en un mot aux jouissances artificielles qui minent tout organisme qui n'est pas d'une vigueur à toute épreuve.

Depuis quelques années, les appétits contre nature sont favorisés de la façon la plus honteuse.

J'entends par là la préconisation plus ou moins dissimulée de certains artifices que l'on trouve recommandés dans les plus grands journaux, et dans les annonces des journaux de famille qui se propagent partout. Ces réclames sont spécialement à l'adresse de la partie fortunée de la société, car les prix des produits dont nous parlons sont si élevés, que les gens peu fortunés ne peuvent s'en payer la fantaisie.

A côté de ces annonces sans pudeur se trouve, plus ouvertement étalée encore, l'offre d'images obscènes, principalement de séries entières de photographies à l'usage des deux sexes, de poésies et d'ouvrages en prose dont les titres seuls sont calculés pour exciter les sens, et semblent provoquer les poursuites de la police et des autorités. Mais ceux-ci ont déjà pour la plupart trop à faire avec les démocrates-socialistes, ces perturbateurs de la « civilisation, de la morale, du mariage et de la famille. » Une notable partie de notre littérature de romans travaille dans le même sens. Dans ces conditions, il faudrait vraiment s'étonner si l'excitation et la dépravation des sens ne se manifestaient pas de la façon la plus dangereuse et la plus malsaine, jusqu'à prendre les proportions d'une calamité sociale. La vie indolente et luxueuse que mènent tant de femmes des classes riches, la surexcitation des nerfs, l'emploi des parfums les plus raffinés, l'abus de la musique, de la poésie, du théâtre, bref de tout ce qui porte le nom de jouissances artistiques et se cultive de différentes façons en serre chaude : toutes ces choses, le sexe féminin qui souffre à un si haut degré d'une hypertrophie des sens et des nerfs, les considère comme le moyen le plus distingué de récréation et d'éduca-

tion ; tout cela pousse à l'extrême l'excitation sexuelle et amène nécessairement les excès.

Chez les pauvres, il existe certains genres d'occupations fatigantes, notamment des travaux sédentaires, qui favorisent l'accumulation du sang dans le bas-ventre, et qui, par la compression des organes du siège, déterminent l'excitation sexuelle. L'une des occupations les plus dangereuses sous ce rapport est le travail à la machine à coudre, aujourd'hui si répandu ! Celui-ci excite et perturbe les nerfs et les sens à tel point, qu'un travail quotidien de dix à douze heures suffit pour ruiner en peu d'années le meilleur organisme. L'excitation exagérée des sens est également due au séjour prolongé dans des ateliers constamment tenus à une température élevée, comme par exemple les raffineries de sucre, les teintureries, les imprimeries sur étoffes. Les mêmes effets sont produits encore par le travail de nuit à la lumière du gaz dans des ateliers encombrés, et souvent même au milieu de la promiscuité des deux sexes.

Nous venons d'établir une série de faits qui jettent un jour éclatant sur ce que notre situation sociale actuelle a de malsain et d'insensé. Mais de pareils maux, ayant des racines profondes dans l'organisation sociale de notre société, ne se guérissent ni par les sermons de morale, ni par les palliatifs dont les charlatans sociaux et religieux des deux sexes sont si prodigues.

C'est dans la racine même du mal qu'il faut enfoncer la cognée. Il faut chercher une saine méthode de vie et de travail, un système d'éducation le plus large possible, propre à satisfaire d'une façon naturelle les instincts naturels et sains ; hors de là, point de salut.

Une foule de considérations, dont la femme a à se préoccuper, n'existent pas pour l'homme. En vertu de sa situation prédominante, il a le droit absolu de choisir librement ses amours, en tant que les barrières sociales ne lui font pas obstacle. Le caractère d'institution de prévoyance, donné au mariage, la proportion exagérée du nombre d'êtres féminins, les mœurs enfin empêchent la femme de déclarer à son gré ses sentiments et de suivre son inclination ; il lui faut attendre d'être recherchée et s'arranger en conséquence. En règle générale, elle s'empresse de saisir l'occasion de trouver un entretenteur qui la sauve de l'abandon, de ce mépris qui est le lot de ce pauvre être qu'on appelle une « vieille fille. » Et il n'est pas rare de lui voir hausser les épaules en jetant un regard dédaigneux sur celles de ses compagnes, qui ont eu assez le sentiment de leur dignité d'êtres humains, pour ne pas se vendre au premier venu par une sorte de prostitution conjugale, et préfèrent s'en aller seules par le chemin de la vie, semé d'épines.

Mais d'un autre côté, lorsque l'homme veut atteindre dans le mariage la satisfaction de ses besoins amoureux, il est lié, lui aussi, par des obstacles sociaux. Il doit, tout d'abord, se poser cette question : Peux-tu nourrir une femme, et éventuellement des enfants, et peux-tu les nourrir de telle sorte, que le poids des soucis, ces destructeurs de ton bonheur, ne t'écrase pas? Plus il envisage noblement le mariage, plus il s'en fait une conception idéale, plus il est déterminé à n'épouser que par seul et pur amour une femme sympathisant avec lui, et plus il doit se poser sérieusement la question ci-dessus. Y répondre affirmativement, dans les circon-

stances actuelles de l'industrie et de la propriété, est pour beaucoup chose impossible, et ils aiment mieux rester célibataires. D'autres, moins scrupuleux, obéissent à des considérations différentes. Des milliers de jeunes gens des classes moyennes, n'arrivent que relativement tard à une position indépendante, en rapport avec leurs prétentions, mais ils ne sont en mesure de faire tenir son rang à une femme, que lorsque celle-ci possède une fortune considérable. Un grand nombre de ces jeunes gens se font de ce que l'on appelle « tenir son rang » dans le mariage une idée qui ne s'accorde pas avec leurs ressources; il leur faut ensuite, grâce à l'éducation fondamentalement fausse de la plupart des femmes que nous avons dépeinte, compter aussi de ce côté avec des exigences qui dépassent leurs forces. Ils rencontrent rarement des femmes bien élevées, ayant des prétentions modérées; celles-là se tiennent à l'écart et ne se rencontrent pas là où l'on a petit à petit pris coutume de se chercher une épouse. Les femmes qui vont au devant d'eux sont souvent de celles qui cherchent à attraper un homme par leur extérieur brillant, en dissimulant sous un éclat factice leurs défauts personnels et leur situation matérielle. Plus ces dames viennent à l'âge où, pour se marier, il faut se presser, plus elles emploient des moyens de séduction de toute nature. Une femme de ce genre réussit-elle à faire la conquête d'un mari, alors elle est tellement habituée à la représentation, aux futilités et aux plaisirs coûteux, qu'elle veut retrouver tout cela dans le mariage. Il s'ouvre alors pour les hommes un abîme tel, que beaucoup d'entre eux préfèrent passer la fleur qui s'épanouit au bord, et qui ne peut être cueillie qu'au risque de se rompre

le cou. Ils vont leur chemin tout seuls, et se cherchent des plaisirs et des distractions en conservant leur liberté.

Dans la société bourgeoise, la tromperie et la fourberie sont pratiquées couramment; il n'est pas étonnant de les voir appliquer également au mariage où elles apportent, en cas de réussite, des souffrances pénibles pour les deux intéressés.

D'après C. Ansel, l'âge conjugal des « intellectuels » et des « indépendants » de l'Angleterre était en moyenne de 29,95 ans pour la période de 1840 à 1871. Actuellement, cet âge s'est élevé pour les mêmes classes. L'âge moyen auquel se sont conclu les mariages de 1880 à 1885, se subdivisait comme suit pour les différentes professions :

Mineurs	23.56 ans
Ouvriers textiles	23.88 »
Cordonniers et tailleurs . . .	24.42 »
Ouvriers habiles	24.85 »
Journaliers	25.06 »
Employés de commerce . . .	25.75 »
Petits commerçants	26.17 »
Fermiers et fils de fermiers. .	28.73 »
Intellectuels et indépendants .	30.73 »

Ces chiffres montrent l'influence de la situation sociale sur le mariage. Le nombre des hommes qui, pour toutes ces raisons, sont tenus à l'écart du mariage, croît dans une proportion effrayante. C'est précisément dans les situations élevées que les hommes ne se marient que rarement, d'abord parce que les exigences du mariage sont trop considérables, et ensuite parce que les hommes appartenant à ces milieux trouvent ailleurs leurs plaisirs et leurs distractions. D'autre part, la proportion dont nous

parlons est particulièrement désastreuse pour les femmes dans les endroits où séjournent de nombreux étrangers avec leurs familles, mais peu de jeunes gens. Dans ces endroits, le chiffre des filles qui ne trouvent pas de mari s'élève facilement jusqu'à 30 et 40 %. Le défaut de candidats au mariage frappe donc surtout les femmes qui, par leur éducation, par la situation sociale de leur père, sont habituées à de hautes exigences, mais qui ne peuvent rien apporter au prétendant qui a la fortune en vue.

C'est principalement le sort d'une grande partie des membres féminins de ces familles qui vivent de forts traitements, respectables au point de vue social, mais dépourvues de ressources au point de vue économique. L'existence des femmes de cette classe est relativement plus triste que celle de leurs compagnes d'infortune. C'est ici qu'on cherche de préférence la concurrence à faire aux fleuristes, lingères, modistes, brodeuses, couturières de gants, fabricantes de chapeaux de paille, et aux ouvrières de toutes les industries, dont les entrepreneurs font fabriquer les produits au domicile des ouvrières. Ces dames travaillent pour le salaire le plus bas, car pour elles la question n'est pas de pourvoir aux nécessités de la vie, mais de combattre les dépenses pour les articles de luxe et pour la garderobe. L'entrepreneur profite volontiers de cette concurrence pour diminuer encore le salaire des femmes prolétaires, leur extraire la dernière goutte de sang et les obliger à épuiser toutes leurs forces. Les femmes de beaucoup d'employés, qui ne gagnent pas assez pour maintenir le genre de vie correspondant à leur état, coopèrent à ce travail de supplanteurs qui s'attaque de plus en plus au prolétariat féminin. C'est

au profit de cette classe de femmes qu'ont été fondées la plupart des associations pour le relèvement du travail féminin, sous le patronage de souveraines et de grandes dames. Les femmes bourgeoises singent simplement les hommes, qui aiment de pareils protectorats et déploient tous leurs efforts pour ces institutions qui peuvent amener quelque résultat sur une petite, mais pas sur une grande échelle.

C'est un travail de Sisyphe, et l'on s'illusionne en même temps que d'autres sur la nécessité de réformes bien conséquentes. Ces institutions ont en outre l'inconvénient d'exercer une pression morale qui étouffe toute aspiration à un changement fondamental, qui ne tolère pas que s'élève le moindre doute au sujet de la régularité des bases de notre organisation politique ou sociale, toutes idées mises hors la loi comme crimes de haute trahison. La nature conservatrice de ces associations les a préservées jusque maintenant de toute tendance soi-disant destructive.

Lorsqu'au Congrès des femmes, tenu à Berlin au commencement de l'année 1894, une minorité exprima l'idée que les femmes bourgeoises devaient marcher la main dans la main avec les femmes prolétariennes, c'est-à-dire avec les femmes socialistes, une tempête d'indignation se manifésta chez la majorité. Cependant les femmes bourgeoises ne réussiront pas à sortir elles-mêmes de l'ornière.

Il est difficile d'établir le nombre des femmes qui doivent renoncer au mariage, par suite des circonstances exposées. L'excédent de femmes, en Allemagne, est divisé de façon très inégale, aussi bien d'après les pays que d'après l'âge. C'est ainsi que le recensement de 1890 donna :

	Sur 1000 hommes, femmes âgées de			
	moins de 15 ans	15-40	40-60	plus de 60 ans
Berlin	1014	1056	1108	1666
Saxe	1020	1032	1112	1326
Bavière				
Rive droite du Rhin	1022	1040	1081	1155
Rive gauche du Rhin	986	1024	1065	1175
Wurtemburg	1021	1076	1135	1158
Bade	1006	1027	1099	1175
Hambourg	1003	967	1042	1522
Province Brandebourg	986	981	1085	1261
» Poméranie	984	1053	1126	1191
» Rheinland	984	990	1010	1087
Empire allemand	995	1027	1091	1196(1)

Pour l'âge de 15 à 40 ans, qui convient réellement au mariage, l'excédent des femmes est de 27 °/₀; comme il y a 9,429,720 habitants et 9,682,454 habitantes, qui ont cet âge, l'excédent est de 252,734 femmes.

Pour les autres pays, la proportion des sexes était la suivante :

En	Sur 1000 hommes, femmes âgées de			
	moins de 15 ans	15-40	40-60	plus de 60 ans
Belgique (1890)	992	984	1018	1117
Bulgarie (1888)	950	1068	837	947
Danemark (1890)	978	1080	1073	1179
France (1886)	989	1003	1006	1063
Angleterre et pays de Galles (1891)	1000	1075	1096	1227
Ecosse (1891)	973	1073	1165	1389
Irlande (1891)	966	1036	1109	1068
Italie (1881)	963	1021	1005	1080
Luxembourg (1891)	996	997	1004	1042
Pays-Bas (1889)	990	1022	1035	1154
Autriche (1890)	1005	1046	1079	1130
Hongrie (1890)	1001	1040	906	1000
Suède (1890)	975	1062	1140	1242
Suisse (1888)	999	1059	1103	1148
Japon (1891)	978	962	951	1146
Cap de Bonne Espérance (1891)	989	1008	939	1019 (2)

(1) *Statistique de l'Empire allemand*. Tome 68. Nouvelle série, page 40.
(2) Id id., page 46.

L'on voit que dans presque tous les pays ayant, ou à peu près, une même situation économique, se représentent les mêmes situations en ce qui concerne la division des sexes d'après leur âge. Une partie notable des femmes de tous ces pays n'a donc aucune chance de conclure un mariage, même si l'on fait abstraction des motifs déjà indiqués à plusieurs reprises. Que disent de cela les gens qui, dans leur légèreté, désapprouvent que la femme aspire à une situation indépendante, égale en droits à celle de l'homme, et la renvoient au mariage et à la vie domestique? Ce n'est pas la mauvaise volonté des femmes qui fait que tant d'entre elles ne se marient pas.

Et qu'advient-il de ces victimes de notre situation sociale? La nature, outragée et blessée, imprime sa vengeance sur les traits mêmes du visage et du caractère, par lesquels ce que l'on appelle les vieilles filles et les vieux célibataires se différencient des autres êtres humains dans tous les pays et sous tous les climats.

Ce que l'on appelle la nymphomanie chez les femmes, aussi bien que les nombreux genres d'hystérie, découlent des mêmes sources. Dans le mariage, l'absence de jouissances avec un mari non-aimé conduit également à des crises d'hystérie, et souvent à la stérilité.

Voilà, en grands traits, ce qu'il en est de notre vie conjugale actuelle et de ses conséquences. Nous voyons que le mariage est, de nos jours, une institution étroitement liée à l'état social existant : il vit et meurt avec lui. Mais ce mariage est compris dans la dissolution et dans la décadence, tout comme la société bourgeoise même. Car, qu'avons-nous établi à propos du mariage civil?

1° Le nombre des naissances diminue proportionnellement, quoique le chiffre de la population totale augmente, ce qui démontre que les conditions de vie des familles deviennent plus mauvaises.

2° Le nombre des demandes en divorce augmente, et dans des proportions plus considérables que la population. Dans la plupart des cas, ce sont les femmes qui font la demande, quoiqu'elles souffrent le plus du divorce, aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue social. Ceci démontre que des facteurs défavorables interviennent dans cette augmentation et que, par conséquent, le mariage se dissout et périclite.

3° Le nombre des mariages diminue alors que la population augmente, ce qui démontre que, pour beaucoup, le mariage ne répond pas à son but social et moral, et est considéré comme sans valeur ou même comme mauvais.

4° Dans presque tous les états cultivés, il y a disproportion entre la force numérique des sexes, et ce au désavantage de la femme. Cette disproportion ne résulte pas des naissances, car il naît, en général, plus de garçons que de filles. Elle est la conséquence de causes sociales ou politiques qui exercent une influence néfaste, et se trouvent dans la nature même de l'Etat ou de la société.

Puisque toutes ces situations forcées, qui sont surtout désavantageuses pour la femme, découlent essentiellement de la société bourgeoise, et deviennent de plus en plus outrées, au fur et à mesure qu'elle continue son existence, il est clair que la société actuelle est impuissante à éloigner ces maux et à délivrer la femme. A cet effet, une autre organisation sociale est indispensable.

La situation industrielle de la femme. — Ses facultés intellectuelles. — Le darwinisme et la situation sociale.

Les aspirations de la femme vers la liberté industrielle et vers son indépendance personnelle, ont été jusqu'à un certain point reconnues comme « fondées en droit » par la société bourgeoise, tout comme celles des travailleurs vers la liberté de circulation. Le motif principal de ce bon accueil gît dans l'intérêt de classe de la bourgeoisie. Celle-ci avait besoin de bras, tant masculins que féminins, pour pouvoir porter la grande production à son maximum d'intensité. Et au fur et à mesure que le machinisme se développe, que le système de production se divise de plus en plus en spécialités et exige une moindre éducation technique, que d'autre part s'accentue la concurrence de pays contre pays, de partie du monde contre partie du monde, le nombre des femmes employées par l'industrie ira surtout en augmentant.

Les raisons de l'extension sans cesse croissante de l'emploi de la femme dans une foule chaque jour plus considérable de branches d'industrie, ont déjà été exposées en détail. La femme trouve du travail à côté de l'homme, ou même à sa place, parce que ses exigences matérielles sont inférieures à celles de l'ouvrier masculin. Une cause, provenant de sa nature même en tant qu'être sexuel, l'oblige à offrir sa main d'œuvre à meilleur marché; en moyenne elle est, comparativement à l'homme, plus sujette à des accidents physiques qui amènent une interruption de son travail, et déterminent facilement des dérangements dans la combinaison et l'organisation des forces productives, telles qu'elles existent actuelle-

ment. La grossesse et les couches prolongent ces chômages. Le patron exploite cette situation, et cherche une double compensation aux désagréments dont il est menacé, dans la grande modicité du salaire. D'autre part, la femme est liée à sa résidence ou à son entourage immédiat; elle ne peut comme l'homme, dans la plupart des cas, changer de résidence.

Le travail de la femme, notamment de la femme mariée, a ensuite — comme nous l'avons vu dans la note de la page 174, extraite du Capital de Marx — aussi ses avantages pour le patron. Lorsque la femme est mariée, elle est bien plus attentive et plus apte à s'instruire que les filles; pour ses enfants elle est obligée d'astreindre toutes ses forces au travail, pour gagner ses moyens d'existence indispensables. La femme mariée est plus soumise, plus patiente, elle se laisse mieux exploiter que la fille et surtout que l'homme, et supporte plus facilement les mauvais traitements. Le fait que l'ouvrière ne cherche que tout exceptionnellement à s'unir à ses camarades pour obtenir une amélioration dans ses conditions de travail, augmente, aux yeux du patron, sa valeur comme sujet d'exploitation; elle constitue même entre ses mains un excellent atout contre les récalcitrances des ouvriers masculins. D'autre part, il n'est pas douteux qu'une plus grande patience, plus de dextérité, un sens du goût plus développé, la rendent bien plus apte que l'homme à une foule de travaux manuels.

Le capitaliste vertueux sait pleinement apprécier toutes ces qualités féminines, et c'est ainsi qu'avec le développement de notre industrie, la femme trouve d'année en année à s'employer davantage et — ceci

est péremptoire — sans améliorer sa situation sociale d'une façon notable. Partout où la main-d'œuvre féminine est employée, elle évince régulièrement la main d'œuvre masculine. Celle-ci, supplantée de la sorte, veut vivre et s'offre donc moyennant un salaire plus bas. Cette offre influe de son côté sur le salaire de la femme. La diminution continuelle du salaire devient une sorte de vis sans fin que fait mouvoir avec d'autant plus de force le mécanisme du progrès industriel, toujours en révolution, que ce mouvement progressiste évince aussi la main-d'œuvre féminine et multiplie l'offre des « bras » pour le travail. Des découvertes, des procédés industriels nouveaux, combattent dans une certaine mesure cet excès de main-d'œuvre, mais pas avec assez d'efficacité pour arriver à de meilleures conditions dans le travail. Car tout accroissement de salaire au dessus d'une certaine mesure, détermine le patron à se préoccuper d'améliorer encore son outillage et à remplacer le cerveau et les bras humains par la machine automatique et sans volonté. Si, à l'origine du système de production capitaliste, le travailleur masculin s'est épuisé à lutter contre le travailleur masculin, aujourd'hui c'est un sexe qui lutte contre l'autre, et par la suite on luttera âge contre âge. La femme supplante l'homme, elle est supplantée à son tour par l'enfant. Voilà ce qui constitue « l'ordre moral » dans l'industrie moderne.

Cette situation deviendrait même intolérable, si l'organisation des travailleurs, dans les syndicats, n'employait toutes ses forces à la combattre. Pour les ouvrières, c'est un devoir impérieux de s'affilier à cette organisation car, comme personnes isolées, elles peuvent offrir encore moins de résistance à

l'entrepreneur que l'homme. Les ouvrières commencent à le comprendre ; en 1898 13,481 étaient affiliées aux syndicats, 19,280 en 1899 et 22,884 en 1900.

La tendance qu'ont les patrons à augmenter la durée de la journée de travail, pour extraire de leurs ouvriers le maximum de production, se trouve particulièrement favorisée par le peu de force de résistance qu'y opposent les ouvrières. De là ce phénomène, qu'en Allemagne, par exemple, c'est dans l'industrie textile, à laquelle les femmes fournissent souvent plus de la moitié de la main-d'œuvre totale, que la journée de travail est la plus longue, chose qui nécessita l'intervention de l'Etat pour la limitation légale de la journée de travail.

Habituées dès la maison, par les travaux du ménage, à ce que la durée de travail n'ait pas de limite, les femmes se laissent imposer, sans résistance, des exigences croissantes. Dans d'autres branches d'industrie, telles que les modes, la fabrication des fleurs artificielles, etc., où le travail manuel l'emporte, elles gâtent leur salaire et la durée de leur journée en emportant de l'ouvrage supplémentaire chez elles, où elles restent jusqu'à minuit et plus à la besogne, sans s'apercevoir qu'à la fin du mois elles n'ont gagné, avec un travail de seize heures, que ce qu'elles auraient dû gagner avec un travail régulier de dix heures. (1)

---

(1) La loi pour la protection des femmes, acceptée après un referendum, en août 1894, par 45909 voix contre 12531 par le canton de Zurich contient, sous ce rapport, une disposition excellente. Elle défend absolument que les ouvrières emportent chez elles, de l'atelier où elles fonctionnent, de la besogne à terminer en dehors des heures de travail. La loi en question est la plus progressiste de celles qui existent sous le rapport de la protection des ouvrières. Elle prescrit également qu'une augmentation de salaire de 25 % doit être payée pour le travail extraordinaire ; c'est un moyen efficace pour combattre ce fléau.

Le tableau suivant montre les proportions, atteintes par le travail féminin dans les différents états de culture, aussi bien en ce qui concerne le nombre des ouvriers par sexe, qu'en ce qui concerne leur nombre par rapport à la population (1).

Ce tableau indique ensuite que le nombre des femmes utilisées dans l'industrie des états de culture, atteint un pourcentage toujours plus grand de la population totale. Ceci se constate le moins dans les Etats Unis, le plus en Autriche et en Italie, probablement à cause de la façon dont se fait le recensement, qui ne tient pas seulement compte des femmes utilisées dans une industrie principale, mais aussi de celles occupées dans une industrie secondaire.

---

(1) *Dictionnaire manuel des sciences politiques.* Volume II. 2e édition

	DATE du RECENSEMENT	Population Totale			Ouvriers industriels (1)			% des ouvriers industriels	
								Masculins	Fém
								en propor popu	
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Masculine	Fém
. . . .	14 Juin 1895	25 409 161	26 361 123	51 770 284	15 531 841	6 578 350	22 110 191	61.1	2
. . .	31 Décembre 1890	11 689 129	12 206 284	23 895 413	7 391 834	5 771 734	13 163 568	63 2	4
. . .	31 Décembre 1890	8 668 175	8 795 616	17 463 79	5 446 844	2 189 978	7 636 822	62.8	2
. . .	31 Décembre 1881	14 265 383	14 194 245	28 459 628	9 450 633	5 701 275	15 151 908	66.3	4
. . .	1 Décembre 1888	1 417 574	1 500 180	2 917 754	870 460	435 190	1 305 650	61 4	2
. . .	12 Juin 1891	18 932 354	19 201 031	38 133 385	11 137 065	5 191 084	16 328 149	58.8	2
. . .	1 Février 1890	1 059 157	1 113 223	2 172 380	608 625	233 453	842 078	57 5	2
. . .	1 Décembre 1890	2 317 180	2 467 791	4 784 971	1 263 528	486 871	1 750 399	54.5	1
. . .	1 Janvier 1891	951 290	1 037 384	1 988 674	530 725	244 747	775 472	55.8	2
et Irlande	5 Avril 1891	18 314 571	19 418 351	37 732 922	11 607 961	5 207 742	16 815 703	63 4	2
. . .	1 Juin 1890	32 067 880	30 554 370	62 622 250	18 821 090	3 914 571	22 735 661	58.7	1

nd par ouvriers industriels, ceux qui sont utilisés dans une seule profession déterminée, y compris les dom

Une comparaison entre la population industrielle de jadis et celle d'aujourd'hui est également très importante. Le tableau suivant est extrait de l'ouvrage très recommandable de Lily Braun « La question féminine ». (1)

PAYS	Année du recensement	Ouvriers industriels			Sur 100 ouvriers il y avait :	
		Total	Masculins	Féminins	Hommes	Femmes
Allemagne	1882	18 956 937	13 415 415	5 541 517	71.24	28.76
	1895	22 110 191	15 531 841	6 578 350	70.25	29.75
Angleterre Pays de Galles	1881	11 187 574	7 783 656	3 403 918	69.59	30 41
	1891	12 899 484	8 883 254	4 016 230	68.09	31.91
	1901	14 328 727	10 156 976	4 171 751	70.88	29 12
France	1881	15 540 256	10 496 652	5 033 604	67.59	32.41
	1891	16 328 149	11 137 056	5 191 084	68 20	31.80
	1901	19 715 075	12 910 565	6 804 510	65 48	34.52
Autriche	1880	11 512 578	6 823 891	4 688 687	59.27	40.67
	1890	14 025 564	7 780 491	6 245 073	55.47	45.53
(2)	1900	13 476 773	7 791 789	5 684 984	57.81	42.19
Etats-Unis	1880	17 392 099	14 744 942	2 647 157	84.78	15.22
	1890	22 735 661	18 821 090	3 914 571	84.10	15.90
	1900	29 285 922	23 956 115	5 329 807	81	18.20
Belgique	1900	3 071 301	2 123 072	948 229	69.12	30.88

Ce tableau nous apprend, qu'en général le nombre des femmes utilisées dans les différents pays considérés augmente plus rapidement que celui des hommes. De 1882 à 1895 le nombre total des ouvriers industriels en Allemagne augmenta de 16,6 %, dont 15,8 % plus d'hommes et 18, 7 % plus de femmes. La population totale n'augmenta que de 19,8 % ; le nombre des ouvriers industriels augmenta donc

(1) Il a été complété par le traducteur d'après les dernières données.

(2) Ces chiffres ne se rapportent qu'à l'Autriche. Si l'on y ajoute la Hongrie, l'on arrive à un total de 22.166.840 ouvriers industriels, dont 13.896.621 hommes et 8.270.219 femmes soit 62,69 hommes et 37,31 femmes sur 100 ouvriers.

sensiblement, et surtout celui des femmes. Ces deux faits montrent que la lutte pour l'existence devient toujours plus âpre. (1)

Depuis 1882, dans la population totale de l'Allemagne augmentèrent (+) ou diminuèrent (—) :

Les ouvrières industrielles	+	1.005,290 =	23 60 p. c.
Les ouvriers industriels	+	2.133,577 =	15,95 »
Les servantes	+	31.543 =	2.46 »
Les domestiques	—	17.151 =	40.35 »

En 1895, ces ouvriers se subdivisaient comme suit :

	Femmes	Hommes
Agriculture et forêts	2.753.154	5.539.538
Industries et mines	1,521.118	6.760.102
Commerce et transport	579.608	1.758.903
Salariés de différentes sortes	233.865	198.626
Services publics et professions libér.	176.648	618.335
Armée et marine	—	630.978

L'augmentation ou la diminution respectives étaient donc les suivantes :

	Femmes	%	Hommes	%
Agriculture et forêts	+ 218.245 =	8.60	— 162.049 =	2.80
Industries et mines	+ 394.142 =	35.00	+ 1.490.613 =	28.30
Commerce et transport	+ 281.498 =	98.40	+ 486.695 =	38.30
Salariés de différentes sortes	+ 50.029 =	27.20	— 15.120 =	7.10
Services publics et professions libérales	+ 61.376 =	53.25	+ 154.285 =	33.25
Armée et marine	—	—	+ 179.153 =	39.65
Totaux	+ 1.095.290 =	23.60	+ 2.133.577 =	15.90

A côté des 6.578.350 femmes qui, au 1r juillet 1895, étaient utilisées en Allemagne dans une profession

(1) Pour 100 hommes, utilisés dans l'industrie prussienne en 1895, il y en avait 138 en 1907, tandis que pour 100 femmes utilisées en 1895, il y en avait 154 en 1907 ; l'augmentation des ouvriers industriels est donc de 38 %, celle des ouvrières de 54 %.

principale, 1.746.326 travaillaient encore dans des professions secondaires.

La division des ouvriers industriels se faisait comme suit :

	Femmes	%	Hommes	%
Indépendants	1.069.007 =	22.00	4.405.039 =	31.3
Aides	39.413 =	0.81	582.407 =	4.1
Manœuvres etc. (domestiques exclus)	3.745.455 =	79.09	9.071.097 =	64.6
	4.853.880 =	100.00	14.058.543 =	100,00

Pour les femmes indépendantes, 1895 comparé à 1882 donna les résultats suivants :

Industrie (Industrie à domicile)	519.492 —	environ	60.000 =	10,35 %
Commerce et transport	202.016 +	»	52.000 =	34 56 %
Agriculture	346.899 +	»	70.000 =	25.16 %

Les femmes étaient les plus nombreuses dans les industries suivantes :

	Personnes
Agriculture	2.745.000
Habillement et nettoiement	713.000
Industrie textile	428.000
Industries commerciales	300.000
Hôtels et cafés	261 000
Alimentation	140.300
Poterie et briqueterie	39.500
Fabrication du papier	39.200

Des 100 femmes, travaillant en 1895, il y avait :

	Célibataires	Mariées	Veuves
Agriculture	59.98	22.35	17.66
Industrie	68.95	16.48	14.57
Commerce et transport	55.89	22.29	21.82
Salariés de différentes sortes	52.28	12.23	35 49
Services publics et professions libérales	76.88	12.82	10.30

En 1895, les ouvrières industrielles se subdivisaient comme suit :

	Célibataires	Mariées	Veuves	
Agriculture	1.651.524	615.301	486.329	
Industrie	1.048.818	250 666	221 634	
Commerce et transport	323,966	129.176	126.466	
Services publics et professions libérales	135,815	22.643	18.190	
Salariés de différentes sortes	122 266	28.595	83 004	
Totaux	3 282.389	1.046.381	935.623	(1)
Servantes		11.272		
		1.057.653		

Lors du recensement industriel de 1882, le nombre des femmes mariées, utilisées dans l'industrie, ne s'élevait qu'à 714.060; de 1882 à 1895, l'augmentation était de 343.593 personnes ou de 48.12 %, une proportion très défavorable en comparaison avec l'augmentation de la population.

Les chiffres donnent une idée exacte de la situation en Allemagne. Dans tous les domaines l'utilisation de la femme, surtout de la femme mariée, s'étend. Il est intéressant de constater que lors du recensement industriel de 1895, il y avait 11 chauffeurs et machinistes féminins.

L'industrie anglaise utilisait :

	Total	Hommes	Femmes
1871	11.593.466	8.270.186	3.323.280
1881	11.187.564	7.783.646	3.403 918
1891	12.898.484	8.883.254	4.016.230

Durant les 20 dernières années, le nombre des hommes utilisés augmenta donc de 613.068 = 7.9 %, celui des femmes de 692.950 = 20.9 %. Il est surtout à remarquer qu'en 1881 — une année de crise, — le nombre des hommes utilisés diminuait de 486.540, en comparaison avec l'année 1871, alors

(1) *Dictionnaire manuel des sciences politiques*, 2e Edition.

que celui des femmes augmentait de 80.638. D'autre part, il est démontré que les jeunes forces ouvrières féminines remplacent les anciennes. Les forces ouvrières de 10 à 45 ans augmentèrent; elles diminuèrent au delà de 45 ans.

En Angleterre, les branches d'industrie où le nombre des femmes dépassa sensiblement celui des hommes, étaient surtout les suivantes :

	Femmes	Hommes
Fabrication de costumes féminins	415.961	4.476
Industrie cotonnière	332.784	213.231
Fabrication du fil d'estame	69 629	40.482
Fabrication des chemises	52.943	2.153
» des bas	30 887	18.209
Industrie dentellière	21.716	13.030
Industrie du tabac	15.880	13.090
Reliure	14.249	11.487
Fabrication de gants	9.199	2.756
Professorat	144.393	50.628

Pour une même durée de travail, le salaire de la femme est sensiblement inférieur à celui de l'homme dans presque toutes les professions.

C'est ainsi qu'en Angleterre, le salaire hebdomadaire moyen était le suivant en 1883 :

	Hommes	Femmes
Dans les jutières et linières	26 marcs (1)	10-11 marcs
» verreries	38 »	12 »
» imprimeries	32-36 »	10-12 »
» fabriques de tapis	29 »	15 »
» tissages	26 »	16 »
» fabriques de souliers	29 »	15 »
» teintureries	25-29 »	12-13 »

Des mêmes différences de salaire se constatent entre les hommes et les femmes utilisées à la poste, dans le professorat, etc. Dans l'industrie cotonnière

(1) 1 marc = 1 fr. 25.

du Lancashire, les deux sexes gagnent à peu près le même salaire pour une même durée de travail.

D'après le recensement de 1899, 26.512.157 femmes âgées de plus de dix ans étaient utilisées dans l'industrie aux Etats Unis : 594.510 dans l'agriculture, 631.988 dans les fabriques, 59.364 dans le commerce et le transport, 1.366.235 pour des services personnels, dont 938.910 comme domestiques. En outre 46.800 femmes étaient fermières ou planteuses, 5135 employées du gouvernement, 155.000 professeurs, 13.182 professeurs de musique, 2061 artistes. En 1890, 10.961 ouvrières de New-York étaient intéressées dans des grèves, signe que les ouvrières des Etats Unis, tout comme celles de l'Europe, commencent à comprendre la lutte des classes entre le capital et le travail. L'article suivant, extrait du « Levest. Journ. » de l'année 1893, montre comment les femmes des Etats Unis remplacent aussi les hommes dans nombre de professions :

« Une des curiosités du village manufacturier Maines, ce sont les hommes, portant le titre caractéristique de « ménagers ». Ces hommes se rencontrent en grand nombre dans presque toutes les localités où il y a beaucoup d'industrie. Celui qui vient dire bonjour, peu après l'heure du dîner, les rencontre avec leur tablier au lavage de la vaisselle. A d'autres moments de la journée on les verra écurer, faire le lit, laver les enfants, ranger ou préparer le dîner.... Ces hommes s'occupent tout simplement du ménage, parce qu'à l'usine leurs femmes gagnent plus qu'eux mêmes, et qu'il y a donc économie à faire travailler la femme. »

La phrase finale demande à être modifiée comme suit : parce que les femmes travaillent pour des

salaires que les hommes ne peuvent accepter, et que l'entrepreneur donne donc la préférence aux femmes, chose qui se constate également en Allemagne. Les localités dont parle le journal sont les « she to ns » (villes de femmes) dont je parlais ailleurs.

En 1895, il n'y avait pas moins de 15.958 femmes, utilisées en France au service du Chemin de fer (pour la délivrance des coupons); 5.853 femmes fonctionnaient au service provincial des Postes; 9.805 étaient télégraphistes ou téléphonistes, 425 travaillaient à la Caisse d'Epargne de l'Etat. Le nombre total des femmes, utilisées en France dans l'industrie — y compris l'agriculture et les services domestiques — se montait à environ 4.415.000.

Des 3.858 jugements, prononcés par le Conseil des prudhommes de Paris, 1.674 se rapportaient à des femmes. D'après les données des Inspecteurs des fabriques de la Suisse (1), il y avait, au 5 juin 1901, 150.203 hommes et 92,331 femmes dans les professions soumises à leur contrôle, dont

	Femmes	Hommes
Industrie textile	64.001	33.192
» des vivres	8.826	9.567
Joaillerie et fabrication des horloges	9 001	15.857
Industrie des peaux et du cuir	3.884	5,389

Dans les autres industries, le nombre des femmes employées était sensiblement inférieur à celui des hommes.

Des ouvrières, 24,042 = 26 % étaient mariées, et 11.786 avaient des enfants de moins de 12 ans. La proportion des ouvrières mariées aux ouvrières célibataires est moins favorable quand on considère

(1) *Statistique manufacturière de la Suisse*, d'après les données des Inspecteurs du travail au 5 Juin 1901. Edité par le département industriel de la Suisse.

exclusivement les ouvrières âgées de plus de 18 ans. Sur 100 ouvrières de plus de 18 ans, étaient mariées :

Imprimeries de coton	73 5
Tissages et filatures de coton	45.3
Fabriques de tabac	43.5
Industrie lainière	40.7
Papeteries	42.8
Industrie des vivres	40.1
Fabrication de rubans	39.5
Industrie cotonnière	38.7
Piquage à la machine	34.6 etc.

Parmi les ouvrières, la proportion des femmes mariées est très grande ; elle fait naître des situations très préjudiciables à la vie de famille des ouvriers. D'autre part, le nombre des femmes mariées augmente toujours. C'est ainsi que dans les industries de Bade, soumises à l'Inspection, le nombre des femmes mariées s'éleva de 11 782 en 1895 à 15.046 en 1899, soit une augmentation de [illegible] %.

En 1899, les inspecteurs de l'industrie en Allemagne furent chargés de fournir des renseignements au sujet de la durée du travail, et du motif pour lequel des femmes mariées se livrent au travail industriel. Ci-après quelques unes des nombreuses indications, fournies en 1900. Le Dr Wörishoffer, inspecteur des fabriques de Bade, dit : « La raison de l'emploi des femmes mariées dans les fabriques est la même que celle qui, en général, fait utiliser les femmes dans les usines : l'insuffisance du salaire du chef de la famille, qui ne permet pas de pourvoir aux besoins immédiats de la famille. » D'autres inspecteurs s'expriment de la même façon. Le fonctionnaire de Magdebourg donne la même raison pour le plus grand nombre de femmes utilisées ; d'autres, également, doivent travailler parce que

l'homme est trop dépensier ou trop exigeant. D'autres femmes encore travaillent par habitude parce qu'elles ne furent pas éduquées comme femmes. En admettant que ces raisons soient déterminantes dans un petit nombre de cas, il est certain que la plupart travaillent parce qu'elles doivent le faire. C'est ce que constata le syndicat des travailleurs du bois de Stuttgart, au cours d'une enquête, faite en 1900. Le fonctionnaire de l'Alsace signale, que les causes principales du travail des femmes mariées sont les moyens de communication et la préférence, accordée au travail peu rémunéré par une industrie qui se trouve sous le coup d'une concurrence effrénée. L'on se sert plutôt des femmes mariées, parce qu'elles sont plus sûres et plus persévérantes au travail. L'inspecteur industriel de Berlin dit : « Non seulement les femmes mariées sont plus dociles, plus actives et plus sûres que les célibataires, elles changent beaucoup moins d'atelier et exercent une influence salutaire et morale sur leurs compagnes; elles sont donc aussi leurs surveillantes. » Le fonctionnaire de Coblence constate : « Les femmes mariées ont moins de prétentions, ce qui permet de les utiliser à un travail que refusent d'exécuter les ouvrières jeunes et célibataires : le triage des chiffons, par exemple. » Le fonctionnaire de Chemnitz admet également que la misère pousse la plupart des femmes mariées vers l'usine.

En ce qui concerne les salaires, il est incontestable qu'en général le travail féminin est moins rétribué que le travail masculin, même lorsqu'il s'occupe à la fabrication des mêmes produits. Sous ce rapport, il n'existe de nouveau aucune différence entre les entrepreneurs particuliers, l'Etat et la commune.

Au chemin de fer ou à la poste, les femmes gagnent moins que l'homme pour un même travail; toutes les communes paient moins aux institutrices qu'aux instituteurs. Le motif? Que la femme a moins de besoins et est plus abandonnée pour toutes choses; en règle générale elle est rivée à son domicile. La durée du travail féminin est également la plus longue quand la législation n'intervient pas par des mesures de protection. D'après le rapport de la Chambre de commerce de Leipzig, les salaires étaient en 1888, pour une même durée de travail :

	Hommes Marcs	Femmes Marcs
Dans l'industrie dentellière	20 — 25	7 — 15
Dans les fabriques de gants d'étoffe	12 — 30	6 — 25
Dans les tissages de lin et de jute	12 — 27	5 — 10
Dans les carderies	15 — 27	7.20 — 10.20
Dans une sucrerie	10 50 — 31	7.50 — 10
Dans les fabriques de cuir et d'articles en cuir	12 — 28	7 — 18
Dans les fabriques de prod. chimiques	8.50 — 25	7.50 — 10
Dans les fabriques de caoutchouc	9 — 28	6 — 17
Dans une fabrique de lampions	16 — 22	7.50 — 10

Lors d'une enquête sur le salaire des ouvriers de fabrique de Mannheim, en 1893, le Dr Wörishoffer divisa le salaire hebdomadaire en trois classes; la classe inférieure comprenait le salaire hebdomadaire jusque 15 marcs, la classe moyenne celui de 15 jusque 24 marcs, la classe supérieure celui de plus de 24 marcs. Les salaires donnèrent ainsi le tableau suivant :

	Salaires bas	Moyens	Elevés
Total des ouvriers	29.8 %	49.8 %	20.4 %
Hommes	20.9 %	56.2 %	22.9 %
Femmes	99.2 %	0.7 %	0.1 %

La plupart des ouvrières ne gagnent que de véri-

tables salaires de famine, car la proportion était la suivante :

Salaire hebdomadaire de moins de	5 marcs	4.62 %
»	» de 5 — 6 »	5.47 %
»	» de 6 — 8 »	43.96 %
»	» de 8 — 10 »	27.45 %
»	» de 10 — 12 »	12 38 %
»	» de 12 — 15 »	5.38 %
	Au dessus de 15 marcs	0.74 %

Dans l'industrie à domicile, la rémunération est la plus misérable, aussi bien pour les hommes que pour les femmes; les femmes restent cependant les plus misérables. D'un autre côté, la durée du travail est illimitée, presque ininterrompue pendant les périodes saisonnières. L'industrie à domicile applique bien fréquemment le sweating system, c'est-à-dire que le travail est donné aux ouvriers par des intermédiaires. Ces intermédiaires-facteurs, maîtres, etc., s'accaparent, pour se dédommager de leurs peines, d'une importante partie du salaire payé par l'entrepreneur.

Les données suivantes des situations berlinoises, montrent de quelle façon abominable le travail féminin est rétribué par l'industrie à domicile :

En 1890 les chemises d'hommes en futaine se payaient 2 marcs jusqu'à 2 m. 50 par douzaine; en 1893 l'entrepreneur les obtenait à 1 marc 20 pfennig. Une couturière d'une habilité moyenne doit travailler du matin de bonne heure jusque tard dans la soirée pour terminer 6 à 8 chemises; le salaire hebdomadaire est donc de 4 à 5 marcs. Les femmes qui cousent des tabliers gagnent de 2 m. 50 à 5 m. par semaine; celles qui confectionnent les cravates de 5 à 6 marcs; une corsagère habile 6 marcs; les ouvrières qui font les costumes d'enfants 8 marcs; pendant la bonne saison, la confection des fines

chemises de jour rapporte 12 marcs, quand on travaille depuis 5 heures du matin jusque 10 heures du soir. Des dentellières, qui peuvent copier elles-mêmes des modèles, gagnent 30 marcs par mois, des garnisseuses habiles, qui travaillent depuis des années, gagnent mensuellement de 50 à 60 marcs pendant la bonne saison. La saison est de cinq mois. En travaillant tous les jours pendant douze heures, les femmes gagnent de 6 à 7 marcs par semaine dans la fabrication des parapluies. De pareils salaires de famine livrent les ouvrières à la prostitution, car à Berlin le genre de vie le plus modeste n'est possible qu'à raison de 9 à 10 marcs par semaine.

Ces faits démontrent que dans l'etat de choses actuel la femme est retirée de plus en plus de la vie de famille et du ménage. Le mariage et la famille sont ménacés, dissolus ; à ce point de vue il est donc insensé de renvoyer la femme à son foyer et à la famille. Cela ne peut être fait que par ceux qui vivent sans observer, qui ne voient pas ou ne veulent pas voir les faits qui se déroulent autour d'eux.

Dans un grand nombre d'industries, les femmes sont utilisées exclusivement; dans nombre d'autres elles forment la majorité, et dans la plupart de celles qui restent, elles travaillent en groupes plus ou moins nombreux. Leur nombre devient toujours plus grand, et elles pénètrent constamment dans de nouveaux métiers.

La réglementation de l'industrie allemande, datant de 1891, a fixé la journée normale de travail d'une femme adulte à onze heures; cette prescription, cependant, est détruite partiellement par une masse d'exceptions qui sont à l'avantage des entrepre-

neurs. Le travail nocturne est également interdit aux femmes, mais encore une fois des exceptions sont admises pour les usines qui travaillent sans interruption, ou qui n'ont qu'une saison (comme les sucreries). La législation allemande n'a pas encore pu se décider à promulguer des mesures vraiment efficaces pour la protection de la femme. C'est ainsi que les ouvrières des petites industries à domicile sont exploitées par une durée de travail inhumaine, qui les tue. Cette exploitation est favorisée par le fait, que jusqu'ici une petite minorité de femmes seulement ont compris qu'elles doivent s'organiser, tout comme les hommes, pour obtenir de meilleures conditions de travail.

L'utilisation toujours plus étendue de la femme ne s'applique pas seulement à cette catégorie de travaux qui lui conviennent surtout, en raison de sa faiblesse physique, mais elle s'applique également, sans tenir compte de cette situation, à toutes les fonctions dans lesquelles l'exploitation moderne croit pouvoir retirer de la femme une plus grande somme de profits. A cette catégorie appartiennent les genres de travaux les plus pénibles physiquement, aussi bien que les plus désagréables et les plus nuisibles à la santé. Voilà qui contribue encore à réduire à sa véritable valeur cette conception fantastique, par laquelle on ne voit dans la femme que l'être délicat et doucement sensible, tel que les romanciers et les poètes la dépeignent pour chatouiller les sens de l'homme.

Les faits sont des témoins opiniâtres, et nous n'avons à nous occuper que des faits, puisqu'eux seuls nous préservent des déductions fausses et du radotage sentimental. Or, il nous apprennent que

nous trouvons actuellement la femme employée dans les industries suivantes : les tissages de lin, de coton et d'étoffes, les fabriques de draps, les filatures mécaniques, les ateliers d'impression sur étoffes, les teintureries, les fabriques de plumes métalliques et d'épingles, les sucreries, chocolateries et fabriques de cacao, les papeteries et fabriques de bronze, les verreries, les porcelaineries, la peinture sur verre, les filatures de soie, les tissages de rubans et de soieries, la fabrication du savon, de la chandelle et du caoutchouc, les fabriques d'ouate et de paillassons, la fabrication des tapis, des portefeuilles et des cartons de bureau, la clouterie, les fabriques de dentelle et de passementerie, la tapisserie, la fabrication de la chaussure et des objets en cuir, la bijouterie, les ateliers de galvanoplastie, les raffineries d'huile et de matières grasses, les usines de produits chimiques de tout genre, la manutention des chiffons et des guenilles, les fabriques d'écorce, le découpage sur bois, la xylographie, la peinture sur faïence, la fabrication et le blanchiment des chapeaux de paille, les fabriques de colle et de gélatine, les manufactures de vaisselle et de tabac, la ganterie, la pelleterie et la chapellerie, la fabrication des jouets, les moulins à broyer le lin, l'industrie des laines shoddy et celle des cheveux, l'horlogerie, la peinture en bâtiments, le nettoyage du duvet, la fabrication des pinceaux et des pains à cacheter, la glacerie, les poudreries et les fabriques de matières explosives, d'allumettes phosphoriques et d'arsenic, l'étamage du fer blanc, l'apprêtage, l'imprimerie et la composition typographique, la taille des pierres fines, la lithographie, la photographie, la chromolithographie et la métochromotypie,

la tuilerie, la fonderie et les usines métallurgiques, la construction des bâtiments et des chemins de fer, les mines, le transport des bateaux par voie fluviale ou par les canaux, etc. Nous trouvons encore les femmes dans le vaste champ qu'ouvrent à leur activité le jardinage, l'agriculture, l'élevage du bétail et toutes les industries qui s'y rattachent, et enfin dans les différentes catégories de métiers dont elles se sont occupées depuis longtemps et jusqu'à un certain point à un titre privilégié : le blanchissage du linge, la confection des vêtements de femmes, les différentes branches des choses de la mode, nous rencontrons encore les femmes comme vendeuses, et d'une façon de plus en plus fréquente dans ces derniers temps, comme demoiselles de comptoir, institutrices, directrices d'écoles enfantines, auteurs et artistes, etc. Il y a encore des milliers de femmes des classes moyennes employées comme filles de magasin ou dans les marchés, qui par suite sont presque entièrement soustraites à toute fonction domestique, et notamment à l'élevage des enfants. Enfin, il y a lieu de mentionner encore une industrie dans laquelle les femmes jeunes et surtout jolies trouvent chaque jour davantage à s'employer, mais au grand détriment de leur développement physique, intellectuel et moral ; nous voulons parler des lieux publics de tout genre, dans lesquels elles entrent pour servir et attirer, par leurs séductions, la clientèle masculine, toujours avide de jouissances.

Parmi ces divers métiers, il y en a beaucoup qui sont extrêmement dangereux. C'est ainsi que dans la fabrication et le blanchiment des chapeaux de paille, les gaz sulfureux et alcalins présentent, par leurs effets, un danger constant ; il en est de même

pour l'inspiration des vapeurs de chlore dans le blanchiment des étoffes végétales; des dangers d'empoisonnement existent dans la prodution des papiers peints, des pains à cacheter de couleur et des fleurs artificielles, de la métachromotypie, des poisons et des produits chimiques, et dans la peinture des soldats de plomb et des jouets du même métal. La manipulation du mercure dans la miroiterie, constitue autant dire un arrêt de mort pour le fruit des femmes enceintes qui se livrent à cette occupation. D'après le Dr Hirt, il meurt en moyenne, en Prusse, 22 % des enfants nés viables, avant d'avoir atteint leur première année. Or cette proportion atteint 65 % pour les enfants des étameuses de glaces, 55 % pour les enfants des tailleuses de verre, 40 % pour les enfants des ouvrières qui travaillent le plomb. Des 78 femmes enceintes en 1890 dans les fonderies de caractères du district Wiesbaden, 37 s'accouchèrent normalement. D'après le Dr Hirt, les industries suivantes sont surtout dangereuses pour les ouvrières et pour leurs enfants pendant la seconde partie de la grossesse : fabrication du papier colorié et des fleurs artificielles, le saupoudrage de la dentelle de Bruxelles avec de la céruse, l'étamage des miroirs, l'industrie du caoutchouc et toutes les opérations qui forcent les ouvriers à respirer des gaz nuisibles — acide carbonique, oxyde de carbone, hydrogène sulfuré. La fabrication des allumettes phosphoriques, la manutention des laines shoddy la filature de la soie présentent également de grands dangers. D'après les indications, fournies par l'inspecteur industriel de Bade, le chiffre annuel moyen des naissances avant terme chez les femmes utilisées dans d'industrie, monta de 1,039 de 1882 à 1886,

à 1.244 de 1887 à 1891. De 1882 à 1886, le nombre des naissances, nécessitant une opération chirurgicale préalable, était annuellement de 1,118; il fut de 1.385 pour la période de 1887 à 1891. Si pareille enquête se faisait partout en Allemagne, des faits beaucoup plus pénibles encore seraient révélés. En règle générale, les inspecteurs du travail se bornent à constater dans leurs rapports : « L'emploi des femmes dans les fabriques ne fait pas constater des désavantages particuliers ». Comment pourraient-ils les constater pendant leurs courtes visites, faites sans s'inquiéter de l'avis des médecins?

La vie des travailleurs est encore menacée par les mutilations de membres auxquelles les exposent le machinisme de l'industrie textile, la fabrication des matières explosives et le travail aux machines agricoles. Un simple regard jeté par le lecteur sur la liste que nous venons de dresser, lui prouvera qu'un grand nombre de métiers cités appartiennent aux plus pénibles et aux plus fatigants, même pour l'homme. On se contente toujours de dire que telle ou telle occupation est indigne de la femme; avec cela on n'arrivera à rien de bon aujourd'hui, si l'on ne trouve pas à lui assigner d'autres fonctions plus convenables.

Le Dr Hirt (1) cite parmi les industries, auxquelles les jeunes femmes ne pourraient être admises pour leur santé ou pour la régularité de leurs fonctions sexuelles : la fabrication des couleurs de bronze, du papier d'émeri, la chapellerie, le taillage du verre, l'enlevage du bronze des pierres dans la lithographie, le sérançage du lin, le travail du crin,

(1) *Le travail industriel des femmes.*

l'étamage du fer blanc, le travail au moulin à broyer le lin et au loup.

Dans les professions qui suivent, les jeunes filles ne pourraient être admises que lorsque toutes les mesures de précaution indispensables (ventilation, etc.) sont prises et approuvées : la fabrication du papier peint, de la porcelaine, des crayons, des plombs de chasse, des huiles éthérées, de l'alun, des sels alcalins, du brome, de la quinine, de la soude, de la paraffine et de l'outremer, des papiers colorés (vénéneux), des pains à cacheter (vénéneux) des allumettes, des métachromotypes, du vert de Schweinfurt et des fleurs artificielles. D'autre part avec le découpage et le triage des chiffons, le découpage et le moulage des feuilles de tabac, le battage du coton, le dévidage de la laine et de la soie, le nettoyage du duvet, le souffrage des chapeaux de paille, le triage des poils pour les pinceaux, le vulcanisage du caoutchouc, le teinturage et l'impression des étoffes, le coloriage des soldats de plomb, l'empaquetage du tabac à priser, la peinture des treillages métalliques, l'étamage des miroirs, l'aiguisage des aiguilles et des plumes en acier.

Vraiment, ce n'est pas un beau spectacle que de voir, sur les chantiers de construction des chemins de fer, des femmes, et même des femmes enceintes, lutter avec les hommes à qui poussera le plus de brouettes lourdement chargées, ni de les apercevoir, dans la construction des bâtiments, faisant office de manœuvres, gâchant la chaux et le ciment ou porter de lourds fardeaux de pierres; ni de les voir occupées au lavage de la houille ou du minerai de fer, etc... On dépouille ainsi la femme de ce qu'elle a de plus légitimement féminin, on foule aux pieds

son sexe, de même que, par réciprocité, dans une foule de métiers, on enlève à nos hommes tout ce qu'ils ont de masculin. Ce sont les conséquences de l'exploitation et de la guerre sociales. Nos détestables conditions sociales mettent fréquemment la nature sens dessus dessous.

Il est donc compréhensible et naturel que, par suite de l'extension que prend et tend à prendre davantage encore le travail féminin dans tous les genres de métiers, les hommes ne voient pas d'un bon œil ce que se passe. Il n'est pas douteux qu'avec le développement pris par le travail féminin, la vie de famille va se perdant de plus en plus pour l'ouvrier, que la désorganisation du mariage et de la famille en est la conséquence, et que l'immoralité, la dégénérescence, la démoralisation, les maladies de toute nature, la mortalité des enfants augmentent dans d'effrayantes proportions.

D'après la statistique de la population du royaume de Saxe, la mortalité infantile augmenta considérablement dans ces villes, qui devinrent de véritables villes manufacturières. De 1880 à 1885, il mourut en moyenne, avant d'avoir atteint leur première année, 28,5 enfants sur 100 enfants nés viables; de 1886 à 1890 cette proportion atteint 45,0 à Ernstthal, 44,5 à Stolberg, 40,4 à Zschopau, 38,9 à Lichtenstein, 38,2 à Meerane, 38,8 à Thum, 37,7 à Crimmitschau, 37,2 à Burgstädt, 37,1 à Werdau, 36,5 à Ehrenfriedersdorf, 35,8 à Chemnitz, 35,5 à Frankenberg, 35,2 à Buchholz, 35,1 à Schneeberg, 34,7 à Lunzenau, 34,6 à Hartha, 34,5 à Guthain, etc. (1).

(1) *Annuaire statistique du royaume de Saxe* (Année 1894). En 1904 il mourut 19,5 % des enfants âgés de moins d'un an en Allemagne, 20,5 % en 1905.

Dans la plupart des villages manufacturiers, les situations étaient encore plus défavorables; le chiffre de la mortalité infantile y était de 40 à 50 %.

Et malgré tout cela cette évolution, dans son ensemble, n'en constitue pas moins un progrès, exactement comme ce fut le cas avec l'introduction de la liberté du travail, de la liberté d'émigrer, de la liberté du mariage et avec la suppression de toutes les prohibitions, mesures qui ont favorisé le développement du grand capitalisme, mais qui ont porté le dernier coup à la petite et à la moyenne industrie, et qui préparent leur ruine inévitable.

Les travailleurs sont peu inclins à venir en aide à la petite industrie, quand celle-ci cherche encore à prolonger, par toutes sortes de moyens réactionnaires : limitation de la liberté du travail et de l'émigration, réinstauration des gildes et des métiers, etc., sa vie d'une façon artificielle. Il est également impossible d'en revenir à l'ancien état de choses en ce qui concerne le travail des femmes, ce qui, bien entendu, n'empêche pas que des lois rigoureuses sur le régime des fabriques mettent obstacle à l'exagération de l'emploi de la main-d'œuvre féminine et enfantine, et l'interdisent même absolument pour les enfants en âge d'école. Ici les intérêts des travailleurs se rencontrent avec ceux de l'Etat, et les intérêts de l'humanité en général avec ceux de la civilisation. Si l'Etat est obligé, par

---

18,6 % en 1906; ces chiffres se subdivisent comme suit au point de vue de la mortalité des enfants légitimes ou illégitimes :

en 1904	18,6 %	des enfants légitimes,		31,4 %	des enfants illégitimes
en 1905	19,4 %	»	»	32,6 %	» »
en 1906	17,5 %	»	»	29,4 %	» »

Annuaire statistique de l'Empire Allemand pour 1908.

exemple, comme ce fut encore le cas en 1893 lorsque l'armée dut être renforcée d'une façon inusitée, de diminuer la mesure réglementaire des militaires, parce que les actions dégénérescentes de nos situations économiques ont augmenté le nombre des jeunes gens qui sont impropres au service, tous ont avantage à voir prendre des mesures de protection. Le but final à atteindre doit être la suppression des inconvénients qui résultent des progrès réalisés, tels que le développement du machinisme, le perfectionnement de l'outillage, et toute la méthode de travail moderne, de telle sorte qu'il n'en reste que les avantages, et que ceux-ci profitent à tous les membres de la société.

C'est un contre-sens et une criante anomalie, que les progrès de la civilisation et des conquêtes qui sont le produit du développement de l'humanité tout entière, ne profitent qu'à ceux qui peuvent se les approprier en vertu de leur puissance matérielle, que des milliers de travailleurs et d'ouvriers laborieux sont frappés de terreur et d'angoisse en apprenant que le génie humain vient encore d'inventer une machine qui produit vingt et trente fois plus que le bras de l'homme, et qu'il ne leur reste plus dès lors que la perspective d'être jetés sur le pavé comme inutiles et superflus (1). Il en résulte que ce qui devrait être salué avec joie par tout le monde, devient l'objet des sentiments les plus hostiles, sentiments qui, à des époques plus éloignées,

(1) L'inspecteur de fabrique A. Redgrave prononça en 1871 à Bradford un discours, dans lequel il dit entre autres choses : « Ce qui m'a frappé depuis quelque temps, c'est le changement d'aspect des fabriques de laine. Jadis, elles étaient peuplées de femmes et d'enfants, maintenant le machinisme semble faire toute la besogne. Un fabricant a répondu à une de mes questions par cette explication : « Avec l'ancien système, j'employais 63 personnes ; après l'intro-

ont déterminé plus d'une fois l'assaut des fabriques et la démolition des machines. La même hostilité existe aujourd'hui entre l'homme et la femme. Ceci est également contre nature. Il y a donc lieu de chercher à fonder un ordre social dans lequel la totalité des instruments de travail soit la propriété de la communauté, qui reconnaisse l'égalité des droits à tous, sans distinction de sexe, qui entreprenne l'application de tous les perfectionnements et de toutes les découvertes, tant techniques que scientifiques, qui enrôle en même temps pour le travail tous ceux qui, à l'heure actuelle, ne produisent pas ou emploient leur activité à des choses nuisibles, de telle sorte que la durée du travail nécessaire à l'entretien de la société soit réduite à son minimum et que, par contre, le développement physique et intellectuel de tous ses membres soit porté à son plus haut degré. De cette façon la femme deviendra, comme l'homme, un membre de la société utilement productif et à droits égaux; de cette façon elle pourra donner leur plein développement à ses facultés physiques et morales, remplir tous ses devoirs et jouir de tous ses droits sexuels. Une fois placée vis à vis de l'homme dans la plénitude de sa liberté et de son égalité, elle sera à l'abri de toute exploitation indigne d'elle.

Toute notre évolution actuelle tend à une situation de ce genre, et ce sont précisément les maux

---

duction des machines perfectionnées, je réduisis mes ouvriers à 33, et plus récemment, par suite de nouvelles et importantes modifications, j'étais en mesure de les réduire de 33 à 13. » Il résulte de là qu'en peu d'années, avec le système de grande production actuel, le chiffre des ouvriers a, dans une seule fabrique, diminué de 80 %, la production restant au moins la même. » (Voir *Le Capital*, de Marx, pour d'intéressantes communications dans le même sens.)

dont nous souffrons au cours de cette évolution, qui amèneront, dans un temps qui n'est pas trop lointain, l'état de choses rêvé.

*
* *

Bien que le progrès signalé dans la situation de la femme au sein de notre vie sociale se touche du doigt, et que quiconque a des yeux ouverts soit obligé de les voir, on n'en entend pas moins tous les jours parler de la vocation naturelle de la femme qui la destinerait exclusivement au ménage et à la famille. Et ce même langage retentit le plus haut là où la femme cherche aussi à entrer dans le cercle de ce qu'on appelle les carrières élevées, par exemple, dans les branches supérieures de l'enseignement et de l'administration, dans les carrières médicale et judiciaire, dans les sciences naturelles. On y cherche les renseignements les plus risibles et les plus absurdes, que l'on défend avec les apparences de l'érudition. Des messieurs qui se font passer pour « savants » viennent défendre, comme en beaucoup de choses, les idées les plus réactionnaires et les plus absurdes. Et le grand argument que l'on invoque, c'est que la femme est, au point de vue intellectuel, inférieure à l'homme, et qu'il est absurde de croire que dans cet ordre d'idées elle soit en mesure de produire quoi que ce soit de remarquable.

Ces opinions, émises par des « savants », répondent si bien au préjugé commun à tous les hommes sur la vocation essentielle et les capacités de la femme, que celui qui les produit peut toujours compter sur l'approbation de la masse des hommes, et aujourd'hui encore sur celle de la majorité des

femmes. Des idées nouvelles rencontreront toujours une résistance énergique, aussi longtemps que l'instruction et la faculté de comprendre seront aussi rudimentaires qu'aujourd'hui, et que les conditions sociales seront telles que la réalisation de ces idées soit de nature à léser les intérêts des classes dirigeantes. Il est facile à ces classes intéressées d'exploiter à leur profit le préjugé des masses, et c'est ainsi qu'au début les idées nouvelles ne conquièrent qu'une faible minorité, qu'on les raille, qu'on les vilipende et qu'on les persécute même. Mais lorsque ces idées sont bonnes et raisonnables, lorsqu'elles surgissent comme une conséquence nécessaire des circonstances, elles gagnent du terrain et la minorité finit par devenir la majorité. Il en a été ainsi de toutes les idées nouvelles dans le cours de l'histoire de l'humanité, et celle de la complète et véritable émancipation de la femme offre aujourd'hui le même spectacle.

Le christianisme n'a-t-il pas été au début en infime minorité? Les idées de la Réforme et de la bourgeoisie moderne n'ont-elles pas eu leurs adversaires tout-puissants? Et cependant elles ont vaincu. Et le socialisme fut-il perdu, parce que, dans l'Empire allemand, il fut garrotté pendant douze ans par des lois d'exception? Jamais sa victoire ne fut plus certaine que lorsqu'on crut l'avoir tué.

Invoquer la vocation naturelle de la femme à n'être qu'une ménagère ou une éleveuse d'enfants, a juste aussi peu de sens que prétendre qu'il devra éternellement y avoir des rois, parce qu'il y en a toujours eu partout; depuis que nous avons une

savons où se révéla le premier capitaliste de vocation, il nous est cependant connu que la royauté a subi, dans le cours des siècles, des modifications profondes, qu'on tend de plus en plus à la dépouiller de sa puissance, et nous pouvons en conclure à bon droit qu'un temps viendra, et il n'est pas éloigné, où l'on considérera la royauté comme superflue. Comme la royauté, toute institution gouvernementale ou sociale est soumise à des transformations, à des évolutions constantes, et finalement vouée à la disparition complète. Dans les preuves historiques de ce livre, nous avons vu que la forme actuelle du mariage et la place de la femme dans la société, ne furent pas toujours comme maintenant, que tous deux sont le produit d'une évolution historique, qui est loin d'être terminée. Si Démosthène put s'écrier, il y a 2350 ans, que la femme avait pour seul but « de faire des enfants légitimes et d'être une fidèle gardienne du foyer », ce point de vue a été abandonné. Qui donc oserait défendre aujourd'hui une pareille situation, comme « conforme à la nature », sans s'attirer le reproche de déconsidérer la femme? Il n'est pas douteux qu'il existe encore aujourd'hui des réactionnaires qui partagent dans leur for intérieur la manière de voir des Athéniens, mais nul n'oserait à l'heure actuelle exprimer hautement ce qu'un des hommes les plus remarquables de la Grèce pouvait reconnaître publiquement et en toute liberté comme naturel, il y 2350 ans. C'est en cela que consiste le grand progrès réalisé. Si donc tout le développement moderne, notamment dans la vie industrielle, a sapé par la base des millions

C'est ainsi qu'il n'y a pas de longues années, on ne considérait pas seulement comme naturel, dans tous les mariages de bourgeois ou de paysans, que la femme s'occupât de la couture, du tricot, de la lessive — bien que cela soit dès aujourd'hui fort passé de mode, — mais encore elle cuisait le pain, filait, tissait et blanchissait la toile, brassait la bière, fabriquait le savon et la chandelle. Faire confectionner une pièce d'habillement hors de la maison, était considéré comme une énorme prodigalité. La conduite d'eau, l'éclairage au gaz, les réchauds à gaz ou à pétrole, etc. — pour ne pas parler de l'électricité — étaient aussi inconnus que nombre d'installations qui, actuellement, se rencontrent à la maison et à la cuisine. Par-ci par-là il existe bien encore quelques situations de jadis, mais elles constituent des exceptions. La plupart des femmes ont quitté des besognes qui leur semblaient naturelles, parce qu'elles s'exécutent mieux par l'industrie, d'une façon plus pratique et à meilleur compte que ne pourrait les faire la ménagère, parce que, tout au moins dans les villes, l'installation domestique qu'ils exigent fait défaut. C'est ainsi qu'en une courte période d'années, il s'est réalisé dans notre vie de famille une grande révolution, à laquelle nous ne prêtons si peu d'attention que parce que nous la considérons comme naturelle. L'homme s'accommode des faits nouveaux, et ne les remarque même pas s'ils ne se produisent pas devant lui d'une façon trop subite; mais en présence d'idées nouvelles, qui ne tardent pas à l'arracher à la routine il se cabre avec entêtement.

avant, a aussi, dans un autre ordre d'idées, modifié d'une façon profonde la situation de la femme dans la famille. Elle est devenue plus libre, plus indépendante. Nos grand' mères, quand elles étaient des ménagères modèles, n'avaient pas songé à cela et ne pouvaient pas y songer, que de jeunes ouvrières, des apprenties en viendraient à vivre hors de la maison et loin de la table de famille, à fréquenter les théâtres, les concerts et les lieux de plaisir, et souvent même pendant la semaine. Et laquelle de ces bonnes vieilles femmes aurait pensé, aurait osé penser à se préoccuper des affaires publiques, quand bien même non politiques, comme cela arrive déjà de nos jours pour beaucoup de femmes? On fonde des associations dans les buts les plus divers, on entretient des journaux, on réunit des congrès. Comme ouvrière, la femme entre dans les corporations, assiste aux réunions et aux assemblées d'hommes, et se trouve déjà par-ci par-là — je parle de l'Allemagne — en possession du droit de vote pour la nomination des conseils de prud'hommes, un droit que la majorité réactionnaire du Reichstag lui enleva de nouveau en l'an de grâce dix huit cent quatre-vingt-dix.

Quel est le routinier qui voudrait supprimer tous ces changements, bien qu'il soit indéniable que la lumière donne aussi ses ombres qui, précisément, tiennent à nos conditions sociales gâtées et pourries, mais qui ne l'emportent pas sur le côté lumineux. Si l'on faisait voter les femmes, si conservatrices qu'elles soient jusqu'à présent en général, il en ressortirait qu'elles n'ont aucune disposition à revenir

Aux Etats-Unis, où la société, il est vrai, est encore placée sur le pied bourgeois, mais où elle n'a à se débattre ni avec les vieux préjugés européens, ni avec des institutions surannées, et où l'on est bien plus disposé à adopter les idées nouvelles quand elles promettent des avantages, on envisage depuis longtemps et dans des milieux très étendus la situation de la femme tout autrement que chez nous. On y est par exemple déjà venu depuis longtemps à cette saine pensée, qu'il n'est pas seulement pénible, embarrassant et dangereux pour la bourse, que la femme cuise encore le pain et brasse la bière elle-même, mais on considère déjà comme superflu et nuisible qu'elle prépare encore ses repas dans sa propre cuisine. La cuisine particulière est remplacée par la cuisine collective, munie de fourneaux à vapeur et de machines; les femmes font le service à tour de rôle, et le résultat est que le manger revient beaucoup moins cher, qu'il a un meilleur goût, qu'il offre plus de variété et coûte beaucoup moins de peine à préparer. Nos officiers qui, à part cela, ne sont pas décriés comme socialistes et communistes, font absolument de même; ils forment dans leurs cercles une société à capital variable, nomment un administrateur qui veille aux achats et se procure les vivres en gros; la préparation se fait à la cuisine à vapeur de la caserne. Ils vivent à bien meilleur compte qu'à l'hôtel, et ont une nourriture pour le moins aussi bonne. Des milliers des familles les plus riches de l'Europe vivent et mangent pendant toute l'année dans des pensions ou dans des hôtels, et semblent ne pas souffrir de ce manque d'une

la fatigue et des soins d'une propre cuisine et d'un ménage privé.

L'indifférence de femmes connues ou riches à l'égard de la cuisine, n'est pas précisément la preuve que cette besogne appartient à leur « fonction naturelle »; le fait que des familles princières ou riches engagent des cuisiniers masculins, aussi bien que les hôtels, semble vouloir prouver plutôt que la préparation des vivres est une besogne masculine. Je soumets ceci aux réflexions bienveillantes des gens, qui ne peuvent s'imaginer une femme sans batterie de cuisine.

Il est élémentaire, qu'à côté de la cuisine à vapeur bien installée à l'usage général, se créent les lavoirs et les séchoirs à vapeur, comme il en fut déjà installé par de riches particuliers ou spéculateurs dans les grandes villes, où ils fonctionnent admirablement; que le chauffage par le fourneau, qui fait perdre du temps et n'est pas agréable, soit remplacé par un système de chauffage central pratique, comme il en existe déjà — bien qu'insuffisant et imparfait — dans nos hôtels, nos riches maisons particulières, nos hôpitaux, nos écoles et nos casernes. Le malheur, c'est que ce sont seulement les institutions publiques et les classes possédantes qui jouissent de ces avantages qui, mis à la disposition de chacun, feraient gagner énormement de temps, de peines, de travail et de matériaux, et qui augmenteraient considérablement le bien-être de chacun.

En 1890, les journaux nous donnèrent la description des progrès, réalisés aux Etats-Unis dans le domaine du chauffage central et du renouvellement

aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, pour réaliser le chauffage de toute une rue ou de tout un quartier d'un seul point central, ont amené des résultats assez importants. Sous le rapport de l'organisation, ils ont été poursuivis avec tant de soin et de perspicacité, qu'au point de vue des expériences favorables et des avantages financiers, l'on peut s'attendre à une plus grande extension. Maintenant l'on a d'autres visées. L'on veut fournir d'un point central, non seulement le chauffage, mais l'air pur — chauffé ou frais — à des quartiers déterminés d'une étendue relativement considérable. »

Ce qui fut projeté alors a, depuis, été réalisé souvent d'une façon plus parfaite.

Les bourgeois bornés haussent volontiers les épaules en entendant exposer ces plans ou d'autres analogues. Cependant, ici en Allemagne nous traversons également une révolution technique, qui démontre que les cuisines particulières et d'autres occupations qui, jusque maintenant, se font dans les ménages, sont aussi superflues que le travail manuel après les machines et la technique moderne.

Au commencement du dix-neuvième siècle, Napoléon Ier avait même proclamé absurde l'idée de faire marcher un navire à la vapeur. L'idée de construire un chemin de fer fut taxée de folie par les sages d'alors; personne ne pouvait rester en vie sur ces voitures, car la vitesse devait couper la respiration aux passagers. Une multitude d'idées nouvelles sont, encore actuellement, traitées de la même manière. Si l'on avait proposé, il y a un siècle, de procurer à nos femmes de l'eau au moyen de la canalisation, l'on

Mais la grande révolution technique est en marche dans tous les domaines. Rien ne l'arrêtera, et la société bourgeoise a le devoir historique de conduire à son apogée cette révolution qu'elle créa, de montrer dans tous les domaines les germes de la transformation. La société nouvelle n'aura qu'à les développer en grand et d'une manière générale, pour déterminer une puissante évolution vers le mieux.

Le développement de la vie sociale ne tend donc pas à renfermer à nouveau la femme à la maison et près de son foyer, comme le lui assignent nos fanatiques de la vie domestique, qui aspirent à cela comme, au milieu du désert, les Juifs pleuraient les platées de viande de l'Egypte perdues, mais bien au contraire à la faire sortir du cercle étroit de son ménage, à la faire prendre part d'une façon complète à la vie publique du peuple — parmi lequel on cessera de ne compter que les hommes — et à tous les devoirs civilisateurs de l'humanité. C'est ce qu'a pleinement reconnu aussi De Laveleye, en écrivant (1) : « A mesure que progresse ce que nous avons coutume d'appeler la civilisation, les sentiments et les liens de la famille s'affaiblissent et exercent moins d'empire sur les actions des hommes. Ce fait est si général qu'on peut y voir une loi du développement des sociétés. » Ce n'est pas seulement la situation de la femme qui a subi des modifications profondes, mais encore celle du fils et de la fille dans la famille ; ceux-ci ont acquis une indépendance inconnue jadis. Cela se voit surtout aux Etats-Unis où, grâce à l'atmosphère sociale entière, l'éducation

est poussée à un degré bien plus élevé que chez nous dans le sens du personnalisme et de l'indépendance masculins. Les points sombres, qui aujourd'hui font également tache à cette forme de l'évolution, ne sont pas absolument nécessaires; ils tiennent aux situations sociales de notre époque.

La société bourgeoise ne crée jamais une situation nouvelle, réjouissante, qui ne possède son revers; dans tous ses progrès, elle est équivoque et amphibie, comme Fourier le fait remarquer très judicieusement.

De même que De Laveleye, le Dr Schäffle reconnaît que la modification profonde du caractère de la famille à notre époque est due à des causes sociales. Il dit : (1) « La tendance qu'a la famille à revenir à ses fonctions spécifiques, se manifeste clairement au cours de l'histoire. La famille constitue une fonction, dont on se sert provisoirement et pour suppléer aux autres. Quelle que soit la place qu'elle ait prise, à titre purement succédané, dans les lacunes des fonctions sociales, elle la cède aux institutions spéciales du droit, de l'ordre, de la puissance, de la religion, de l'instruction, de la science technique, etc... dès que ces institutions prennent naissance. »

2. *Les aptitudes intellectuelles de la femme*

Les femmes elles-mêmes prennent part au progrès, bien que jusque maintenant en minorité, et avec des visées manquant de clarté. Elles ne se contentent pas plus longtemps de mesurer leurs forces avec l'homme dans le domaine exclusif de l'industrie, de

dante dans le ménage, elles veulent également utiliser leurs capacités intellectuelles dans les positions élevées.

Ici l'on fait valoir l'argument aux termes duquel elles n'y seraient pas aptes, parce qu'elles n'y auraient pas été préparées par la nature. Bien que la question de l'exercice des hautes fonctions par la femme n'en concerne, dans la société actuelle, qu'un petit nombre, elle n'en est pas moins d'une importance capitale. La grande majorité des hommes croient très sérieusement que les femmes doivent rester toujours leurs inférieures au point de vue intellectuel, et qu'elles ne possèdent aucun droit à être mises sur un pied d'égalité; c'est pourquoi ils sont les ennemis les plus acharnés de ces efforts.

Ces mêmes hommes, qui ne trouvent aucun moyen de remédier à ce que la femme soit occupée à des travaux, dont beaucoup sont extrêmement pénibles, souvent dangereux, dans lesquels les plus grands périls menacent sa pudeur et où il lui faut manquer de la façon la plus éclatante à ses devoirs d'épouse et de mère, ces mêmes hommes, disons-nous, cherchent à l'écarter d'occupations où ces obstacles et ces dangers existent beaucoup moins, et qui conviendraient bien mieux à son corps délicat.

L'agitation en faveur de l'admission des femmes aux universités devenant plus violente en Allemagne, a rencontré de nombreux ennemis qui s'opposent surtout à l'admission à l'étude de la médecine. Von Bärenbach croit même pouvoir refuser à la femme l'accession à la science et lui en dénier les aptitudes, notamment par ce fait que jusqu'ici il ne s'est révélé

semblé que jusqu'ici le monde s'est contenté des philosophes masculins, et qu'il peut se passer des philosophes féminins. Et pour ce qui est de l'objection, que les femmes n'auraient encore produit aucun génie, elle ne me paraît ni solide ni probante. Les génies ne tombent pas du ciel, il leur faut l'occasion de se former et de se développer; cette occasion — l'historique que nous avons fait dans cet ouvrage de la formation intellectuelle de la femme l'a suffisamment prouvé — a jusqu'ici fait presque complètement défaut à celle-ci, que l'on a même, pendant des milliers d'années, opprimée de toutes façons. Dire que la femme n'a aucune prédisposition au génie parce qu'on croit pouvoir refuser tout génie au nombre pourtant élevé de femmes remarquables, est exactement aussi faux que si l'on prétendait que parmi les hommes il n'y a pas eu d'autres génies que ceux que l'on considère comme tels, parce qu'ils ont eu l'occasion de se manifester. Le dernier des maîtres d'école de village sait déjà quelle quantité d'aptitudes n'arriveront même pas à se former parmi ses élèves, parce que toute possibilité de se produire leur fera défaut. Chacun de nous a pu connaître des hommes, dont il devait déclarer qu'ils seraient devenus des génies, s'ils avaient pu se développer dans des circonstances heureuses. Les génies et les talents, dans l'humanité masculine, ont certainement été mille fois plus nombreux que ceux qui se sont manifestés jusqu'ici, les conditions sociales les ayant étouffés; il en est exactement de même pour les capacités du sexe féminin qui, depuis des milliers d'années, a été soumis bien plus à l'oppression, aux

et de capacités intellectuelles qui se développeraien
chez l'homme comme chez la femme, le jour où elle
pourraient se former dans des conditions conforme
à la nature.

Il en va aujourd'hui dans l'humanité exactemen
comme dans le monde végétal, où des millions d
précieuses graines n'arrivent pas à percer, parce qu
le sol sur lequel elles tombent est stérile ou déj
occupé par d'autres plantes qui dérobent au jeun
rejeton la nourriture, l'air et la lumière. Les même
lois qui régissent la nature, règlent aussi la vi
humaine. Si de nos jours un jardinier ou un cultiva
teur s'avisait d'affirmer que telle ou telle plante es
incapable de se développer, d'arriver à sa croissance
sans l'avoir expérimentée ou même après l'avoi
gênée jusque-là dans son développement par u
traitement mal approprié, ce jardinier ou ce culti
vateur serait considéré comme un nigaud par tou
ses voisins plus éclairés, et ce serait à bon droit. L
même chose arriverait si, pour obtenir un animal d
race plus parfaite, il se refusait à croiser une femell
de ses animaux domestiques avec un mâle de rac
supérieure.

Il n'y aurait actuellement pas un seul paysa
assez ignorant pour ne pas se rendre compte de
résultats que produirait un semblable traitemen
pour ses plantes et son bétail; une autre questio
est de savoir si ses moyens lui permettent d'appli
quer les meilleures méthodes; ce n'est que pou
l'humanité que des gens, même pétris de science, s
refusent à admettre ce qu'ils considèrent comme un

instructives. Comment se fait-il que les fils des paysans se différencient des enfants des villes? Comment se fait-il que les enfants des classes les mieux placées se distinguent de ceux des pauvres par la conformation de la figure et du corps, et même relativement par certaines qualités intellectuelles? Cela provient de la différence dans les conditions de la vie et de l'éducation.

L'exclusivisme qui existe dans l'éducation en vue d'une vocation définie, imprime à l'homme son propre caractère. Un prêtre, un instituteur se reconnaissent facilement, dans la plupart des cas, à l'allure, à l'expression de la physionomie; un militaire également, même quand il est en tenue bourgeoise. Un cordonnier se distingue aisément d'un tailleur, un menuisier d'un serrurier. Deux jumeaux qui, dans leur enfance, se seront ressemblés d'une façon frappante, offriront dans un âge plus avancé une différence remarquable si leur carrière n'a pas été la même, si l'un exerce un rude travail manuel, comme forger par exemple, et si l'autre s'est adonné à l'étude de la philosophie. L'hérédité et l'adaptation jouent donc un rôle prépondérant dans le développement de l'être humain comme dans le règne animal, et l'homme paraît même être, de toutes les créatures, la plus souple et la plus docile. Il suffit souvent de peu d'années d'un autre genre de vie et d'occupation, pour faire de lui un homme tout différent. Ce changement rapide, au moins quant à l'extérieur, ne se manifeste nulle part d'une façon plus frappante que là où un homme de

renier son passé, cela ne tient pas à l'impossib
de se perfectionner davantage, mais bien à ce
passé un certain âge, la majeure partie des hom
n'éprouvent pas le besoin d'acquérir plus de
naissances intellectuelles, ou les tiennent
parfaitement inutiles. Voilà surtout pourquoi
parvenu de ce genre n'a que peu à souffrir d
défaut. Notre époque, qui n'a de regards que
l'argent et les moyens matériels, s'incline
volontiers devant l'homme disposant de gros c
taux, que devant l'homme de génie richement
au point de vue intellectuel, quand celui-ci
malheur d'être pauvre et roturier. Jamais l'ac
tion du veau d'or ne fut plus intense qu'à n
époque. C'est pourquoi nous vivons dans « le m
leur des mondes ».

L'exemple le plus frappant de ce que font
l'homme le changement radical des conditions d
vie et l'éducation, nous le trouvons dans nos dist
industriels. Les travailleurs et les bourgeois y off
des contrastes extérieurs tels, qu'on les dirait ap
tenir à deux races d'hommes différentes. Bien
je fusse habitué à ce contraste, j'en fus frappé d
façon presque effrayante, à l'occasion d'une réu
électorale que je tins en 1877 dans une ville manu
turière de l'Erzgebirge. La réunion, dans laqu
j'avais une discussion avec un professeur libéral,
organisée de telle sorte que les deux partis éta
fortement représentés et serrés l'un contre l'a
dans l'enceinte. Nos adversaires s'étaient emparé
devant de la salle ; c'étaient presque tous des hom

geois, pour les neuf dixièmes des tisserands, petits, minces, à la poitrine étroite, aux joues pâles, dont les soucis et la misère se lisaient sur le visage. Les uns représentaient la vertu satisfaite et la morale solvable, les autres étaient les abeilles laborieuses et les bêtes de somme, grâce au produit du travail desquelles les premiers avaient si bonne mine, tandis qu'eux-mêmes souffraient de la faim. Que pendant une génération on les place dans des conditions d'existence également favorables, et le contraste disparaîtra, il sera sûrement effacé dans leur descendance.

En général il y a plus de difficulté à discerner la situation sociale chez la femme que chez l'homme, parce qu'elle s'accommode à une situation nouvelle et adopte des habitudes d'existence supérieures, avec bien plus de souplesse et d'habileté. Son aptitude dans ce sens dépasse celle de l'homme, généralement plus embarrassé.

De saines conditions sociales, permettant le développement normal des aptitudes corporelles et intellectuelles, sont aux hommes ce que la terre fertile, la lumière et l'air sont aux plantes. Le dicton connu : « L'homme est ce qu'il est » exprime cette idée d'une façon trop restreinte. Il ne s'agit pas seulement de ce qu'est l'homme, mais de toute sa manière de vivre, du milieu social dans lequel il se meut, qui entrave ou favorise ses dons physiques ou intellectuels, qui exerce une influence néfaste ou salutaire sur ses pensées, ses sentiments, ses actions. Journellement, nous voyons des hommes qui, dans de bonnes conditions matérielles, sombrent intellectuellement ou moralement; car des conditions défavora-

nelles ou de famille; elles gagnent même une si grande influence qu'ils s'engagent sur la mauvaise voie. Les conditions générales dans lesquelles vivent les hommes, ont donc beaucoup plus d'importance que les situations de famille. Quand cependant les conditions de développement social des deux sexes sont les mêmes, la femme développe son être à un degré de perfection tel, que nous ne pouvons nous en faire une idée exacte parce que, jusque maintenant, ces situations ont fait défaut dans l'histoire du développement de l'humanité.

Ce que jusqu'à présent des femmes isolées ont réalisé, ne permet presque pas d'en douter, car ces femmes s'élèvent au-dessus de la masse de leur sexe, au moins d'autant que les hommes de génie dépassent la foule de leurs congénères. Dans le gouvernement des Etats, les femmes, eu égard à leur nombre, et en prenant pour établir la valeur de leurs actes la mesure dont on se plaît à se servir pour juger les princes, ont montré en général plus de talent que les hommes. Rappelons pour exemples Isabelle et Blanche de Castille, Elisabeth de Hongrie, Catherine Sforza, la duchesse de Milan et d'Imola, Elisabeth d'Angleterre, Catherine de Russie, Marie-Thérèse, etc. Se basant sur le fait que les femmes règnent d'excellente façon, chez toutes les races et dans tous les pays, et même sur les hordes les plus sauvages et les plus turbulentes, Burdach fait remarquer que probablement les femmes conviennent beaucoup mieux à la politique que les hommes (1). Lorsqu'en 1901 la reine Victoria d'Angleterre mourut, un grand journal anglais proposa d'introduire en Angleterre

la succession féminine exclusive du trône, l'histoire de l'Angleterre ayant démontré que les rois féminins régnèrent beaucoup mieux que les rois masculins. Au reste, plus d'un grand homme de l'histoire se réduirait singulièrement, si l'on savait toujours ce qu'il se doit à lui-même et ce qu'il doit aux autres. Les historiens allemands, par exemple M. von Sybel, ont présenté le comte de Mirabeau comme l'orateur le plus remarquable et l'un des plus grands génies de la Révolution. Et voici que les recherches ont prouvé que ce génie si puissant doit le canevas de presque tous ses discours, et celui des plus remarquables sans exception, au concours obligeant et à l'assistance de quelques savants travaillant silencieusement, qu'il sut habilement employer. D'un autre côté des figures de femmes comme Sapho, Diotima du temps de Socrate, Hypathie d'Alexandrie, madame Roland, Marie Wolestonecraft, Olympe de Gouges, madame de Staël, George Sand, méritent la plus haute estime, et plus d'une étoile masculine pâlit auprès d'elles. Ce que des femmes ont fait comme mères d'hommes remarquables, est également connu.

Les femmes ont produit, dans l'ordre intellectuel, tout ce qu'il était possible de donner dans des circonstances éminemment défavorables, et cela justifie les meilleures espérances pour leur développement ultérieur. En réalité, la seconde moitié du dix-neuvième siècle a commencé le nivellement de la route pour un grand nombre de femmes, afin de leur permettre d'entamer la lutte avec les hommes dans les domaines les plus divers. Les résultats obtenus sont très satisfaisants.

que les hommes, qu'elles ne peuvent devenir ni des génies, ni de grands philosophes; est-ce que cette circonstance a servi de règle pour la majorité des hommes lorsqu'on leur a accordé, tout au moins dans les termes de la loi, l'égalité des droits avec les « génies » et les « philosophes ». Les mêmes savants qui dénient à la femme des aptitudes élevées, sont aussi facilement enclins à en faire autant à l'égard des travailleurs manuels et des ouvriers. Quand le noble se réclame de son « sang bleu » et de son arbre généalogique, ils sourient dédaigneusement et haussent les épaules; mais vis-à-vis de l'homme des classes inférieures, ils se tiennent pour une aristocratie qui doit ce qu'elle est devenue, non pas à la faveur des circonstances de la vie, mais bien en tout et pour tout à leur propre talent, à leur propre intelligence. Les mêmes hommes qui, sur certains points, sont les plus dénués de préjugés, qui n'ont qu'une piètre opinion de ceux qui ne pensent pas librement comme eux, sont, sur d'autres points, dès qu'il s'agit de leur intérêt de classe ou d'état, de leur présomption ou de leur amour-propre, bornés jusqu'à l'étroitesse et animés d'une hostilité qui va jusqu'au fanatisme.

Voilà ce que les hommes des hautes sphères pensent de ceux des classes inférieures, et voilà comment le monde masculin presque tout entier juge lorsqu'il est question des femmes. Les hommes ne voient dans la femme qu'un instrument de profits et de plaisir; la considérer comme leur égale en droits répugne à leurs préjugés. La femme doit être

comprimer ses pensées, ses aspirations personnelles autant que possible, et attendre patiemment ce que sa Providence terrestre, le père ou le mari décidera d'elle. Plus elle se soumet à toutes ces exigences, plus elle est estimée « raisonnable, morale et vertueuse », dût-elle périr à moitié ou complètement sous le poids des douleurs physiques et morales, qui sont la conséquence de sa situation d'opprimée. Mais si l'on parle d'égalité entre tous les êtres humains, c'est une absurdité que de vouloir en exclure la moitié.

Autant que l'homme, la femme a droit au développement et au libre usage de ses forces; elle est un être humain comme l'homme, et doit posséder comme lui la liberté de disposer d'elle-même. Le hasard d'être né femme n'y peut rien changer. L'exclure des droits de l'humanité parce qu'elle est née femme et non homme — ce qui n'est pas plus la faute de l'homme que la sienne — est aussi absurde et injuste que si l'on faisait dépendre l'exercice de ces droits du hasard de la religion ou des opinions politiques, ou que si deux individus se considéraient comme ennemis, parce que le hasard de la naissance les a fait appartenir à des races ou à des nationalités différentes. Toutes ces entraves, toutes ces tendances oppressives sont indignes d'un homme libre, et le progrès de l'humanité consiste à les écarter et même le plus rapidement possible. Nulle autre inégalité n'a le droit d'exister que celles créées par la nature pour l'accomplissement, différent dans la forme mais semblable au fond, du but naturel de la

3. *Les différences dans la complexion et dans les dispositions intellectuelles de l'homme et de la femme*

L'objection capitale des adversaires de l'égalisation de l'homme et de la femme, est que la femme a une cervelle plus petite que l'homme, et lui est inférieure sous d'autres rapports encore. Ainsi ils croient avoir démontré son infériorité éternelle. C'est un fait incontestable, que l'homme et la femme constituent deux sexes différents qui possèdent chacun des organes spéciaux; les exigences de chaque sexe leur donnent une série de différences physiologiques et psychologiques. Ces faits ne peuvent être contestés et ne le seront pas, mais ils ne justifient aucune distinction dans l'égalisation politique ou sociale de l'homme et de la femme. L'humanité, la société, se divisent en deux sexes, indispensables à leur existence et à leur développement ultérieur. Les hommes de génie naquirent d'une mère, et lui sont peut-être redevables de leurs plus belles qualités. Pour quel motif refuserait-on de mettre la femme sur le même pied que l'homme?

D'après les données d'autorités en la matière, les différences physiques et intellectuelles qui existent réellement entre l'homme et la femme sont les suivantes. Concernant la grandeur corporelle, nous trouvons par exemple chez Havelock Ellis, comme grandeur moyenne pour l'homme 170 centimètres, pour la femme 160 centimètres (chez Vierordt 172 et 160, d'après Krause. 173 et 163 centimètres pour

moyenne de l'homme est à celle de la femme comme 100 est à 93. Pour les adultes, le poids moyen est de 65 et de 54 kilogrammes. La prédominance de la longueur relative du tronc chez le sexe féminin est depuis longtemps une différence connue; il résulte cependant de mensurations exactes, qu'en règle générale cette différence est considérablement exagérée. Chez une femme de taille moyenne, les jambes sont environ de 15 millimètres plus courtes que chez un homme de taille moyenne, et Pfitzner doute que cette différence soit sensible en considérant la figure entière. « L'enchaînement de la longueur du tronc et de la longueur des jambes pour former la longueur du corps, est influencée d'une façon exclusive par la stature, et ne dépend pas, en règle générale, du sexe. » Le bras de la femme est au contraire sensiblement plus court que celui de l'homme (100 : 91.5). Indépendamment de la grandeur et de la largeur de la main masculine, l'annulaire de l'homme est généralement plus long que l'index; chez la femme c'est le contraire. Il en résulte que la main de l'homme est plus simiesque, tout comme le bras plus long est un signe « pithécoïde ».

En ce qui concerne la grandeur de la tête, la proportion de la valeur absolue de la hauteur de la tête chez l'homme et chez la femme est comme 100 : 94; la hauteur relative est comme 100 : 100.8, ce qui donne une tête absolument plus petite, relativement quelque peu plus grande à la femme. D'après Pfitzner, les hauteurs absolues de la tête de l'homme et de celle de la femme sont comme 100 : 96.1. La hau-

plus grande de la femme est, plus clairement indiquée. Les os de la femme sont plus courts, plus minces, plus délicats et plus lisses, car la musculature plus faible a besoin de moins de surfaces rugueuses pour s'attacher. Le moindre développement de la musculature est une des propriétés les plus marquées de la femme; elle s'exprime dans la moindre épaisseur des muscles; les muscles de la femme sont en outre plus mous et contiennent plus d'eau (d'après Bibra, la teneur en eau de la musculature est de 72.5 % chez l'homme, de 74,4 % chez la femme). En regard de cette proportion de la musculature, nous avons la proportion inverse du tissu graisseux. Chez la femme il est développé d'une façon sensiblement plus riche que chez l'homme. Proportionnellement le thorax est plus court et plus trapu; les autres différences découlent directement des fonctions génitales. Les données de différents auteurs au sujet du poids absolu et relatif des intestins se contredisent fréquemment. C'est ainsi que d'après Vierordt, la proportion du poids du cœur au poids corporel est de 1 : 215 chez l'homme; d'après Cleudinning elle est de 1 : 158; pour la femme, les mêmes auteurs donnent 1 : 206 et 1 : 149. En règle générale, l'on peut admettre que les viscères féminins, bien que généralement plus petits d'une façon absolue, sont cependant plus lourds relativement au poids du corps. Le poids du cœur de l'homme est de 350, celui de la femme de 310 grammes.

Pour le sang, la teneur en eau est plus grande (80,11 pour cent contre 78,15), le nombre des globu-

est plus faible (d'après Ellis la différence est de 8 %). Le moindre développement du cœur chez la femme, les veines plus étroites, et probablement aussi la plus grande teneur du sang en eau amènent une dépense de matières moins active et exigent moins de nourriture. Le système dentaire plus faible tient aux mêmes causes. « Ainsi s'explique, que sous beaucoup de rapports l'homme civilisé se rapproche plus de l'animal, surtout du singe, que la femme, qu'il montre des caractères pithécoïdes, parmi lesquels l'on peut compter le développement de la partie osseuse de la face et la longueur des membres. »

En ce qui concerne la différence du crâne chez les deux sexes, nous devons indiquer d'abord que, d'après Bartels, on ne connaît pas, jusque maintenant, un signe distinctif qui permette de déterminer, d'une façon exacte, le sexe d'un crâne. Il est même probable que ce signe n'existe pas. D'une façon absolue, le crâne masculin, dans ses dimensions, est plus grand que le crâne féminin ; comme conséquence la capacité du crâne masculin et son poids sont plus grands (proportion 1000 : 888). La considération séparée du crâne et des os de la face fournit cependant d'autres données. Chez l'homme, ces derniers ne sont pas seulement absolument, mais aussi relativement plus grands. La dimension du crâne chez la femme est au contraire relativement plus grande. Des chiffres pour la capacité du crâne résulte également un crâne relativement plus grand pour la femme.

la femme (1). La plupart des poids pour le sexe masculin (84 %) oscillent entre 1250 et 1550 grammes, pour le sexe féminin (91 %) entre 1100 et 1450 grammes. Ces poids, cependant, ne sont pas directement comparables, parce que la femme est plus petite que l'homme. Nous devons donc nous borner à la comparaison du poids relatif du cerveau. En le comparant au poids corporel, nous trouvons chez l'homme 21,6 grammes, chez la femme 23,6 grammes de matière cérébrale par kilogramme de poids corporel. L'explication de cette différence est surtout cherchée dans le fait, que la stature de la femme est plus petite (2).

La comparaison d'individus de sexes différents et de même grandeur donne d'autres résultats. D'après Marchand, le poids du cerveau féminin est sensiblement plus petit, pour toutes grandeurs, que le cerveau de l'homme de même grandeur. Mais ces constatations sont aussi peu exactes que la comparaison avec la grandeur du corps. Il accepte tout d'abord comme démontré ce qui reste à démontrer : un rapport direct entre la hauteur du corps et le poids du cerveau. D'après des données et des mensurations anglaises, Blakeman, Alice Lee et Karl Pearson ont établi qu'il n'existe pas de différence relative sensible entre le poids du cerveau de l'homme et de la femme, c'est à dire qu'un homme

---

(1) Le poids moyen est d'après

	Cerveau masculin	Cerveau féminin		Cerveau masculin	Cerveau féminin
Bischoff (Bavarois)	1362	1219	Marchand (Hessois)	1399	1248
Boyd (Anglais)	1325	1183	Retzius (Suédois)	1388	1252

(2) En règle générale les hommes de génie sont de petite taille et ont un

de même grandeur, du même âge et avec un crâne de même capacité que celui de la femme moyenne, ne possédera pas de différence dans le poids du cerveau (1).

Marchand fait même valoir, que la moindre grandeur du cerveau féminin est probablement compensée par une sensibilité plus grande de son système nerveux. « Dans tous les cas, » dit Grosser, « ceci n'est pas encore démontré d'une façon microscopique et sera même difficilement démontrable. Pour ce qui concerne les analogies, il convient de remarquer que chez la femme la pupille et le labyrinthe auditif sont plus petits que chez l'homme, sans que pour cela ces organes soient plus fins ou plus perfectionnés. Une autre cause, même la cause principale du développement moins grand du cerveau féminin, est la faiblesse plus grande de la musculature féminine » (2).

Pour autant que les différences indiquées résultent de la nature de la différence des sexes, elles ne peuvent évidemment être modifiées. Il n'est pas encore possible de déterminer jusqu'à quel point cette différence dans la composition du sang et du cerveau peut être modifiée par un autre genre de vie (alimentation, gymnastique corporelle et intellectuelle, profession, etc.) Il paraît incontestable que la femme actuelle diffère beaucoup plus de l'homme que celle des temps primitifs, ou que la femme chez

(1) J. Blakeman, Alice Lee et K. Pearson. — *A study of the biometric constants of english Brainweights.* — Biometrika 1905. Vol. IV.

(2) Dr Otto Grosser, *Der Körperbau des Weibes* in *Mann und Weib.* — Herausgegeben von Prof. Dr Koszmann in Berlin und Dr S. Walisz in Wien.

les peuples peu civilisés ; cela ne peut être expliqué que par le développement social, créé pour la femme chez les peuples civilisés pendant les derniers siècles (depuis 1000 à 1500 ans).

D'après Havelock Ellis la capacité crânienne de la femme, en rapport à celle de l'homme = 1.000, est la suivante :

Noirs	984
Hottentots	951
Hindous	944
Esquimaux	931
Italiens	931
Hollandais	919 (909)
Russes	884
Chinois	870
Allemands	838-897 (1)
Anglais	860-862
Parisiens (19 ans)	858

Les indications contradictoires pour les Allemands démontrent que les mensurations se firent avec un matériel différent, et ne peuvent être considérées comme irréfutables. Une chose découle clairement de ces chiffres : c'est que la capacité du cerveau des femmes des nègres, des Australiens, des Hindous, est beaucoup plus grande que celle des femmes allemandes, anglaises ou parisiennes ; cependant ces dernières sont beaucoup plus intelligentes.

La comparaison du poids de la masse cérébrale d'hommes célèbres fait relever la même contradiction, les mêmes exceptions. D'après le professeur Reclam, le cerveau du naturaliste Cuvier pesait 1.830 grammes, celui de Byron 1.807, celui du mathématicien Dirichlet 1.520, celui du célèbre

mathématicien Gaus 1.492, celui du philologue Hermann 1.358 et celui du préfet parisien Hausmann 1.226 grammes. Ce dernier avait un cerveau qui pesait à peu près le poids moyen du cerveau de la femme.

Le cerveau de Gambetta était sensiblement plus léger que le cerveau moyen des femmes : il ne pesait que 1.180 grammes; la même chose paraît avoir été le cas chez Le Dante. Le Dr Havelock Ellis fournit des données semblables. Le poids du cerveau d'un homme ordinaire, pesé par Bischoff, était de 2.222 grammes, celui du cerveau de Tourguéneff de 2.012 grammes; ensuite vint le cerveau d'un fou; le cerveau d'un ouvrier ordinaire, également examiné par Bischoff, pesait 1.925 grammes. Les cerveaux féminins les plus lourds pesaient de 1.742 à 1.580 grammes; deux de ces cerveaux appartenaient à des folles. Au Congrès anthropologique, tenu à Dortmund en août 1902, le professeur Waldeyer déclara que l'examen du crâne du philosophe Leibnitz, décédé en 1716, démontra qu'il n'avait qu'une capacité de 1.450 centimètres cubes, ce qui correspond à un cerveau d'un poids de 1.300 grammes. D'après Hauseman, qui examina les cerveaux de Mommsen, de Bunsen et d'Ad. v. Menzel, le cerveau de Mommsen pesait 1.429,4 grammes, et n'était donc pas plus lourd que le poids moyen du cerveau d'un homme adulte. Le cerveau de v. Menzel pesait 1.298 grammes, et celui de Bunsen encore moins — 1.295 grammes, — donc moins que le poids moyen, et sensiblement égal au poids du cerveau féminin. Ce sont là des faits importants, qui démolissent complètement l'ancienne conception qui fait dépendre les

Après un examen des données anglaises, Raymond Pearl arrive à la conclusion suivante : « Il n'existe pas de preuve qu'il y a des rapports étroits entre le poids du cerveau et les capacités intellectuelles. » (1)

W. Duckworth, l'anthropologue anglais, dit : « Il n'est pas prouvé qu'un poids considérable du cerveau amène, chez l'homme, des dispositions intellectuelles supérieures. Ni le poids du cerveau, ni la capacité du crâne, ni la circonférence de la tête ne sont d'aucun secours dans la détermination des dispositions intellectuelles. » (2)

Kohlbrügge qui, dans ces dernières années, se fit remarquer par une série de recherches sur le cerveau chez les races humaines, s'exprime comme suit : « L'intelligence et le poids du cerveau sont deux grandeurs absolument indépendantes. Le poids plus élevé du cerveau de certains hommes célèbres, qu'on fait valoir parfois, ne prouve rien, car s'il dépasse le poids général moyen, il ne dépasse pas celui des classes supérieures auxquelles tous ces hommes appartiennent. Ces raisonnements ne détruisent cependant pas le fait, que surtout l'excès de travail dans la jeunesse fait augmenter le poids du cerveau, ce qui explique le plus grand cerveau des classes supérieures ou des meilleurs élèves (capacité du crâne), surtout lorsqu'il y a suralimentation, comme il est de règle chez les gens privilégiés. Cette augmentation du poids du cerveau, provoquée par l'effort intellectuel, a aussi son revers : le cerveau des fous est généralement très lourd. Ce qui

---

(1) Raymond Pearl. *Variation or correlation in Brainweight.* Biometrika.

est d'importance capitale, c'est qu'il ne peut être démontré que l'intelligence (tout autre chose que l'aptitude au travail) ait quelque rapport avec le poids. Pour la forme extérieure on n'a pas non plus pu déterminer des rapports entre des formes déterminées et une intelligence extraordinaire, la génialité ou le développement intellectuel. » (1)

Il est donc patent qu'autant la taille du corps décide peu de sa vigueur, autant la masse cérébrale est peu en rapport avec la force intellectuelle. Les grands mammifères, l'éléphant, la baleine, le dauphin, etc., possèdent de grands cerveaux très lourds. La plupart des oiseaux et des petits mammifères les dépassent sous le rapport du poids moyen du cerveau. Nous voyons de très petits animaux (les fourmis, les abeilles) en surpasser en intelligence de bien plus gros (le mouton, la vache), de même que nous constatons souvent que des individus de belle prestance restent, pour leurs aptitudes intellectuelles, loin derrière d'autres de petite taille et d'extérieur insignifiant. Tout dépend donc, très probablement, non pas seulement de la masse du cerveau, mais encore et surtout de son organisation, et tout d'abord de sa culture et de son exercice.

« A mon avis, — dit le professeur L. Stierda — la structure plus perfectionnée de l'enveloppe membraneuse du cerveau est la cause indiscutable de la diversité des fonctions psychiques : les cellules nerveuses, la substance intermédiaire, la disposition des vaisseaux artériels, la fonction, la forme, la

(1) Kohlbrügge, *Untersuchungen über Groszhirnfurchen der Menschenrassen.*

grandeur, le nombre des cellules nerveuses, et ce qu
ne peut être omis, leur nutrition, le changement d
substance en eux. » (1)

Le cerveau, pour pouvoir développer entièremen
toutes ses facultés doit, comme tous les autre
organes, être soigneusement exercé et convenable
ment nourri. Si l'on néglige ce soin, ou si le façon
nement du cerveau est entrepris d'après une méthode
on n'entravera pas seulement son développement
mais on ira jusqu'à l'atrophier. L'une des parties s
nourrira aux dépens de l'autre.

Plusieurs anthropologues, comme Manouvrier e
d'autres, démontrent même que sous le rappor
morphologique la femme est supérieure à l'homme
C'est une exagération. « Quand nous comparons le
deux sexes, — dit Duckworth —, il est visible qu'i
n'existe pas de différence constante qui, sous l
rapport morphologique, fait paraître un sexe supé
rieur à l'autre. » (2)

Havelock Ellis ne veut faire valoir qu'une seul
restriction. Il croit que la grandeur de la variatio
des indices chez le sexe féminin est moins grand
que chez le sexe masculin. Mais dans une critique
Karl Pearson a démontré explicitement que ce n'es
là qu'un préjugé pseudo-scientifique. (3)

Et maintenant il n'est pas un homme, connais
sant un peu l'histoire de l'évolution de la femme
qui puisse nier que dans l'ordre d'idées qui nou
occupe on a commis une lourde faute à l'égard d

(1) L. Stieda, *Das Gehirn eines Sprachkundigen* (Le cerveau d'un gramma
rien). Zeitschrift für Morphologie und Anthropologie. 1907. Volume i
livraison 1, page 135.

celle-ci depuis des milliers d'années, et qu'on en commet encore. Lorsque le professeur Bischoff prétend au contraire que la femme, tout aussi bien que l'homme, a pu développer son cerveau et son intelligence, cela prouve une somme d'ignorance inouïe, et interdite à un savant sur un sujet qu'il a lui-même mis en discussion.

Les données du présent ouvrage sur la place, occupée par la femme dans le cours de l'histoire, font apparaître comme très vraisemblable que la domination de la femme par l'homme, pendant des milliers d'années, a engendré les plus grandes différences intellectuelles ou corporelles.

Nos savants naturalistes doivent comprendre que les lois de leur science sont également applicables à la vie et au développement des êtres humains. Ils doivent apprendre que les lois de l'évolution, de l'hérédité, de l'adaptation, s'appliquent aussi exactement à l'homme qu'à tout être. L'homme n'est pas une exception dans la nature; la connaissance exacte des phases de son développement particulier et la doctrine de l'évolution appliquée à son cas, nous font apparaître clair comme le jour ce qui, sans cela, reste obscur et voilé, et devient un objet de mysticisme scientifique ou de science mystique.

La forme du cerveau s'est considérablement développée en raison de l'éducation donnée, si tant est que ce mot d'éducation puisse être employé surtout pour une grande partie des temps passés, et que l'expression « d'élevage » ne soit pas mieux en situation. Tous les physiologistes sont d'accord sur ce point, que le siège propre de la formation de l'intel-

ment antérieure de la boîte crânienne. Les parties du cerveau qui intéressent spécialement la vie sentimentale et affective, comme nous la désignons doivent se trouver dans la portion centrale de la tête. Chez l'homme, c'est la face antérieure de la tête qui est la plus développée, chez la femme c'en est le milieu.

Et c'est d'après cette conformation de la tête, que s'est développée la conception de la beauté pour les deux sexes. D'après l'idée du beau, telle que l'avaient les Grecs et telle qu'elle sert encore de règle aujourd'hui, la femme doit avoir un front étroit, plutôt bas, l'homme un front haut et large. Et nos femmes sont tellement imprégnées de cette conception de la beauté, qui démontre leur infériorité, qu'elles tiennent pour une regrettable marque de laideur un front élevé, dépassant la moyenne, et cherchent à corriger artificiellement la nature, en ramenant de force leurs cheveux sur le front, pour le faire paraître plus bas.

4. *Le darwinisme et l'état de la société*

Il n'est donc pas démontré que les femmes sont inférieures aux hommes, par suite de leur masse cérébrale; mais l'on ne doit pas s'étonner que les femmes soient intellectuellement ce qu'elles sont. Certes, Darwin a raison quand il dit que si l'on plaçait l'une à côté de l'autre une liste comprenant les hommes qui se sont le plus distingués dans la poésie, la peinture, la sculpture, la musique, la science et la philosophie, et une seconde liste des femmes les plus remarquables dans cet ordre d'idées,

de s'étonner s'il en était autrement. Le Dr Dodel-Zürich (1) répond aussi très justement à cette argumentation, que les choses prendraient une autre tournure si, durant un certain nombre de générations, hommes et femmes recevaient la même éducation et la même instruction dans l'exercice de ces arts et de ces sciences. La femme, prise dans sa généralité, est aussi plus faible que l'homme, ce qui, précisément, n'est pas le cas chez beaucoup de peuples sauvages, et se manifeste même fréquemment de façon inverse (2). Mais quant aux modifications que l'exercice et l'éducation dès le jeune âge peuvent apporter à cet état de choses, nous le constatons chez les écuyères et chez les acrobates qui peuvent lutter de courage, de désinvolture, d'agilité et de vigueur avec n'importe quel homme, et exécutent souvent des mouvements étonnants.

Dès lors que tout cela n'est que la condition de la vie et de l'éducation, du « dressage », et que l'application des lois de la nature produit aujourd'hui des effets tout à fait surprenants, notamment en ce qui concerne les animaux domestiques, il ne saurait être douteux le moins du monde que l'application de ces lois à la vie physique et intellectuelle des êtres humains mènerait à de bien autres résultats encore, parce que l'homme, en tant que sujet d'éducation, connaissant son but et ses fins, y mettrait lui-même du sien.

---

(1) *La nouvelle Histoire de la Création.*

(2) Comme nous l'avons déjà dit, le Dr Havelock Ellis, dans son ouvrage souvent cité, en donne des preuves. Il s'ensuit que la femme, chez beaucoup de peuplades sauvages ou demi-sauvages, n'égale pas seulement l'homme en force

Comme les plantes et les animaux dépendent de leurs conditions d'existence, sont favorisés par les conditions favorables, entravés par les défavorables sont obligés de modifier leur être et leur caractère par les circonstances si, bien entendu, ils ne sombrent pas, ainsi il en va avec les hommes. La manière et la façon dont l'homme gagne et tient son existence, n'exerce pas seulement une influence sur ses sentiments, ses pensées, ses actions. Si, par l'application des lois naturelles au développement humain, nous poussons aux causes premières, nous trouvons que l'autorité, le caractère, les qualités physiques, chez un individu comme chez des classes et des peuples entiers, dépendent en première ligne des conditions de l'existence, c'est à dire de la puissance économique et sociale qui, à son tour, subit l'influence du climat, de la conformation et de la fertilité du sol.

Si les tristes conditions de l'existence humaine — c'est à dire l'imperfection de l'état social — sont reconnues être causes de l'insuffisance et de la défectuosité du développement corporel, il en découle nécessairement que l'amélioration des conditions de la vie doit également avoir de l'action sur les êtres humains. La conclusion est que les situations sociales doivent être modifiées de telle façon, que tout homme obtienne la possibilité de se développer complètement et sans difficulté, que les lois naturelles, connues sous le nom de darwinisme, soient appliquées rationnellement à tous les hommes. Mais cela n'est possible qu'avec le socialisme.

Les hommes, en tant qu'êtres pensants et doués

de leur existence, c'est à dire leur état social et tout ce qui s'y rattache, de telle sorte qu'en fin de compte elles deviennent également favorables pour tous les êtres humains.

Chaque individu pourra développer ses aptitudes et ses capacités pour son propre bien comme pour le bien de la société entière; il ne pourra cependant posséder le pouvoir de nuire à autrui ou à la collectivité, parce qu'il est complétement compréhensible que ce faisant il se nuirait à lui-même. L'harmonie des intérêts doit remplacer les intérêts contradictoires qui, actuellement, régissent la société.

Le darwinisme est donc, comme toute science vraie, une science éminemment démocratique (1), et lorsque ses propres représentants se refusent à le reconnaître et vont même jusqu'à soutenir le contraire, c'est qu'ils ne savent pas apprécier la portée de leur propre science, ce qui, d'ailleurs, n'est pas nouveau. Ses adversaires, et tout particulièrement les honorables membres du clergé, qui ont toujours l'odorat très fin quand il s'agit d'avantages terrestres ou de choses nuisibles pour eux, l'ont mieux compris, et ils dénoncent en conséquence le darwinisme comme socialiste et athée. Le professeur Virchow fut en ceci d'accord avec ses adversaires, lorsqu'en 1877, au Congrès des naturalistes à Munich, il objecta au professeur Häckel que le « darwinisme mène au socialisme » (2), naturellement pour dis-

(1) « L'amphithéâtre de la science est le temple de la démocratie. » Buckle, *Histoire de la Civilisation en Angleterre.*

(2) Ziegler conteste que tel soit le sens de la démonstration de Virchow. Mais ses extraits démontrent qu'il en est bien ainsi. Virchow disait : « Imagi

créditer et décrier la doctrine, parce que Häckel demandait l'introduction de la théorie de l'évolution dans les programmes d'études.

Tout ce qui s'accroche à l'état actuel des choses, s'oppose à ce qu'à l'école les sciences naturelles soient apprises dans le sens de Darwin et de la nouvelle méthode d'études de la nature. On connait l'effet révolutionnaire de ces idées; c'est pourquoi l'on ne voudrait les faire apprendre que dans un petit cercle d'élus. Nous pensons cependant que si les théories darwiniennes mènent au socialisme, comme le prétend Virchow, cela ne prouve rien contre ces théories, mais cela prouve en faveur du socialisme. La véritable science n'a en rien à se préoccuper de savoir si ses conséquences mènent à telle ou telle situation sociale. Elle a seulement à examiner si les théories sont justes, et si elles le sont, on doit les accepter avec toutes leurs conséquences. Celui qui agit autrement, en vue de son avantage personnel, pour se ménager les faveurs d'en haut, dans un intérêt de classe ou de parti, commet un acte méprisable et fait du tort à la science. Les représentants de la science actuelle, surtout à nos universités (allemandes), ne peuvent, en effet, que dans des cas extrêmement rares prétendre à l'indépendance et au caractère personnel. La peur

---

pas pour nous tous les malheurs qu'elle amena réellement dans d'autres pays. Dans tous les cas, cette théorie, quand elle est appliquée d'une façon conséquente, a un côté très dangereux; il ne vous sera sans doute pas échappé qu'elle a pris communication avec le socialisme. C'est ce que nous devons nous faire très clair. » Nous avons fait ce que craignait Virchow; nous avons tiré les conclusions qui ne furent pas tirées, ou qui le furent faussement par Darwin même

de perdre leur place et les faveurs du pouvoir, d'être obligés de renoncer aux titres, aux décorations et à l'avancement, conduit la plupart des représentants de la science à plier l'échine, à cacher leurs convictions ou même à dire publiquement le contraire de ce qu'ils pensent et savent dans leur for intérieur. Quand, comme en 1870, à l'occasion d'une prestation de serment de fidélité, un Dubois-Reymond en vient à s'écrier en pleine Académie de Berlin : « Les universités sont les centres d'éducation de la garde du corps intellectuelle des Hohenzollern », on peut juger par là de ce que pensent du but de la science le gros de ceux qui sont bien au-dessous de Dubois-Reymond comme savoir et comme importance (1). La science est ravalée au rang d'humble servante de la force.

Il est donc fort explicable que le professeur Häckel et ses adhérents, tels que le professeur Schmidt, M. Von Hellwald et d'autres encore, se défendent énergiquement contre cet épouvantable reproche que le darwinisme fait les affaires du socialisme, et prétendent de leur côté « qu'au contraire le darwinisme est aristocratique en ce qu'il enseigne que partout dans la nature l'être le mieux organisé et le plus robuste opprime l'être inférieur : que, par suite, les classes instruites et possédantes représentant dans l'humanité ces êtres mieux organisés et plus robustes, leur prédomination est justifiée parce qu'elle est conforme aux lois de la nature. »

Ces darwinistes ne soupçonnent pas les lois économiques qui régissent la société bourgeoise et dont

la souveraineté aveugle ne place pas les meilleurs
les plus disposés ou les plus capables à la tête de la
société, mais bien souvent les plus rusés ou les plus
vicieux. Ceux-ci se trouvent alors dans l'occasion de
faire à leur progéniture, sans la moindre peine, les
conditions d'existence et de développement les plus
agréables. Aucun système économique n'empêche
comme le capitalisme, les individus avec de bonnes
ou de nobles qualités de se mettre au premier rang.
L'on peut dire sans exagération que ces difficultés
augmentent, au fur et à mesure que ce système
économique s'approche de son apogée. Insensibilité
et inconscience dans le choix et l'application des
moyens, sont des armes beaucoup plus actives et
efficaces que toutes les vertus humaines ensemble.
Considérer une société, bâtie sur de pareilles bases
comme « la meilleure et la mieux appropriée », ne
peut émaner que de quelqu'un qui ne connaît rien,
pour ainsi dire, de la nature de cette société, ou qui,
dominé par les préjugés bourgeois, a oublié de
penser et de conclure. La lutte pour l'existence
existe dans tous les organismes, sans intelligence
des circonstances qui les y poussent ; elle s'exécute
inconsciemment. Cette lutte pour l'existence se con-
state également chez les hommes, chez les membres
de toute société d'où disparut la solidarité, ou bien
où elle ne parvient pas encore à s'exprimer.

Cette lutte pour l'existence se modifie selon les
formes, adoptées par les relations sociales des
hommes entre eux dans le cours du développe-
ment ; elle prend le caractère de lutte des classes,
qui se développe toujours davantage. Mais ces

de la nature, de la société, et finalement à la connaissance de la loi qui domine et règle son développement. Enfin les hommes n'ont qu'à appliquer cette connaissance à leurs institutions politiques, sociales et religieuses, pour les réformer. La différence entre l'homme et l'animal est donc que l'homme est bien un animal pensant, mais que l'animal n'est pas un homme pensant. Voilà ce que, dans toute leur science, messieurs les darwinistes n'ont pas entrevu. D'où le cercle vicieux dans lequel ils tournent. (1)

Le professeur Häckel et ses émules nient naturellement aussi que le darwinisme conduise à l'athéisme, et ils font alors, après avoir par toutes leurs déductions et leurs démonstrations écarté le « créateur », les efforts les plus désespérés pour le faire rentrer en contrebande par une arrière porte. On se fabrique un genre personnel de « religion » que l'on appelle « haute moralité », « principes moraux », etc. Le professeur Häckel essaya même, en 1882, au Congrès des naturalistes à Eisenach, et en présence de la famille grand-ducale de Weimar, non seulement de sauver la religion, mais encore de présenter son maître Darwin comme un homme religieux.

---

(1) Le professeur Enrico Ferri a publié une brochure sous le titre : *Le Socialisme et la Science moderne* (Darwin-Spencer-Marx). L'auteur y démontre, surtout contre Häckel, que le darwinisme et le socialisme sont en harmonie complète, et que c'est une erreur essentielle, de la part de Häckel, d'appeler le darwinisme une théorie aristocratique, comme il l'a fait jusqu'à présent. Nous ne sommes pas complètement d'accord avec la démonstration de Ferri, surtout là où il juge des qualités de la femme, principalement au point de vue de Lombroso et de Ferrero. Dans son livre *L'Homme et la Femme*, Ellis a prouvé que si les qualités de l'homme et de la femme sont de nature différente, elles

L'entreprise échoua piteusement, comme purent le constater tous ceux qui ont lu le discours et la lettre de Darwin (1). La lettre de Darwin disait exactement le contraire de ce qu'elle devait dire d'après le professeur Häckel, bien qu'avec précaution, parce que Darwin, tenant compte de la « piété » de ses compatriotes, ne se risquait jamais à dire publiquement ce qu'il pensait en réalité de la religion. Il l'avait fait dans l'intimité, comme on le sut peu après le Congrès de Weimar, à l'endroit du Dr Büchner auquel il avait avoué que, depuis sa quarantième année — c'est-à-dire depuis 1849 — il ne croyait plus à rien parce qu'il n'avait pu arriver à aucune démonstration en faveur de la foi. Darwin a aussi soutenu secrètement un journal athée paraissant à New-York.

5. *La femme et les emplois libres*

Les femmes veulent entamer la lutte avec l'homme sur le terrain intellectuel, et se refusent à attendre qu'il plaise à celui-ci de développer leurs fonctions cérébrales et de leur laisser la route libre. Ce mouvement est en plein développement.

Les efforts pour les admettre aux études des universités et des écoles supérieures, ainsi que dans les cercles de travail qui sont la conséquence de ces

---

(1) A propos d'un projet de loi, soumis au Reichstag, le nº 8 de la revue *Die Zukunft* (Berlin 1895) publia un article du professeur Häckel. Il dit à la fin de cet article : « Je ne suis certainement pas un ami du sieur Bebel, qui m'a souvent attaqué et m'a même directement calomnié dans son livre sur la Femme ». Le reproche que me fait le sieur Häckel est le plus grave qu'on puisse faire à quelqu'un. Il signifie — ce que le professeur Häckel semble

études, sont de plus en plus marqués. Par la nature même de nos relations, ce mouvement se borne à nos femmes bourgeoises. Provisoirement les femmes du prolétariat n'y ont aucun avantage, car elles sont exclues de ces études. Cependant ce mouvement et ses résultats sont d'importance capitale. Car il s'agit d'une question de principe concernant la place occupée par la femme à l'égard de l'homme; ainsi l'on démontrera ce que maintenant les femmes peuvent donner dans des situations qui sont défavorables à leur développement. D'autre part les femmes ont tout intérêt, par exemple en cas de maladie, à se faire soigner par des médecins de leur sexe; elles peuvent s'expliquer auprès d'elles avec beaucoup moins de gêne. Elles ont déjà réussi à supprimer beaucoup d'entraves qui leur étaient imposées, et à se jeter dans l'arène intellectuelle; dans certains pays même elles ont pu le faire avec un succès particulier.

Il n'est pas douteux que l'introduction des médecins féminins serait un grand bienfait pour nos femmes, car le fait d'avoir à se confier à des hommes en cas de maladie et à propos de perturbations physiques si diverses, qui se rattachent aux fonctions de leur sexe, empêche beaucoup de femmes d'en appeler en temps utile aux secours de l'art. Il en résulte une foule d'inconvénients, non seulement pour les femmes, mais encore pour les hommes. Il n'est pas un médecin qui n'ait eu à sa plaindre de cette réserve souvent coupable des femmes, et de leur répugnance à avouer franchement leur mal. Cela est naturel; il est seulement insensé que les hommes, et tout parti

Les médecins féminins ne constituent pas une nouveauté. Ce furent des femmes qui exercèrent les fonctions de médecin chez la plupart des anciennes peuplades, surtout aussi chez les anciens Allemands. Il existait déjà, dès le IXe et le Xe siècles, des femmes médecins et des praticiennes de grand renom dans l'empire arabe, et notamment sous la domination des Maures en Espagne, où elles faisaient leurs études à l'université de Cordoue. Au XIIe siècle, des femmes étudiaient également la médecine à Bologne et à Palerme, admises à ces études sous l'influence des Maures. Lorsque plus tard l'influence « chrétienne » se fit sentir, l'on défendit ces études. C'est ainsi que le Collège de l'université de Bologne décida en 1377 :

« Et puisque la femme est la tête du péché, l'arme du diable, la cause de l'expulsion du paradis et de la destruction de l'Ancienne loi, et que pour tous ces motifs il convient d'éviter soigneusement tout commerce avec elle, nous décidons et défendons formellement que personne se permette d'introduire dans le dit collège n'importe quelle femme, quelque honorable qu'elle soit. Et si quelqu'un le fait, il en sera sévèrement puni par le recteur ».

L'admission des femmes aux études a avant tout la conséquence, que la concurrence féminine influe très avantageusement sur le zèle et l'ardeur de la jeunesse masculine, qui laissent beaucoup à désirer, comme il est confirmé de tous côtés. C'est là déjà un gain considérable. Ses mœurs également deviennent meilleures.

ces dernières années. Aucun état, qui veut passer pour état civilisé, ne pourra continuer à y mettre entrave. Les Etats-Unis furent les premiers, suivis par la Russie; ces deux états, qui dans leur organisation politique et sur beaucoup de points de leur organisation sociale sont les deux extrêmes, partirent du même point de vue.

Les femmes sont admises aux études supérieures dans tous les états de l'Amérique du Nord. Dans l'Utah depuis 1850, dans l'Iowa depuis 1860, au Kansas depuis 1866, dans le Visconsin depuis 1868, dans le Minnesota depuis 1869, en Californie et dans le Missouri depuis 1870; les autres états sont venus ensuite. Par cette extension de l'étude féminine, les femmes des Etats-Unis ont obtenu une meilleure position. D'après le recensement de 1900 il y avait 7.399 médecins et chirurgiens féminins, 1.041 architectes féminins, 5.989 auteurs féminins, 3.405 femmes, membres du clergé, 1.010 avocats féminins, 372.905 femmes-professeurs.

En Europe, ce fut la Suisse qui ouvrit la première ses universités aux femmes. Le total des étudiants, femmes comprises, s'élevait à :

		Etudiantes	Y comprises les auditrices
1896/97	4.181	391	728
1900/01	5.301	854	1.429
1905/06	7.676	1.502	2.757
1906/07	8.521	1.904	3.156

Pour le semestre d'hiver 1906/07, les étudiantes se divisaient comme suit, d'après les différentes facultés : science juridique 75, médecine 1.181,

parce qu'actuellement elles sont admises aux universités allemandes, quoique avec des restrictions. Les états suivants admettent les femmes aux études : Etats-Unis, Angleterre, Hollande, Belgique, Danemark, Suède, Norvège, Russie, Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie, Suisse, France, Turquie et Australie. Des médecins féminins sont admis aux Indes, en Abyssinie, en Perse, au Maroc, en Chine, etc. C'est surtout dans les pays orientaux que la femme-médecin est la plus demandée. Les obligations, imposées aux femmes de ces pays par la religion et par les mœurs, font considérer les médecins féminins comme un très grand bienfait.

Après une longue lutte et une grande opposition, l'Allemagne s'est enfin décidée, quoique lentement, à entrer dans la nouvelle voie. Par décision du 24 avril 1899 du Conseil fédéral, les femmes sont admises aux examens de médecin, de dentiste et de pharmacien. Par seconde décision du 28 juillet 1900, les médecins féminins diplômés à l'étranger sont admis à pratiquer en Allemagne, quand elles sont Allemandes. L'on tient compte des études commencées à l'étranger. Déjà avant 1898, quelques universités allemandes, comme celles de Heidelberg et de Göttingen, avaient admis les femmes aux études. Pour le semestre d'hiver de l'année 1901-1902, les relevés universitaires renseignaient 1.270 auditrices : Berlin 611, Bonn 105, Halle 89, Breslau 76, Leipzig 73, Freiburg i. B. 52 (dont 17 étaient immatriculées), Würzburg 41, Königsberg 38, Strasbourg et Heidelberg chacun 33 (à Heidelberg

Nombre de villes allemandes ont fondé des gymnases pour femmes : Karlsruhe, Stuttgart, Hannovre, Königsberg, Hambourg, Francfort-Main, Breslau, Berlin, etc.

Les autres universités, comme par exemple l'université de Berlin, ont, au contraire, refusé jusque maintenant d'admettre les femmes. Ce fait se présenta encore en 1902. La résistance opposée par certains cercles influents de l'Allemagne aux études de la femme, n'a donc pas encore été vaincue. Dans un discours, prononcé en 1902 devant la Diète, le ministre de l'instruction publique de la Prusse s'exprima comme suit : « Les gymnases pour filles sont des essais, qui doivent être désapprouvés par le département de l'instruction publique ; il craint que les différences entre l'homme et la femme, créées par la nature et développées par la civilisation, puissent souffrir de la fréquentation des gymnases et des universités. La caractéristique spéciale de la femme allemande doit être conservée, si possible, à la famille allemande. »

Ceci sent la vieille routine. Nombre de professeurs s'opposent également à l'admission des femmes aux études ; d'autres, cependant, reconnaissent que beaucoup de ces femmes remplissent complètement les conditions et les exigences posées, et que certaines le font même d'une manière éclatante.

La protestation, publié en mars 1902 à Halle, montre ce que pense une partie des étudiants — probablement la grande majorité — de l'étude des femmes. Après avoir expliqué que la protes-

lesquels la question est surtout d'importance : les cliniques des universités allemandes; ils connaissent, par expérience, les inconvénients que nous craignons, ou ils peuvent tout au moins se représenter les situations pénibles, tuant tout sentiment de honte, qui doivent résulter de l'enseignement clinique en commun. Les situations sont si rebutantes, que nous ne pouvons les détailler davantage. La clinique médicale de Halle fut une des premières qui fit l'essai d'admettre les femmes aux études médicales ; l'épreuve peut être considérée comme absolument malheureuse. Au lieu d'une émulation honnête, le cynisme a fait son entrée avec les femmes; des scènes, qui étaient pénibles pour les professeurs et les élèves aussi bien que pour les patients, se renouvelèrent fréquemment. Ici, l'émancipation de la femme devient une plaie, elle entre en conflit avec la moralité, et il s'agit de lui imposer des barrières. Collègues ! en présence de ces faits, qui oserait encore s'opposer à nos exigences justifiées ! Nous demandons l'exclusion des femmes de l'enseignement de la clinique, car l'expérience nous a appris que l'enseignement en commun de la clinique est aussi peu conciliable avec les études médicales approfondies, qu'avec les principes fondamentaux de la convenance et de la morale. La question que nous soulevons a perdu son caractère local. En haut lieu, l'on a déjà laissé entendre quelque chose d'une admission définitive de la femme aux études médicales. Vous êtes tous intéressés; c'est pourquoi nous exigeons : Prenez position dans la question, et joignez-vous à nous pour une protestation collective

la part des cliniques; toutes les considérations morales doivent être ramenées à cela. Ce qui est possible dans la plupart des états civilisés sans entrave pour les convenances des étudiants, deviendrait un danger pour l'Allemagne! Les étudiants n'ont pas la réputation d'être moraux à l'excès; ils pourraient bien s'abstenir de pareilles plaisanteries (1). Les hommes ne trouvent-ils rien de choquant ou d'immoral à ce que les infirmières, à côté des médecins, assistent à toutes sortes d'opérations, aussi bien chez des sujets féminins que chez des sujets masculins, et leur prêtent assistance.

Est-il convenable et moral que des milliers de jeunes gens se groupent, comme spectateurs, autour du lit de femmes en couches, ou prennent part à des opérations sur des sujets féminins? Sinon, il est ridicule de refuser le même droit aux étudiantes.

Feu le professeur Bischoff, de Münich, donna de tout autres raisons pour conseiller aux femmes de ne pas se livrer à l'étude de la médecine : « la brutalité des étudiants » dont il pouvait juger en connaissance de cause. Mais quelle que soit l'opposition d'hommes bornés ou craignant la concurrence à l'admission de la femme aux études, la question est définitivement tranchée en sa faveur. Le 18 août 1908 parut une dispense concernant l'admission des femmes aux études universitaires en Prusse; jusqu'alors on ne les admettait que comme auditrices. Les règlements concernant l'inscription des étudiants aux universités sont applicables aux femmes, sous

réserve que les femmes indigènes ont besoin de l'autorisation du ministre pour leur immatriculation dans un seul cas; les étrangères ont besoin de cette autorisation dans tous les cas (1). Les femmes immatriculées aux universités allemandes pendant le semestre d'hiver 1908/09 s'élevaient à 1077, contre 377 pendant l'été 1908 et 254 en 1906. 400 étudiaient à Berlin, 69 à Bonn, 50 à Breslau, 11 à Erlangen, 67 à Fribourg, 23 à Gieszen, 71 à Göttingen, 5 à Greifswald, 22 à Halle, 109 à Heidelberg, 13 à Iéna, 2 à Kiel, 17 à Königsberg, 44 à Leipzig, 27 à Marburg, 134 à Munich, 6 à Tubingue, 7 à Würzburg. Il n'y en a pas encore aux universités de Strasbourg, de Rostock et de Münster. Pendant le semestre d'été de 1908, le nombre des auditrices était de 1787, et de 1767 pendant le semestre d'hiver 1908/09, dont 313 à Berlin, 249 à Strasbourg, 168 à Breslau, 131 à Munich, 120 à Bonn, 116 à Königsberg, 95 à Leipzig, 93 à Gieszen, 73 à Göttingen, 67 à Tubingue, 54 à Halle, 50 à Fribourg, et dans toutes les autres universités moins de 50. Des femmes immatriculées 3 étudiaient la théologie, 31 la jurisprudence, 334 la médecine, 709 la philosophie.

L'admission des femmes aux études universitaires, exigea une réforme profonde des écoles supérieures pour filles. La loi de 1899 (31 mai) avait prévu neuf années d'études comme règle, et une dixième année comme exception. Mais le développement poussa de plus en plus à l'adoption définitive d'une dixième classe dans les écoles supérieures pour

filles. D'après la statistique de 1901, des 213 écoles supérieures publiques pour filles, 90 avaient neuf classes et 54 dix classes. En octobre 1907 le chiffre des écoles à neuf classes était tombé de 90 à 69, tandis que celui des écoles à dix classes était monté de 54 à 132. Et parmi les écoles supérieures privées pour filles, en octobre 1907, 110 avaient neuf classes, 138 dix classes. Il ne resta plus qu'à consacrer ce développement incontestable, tout en sauvant autant que possible le « caractère de la femme allemande ». La réforme du 18 août 1908 prévoit dorénavant dix classes au lieu de neuf pour les écoles supérieures pour filles. On a également créé des institutions, constituant la transition entre ces écoles et les études académiques.

C'est ainsi qu'une expérience, refusée par le ministère de l'instruction publique en mars 1902, est admise six ans après par le même ministère, sous l'influence du développement économique. Ecoutons l'exposé des motifs officiel :

« Le développement rapide de notre culture et le déplacement des situations sociales, industrielles et intellectuelles qui l'accompagne, ont eu pour conséquence que beaucoup de femmes des classes moyennes et supérieures ont été négligées, et que des forces féminines de valeur ont été perdues. La disproportion entre la population féminine et masculine, et le nombre toujours croissant des hommes célibataires de la classe élevée obligent un plus grand nombre de femmes des classes cultivées à renoncer à leur destination naturelle d'épouse et de

non seulement dans la carrière du professorat, mais aussi dans d'autres situations, basées sur les études universitaires pour autant qu'elles entrent en considération pour les femmes. » L'on pourrait croire lire un extrait de mon livre.

L'étude des femmes ne peut plus que se développer. Dans presque tous les états civilisés il y a des médecins féminins, et même dans les pays qui ne sont pas connus comme états civilisés, on en trouve en plus ou moins grand nombre. Feu Li-Hung-Chang avait un médecin féminin chinois, qui pratiquait à l'hôpital pour femmes de sa ville natale Futschang. La femme de Kowalewska, le célèbre mathématicien, fut professeur de mathématiques à Stockholm depuis 1884 jusqu'en 1891, l'année de sa mort. Aux Etats-Unis il y a un grand nombre de professeurs féminins; il y en a quelques-uns en Italie, en Suisse, en Angleterre, en France, où Madame Curie, la chimiste célèbre qui, avec son mari, découvrit les éléments radio-actifs radium et polonium, fut nommée à la chaire de son mari, tué accidentellement (1906). Dans des endroits publics ou privés nous rencontrons des femmes comme médecins, dentistes, juristes, chimistes, naturalistes, géologues, botanistes, etc. Il appartient à la femme de démontrer par son activité que les emplois qui lui sont confiés s'exécutent aussi bien et aussi sérieusement par elle que par l'homme. Pendant l'été de l'année 1899, la majorité des électeurs du canton de Zurich s'est, dans un referendum, prononcée pour l'admission des femmes à l'emploi d'avocat. La décision fut prise par 21 717 voix contre 20 046

Hollande, en Suède, en Danemark, en Finlande, en Russie, au Canada et en Australie.

Ce qui, chez beaucoup d'hommes, même des cercles intellectuels, fait naître l'opposition contre l'admission de la femme aux études, c'est la crainte de voir une diminution de la science, qui pourrait perdre en considération générale si les femmes faisaient également des études scientifiques. Ils voient dans ces études un privilège spécial, qui n'est accessible qu'aux élus du sexe masculin.

Malgré tout il n'en est pas moins vrai que nos universités, comme toutes nos institutions d'éducation, se trouvent dans une situation précaire. A l'école primaire on dérobe à l'enfant son temps le plus précieux pour bourrer sa cervelle de choses qui ne riment, ni avec la raison, ni avec les constatations de la science; on le charge d'un lourd bagage dont il ne trouvera pas l'emploi dans la vie et qui le gênera bien plutôt dans son avenir et dans son développement : il en est de même pour nos écoles supérieures. Dans les établissements préparatoires aux études universitaires, on bourre la mémoire des élèves d'un tas de matières arides et inutiles, dont l'étude absorbe le plus clair de leur temps et la force la plus précieuse de leur cerveau; on agit le plus souvent de la même façon à l'université. On enseigne aux étudiants une masse de choses vieillies, surannées, superflues, à côté d'une minime proportion de choses utiles. La plupart des professeurs, leurs cahiers de cours une fois établis, les rabâchent pendant des années, semestre par semestre, sans

n'ont pas besoin de beaucoup de sagacité pour s'en apercevoir. L'idée que se font ceux-ci de la vie universitaire, contribue aussi à ne pas leur faire prendre trop au sérieux leurs années d'études, et plus d'un qui voudrait les prendre au sérieux, en est rébuté par la méthode d'enseignement pédantesque et fastidieuse de la plupart des professeurs.

La diminution de l'application à l'étude est un fait généralement remarqué à nos universités et à nos écoles supérieures; elle fait réfléchir, même dans les cercles qui donnent le ton. Les situations de notre siècle dépourvu de caractère y sont intimement liées; de bonnes relations de famille et une bonne « conviction politique » remplacent le savoir; il vaut mieux être patriote, c'est à dire ne pas avoir de conviction, mais se diriger soigneusement vers en haut, voir d'où vient le vent, plier l'échine et ramper, que d'être un homme de caractère et de savoir. Vienne l'époque des examens pour pareil étudiant, et il se fourrera rapidement, mécaniquement dans la tête, en une couple de mois, ce qui paraît absolument indispensable pour pouvoir s'en tirer passablement.

L'examen une fois heureusement passé et quelque situation administrative ou professionnelle obtenue, la majeure partie de ces « lettrés » continuent d'expédier leur besogne d'une façon purement machinale et routinière, et trouvent fort mauvais que quelque « illettré » ne les accueille pas de la façon la plus respectueuse, en ne les considérant et ne les traitant pas comme une race d'hommes à part, d'une noblesse

branche, que des ouvriers manuels qui sont très heureux de pouvoir manger à l'assiette au beurre. Seul l'homme qui a le désir de faire des progrès, ne découvre que plus tard combien il a appris de choses inutiles, à l'exclusion, précisément, de celles qui lui seraient plus nécessaires, et ne commence qu'alors à apprendre effectivement. Pendant la meilleure partie de sa vie on l'a importuné d'une foule de choses inutiles ou nuisibles; il lui faut en consacrer une autre partie à se débarrasser de ce fatras et se mettre à force de travail à la hauteur des idées de son temps, et ce n'est qu'alors qu'il peut devenir réellement un membre utile de la société. Beaucoup n'arrivent pas à se tirer de la première phase, d'autres restent empêtrés dans la seconde, un petit nombre seulement parviennent à s'élever jusqu'à la troisième.

Mais le « decorum » exige que l'on conserve toute cette défroque du Moyen-âge, toutes ces matières d'enseignement inutiles, et comme les femmes, en raison de leur sexe, sont de prime abord exclues des écoles préparatoires, cette situation fournit un prétexte commode pour leur fermer les portes des amphithéâtres. Un des professeurs de médecine les plus renommés de Leipzig, fit un jour franchement l'aveu suivant à une dame : L'éducation du collège n'est, à la vérité, pas nécessaire pour comprendre la médecine, mais il faut l'exiger comme condition préliminaire d'introduction aux études, pour que le prestige de la science n'en souffre pas.

L'opposition à la nécessité d'une éducation « clas

fication pour la vie en général, devient indispensable. L'éducation aux gymnases avec les langues classiques : le grec et le latin, considère l'étude des sciences naturelles comme secondaire et la néglige; il en résulte que les étudiants intéressés ne possèdent plus les connaissances naturelles indispensables à certaines branches d'études, telles que la médecine. Une opposition se lève contre cette éducation étroite; elle s'étend même au cercle des professeurs, comme il est démontré par une déclaration, publiée pendant l'automne de l'année 1890 par environ 400 professeurs des universités allemandes. A l'étranger, en Suisse par exemple, l'on a attaché, depuis longtemps, la plus grande importance à l'étude des sciences naturelles. Chacun peut être admis à l'étude de la médecine sans l'éducation classique, pourvu qu'il possède des notions suffisantes en sciences naturelles et en arithmétique; l'on agit de même en Russie, aux Etats-Unis, etc.

En Russie, où la persécution des Juifs est un dogme d'état, un ukase de l'année 1897 prescrivit que dans l'Institut de médecine pour femmes, récemment ouvert, il ne pouvait être admis que 5 % d'auditrices appartenant à une religion non-chrétienne; 3 % pouvaient être juives, les 2 % qui restaient, mahométanes. Voilà un mouvement rétrograde, comme on en constate souvent en Russie. Le gouvernement russe a d'autant moins de motifs de prendre pareilles décisions que, d'une part, le nombre des médecins de cet empire colossal est très restreint, et que, d'autre part, les femmes-médecins de la Russie, sans distinction de religion, ont acquis

qui, pendant de longues années, pratiqua en Russie, déclara au cours d'une conférence donnée à la 54e réunion de l'Association centrale des médecins, tenue à Olten : « En ce qui concerne l'activité des femmes-médecins, l'on a, pendant les premières années, acquis des expériences très favorables. Dès l'abord elles surent gagner la confiance de la population; elles remportèrent la victoire dans la noble lutte avec leurs collègues masculins. Il fut constaté également qu'annuellement les femmes-médecins soignèrent en moyenne plus de patients que les hommes, quoique ceux-ci remplirent également leurs fonctions avec grande abnégation. Les malades, notamment, s'adressent de préférence en masse aux esculapes féminins. »

D'un autre côté la concurrence des femmes, que l'on craint si souvent dans le monde masculin, n'a pas, surtout en ce qui concerne la pratique de la médecine, fait naître des conséquences fâcheuses. Une seule fois il a été constaté que les femmes-médecins s'étaient créé un cercle de patientes qui ne s'adressaient que rarement, et dans des cas extrêmes, à un médecin masculin; d'autre part il paraît qu'une grande partie des femmes qui s'étaient vouées à l'étude de la médecine, abandonnèrent la pratique dès qu'elles se marièrent, ou peu après. Ceci démontre que les devoirs du ménage, imposés à l'épouse par le monde bourgeois, sont si importants qu'il est impossible, à beaucoup de femmes, de servir en même temps deux maîtres. A toute heure du jour ou de la nuit le médecin doit se tenir prêt à l'exécution de sa profession;

Après que l'Angleterre, les Etats-Unis et la France eurent donné l'exemple d'employer les femmes à l'inspection de l'industrie — un besoin qui se fera sentir de plus en plus, puisque nous avons démontré que le nombre des ouvrières augmente annuellement, ainsi que celui des industries où la femme travaille exclusivement ou en grande majorité — quelques Etats allemands suivirent cet exemple. A côté des inspecteurs du travail, la Bavière, le royaume de Bade, la Hesse, la Prusse, la Saxe, le Weimar, le Wurtemberg, etc., ont nommé des auxiliaires féminins qui, bientôt, ont pu prétendre à grande reconnaissance par suite de leur activité. L'inspection industrielle dispose de trois inspectrices à Berlin, d'une à Düsseldorf, Breslau et Wiesbaden. Ce fait prouve qu'ici également la Prusse est restée de beaucoup inférieure à ce qui était absolument indispensable. Car il n'y a pas d'inspection à Potsdam (39.229 ouvrières), Francfort a/O (31.971 ouvrières), Liegnitz (31.798 ouvrières). Ici se démontre également que l'ouvrière a confiance dans la représentante de son sexe, et que les inspectrices obtiennent beaucoup de résultats qui ne seraient jamais atteints par les fonctionnaires masculins. Un défaut de l'organisation, c'est que ces auxiliaires ne possèdent pas l'indépendance indispensable à leurs fonctions; la rémunération laisse également beaucoup à désirer. La plupart des gouvernements ne

---

cultés, pour les femmes ayant charge de famille, d'occuper ou de vouloir

sont entrés dans la nouvelle voie qu'avec inquiétude et en tâtonnant.

En Allemagne, la méfiance et l'hostilité à l'égard de la concurrence féminine sont particulièrement grandes, parce qu'annuellement l'armée fournit en sous-officiers libérés du service et en officiers réformés une telle quantité d'aspirants à des emplois administratifs, qu'il ne reste plus de place pour les autres forces actives. Si l'on nomme les femmes, c'est à un traitement tellement bas que le monde masculin, déjà mal disposé à leur égard, les considère tantôt comme indignes, tantôt comme gâte-métiers.

La multiplicité de l'activité féminine fut surtout remarquable à l'exposition universelle de Chicago en 1893. Le magnifique hall pour les ouvrages féminins d'art et d'industrie n'était pas seulement conçu par des architectes feminins, mais les objets exposés, fournis par des femmes, montraient la diversité de leurs goûts, et l'exécution soignée forçait l'admiration. Dans le domaine des inventions, les femmes se sont déjà distinguées et se distingueront encore plus dans l'avenir. C'est ainsi qu'une publication technique de l'Amérique du Nord publie une liste d'inventeurs féminins. Cette liste est loin d'être complète; nous y relevons cependant les inventions suivantes, faites par des femmes : une machine à filer perfectionnée, un métier rotatif à tisser (rotary loom) qui produit trois fois autant qu'un métier ordinaire; un élévateur à chaîne ; une manivelle pour bâteau à hélice; un système de sauvetage en

lainière; un réservoir à eau portatif pour l'extinctio
de petits incendies; un moyen pour employer l
pétrole au lieu du bois et du charbon comme com
bustible des machines à vapeur; un système d
chauffage des wagons sans feu; un feutre huil
(lubricating felt) pour diminuer le frottement (a
chemin de fer); une machine à écrire; une fusée
signal pour la marine, etc., etc. Les femmes inven
tèrent surtout de nombreuses améliorations à l
machine à coudre.

Madame Mather a inventé un télescope, perfec
tionné par sa fille, et qui est de la plus haute impor
tance, car ce télescope permet l'inspection de l
quille des grands navires qui se trouvent dans l'eau
A l'aide de ce télescope l'on peut, à bord des navires
observer les débris de vaisseaux sombrés, les obsta
cles à la navigation, les torpilleurs, etc. A côté d
ces avantages pratiques, l'on peut en attendre, pou
la science, d'excellents résultats.

Parmi les machines qui firent sensation, en Amé
rique aussi bien qu'en Europe, par leur complexit
extrême et leur construction générale, il faut com
prendre une machine pour la fabrication de sacs e
papier. Beaucoup d'hommes, dont des mécanicien
émérites, avaient essayé de construire pareill
machine. Miss Maggie Knight, une femme, parvin
à la composer. Depuis lors elle a encore inventé un
machine pour le pliage des sacs en papier, qu
fournit le travail de trente ouvriers; l'inventeu
surveille elle-même la construction de ces machine
à Amherst, Massachusetts. (1)

La prostitution, une institution sociale indispensable au monde bourgeois

1. *La prostitution et la Société*

Si le mariage représente l'un des côtés de la vie sexuelle du monde bourgeois, la prostitution en représente l'autre. Le premier est la face de la médaille, la seconde en est le revers. Quand l'homme ne trouve pas sa satisfaction dans le mariage, il a le plus souvent recours à la prostitution, et c'est encore dans celle-ci que cherche l'apaisement de ses appétits celui qui, pour une raison ou pour une autre, renonce à se marier. Ainsi, qu'il s'agisse de ceux qui, de gré ou de force, vivent dans le célibat, ou de ceux auxquels le mariage ne donne pas ce qu'ils en attendaient, les circonstances leur sont beaucoup plus favorables qu'aux femmes pour les aider à satisfaire leur instinct sexuel. "

---

par an, et ce chiffre s'est même élevé en 1908 à près de 600. Leur activité s'exerce d'ailleurs dans les domaines les plus variés. C'est ainsi que, parmi leurs demandes de brevets, il s'en trouve qui apportent des perfectionnements aux machines à vapeur, d'autres aux chaudières, aux automobiles, aux aéroplanes et dirigeables. Une dame en a pris un pour améliorer la cuirasse des navires de guerre. Une autre a inventé un bouclier de guerre invisible. On cite encore des machines à nager et divers appareils de sauvetage, des pompes mues à l'électricité, un appareil pour produire successivement plusieurs flammes de magnésium, une bouteille qui ne peut s'emplir deux fois, de la cire à cacheter qui s'enflamme d'elle-même, un procédé pour empêcher l'éclatement des pneumatiques d'automobile, de nouveaux mors pour chevaux, des cibles pour le tir, un appareil pour sabler automatiquement les rails des trolleys, une machine à couper le foin, etc. Leur génie inventif accuse cependant une prédilection marquée pour les choses plus particulièrement féminines. Ainsi, cinq sœurs ont pris un brevet pour une nouveauté en chapeaux de dames et d'enfants, tandis que d'autres ont breveté des fourrures lavables, des harnais de chiens et autres animaux domestiques, des outils pour tuer la

Les hommes de tous les temps et de tous les pays considèrent l'usage de la prostitution comme un privilège tout naturel, qui leur est acquis « de droit ». Ils n'en font que juger et surveiller avec plus de rigueur et de sévérité, en ces matières, toutes les femmes qui vivent en dehors du monde de la prostitution. Que la femme ait les mêmes instincts que l'homme, que ces instincts se manifestent même avec infiniment plus d'ardeur à certaines époques de la vie, ils ne s'en embarrassent pas. En vertu de sa situation prépondérante, l'homme oblige la femme à comprimer énergiquement ses instincts les plus vivaces, et il fait dépendre de sa chasteté, sa considération et son mariage. Rien ne souligne mieux et d'une façon plus nette la dépendance de la femme, que cette conception si divergente au sujet de la satisfaction, chez les deux sexes, d'une seule et même passion naturelle.

La situation est particulièrement favorable à l'homme. La nature a assigné à la femme seule les conséquences de l'acte charnel; l'homme, une fois la jouissance passée, n'a ni peine ni responsabilité. Cette situation privilégiée vis-à-vis de la femme a créé, au cours de la civilisation, la licence effrénée qui distingue une grande partie des hommes dans leurs exigences sexuelles. Et comme il y a cent causes qui s'opposent à la satisfaction des sens sous une autre forme légitime, ou ne la permettent qu'in suffisamment, il en résulte qu'on en pousse la recherche jusque dans la bestialité.

La prostitution devient donc une institution sociale

n'a rien d'exagéré, et nous prouverons l'exactitude de cette allégation.

Nous avons déjà montré comment les Anciens, en Grèce comme à Rome, envisageaient la prostitution, la tenaient pour nécessaire et l'organisaient légalement. Nous avons également indiqué quelle fut, sur ce point, la manière de voir du Moyen-âge chrétien. Saint Augustin lui-même, le plus illustre défenseur du christianisme après Saint Paul, tout en prêchant l'ascétisme, ne pouvait s'empêcher de s'écrier : « Si vous persécutez les filles publiques, la violence des passions détruira tout de fond en comble. » Le concile provincial du clergé, tenu à Milan en 1665, s'exprima dans le même sens.

Ecoutons maintenant ce que disent les modernes.

Le Dr F. S. Hügel dit dans son « Histoire, statistique et réglementation de la prostitution à Vienne » ; « Le progrès de la civilisation dissimulera certainement la prostitution sous des formes plus agréables, mais elle ne disparaîtra qu'avec la fin du monde ». Sans doute, c'est beaucoup dire, mais il est certain que quiconque ne se donne pas la peine de porter ses pensées au-delà de la forme bourgeoise de la société, quiconque ne sait pas quelle révolution l'attend pour l'amener à une situation sociale saine et naturelle, doit être d'accord avec le Dr Hügel.

Le célèbre hygiéniste M. Rubner, professeur à l'université de Berlin et directeur de l'Institut d'hygiène s'exprime de la même manière : « De tout temps et chez tous les peuples de la terre, la prostitution des femmes a existé; elle est une chose

que dans nombre de cas des femmes se montrent pour ainsi dire prédestinées à la prostitution. Tout comme dans une population le génie ou l'imbécilité, les géants ou les nains, d'autres anormalités encore se constatent, le jeu de la naissance amène également les anormalités qui doivent conduire à la prostitution. (1)

Le Dr Wichern, le pieux et renommé directeur du « Rauhehaus » de Hambourg, d'accord avec le Dr Patton de Lyon, le Dr William Tait d'Edimbourg, et le Dr Parent-Duchatelet, de Paris, renommé pour ses recherches sur la prostitution et sur les maladies sexuelles, déclare de son côté : « La prostitution est inextirpable, parce qu'elle est étroitement liée aux institutions sociales », et tous en réclament la réglementation administrative. Pas un seul de ces auteurs ne vient à l'idée que les causes de la prostitution disparaîtront avec une autre organisation sociale, et pas un n'essaie d'examiner ces causes. Par-ci par là il y en a un, en vérité, qui sent d'une façon plus ou moins vague que les tristes situations sociales, qui oppriment de nombreuses femmes, constituent la cause principale de la prostitution, mais cette idée n'est pas développée jusqu'à la conséquence qu'il est indispensable, dans ces conditions, de créer d'autres situations sociales. Parmi les exceptions qui reconnaissent que les situations économiques sont la cause principale de la prostitution, nous citons Th. Bade. Dans son ouvrage « A propos des sauteries » il s'exprime comme suit : « Les causes de l'immoralité

immense, d'où provient la prostitution, gisent dans les situations sociales actuelles... C'est notamment la disparition des classes moyennes et de leur existence matérielle, surtout des travailleurs manuels qui, actuellement, ne parviennent qu'en très petite minorité à se procurer un travail substantiel et suffisamment rémunérateur. » Bade conclut ses considérations comme suit : « La difficulté de l'existence matérielle, qui fit disparaître en partie les familles de la classe moyenne et continue à le faire, amène également la déchéance morale de la famille, et surtout de la femme. » (1)

Mais la prostitution n'est pas seulement une institution naturelle qui, comme le dit R. Schmölder : « pour autant qu'on puisse en juger, restera une compagne fidèle de l'humanité. » (2) Elle est aussi une institution sociale, sans laquelle on ne peut s'imaginer la société bourgeoise.

Le Dr J. Kuhn, médecin de la police de Leipzig, dit dans son ouvrage : « La prostitution au XIXe siècle au point de vue de la police sanitaire » : « La prostitution n'est pas seulement un mal qu'il faut supporter, mais encore un mal nécessaire, car elle garde les femmes de l'infidélité (que les hommes

---

(1) Une statistique de la police Berlinoise pour les années 1871-1872, montre en effet que l'origine de 2224 prostituées inscrites se subdivisait comme suit :

1015 = 47.9 % de travailleurs manuels ;
467 = 22.0 % d'ouvriers de fabrique ;
305 = 14.4 % de petits employés ;
222 = 10.4 % du commerce et de l'industrie ;
87 = 4.1 % de l'agriculture ;
26 = 1.2 % de l'état militaire.

Pour 102, la profession du père ne put être déterminée.

ont seuls le droit de commettre. — Note de l'auteur); elle protège la vertu (naturellement celle des femmes, les hommes n'en ont pas besoin — Note de l'auteur) contre les attentats (sic), et par suite contre la chute. » On voit que cette courte citation des paroles du Dr Kuhn caractérise l'égoïsme crasseux de l'homme dans sa forme la moins dissimulée. C'est le point de vue d'un médecin de police, qui se sacrifie à surveiller la prostitution pour préserver ses congénères de maladies désagréables. L'on ne songe qu'à l'homme, pour qui la vie de célibataire est une charge et une torture; les millions de femmes non mariées n'ont qu'à se contenter. Ce qui est un droit pour les hommes, devient un tort, un crime, de l'immoralité pour les femmes.

Le Dr Fock est un autre monsieur très intéressant. Dans un article publié dans le « Bulletin trimestriel allemand d'hygiène publique » 20e volume, 1re livraison, sous le titre : « La prostitution au point de vue de l'éthique et de la santé », il considère la prostitution comme « le corollaire indispensable de nos institutions civilisées ». Il craint la surpopulation si tous les hommes nubiles se marient, et il estime qu'il est très important que l'Etat « règle » la prostitution. Il trouve tout naturel que l'Etat surveille et règle la prostitution, et reprend le soin de fournir aux hommes des femmes saines de corps. Il se déclare partisan de la surveillance la plus étroite « de toutes les femmes dont la conduite laisserait à désirer. » Aussi des femmes de cette catégorie, appartenant aux classes

leur concentration dans certains quartiers. En d'autres termes, l'Etat chrétien cherchera dans la prostitution une source de revenus, en l'organisant au mieux et en la défendant. Que disait l'empereur Vespasien dans un cas pareil ? *Non olet!* (L'argent n'a point d'odeur.)

Le Dr Henri Severus qui, dans une brochure : « Prostitution et autorité publique » se déclare également pour la reconnaissance légale de la prostitution, se place à un point de vue particulier. Il voit dans la prostitution une institution très utile, qui accompagne nécessairement le mariage, et sans laquelle la liberté de conclure des mariages serait entravée. Pour lui, la prostitution est donc une espèce de soupape de sûreté pour la société bourgeoise. Il écrit : « Une grande partie de la misère, dont l'existence fait naître actuellement de si pénibles situations sociales, doit être ramenée aux mariages qui sont conclus sans réflexion, sans examiner où se trouvera de quoi pourvoir aux nécessités de l'existence. L'Etat est intéressé à ce que de pareils mariages ne soient pas conclus. Car les enfants qui en naissent, et dont les parents ne peuvent satisfaire les besoins, ne sont pas admis dans les hospices d'enfants trouvés, et menacent la sécurité de la société. » La prostitution empêche que des « mariages soient conclus sous l'empire des lois naturelles, ce qui augmente la population d'éléments qui sont adversaires de l'Etat parce que leur éducation fut négligée par suite de la misère, ou parce que leur jeunesse fut misérable. Ils deviennent

ception qui peut tout au moins prétendre à l'ori ginalité.

Il reste donc établi que : « La prostitution es actuellement une institution sociale nécessaire, tou comme la police, l'armée permanente, l'Eglise, l patronat ! »

2. *La prostitution et l'Etat*

Dans l'Empire allemand la prostitution n'est pas comme en France, administrativement permise organisée et surveillée, mais simplement tolérée Les maisons publiques officielles ont été suppri mées, là où elles existaient, par une décision d Conseil fédéral, et le maquerellage a été menacé d peines très sévères. Cela n'a pas empêché jusqu maintenant que dans nombre de villes allemandes Königsberg, Stettin, Kiel, Lübeck, Hambourg Altona, Brême, Cologne, Strasbourg, Magdebourg Brunswick, Karlsruhe, Stuttgart, Munich, etc., existe encore des maisons publiques qui sont tolérée par la police. (1) Cette situation est à peine com préhensible, et son opposition avec nos lois est bie connue de nos gouvernants. Le code pénal alleman punit également la location d'une habitation à un prostituée. D'un autre côté, la police se voit obligé de tolérer des milliers de prostituées, dès qu'elles s laissent inscrire comme telles sur les registres e observent les prescriptions — l'examen périodiqu par un médecin, par exemple. Mais, lorsque l'Eta tolère les prostituées et les protège dans l'exercice d leur profession, elles doivent cependant avoir un

habitation; il y va même de l'intérêt de la santé et de la moralité publiques qu'elles aient une maison où elles peuvent exercer leur profession. Quelle contradiction ! D'un côté l'Etat reconnaît officiellement que la prostitution est nécessaire, et de l'autre côté il punit les prostituées et le maquerellage.

Ces exemples peuvent suffire pour démontrer que la suppression de la prostitution est aussi pour la société moderne un sphinx, dont elle n'arrive pas à résoudre les énigmes. Elle juge nécessaire de la tolérer et de la surveiller administrativement, pour éviter de plus grands maux. Notre société, si fière de sa moralité, de sa religion, de sa civilisation et de sa culture intellectuelle, doit donc supporter que le dérèglement et la corruption fouillent son corps comme un poison subtil. Mais il ressort encore autre chose de tout cela. L'Etat chrétien déclare officiellement que la forme actuelle du mariage n'est pas satisfaisante, et que l'homme a le droit de rechercher l'assouvissement illégitime de son instinct sexuel. Pour le même Etat, la femme non mariée ne compte comme être sexuel qu'en tant qu'elle veut se livrer aux passions illégitimes de l'autre sexe, c'est-à-dire quand elle devient une prostituée. Et cette surveillance, ce contrôle de la prostitution, exercés de diverses manières par les organes de l'Etat, ne s'appliquent pas à l'homme, ce qui serait pourtant absolument naturel si le contrôle médico-policier devait avoir un sens et des résultats, si minces qu'ils pussent être; ils ne frappent que la femme. On ne peut donc même pas invoquer comme un acte de justice à l'appui de ces mesures l'appli-

l'Etat, établit la véritable nature de leurs rapports. On dirait que les hommes constituent le sexe le plus faible, et les femmes le sexe plus fort, que la femme est la séductrice, et que l'homme, le pauvre, faible homme, en est la victime. La légende de la séduction entre Adam et Eve au paradis terrestre se continue dans notre manière de voir et dans nos lois, et donne au christianisme le droit de dire : « La femme est la grande corruptrice, le vase d'élection du péché. »

Les hommes devraient avoir honte de jouer un rôle si piteux et si indigne, mais ils se plaisent beaucoup dans ce rôle du « faible » et du « séduit », car, plus on les protège, plus ils peuvent pécher. Là où les hommes se réunissent en masse, ils semblent ne pas pouvoir s'amuser sans prostituées. Ceci fut encore démontré par les événements qui se déroulèrent lors du tir allemand à Berlin, pendant l'été de l'année 1890. Finalement, ces événements poussèrent 2300 femmes à s'exprimer comme suit dans une adresse au premier bourgmestre de la capitale allemande : « Que votre Noblesse nous autorise de ne rapporter, au sujet de la fête annuelle de tir, qui eut lieu cette année près de Pankow du 6 au 13 Juillet, que ce qui pénétra en province par l'intermédiaire de la presse et par d'autres communications au sujet de la fête. Les comptes rendus que nous reçumes avec la plus profonde indignation morale, renseignaient parmi d'autres festivités : « Erster Deutscher Herold, le plus grand café-chantant du monde. » « Cent dames et quarante messieurs. »

« Concert libre » où des serveuses en costume rudimentaire invitaient en riant les collégiens aussi bien que les pères de famille, l'adolescent aussi bien que l'homme, à entrer au « Repos des tireurs »..... Rien que la « dame » à peine vêtue, qui invitait à visiter : « Les mystères d'Hambourg où une nuit à St Paul » aurait pu être éloignée avec raison par la police. Et puis cette chose inconcevable, que de simples bourgeois et bourgeoises de la province ont peine à comprendre de la capitale tant vantée, l'avis que la direction des fêtes avait permis, qu'au lieu des « garçons de café » qui s'étaient présentés en grand nombre, l'on avait admis de nombreuses jeunes femmes en qualité de serveuses, et ce sans salaire.... Nous autres, femmes allemandes, nous étions obligées comme épouses, mères ou sœurs, d'envoyer nos maris, enfants et frères à Berlin au service de l'Empire. C'est pourquoi nous prions votre Noblesse en toute soumission, de vouloir user de votre grande et puissante bienveillance comme premier magistrat de la capitale de l'Empire, de vouloir ordonner une enquête au sujet de ces faits indignes, et de prendre telles mesures qui vous sembleront nécessaires pour ne plus devoir craindre le renouvellement de ces orgies, surtout lors des prochaines fêtes de Sedan... » (!!!). De pareilles choses se répètent à chaque fête soi-disant nationale, où les hommes se réunissent en grand nombre.

Le gouvernement allemand essaya plusieurs fois de faire disparaître la contradiction entre le Code pénal et la pratique, par rapport à la prostitution

reconnut que la prostitution ne pouvait être supprimée, et que, par conséquent, il était plus pratique de la tolérer et de la contrôler en certains endroits.

Tout le monde fut d'accord pour dire que pareille loi ferait naître à nouveau les bordels qui, en Prusse, avaient été supprimés officiellement vers 1840. Ce projet de loi donna naissance à une violente indignation et à de nombreuses protestations, dans lesquelles on soulignait que l'Etat se conduisait comme protecteur de la prostitution, et faisait naître la croyance que la prostitution n'est pas opposée à la morale, mais que c'est une profession, tolérée par l'Etat. Ces projets de loi n'ont pas encore été discutés. Mais rien que le fait qu'ils furent déposés, montre l'embarras des gouvernants.

L'idée de la société, que l'Etat doit surveiller la prostitution pour préserver l'homme de certaines maladies, fait naturellement naître chez celui-ci la croyance qu'il est désormais à l'abri de la contagion, et cette croyance encourage la prostitution au plus haut degré. La preuve en est fournie par ce fait, que partout où la police a sévi avec le plus de rigueur contre les prostituées non inscrites, le chiffre des maladies syphilitiques a considérablement augmenté, les hommes devenant plus légers et moins vigilants. Pour montrer les idées que fait naître la protection gouvernementale des bordels, nous pouvons dire que les prostituées anglaises se font appeler ironiquement femmes de la reine, parce qu'elles sont privilégiées par une loi, promulguée

contrôlés par la police (maisons de tolérance, bordels), ni les visites organisées par elle, ni l'inspection médicale ne sont capables de donner la moindre sécurité contre la contagion.

C'est ainsi que le Dr Eulenberg Albert écrivit en 1898, en réponse à une demande du Comité des femmes viennoises pour combattre l'encasernement des prostituées : « Dans la question de la surveillance, par la police, des prostituées, je me trouve en principe tout à fait au point de vue de votre pétition, sans, pour cela, méconnaître les difficultés d'exécution. Je considère la pratique, suivie dans la plupart des pays, comme illégale, indigne, et d'ailleurs tout à fait incapable d'atteindre le but visé avec quelque certitude. »

La Société de médecine de Berlin déclara le 20 juillet 1892, que le rétablissement des bordels n'était désirable, ni au point de vue hygiénique, ni au point de vue moral.

La nature des maladies est souvent telle, qu'elles ne se laissent pas si facilement, ni si rapidement découvrir ; ensuite elles exigeraient — s'il devait y avoir certitude — des visites renouvelées plusieurs fois par jour. Mais cette dernière mesure est complètement inapplicable en raison du nombre des femmes en question, et eu égard aux frais qu'elle entraînerait. Là où il faut « expédier » en une heure, trente ou quarante prostituées, la visite n'est plus qu'une simple farce et le chiffre d'une ou de deux visites par semaine est également d'une insuffisance absolue.

constitue une erreur dangereuse. L'on peut dire plutôt que celui qui se rend chez la prostituée ou chez la fille de mœurs légères, s'expose chaque fois à un grand danger. » (1)

Les résultats de cette mesure échouent par ce fait, que l'homme qui porte la maladie d'une femme à l'autre n'est en aucune façon molesté. Une prostituée qui vient d'être visitée et reconnue saine, sera contaminée une heure après par un homme atteint d'une maladie vénérienne, et communiquera le germe de la contagion jusqu'au prochain jour de visite, ou jusqu'à ce qu'elle s'aperçoive elle-même de sa maladie, à toute une série d'autres visiteurs. Le contrôle est donc non seulement illusoire, mais il se produit encore ce fait que ces visites, exécutées sur ordre par des médecins, au lieu d'être faites par des matrones, blessent la pudeur dans ce qu'elle a de plus intime, et finissent par la détruire entièrement. Cela est confirmé par un grand nombre des médecins chargés de ce contrôle. (2) Cela résulte également d'une information du bureau de police principal de Berlin. « L'on peut admettre que les prostituées inscrites tombent encore plus bas. » Les prostituées emploient aussi tous les moyens pour se soustraire à ce contrôle.

Une autre conséquence de ces mesures policières,

---

(1) Dr A. Blaschko. *Hygiene der Prostitution und venerischen Krankheiten. (Hygiène de la prostitution et des maladies vénériennes).* Berlin-Jéna 1901. Page 111.

(2) En réalité, le système de contrôle n'a pas pu combattre les maladies vénériennes d'une manière quelque peu efficace, et n'est même pas parvenu à les diminuer sensiblement. La sécurité trompeuse rend les hommes plus imprudents, l'augmentation des rapports sexuels augmente le danger de contamination

c'est qu'il devient extrêmement difficile, voire impossible, aux filles perdues, de revenir à un travail honnête. Une femme tombée sous le contrôle de la police est perdue pour la société; la plupart du temps elle périt misérablement en peu d'années.

Le cinquième Congrès contre l'immoralité, réuni à Genève, se déclara de façon frappante et juste contre le règlement policier de la prostitution. « Les examens obligatoires du médecin sont une peine d'autant plus infamante pour la femme, qu'ils la poussent complètement vers sa chute en détruisant le dernier reste de honte qui se rencontre encore chez celle qui tomba le plus bas. L'Etat, qui règle la prostitution, oublie qu'il doit une égale protection aux deux sexes; il corrompt la femme sous le rapport moral, et la rend indigne. Tout système de réglementation officielle amène l'arbitraire de la police et la violation des garanties légales, qui sont assurées à chacun, même au plus grand criminel, en ce qui concerne l'arrestation et l'emprisonnement arbitraires. Comme cette violation de la loi ne se consomme qu'au détriment de la femme, il en résulte, pour elle, une inégalité par rapport à l'homme. La femme n'est plus traitée comme personne, elle est dégradée au rang de moyen. Elle est mise hors la loi. »

Avant la promulgation de cette loi, le nombre des contagions sexuelles s'élevait à 91 pour mille. En 1885, 19 ans après sa promulgation, il y avait 110 cas pour mille, et en 1892, six années après la suppression de la réglementation, il n'y avait plus que

mille, de 1885 à 1889, c'est à dire après la suppression de la loi, à 3,1 pour mille.

Cette loi de visite eut sur les femmes, qui y furent soumises, un tout autre effet que sur les troupes. En 1866 il y avait pour 1000 prostituées 121 cas de maladie, en 1868 alors que la loi avait fonctionné pendant deux ans, il y en eut 202; puis ils diminuèrent quelque peu, mais en 1874 ils dépassaient encore de 16 le nombre des cas constatés en 1866. Les cas de mort parmi les prostituées se multiplièrent, sous l'empire de la loi, d'une façon tout à fait effrayante. Ils étaient en 1865 de 9,8 pour mille, en 1874 ils atteignirent 23. Lorsque, vers 1880, le gouvernement anglais projeta d'étendre la loi de visite à toutes les villes du royaume, il s'éleva dans le monde féminin anglais une tempête d'indignation. Le bill « habeas corpus », cette loi fondamentale de 1215 qui protège tout citoyen anglais contre les exactions de la police, allait être, disait-on, abrogé pour les femmes; il appartiendrait à n'importe quel agent de police brutal, vindicatif, ou guidé par d'autres vils motifs, d'arrêter la femme la plus honorable s'il lui passait par la tête qu'elle était une prostituée, tandis qu'au contraire la licence masculine continuerait à n'être pas inquiétée, et serait même protégée et entretenue par la loi.

Bien que la lutte entreprise par les femmes anglaises contre le mépris manifesté pour leur sexe, les exposât facilement aux interprétations et aux commentaires déshonorants de la partie bornée de leurs compatriotes, hommes et femmes, elles ne se lais-

« pour » et le « contre » dans des articles de journaux et des brochures, la question fut posée devant le Parlement, et on empêcha tout au moins l'extension du bill, qui fut enfin supprimé en 1886. (1)

La police allemande a partout des pouvoirs de ce genre; certains faits survenus à Leipzig, à Berlin, à Cologne, à Hanovre et ailleurs, et rendus publics, montrent que les abus ou les « malentendus » sont chose facile dans l'exercice de ces pouvoirs; mais chez nous on n'entend pas parler d'une opposition énergique contre de semblables privautés. (2) En 1883 les bordels furent interdits dans la Norvège à l'esprit petit-bourgeois, et en 1883 la capitale Christiania supprima l'inscription obligatoire des prostituées et les visites médicales accompagnant cette inscription. En janvier 1893 cette réglementation fut rendue applicable à tout le pays.

Madame Guillaume-Schack, à propos de ces

---

(1) Les ouvriers anglais furent les auxiliaires les plus actifs des femmes. Joséphine Butler écrit dans son ouvrage célèbre : « *Contribution à l'histoire d'une croisade* » : « Nous résolumes de faire appel à la nation. Pendant l'automne de l'année 1869 nous avions déjà écrit personnellement aux parlementaires des deux Chambres et à nombre de personnages influents des partis politiques ou religieux. De toutes les réponses qui nous parvinrent, peu étaient pleinement consentantes... Puisque les cercles, parmi lesquels nous avions espéré le plus grand intérêt à la cause, nous encourageaient si peu, nous nous adressâmes à la population ouvrière du pays. Ici l'accueil fut tout autre. Je sais fort bien que les classes ouvrières ont leurs fautes et ne sont pas indemnes d'égoïsme, pas plus que les autres classes sociales, mais j'ai la conviction inébranlable que le peuple montre immédiatement des dispositions loyales et encourageantes, dès qu'on fait appel à lui au nom de la justice. » Cité par P. Kampffmeyer op. cit. page 60.

(2) « En 1901 l'agent de police Neuhofer de Vienne arrêta et maltraita une Française sous les huées du public. Elle fut emprisonnée et soumise, de force, à un examen médical. Ce cas provoqua cinq interpellations à la Diète. En

« mesures de protection » prises par l'Etat en faveur des hommes, dit fort justement : « A quoi bon apprendre à nos fils à respecter la vertu et les mœurs, quand l'Etat déclare l'immoralité un mal nécessaire, quand le même Etat vient procurer au jeune homme, avant même qu'il ait atteint sa maturité intellectuelle, et pour servir de jouet à ses passions, la femme estampillée par l'autorité comme une marchandise ? »

Qu'un homme atteint d'une maladie vénérienne contamine dans sa lubricité autant qu'il voudra de ces pauvres êtres qui, cela soit dit à l'honneur des femmes, n'exercent le plus souvent leur honteux métier que sous la contrainte de la misère ou à la suite de leur séduction, il n'est pas inquiété. Mais malheur à la femme malade qui ne s'est pas immédiatement soumise à une visite médicale et à un traitement. Les villes de garnison, les universités, etc., avec leurs agglomérations d'hommes pleins de vigueur et de santé, sont les foyers principaux de la prostitution et des dangereuses maladies qu'elle engendre, maladies qui, transportées de là jusque dans les coins les plus reculés du pays, propagent partout la corruption. Il en va de même pour les villes maritimes.

La « Feuille de correspondances pour combattre l'immoralité publique » (1) nous montre la corruption d'une grande partie de la jeunesse estudiantine. « Chez la plupart de nos étudiants, les considérations relatives aux choses morales sont à un niveau très bas, ou même tout à fait corrompues. »

Et c'est dans ces cercles, qui se vantent tant de leurs « mœurs allemandes », que l'on cherchera nos juges, nos avocats et autres personnages officiels.

Combien les situations sont mauvaises parmi les étudiants, cela nous est révélé par le fait que, pendant l'automne de l'année 1901, un grand nombre de professeurs et de médecins s'adressèrent, dans un appel, aux étudiants allemands, soulignant expressément les suites désastreuses des excès sexuels; ils montrèrent également le danger de l'alcool qui, dans maintes circonstances, fait l'office d'excitant dans les dérèglements sexuels. L'on comprend enfin qu'il n'y a plus rien à gagner en cachant la plaie, qu'on doit appeler les choses par leur nom pour prévenir, dans une certaine mesure, des désastres irréparables. Ces conseils méritent, d'ailleurs, d'être médités également par d'autres classes

« Pour expier ta faute, tu seras frappé dans ta descendance jusqu'à la troisième et à la quatrième génération. » Ce passage de la Bible s'applique dans toute l'acception du mot au débauché frappé d'une maladie vénérienne. « Les attaques d'apoplexie chez les hommes jeunes et aussi chez les femmes, les différentes formes de maladies de la moelle et de faiblesse cérébrale, des maladies nerveuses de toute sorte, maladies des yeux, nécrose et entérite, stérilité et dépérissement, ne reposent bien souvent que sur d'anciennes syphilis cachées, qui ont été supportées en silence pour différents motifs. Au point où les choses en sont à l'heure actuelle, la légèreté et l'ignorance contri-

maladies chroniques du bassin, les excès commis par leurs maris, avant ou en dehors du mariage » (1). Le docteur A. Blaschko dit : « Des épidémies comme le cholera et la variole, la diphtérie et la fièvre typhoïde, qui se font remarquer immédiatement par leur apparition soudaine, et deviennent la terreur des populations, sont à peu près de la même nocivité que la syphilis, mais ne peuvent être comparées à elle pour la propagation.,. Et cependant, l'on peut dire que la société se conduit d'une façon terriblement indifférente à l'égard de la syphilis » (2). La cause de ceci, c'est qu'il est considéré comme inconvenable de parler publiquement de pareilles choses. Le Reichstag n'a pas encore pu se déterminer à veiller à ce que les maladies vénériennes soient considérées, par les caisses de maladie, de la même façon que les autres maladies. (3) Le virus syphilitique est le plus tenace de tous les poisons, le plus difficile à extirper. De longues années encore après la guérison d'une maladie, lorsque celui qui s'en est tiré croit toute trace disparue, les suites s'en manifestent souvent chez la femme, dans le mariage, ou chez les nouveau-nés, et une masse de maladies, chez la femme et chez les enfants, doivent être attribuées aux maladies vénériennes de l'époux ou des parents. Dans une requête, adressée par l'Asso-

(1) *Die gesundheitsschädliche Tragweite der Prostitution.* (Du danger de la prostitution pour la santé.) Dr O. Lassar. Berlin, 1892.

(2) *Die Behandlung der Geschlechtskrankheiten in Krankenkassen und Heilanstalten.* (Le traitement des maladies vénériennes dans les caisses de maladie et les hôpitaux.) Berlin, 1890.

(3) Cette disposition de la loi sur les assurances contre la maladie (§ 6 a) qui permettait aux communes de décider que les maladies résultant d'excès

ciation pour la protection de l'enfance au Reichstag (automme 1899), il est renseigné qu'en Allemagne environ 30.000 enfants sont aveugles de naissance, par suite de contamination par la blennorragie, et que chez 5 % des époux la même cause crée la stérilité (1). Il est vraiment effrayant de voir le nombre des mariages sans enfants, et ils deviennent de plus en plus nombreux. Un grand nombre d'enfants idiots ou imbéciles sont redevables de leurs infirmités aux mêmes causes, et notre époque est en mesure de citer bien des exemples de ce que peut causer de malheurs, dans la vaccination, une minuscule goutte de sang syphilisé.

Le nombre élevé des malades vénériens a fait essayer bien souvent de promulguer une loi s'occupant spécialement des soins à donner à ces malades. Cependant, l'on n'a pas encore pu se déterminer jusqu'ici à faire un pareil pas, probablement parce qu'on craint que l'étendue du mal n'apparaisse trop. Dans les cercles compétents, l'on a généralement acquis la conviction que la blennorragie considérée antérieurement comme maladie peu sérieuse, est au contraire très dangereuse. Paraissant guérie, elle continue à miner le corps. Dans une conférence, donnée à Berlin le 20 février 1898 le Dr Blaschko fit connaître que les examens de la police des mœurs n'avaient fait reconnaître, comme malades, qu'un quart ou tout au plus qu'un tiers des prostituées souffrant de la blennorragie. En réalité, la plupart des prostituées souffrent de cette

maladie; le contrôle médical ne la fait constate
que chez une petite partie. Et de cette partie il n'y
a qu'une minime quantité qui guérit. L'humanité
se trouve ici devant un mal pour lequel elle ne
possède provisoirement pas de remède, mais qu
menace la partie féminine de la population.

3. *La traite des blanches*

Au fur et à mesure que les hommes s'abstiennent
volontairement ou forcément, du mariage, et cher
chent à satisfaire leur instinct naturel dans la bestia
lité, les occasions de se livrer à la débauche se
multiplient. Les gros bénéfices que donnent toutes
les entreprises basées sur l'immoralité, déterminen
nombre de gens d'affaires peu scrupuleux à attire
et à retenir la clientèle, par l'emploi de tous les raffi
nements possibles. Il est tenu compte, suivant le
rang et la situation du client, de toutes ses exigences
on tire parti de toutes les ressources d'exécution, de
tous les artifices matériels. Si certaines « maisons
publiques » de nos grandes villes pouvaient raconte
leurs secrets, on verrait que leurs pensionnaires
bien que pour la plupart de basse extraction, sans
instruction ni éducation, sachant souvent à peine
signer leur nom mais d'autant plus brillamment
dotées d'appâts physiques, ont les relations les plus
intimes avec des sommités sociales, avec des hom-
mes de haute intelligence et d'éducation raffinée
On verrait entrer et sortir : ministres, militaires haut
gradés, conseillers intimes, députés, magistrats,
etc., mêlés aux représentants des aristocraties de la

pleins de dignité en représentants et gardiens de l'ordre, de la morale, du mariage et de la famille, et sont placés à la tête d'établissements de bienfaisance chrétienne et de sociétés pour la répression de la prostitution.

Le propriétaire d'un local, disposé à cet effet, rue... à Berlin, édite même un journal illustré, dans lequel se décrivent les agissements de la société qui fréquente la maison. Le local a 400 places où tous les soirs se presse un public élégant — un public de souche, comme l'appelle la feuille — de la plus haute aristocratie noble ou de la finance. La joie et le plaisir sont à leur apogée lorsque — chose qui arrive presque journellement — de nombreuses dames de théâtre et des « beautés » connues sont présentes, et lorsque l'administration, pour couronner la jouissance, organise vers le matin une pêche aux anguilles, etc... Les belles visiteuses de la maison courent autour du bassin avec des robes relevées, essayent de saisir l'anguille, etc. La police est au courant de ces faits, mais se garde bien de troubler l'amusement des cercles supérieurs. C'est également un accouplement de la nature la plus vile, lorsqu'une salle de danse berlinoise adresse l'invitation suivante aux hommes de la haute société: « L'administration soussignée de la salle de chasse à laquelle, très cher et honoré monsieur, vous avez été recommandé comme chasseur endurci, se donne le grand honneur d'appeler votre haute attention sur un nouveau et beau terrain de chasse qui vient d'être ouvert, et est pourvu d'un gibier riche et abondant. Elle vous invite à la première chasse dans

agréable et bien disposée; le terrain de chasse es
situé au milieu de la ville, le gibier n'est soumis à
aucun ménagement ».

Notre société bourgeoise ressemble à une sorte d
grand carnaval, où l'un cherche à tromper et à mysti
fier l'autre, où chacun se drape avec dignité dan
son costume officiel pour pouvoir ensuite, dan
l'intimité, se livrer avec d'autant moins de frein à
ses caprices et à ses passions. Et avec cela, tou
respire extérieurement la morale, la religion, le
bonnes mœurs. Aucune époque ne fut aussi hypo
crite que la nôtre. Le nombre des augures augment
tous les jours.

L'offre de la femme, comme instrument de plaisir
augmente plus rapidement encore que la demande
Les conditions sociales, chaque jour plus fâcheuses
la misère, la séduction, l'attrait d'une vie en appa
rence libre et brillante, fournissent des candidate
de toutes les classes de la société. Un roman d
Hans Wachenhusen dépeint d'une façon très carac
téristique les situations dans la capitale de l'Empir
allemand (1). L'auteur s'explique comme suit sur l
but de son roman : « Mon livre parle notammen
des martyrs du sexe féminin et de l'avilissemen
croissant de celui-ci par suite des conditions anor
males de notre vie sociale et bourgeoise, par suit
aussi de sa propre faute, de son éducation négligée
de son besoin de luxe et de la facilité constante
qu'ont les femmes de s'offrir sur le marché de la
vie. Il parle de leur disproportion numérique qu
augmente chaque jour, laissant moins d'espoir à

celles qui naissent, moins de ressources à celles qu grandissent... J'ai écrit en quelque sorte comme l ministère public assemble toutes les circonstance de la vie d'un criminel, pour en tirer sa culpabilité Si donc on entend par « roman » une chose inventée un mensonge impuni, alors ce qui suit n'est pas ú roman, mais bien une image de la vie, vraie et san retouche ».

Du reste, il n'en va ni mieux ni plus mal à Berli que dans les autres grandes villes. Est-ce Saint-Pé tersbourg l'orthodoxe grecque, Rome la catholique Berlin la germano-chrétienne, Paris la païenne Londres la puritaine, ou Vienne l'heureuse d vivre, qui ressemble le plus à l'ancienne Babylone Il est difficile de le discerner. Des conditions socia les analogues produisent des effets semblables. « L prostitution possède ses lois écrites et ses coutumes ses ressources particulières, ses lieux de recrutemen (various resorts), depuis la pauvre chaumière jus qu'au plus étincelant des palais; ses innombrable degrés, depuis les plus infimes, jusqu'aux plu raffinés et aux plus cultivés; elle a ses divertisse ments spéciaux et ses lieux publics de réunion; ell a enfin sa police, ses hôpitaux, ses prisons et s littérature » (1).

« Pendant le mois printanier, nous ne fêtons plu les fêtes d'Osiris, les bacchanales et les orgies indien nes, mais dans l'obscurité de la nuit, derrière le murs épais des maisons publiques et particulières l'on se livre à Paris et dans d'autres grandes villes à des orgies et à des bacchanales, que la plume la plu effrontée n'oserait décrire » (2).

Dans ces conditions, le commerce de chair féminine a pris des proportions énormes. Il s'exerce sur la plus vaste échelle, et de la façon la mieux organisée, échappant à l'œil de la police, au sein même de la culture intellectuelle. Une armée de courtiers, d'agents, de convoyeurs des deux sexes traite ce genre d'affaires avec le même sang-froid que s'il s'agissait de n'importe quelle autre marchandise. On falsifie des pièces d'identité; on établit des certificats qui donnent une description exacte de chaque « pièce » que l'on remet aux convoyeurs, pour leur servir de référence auprès des acheteurs. Le prix s'établit, comme pour toute autre marchandise, suivant la qualité; les diverses catégories sont assorties suivant le goût et les exigences de la clientèle, et expédiées aussi dans toutes les villes et dans tous les pays. On cherche à échapper aux poursuites et à la vigilance de la police par les pratiques les plus subtiles, mais il arrive aussi fréquemment que l'on emploie de fortes sommes à fermer les yeux des gardiens de la loi. Plusieurs cas de ce genre ont notamment été constatés à Paris (1).

L'Allemagne, en particulier, a la renommée de fournir le marché aux femmes de la moitié du monde. Le besoin de l'émigration, inné chez tout

(1) A plus d'un point de vue, la conduite de la police à l'égard de la prostitution est digne d'attention. D'un procès berlinois il résulta en 1899, qu'un commissaire de police se servait d'une prostituée pour surveiller un étudiant, soupçonné d'être anarchiste, afin de lui tirer les vers de nez. En août 1904, un directeur de la police de Prague communiqua à une feuille locale, qu'on avait

Allemand, semble aussi animer une partie des femmes de notre pays, de telle sorte que, plus que celles de tout autre peuple, elles fournissent leur contingent à l'approvisionnement de la prostitution internationale. Des femmes allemandes peuplent les harems de la Turquie aussi bien que les maisons publiques du centre de la Sibérie, celles de Bombay, de Singapore et de New-York. L'auteur du livre de voyages « Du Japon en Allemagne par la Sibérie », W. Joest, s'exprime en ces termes sur le commerce qui se fait des filles allemandes : « On crie souvent, dans notre morale allemande, contre le commerce d'esclaves que fait quelque roi nègre de l'Afrique occidentale, ou contre les situations à Cuba et au Brésil; on ferait pourtant mieux de se rappeler l'histoire de la paille et de la poutre, car il n'est pas de pays qui exporte davantage de cette marchandise vivante que l'Allemagne et l'Autriche. Il est facile de suivre exactement le chemin que prennent ces filles. A Hambourg on les embarque pour l'Amérique du Sud; Bahia, Rio-de-Janeiro en retiennent leur part, mais le gros du lot est destiné à Montevideo et à Buenos-Ayres, tandis qu'un faible reliquat va jusque Valparaiso à travers le détroit de Magellan. Un autre courant est dirigé, soit par l'Angleterre, soit par voie directe, sur l'Amérique du Nord, où il ne peut toutefois lutter que difficilement contre les produits indigènes, et d'où il se partage en se dirigeant, soit vers la Nouvelle-Orléans et le Texas en descendant le Mississipi, soit vers l'Ouest et la Californie. De là on dessert la côte jusqu'à Panama, tandis que Cuba, les Indes

miennes », d'autres troupeaux de filles allemandes sont exportées à travers les Alpes en Italie et de là plus au Sud, sur Alexandrie, Suez, Bombay, Calcutta, jusqu'à Singapore et même jusqu'à Hong-Kong et Shangaï.

» Les Indes hollandaises, l'Asie orientale et le Japon sont de mauvais marchés, parce que la Hollande ne tolère pas dans ses colonies de filles blanches de ce genre, et qu'au Japon les filles du pays sont trop belles et à trop bon marché. La concurrence américaine par San Francisco contribue également à rendre les affaires plus difficiles de ce côté. La Russie se fournit dans la Prusse orientale, la Poméranie et la province de Posen. La première étape est généralement Riga. C'est là que viennent se réassortir les marchands de Saint-Pétersbourg et de Moscou, qui expédient leur marchandise en grandes quantités sur Nijni-Novgorod et jusque de l'autre côté de l'Oural, vers Irbit et Krestofsky, et au centre même de la Sibérie. C'est ainsi, par exemple, que j'ai trouvé une fille allemande vendue de la sorte à Tschita. Ce grand commerce est parfaitement organisé; il a comme intermédiaire des agents et des voyageurs, et si quelque jour le ministre des affaires étrangères de l'Empire allemand demandait à ce sujet des renseignements à ses consuls, il pourrait dresser des tableaux statistiques fort intéressants. »

Ce commerce est en pleine floraison, comme les députés socialistes l'ont constaté plus d'une fois au Reichstag allemand. Le commerce de chair humaine est particulièrement actif entre la Gallicie, la Hon-

ailleurs, se rencontrent rarement dans les maisons publiques. En général les agents avancent l'argent pour le voyage et pour les frais. Des télégrammes, qui semblent inoffensifs et qui ont pour but de tromper les autorités, sont adressés aux acheteurs. Quelques uns de ces télégrammes sont rédigés comme suit : « Alors et alors 5 fûts de vin hongrois arriveront à Varna » ; ces fûts désignent cinq belles filles ; ou encore : « Expédié 3 sacs de pommes de terre par l'intermédiaire du vapeur Lloyd Minerva. » Ces filles sont moins belles ; c'est de la « marchandise ordinaire » ; ou encore : « Entre vendredi avec le Cobra. A bord deux ballots de soie fine. »

4. *Le développement de la prostitution. Les filles-mères*

En ce qui concerne le nombre des prostituées, il est difficile de l'évaluer, même approximativement. La police est en mesure d'établir à peu près le chiffre des femmes dont la prostitution est l'industrie principale, mais il lui est impossible de le faire pour le nombre bien plus grand de celles qui ne l'exercent que comme métier accessoire. Dans tous les cas, les chiffres approximatifs sont effrayants. D'après von Oettingen, le nombre des prostituées à Londres était déjà évalué à 80,000 vers 1870. A Paris le chiffre des femmes contrôlées s'élevait à 6.196 en 1906, mais un tiers au moins se dérobe à tout examen médical. En 1892 il y avait à Paris environ 60 maisons publiques avec 600 à 700 prostituées, et 42 en 1900. Ce chiffre diminue donc constamment. Mais le nombre des

les prostituées est évalué à 120.000. M. Lépine préfet de la police parisienne, estime le chiffre moyen des prostituées inscrites à 6.000, celui des prostituées secrètes à 70.000. De 1871 à 1903 la police a arrêté 725.000 prostituées, et 150.000 furent mises en prison. En 1906 le nombre des femmes arrêtées s'éleva à 56.196 (1). A Berlin le nombre des femmes contrôlées s'élevait : en 1886 à 3.006, en 1888 à 3.392, en 1890 à 4,039, en 1897 à 5.098, en 1899 à 4.544, en 1905 à 3.287.

En 1890 il y avait six médecins qui, journellement, avaient à contrôler pendant deux heures. Depuis lors le nombre des médecins a été augmenté jusqu'à douze; à la demande des médecins masculins, chargés de ce contrôle, un médecin féminin leur a été adjoint. Les prostituées contrôlées à Berlin ne constituent, d'après les gens compétents, qu'une petite partie des prostituées, qui peuvent être évaluées à 50.000. Dans les bars berlinois, il y avait en 1890 au moins 2.200 femmes qui, presque toutes, s'adonnaient à la prostitution. Le nombre toujours plus élevé des femmes, arrêtées pour infraction aux règlements sur la police des mœurs, montre également qu'à Berlin la prostitution prend toujours plus d'extension. Ce nombre d'arrestations était de 10.878 en 1881, de 16.605 en 1890, de 26.703 en 1896 et de 22.915 en 1897.

Des femmes arrêtées en 1897, 17.018 furent traduites devant le juge, c'est-à-dire environ 57 par séance.

Quel est le nombre des prostituées en Allemagne ?

200.000. D'après Ströhmberg on estime le nombre des prostituées publiques et secrètes de l'Allemagne à 92.200 ou entre 75.000 et 100.000. En 1908 Camillo R. Schneider essaya d'établir exactement le nombre des prostituées inscrites. Ses tableaux comprennent 79 villes pour l'année 1905. « Puisqu'il ne manque pas d'importantes localités, où existe encore un certain nombre de femmes publiques, il croit pouvoir établir assez exactement le total à 15.000. Pour une population d'environ 60.600.000 habitants, cela donne environ une prostituée inscrite pour 4.040 habitants. A Berlin nous trouvons une prostituée pour 608 habitants, à Breslau pour 514 habitants, à Hannovre pour 529 habitants, à Kiel pour 527 habitants, à Danzig pour 487 habitants, à Cologne pour 369 habitants, à Brunswick pour 363 habitants. Le nombre des prostituées soumises à contrôle diminue constamment (1). D'après différentes estimations, le nombre des prostituées officielles est au nombre des prostituées secrètes comme 1 est à 5 jusque 10.

C'est donc une armée imposante qui exerce la prostitution pour pourvoir à ses besoins. Le nombre des victimes de la maladie et de la mort est naturellement en proportion (2).

Tous les gens compétents ont fait l'expérience

---

(1) Camillo Karl Schneider. *Die Prostituierte und die Gesellschaft. Eine sociologisch-ethische studie* (Les prostituées et la Société. Etude sociologique et éthique), pages 40 à 41, 188 à 189. Leipzig 1908.

(2) Sur 1.000 membres des caisses de secours contre les maladies à Berlin, furent atteintes de :

	Gonorrhoe		Chancre vénérien		Syphilis	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes

que la plupart des prostituées sont fatiguées de leur genre de vie, l'exècrent même. Mais une fois qu'elle s'est livrée à la prostitution, la femme trouve peu d'occasions de se relever. La section hambourgeoise de la Fédération britannique générale et continentale fit, en 1899, une enquête parmi les prostituées. Quoique peu répondirent aux questions, ces réponses, cependant, sont caractéristiques. A la question : « Exerceriez-vous cette profession si, d'une autre façon, vous pourriez pourvoir à vos besoins? » la première répondit : « Que faire, quand on est méprisée par tout le monde? » Une autre répondit : « De l'hôpital j'ai supplié pour avoir de l'aide. » Une troisième : « Mon ami m'a délivré en payant mes dettes. » Presque toutes les prostituées gémissent sous l'esclavage de la dette, créé par les tenancières des maisons publiques. Une fait connaître qu'elle doit 700 marcs à la patronne. Les effets, le linge, le lessivage, tout leur est livré par la tenancière à des prix exorbitants; elle exige le tarif le plus élevé pour la nourriture et la boisson. Elles doivent payer en outre un certain loyer quotidien. Ce loyer s'élève à 6, 8 ou 10 marcs et même plus par jour; il y en a une qui écrit qu'elle doit payer journellement de 20 à 25 marcs. Aucune n'est congédiée avant d'avoir payé ses dettes. Dans les réponses l'on souligne de toutes façons la conduite de la police qui, bien souvent, se trouve du côté de la patronne, non des filles sans secours. En un mot nous possédons dans la civilisation chrétienne l'un des pires esclavages. Pour mieux pouvoir défendre

nombre des femmes, utilisées comme ouvrières dans les différentes industries, moyennant un salaire bien souvent trop élevé pour mourir, mais insuffisant pour vivre. La prostitution est favorisée par les crises qui sont devenues une nécessité dans le monde bourgeois, et qui amènent la misère et le dénuement dans des milliers de familles. D'après une lettre, adressée le 31 octobre 1865 par le constable en chef Bulton à un inspecteur de fabrique, le chiffre des prostituées avait subi, par suite de la crise cotonnière résultant de la Guerre de sécession, un accroissement plus fort que dans les vingt-cinq années précédentes réunies. (1)

Mais ce ne sont pas seulement les ouvrières qui tombent dans la prostitution : elle cherche également ses victimes dans des professions plus élevées. Lombroso et Ferrero citent Macé, qui dit de Paris (2) : « Qu'un certificat supérieur ou inférieur de gouvernante y est moins une certitude de gagner son pain, qu'une certitude de suicide, de vol et de prostitution. »

Le médecin parisien Parent-Duchâtelet a dressé une intéressante statistique, portant sur 5.000 prostituées, des causes qui jettent principalement les femmes dans la prostitution. Sur ces 5.000 il s'en trouvait 1,440 qui s'étaient livrées à ce métier par misère et manque de ressources; 1.250 s'étaient trouvées sans parents ni moyens d'existence, c'est-à-dire également dans la misère; 80 s'étaient prostituées pour nourrir leurs parents pauvres et âgés; 1400 étaient des concubines abandonnées par leurs

amants ; 400 étaient des filles débauchées et amenée à Paris par des officiers et des soldats ; 280 avaien été abandonnées enceintes par leurs amants.

Mrs Butler, la championne ardente des plu pauvres et des plus misérables de son sexe, dit « Des circonstances fortuites, la mort d'un père d'une mère, le chômage, les salaires insuffisants, l misère, les promesses trompeuses, la séduction le ont conduites à leur perte. » Les communications faites par K. Schneidt à propos des causes qui, s souvent, jettent les jeunes filles dans les bras de l prostitution, sont des plus instructives (1). L nombre des servantes qui se font serveuses — c'es à dire presque toujours prostituées — est particuliè rement grand. Dans les réponses, envoyées Schneidt sur ses questions aux serveuses, l'on di par exemple : « Parce que j'étais enceinte par mo patron, et devais gagner de l'argent. » D'autre disent : « Parce que mon livret était mauvais » o « parce que je gagne si peu en cousant des chemise et d'autres effets de lingerie » ou « parce que je fu congédiée comme ouvrière de fabrique, et ne parvin plus à trouver de l'ouvrage » ou « parce que mo père mourut, et qu'il me resta quatre petite sœurs ». Il n'est un secret pour personne que surtou les servantes, après avoir été séduites par leur maître fournissent un très gros contingent à la prostitution Le Dr Max Taube (2) est terriblement accusateu au sujet du grand nombre de servantes qui son séduites par leur maître ou par le fils de la maison

Mais les classes élevées fournissent également des victimes à la prostitution ; ici ce n'est pas la misère qui exerce son influence, mais la soif de la parure et du plaisir, le penchant vers une vie légère. A ce propos, on lit dans un ouvrage de Wilh. Iszleib (Gustaf Schuhr) (1) :

« Plus d'un bourgeois vertueux, plus d'un pasteur, professeur, officier supérieur, etc., apprend avec consternation et épouvante que sa fille se livre secrètement à la prostitution, et si toutes ces filles étaient connues, il y aurait, ou bien une révolution sociale, ou bien les idées d'honneur et de vertu chez le peuple en seraient profondément ébranlées. »

C'est dans ces cercles que l'on cherche surtout la haute volée de la profession, les prostituées de marque. Nombre d'actrices, dont les frais de garderobe sont en triste disproportion avec leur salaire, sont également poussées à cette source impure de ressources (2); la même chose s'applique à d'innombrables filles qui se font demoiselles de magasin, etc.

Il y a cependant des entrepreneurs assez infâmes qui prennent cet argument comme excuse de la modicité du salaire. C'est par centaines de milliers que couturières, tailleuses, modistes, ouvrières de fabrique se trouvent dans ce cas. Il n'est pas rare que des patrons et leurs employés, des commerçants, des chefs d'usine, des propriétaires, etc., qui ont des femmes pour ouvrières ou pour domestiques, consi-

(1) *Die gefallenen Mädchen und die Sittenpolizei* (Les femmes déchues et la

dèrent comme une sorte de privilège de les regarder comme devant servir à leurs plaisirs.

Nos bons conservateurs aiment volontiers nous dépeindre les situations à la campagne, sous le rapport moral, comme une sorte d'idylle en comparaison avec les grandes villes et les contrées industrielles. Celui qui connaît les situations à la campagne sait bien que tel n'est pas le cas; cela est confirmé par la conférence, donnée en 1889 (pendant l'automne) par le propriétaire saxon d'une terre seigneuriale.

Les journaux provinciaux de la Saxe en donnèrent le compte-rendu suivant :

« *Grimma.* Dernièrement, le propriétaire d'une terre seigneuriale, le Dr V. Wächter de Röcknitz, a, au cours d'une réunion, donné une conférence au sujet de l'immoralité sexuelle dans nos communes rurales, et il a peint les situations locales sous des couleurs qui n'étaient pas trop riantes. Avec beaucoup de franchise, l'orateur a reconnu, à cette occasion, que bien souvent ceux qui donnent du travail, même lorsqu'ils sont mariés, ont des relations intimes avec leurs subordonnées. Les conséquences de ces relations sont réglées plus tard par de l'argent, ou cachées par un crime. Il ne faut pas se faire d'illusions. L'immoralité dans les communes rurales n'est pas seulement maintenue par les jeunes filles qui ont avalé le poison lorsqu'elles habitaient la ville en qualité de nourrice, où par les jeunes gens qui apprirent à connaître le vice pendant leur service militaire, mais également par les cercles civilisés, par les intendants des terres seigneuriales, par

de 17 ans sans avoir succombé à la tentation. »

En réponse à son amour de la vérité, le conférencier sincère se vit boycotter par les cercles distingués, par les officiers. La même chose arriva au pasteur Wagner, de Pritzerbe i/d. Mark, qui fit entendre de dures vérités aux grands propriétaires, dans son ouvrage : « La moralité à la campagne. »(1)

La plupart des femmes sont poussées vers la prostitution quand elles sont encore incapables de jugement. Des prostituées secrètes, arrêtées à Paris de 1878 à 1887, 12.615 = 46.7 % étaient mineures; parmi celles arrêtées de 1888 à 1898, 14,072 = 48.8% étaient mineures. Un résumé aussi laconique que lugubre de Le Pilleur, donne le schéma suivant pour les femmes publiques de Paris : défloréés à l'âge de 16 ans, prostituées à l'âge de 17 ans, syphilitiques à l'âge de 18 ans (2). Parmi les 846 prostituées, nouvellement inscrites à Berlin en 1898, 229 étaient mineures : 7 âgées de 15 ans, 21 de 16 ans, 33 de 17 ans, 59 de 18 ans, 49 de 19 ans, 60 de 20 ans (3). Au mois de septembre 1894 un scandale éclata à Budapesth, au cours duquel il fut révélé qu'environ 400 filles, de 12 à 15 ans, avaient été les victimes d'un groupe de riches débauchés. Les fils de nos « classes possédantes et intellectuelles » estiment bien souvent que c'est leur droit de séduire

(1) Sur proposition du pasteur Wagner, la Conférence des sociétés de défense des mœurs, tenue le 20 septembre 1894, décida de faire une enquête. Les résultats sont condensés dans un ouvrage en deux volumes : *Die geslechtlich sittlichen Verhältnissen der evangelischen Landbewohner im Deutschen Reich* (Les rapports sexuels moraux des paysans évangéliques de l'Empire allemand 1895-1896.

les filles du peuple et de les abandonner ensuite. Les filles du peuple, pleines de confiance, ne sachant rien de la vie, sans expérience, avec cela le plus souvent privées d'amis et de joie, ne tombent que trop facilement victimes d'une séduction, qui se présente à elles sous une forme brillante et pleine de caresses. La désillusion, la douleur et finalement le crime, voilà quelles en sont les conséquences. Des 2.060.973 enfants, nés en 1907 en Allemagne, 179.178 étaient illégitimes. Qu'on se représente les préoccupations et les peines de cœur qui accompagnèrent la naissance pour la plupart des mères, même lorsque l'on admet que plus tard une partie de ces enfants seront reconnus par le père.

Le suicide des femmes et l'infanticide doivent souvent être attribués à la misère, au dénuement des femmes abandonnées. A ce sujet, les procès pour infanticide fournissent une image tristement instructive. Pendant l'automne de l'année 1894, une jeune fille fut condamnée à mort à Krems (Basse-Autriche) pour avoir tué son enfant dans un moment d'égarement lorsque, huit jours après l'accouchement, elle fut mise à la porte de l'Hospice de la maternité viennois sans moyens d'existence. L'ignoble père ne fut pas inquiété. Au printemps de l'année 1899, l'on communiqua de Posen : « L'ouvrière Katharina Gorbacki de Alexanderruh lez Neustadt a/W. a comparu lundi pour infanticide. L'accusée est âgée de 22 ans. En 1897 et en 1898 elle était au service du prévôt Merkel de Neustadt. Des relations entre elle et son maître naquit une fille en

dépense. Comme l'enfant avait besoin de linge, et exigeait d'autres frais, la mère décida de le tuer. Un dimanche du mois de septembre, elle l'étouffa sous un coussin. Le jury la déclara coupable de meurtre sans préméditation, et accorda des circonstances atténuantes. Le ministère public requit la peine la plus forte : 5 années d'emprisonnement; la cour condamna à trois années de prison. » C'est ainsi que la femme séduite, lâchement abandonnée, jetée sans secours dans le désespoir et dans la honte, va à l'extrême, tue le fruit de son amour, et est condamnée à la prison ou guillotinée. L'homme sans conscience, le véritable auteur du crime, s'en va impuni, épouse peut être peu après une fille de famille « honnête et comme il faut », et devient un brave homme, pieux et honoré. Plus d'un s'en va chargé d'honneurs et de dignités, qui a souillé de la sorte son honneur et sa conscience. Si les femmes avaient leur mot à dire dans l'établissement des lois, il y aurait bien des changements dans cet état de choses.

Nombre d'infanticides ne sont pas découverts. A la fin du mois de juillet 1899, une servante de Frankenthal a/Rh fut accusée d'avoir noyé dans le Rhin son enfant illégitime, nouveau-né. La justice pria tous les bureaux de police, de Ludwigshafen jusqu'à la frontière néerlandaise, de s'informer si pendant une période déterminée aucun cadavre d'enfant n'avait été retiré du fleuve. Le résultat surprenant fut celui-ci : les bureaux de police avaient retiré du Rhin 38 cadavres d'enfants, dont

recherche de la paternité, mais en créant par contre des orphelinats. La Convention dit, par décret du 28 juin 1793 : « La nation se charge de l'éducation physique et morale des enfants abandonnés. Désormais ils seront désignés sous le seul nom d'orphelins. Aucune autre qualification ne sera permise. » Cela était commode pour les hommes, les devoirs d'un seul passant à la communauté, et rien ne les compromettant plus, ni devant le public, ni devant leurs femmes. On établit en conséquence dans toutes les provinces du pays des maisons d'orphelins et d'enfants abandonnés. Le chiffre des deux catégories s'élevait à 130.945 en 1833, sur lesquel son comptait un dixième d'enfants légitimes. Mais, comme ces enfants ne recevaient pas des soins très dévoués leur mortalité était très élevée. Il en mourait déjà à cette époque 59 o/o, c'est à dire plus de la moitié dans leur première année; jusqu'à l'âge de 12 ans il en mourait 78 o/o, de telle sorte que sur 100 d'entre eux, 22 seulement dépassaient la douzième année. Vers 1860 il existait encore 175 hospices pour enfants trouvés; en 1861 on y inscrivait 42.194 enfants trouvés; ajoutez à cela 26.156 enfants abandonnés et 9.716 orphelins, et l'on arrive à un total de 78.066 enfants qui étaient à charge de l'Etat. En 1905 3.348 enfants trouvés furent inscrits; le nombre des enfants abandonnés s'élevait à 84.271. Le nombre total des enfants abandonnés ne diminua guère pendant la dernière période décennale.

Il en est de même en Autriche et en Italie où la société, dans son « humanité », a pareillement fondé

pour les orphelinats. Ces établissements disparaissent petit à petit en Autriche; actuellement il n'y en a plus que quelques-uns, et l'entretien des enfants, comparé à celui de jadis, a été amélioré considérablement. 40.865 enfants furent soignés en Autriche et en Gallicie pendant l'année 1888, dont 10.466 dans des hospices et 30.399 chez des particuliers. La dépense était de 1.817.372 florins. Le chiffre des décès, surtout en Gallicie, était moins élevé dans les hospices que chez les particuliers. En 1888, 31.25 % des enfants, élevés dans les hospices, mouraient, c'est à dire beaucoup plus que dans les hospices des autres pays; mais chez les particuliers 84.21 % des enfants mouraient : un meurtre en grand. De 1894 à 1896, 118.531 enfants furent adoptés en Italie; moyenne annuelle : 29.633; garçons 58.901; filles 59.630; illégitimes 113.141; légitimes 5.390 (5 % seulement). Le tableau suivant montre clairement quelle était la mortalité :

	1890 à 1892	1893 à 1896	1897
Nombre d'enfants adoptés	91.549	109 899	26.661
Décès avant l'âge d'un an	34.186	41.386	9.711
Ce qui donne	37.3 %	37.6 %	36 4 %
Mortalité des enfants illégitimes en Italie	25 0 %	27.2 %	23.4 %
Mortalité des enfants légitimes en Italie	18 0 %	17.5 %	15.9 %

Des situations effroyables existent également à l'hospice Santa Casa dell'Annunziata à Naples; sur 853 nourrissons, il en mourut 850 en 1896. Les hospices pour enfants trouvés adoptèrent encore 18.896 enfants en 1907. Pour les années 1902 à 1906,

1 an! (1) C'est d'ailleurs un fait généralement connu que les enfants illégitimes meurent en plus grand nombre que les enfants légitimes. D'après la statistique prussienne, sur 10.000 enfants, nés vivants, il mourut :

		1881-1885	1886-1890	1891-1895	1896-1900	190
Légitimes	Ville	211	210	203	195	17
	Campagne	186	187	187	185	17
Illégitimes	Ville	398	395	385	374	33
	Campagne	319	332	336	336	30

« Un fait caractéristique et qui prouve d'une façon péremptoire le rapport étroit qui existe entre la prostitution et la triste situation des domestiques c'est que les mères des 94.779 enfants illégitimes nés en 1906, se subdivisaient comme suit, d'après les branches d'industrie auxquelles elles appartenaient : 21.164 domestiques de maison, 18.869 domestiques agricoles, donc ensemble 40.033 ou 42 %. Quand on ajoute les domestiques agricoles aux ouvrières journalières et autres de la campagne l'on arrive à 30 %, alors que celles qui appartiennent à l'industrie ou au travail manuel ne forment que 14 % (13.469) (2).

La différence est surtout sensible pour le premier mois; pendant ce mois il meurt trois fois plus d'enfants illégitimes que d'enfants légitimes.

Le manque de précautions pendant la grossesse, l'accouchement difficile et l'état délicat à la naissance, le manque de soins ensuite, en sont les causes fort simples. Les mauvais traitements, les fameuses « faiseuses d'anges » contribuent à multiplier les

victimes. Le chiffre des mort-nés est, pour les enfants naturels, le double de celui des légitimes; cela doit tenir surtout aux manœuvres, employées par la mère, dès la grossesse, pour amener la mort de l'enfant. Ajoutez alors les infanticides qui restent inconnus, parce que l'enfant tué est déclaré comme mort-né. « Aux 205 infanticides que renseignent les documents judiciaires de la France, il faut ajouter, d'après Bertillon, au moins 1.500 prétendus mort-nés et 1.400 cas de meurtre par privation de nourriture. » (1)

Sur 100 mort-nés, il y avait :

	Années	Légitimes	Illégitimes
Allemagne	1891 à 1900	3.15	4.25
Prusse	1900 à 1902	3.02	4.41
Saxe	1891 à 1900	3.31	4.24
Bavière	1891 à 1900	2.98	3.61
Wurtemberg	1891 à 1900	3.30	3.48
Bade	1891 à 1900	2.62	3.35
Autriche	1895 à 1900	2.64	3.86
Suisse	1897 à 1903	3.40	6.14
France	1891 à 1895	4.40	7.54
Pays-Bas	1891 à 1900	4.38	8.13
Danemark	1893 à 1894	2.40	3.20
Suède	1891 à 1895	2.46	3.30
Norvège	1891 à 1900	2.47	4.06
Finlande	1891 à 1900	2.54	4.43
Italie	1891 à 1896	3.89	5.16 (2)

Les bâtards qui survivent se vengent sur la société des mauvais traitements qu'ils ont subis, en fournissant une proportion extraordinaire de criminels de tout ordre.

5. *Crimes contre la moralité et maladies sexuelles*

Il nous faut aussi toucher rapidement un mot d'un autre mal qui, dans l'état de choses actuel, prend une extension chaque jour plus considérable. L'abus des jouissances sexuelles a des effets plus néfastes encore que l'abstention. Un organisme surmené se ruine, même sans avoir à souffrir de maladies vénériennes proprement dites. En particulier l'impuissance, la stérilité, les maladies de la moëlle épinière, le gâtisme ou tout au moins l'épuisement intellectuel, et une foule d'autres maladies sont la conséquence de cette sorte d'excès. Garder la mesure dans les plaisirs sexuels est donc aussi nécessaire que dans le boire et le manger, et dans les autres besoins de l'humanité. Mais se retenir est surtout difficile pour la jeunesse. De là ce grand nombre de « jeunes vieillards », précisément dans les classes élevées de la société. Le chiffre des « roués », jeunes et vieux, est énorme, et tous ont besoin d'excitations particulières, parce que leurs sens sont émoussés et rassasiés par les excès. Abstraction faite de ceux qui sont homosexuels par naissance, il en est beaucoup qui tombent dans les vices contre-nature de l'antiquité grecque.

L'homosexualité est beaucoup plus répandue parmi les hommes qu'on ne le croit généralement; les pièces secrètes de plus d'un bureau de police fourniraient à ce sujet des documents intéressants. (1) Mais les vices contre-nature de l'ancienne Grèce revivent également avec intensité parmi les femmes.

Les amours lesbiennes, le saphisme seraient assez répandus parmi les femmes parisiennes; d'après Taxel (1) « il y a à Paris, dans la grande société, de véritables assemblées lesbiques; des groupes de femmes habitant les grands quartiers se volent et s'envient les victimes qui leur sont fournies par de spéciales entremetteuses. » Un quart des prostituées, et une bonne partie du monde féminin élevé de Berlin, sont également prêtresses de Sapho.

Une autre manière contre nature de satisfaire la passion sexuelle, c'est l'abus des enfants qui s'est multiplié étrangement pendant les dernières années.

En 1895, 10.239 personnes furent condamnées en Allemagne pour attentats aux mœurs, 13.432 en 1905, 13.557 en 1906. Parmi ces condamnés, 58 en 1902 et 72 en 1907 furent punis pour actes immoraux avec des enfants, et 4.090 en 1902, 4.548 en 1906 et 4.397 en 1907 pour actes immoraux avec des enfants âgés de moins de 14 ans. En Italie le nombre des contraventions aux mœurs était de 4.590 pour les années 1887 à 1889, de 8.461 pour l'année 1903, c'est-à-dire 19.44 et 25.67 par 100.000 habitants. Les mêmes faits se constatent en Autriche. H. Herz dit avec raison : « L'augmentation rapide des attentats contre les mœurs de 1880 à 1890, montre que la structure sociale des temps actuels avec l'augmentation du chiffre des sans-travail, et leur limitation par les tournées dans le pays, ne forment pas la plus petite partie des causes des mauvaises situations morales. » (2)

---

(1) Taxel, *Corruption du siècle*, 1892. Cité par Lombroso et Ferrero, op

Ce qu'on appelle les « carrières libérales », qui ne sont exercées que par les classes élevées de la société, fournissent 5.6 % des délits criminels, mais donnent 12.9 % des attentats à la pudeur sur des enfants. Et encore cette proportion serait plus élevée si l'on n'avait pas, dans les milieux dont il s'agit, de nombreux moyens de voiler et de cacher le crime.

Les chiffres suivants donnent un aperçu des cas de maladies vénériennes, constatés dans les hôpitaux allemands, et permettent de juger de leur augmentation.

		Blennorragie	Syphilis			Blennorragie	Syphilis
1877 à	1879	23.344	67.750	1892 à	1894	50.541	78.093
1880	1882	28.700	79.220	1895	1897	53.587	74.092
1883	1885	30.038	65.980	1898	1901	83,374	101.225
1886	1888	32.275	53.664	1902	1904	68.350	76.678
1889	1891	41.381	60.793				

Quand nous établissons un chiffre moyen par année, nous constatons que dans le cours d'un quart de siècle le nombre des cas a augmenté de 7,781 (blennorragie) et 22.583 (syphilis) à 22.750 et 25.559. Le chiffre de la population n'a augmenté que de 25 %; celui des blennorragiques de 182 % et celui des syphilitiques de 19 %!

Nous possédons encore une statistique, qui n'embrasse pas beaucoup d'années, qui ne s'occupe que d'une seule journée et qui indique combien de malades atteints de blennorragie, de chancre-vénérien et de syphilis se trouvèrent soumis à traitement médical le 30 avril 1900. Cette statistique fut publiée par le ministre de l'Instruction de la Prusse. Un questionnaire fut adressé à tous les médecins de

ment, dont 11.000 atteints de syphilis. Rien qu'à Berlin il y avait ce jour là 11.600 malades vénériens, dont 3.000 syphilitiques. Sur 100.000 habitants adultes, se trouvaient en traitement :

	Hommes	Femmes
à Berlin	1419	457
dans 17 villes de plus de 100.000 habitants	999	279
42 de 30.000 à 100.000 »	584	175
47 de moins de 30.000 »	450	169
dans les autres villes et villages	80	27
Dans toute l'Allemagne	282	92

Sont particulièrement contaminés : les ports de mer, les villes universitaires, les garnisons et les villes industrielles. (A Königsberg sur 100.000 habitants 2.152 hommes et 619 femmes, à Cologne 1.306 et 402, à Francfort a/M 1.505 et 339.)

En ce qui concerne Berlin, Blaschko estime que « dans une grande ville, comme Berlin, au moins 200 sur 1.000 jeunes hommes âgés de 20 à 30 ans — soit environ la cinquième partie — souffrent de blennorragie, et que 24 sont atteints de syphilis. Le temps pendant lequel la jeunesse masculine est exposée au danger d'une infection sexuelle, dure plus d'un an; pour de nombreuses couches sociales il est de cinq, de dix ans, et peut même durer davantage. Un jeune homme sera donc atteint une fois de blennorragie pour cinq années de célibat, deux fois pour dix années. Pour quatre à cinq années tout cinquième célibataire sera atteint de syphilis. En d'autres termes : des hommes qui se marient au delà de l'âge de trente ans, chacun aura été atteint deux fois de blennorragie

qui, comme médecins, sommes les confesseurs de plus d'un malheur qui reste caché au monde. »

Les résultats de l'enquête du 30 avril 1900 sont confirmés par un travail étendu sur ces mêmes situations dans l'armée allemande. Ce travail date de 1907, le médecin d'état major Dr Schwiening en est l'auteur. (1)

Il en résulte que les circonscriptions des corps d'armée, qui correspondent à peu près aux provinces, fournissent annuellement environ le même chiffre de recrues atteintes de maladies vénériennes. Quelques corps d'armée se distinguent par des chiffres particulièrement considérables, tel le troisième corps d'armée, qui se recrute dans le Brandebourg. Berlin fait augmenter de 2 % le nombre des recrues atteintes de maladies vénériennes. Dans le neuvième corps d'armée Altona (Hambourg) dépasse Berlin, Dresde dans le douzième, Leipzig dans le dix-neuvième. Un calcul de Schwiening indique, de façon plus frappante encore, la propagation des maladies vénériennes parmi la population civile fournissant les recrues. Sur 1,000 incorporés, étaient atteints de maladies vénériennes :

	1903	1904	1905
Berlin	40.9	37.2	45,2
27 villes avec plus de 100,000 habitants	14.9	16.7	15.8
26 » » 50,000 à 100,000 »	11.6	9.6	9.5
33 » » 25,000 à 50,000 »	8.2	6.8	9.1
Villes avec moins de 25,000 » et villages	4.3	5.9	4.0
Etat	7.6	8.1	7.8

Schöneberg prend la première place avec 58,4 vénériens sur 1.000 incorporés. Pour les grandes

29.8 malades sur 1.000 recrues, Leipzig 29.4, Dresde 19, Chemnitz 17.8, Munich 16.4.

D'après G. v. Mayr, l'augmentation annuelle des maladies vénériennes par 1.000 habitants était en 1903/04 de 19.6 en Prusse, de 60.3 en Autriche-Hongrie, de 27,1 en France, de 85.2 en Italie, de 125 en Angleterre, de 28.3 en Belgique, de 31.4 dans les Pays-Bas, de 40.5 en Russie, de 45 en Danemark. L'augmentation des maladies vénériennes est particulièrement considérable dans la marine : pour 1905/06 elle était, dans la marine allemande à bord, à l'étranger de 113.6 °/₀₀, dans les eaux allemandes de 58.8 °/₀₀, sur terre de 57.8 °/₀₀. Dans la marine anglaise ces chiffres étaient de 121.55 °/₀₀ en 1905, de 121,94 °/₀₀ en 1906.

Nous voyons de la sorte des vices, des délits et des crimes de tout genre découler de notre situation sociale. Toute la société en est troublée. Mais ce sont les femmes qui en souffrent le plus.

Nombre de femmes le sentent et cherchent le salut: Elles réclament en première ligne le plus possible d'indépendance économique; elles demandent que la femme soit admise comme l'homme à toutes les fonctions auxquelles ses forces et ses capacités, tant physiques qu'intellectuelles, la rendent propre; elles demandent surtout à être admises aux fonctions que l'on désigne sous le nom de « carrières libérales ». Ces revendications sont-elles fondées? Sont-elles réalisables? Et leur réalisation peut-elle être de quelque secours? Telles sont les questions

La situation de la femme devant le droit

1. *La lutte pour l'égalité devant le droit civil*

Quand une catégorie, une classe d'individus, s
trouve dans la dépendance et dans l'oppression
cette dépendance a toujours son expression dan
les lois du pays où elle est en usage. Les loi
constituent l'état social d'un peuple, ramené à cer
taines formules et exprimé par celles-ci ; elles en son
la propre image. Les femmes, en tant que sex
dépendant et opprimé, ne font pas exception à cett
règle. Les lois sont d'ordre négatif et positif. Négatif
en ce sens que dans la répartition des droits elles n
tiennent pas plus compte des êtres opprimés que s'il
n'existaient pas ; positif, en ce qu'elles les instruisen
de leur situation d'infériorité et indiquent, le ca
échéant, certaines exceptions.

Notre droit commun est basé sur le droit romai
qui ne connaissait l'homme que comme être possé
dant quelque chose. Cependant l'ancien droit ger
manique, qui concevait l'homme plus libre et s
faisait également de la femme une idée plus digne
a conservé son influence.

Ce n'est pas l'effet du hasard si, dans la langu
française, l'être humain pris en général, et l'êtr
humain masculin ne sont désignés que par un seu
et même mot : « l'homme. » Le droit français n
connaît l'être humain qu'en tant qu'homme. Il en
était de même à Rome. Il y avait des citoyens
romains, et seulement des femmes de citoyens
romains, la citoyenne n'existant pas.

En Allemagne, la situation légale s'est améliorée

qui accorde à la femme des droits qu'elle possédait bien par-ci par-là, mais qui, maintenant, sont généraux. Ainsi la femme célibataire acquit le droit illimité à la tutelle; les femmes ont obtenu le droit de servir de témoins aux mariages et aux testaments; la femme obtint en outre le droit absolu de signer des conventions; elle ne peut cependant accepter une tutelle sans autorisation de son mari. La direction du ménage appartient uniquement à la femme; elle possède le pouvoir d'administrer les affaires du mari dans le cercle du ménage et de le représenter. Le mari est responsable pour les engagements qu'elle a contractés. Cependant le mari peut limiter ou supprimer le pouvoir de sa femme. S'il abuse de ce droit, la chambre des tutelles peut suspendre cette limitation. La femme est obligée d'entreprendre des ouvrages dans le ménage et dans les affaires du mari, mais seulement lorsque cette action est d'usage d'après la position du mari.

Le désir de voir introduire comme règle la séparation de biens des époux, fut écarté par le Reichstag. Celle-ci ne peut être assurée que par le contrat de mariage, chose qui est bien souvent négligée lorsque le mariage est conclu, et qui amène ensuite des désagréments. On introduisit au contraire ce qu'on appelle la communauté administrative. D'après celle-ci l'administration et l'usufruit de la fortune de la femme appartiennent à l'homme, mais sont limités à la dot. La femme possède au contraire l'administration illimitée et la disposition de ce qu'elle a gagné depuis le mariage par son

protection quand elle a des motifs sérieux pour supposer que sa dot est en danger, chose dont elle ne s'aperçoit bien souvent que trop tard. Elle peut également demander que la communauté administrative soit dissoute lorsque l'homme met, par sa conduite, l'entretien de sa femme et de ses enfants en danger. L'homme est responsable pour le préjudice causé par la mauvaise administration.

Le plus grand préjudice peut être causé à la femme par le divorce. En cas de divorce, la fortune acquise par le travail commun des deux époux reste au mari, même quand le mari est coupable et que la femme a gagné la plus grande partie du bien commun; la femme ne peut au contraire prétendre à un entretien conforme à son rang, qu'autant qu'elle peut y pourvoir des revenus de sa propre fortune ou du produit de son travail. En cas de divorce, le mari garde également la fortune qui lui peut-être amassée des revenus non utilisés de la fortune de la femme.

La puissance du père est primée par la puissance des parents, mais en cas de divergence d'opinion, celle du père est prépondérante. Quand le père meurt, l'exercice de la puissance des parents passe à la mère, y compris la jouissance de la fortune de l'enfant. Même quand l'éducation des enfants lui est confiée, une femme divorcée ne peut administrer leurs biens; le père jouit au contraire des droits complets des parents.

Depuis 1870, le droit commun anglais accordait au mari la propriété des biens meubles de la femme.

femme était nulle; elle ne pouvait entamer aucune action judiciaire et ne pouvait même pas faire un testament valable; elle était l'esclave de son mari. Pour un crime qu'elle commettait en présence de son mari, celui-ci était rendu responsable, car elle était considérée comme mineure. Lorsqu'elle causait du préjudice à quelqu'un, ce préjudice était apprécié comme s'il avait été causé par un animal domestique; le mari était rendu responsable.

D'après une conférence donnée par l'évêque J. N. Wood en l'église de Westminster en 1888, la femme ne pouvait, il y a un siècle, manger à table ni parler avant d'y être invitée. En signe de la puissance maritale il y avait un fouet au-dessus du lit; le mari pouvait s'en servir quand son épouse se montrait de méchante humeur. Les filles devaient obéir à ses commandements; les fils la considéraient simplement comme servante. Les lois de 1870, de 1882 et de 1893 ne promulguent pas seulement que l'épouse est l'unique propriétaire du bien qu'elle apporte en mariage; elle est également propriétaire de ce qu'elle obtient par héritage ou par donation. Ces dispositions juridiques ne peuvent être modifiées que par un contrat spécial entre les deux époux. La législation anglaise suit ici l'exemple de la législation des Etats-Unis. Depuis le *Custody of Infants Act* de 1886, la puissance paternelle passe à la mère après le décès du père. D'après le droit d'hérédité réformé, en vigueur depuis l'*Intestate Estates Act* de 1890, le mari est privilégié comme auparavant. Les deux époux possèdent la liberté de

des biens meubles, et ne touche que le tiers de l
rente foncière; le reste revient aux enfants. D'après
le nouveau *Married Women's Property act* de 1908, l
femme mariée est obligée de fournir l'entretien au
parents et au mari. De nombreux restes du droi
moyen-âgeux subsistent, et influent d'une façon très
sensible la situation de la femme mariée. Comm
nous l'avons vu, jusque maintenant le droit de divor
cer reste très défavorable aux femmes. L'adultère d
mari n'est un motif de divorce pour la femme, qu
lorsqu'il se combine vec la cruauté, avec la biga
mie, avec le viol, etc. (1)

En général, le droit civil est particulièremen
réactionnaire pour la femme en France, et dans tou
les pays — la plupart des pays latins — qui subis
sent dans une large mesure l'influence du Code civi
français, ou qui l'adoptent toujours avec quelque
légères modifications. Tel est le cas pour la Belgique
l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Pologne russe, le
Pays-Bas et la plupart des cantons de la Suisse.

Il existe un mot bien significatif, qui donne un
idée de la façon dont Napoléon Ier concevait la situa
tion de la femme, et qui est toujours d'application
« Il y a une chose qui n'est pas française, c'est un
femme qui puisse faire ce qui lui plaît. » (2)

Dès qu'elle se marie, la femme est placée sous l
tutelle du mari. D'après le § 215 du Code civil, l
femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation
de son mari, quand même elle serait marchand
publique. D'après le § 213 le mari doit protection
sa femme, la femme obéissance à son mari. Le mar

gère la fortune que sa femme a apportée en dot; il peut vendre ses biens, les aliéner ou les hypothéquer, sans avoir besoin de son aide ou de son consentement. La conséquence, c'est que la femme se trouve bien souvent en état d'esclavage. L'homme dépense le gain de l'épouse avec des femmes de mœurs légères ou au café; il fait des dettes ou perd au jeu ce que la femme rapporte au ménage, pendant qu'elle et ses enfants manquent du nécessaire. Le mari a même le droit d'exiger, du patron, le paiement du salaire de sa femme. Qui peut la blâmer lorsque, dans ces conditions, elle renonce au mariage, comme le cas se présente si souvent en France. Elle ne peut, dans la plupart des pays latins — excepté en France depuis 1897 —, être témoin lors de la conclusion de contrats, de testaments ou d'actes devant notaire. Elle peut au contraire — contradiction remarquable — être témoin dans toutes les causes criminelles où, cependant, son témoignage peut, dans certaines circonstances, amener la peine capitale pour l'accusé. Devant le Code pénal elle est considérée sous tous les rapports comme majeure, et, pour chaque contravention ou crime, elle sera punie aussi sévèrement que l'homme. Nos législateurs ne semblent pas avoir conscience de cette contradiction. La veuve peut disposer de sa succession par testament, mais dans un grand nombre de pays la femme n'est pas admise à être témoin lors de la réception d'un testament. D'après l'article 1029 du Code civil, la femme pourra accepter l'exécution testamentaire avec le consentement de

sibles dans la législation sur le divorce. D'après le Code civil français, le mari pouvait demander le divorce pour cause d'adultère de sa femme, mais la femme ne pouvait, d'après l'article 230, demander la même chose que si le mari entretenait sa concubine dans la maison conjugale. La loi du 27 juillet 1884 sur le divorce a fait disparaître cet article, mais le Code pénal français a maintenu la distinction, chose très significative pour le législateur français. La femme convaincue d'adultère subit la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins et deux ans au plus. Le mari qui a entretenu une concubine dans la maison conjugale, et qui a été convaincu sur la plainte de la femme, est puni d'une amende de cent francs à deux mille francs (articles 337 et 339 du Code pénal). Pareille inégalité juridique serait impossible si les femmes siégeaient au Parlement. La même juridiction existe en Belgique. La peine pour l'adultère de la femme est la même qu'en France; le mari n'est puni que s'il est convaincu d'avoir entretenu une concubine dans la maison conjugale; la punition est alors l'emprisonnement d'un mois à un an. En Belgique, l'on est donc un peu plus juste qu'en France, mais ici comme là bas il existe un droit spécial pour l'homme et un pour la femme. Sous l'influence du droit français, les mêmes dispositions sont en vigueur en Espagne et en Portugal. Le droit civil de l'Italie, année 1865, ne permet le divorce à la femme que lorsque le mari entretient sa concubine dans la maison, ou dans un endroit où la présence de la concubine doit être considérée

temps que la loi (du 21 juin) qui modifia une série d'articles du Code civil concernant le mariage, la loi du 13 juillet qui rend la femme seule propriétaire de tout ce qu'elle gagne personnellement ou de ce qu'elle obtient par héritage ou par donation. Le mari a perdu le droit de disposer de la propriété particulière de la femme. C'est la première brèche dans la législation française, et la femme française en est actuellement au même point que la femme anglaise après la loi de 1870.

Le nouveau Code civil suisse, adopté le 10 décembre 1907 pour être mis en vigueur à partir du 1er janvier 1912, va beaucoup plus loin, non seulement en comparaison avec le Code civil mais aussi avec le Code des lois civiles. La Suisse obtient maintenant une loi unique en remplacement des différentes lois des cantons séparés, qui honoraient le Code civil comme Genève, Waadt et la Suisse italienne, ou le droit autrichien comme Berne et Lucerne, ou l'ancien droit commun comme Schwiz, Uri, Unterwalden, etc. La liberté de la femme et des enfants est assurée. La nouvelle loi reconnaît à la femme une partie du gain du ménage (un tiers) quand elle n'a été que compagne ou ménagère. Pour le droit concernant l'hérédité, elle est mieux placée que d'après le droit allemand. Outre la moitié de la succession elle obtient, à côté des parents du mari, l'usufruit à vie de l'autre moitié. Les débiteurs des maris qui négligent femme et enfants, peuvent être obligés par le juge de payer leurs dettes à la femme. La défense de mariage des

a également disparu en France.) Le droit de pro-
priété matrimonial est réellement arrangé comme
dans le Code des lois civiles. C'est d'abord le con-
trat de mariage qui décide, qu'il soit conclu avant
ou pendant le mariage. Les enfants illégitimes peu-
vent prétendre, quand le mariage avait été promis
à la mère, non seulement à la nourriture comme
dans le droit allemand, mais encore à un état que le
père doit leur procurer. Dans ces conditions ils son
mis sur le même pied que les enfants légitimes.

Par la loi du 11 décembre 1874, la femme suédoise
a obtenu le droit de disposer librement du produi
de son travail personnel. En 1880, le Danemark a
admis les mêmes principes comme droit courant
D'après le droit danois, la propriété de la femme n
peut être attaquée pour les dettes du mari. L
droit norvégien de 1888 et le droit finlandais de 188
reposent sur les mêmes principes. La femme marié
peut disposer de ses biens au même titre que l
femme non mariée; quelques exceptions sont pré
vues par la loi. La loi norvégienne stipule que l
femme perd sa liberté par le mariage.

« Le mouvement universel en faveur de la pro
priété personnelle de la femme, en arriva au mêm
point dans les pays scandinaves que dans presqu
tous les pays et comme l'Angleterre l'inaugura : l
propriété du produit de son travail à la femm
mariée. Mais les classes dirigeantes abandonnèren
plus volontiers la position patriarcale du petit bou
geois au dessus de l'ouvrier, que celle de l'homm
de leur rang au dessus de la femme fortunée. » (1)

pas. Lorsque le mari se dérobe à ses devoirs, la femme et les enfants peuvent demander respectivement, après que le montant des frais d'entretien a été stipulé par les autorités communales, que ceux-ci leur soient avancés sur les deniers publics.

Le droit d'élever les enfants et le droit de décider de leur éducation, appartiennent encore au père d'après la législation existante dans la plupart des pays; par-ci par-là une coopération subsidiaire a été accordée à la femme. L'ancien droit romain, qui se trouvait en contradiction directe avec le droit maternel, accorde tous les droits et tous les pouvoirs au père; il forme la base de la législation actuelle.

En Russie, la femme mariée ne possède que le droit de disposer de sa fortune. En ce qui concerne son travail industriel, elle reste sous la complète dépendance de son mari. Sans son consentement elle n'obtiendra pas le passeport, indispensable à chaque changement de résidence. Pour reprendre une affaire, pour exercer un travail industriel quelconque, elle doit avoir le consentement de son mari. La loi existante rend le divorce si difficile à obtenir qu'il n'est accessible que dans des cas exceptionnels. Dans les anciennes communes, la situation de la femme était beaucoup plus indépendante. Cela était dû aux organismes communistes qui y existaient encore, ou au souvenir de ces organismes. Elle administrait même sa propriété.

Le communisme est généralement la situation sociale la plus favorable aux femmes; cela nous fut déjà démontré par l'exposé du droit maternel. (1

Aux Etats-Unis, la femme a conquis pleine égalit
devant le Droit civil. Elle a pu empêcher égalemen
que les lois anglaises ou analogues, sur la prostitu
tion, fussent introduites dans son pays.

2. *La lutte pour l'égalité des droits politiques*

L'inégalité évidente et tangible des femmes devan
le droit, par rapport aux hommes, a fait naître che
les plus avancées d'entre elles la prétention au
droits politiques, pour pouvoir agir législativemen
en vue d'obtenir l'égalité. C'est la même pensé
qui a déterminé la classe des travailleurs à dirige
partout leur agitation sur la conquête du pouvoi
politique. Ce qui semble juste pour la classe de
travailleurs, doit l'être pour les femmes. Opprimées
privées de droits, partout traitées avec injustice, elle
ont non seulement le droit, mais encore le devoir d
se défendre et de s'emparer de tous les moyens qu
leur semblent bons pour conquérir une situation plu
indépendante. Contre ces efforts s'élèvent naturelle
ment les clameurs de la réaction. Voyons de qué
droit.

Au cours des différents siècles, et chez les peuple
les plus divers, des femmes particulièrement douée

---

d'issue. Dans les assemblées des citoyens athéniens, les partis avaient donn
à résoudre la question suivante : « Comment l'Etat peut-il être sauvé ? » Un
femme, déguisée en homme, fit la proposition d'investir les femmes d
gouvernement. Comme cette proposition était la seule qui n'avait pas été mis
à l'essai, elle fut adoptée. Les femmes prennent le gouvernement en mains,
introduisent une constitution fondée sur la communauté des biens. Aristophan
essaie naturellement de parodier ces situations. Mais ce qui est caractéristique
c'est qu'il fait introduire le communisme par les femmes. Dès qu'elles ont voi

ont su jouer un rôle politique influent, même là où elles n'avaient pas le pouvoir en mains comme souveraines. La cour papale n'en était pas exclue. Lorsqu'elles ne parvenaient pas à exercer directement leur influence par la voie du droit leur revenant, elles essayaient d'obtenir la prédominance par des cabales et des intrigues. Surtout à la cour de France leur influence fut énorme pendant des siècles; elle ne le fut pas moins à la cour d'Italie et d'Espagne. Vers la fin du XVII^e^ siècle, Marie de Trémouille, duchesse de Bracciano et princesse d'Ursins, fut, pendant treize ans, le premier ministre d'Espagne sous le règne de Philippe V. Pendant cette période elle dirigea la politique espagnole d'une manière excellente. Bien souvent les maîtresses royales ont su s'y prendre de façon habile pour s'assurer une influence politique considérable; nous ne rappelons que les noms archi-connus de : madame de Maintenon, maîtresse de Louis XIV; madame de Pompadour, maîtresse de Louis XV. Le grand mouvement intellectuel, qui se manifesta vers la fin du XVIII^e^ siècle chez des hommes comme Montesquieu, Voltaire, d'Alembert, Holbach, Helvétius, La Mettrie, Rousseau et d'autres, ne laissa pas les femmes indifférentes. S'il y en avait beaucoup qui se jetaient dans le mouvement pour rester dans la mode, ou pour satisfaire leur désir d'intrigues, ou pour d'autres motifs peu sérieux, il y en eut beaucoup qui, au contraire, prirent une vive part au mouvement qui égalisa les bases de la société et mina le système féodal. Pendant les vingt

le vieil organisme social, et amena la délivrance de
esprits, elles accouraient en foule aux cercles poli
tiques et scientifiques, et aidaient pour leur par
à préparer la Révolution qui fit passer les théorie
dans la pratique. Et lorsqu'en juillet 1789 la grand
Révolution commença enfin par la prise de la Bastille
ce furent aussi bien les femmes des classes élevée
que les femmes du peuple qui prirent une part activ
au mouvement, exercèrent une influence marqué
pour ou contre ce mouvement. Excessives aussi bie
dans le bien que dans le mal, elles coopérèrent par
tout où l'occasion se présenta. La plupart des histo
riens n'ont pris acte que des excès commis, qu
étaient inévitables parce qu'ils découlaient de l
corruption indescriptible, de l'exploitation, de l'op
pression, du mépris et de la trahison des classe
régnantes à l'égard du peuple. Ils ont diminué o
passé en silence les actions héroïques. Sous l'in
fluence de ce jugement superficiel Schiller chanta
« Les femmes se transformèrent en hyènes et s
moquèrent de la peur. » Et cependant, elles on
posé tant d'exemples d'héroïsme, de grandeur d'âme
d'abnégation admirable pendant ces années terribles
que la composition impartiale d'un livre sur « Le
femmes pendant la grande Révolution » équivau
drait à l'érection d'une colonne en leur honneur (1)
Même d'après Michelet, les femmes furent l'avant
garde de la Révolution. Comme toujours, la misèr
générale qui pesait sur le peuple français pendan
le règne des Bourbons, frappa surtout les femmes
Exclues par les lois de toute profession honnête

prostitution. Ajoutez à cela la famine de 1789, qui poussa leur misère et celle de leurs proches à son point culminant. Elles furent à l'assaut de l'Hôtel de ville en octobre, et se dirigèrent en masse sur Versailles, la résidence de la Cour. D'autres demandèrent par pétition à l'Assemblée générale « que l'on rétablit l'égalité entre l'homme et la femme, qu'on leur accordât la liberté du travail et qu'on les admît aux fonctions auxquelles leurs aptitudes les prédisposaient. » Et comme elles comprirent qu'elles devaient avoir de la puissance pour obtenir ces droits, et que la puissance ne s'obtient que par l'organisation et l'union, elles organisèrent partout en France des cercles de femmes, dont quelques-uns comptèrent un très grand nombre de membres. Elle prirent également une part active aux clubs masculins. Pendant que madame Roland, avec son génie, essayait de jouer un rôle politique prépondérant parmi les Girondins, les « hommes d'Etat » de la Révolution, l'ardente et éloquente Olympe de Gouges prit la direction des femmes du peuple, et les défendit avec l'enthousiasme exubérant de son tempérament.

Lorsqu'en 1793 la Convention eut proclamé les Droits de l'homme, les femmes perspicaces s'aperçurent bien vite qu'il n'était question que des droits des hommes. Olympe de Gouges, Louise Lacombe et d'autres encore leur opposèrent les « droits de la femme » en 17 articles, les basant le 28 brumaire (20 novembre 1793) devant la Commune de Paris sur cette déclaration : « Si la femme a le droit de

ce qu'elles avaient dit à propos du droit de monter à l'échafaud. La défense des droits de la femme d'un côté, la lutte contre les violences de la Convention de l'autre côté, les désignèrent pour la guillotine. Olympe de Gouges fut décapitée pendant le mois de novembre de la même année; madame Roland mourut cinq jours plus tard. Toutes deux périrent en héroïnes. Peu de temps avant leur mort, le 17 octobre 1793, la Convention avait montré son antipathie pour les femmes en fermant tous les clubs féminins. Plus tard, lorsque les femmes ne cessèrent de protester contre l'injustice dont elles étaient victimes, on leur défendit même l'accès de la Convention et des réunions publiques, et on les traita comme révoltées.

Et lorsqu'en présence de toute l'Europe réactionnaire marchant contre elle, la Convention eut déclaré « la patrie en danger » et convié tous les hommes en état de porter les armes à accourir en toute hâte pour défendre la Patrie et la République, d'enthousiastes parisiennes s'offrirent à faire ce que firent effectivement vingt ans plus tard contre le despotisme de Napoléon des femmes prussiennes : défendre la patrie le fusil à la main. Le radical Chaumette alla au devant d'elles en leur criant : « Depuis quand est-il permis aux femmes de renier leur sexe et de se changer en hommes? Depuis quand est-il d'usage de les voir délaisser les soins pieux de leur ménage et les berceaux de leurs enfants pour venir, sur les places publiques, prononcer des discours du haut de la tribune, se mêler aux rangs

la chasse, l'agriculture, la politique, les fatigues de tout genre sont ton privilège. Elle dit à la femme : sois femme ! Le soin de tes enfants, les détails du ménage, les douces inquiétudes de la maternité, voilà tes travaux ! Femmes imprudentes, pourquoi voulez-vous devenir des hommes ? Le genre humain n'est-il pas assez divisé ? Que vous faut-il de plus ? Au nom de la nature, restez ce que vous êtes ; et, bien loin de nous envier les périls d'une vie si orageuse, contentez-vous de nous les faire oublier au sein de nos familles, en laissant nos yeux se reposer sur le délicieux tableau de nos enfants, heureux grâce à vos soins éclairés. » Sans aucun doute, le radical Chaumette a nettement rendu la pensée d'une foule de nos hommes qui, à part cela, ont horreur de lui. Du reste je crois aussi, pour ma part, que c'est faire une répartition convenable des devoirs de chacun que de confier à l'homme la défense de la patrie et à la femme la garde du foyer et de la maisonnée. A part cela, les poétiques épanchements de Chaumette ne sont que des mots, vides de sens. Ce qu'il dit des fatigues de l'homme dans l'agriculture n'est pas exact, car depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, ce n'est pas le rôle le moins pénible que la femme y a joué. En ce qui concerne les « fatigues » de la chasse et des courses, ces fatigues sont exclusivement un plaisir pour l'homme, et la politique n'a de danger que pour ceux qui veulent lutter contre le courant; du reste, elle donne au moins autant de plaisir que de fatigue. C'est l'égoïsme masculin qui parle dans ce discours.

Etats-Unis lorsque, de 1770 à 1780, elles luttèrent contre l'Angleterre pour la conquête de leur indépendance, et se donnèrent une forme gouvernementale démocratique. Ce fut d'abord pour l'égalité politique des femmes que Linie Mercy Ottis Warren, et la femme de celui qui devint plus tard le deuxième président des Etats-Unis, Mrs Adams, luttèrent avec d'autres femmes. Grâce à leur influence, l'état de New-Jersey accorda le suffrage aux femmes, mais le leur enleva de nouveau en 1807. Encore avant que la Révolution française eût éclaté, Condorcet, le girondin de plus tard, défendit le suffrage des femmes et l'égalité politique des sexes dans un essai admirablement écrit.

Enthousiasmée par les événements violents qui se déroulaient dans des pays voisins, la vaillante Marie Wollstonecraft, née en 1759, éleva sa voix de l'autre côté du Canal. En 1790 elle écrivit un livre contre Burke, l'ennemi le plus violent de la Révolution française. Dans son ouvrage elle défendit les droits de l'homme. Bientôt elle exigea également les droits de l'homme pour son sexe. Cela se fit dans l'ouvrage : A vindication of the Rights of Women (Une justification des droits de la femme) publié en 1792, dans lequel elle défendit l'égalité complète en droits des deux sexes. Elle rencontra évidemment une opposition acharnée, et encourut les accusations les plus sérieuses et les moins justifiées. Elle succomba dans la lutte (1797), méconnue et raillée par ses contemporains.

Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que vers

contra dans l'Allemagne arriérée d'alors un savant, Th. G. von Hippel, qui publia un livre dans lequel il défendit d'abord sous l'anonymat l'égalité en droits de la femme. Le livre, paru à Berlin en 1792, portait comme titre : « Uber die bürgerliche Verbesserung der Weiber » (De l'amélioration civile des femmes). Ce livre parut à une époque où la publication en Allemagne d'un livre sur l'amélioration civile des hommes aurait été tout aussi justifiée. Le courage de ce savant mérite d'autant plus d'admiration; dans son ouvrage il déduisit toutes les conséquences pour l'égalité politique et sociale, et les défendit d'une manière intelligente et habile.

Depuis ce moment la question de l'égalité politique de l'homme et de la femme dormit pendant longtemps; actuellement elle est un postulat dans le mouvement féministe qui progresse dans tous les pays, et elle est déjà devenue réalité dans nombre d'états. En France, les Saint-Simoniens et les fouriéristes défendirent l'égalité sociale des sexes, et en 1848 le fouriériste Considérant demanda, dans la commission du Parlement français, l'égalité politique pour les femmes. En 1851, Pierre Leroux renouvela la demande devant la Chambre, sans plus de succès. Aujourd'hui les choses vont différemment. Les circonstances ont fortement changé depuis cette époque, et elles ont aussi modifié la situation de la femme. Mariée ou non, elle est plus intéressée que par le passé aux conditions sociales et politiques existantes. Dans tous les Etats civilisés, nous voyons des centaines de milliers, des millions de femmes

et qui acceptent la lutte pour l'existence, augmente d'année en année. Il ne peut pas lui être indifférent que l'Etat retienne chaque année dans l'armée permanente des centaines de milliers d'hommes sains et vigoureux, que la politique soit belliqueuse ou pacifique, ni quelle charge d'impôts il y a à supporter et comment ils doivent être prélevés. Il ne peut pas lui être indifférent non plus que les choses les plus nécessaires à l'existence renchérissent par suite des impôts indirects qui favorisent la falsification des vivres, et frappent la famille d'autant plus lourdement qu'elle est plus nombreuse, dans un temps où les moyens d'existence sont eux-mêmes déjà réduits à l'extrême. Elle est intéressée au plus haut degré au système d'éducation, car elle ne peut pas rester indifférente à la façon dont son sexe sera élevé dans l'avenir ; comme mère, elle y a un double intérêt.

D'autre part, il y a aujourd'hui des centaines de milliers, des millions de femmes qui, dans des centaines de genres de métier, sont intéressées à la manière dont est faite la loi sociale qui les concerne. Les questions qui ont trait à la durée de la journée de travail, au travail de nuit et du dimanche, à celui des enfants, aux salaires, aux termes du congé, aux certificats, aux mesures de sûreté dans les usines, à la disposition des ateliers, etc., tous ces points essentiels de la loi les regardent aussi bien que les hommes. Les ouvriers ne connaissent qu'imparfaitement, ou même pas du tout, les branches d'industrie qui emploient exclusivement ou en grande majorité les femmes. Les patrons ont tout intérêt à passer sous

vement exercés par les femmes; elle est encore et généralement d'une inefficacité notoire, et cependant une foule de ces branches d'industrie auraient besoin de se voir appliquer des mesures de sûreté de tous genres. Il suffit de rappeler ici les ateliers de nos grandes villes où sont parquées en commun les couturières, les tailleuses, les modistes, etc. Aucune plainte ne s'en élève, et c'est à peine si on les inspecte. Enfin, en tant que productrice, la femme est également intéressée à la législation commerciale et douanière. Il n'existe donc aucun doute sur ce point, qu'elle a le droit de réclamer une influence, au moyen de la loi, sur la forme des conditions sociales. Sa participation à la vie publique ne manquerait pas de donner à cette influence un essor considérable, et d'ouvrir une quantité de points de vue nouveaux.

A des réclamations de ce genre on coupe immédiatement court par cette réponse : les femmes ne comprennent rien à la politique, et pour la plupart ne veulent pas en entendre parler; elles ne savent pas non plus se servir du droit de vote. Cela n'est pas toujours vrai. Ce qu'il y a de certain, c'est que jusqu'à présent il n'y a qu'un très petit nombre de femmes, en Allemagne tout au moins, qui se soient risquées à réclamer pour leur sexe l'égalité des droits politiques. La première femme qui, vers 1870, est intervenue dans ce sens, est Mme Edwig Dohm. Actuellement ce sont surtout les ouvrières socialistes qui travaillent activement pour l'obtention de cette égalité.

pas, jusqu'ici, préoccupées de la politique, il ne ressor pas qu'elles ne le devraient pas. Comment en a-t-i été jadis pour les hommes? Les mêmes raisons qu l'on fait valoir aujourd'hui contre le droit électora des femmes, on les a invoquées en Allemagne contr le suffrage universel des hommes, de 1860 à 1865 et l'adoption de celui-ci, en 1867, a fait évanouir d'u seul coup toutes les objections. Moi-même j'appar tenais encore, en 1863, à ceux qui se déclaraien contre le suffrage universel, et quatre ans après je lu devais mon élection au Reichstag. Il en fut de mêm pour des milliers d'autres qui trouvèrent leur chemin de Damas. Toutefois, ils sont encore nombreux les hommes qui ne se servent pas de leur droit politique essentiel ou qui ne savent pas s'en servir, mais il ne viendra à l'idée de personne de vouloir le leu retirer pour cela. En Allemagne, aux élections pour le Reichstag, il y a régulièrement 25 à 30 % de citoyens qui ne votent pas, et ces abstentionnistes se recrutent dans toutes les classes; il s'y trouve des savants comme des ouvriers manuels. Et parmi les 70 à 75 % qui prennent part au scrutin, la plupart, à notre sens, votent encore comme ils ne devraient pas le faire s'ils comprenaient leur véritable intérêt. Qu'ils ne le comprennent pas, cela tient au manque d'éducation politique.

Or, l'éducation politique des masses ne peut se faire si on les tient en dehors des affaires publiques, mais bien quand on leur accorde l'exercice de leurs droits. Pas d'exercice, pas de maître. Jusqu'ici les classes dirigeantes ont cherché, dans leur intérêt,

été réservé qu'à une minorité d'hommes privilégiés ou favorisés par les circonstances, de prendre la tête de l'attaque et de combattre avec énergie et enthousiasme pour tous, afin de réveiller peu à peu la grande masse engourdie et de l'entraîner. Il en a toujours été ainsi dans les grands mouvements d'opinion; il n'y a donc pas plus lieu de s'étonner que de se décourager s'il n'en est pas autrement, ni dans le mouvement du prolétariat moderne, ni dans celui de la question des femmes. Les résultats obtenus déjà prouvent que peines, fatigues et sacrifices trouvent leur récompense, et l'avenir nous donnera la victoire.

Dès le moment où les femmes auront exigé l'égalité des droits, naîtra aussi en elles la conscience de leurs devoirs. Sollicitées de donner leurs voix, elles se demanderont à leur tour : pourquoi? à qui? Dès cet instant, il s'échangera entre l'homme et la femme des aspirations qui, loin de nuire à leurs rapports réciproques, ne feront au contraire que les améliorer dans une large mesure. La femme, moins instruite, aura naturellement recours à l'homme qui le sera davantage. Il s'en suivra un échange d'idées, de conseils, un état de choses comme il n'en aura existé jusque là entre les deux sexes que dans des cas excessivement rares. Cela donnera à leur vie un charme tout nouveau. La malheureuse différence d'éducation et de conception que nous avons dépeinte plus haut et qui cause tant de divergences d'opinion, tant de querelles de ménage, fait hésiter le mari entre ses divers devoirs et nuit au bien de la com-

grondera pas — même quand ses propres devoir
l'empêcheront d'y prendre part — lorsque l'homm
remplira ses obligations. Elle trouvera également for
bien qu'une faible partie du salaire soit dépensée pou
un journal, pour la propagande, parce que le journa
servira aussi à son instruction et à sa distraction
parce qu'elle comprendra la nécessité de faire de
sacrifices pour conquérir ce qui lui manque, à elle
comme à son mari et à ses enfants : une existenc
vraiment humaine.

Ainsi l'entrée de chacun des deux membres d
ménage dans la vie politique aura une action infini
ment plus noble, plus moralisatrice sur le bien-êtr
commun; elle produira donc l'effet contraire de c
que prétendent les gens à courte vue ou les adver
saires d'une république, ayant pour base l'égalité de
droits de tous ses membres. Et ces rapports entre le
deux sexes s'amélioreront encore à mesure que le
institutions sociales délivreront l'homme et la femm
des soucis matériels et du poids d'un travail exagéré

Ici encore, comme dans beaucoup d'autres cas
l'éducation et l'habitude seront d'un grand secours
Si je ne vais pas à l'eau, je n'apprendrai jamais
nager; si je n'étudie pas les langues étrangères, s
je ne les pratique pas, je ne les comprendrai jamais
Tout le monde trouve cela naturel et dans l'ordre
mais ne comprend pas que cela s'applique égalemen
aux conditions de l'Etat et de la société. Nos femme
sont-elles plus incapables que les nègres, bien infé
rieurs à elles, à qui l'on a reconnu, dans l'Amériqu
du Nord, l'entière égalité de droits politiques? E
des milliers de femmes intelligentes doivent-elle

fond de la Poméranie, ou quelque terrassier ultramontain de la Pologne, pour cette seule raison que le hasard de la naissance a fait de ceux-ci des hommes? Le fils a plus de droits que la mère de laquelle il tient peut-être ses meilleures qualités et qui l'a fait ce qu'il est. Bizarre!

Au surplus, nous ne risquons pas, en Allemagne, de faire un saut dans l'inconnu, dans ce qui ne s'était jamais vu. L'Amérique du Nord, la Nouvelle Zélande, l'Australie et la Finlande ont déjà frayé la voie.

Le 12 novembre 1872, le juge Kingmann de Lasamie-City, dans le territoire de Wyoming, écrivait au Journal des femmes (Women's Journal) de Chicago :

« Il y a aujourd'hui trois ans que, dans notre territoire, les femmes ont obtenu le droit de vote, en même temps que celui de participer aux emplois comme les autres électeurs. Pendant ce laps de temps elles ont voté et ont été élues à différentes fonctions; elles ont notamment rempli celles de jurés et de juges de paix. Elles ont en général pris part à toutes nos élections et, bien que je croie qu'au début un certain nombre d'entre nous n'approuvaient pas cette introduction de la femme dans la vie publique, je n'en pense pas moins que personne ne saurait se défendre de reconnaître qu'elle a exercé sur nos élections une influence éducative heureuse. Il se produisit ce fait que les élections se passèrent tranquillement, dans le plus grand ordre, et qu'en même temps nos tribunaux furent mis en mesure d'atteindre

tion de l'Etat, il n'y avait presque personne qui ne portât un revolver sur soi et qui n'en fit usage pour la moindre querelle. Je n'ai pas souvenir d'un seul cas où un jury composé d'hommes ait reconnu coupable un de ceux qui avaient tiré, mais avec deux ou trois femmes dans le jury, celui-ci a toujours donné suite aux instructions judiciaires ».

Comment l'on apprécia le suffrage des femmes, après une application d'un quart de siècle dans l'Etat de Wyoming, résulte d'une adresse, envoyée le 12 novembre 1894 par les représentants de cet Etat aux parlements du monde. L'on dit dans cette adresse :

« La possession et l'exécution du droit de suffrage, par les femmes du Wyoming, n'a eu aucun résultat nuisible mais beaucoup de conséquences heureuses dans toutes les directions. Il a contribué à bannir sans mesures violentes le crime et la misère de cet Etat; il a amené des élections calmes et paisibles, un bon gouvernement, un degré remarquable de civilisation et d'ordre public; nous soulignons fièrement le fait que, depuis vingt cinq ans, depuis que les femmes disposent du droit de suffrage, aucun district du Wyoming ne possède un hospice, que nos prisons sont pour ainsi dire désertes, que le crime est presque inconnu. Instruits par l'expérience, nous insistons pour que tous les pays civilisés du monde introduisent au plus tôt le suffrage des femmes ».

Quoique nous reconnaissons l'activité politique des femmes du Wyoming, nous n'allons pas aussi loin que les défenseurs enthousiastes du suffrage des

de l'adresse. Une série de situations sont indispensables à cet effet; cependant il reste un fait acquis : c'est que l'exercice du droit de vote par les femmes du Wyoming a eu les meilleurs résultats et n'a fait naître aucun inconvénient. Cela suffit pour justifier son introduction d'une façon éclatante.

L'exemple de l'Etat de Wyoming a rencontré des imitateurs. Aux Etats-Unis, les femmes du Colorado obtinrent le droit de suffrage politique en 1893, dans l'Utah en 1895, dans l'Idaho en 1896, dans le Dakota du Sud en 1908, à Washington en 1909; elles élirent également quelques représentantes. Le Parlement du Colorado vota en 1899, après un essai de cinq ans, la résolution suivante par 45 voix contre 3 :

« Considérant que depuis cinq ans le droit de suffrage est égal pour les deux sexes dans l'Etat de Colorado, et que pendant ce temps les femmes l'ont exercé de façon aussi générale que les hommes, avec le résultat que les candidats convenant le mieux aux emplois publics furent élus, que le système électoral fut amélioré, que la législation fut complétée, que la culture générale devint plus grande, que le sentiment de responsabilité politique devint plus grand par l'influence féminine, le Parlement, considérant ces résultats, exprime le vœu que l'égalité politique des femmes soit proclamée comme une mesure légale dans chaque Etat et dans chaque territoire de l'Union nord-américaine, et qu'elle amène une réglementation meilleure, plus parfaite . »

Les parlements d'une série d'Etats ont décidé l'in-

ces faits se sont reproduits deux fois dans le Kansas et l'Oklahoma, trois fois dans l'Orégon, mais les majorités contre l'émancipation politique du sexe féminin devinrent toujours plus petites.

« Les droits obtenus par les femmes sur le terrain communal sont excessivement variés; mais à tout prendre, ces conquêtes ne sont pas très importantes. Il va de soi que les femmes possèdent un droit civil communal complet dans les quatre Etats qui leur ont accordé le droit de suffrage politique. Faisant abstraction de cela, elles ne possèdent que dans un seul Etat, le Kansas, le droit de suffrage communal actif et passif; ce droit comprend également le droit de suffrage actif et passif pour les administrations scolaires et le droit de referendum dans les questions d'impôt. Depuis 1893, les femmes du Michigan possèdent le droit de suffrage communal actif; mais ce droit de suffrage n'est pas universel, car il dépend d'une preuve d'instruction. Les Etats Louisiane, Montana, Yowa et New-York leur ont accordé le droit de suffrage dans les questions d'impôts communaux. Les femmes ont acquis plus d'influence dans le domaine des administrations d'écoles que dans le domaine communal général. Elles possèdent le droit de suffrage actif et passif pour les administrations d'écoles dans le Connecticut, Delaware, Illinois, Massachusetts, Minnesota, Montana, Nebraska, New Hampshire, New Jersey, New York, Dakota du Nord et du Sud, Ohio, Orégon, Vermont, Wisconsin, Washington et le territoire d'Arizona. Elles ne possèdent que le droit de suffrage scolaire

moyennant certaines conditions. Les femmes de la Californie, de l'Iowa, de la Louisiane, du Maine, de la Pennsylvanie et de Rhode-Island ne possèdent le droit de suffrage passif que pour certaines fonctions dans l'administration des écoles (1).

Depuis 1893, les femmes de la Nouvelle-Zélande prennent une part très active aux élections parlementaires; elles ne possèdent cependant que le droit de vote; les hommes seuls sont éligibles. Des 139.915 femmes adultes, 109.461 ou 785 °/₀₀ se firent inscrire en 1893 sur les listes électorales; 90.290 ou 645 °/₀₀ prirent part aux élections. En 1896, le nombre des femmes-électeurs qui émirent un vote s'éleva à 108.783 (68 °/₀), en 1902 à 138.565, en 1905 à 175.046. Les femmes de la Tasmanie obtinrent le droit de suffrage municipal en 1884, et le droit de suffrage politique en 1903; celles de l'Australie du Sud le droit de suffrage politique en 1895. Le même droit fut accordé aux femmes de l'Australie occidentale en 1900, à celles de la Nouvelle Galles du Sud en 1902, à celles du Queensland en 1905, à celles du Victoria en 1908. Ces états coloniaux ont également reconnu le droit de suffrage parlementaire des femmes en 1902. L'éligibilité est liée au droit de suffrage, mais jusqu'ici aucune femme n'est entrée au Parlement.

Les femmes majeures obtiennent le droit de suffrage parlementaire actif et passif au même titre que les hommes. L'administration communale repose sur des bases moins démocratiques. Le droit

de suffrage communal dépend de l'accomplissement des devoirs militaires. Depuis 1889 les femmes payant contributions peuvent appartenir aux bureaux de bienfaisance des villes ou des villages. Elles sont éligibles dans les commissions et dans les directions d'écoles.

La grève générale grandiose du mois d'octobre 1905 et la victoire de la révolution russe ont fait rétablir la Constitution en Finlande. Par la pression extérieure, la classe ouvrière parvint à faire admettre le suffrage universel — aussi pour les femmes. — On exclut ceux qui sont secourus par le bureau de bienfaisance, ou qui ne paient en contributions personnelles que 2,50 fr. pour les hommes, 1,25 fr. pour les femmes. En 1907 19 femmes furent élues représentantes, 25 en 1908.

En Norvège, les femmes participent depuis 1889 à l'administration des écoles. Dans les villes, le conseil communal peut les nommer dans les commissions d'écoles. Les femmes qui ont des enfants peuvent voter en cas d'élection d'un inspecteur d'écoles. A la campagne, toutes les femmes qui paient des contributions scolaires sont admises aux réunions des parents des élèves. Une femme peut en outre être nommée inspectrice d'école. Les femmes exercent également une influence dans différentes questions communales. En 1901 le droit de suffrage communal actif et passif fut accordé à toutes les femmes norvégiennes âgées de 25 ans, qui sont citoyennes norvégiennes, établies dans le pays depuis au moins cinq ans, et qui paient pour la dernière année en impositions communales ou générales pour un

ronnes (environ 560 francs) dans les villes; ou les femmes qui vivent en communauté de biens avec un homme justifiant de pareil revenu imposable. Le droit de suffrage fut accordé à 200.000 femmes, dont 30.000 habitaient Christiania. A la première élection à laquelle les femmes prirent part, 90 d'entre elles (et 160 suppléantes) furent élues, dont 6 (et 1 suppléante) à Christiania. Les femmes norvégiennes obtinrent également le droit de suffrage politique le 1er juillet 1907, mais cependant pas sous les mêmes conditions que les hommes. Les mêmes dispositions régissent le droit de suffrage politique et le droit de suffrage communal des femmes. Environ 250.000 femmes majeures du prolétariat restent privées de tout droit politique.

En Suède, les femmes célibataires possèdent depuis 1862, au même titre que les hommes, le droit de suffrage pour les conseils provinciaux et pour la commune; ces conditions sont les suivantes : être majeures, justifier d'un revenu imposable de 562,50 marcs au moins et avoir payé ses contributions. En 1887 4.000 femmes seulement des 62.000 femmes émirent un vote. D'abord le droit d'éligibilité aux fonctions communales resta interdit aux femmes; une loi de 1889 leur conféra cependant l'éligibilité aux administrations de bienfaisance et des écoles. En février 1909 les femmes suédoises obtinrent le droit de suffrage passif pour toutes les assemblées communales. Le droit de suffrage politique des femmes fut rejeté par la deuxième chambre, en 1902, par 114 voix contre 64 voix, en 1905 par 100 voix contre 88.

passif en avril 1908. Toutes les femmes qui ont atteint l'âge de 25 ans, qui possèdent un revenu annuel minimum de 900 marcs dans les villes (moins à la campagne), ou qui vivent en communauté de biens avec un homme justifiant de ce revenu, possèdent le droit de suffrage. Le droit de suffrage est également accordé aux domestiques féminins pour lesquelles la nourriture et le logement sont considérés comme salaire. Lors des premières élections, qui eurent lieu en 1909, sept femmes furent élues au conseil communal de Copenhague. Les femmes d'Islande possèdent le droit de suffrage communal actif et passif depuis 1907.

La conquête du droit de suffrage en Angleterre a déjà toute une histoire. D'après l'ancien droit, les femmes qui possédaient des propriétés foncières jouissaient, au Moyen-âge, du droit de suffrage; elles exerçaient également la juridiction. Les femmes perdirent ces droits. L'acte de réforme électorale de 1832 emploie le mot « person » qui, d'après la conception anglaise, comprend les deux sexes, l'homme et la femme. En ce qui concerne les femmes, la loi trouva une interprétation restrictive; on la refusa là où elle essaya de voter. Dans l'acte de réforme électorale de 1867, le mot « person » est remplacé par « man ». John Stuart Mill proposa d'employer de nouveau l'ancien mot « person », sous condition que les femmes posséderaient le même droit de suffrage que les hommes. La proposition fut rejetée par 193 voix contre 73. Seize ans plus tard (1883) l'on essaya de nouveau d'intro-

dans une Chambre nouvellement élue; avec une minorité de 136 voix. La minorité ne se tint pas pour battue. En 1886 elle parvint à faire voter en deux lectures un projet de reconnaissance du droit de suffrage des femmes. La dissolution du Parlement entrava cependant le vote final.

Dans un discours, prononcé le 29 novembre 1888 à Edimbourg, lord Salisbury s'exprima comme suit : « J'espère sincèrement que le jour n'est pas loin où les femmes partageront le droit de suffrage pour le Parlement avec les hommes, et détermineront avec eux la direction politique du pays. » Sir Alfred Russell Wallace, connu comme naturaliste et darwiniste, traita de la même question dans les termes suivants : « Lorsque les hommes et les femmes disposeront de la liberté de suivre leurs meilleures impulsions, lorsque tous jouiront de la meilleure éducation, lorsque de fausses restrictions ne seront plus imposées aux êtres humains, comme conséquence du hasard du sexe, lorsque l'opinion publique sera réglée par les plus sages et les meilleurs, et que la jeunesse sera systématiquement ennoblie, nous constaterons qu'il s'imposera un système de sélection humaine, qui nous donnera une humanité réformée. Aussi longtemps que les femmes doivent considérer le mariage comme un moyen d'échapper à la misère, elles sont et resteront les inférieures de l'homme. Le premier pas pour l'émancipation de la femme est l'élimination de toutes les restrictions qui l'empêchent de concourir avec l'homme dans tous les domaines de l'industrie et de l'activité. Mais nous

leur auraient été épargnées si elles avaient dispos
d'une représentation directe dans le Parlement. »

Le 27 avril 1892 un projet de sir A. Rollit fut d
nouveau rejeté par 175 voix contre 152. En 1897, l
Chambre des Communes adopta une proposition d
division du droit de suffrage; elle fut rejetée par l
Chambre des Lords. Les mêmes faits se sont repro
duits en 1904. La grande majorité des membres d
la Chambre des Communes, élus en 1906, se son
déclarés en faveur du suffrage des femmes. Un
manifestation grandiose eut lieu à Hydepark l
21 juin 1908. Déjà le 28 février, la propositio
Stanger accordant le droit de suffrage aux femme
dans les mêmes conditions qu'aux hommes, fu
adoptée par 271 contre 92 voix.

Dans le domaine de la représentation locale, l
suffrage des femmes s'étend de plus en plus. Le
femmes contribuables ont accès et droit de suffrag
dans les réunions de paroisse, au même titre que le
hommes. Les femmes anglaises possèdent depui
1899, sous les mêmes conditions que les hommes, l
droit de suffrage actif et passif pour la commune
pour les conseils cantonaux et pour les conseils d
comté. Tous les propriétaires et locataires — le
femmes comprises — qui habitent la commune ou
le canton, ont droit de suffrage pour les conseil
communaux et cantonaux, et pour les commission
de bienfaisance. Les habitants majeurs des deu
sexes possèdent le droit de suffrage passif pour le
corps prénommés. Les femmes disposent égalemen
du droit de suffrage actif et passif pour les commis
sions d'écoles, tout comme les hommes. La lo

les commissions d'écoles aux femmes du comté de Londres. Les femmes indépendantes et célibataires possèdent, depuis 1869, le droit de suffrage pour les conseils de comté. Deux lois de 1907 établissent, pour l'Angleterre et l'Ecosse, l'éligibilité des femmes aux conseils de comté et aux conseils communaux. Cependant, si une femme est élue à la présidence de ces conseils, elle ne pourra exercer les fonctions de juge de paix, inhérents à cette présidence. En outre les femmes sont éligibles, à l'heure actuelle, aux conseils de district et aux commissions de bienfaisance. Le 9 novembre 1908, le premier bourgmestre féminin fut élu à Aldeburgh. En 1908, 1.162 femmes siégeaient dans les commissions de bienfaisance anglaises, 615 dans les commissions d'école. En Irlande, les femmes-contribuables disposent du droit de suffrage actif pour la commune depuis 1887, et depuis 1896 du droit de suffrage actil et passif pour la bienfaisance publique. La plupart des provinces de l'empire colonial britannique de l'Amérique du Nord, ont introduit le suffrage des femmes dans le domaine municipal, généralement dans les mêmes conditions qu'en Angleterre. Le suffrage des femmes pour les élections communales existe également dans les colonies anglaises de l'Afrique.

La loi du 27 février 1880 constitue le premier petit progrès en France. Cette loi créa un corps électoral, auquel appartiennent les directrices d'école, les inspectrices générales et les inspectrices des asiles. Ce corps électoral doit s'occuper de l'admi-

depuis le 25 novembre 1908 les femmes possèdent le droit de suffrage passif.

Depuis 1893 les femmes possèdent en Italie, en opposition avec l'Allemagne, le droit de suffrage actif et passif pour les conseils industriels. Elles sont également éligibles comme membres de la direction ou de l'administration des hôpitaux, des orphelinats, des crèches et des commissions d'école.

En Autriche les femmes, appartenant de par leurs propriétés à la curie des grands propriétaires, peuvent exercer d'une façon active le droit de suffrage pour le Reichstag et la Diète, ou elles peuvent le faire exercer par un mandataire masculin. Pour la commune, les femmes âgées de 24 ans payant des contributions disposent du droit de suffrage; le droit de suffrage des époux appartient au mari, celui des célibataires est exercé par un mandataire. En ce qui concerne le droit de suffrage pour la Diète, les femmes de la classe des grands propriétaires fonciers le possèdent partout, mais, à l'exception de la Basse-Autriche, elles ne doivent pas l'exercer personnellement. Dans cette province, la loi de 1896 stipule que les propriétaires — sans distinction de sexe — doivent exercer personnellement le droit de suffrage. Comme dans les Pays-Bas, les femmes possèdent le droit de suffrage actif pour les conseils d'industrie.

En Allemagne, les femmes sont absolument privées du droit de suffrage actif et passif pour les corps parlementaires. Dans quelques pays ou parties de pays, les femmes possèdent le droit de suffrage pour les élections communales. Elles ne possèdent nulle

de Schwarzburg-Rudolstadt et de Schwarzburg-Sondershausen, de la Bavière à la droite du Rhin et de Travemünde font exception.

Toutes les propriétaires des villes bavaroises possèdent le droit de suffrage, toutes les citoyennes du Saxe-Weimar et du Schwarzburg également. Mais les femmes de Travemünde n'ont pas le droit d'exercer personnellement le droit de suffrage. (1) En ce qui concerne les communes rurales, les femmes possèdent pour ainsi dire régulièrement le droit de suffrage actif dans toutes les communes où ce droit dépend de la propriété foncière ou de contributions déterminées. Mais elles doivent faire voter par des représentants et elles ne sont pas éligibles. Tel est le cas en Prusse, en Brunswick, en Schleswig-Holstein, en Saxe-Weimar, à Hambourg et à Lübeck. D'après la loi communale de Saxe, la femme peut exercer le droit de suffrage quand elle est propriétaire et célibataire. Quand elle est mariée, le droit de suffrage passe au mari. Dans les Etats où le droit de suffrage dépend du droit de bourgeoisie, il est généralement défendu aux femmes. Tel est le cas dans le Wurtemberg, le palatinat Bavarois, Bade, Hesse, Oldenbourg, Anhalt, Gotha et Reusz J. L. Les femmes du Saxe-Weimar-Eisenach, de Cobourg, de Schwarzburg-Rudolstadt et de Schwarzburg-Sondershausen peuvent non seulement obtenir le droit de bourgeoisie au même titre que les hommes, mais elles possèdent également le droit de suffrage sans conditions de propriété. Ici encore l'exercice

suffrage limité des femmes, les femmes ayant droi
de vote prennent également part, d'une façon directe
ou indirecte, aux élections pour les représentations
aux cercles ruraux et aux diètes. Puisque les diètes
élisent les représentants aux diètes provinciales, le
petit nombre des femmes ayant droit de vote peu
vent exercer une influence extrêmement discrète su
la représentation de la province.

Dans ces dernières années, les femmes furen
élues en nombre toujours croissant, et avec les meil
leures conséquences, dans les administrations de
bienfaisance et d'orphelinats (la Bavière seule fai
exception), dans les commissions d'écoles de nombre
de villes (Prusse, Bade, Wurtemberg, Bavière, Saxe
et dans les commissions d'enquête au sujet des
habitations (Mannheim). Le seul domaine officie
où les femmes possèdent le droit de suffrage actif e
passif reste l'assurance contre la maladie; mais elles
n'obtinrent pas le droit de suffrage pour les conseil
de prud'hommes et les tribunaux de commerce.

Dans les cas cités pour l'Allemagne et pour l'Au
triche, le droit de suffrage n'appartient donc pas à
la personne, mais à la propriété. Voilà qui en di
long sur la morale et sur les conceptions de l'Etat
Homme, tu n'es qu'un zéro si tu ne possèdes n
argent ni bien; la raison, l'intelligence sont des
accessoires, elles ne comptent pour rien, la propriété
est déterminante.

Le principe a vécu de ne pas accorder le droit de
suffrage à la femme, parce que être inférieur. Mais
on essaie encore de ne pas lui accorder le droit com

est conservatrice. Mais elle n'est l'un et l'autre, que parce qu'elle est ignorante; qu'on fasse donc son éducation et qu'on lui apprenne où gît son véritable intérêt. Au reste, à mon avis on s'exagère l'influence religieuse dans les élections. L'agitation des ultramontains allemands ne fut influente que parce qu'elle confondit les intérêts sociaux avec les intérêts religieux. Les prêtres ultramontains rivalisèrent avec les socialistes pour découvrir la pourriture sociale. De là leur influence sur les masses. Dès l'instant où la paix sera faite dans le « Kulturkampf », le feuillet se retournera.

Dorénavant le clergé est obligé de renoncer à son opposition contre le pouvoir d'Etat; mais en même temps les différences de classe toujours plus grandes l'obligent à tenir compte de la bourgeoisie et de la noblesse catholiques : il doit observer une plus grande neutralité dans le domaine social. Mais ainsi le clergé perd de son influence auprès de l'ouvrier, notamment lorsque le maintien de la puissance de l'Etat et des classes régnantes l'obligent à approuver ou à tolérer des actes ou des lois qui sont dirigés contre la classe ouvrière. Ainsi le clergé perd également de son influence sur la femme. Dès qu'elle apprendra par les hommes dans les réunions, ou dans les journaux, ou par l'expérience, quel est son véritable intérêt, elle se délivrera aussi rapidement que l'homme de l'influence du clergé. (1)

(1) Ce danger peut se présenter, et cela a été remarqué assez rapidement par le clergé. En présence de l'importance et de l'extension prises par le mouvement féminin, même dans les cercles bourgeois, les leaders du centre catholique ont

En Belgique, où l'ultramontanisme domine encore de façon pour ainsi dire illimitée de grandes masses populaires, une partie du clergé catholique est disposée à voir dans le droit de suffrage des femmes une arme contre la social-démocratie; elle en est donc partisan. Au Reichstag allemand, quelques députés conservateurs se sont également déclarés pour le droit de suffrage des femmes, chaque fois que la proposition en fut faite par les socialistes; ils reconnaissaient y voir une arme contre la social-démocratie. Avec l'ignorance politique actuelle de la femme, et avec la puissance que le clergé possède sur elle, cette conception ne semble pas à dédaigner. Mais ce n'est pas un motif pour retenir le droit de suffrage aux femmes. Des millions d'ouvriers ne comprennent pas encore leurs intérêts, élisent des bourgeois ou des représentants de l'Eglise, et démontrent ainsi leur incapacité politique. Ce motif ne suffit pas pour leur enlever le droit de suffrage. L'on n'enlève pas le droit de suffrage parce qu'on craint l'ignorance de la masse — y compris les femmes — car elle est ce qu'elle fut faite par la classe régnante, mais parce que l'on craint que tous deviendraient trop malins et iraient leur propre route. En attendant, certains Etats allemands sont encore si arriérés, qu'on n'accorde pas même le droit de réunion politique aux femmes. En Prusse, en Bavière, dans le Brunswick et dans une série d'autres Etats allemands, les femmes ne peuvent pas même

prendre part aux festivités des cercles politiques, comme la chose fut encore expressément stipulée en 1901 par le tribunal. En 1901 le recteur de l'Université berlinoise commit la grossièreté incroyable d'interdire à une femme de faire une conférence à la Société sociale-scientifique des étudiants. La même année, la police de Brunswick interdit aux femmes de prendre part aux débats du congrès social-évangélique. Lorsque le ministre de l'Intérieur de la Prusse se déclara disposé, en 1902, d'accorder aux femmes le droit de venir écouter aux réunions politiques, sous condition qu'elles se tinssent d'un côté de la salle comme les Juives à la synagogue, il se mit en opposition avec la loi. Mais sa déclaration caractérise la bassesse de nos situations publiques.

En février 1904, Posadowsky pouvait encore déclarer solennellement au Reichstag : « Les femmes ne mettront pas les mains à la politique. » La situation actuelle devient même gênante pour les partis bourgeois. Car le mouvement féministe prolétaire a le mieux surmonté les entraves du droit de réunion. Et la nouvelle loi du 19 avril 1908 — c'est la seule amélioration réelle — amena enfin l'égalité en droit des femmes, au point de vue de l'association et de la réunion.

Il va de soi que le droit de vote actif est lié au droit passif. J'entends l'objection : « Une femme à la tribune du Reichstag! Ce serait du propre! » Nous avons déjà pris l'habitude de voir les femmes à la tribune dans leurs congrès et dans leurs réunions en Amérique aussi dans la chaire et au banc des

Reichstag en serait une qui saurait s'imposer aux hommes. Lorsque les premiers représentants des travailleurs y entrèrent, on crut aussi pouvoir se moquer d'eux et l'on prétendit que les travailleurs ne tarderaient pas à s'apercevoir de la folie qu'ils avaient commise. Mais ils surent rapidement se faire respecter, et maintenant on craint qu'ils ne deviennent bientôt trop nombreux. Des plaisantins font cette objection frivole : « Représentez-vous donc une femme enceinte à la tribune du Reichstag ! Ce que ça manquerait d'« esthétique » ! » Mais ces mêmes messieurs trouvent parfaitement convenable que les femmes, par centaines et dans l'état de grossesse le plus avancé, soient occupées aux travaux les moins esthétiques, où dignité féminine, santé, mœurs sont foulées aux pieds. C'est à mes yeux un triste individu que celui qui ne trouve que des plaisanteries pour une femme enceinte. La seule idée que sa propre mère a eu le même aspect avant de le mettre au monde, devrait lui faire monter le rouge au visage, et cette autre idée que c'est naturellement un homme qui a été le complice de cette position et que lui-même, le brutal insulteur, attend d'un état semblable de sa femme la réalisation de ses vœux les plus chers, devrait le rendre muet de honte. (1)

(1) « La moitié des députés féminins de la Finlande sont des mères ou des femmes mariées... Des représentantes socialistes mariées..., trois s'accouchèrent pendant la session, et sans autres suites fâcheuses que leur absence aux séances pendant quelques semaines. Leur grossesse pendant la période parlementaire fut considérée comme une chose très naturelle et ordinaire. On peut dire plutôt que cette situation eut une excellente influence sur l'assemblée. En ce qui concerne le travail parlementaire des femmes, l'on peut remarquer que

La femme qui fait des enfants, rend à la collectivité un service pour le moins égal à celui de l'homme qui défend, au péril de sa vie, son foyer et son pays contre le pillage ennemi. Elle donne la vie à l'homme futur, et nourrit celui dont l'existence bien souvent sombrera malheureusement sur le soi-disant « champ d'honneur ». De plus, la vie de la femme est mise en jeu à chaque maternité nouvelle; toutes nos mères ont, à notre naissance, vu la mort de près, et beaucoup ont succombé à ce moment. « En Prusse, le nombre des femmes mourant en couches — parmi lesquelles les victimes de la fièvre puerpérale — dépasse notablement celui des décès occasionnés par la fièvre typhoïde. Sur 10.000 femmes vivantes, les années 1905 et 1906 donnent respectivement 0,73 et 0,62 décès par suite de fièvre typhoïde; l'accouchement donne au contraire 2,13 et 1,97. Quelle aurait été la proportion si les hommes avaient été exposés à la mêmes ituation? » fait remarquer le professeur v. Herff à juste titre. (1)

Le nombre des femmes qui meurent pendant leurs couches ou qui dépérissent de leurs suites, est vraisemblablement plus élevé que celui des hommes qui sont tués ou blessés sur le champ de bataille. De 1816 à 1876, 321,791 femmes moururent en couches, en moyenne 5,363 par année. En Angleterre, le nombre des femmes succombant en couches de 1847

---

loi industrielle; l'on comptait douze hommes, quatre femmes, et trois femmes comme suppléantes. Dans la commission législative deux femmes et une remplaçante furent déléguées. Et dans les discussions, les femmes tinrent dignement leur rang. » Mme H. Pärssinen, membre de la Diète de Finlande. *Le*

à 1901, s'éleva à 213.533, et malgré toutes les précau
tions hygiéniques, il en meurt annuellement 4.000 (1)
Ce chiffre est beaucoup plus élevé que celui des hom
mes qui, pendant la même période, succombèren
sur le champ de bataille ou aux suites de leurs bles
sures. Ce très grand nombre de femmes qui mouru
rent de la fièvre puerpérale, ne comprend pas le
femmes qui, après l'accouchement, restèrent malade
pendant longtemps et moururent avant l'âge (2)
Pour cette raison encore la femme a droit à l'égalité
notamment au cas où l'homme ferait valoir précisé
ment ses devoirs de défenseur de la patrie comme u
argument décisif contre la femme. D'ailleurs, e
raison de nos institutions militaires, la plupart de
hommes n'ont même pas à remplir ce devoir qui, pou
la majorité d'entre eux, n'existe que sur le papier.

Toutes ces objections superficielles contre l'actio
de la femme dans les affaires publiques ne pour
raient être formulées si la situation respective de
deux sexes était naturelle, si elle ne constituait pa
un antagonisme, dû à l'éducation, des rapports d
maître à esclave, et si, dès l'enfance, elle ne sépara
pas les deux sexes au point de vue social. C'est l'an
tagonisme, dont surtout le christianisme est cou
pable, qui tient constamment séparés l'homme et l
femme, l'un au-dessus de l'autre maintenus dan
l'obscurité, et qui entrave leur liberté d'allures, leu
confiance mutuelle, le développement réciproqu
complet de leurs qualités caractéristiques (3).

---

(1) W. Williams, *Deaths in Childbed* (Décès en couches), p. 6 à 7. Londres, 190
(2) Pour chaque femme qui meurt en couches, nous devons en compter

Un des premiers et des plus importants devoirs d'une société rationnelle, sera de supprimer cette mésintelligence entre les deux sexes, et de réplacer la nature en pleine possession de ses droits. Dès l'école on commence à agir contre la nature. On sépare d'abord les garçons des filles, puis on ne leur donne qu'une instruction fausse, voire nulle sur tout ce qui concerne l'être humain considéré au point de vue sexuel. Pourtant, aujourd'hui on enseigne l'histoire naturelle dans toute école passable ; l'enfant apprend que les oiseaux pondent des œufs et les couvent, à quelle époque se forment les couples, qu'il faut pour cela des mâles et des femelles qui se chargent de construire le nid, de couver les œufs et de soigner les petits. Il apprend encore que les mammifères mettent leurs petits tout vivants au monde; on lui parle de l'époque à laquelle ces animaux entrent en rut et des combats que se livrent les mâles pendant ce temps; on lui fait connaître le nombre habituel des petits, peut-être aussi la durée de la gestation chez la femelle. Mais on le laisse dans une ignorance complète en ce qui concerne la formation et le développement de son propre sexe; on lui cache cela sous un voile plein de mystères. Et lorsque l'enfant cherche à satisfaire son désir bien naturel de savoir, en posant des questions à ses parents — il s'adresse rarement à son maître — on lui fait avaler les histoires les plus bêtes, qui ne peuvent le contenter, et produisent un effet d'autant plus fâcheux lorsqu'un beau jour il apprend quand

d'enfants qui, à l'âge de douze ans, ne le connaissent pas. Ajoutez à cela que dans toute petite ville, ainsi qu'à la campagne, les enfants ont sous leurs yeux, dès leur plus tendre jeunesse, l'accouplement de la volaille, le rut des animaux domestiques, et cela à proximité d'eux, dans la cour de la maison, dans la rue, quand les animaux sont menés au pâturage, etc. Ils ont vu le rut et son assouvissement chez les différents animaux domestiques, de même que la mise au monde de leurs petits, qui font de la part de leurs parents, des domestiques, de leurs frères et sœurs aînés, l'objet des discussions les plus approfondies et les moins gazées pendant les repas du matin, du midi et du soir. Tout cela fait naître dans l'esprit de l'enfant un doute au sujet de la description que lui a faite sa mère de sa propre entrée dans la vie. Le jour où il sait tout arrive quand même, mais dans des conditions bien différentes de celles dans lesquelles il serait venu si on avait suivi un système d'éducation naturel et rationnel. Le secret de l'enfant a pour conséquence de l'éloigner de ses parents et notamment de sa mère. Il arrive juste le contraire de ce que l'on voulait obtenir par imprévoyance et manque de bon sens. Quiconque se rappelle sa propre enfance et celle de ses camarades du premier âge, sait quelles sont fréquemment les suites de cet état de choses.

Il a été écrit sur ce sujet, par une américaine (1), un livre dans lequel celle-ci dit entre autres choses que, pour satisfaire aux questions incessantes que lui posait son fils, âgé de huit ans, sur son arrivée au

monde, et ne voulant pas lui faire de contes — ce qu'elle tenait pour immoral — elle lui révéla sa véritable origine. L'enfant, raconte-t-elle, l'écouta avec la plus grande attention, et du jour où il sut ce qu'il avait coûté à sa mère de soins et de douleurs, il s'attacha à elle avec une tendresse et un respect jusque-là inconnus, et reporta même ce respect sur les autres femmes. L'auteur part de ce point de vue très juste, qu'une éducation conforme à la nature peut seule avoir pour conséquence nécessaire une amélioration sensible des rapports entre les deux sexes, et notamment le développement du respect et de la retenue de l'homme à l'égard de la femme. Quiconque, libre d'idées préconçues, pense d'une façon naturelle, ne saurait arriver à une conclusion différente.

Quel que soit le point d'où l'on parte pour critiquer nos situations, on en revient toujours, en fin de compte, à ceci : une modification essentielle des conditions sociales et, par là, des rapports entre les sexes. Mais la femme doit s'enquérir d'alliés pour atteindre plus rapidement ce but, et elle les trouvera naturellement dans l'agitation prolétarienne considérée comme le mouvement d'une classe opprimée. La classe ouvrière a depuis longtemps entrepris de donner l'assaut à cette forteresse : L'État des classes, qui représente la domination d'une classe aussi bien que celle d'un sexe sur l'autre. Cette forteresse, il faut de toutes parts l'entourer de tranchées et de chemins couverts; il faut employer des armes de tous les calibres pour l'obliger à se rendre.

gogie, à l'hygiène et à la statistique, viennent à notre aide; la philosophie ne veut pas rester en arrière et nous annonce, par la « Philosophie de la délivrance » de Mainland, la réalisation de « l'État idéal, » comme étant d'un avenir prochain.

Ce qui facilite la conquête finale de l'État de classes actuel et son renversement, c'est la division qui règne parmi ses défenseurs qui, malgré leur association d'intérêts contre l'ennemi commun, ne se combattent pas moins constamment dans leur lutte pour l'assiette au beurre. Les intérêts des deux fractions sont en opposition. Ce sont ensuite les révoltes qui éclatent chaque jour plus nombreuses dans les rangs de nos ennemis, dont les troupes pour la plupart corps de notre corps, chair de notre chair, n'ont jusqu'ici combattu contre nous et contre elles-mêmes, que fourvoyées par suite de malentendus, et en arrivent à voir toujours plus clair. Et ce n'est pas en dernier lieu qu'il faut compter sur la désertion des hommes honorables appartenant aux milieux de nos adversaires, mais dont les yeux se sont dessillés, que leur haute science, leur connaissance plus approfondie des choses excitent à se soustraire aux misérables intérêts de classe et à l'égoïsme, et qui, obéissant à l'impulsion de leur idéal, apportent à l'humanité, altérée de liberté, le secours de leur enseignement.

Mais comme le degré complet de désagrégation où se trouvent déjà l'État et la société ne ressort pas encore clairement aux yeux de beaucoup de gens, il est nécessaire d'en faire aussi l'exposé.

L'Etat de classe et le prolétariat moderne

I. *Notre vie publique*

Le développement rapide de la vie sociale pendant les dernières années, dans tous les pays civilisés, et que chaque nouveau progrès dans n'importe quelle branche de l'activité humaine accélère encore, a eu pour résultat de mettre en mouvement et en dissolution nos conditions sociales. Rien, ni les institutions, ni les personnes, ne repose plus sur un terrain solide. Un sentiment de malaise, d'inquiétude, de mécontentement s'est emparé de toutes les classes, des plus basses comme des plus élevées. Les efforts convulsifs que font les classes dirigeantes pour mettre fin, par une foule d'expédients et de replâtrages, à une situation devenue surtout intolérable pour elles, restent vains et impuissants, et l'état de choses plus précaire encore qui en résulte, ne fait qu'augmenter leur inquiétude et leurs craintes. A peine ont-elles, sous forme de quelque loi, amené une poutre d'étai à leur édifice branlant, qu'elles découvrent qu'il en faudrait une pareille en dix autres endroits. En outre elles sont constamment en lutte entre elles, et en profonde divergence d'idées. Ce qui paraît nécessaire à une fraction de ces classes dirigeantes, pour tranquilliser les masses dont le mécontentement va croissant et se réconcilier avec elles, est trop progressiste pour une autre fraction qui considère les mesures proposées comme une impardonnable faiblesse et une condescendance qui ne ferait qu'éveiller le désir

nouvelles lois et de nouvelles institutions, sans qu
l'on puisse trouver la tranquillité et la satisfaction
Il existe des oppositions parmi les classes régnante
qui ne peuvent être éliminées en partie, et qu
rendent la lutte sociale plus aiguë.

Les gouvernements — et non pas seulement e
Allemagne — sont balancés comme le roseau sou
le vent; il leur faut un appui, sans lequel ils n
peuvent exister, ce qui fait qu'ils s'étayent tanto
d'un côté, tantôt de l'autre. Dans presque aucu
Etat européen, le gouvernement possède une majo
rité parlementaire durable, sur laquelle il peu
compter avec certitude. Les situations sociale
dissolvent et renversent les différentes majorité
et surtout en Allemagne les changements cont
nuels minent le peu de confiance que les classe
dirigeantes possédaient encore en elles-mêmes
Aujourd'hui tel parti est l'enclume, tel autre l
marteau; demain les rôles seront renversés. L'u
détruit ce que l'autre a péniblement édifié. L
confusion va toujours en augmentant, les conflit
deviennent plus nombreux et ruinent en quelque
mois plus de forces que jadis en autant d'année
En outre, les exigences matérielles, sous forme d
diverses taxes et contributions, augmentent le
dettes publiques d'une façon disproportionnée.

L'Etat est un Etat de classe, de par sa nature e
par son essence. Nous avons vu comment il devin
indispensable pour protéger la propriété privée qu
venait de naître, et pour régler les rapports de
propriétaires entre eux et avec les non-propriétaires

propriétaires sont les citoyens les plus puissants de l'Etat, et le gouvernent d'après leurs intérêts. Mais il est également dans la nature de la propriété privée, que celui qui en possède n'en obtient pas assez, et cherche par tous moyens à l'augmenter. Le propriétaire s'efforce donc de gouverner l'État de telle façon, qu'avec son aide il puisse atteindre son but d'une façon aussi complète que possible. C'est ainsi que les lois et les institutions d'Etat deviennent pour ainsi dire d'elles-mêmes des lois de classe et des institutions de classe. Mais le pouvoir d'Etat et tous ceux qui ont intérêt à maintenir les institutions politiques existantes, ne sont pas à même de les conserver contre la masse de ceux qui n'y ont aucun intérêt, dès que ces derniers gagnent conscience de la véritable nature de la situation existante. C'est ce qu'on veut empêcher à tout prix. Pour atteindre ce but, la masse doit être maintenue dans un état d'ignorance aussi complet que possible au sujet de la situation actuelle. Mieux encore : on doit la persuader que cette situation a existé de tout temps et existera toujours, que l'éliminer équivaut à se mettre en révolte avec un arrangement, institué par Dieu, et qui, pour ce motif, prit la religion à son service. Plus la masse est ignorante et superstitieuse, plus grands sont les bénéfices ; la maintenir dans cette ignorance est donc l'intérêt de l'Etat, « l'intérêt public », c'est à dire l'intérêt des classes qui voient dans l'Etat le protecteur de leurs intérêts. Ce sont, à côté des propriétaires, la hiérarchie politique et la hiérarchie ecclésiastique ; elles

priétaires, augmente également le développement intellectuel. Le cercle de ceux qui veulent avoir leur part au progrès habituel, et qui y réussissent jusqu'à un certain point, s'élargit sans cesse. Une nouvelle classe se fonde sur de nouvelles bases; elle n'est pas considérée par les classes dirigeantes comme égale en droits et d'égale valeur, mais elle déploye tous ses efforts pour le devenir. Ainsi de nouvelles luttes de classe prennent naissance, et engendrent des révolutions violentes, par lesquelles la nouvelle classe conquiert sa reconnaissance comme co-gouvernante, surtout parce qu'elle se présente comme mandataire de la grande masse des opprimés et des exploités, et triomphe grâce à son secours.

Mais dès que cette nouvelle classe prend sa part de la puissance et de la domination, elle se ligue avec ses ennemis d'antan contre ses alliés de la veille; après quelque temps, la lutte des classes recommence. Lorsque la nouvelle classe régnante, après avoir imprimé le caractère de ses conditions d'existence sur toute la société, ne peut se maintenir qu'en reconnaissant à la classe opprimée et exploitée une partie des propriétés qu'elle acquit par culture, elle augmente sa capacité pour gouverner et sa perspicacité. Mais en même temps, elle fournit les armes pour sa destruction. La lutte de la masse se tourne maintenant contre toute domination de classe, quelle que soit la forme sous laquelle elle se présente. Et comme cette masse est le prolétariat moderne, il devient sa mission historique de lutter, non seulement pour sa propre émancipation, mais encore

ment que les classes exploitées soient tenues autant que possible en dehors du droit, elle exige également que les frais et les charges résultant de l'entretien de l'État soient d'abord chargées sur leurs épaules. Cela est d'autant plus facile que ces charges et frais prennent une forme qui cache leur véritable caractère. Il est facile de comprendre que les contributions directes élevées qui doivent couvrir les dépenses publiques, soulèvent d'autant plus d'opposition que le revenu, sur lequel elles sont perçues, est moins important. L'habileté des classes dirigeantes leur impose donc une réserve, et ils remplacent les contributions directes par les contributions indirectes qui pèsent sur les articles de consommation les plus indispensables. Ainsi les charges se divisent sur la consommation quotidienne, augmentent de façon presque invisible le prix des vivres. Il est ignoré de la plupart des personnes ce qu'ils paient en contributions sur le pain, le sel, la viande, le sucre, le café, la bière, le pétrole, etc.; ils ne peuvent pas le calculer et ne soupçonnent pas jusqu'à quel point ils sont exploités. Et ces charges augmentent en proportion directe du nombre des personnes appartenant à la famille; c'est donc la perception de contributions la plus inique qui puisse se concevoir. D'autre part, les classes possédantes font grand état des contributions directes qu'elles paient, et accaparent les droits politiques qu'elles refusent aux non-propriétaires. Ajoutez à cela que l'aide et le soutien de l'Etat vont aux classes possédantes, qui se les assurent par des primes et des droits de douane sur tous les vivres, comme par des subsides s'élevant annuellement à

enfin les exploitations-monstre par des augmentations de prix sur les articles de consommation les plus divers, exploitations qui prennent la forme de rings, de trusts ou de syndicats, et qui sont tolérées ou encouragées par l'Etat ou par son économie politique, lorsque l'Etat lui-même ne s'y intéresse pas.

Aussi longtemps que les classes exploitées sont tenues dans l'ignorance au sujet de la nature de toutes ces mesures, ils ne constituent pas de danger pour l'Etat ou pour la société dirigeante. Mais dès que cette organisation est connue des classes exploitées — et la formation politique de la masse la rend plus apte à la comprendre — ces mesures d'une si criante injustice excitent la colère et l'exaspération de la masse. La dernière étincelle de la foi au sentiment de justice de la classe régnante s'éteint, la nature de l'Etat qui emploie de pareils moyens, la nature d'une société qui les exige, se montrent sous leur véritable jour. La lutte pour la destruction de cet Etat et de cette société en est la conséquence.

Dans leurs efforts pour servir les intérêts contradictoires, une organisation est introduite après l'autre. Mais aucune ancienne organisation n'est complètement détruite, aucune nouvelle complètement introduite. L'on à recours à des demi-mesures qui ne satisfont pas. Le besoin de développement, qui naît de la vie populaire, oblige à y prêter quelque attention si l'on veut éviter les pires catastrophes, mais ces mesures réclament également des sacrifices énormes pour leur exécution imparfaite, et ces sacrifices sont d'autant plus grands que notre organisation publique compte une masse de parasites

pas seulement leur existence; ils se développent plutôt, et deviennent plus lourdes, plus opprimantes au fur et à mesure que la connaissance plus complète de l'état des choses les déclare superflues. La police, l'armée, la justice, les prisons s'étendent et deviennent de plus en plus coûteuses; mais la sécurité à l'intérieur ou à l'extérieur n'augmente pas en proportion des dépenses; c'est plutôt le contraire qui se produit.

Dans les relations internationales entre les différents peuples, une situation qui est loin d'être naturelle s'est lentement fait jour. Ces relations augmentent au fur et à mesure que la production se développe, que l'échange des produits devient plus facile grâce aux moyens de communication plus complets, que les inventions sur les terrains économique ou scientifique deviennent l'apanage de tous les peuples. On signe des traités de commerce et des traités douaniers; à l'aide de ressources internationales l'on construit des moyens de communication coûteux (canal de Suez, tunnel du Mont St-Gothard). A l'aide de gros subsides, les Etats encouragent des lignes de navigation qui facilitent les relations entre les différents pays du globe. L'on fonde l'Union postale universelle — un moyen de civilisation de tout premier ordre — l'on convoque des congrès internationaux pour toutes les questions pratiques et scientifiques possible; la traduction propage les productions de l'esprit dans les pays civilisés. Tout cela contribue de plus en plus à l'internationalisation et à la fraternité des peuples.

chauvinisme. Partout les classes dirigeantes cher chent à maintenir la croyance que ce sont le peuples que se haïssent à mort, et qu'ils n'attenden que le moment propice pour se jeter les uns sur le autres et pour s'exterminer. Sur le terrain interna tional la concurrence des capitalistes des différent pays prend la caractère de la lutte de la class capitaliste d'un pays contre celle d'un autre; soute nue par l'aveuglement politique de la masse, cett concurrence a appelé un déploiement d'armement militaires, comme oncques n'en vit jamais. Cett lutte fait constituer des armées d'une force numériqu qu'on ne connut pas jadis; elle crée des instrument de destruction et de massacre dont la perfection n pouvait être atteinte que par la technique perfec tionnée de notre siècle. Le développement de instruments de destruction amène finalement l destruction des propres institutions. Les sacrifices exigés par l'armée et par la marine, augmenten annuellement, et finiront par ruiner même le peuples les plus riches. En 1908, l'Allemagne pay en dépenses ordinaires pour son armée et pour s marine, plus de 1500 millions de marcs; cett somme ne fait qu'augmenter. D'après Neymarck les dépenses des Etats européens se dénombraien comme suit :

	1866	1870	1887	1906
	Millions			
Armée et marine	3.000	3.500	4.500	6.725
Dettes publiques	66,000	75,000	117.000	148.000
Intérêts	2 400	3.000	5.300	6.000 (1

L'Europe dépense donc annuellement 6.725 mil

lions pour les armées et la marine, et 6.000 millions pour les intérêts des dettes publiques qui, en grande partie, sont la conséquence des dépenses pour l'armée. Une belle situation en réalité! L'Amérique et l'Asie suivent l'exemple de l'Europe. En 1875 les Etats-Unis dépensèrent 3,868 millions de marcs, et en 1907/08 14,369 millions de marcs. Les dépenses pour l'armée et la marine du Japon s'élevaient — avec les pensions — à 205 millions de marcs en 1875 et à 2.204 millions de marcs en 1908/09.

La civilisation souffre de cet état de choses; les dépenses les plus indispensables au développement intellectuel sont négligées et les dépenses pour la protection contre l'extérieur deviennent tellement prépondérantes, que le but de l'Etat s'en trouve miné.

Les armées toujours plus nombreuses comprennent la meilleure et la plus forte partie de la nation; pour leur développement et leur augmentation toutes les forces intellectuelles et naturelles sont mises en œuvre, comme si le massacre des hommes était l'idéal de notre siècle. A côté de cela les armes de guerre et de massacre sont continuellement perfectionnées; elles atteignent une perfection telle sous le rapport de la vitesse, de la force, de la portée, qu'elles effrayent tout le monde. Si ces forces extraordinaires étaient mises en mouvement — les forces ennemies compteraient de 16 à 20 millions d'hommes — on aurait la démonstration qu'elles ne sont pas à commander. Aucun général ne peut donner des ordres à pareille masse, aucun champ de bataille n'a suffisamment d'étendue pour sa mise en

pour l'admission des blessés; les morts innombrables ne pourraient êtres enterrés. Lorsqu'on ajoute à cela les ruines et les catastrophes qu'une guerre européenne entraînerait sur le terrain économique, l'on peut dire sans exagération : la prochaine grande guerre sera la dernière. Le nombre des banqueroutes ne serait pas à compter. L'exportation s'arrêterait et ferait chômer des milliers de fabriques; les vivres ne seraient plus importés, ce qui ferait hausser, de façon considérable, le prix des vivres présentés sur le marché. Les familles seraient privées en majeure partie de celui qui leur gagne le pain et qui, maintenant, devrait se rendre en guerre. Où chercher les moyens pour les nourrir. C'est ainsi que l'entretien de l'armée et de la flotte allemandes sur pied de guerre coûte journellement de 45 à 50 millions de marcs.

L'état politique et militaire de l'Europe a pris un développement, qui peut facilement se terminer en une catastrophe qui jettera la société bourgeoise dans le précipice. Au point où en est son développement, cette société a créé des situations qui la rendent intenable; elle prépare sa destruction avec les moyens qui, jadis, la firent naître comme la société la plus révolutionnaire de celles existantes.

Une grande partie de nos communes, qui savent à peine comment satisfaire à des exigences chaque année plus fortes, en viennent graduellement à une situation désespérée. Ce sont surtout nos grandes villes, à l'accroissement rapide, et toutes les localités situées dans les districts industriels, où la prompte

l'imposition de lourdes taxes ou en faisant des emprunts. La construction d'écoles, le percement des rues, le service de l'éclairage, des égouts et des eaux, les dépenses de police et d'administration de tout genre, prennent d'année en année plus d'extension. De plus, la minorité aisée élève partout les prétentions les plus exorbitantes vis à vis de la communauté. Elle exige des établissements d'instruction supérieure, la construction de théâtres, la création de quartiers particulièrement luxueux avec éclairage, pavage, etc., en proportion. La majorité de la population a beau se plaindre avec raison de ces avantages donnés à la minorité, ces faveurs n'en sont pas moins dans la nature même des situations actuelles. La minorité a le pouvoir et peut, si elle le veut, causer de grands dommages, parce qu'elle dispose exclusivement des instruments de travail dont dépend la majorité. A cela s'ajoute que, dans bien des cas, l'administration n'est pas non plus ce qu'il y a de mieux. Les fonctionnaires rétribués sont souvent insuffisants, ou bien ils n'ont pas à un assez haut degré le sentiment des besoins qui exigent en maintes ciconstances une connaissance approfondie des choses. Les conseillers municipaux et les fonctionnaires non rétribués ont, pour la plupart, tant à faire, tant de soins à donner à leurs affaires personnelles, qu'ils ne peuvent sacrifier le temps nécessaire à l'accomplissement intégral de leurs devoirs envers la commune. Il arrive fréquemment aussi que l'on se sert de ces fonctions pour favoriser des intérêts privés, au grand préjudice de la collectivité.

tion, qui ne donnerait satisfaction à tous que dans une certaine mesure. Quelle que soit la forme sous laquelle les impôts sont perçus, ils ne feront naître que du mécontentement. Dans quelques dizaines d'années, la plupart de nos communes seront hors d'état de subvenir à leurs besoins avec la forme d'administration et d'imposition actuelle. C'est sur le terrain communal, bien plus énergiquement encore que sur le terrain gouvernemental, que l'on reconnaît la nécessité d'une réorganisation complète, parce que les plus grandes exigences lui sont posées. Les communes sont les noyaux d'où sortira la conquête sociale dès que la volonté et le pouvoir de la réaliser existeront.

Tel est, dépeint en peu de mots, l'aspect extérieur de notre vie politique et de notre vie communale ; les deux ne sont que l'image de la vie sociale.

2. *Les oppositions de classe s'accusent de plus en plus.*

La lutte pour l'existence prend dans notre vie sociale des proportions toujours plus puissantes. La guerre de tous contre tous est déchaînée avec la dernière violence, et menée sans pitié, presque sans choix des moyens. Le mot connu : « Ote-toi de là que je m'y mette », s'applique dans la vie à grands renforts de coups de coude, de gourmades et de horions. Le plus faible est obligé de céder la place au plus fort. Là où ne réussit pas la force physique, représentée par la puissance de l'argent, de la fortune, on emploie les moyens les plus subtils et les plus indignes : le mensonge, la filouterie, la tromperie, le faux serment, les fausses traites ; enfin on a

on va jusqu'à se servir de déclarations de folie et de meurtres. Et de même que, dans cette lutte pour l'existence, les individus marchent contre les individus, de même font classe contre classe, sexe contre sexe, âge contre âge. L'intérêt, le profit deviennent les seuls régulateurs des sentiments humains, devant lesquels toute autre considération doit céder. On jette sur le pavé des millions d'ouvriers qui, après avoir mis en gage leur dernière chemise, la dernière pièce de leur mobilier, ne peuvent éviter la charité publique ou le « trimard ». Ils s'en vont par bandes entières, par monts et par vaux, de village en village, considérés par les « honnêtes gens » avec d'autant plus de crainte et d'horreur, que la durée de leur chômage a eu sur leur extérieur, et par suite sur leur moral, une influence plus misérable et plus démoralisatrice. La société honnête n'a pas la moindre idée de ce que c'est que d'être, pendant des mois entiers, dans la nécessité de se refuser la satisfaction des plus élémentaires exigences de l'ordre et de la propreté, que d'aller d'un endroit à l'autre le ventre creux, ne récoltant le plus souvent que l'horreur et le mépris mal dissimulés de ceux-là même qui sont les plus fermes soutiens de ce système pourri.

A côté de cela, les familles de ceux de ces pauvres gens qui sont mariés souffrent de la plus horrible misère qui pousse fréquemment les parents, désespérés, aux plus horribles crimes sur eux-mêmes ou sur leurs enfants. Ces actes de désespoir se multiplient de façon inquiétante, surtout en temps de crise. Mais cela ne gêne pas les classes règnantes. Le même journal qui relate ces crimes, consé-

sentations théâtrales extraordinaires, comme si tou
nageait dans la joie et dans l'abondance.

La misère générale, la lutte pour l'existenc
toujours plus pénible, jettent des femmes et des fille
dans les bras de la prostitution. Le crime, la démo
ralisation prennent cent formes diverses; la seul
chose qui prospère, ce sont les maisons de sûreté
les prisons, et ce qu'on appelle les maisons de correc
tion, qui ne parviennent plus à contenir la masse de
leur clientèle.

Les crimes de toute sorte et leur multiplicatio
sont dans le rapport le plus étroit avec les condi
tions sociales de la société laquelle, toutefois, ne
veut pas le reconnaître. Comme l'autruche, elle
plonge la tête dans le sable pour se cacher l'existence
d'un état de choses qui l'accuse; elle se ment et men
aux autres en disant que les seuls coupables sont la
« paresse », la « sensualité » et le manque de « reli-
gion » des travailleurs. C'est là une imposture du
caractère le plus répugnant. Plus la situation de la
société est défavorable et mauvaise, plus les crimes
deviennent nombreux et graves. La lutte pour l'exis-
tence revêt sa forme la plus sauvage et la plus
violente; elle fait naître une situation, où chaque
individu voit dans son semblable un ennemi mortel.
Les liens de la solidarité, qui ne sont pas déjà trop
serrés, se relâchent chaque jour de plus en plus (1).

Les dirigeants qui ne voient pas ou ne veulent

(1) Platon déjà connaissait les conséquences d'une pareille situation. Il écrit :
(*L'Etat ou la République*. — Traduction A. Bastien.) « L'oligarchie, par sa
nature, n'est pas un, mais il renferme nécessairement deux Etats, l'un composé
de riches, l'autre de pauvres, qui habitent le même sol et qui conspirent sans

pas voir le fond des choses, cherchent à modifier cette situation à leur manière. Quand la misère, le dénuement et par conséquence la démoralisation et le crime augmentent, l'on ne cherche pas à en découvrir les causes, pour les éloigner, mais on punit les produits de ces situations. Et plus les situations sont pénibles, plus le nombre des criminels augmente, plus l'on se sert de persécutions, de punitions plus sévères. On pense pouvoir chasser le diable à l'aide de Belzébuth. C'est ainsi que le professeur Haeckel (1) trouve naturelle l'application énergique de la peine de mort, et il est sur ce point en parfaite concordance d'idées avec les réactionnaires de tout acabit qui, à part cela, le détestent cordialement. D'après lui, les criminels incorrigibles et les vauriens doivent être extirpés comme la mauvaise herbe, qui dérobe aux plantes utiles la lumière, l'air et l'espace. Si le professeur Haeckel s'était un peu occupé aussi de l'étude de la science sociale, au lieu de cultiver exclusivement les sciences naturelles, il aurait reconnu que tous ces criminels pourraient être changés en membres utiles de la société humaine si celle-ci leur procurait une existence meilleure. Il aurait trouvé que la suppression de quelques meurtriers empêche aussi peu la production de crimes nouveaux dans la société, que si l'on se contentait d'arracher la mauvaise herbe à la

---

craindre d'elle que l'ennemi, ou bien de ne pas s'en servir, et se présenter au combat avec une armée vraiment oligarchique. »

Aristote dit de son côté : « Il y a un grave inconvénient à ce que tant de citoyens qui étaient riches deviennent pauvres ; car alors on aura bien de la

surface d'une pièce de terre, en négligeant d'en anéantir les racines et la semence. Empêcher absolument dans la nature la formation d'organismes gênants, ne sera jamais possible à l'homme, mais ce qu'il peut fort bien faire, c'est améliorer l'état social qu'il a lui-même créé, de telle façon que les conditions d'existence deviennent les mêmes pour tous, que chaque individu jouisse d'une égale liberté de développement, en sorte qu'il ne soit plus obligé de satisfaire sa faim, son goût de la fortune ou son ambition aux dépens des autres. Qu'on étudie les causes des crimes et qu'on les écarte : on supprimera les crimes du même coup (1).

Ceux qui veulent supprimer le crime en faisant disparaître la cause, ne peuvent évidemment pas se faire aux moyens brutaux de répression. Ils ne peuvent empêcher la société de se défendre à sa manière, mais ils n'en réclament que plus instamment la transformation radicale de la société, la suppression des causes du crime.

Le rapport entre la situation sociale et les crimes fut démontré plus d'une fois par les statisticiens et par les économistes. Une des premières conséquences est la mendicité en temps de crise. La statistique de la Saxe nous l'indique. La grande crise, qui commença en 1890 et ne se termina qu'en 1895, augmenta le nombre des personnes qui eurent à répondre devant la justice pour avoir contrevenu aux règlements sur la mendicité. En 1889, ces contraven-

---

(1) Platon (V. *la République*) « Ne dirons-nous pas que c'est l'ignorance, la mauvaise éducation et le vice intérieur du gouvernement qui a fait naître tous

tions entraînèrent 8.566 condamnations, 8.815 en 1890, 10.075 en 1891, 13.120 en 1892. Une même situation se constate en Autriche où, en 1891, 90.926 personnes furent condamnées pour vagabondage et mendicité, tandis qu'en 1892 les condamnations s'élevaient déjà à 98.998 (1). Cette augmentation est très sensible. La prolétarisation en masse d'un côté, des richesses énormes de l'autre côté, tels sont les signes caractéristiques de notre époque. Cinq hommes des Etats-Unis : J. D. Rockefeller, feu E. H. Harrimann, D. Pierpont Morgan, W. N. Vanderbilt et G. D. Gould possédaient ensemble en 1900 plus de 4.000 millions ; leur influence suffisait pour régler la vie économique aux Etats-Unis et même partiellement en Europe, comme il fut démontré en 1901 par la fondation, par Pierpont Morgan, du trust international de la navigation ; cela n'indique-t-il pas le sens du développement que nous subissons. Dans tous les pays civilisés, les sociétés de capitalistes constituent la caractéristique des temps modernes ; leur influence sociale et politique devient de plus en plus prépondérante.

Le procès de concentration dans l'industrie capitaliste

1. *Le remplacement de l'agriculture par l'industrie*

Le capitalisme ne domine pas seulement l'organisation sociale, mais aussi l'organisation politique ; il exerce son influence sur la vie, sur les pensées de la société. Le capitalisme est la force qui guide la

société; le capitalisme est le maître et seigneur de prolétaires. Il achète la force ouvrière de ceux qu ne possèdent rien, ainsi qu'une marchandise, à u prix dont l'élévation, comme pour toute autr denrée, s'établit suivant l'offre et la demande, e oscille autour des frais de fabrication, tantôt au dessus, tantôt au-dessous; mais la plus-value qu doit nécessairement lui produire cette main-d'œuvre il la met dans sa poche sous forme d'intérêts, d bénéfices d'entreprise, de fermages ou de rente foncières. Au moyen de la plus-value ainsi extorqué au travailleur et qui, en possession de l'entrepre neur, se cristallise en capital, celui-ci achète d nouvelles forces de travail, et alors, bien armé pa la division du travail, les machines, une scienc technique perfectionnée, bref par un système d production bien organisé, il entre en lutte avec l concurrent moins bien outillé et le réduit à néant comme le ferait un cavalier bien armé d'un fantassi désarmé. Cette lutte inégale prend de plus en plu d'extension sur tous les terrains, et la femme, e tant que fournissant la main-d'œuvre la moins coû teuse après celle de l'enfant, y joue un rôle toujour plus important. Cet état de choses a pour résultat d trancher d'une façon sans cesse plus rude la société en deux parties : une infime minorité de puissant capitalistes et une grande majorité des deux sexes dépourvus de capital et voués à vendre leurs bras au jour le jour. La classe moyenne, au milieu de cett évolution, en vient à une situation toujours plu critique. L'un après l'autre, les métiers où dominai

mutuelle des capitalistes les oblige à chercher sans cesse de nouveaux débouchés pour leur exploitation. Le capital s'avance comme « un lion rugissant, cherchant des victimes à déchirer ». Les petits, les faibles sont ruinés, et s'ils ne parviennent pas à se sauver dans l'un ou l'autre domaine — chose qui devient toujours plus difficile, plus impossible—ils tombent dans la catégorie des ouvriers salariés. Toutes les tentatives, faites pour s'arracher par de nouvelles dispositions ou par des lois empruntées à la défroque du passé, à ce système d'absorption à outrance qui s'impose avec la force d'une loi naturelle, sont risibles et inutiles; elles peuvent avoir pour conséquence de donner quelque illusion de courte durée à celui-ci, ou à celui-là, mais cette illusion disparaît bien vite devant la réalité des faits. L'absorption des petits par les grands se montre avec la force et l'inflexibilité d'une loi naturelle. Les résultats des recensements industriels des années 1882, 1895 et 1907 montrent de quelle façon la structure sociale de l'Allemagne se modifia pendant cette période de vingt cinq ans.

Il y avait :

	Ouvriers salariés en ordre principal			AUGMENTATION ou DIMINUTION depuis 1882
	1882	1895	1907	
Agriculture	8.236.496	8.292.692	9.883.257	+ 1.646.761 = 19.99
Industrie	6.396.465	8.281.220	11.256.254	+ 4.859.789 = 75.98
Comm. et transport	1.570.318	2.338.511	3.477.626	+ 1.907.308 = 121.46
Services domestiques	397.582	432.491	471.695	+ 74.113 = 18.63

	Ouvriers salariés avec subordonnés			AUGMENTATION ou DIMINUTION depuis 1882
	1882	1895	1907	
Agriculture. . .	19.225.455	18.501.307	17.681.176	— 1.544.279=18.18
Industrie . . .	16.058.080	20.253.241	26.386.537	+ 10.328.457=64.25
Comm. et transport .	4.531.080	5.966.846	8.278.239	+ 3.747.159=82.69
Services domestiques	938.294	886.807	792.748	— 145.546=15.57
Services publics, professions libres, etc.	2.222.982	2.835.014	3.407.126	+ 1.184.144=53.33
Sans profession . .	2.246 222	3.327.069	5.174,703	+ 2.928.481=130.36
Totaux. .	45.222.113	51.770.284	61.720.529	+ 16.498.416=34.27
A cela il faut ajouter :				
Domestiques . . .	1.324.924	1.339.318	1.264.755	— 60.169= 4.53

Ces chiffres montrent, que pendant les vingt-cinq années envisagées la population a déplacé son gagne-pain dans de très fortes proportions. La population qui vit de l'industrie, du commerce et du transport, s'est accrue au détriment de la population agricole. L'augmentation totale de la population n'a pour ainsi dire profité qu'aux premières branches d'activité. Ceux qui étaient occupés dans l'agriculture, comme profession principale, ont augmenté d'environ 1.646.761 unités, mais cette augmentation était loin d'être en proportion avec l'augmentation de la population totale; le nombre des domestiques de cette catégorie de travailleurs diminua d'ailleurs d'environ 1.544.279 unités = 8 %.

Il en fut tout autrement dans l'industrie, le commerce et le transport. Dans ces deux catégories le

déjà maintenant de 1.372.997 unités, c'est-à-dire de 15 %. Mais le nombre des subalternes industriels dépasse de 8.705.361 unités, c'est-dire de 49 %, celui des subalternes agricoles. Pour le commerce et le transport il y a également une forte augmentation.

Le résultat, c'est que la population agricole, c'est à dire la partie la plus conservatrice de la population, celle qui forme la base principale de l'ancien état de choses, est de plus en plus refoulée et surpassée par la population industrielle et commerciale. L'augmentation considérable, qui se remarque dans les services publics et dans les professions libres depuis 1882, ne change rien à cela. L'augmentation des sans profession doit être attribuée à l'augmentation des rentiers, y compris les rentiers de l'assurance sur les accidents, sur l'invalidité et sur la vieillesse, des mendiants, des étudiants de toutes catégories, des pensionnaires des hospices, des hôpitaux, des asiles d'aliénés et des prisons.

L'augmentation peu sensible de ceux utilisés dans les services domestiques et des domestiques est également caractéristique; cela prouve d'abord que le nombre de ceux dont les revenus permettent l'utilisation de ces personnes diminue en proportion, et ensuite que cette profession est peu recherchée par les femmes du prolétariat qui demandent plus d'indépendance.

En 1882, le total de ceux utilisés dans l'agriculture comme profession principale, atteignait 43,38 %; en 1895 il n'était plus que de 36,19 % et de 32,69 % en 1907; la population agricole totale atteignait en

sion principale étaient de 33,69 °/₀ mais en 189
de 36,14 °/₀ et en 1907 de 37,23 °/₀; avec leu
domestiques ces chiffres étaient de 35,51 °/₀, d
39,12 °/₀ et de 42,75 °/₀. Pour ce qui concerne l
commerce et le transport, les chiffres se rapportan
à la profession principale et aux domestiques son
respectivement de 10,02, de 11,52 et de 13,41 °/₀ et d
8,27, de 10,21 et de 11,50 °/₀.

Nous voyons donc qu'actuellement 56,16 °/₀ de l
population totale de l'Allemagne (et même 74,5 °/₀ e
Saxe) s'occupe dans l'industrie et dans le commerce
alors que l'agriculture n'occupe plus que 28,65 °/
(seulement 10,07 °/₀ en Saxe).

Il est également important de constater commen
la population ouvrière se divise d'après ceux qu
subsistent par eux-mêmes, d'après les employés e
les ouvriers, et comment ces trois catégories s
subdivisent d'après le sexe. Les chiffres respectif
sont les suivants :

		Subsistant par eux-mêmes			Employés			Ouvriers		
		1882	1895	1907	1882	1895	1907	1882	1895	1907
Agriculture	Hommes	2010865	2221826	217240	60763	78066	82548	3629959	3239646	3028983
	Femmes	277168	346899	328234	5881	18107	16264	2251860	2388148	4254488
	Totaux	2288033	2568725	2500974	66644	96173	98812	5881819	5627794	7283471
Industrie	Hommes	1621668	1542272	1499832	96807	254421	622071	3551014	4963409	7030427
	Femmes	579478	519492	477290	2269	9324	63936	545229	992302	1562698
	Totaux	2201146	2061764	1977122	99076	263745	686007	4096243	5955711	8593125
Commerce	Hommes	550936	640941	765551	138387	249920	426220	582885	836042	1354482
	Femmes	150572	202616	246641	3161	11987	79689	144377	365005	605043
	Totaux	701508	843557	1012192	141548	261907	505909	727262	1233047	1959525
Totaux Généraux	Hommes	4183469	4405039	4338123	295957	582407	1130839	7763858	9071097	13694160
	Femmes	1007218	1069007	1052165	11311	39418	159889	2941466	3745455	4161961
	Totaux	5190687	5474046	5490288	307268	621825	1290728	10705324	12816552	17836121

menta de 280.692 unités = 12,5 % de 1882 à 1895, mais qu'il diminua de 67.751 unités de 1895 à 1907; en comparaison avec 1882, le nombre de ceux subsistant par eux-mêmes n'augmenta donc que de 212.941 unités, soit 9.2 %. Le nombre des ouvriers qui, de 1882 à 1895, diminua de 254.025 = 4,3 %, augmenta considérablement depuis 1895, et cela de 1.655.677 unités = 29,4 %. Quand nous considérons cette augmentation de plus près, nous constatons qu'elle est due principalement à l'augmentation du groupe des membres féminins de la famille qui coopèrent au travail (170.532 chez les hommes et 1.820.398 chez les femmes, ensemble 1.990.930). Quand nous ne comptons que les ouvriers agricoles, nous relevons une diminution des ouvriers masculins de 381.195 unités, et une augmentation des ouvrières de 45.942 unités, soit une diminution totale de 335.253 unités.

Dans l'agriculture ce ne sont donc pas seulement ceux qui subsistent par eux-mêmes, mais encore les domestiques et les journaliers qui diminuent en nombre. L'augmentation de la section agricole en comparaison avec le recensement précédent doit être ramenée à l'augmentation de l'aide familiale surtout du côté des femmes. Il en est autrement dans l'industrie. Pendant ces vingt cinq années le nombre de ceux subsistant par eux-mêmes diminua de 234.024 = 10,6 % (de 1882 à 1895 139.382 = 5,2 %) alors que la population augmenta de 36,48 % (de 1882 à 1895 de 14,8 %). Ce furent les exploitations à une personne ou avec deux aides qui eurent à sup-

les ouvriers proprement dits, à l'exclusion des membres de la famille qui aident, leur nombre augmenta de 5.899.708 en 1895 à 8.460.338 en 1907. Des personnes occupées dans l'industrie, les trois quarts (75, 16 %) sont ouvriers.

La proportion inverse se remarque de nouveau dans le commerce et le transport, où le nombre de ceux subsistant par eux-mêmes mais surtout celui des employés et des ouvriers augmenta dans de notables proportions. Ce sont principalement les femmes qui, dans le commerce, augmentent le nombre des subsistants par eux-mêmes ; ce sont des veuves qui cherchent leur vie dans un petit commerce, ou des femmes mariées qui, de cette façon, tâchent d'augmenter le salaire ou le traitement du mari. Le nombre de ceux subsistant par eux-mêmes augmenta de 310.584 = 44,3% de 1882 à 1907, mais le nombre des domestiques et des ouvriers augmenta de façon plus sensible encore (364.361 = 250.8% et 1.232.263 = 169.4 %). Une preuve péremptoire du développement du commerce de gros, surtout de 1895 à 1907. Le nombre des domestiques fut presque doublé, et parmi eux le nombre des femmes sextuplé !

Au total, le chiffre de ceux subsistant par eux-mêmes augmenta de 1882 à 1907 de 5.7 %, l'augmentation resta donc sensiblement inférieure à l'augmentation de la population (36.48 %). Le nombre des employés augmenta de 325.4 %, ce qui montre que la grande industrie qui utilise des employés se développe puissamment ; le nombre de

parmi les 2.086.368 exploitations industrielles, 994.743 exploitations individuelles, et 875.518 entreprises utilisant jusque 5 aides. Dans le commerce il y avait en 1907 parmi les 709.231 entreprises pas moins de 232.780 entreprises individuelles; parmi ceux subsistant par eux-mêmes dans le commerce et le transport il y avait environ 35.306 exploitations individuelles, 5.240 serviteurs salariés, etc., des milliers d'agents d'assurance, des colporteurs, etc.

Il convient de remarquer d'autre part, que dans ces trois catégories le nombre de ceux subsistant par eux-mêmes n'est pas en rapport avec le nombre des entreprises. Si, par exemple, une firme possède une douzaine de succursales, chose qui se présente dans le commerce du tabac et des cigares, ou qu'une société ouvre autant et autant de magasins, chaque succursale est considérée comme entreprise séparée. La même chose est applicable aux entreprises industrielles : une fabrique de machines qui exploiterait aussi une fonderie et une menuiserie, par exemple. Les chiffres cités ne donnent donc pas d'indications suffisamment précises pour la concentration industrielle d'un côté, pour la qualité de l'existence d'autre part.

Malgré tous ces défauts, les résultats du dernier recensement industriel du 12 juin 1907 donnent une image de la concentration formidable et de la centralisation du capital dans l'industrie, le commerce et le transport. Ils montrent qu'une concentration des moyens de production entre quelques mains marche de pair, à pas de géants, avec

encore en 1882 au nombre de 1.877:872, ont surtout diminué depuis 1895; en 1895 on en comptait 1.714.351 et en 1907 encore 1.446.286, soit une diminution de 431.586 = 22,9 %. La part de la petite industrie diminua de recensement à recensement. En 1882 elle était de 59,1 %, en 1895 de 46,5 % et en 1907 elle n'occupait plus que 37,3 % des personnes occupées par l'industrie. La grande industrie évolua dans le sens opposé; de 22,0 % à 29,6 % et en 1907 à 37,7 %. L'accroissement est en rapport direct avec l'importance de l'industrie. De 1895 à 1907, le personnel de la petite industrie augmenta de 12,2 %, celui de l'industrie moyenne de 48,5 % et celui de la grande industrie de 75,7 %.

Avec ses 5.350.025 personnes utilisées, la grande industrie est de loin, en 1907, la plus importante, alors qu'en 1882 elle utilisait encore sensiblement moins de personnes que les exploitations séparées. Elle domine dans sept groupes industriels avec plus de la moitié des ouvriers. C'est ainsi que sur chaque centaine de personnes utilisées dans la grande industrie, l'on compte :

Industrie des mines	96,6 %
Construction des machines	70,4 %
Industries chimiques	69,8 %
Industries textiles	67,5 %
Industries du papier	58,4 %
Industrie de la pierre et des terres	52,5 %
Industrie du savon, de l'huile et des matières grasses	52,3 %

Dans d'autres groupes, la grande industrie avait la majorité depuis 1895, mais sa position s'est raffermie partout (47,0 % dans la métallurgie,

domaines, c'est surtout à la grande industrie qu'est allé le développement.

La concentration industrielle, ou ce qui revient au même, la concentration capitaliste s'accomplit surtout très rapidement, là ou l'industrie capitaliste peut se déployer à l'aise, comme par exemple dans les brasseries. Le domaine imposable, à l'exception de la Bavière, du Wurtemberg, du royaume de Bade, de l'Alsace-Lorraine, donnait les résultats suivants :

	Brasseries exploitées	dont exploitées industriellement	Production	
1873	13.561	10.927	19.655.000	hectolitres
1880	11.564	10.374	21.136.099	»
1890	8.969	8.054	33.279.000	»
1900	6.903	6.283	44.734.000	»
1905	5.995	5 662	46.264.009	»
1906	5.785	5.423	45.867.000	»
1907	5.528	5.251	46.355.000	»

Le nombre des brasseries exploitées diminua donc de 8.033 ou de 59,3 % de 1873 à 1907 ; le nombre des brasseries industrielles diminua de 5.676 = 51,9 %; cependant la production de la bière augmenta de 26.700.000 hectolitres = 135,7 %. Cela signifie la ruine des petites exploitations et des exploitations moyennes, et l'augmentation rapide des grandes exploitations, dont la production se multiplie : en 1873, 1.450 hectolitres par brasserie, 8.385 hectolitres en 1907.

Il en est ainsi partout où le capitalisme devient prédominant. En 1876 il y avait en Autriche 2.248 brasseries, produisant 11.671.278 hectolitres de moût de bière ; en 1904/05 il n'y avait plus que

Allemagne et de l'industrie minière de l'empire allemand fournit les mêmes résultats. Pour l'extraction, le nombre des entreprises, qui était en moyenne de 623 en 1871-75, descendit à 406 en 1889; en même temps la production monta de 34.485.400 tonnes à 67.342.200 tonnes, et le personnel utilisé en moyenne monta de 172.074 à 239.954. Le tableau ci-après indique les progrès de ce procès de concentration dans l'extraction de la houille et de la lignite jusqu'en 1907.

Année	Houille: Exploitations principales	Houille: Personnel moyen	Houille: Quantité (pour 1000 tonnes)	Lignite: Exploitations principales	Lignite: Personnel moyen	Lignite: Quantité (pour 1000 tonnes)
1900	338	413.693	109.290,2	569	50.911	40.498,0
1905	331	493.308	121.298,6	533	54.969	52.515,1
1906	322	511.108	137.117,9	536	58.637	56.419,6
1907	313	545.330	143.185,7	535	66.462	62.546,7

Pour les années envisagées, le nombre des exploitations pour l'extraction de la houille diminua donc de 49,8 °/₀, le nombre des ouvriers utilisés augmenta au contraire de 216,9°/₀ et la production de 420,6°/₀. La même chose dans l'industrie minière. Le tableau ci-après le démontre.

	Nombre des exploitations principales	Personnel moyen	Quantité (1000 tonnes)
1871-75	3.034	277.878	51.056,0
1887	2.146	337.634	88.873,0
1889	1.962	368.896	99.414,0
1905	1.862	661.310	205.592,6
1906	1.862	688.853	229.146,1
1907	1.958	732.903	242.625,2

Ici, le nombre des exploitations diminua de 35,5 °/₀, le nombre des ouvriers augmenta de 164,4 °/₀, la production de 374,5 °/₀.

Un nombre beaucoup plus petit d'exploitants beaucoup plus riches se trouvent devant un nombre

160 en 1887, et 307 en 1907, bien que le nombre des exploitations était monté de 1.862 en 1906 à 1.958 en 1907.

« Dans la domaine industriel de la Westphalie Rhénane, il y avait encore 156 exploitations en 1907, mais 34 (21,8%) disposaient de plus de 50 % de l'exploitation. Bien que la statistique industrielle renseigne encore 156 mines dans le Ruhr, le syndicat charbonnier, auquel elles appartiennent toutes à quelques exceptions près, ne compte que 76 membres; la concentration du travail en est déjà à ce point. D'après l'estimation de février 1908, le chiffre de participation dans le syndicat charbonnier était de 77.9 millions de tonnes de houille. » (1).

En 1871, l'industrie comptait 306 hauts-fourneaux avec 23.191 ouvriers, qui produisaient 1.563.682 tonnes de fonte; en 1907, 303 hauts-fourneaux avec 45.201 ouvriers produisaient 1.287.5200 tonnes de fonte, soit en 1871, 5.110 tonnes par haut-fourneau et 42.491 tonnes en 1907! « D'après une liste, publiée dans « Stahl und Eisen » (Acier et fer) du mois de mars 1896, une seule fonderie allemande, la fonderie Bonne Espérance à Oberhausen, pouvait produire à ce moment 820 tonnes de fonte en 24 heures. Mais déjà en 1907 il y avait 12 fonderies, qui pouvaient produire 1.000 tonnes et plus en 24 heures. » (2)

En 1871/72 311 sucreries travaillaient 2.250.918 tonnes de betteraves; en 1907/08 365 fabriques avaient besoin, au contraire, de 13.482.750 tonnes de betteraves. En 1871/72, l'emploi moyen par sucrerie était

---

(1) Otto Hue, *Entwicklungsgeschichtliches über die Montanindustrie.* (Contribu

de 7,237 tonnes; il était de 36.939 tonnes en 1907/08. La production en 1871/72 était de 186.441 tonnes : 8,28 °/₀ des betteraves mises en œuvre; en 1907/08 elle était de 2.017.071 tonnes : 14,96 °/₀.

Cette révolution technique ne s'accomplit pas seulement dans l'industrie, mais aussi dans le transport. Le commerce maritime allemand comprenait :

En	Voiliers	Tonnage	Equipage
1871	4.372	900.361	34.739
1901	2.270	525.140	12.922
1905	2.294	493,644	12.914
1908	2.345	433.749	12,800
1909	2.361	416.514	12,844
Moins qu'en 1871	2.011	483,847	21.895

La navigation par voiliers indique donc un mouvement rétrograde; cependant, pour autant qu'elle existe encore, le tonnage des navires ainsi que l'équipage diminuent en nombre. En 1871, un voilier avait un tonnage moyen de 205,7 tonnes et un équipage de 7,9 hommes; en 1909, un voilier a un tonnage moyen de 176,4 tonnes et un équipage de 5,4 hommes seulement. La navigation par vapeur de l'Allemagne donne une autre image. L'Allemagne possédait :

En	Vapeurs	Tonnage	Equipage
1871	147	81.994	4.736
1901	1.390	1.347.875	36.801
1905	1.657	1.774.072	46.747
1908	1.922	2.256.783	57.995
1909	1.953	2,302.910	58.451
Plus qu'en 1871	1.806	2,221.006	53.715

Ce n'est donc pas seulement le nombre des vapeurs

un équipage de 32,1 hommes; en 1909 le tonnage moyen des navires à vapeur est de 1.230 tonnes, leur équipage de 29 hommes.

L'augmentation rapide des forces motrices témoigne également du développement capitaliste de notre situation économique. D'après Viebahn, il y avait en 1861, dans le domaine de l'union douanière, 99.761 chevaux vapeur. (1)

Il y avait en 1875, en Allemagne, dans les 25.152 entreprises utilisant plus de 5 personnes, une mise en œuvre de 1.055.750 chevaux vapeur, en 1895 il y avait dans 60.176 entreprises 2.938.526 chevaux vapeur, soit à peu près trois fois autant. Les chemins de fer (et les chemins de fer vicinaux) ainsi que la navigation à vapeur ne sont pas compris dans ces totaux.

L'on comptait, en fait de chevaux-vapeur en Prusse :

En	Machines à vapeur fixes	Machines à vapeur mobiles et locomobiles
1879	888.000	47.000
1896	2.534.900	159.400
1900	3.461.700	229.600
1905	4.684 960	315.200
1906	4.995.700	334.400
1907	5.190.400	363.200

De 1879 à 1907, le nombre des chevaux-vapeur utilisés en Prusse s'est donc presque sextuplé! Les progrès énormes, réalisés par l'industrie depuis le recensement de 1895, sont tangibles dans le fait que de 1896 à 1907 le nombre des machines à vapeur fixes a augmenté de 35 %, la puissance productrice

machines à vapeur avec une puissance de 258.726 chevaux-vapeur servaient à la mise en marche des dynamos, il y en avait, en 1907, 6.191 avec 954.945 chevaux-vapeur, soit une augmentation respective de 87 % et de 269 %. (1)

Les chiffres suivants montrent l'augmentation, en chevaux-vapeur, de la force motrice dans les industries principales.

INDUSTRIE :	1879	1897	1907
Mines et Minières	516.000	1.430.000	2.248.000
Pierres et briques	29.000	132.000	255.000
Travail du métal	23.000	57.000	113.000
Machines	22.000	61.000	329.000
Industrie textile	88.000	243.000	323.000 (2)

Et c'est en présence de ce développement fabuleux des forces productrices et de l'énorme concentration des capitaux qu'on essaie d'ignorer ces faits. Pareil essai fut fait à la onzième séance de l'Institut International de statistique à Copenhague (août 1907) par Yves Guyot, l'économiste français. Se basant sur une statistique superficielle, il fit la proposition de faire disparaître le mot « concentration » de la statistique. Karl Bücher lui répondit : « Une augmentation absolue du nombre des exploitations peut très bien marcher de pair avec une forte concentration de ces exploitations. Partout où se fait le recensement par établissement, des doubles emplois nombreux sont inévitables : Une banque avec 100 caisses de dépôt sera comptée comme 101 établissements; une brasserie exploitant 50 cafés situés

(1) A. Hesse — op cit — pages 163 et 164.

dans des locaux différents et ayant un inventai
distinct, donnera 51 établissements. Pour le phén
mène que nous étudions, lesr ésultats d'une pareil
statisque ne peuvent rien démontrer.

« D'après les dernières recherches, l'agricultu
seule ne semble pas succomber au procès de la co
centration; dans le domaine des mines, du comme
ce, du transport, de l'assurance et de la constructio
il est évident; dans le domaine de l'industrie
est plus difficile à reconnaître, parce que tout peup
qui se développe fortement développe également
production industrielle, et ce pour quatre motifs:
parce que des travaux qui jadis étaient domestique
ont été repris par l'industrie; 2° par le remplacemer
des produits naturels dans la consommation par d
produits industriels (le bois par le fer, pastel, garan
ce et indigo par des couleurs goudronneuses); 3° p
de nouvelles inventions (l'automobile); 4° par
possibilité de l'exportation. Il se produit ici une co
centration de la plus grande importance, sans que
nombre des entreprises diminue; il augmente mêm
Partout où l'industrie produit des marchandis
utilisables de caractère typique, la destruction d
petites exploitations indépendantes est inévitabl
Les formes de production capitaliste sont do
également comprises dans les progrès marqués da
les domaines économiques les plus importants,
n'est pas sage de combattre les socialistes là où
ont raison, et dans l'affirmation d'une concentratio
toujours croissante ils ont sans aucun doute ra
son. » (1)

L'exemple qui nous est offert par le développeme

économique de l'Allemagne, est aussi celui de tous les pays industriels. Tous les états civilisés ont de plus en plus pour but de devenir des états industriels ; ils ne veulent pas seulement produire les articles dont ils ont l'emploi, ils veulent également exporter. C'est pourquoi l'on ne parle pas seulement d'un marché national, mais aussi d'un marché mondial. Le marché mondial règle les prix de nombre de produits industriels et agricoles, et domine la position sociale des peuples. L'union Nord-Américaine a acquis le plus d'importance pour les relations du marché mondial ; c'est de là que part l'impulsion capitaliste pour la révolution des relations du marché mondial et de la société bourgeoise. Pendant les trois dernières dizaines d'années, le capital utilisé par l'industrie s'élevait :

En 1880 à 2.790 millions de dollars
» 1890 à 6.525 » »
» 1900 à 9.813 » »

La valeur de l'industrie était :

En 1880 de 5.369 millions de dollars
» 1890 de 9.372 » »
» 1900 de 13.000 » »

Les Etats-Unis se trouvent donc actuellement à la tête des états industriels ; leur exportation de produits industriels et agricoles augmente d'année en année, et l'accumulation considérable de capitaux, qui en est la conséquence, cherche des placements au-delà des frontières, et influe à un très haut degré l'industrie et le commerce de l'Europe. Et ce n'est plus le capitaliste isolé qui se trouve, comme directeur, derrière ce développement ; c'est le con-

isolés les mieux armés pour la lutte, partout où il
s'établissent. Que pourra l'entrepreneur moyen o
le petit entrepreneur, lorsque le grand est ruiné pa
ce développement?

3. *Concentration de la richesse*

C'est une loi économique que le nombre des ouvrier
diminue relativement avec la concentration indus
trielle et la productivité croissante du travail. E
considérant la population totale, la richesse se co
centre au contraire chez un nombre, toujours moin
grand de personnes. La division des revenus dan
différents pays civilisés démontre cela de façc
éclatante.

Des grands Etats allemands, la Saxe possède
plus ancien et relativement le meilleur impôt sur
revenu. La loi est en vigueur depuis l'année 187
Il convient cependant de prendre une taxation ult
rieure car pendant les premières années, la taxatio
moyenne ne fut pas assez élevée. De 1880 à 1905,
population de la Saxe augmenta de 51 %, le nomb
des personnes imposées jusqu'en 1904 de 150 %, l
revenus imposés de 23 %. Jusque vers 1890, un rev
nu jusque 300 marcs n'était pas imposable, plus ta
jusque 400 marcs. En 1882, le nombre des personn
non imposables était de 75.697 = 6,61 % des imp
sés, en 1904 ce nombre était de 205.667 = 11,03 %
Il convient de remarquer, qu'en Saxe le revenu d
femmes mariées et celui des enfants de moins d
16 ans sont considérés comme appartenant au ma
ou au père de famille.

maintenant à une classe supérieure. Pendant cette période, le revenu moyen des contribuables de cette classe augmenta de 421 à 582 marcs = 37 %, sans cependant atteindre la moyenne générale de 600 marcs. Les contribuables ayant un revenu de 800 à 1.250 marcs, constituaient en 1882 les 12 % des imposés; en 1904 les 24,38 %. Le nombre des imposés ayant un revenu de 1.250 à 3.300 marcs (3.400 marcs depuis 1895) était de 20 % en 1882, et de 16,74 % en 1904. En 1882, 97,60 % des imposés avaient un revenu de moins de 3.300 marcs; en 1904, 95,96 % avaient moins de 3.400 marcs de revenus. Si l'on considère qu'en 1863 Lassalle estimait les revenus prussiens, dépassant 3.000 marcs, à 4 % des revenus en général, que la valeur de l'argent tomba depuis lors, que les prix de location, les contributions, les impôts et le prix d'une grande partie des vivres augmentèrent, que les nécessités de la vie devinrent plus exigeantes, l'on doit reconnaître que la situation de la masse ne s'améliora guère. Les revenus moyens de 3.300-9.600 marcs (depuis 1895 de 3.400 à 10.000 marcs) forment depuis 1904 seulement 3,24 % des imposés, et les revenus au delà de 10.000 marcs, moins de 1 % (0,80). Le nombre des contribuables de 12 000 à 20.000 marcs est de 0,80 %. Les revenus au delà de 12.000 marcs, augmentèrent de 4.124 en 1882 à 11.771 en 1904, donc de 188 %.

En 1882, le revenu le plus élevé était de 2.570.000 marcs, en 1905 de 5.900.600 marcs. Le résultat, c'est que les petits revenus ont subi une augmentation, qui est bien souvent absorbée par la cherté des

L'opposition des classes devint donc de plus en plus marquée.

Les recherches du professeur Adolphe Wagner sur la division des revenus en Prusse de 1895 à 1902 donnent les résultats suivants. Il divise la population de la Prusse en trois grands groupes : le groupe inférieur (première catégorie jusque 420 marcs, seconde catégorie 420 jusque 900 marcs, troisième catégorie 900 jusque 2.100 marcs), le groupe moyen (première catégorie de 2.100 à 3.000 marcs, seconde catégorie de 3.000 à 6.000 marcs, troisième catégorie de 6.000 à 9.500 marcs) et en groupe supérieur (première catégorie de 9.500 à 30.500 marcs, seconde catégorie de 30.500 marcs jusque 100.000 marcs, et troisième catégorie au-delà de 100.000 marcs). Le revenu total se divise pour ainsi dire en parties égales parmi les trois groupes. Les 3,51 % qui forment le groupe supérieur, disposent de 32,1 % du revenu total; le groupe inférieur, qui comprend les 70,66 % non imposables, ont également les 32,9 % du revenu total; le groupe moyen dispose, avec 28,53 %, de 34,9 % du revenu total. A ne considérer que le revenu imposable, l'on constate que les contribuables avec revenu de 900 à 3.000 marcs, qui formaient en 1892 les 86,99 % et en 1902 les 88,04 % de tous les contribuables, disposent d'un peu plus de la moitié du revenu imposable : 51,05 % en 1892, 52,1 % en 1902. Les revenus de plus de 3.000 marcs qui forment respectivement les 13 % et les 12 % des contribuables, disposent des 49 % du revenu total en 1892, des 48 % en 1902. En 1892, le revenu

des gros contribuables augmenta au contraire de 8.811 marcs en 1892, à 9.118 marcs en 1902, soit de 3.48 %. Le groupe supérieur qui ne comptait que 0.5 % en 1892 et 0.63 % en 1902 de tous les contribuables, disposait en 1892 de 15,95 %, et en 1902 de 18.37 % du revenu total. L'augmentation est la plus faible chez les première et seconde catégories du groupe moyen, un peu plus forte chez la troisième catégorie du groupe inférieur. Mais elle est la plus forte, et augmente au fur et à mesure de la progression, chez la troisième catégorie du groupe moyen et dans tout le groupe supérieur. Plus le revenu des contribuables d'un groupe est grand, plus grande est leur richesse, et plus leur nombre augmente relativement. Et le nombre des contribuables avec revenus moyens et supérieurs augmente de plus en plus; en moyenne ils atteignent un revenu de plus en plus grand. En d'autres termes, il se produit une concentration toujours plus grande des revenus, non pas seulement chez les quelques richards, mais aussi chez un groupe toujours plus grand, quoique relativement et absolument peu nombreux, appartenant aux classes économiques supérieures. « Il en résulte que le développement économique moderne a augmenté le revenu total du peuple et le nombre des hommes appartenant à chaque catégorie économique et sociale, mais que cette augmentation s'est répartie de façon fort inégale et a d'abord favorisé la classe supérieure, ensuite la classe inférieure, et enfin la classe moyenne. La différence de classe sociale, pour autant qu'elle découle du revenu, s'est donc aggravée. » (1)

D'après le relevé de l'impôt sur le revenu en 1908 il y avait en Prusse 104.994 contribuables avec un revenu individuel de plus de 9.500 marcs; ils disposaient d'un revenu total de 3.123.273.000 marcs. 3.796 avaient un revenu individuel de plus de 100.000 marcs et un revenu total de 934.000.000 marcs. 77 contribuables avaient un revenu de plus d'un million. Les 104,904 contribuables (1,78 % qui avaient un revenu de plus de 9.500 marcs, jouissaient du même revenu total que les 3.109.540 contribuables (52.9 %) avec un revenu de 900 à 1.350 marcs!

En Autriche également environ 24 % du revenu net imposable reviennent, en moyenne, à 12 jusque 13 % des contribuables jouissant d'un revenu de 4.000 à 12.000 couronnes. Quand on fait le total des revenus jusque 12.000 couronnes, l'on arrive à 97 % des contribuables et à 74 % du revenu. Les autres 3 % des contribuables disposent donc de 26 % du revenu imposable. (1) Le revenu minimum imposable est plus élevé qu'en Prusse : 1.200 couronnes ou 10.14 marcs. En 1904 les petits contribuables avec un revenu de 1.200 jusque 4.000 couronnes constituaient les 84.3 % de tous les contribuables. En 1898 255 personnes avaient un revenu de plus de 200.000 couronnes; elles étaient au nombre de 307 en 1904, soit 0.032 % de tous les contribuables.

D'après L. G. Chiozza Money, la moitié du revenu

Volkseinkommens in Preussen auf Grund der neuen Einkommenstatistik 1892 bis 1903. (Contribution à la méthode de la statistique du revenu et de la fortune populaires, et autres recherches statistiques sur la diffusion du revenu populaire

nu des habitants de la Grande Bretagne et de l'Irlande (plus de 16.600 millions de marcs) revient à la neuvième partie de la population. Il divise les habitants en trois groupes : riches avec plus de 700 livres sterling de revenus ; gens aisés avec un revenu de 160 jusque 700 livres, et pauvres avec moins de 160 livres de revenus.

		Avec les membres de leur famille	Revenus (En livres sterling)
Riches	250.000	1.250.000	585.000.000
Gens aisés	750 000	3.750.000	245.000.000
Pauvres	5.000.000	38 000 000	880.000 000
		43.000 000	1.710.000.000

Donc plus du tiers du revenu total revient à moins de la trentième partie de la population. Les recherches de Booth pour Londres et de Rowntree pour York ont démontré que 30 % de la population totale se débattent pendant toute leur vie entre les griffes de la misère permanente. (1)

Se basant sur la statistique des héritages, E. Levasseur donne la composition suivante pour la France : « Les deux cinquièmes de la richesse nationale se trouvent en possession de 98 % des propriétaires, possédant moins de 100.000 francs ; environ un tiers appartient à un petit groupe de 1.7 %, et un quart de la richesse nationale totale constitue la part d'une fort petite minorité : 0.12 % ! » (2)

L'on voit combien grande est la masse de ceux qui ne possèdent rien, et combien peu nombreuses sont les classes possédantes.

« L'inégalité croissante — dit G. Schmoller — est indéniable. Il n'est pas douteux que la répartition

des richesses de l'Europe centrale est devenue de plus inégale de 1300 à 1900, mais dans des proportions très différentes d'après les pays.... Le développement nouveau, avec ses oppositions de classes de plus en plus marquées, a augmenté dans de fortes proportions les inégalités de fortune et de revenus. » (1)

Ce procès de développement et de concentration du capitalisme, qui se réalise dans tous les pays civilisés, amène cependant, avec l'anarchie dans le mode de production qu'aucun trust ni aucun ring ne parvient à enrayer, la surproduction inévitable et la stagnation des affaires. Nous aboutissons à la crise.

Les crises et la Concurrence

1. *Causes et effets des crises*

Les crises se produisent, parce qu'il n'existe pas d'échelle proportionnelle, permettant de mesurer et d'évaluer en tout temps le véritable besoin de telle ou telle marchandise. La société bourgeoise ne possède aucune puissance, qui parvient à régler la production totale. Tantôt les acheteurs sont très disséminés et leur surface commerciale, de laquelle dépend leur capacité de consommation, subit l'influence d'une foule de causes que le producteur isolé n'est pas du tout en état de contrôler par lui-même. Tantôt il se trouve à côté de chaque producteur une foule d'autres, dont il ne connaît pas davantage la puissance productrice. Chacun alors s'efforce d'évincer tous les autres par tous les moyens en son pou-

voir : bon marché, forte réclame, long crédit, envoi de voyageurs, ou encore par le discrédit, jeté en cachette et perfidement sur les produits des concurrents, — moyen qui fleurit surtout dans les moments de crise. Ainsi la production totale dépend du hasard, l'évaluation subjective d'un chacun. Chaque producteur isolé est obligé de vendre une quantité déterminée de marchandises, au-dessous de laquelle il ne peut subsister; mais il veut en fournir un quantum bien plus élevé, d'abord parce que l'augmentation de ses revenus en dépend, et ensuite parce qu'il en découle la probabilité de triompher sur ses concurrents, et de rester maître du champ de bataille. Pendant un moment sa vente est assurée, peut-être même augmentée; cela le pousse à donner une plus grande extension à son entreprise et à produire en plus grandes quantités. Or, les circonstances favorables ne poussent pas que lui, mais encore tous ses concurrents, à faire les mêmes efforts. La production dépasse de loin les besoins. Alors, subitement, se produit sur la place une pléthore de marchandises. La vente s'arrête, les prix tombent, la production diminue. La diminution de la production dans une branche d'industrie amène celle de la main d'œuvre, des salaires et de la consommation chez les victimes de la crise. Un arrêt dans la production et dans la vente en est la conséquence forcée. Les petits métiers de tout genre : marchands, aubergistes, boulangers, bouchers, etc., dont les ouvriers forment la clientèle, perdent celle-ci et en même temps la rémunération de leur vente.

de 70.000 chômeurs complets et de 60.000 chômeurs partiels pour Berlin et ses faubourgs. En 1909 (13 février) les syndicats berlinois ont entrepris un nouveau recensement du chômage, qui donna 106.722 (92.655 hommes et 14,067 femmes) chômeurs. (1) En septembre 1908, l'on compta 750.000 chômeurs en Angleterre. Ce sont des ouvriers qui veulent travailler, mais qui ne parviennent pas à avoir de l'occupation dans ce meilleur des mondes possible. On peut se représenter la triste situation sociale de ces personnes.

D'autre part, telle industrie fournit à telle autre ses matières premières; elle dépend donc d'elle, souffre et pâtit des coups qui la frappent. Le nombre des victimes de la crise s'élargit toujours davantage. Une foule d'engagements, pris dans l'espoir d'une longue durée des bonnes affaires, ne peuvent être remplis et ne font qu'accroître la crise, de mois en mois plus grave. Une formidable quantité de marchandises accumulées, d'outils, de machines, deviennent presque sans valeur. La marchandise se vend à vil prix. Cela ne ruine pas seulement celui à qui elle appartient, mais encore des douzaines d'autres qui, en présence de cette vente à perte, sont également obligés de livrer leurs marchandises au-dessous du prix de revient. Pendant la durée même de la crise, on perfectionne sans cesse les méthodes de production, seul moyen de lutter contre la concurrence, et l'on se réserve ainsi les causes de crises nouvelles, plus graves encore. Lorsque la crise a duré des années, que la dépréciation des produits, la

diminution de la fabrication, la ruine des petits entrepreneurs ont fait disparaître la « surproduction », alors la société commence lentement à se refaire. Les besoins augmentent, la production également. L'ancienne façon de faire, en raison de la durée probable de cette situation plus avantageuse, ne tarde pas à reprendre à nouveau, avec lenteur et prudence d'abord. On veut rattraper ce que l'on a perdu, et l'on espère se mettre à l'abri avant qu'une nouvelle crise éclate. Mais comme tous les producteurs nourrissent la même pensée, comme chacun perfectionne ses moyens de production pour passer sur le corps de l'autre, la catastrophe est amenée de rechef, d'une façon plus rapide, avec des effets plus néfastes encore. On joue avec des existences innombrables comme avec des ballons d'enfant ; elle retombent à terre, et de cette action réciproque continue résulte la situation terrifiante dont nous sommes les témoins à chaque crise nouvelle. Les crises de ce genre se multiplient, comme nous l'avons dit, en raison directe de l'extension constante prise par la production en masse, par la concurrence, non seulement entre les individus, isolés, mais encore entre des nations entières. La lutte pour la clientèle dans le petit, et pour les débouchés dans le grand commerce, devient toujours plus ardente, et se termine en fin de compte par des pertes énormes. Les marchandises et les approvisionnements sont entassés en quantités fabuleuses, mais la masse des êtres humains qui devrait consommer et qui ne sait acheter, souffre de la faim et de la misère.

développement du capitalisme fit des progrès ininterrompus, il se déclara une période de progrès dans notre vie économique, excitée encore par les modifications grandioses, les besoins nouveaux du militarisme. Pendant cette période, un nombre incalculable d'entreprises dans tous les domaines industriels furent fondées; celles qui existaient furent agrandies et étendues; toutes, dans leurs installations, se mirent à la hauteur de la technique moderne, et augmentèrent en conséquence leur puissance de production dans une large mesure. En même temps que le développement du gros capitalisme se continua, le nombre des entreprises qui passèrent de la main de quelques capitalistes isolés dans celles de sociétés, augmenta également, changement qui amène toujours une plus ou moins grande extension de l'exploitation. Les sociétés à actions, nouvellement fondées, représentèrent un capital de plusieurs millions.

D'autre part, les capitalistes de tous les pays faisaient des efforts pour « régler » les prix et la production par des conventions nationales et internationales. Partout se formèrent des cartels, des rings, des trusts; des syndicats fixèrent les prix, réglèrent la production sur des données statistiques exactes pour éviter ainsi la surproduction et une baisse des prix. Ainsi naquit un monopole énorme de branches d'industrie, comme on n'en vit jamais, au profit des entrepreneurs et au détriment des ouvriers (producteurs) et des consommateurs. Pendant une courte période, il sembla que le capital avait trouvé le moyen qui

Les lois de la production capitaliste se montrent plus puissantes que les gros capitalistes, qui croient pouvoir les régler à leur genie. La crise vint, et il fut démontré une fois de plus que les calculs les plus savants ne sont qu'un leurre, et que la société bourgeoise ne peut se soustraire à son sort.

Mais le capitalisme continue à travailler dans la même direction, parce qu'il doit rester lui-même, qu'il ne peut se débarrasser de sa nature. De la façon dont son activité s'exerce, toutes les lois de l'économie bourgeoise sont violées. La libre concurrence — l'alpha et l'oméga de la société bourgeoise — devrait mettre les plus capables à la tête des entreprises. L'expérience apprend cependant qu'en règle générale ce sont les plus rusés et les moins scrupuleux qui se placent à la tête. Les sociétés par actions détruisent toute individualité; les cartels, les trusts et les rings vont plus loin encore; ce ne sont pas seulement les entrepreneurs isolés qui disparaissent, ces sociétés deviennent également des chaînons d'une chaîne, utilisée par un organisme qui a pour tâche d'exploiter et de voler le public. Quelques monopolistes dominent la société; ils fixent le prix des marchandises, ainsi que les salaires et les conditions d'existence des travailleurs.

Ce développement nous montre l'inutilité de l'entrepreneur isolé; ils nous apprend que la production sur une échelle nationale et internationale est le but de la société, avec cette seule différence, que la production et la division organisées ne pourront, comme maintenant, favoriser la classe capita-

le point culminant de son développement, devient toujours plus violente par de nouveaux événements. Si l'Europe est menacée dans ses marchés par la concurrence toujours plus grande de l'Amérique du Nord, des ennemis se lèvent également en Orient qui rendent la situation économique du monde encore plus critique.

Comme le *Manifeste Communiste* le déclare, la concurrence pousse le capitaliste à travers le monde. Il cherche de nouveaux marchés, c'est-à-dire des pays avec peuples chez lesquels il peut vendre ses produits, et créer de nouveaux besoins. L'acharnement avec lequel les différents Etats essaient de s'assurer des colonies dans les dernières années, nous montre un des côtés de ces tendances. L'Allemagne surtout parvint à s'assurer la possession de grands pays, peuplés par les peuples les moins civilisés qui, cependant, n'éprouvent guère le besoin des marchandises européennes.

Un autre côté de cette tendance, c'est que le capitalisme moderne cherche à porter la civilisation à des peuples déjà très civilisés, mais qui s'opposaient jusque maintenant, avec plus ou moins d'entêtement, au développement moderne, tels que les Indiens, les Japonais et surtout les Chinois. Ces pays possèdent plus de la troisième partie de la population du monde, et sont en outre d'un caractère tel — les Japonais l'ont déjà montré pendant la guerre contre la Russie — que dès qu'ils ont reçu l'impulsion et l'exemple, ils sont à même de développer parmi eux la société capitaliste de telle

pas plus que leurs besoins modérés — favorisés par le climat — et la facilité avec laquelle ils s'adaptent à de nouvelles situations. Il en résulte pour l'Ancien Monde, y compris les Etats-Unis, une concurrence économique, qui fournira la preuve que la société capitaliste ne peut être maintenue sur le globe.

Entretemps, les différentes nations concurrentes — surtout les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne — cherchent à s'enlever le premier rang; elles emploient tous les moyens pour s'assurer la plus grosse part de la domination mondiale. La lutte pour la domination du marché mondial mène à la politique mondiale; l'on s'occupe de toutes les situations internationales, et pour pouvoir le faire avec succès, les armements maritimes doivent prendre un développement, ignoré jadis, mais qui crée à nouveau le danger de grandes catastrophes politiques.

C'est ainsi que la politique s'étend en même temps que le domaine de la concurrence sociale. Les contradictions deviennent internationales, appellent dans tous les pays à développement capitaliste les mêmes phénomènes, la même lutte. Et ce n'est pas seulement la forme dans laquelle on produit, mais aussi la façon dont se fait la répartition des choses produites, qui créent ces situations anormales et sans remède.

2. *Le commerce intermédiaire et le renchérissement.*

Dans la société humaine, tous les individus sont

production, ceux-ci se font immédiatement sentir chez tous les membres. Des perturbations dans la forme actuelle de la production influent sur la répartition et la consommation, et réciproquement.

Le caractère particulier de la production moderne est sa concentration dans un nombre de mains toujours plus restreint, et dans des centres de production toujours plus grands. Dans la répartition ils se manifeste un courant tout différent. Celui qu'une concurrence ruineuse a fini par rayer, en tant que producteur, du nombre des individualités établies pour leur compte, cherche neuf fois sur dix à se faire une place comme marchand, entre le producteur et le consommateur, et à prolonger ainsi sa précaire existence. (1)

De là le fait frappant de l'énorme multiplication des petits et même infimes intermédiaires, marchands, boutiquiers, revendeurs, agents d'affaires, courtiers, représentants, débitants de bière et d'eau de vie, etc. La majeure partie de ces gens, parmi lesquels les femmes établies à leur compte sont aussi largement représentées, mènent généralement une vie misérable et pleine de soucis, qui a bien plus

(1) Le recul de l'ancien travail manuel n'est pas l'unique cause de l'accroissement hors de proportion du commerce de détail. L'industrialisation et la commercialisation du pays créent, malgré leur tendance à la grande industrie, de nouveaux terrains pour de petites exploitations. De même les inventions, qui créent de nouvelles branches industrielles, sont cause que de petites industries se fondent pour l'écoulement des nouveaux produits. L'accroissement énorme des débits de commerce de détail s'explique cependant surtout par le fait — la Chambre d'Industrie et de Commerce de Dresde l'expose dans un avis au gouvernement saxon (page 18 de la brochure *Konsumgenossen-*

d'aspect extérieur que de réel bien-être. Nombre d'entre eux sont obligés, pour se maintenir, de spéculer sur les plus viles passions de l'homme et de prêter la main à toutes ses exigences. De là cet envahissement des plus répugnantes réclames, notamment pour tout ce qui est destiné à satisfaire l'avidité des plaisirs.

Il est incontestable — et en se plaçant à un point de vue plus élevé, il y a lieu de s'en féliciter — que la tendance à bien jouir de la vie est profondément ancrée dans la société moderne. On commence à comprendre que, pour être homme, il faut vivre d'une façon digne de l'être humain, et l'on donne à ce besoin une expression dont la forme correspond à l'idée que l'on se fait, au point de vue social, des jouissances de la vie. Mais la société, avec la forme qu'y a prise la richesse, est devenue plus aristocratique qu'à n'importe quelle période antérieure. La distance entre les plus riches et les plus pauvres est bien plus grande que jamais; par contre, la société, dans ses idées comme dans ses lois, est devenue bien plus démocratique (1). Cependant la masse ne demande pas seulement plus d'égalité en théorie, mais encore en pratique, et comme dans son ignorance elle ne connaît pas encore les voies pour y parvenir, elle cherche cette égalité en essayant d'imiter les classes supérieures et en se procurant toutes les jouissances auxquelles elle peut atteindre. Toutes sortes de moyens artificiels servent à exciter cet instinct;

---

quant aux résultats, on les a partout sous les yeux.

Dans bien des cas, la satisfaction d'un penchant justifié par la nature conduit à des écarts et à des crimes; la société dirigeante intervient à sa manière, parce qu'elle ne saurait le faire d'une façon plus sensée, sous peine de ruiner sa propre existence actuelle. L'augmentation constante des intermédiaires entraîne beaucoup d'inconvénients. Bien que se donnant beaucoup de mal et travaillant dur, cette classe n'en est pas moins en majorité une classe de parasites, improductive en fait, et vivant du travail d'autrui au même point que la classe des entrepreneurs elle-même. Le renchérissement des vivres est la conséquence inéluctable de cet état de choses ; les prix augmentent dans une telle mesure, que les vivres coûtent fréquemment le double, et plus, du prix qu'en a tiré le producteur. (1) Et là où une augmentation sensible des prix serait imprudente

(1) C'est ainsi que dans son ouvrage : « L'Industrie domestique en Thuringe » le Dr Sachs E. nous apprend entre autres choses, qu'en 1869 la fabrication de 244 1/2 millions de crayons a donné de 122,000 à 200,000 florins de salaire aux producteurs, mais que le prix de vente final s'éleva en dernière main à 1,200,000 florins, soit au moins le sextuple de ce qu'avaient reçu les producteurs. Pendant l'été de l'année 1888, 250 kilogrammes d'aiglefin furent vendus en première main à 5 marcs. Le petit commerçant paya 15 marcs au gros commerçant, et le public 125 marcs. Des quantités de vivres sont détruites, parce que leur prix ne dédommage pas pour le prix du transport. Lorsque par exemple la pêche du hareng est très abondante, des cargaisons complètes servent d'engrais, alors que sur le continent de nombreuses familles n'ont pas même de quoi se procurer du hareng. La même chose se produisit en 1892 en Californie, à l'occasion d'une excellente récolte de pommes de terre. Lorsqu'en 1901 le prix du sucre était très bas, un journal professionnel fit très sérieusement la proposition de jeter une grande partie de la provision à l'eau, pour faire hausser les prix. L'on sait que Fourrier chercha son système social après avoir, comme apprenti dans une maison de commerce de Toulon, dû engloutir une cargaison

ou impossible, c'est l'altération, la falsification des matières alimentaires, les fausses mesures et les faux poids, qui sont les moyens employés pour empocher un bénéfice qu'on ne pourrait réaliser autrement.

Le chimiste Chevallier dit que parmi les différents genres de falsifications de vivres, il en connaît 32 pour le café, 30 pour le vin, 28 pour le chocolat, 24 pour la farine, 23 pour l'eau de vie, 20 pour le pain, 19 pour le lait, 10 pour le beurre, 9 pour l'huile d'olive, 6 pour le sucre, etc. Dans les épiceries, la fraude s'exerce principalement sur les marchandises pesées à l'avance; on fournit pour un kilogramme 900 à 950 grammes, et l'on cherche à rattraper ainsi, au double, ce que l'on abandonne sur le prix. Les plus mal lotis à ce point de vue sont les ouvriers et les petites gens, qui prennent leurs marchandises à crédit et sont, par ce fait, obligés de se taire, même quand la fraude se commet sous leurs yeux. Dans la boulangerie il se produit également le pire abus des faux poids.

La fraude et la duperie s'élèvent ainsi à la hauteur d'une institution sociale nécessaire, et certaines institutions de l'Etat, l'augmentation des impôts indirects et des droits de douane, par exemple, ne font que provoquer la fraude et la contrebande. Toutes les lois contre la falsification des denrées alimentaires ne produisent que fort peu de résultats. La nécessité de vivre oblige les fraudeurs à employer des trucs toujours plus raffinés, et il n'y a pas à compter sur un contrôle sérieux et sévère. Et sous le prétexte que, pour découvrir les falsifications, il faudrait un vaste

trôle de ce genre interviennent efficacement, elles ont pour résultat une augmentation considérable des prix des denrées non falsifiées, parce que la diminution de ces prix n'était possible que par la falsification.

Pour se débarrasser de ces situations difficiles, qui pèsent surtout et partout sur la masse, l'on a fondé les « sociétés de consommation ». Elles ont acquis, surtout en Allemagne, tant d'importance dans le monde des fonctionnaires et des militaires, qu'elles ont provoqué la ruine de nombre de firmes commerciales. Mais aussi les associations de consommation entre ouvriers ont pris un développement considérable pendant les dernières dizaines d'années, et elles ont commencé, en partie, à fabriquer elles-mêmes certains produits. Les associations de consommation à Hambourg, Leipzig, Dresde, Stuttgart, Breslau, Vienne, etc., sont devenues des institutions exemplaires, et le chiffre d'affaires annuel des associations de consommation allemandes, atteint des centaines de millions de marcs. Depuis quelques années existe à Hambourg une association centrale d'achat pour les associations de consommation allemandes, et elle fournit les marchandises aux prix les plus avantageux.

Ces sociétés démontrent donc l'inutilité des intermédiaires. C'est le plus grand avantage qu'elles présentent à côté de celui de fournir de bonnes marchandises. Les avantages matériels qu'elles assurent à leurs membres sont peu importants, et l'aide qu'elles présentent ne suffit pas pour améliorer réel-

l'on reconnaît l'inutilité du commerce intermédiaire. La société en viendra enfin à une organisation qui supprime le commerce, parce que les produits arriveront directement entre les mains des consommateurs, sans autres intermédiaires que ceux qui doivent assurer le transport ou la division des marchandises, et qui sont au service de la société. Mais alors nous touchons à une autre nécessité, celle d'organiser en même temps, et dans la plus large mesure, la préparation commune des vivres pour la table, qui, à son tour, nous apportera une grande économie de forces, de matériaux et de dépenses de tout genre.

La révolution dans l'agriculture

1. *Concurrence outremarine et émigration.*

La révolution économique dans nos conditions professionnelles et industrielles, a fortement atteint les situations à la campagne. Les crises industrielles et commerciales s'y font également sentir. Nombre de membres de familles villageoises sont occupés, soit partiellement, soit tout à fait, dans des ateliers ou des établissements industriels; ce genre d'occupation s'étend même de plus en plus, parce que les grands propriétaires trouvent avantageux de faire convertir en produits industriels, sur leurs propres terres, une grande partie de leurs récoltes. Ils y gagnent d'abord les frais de transport très élevés des matières premières, par exemple des pommes de terre pour la distillerie, des betteraves

les villes ou dans les centres industriels. Le bâtiments et les loyers sont à meilleur compte, e même temps que les contributions et les taxes sor moins élevées, les propriétaires ruraux étant, jusqu' un certain point, à la fois législateurs et exécuteur de la loi, et ayant notamment entre les mains l force si efficace de la police. De là ce fait que l nombre des cheminées d'usines augmente d'anné en année dans les campagnes, et que l'agricultur et l'industrie entrent dans une action réciproqu toujours plus intime, avantage qui profite surtou au gros propriétaire foncier.

Le développement capitaliste, atteint en All magne par la grande propriété rurale, y a fa naître les mêmes situations qu'en Angleterre o aux Etats-Unis. Les situations idylliques d'il a peu d'années n'existent plus à la campagne Même dans ses coins les plus reculés, elle n'a pa été épargnée par les progrès de la civilisation Contre sa volonté même, le militarisme a notamment exercé une influence révolutionnaire. Pour autan qu'il s'agisse de l'impôt du sang, la grande extensio des armées permanentes pèse surtout sur la cam pagne. Un grand nombre des hommes incorporé appartiennent à la population rurale. Mais lorsqu le fils du paysan, après avoir pendant deux ou troi ans respiré l'air plus ou moins chargé d'immoralit de la caserne et de la ville, revient à son villag perdu, il a appris à connaître une foule d'idée nouvelles et de besoins de la civilisation, qu' entend satisfaire dans la plus large mesure possible

ne plus retourner à la campagne, et tous les efforts, même de la part du militarisme, pour le faire changer d'idée, n'aboutissent pas. Les moyens de communication, chaque jour plus étendus et améliorés, y contribuent encore. Dans ses rapports avec la ville, le paysan apprend à connaître un aspect nouveau et alléchant de la vie; il sent un besoin de développement qui, jadis, lui était inconnu; des idées nouvelles l'assaillent. Il devient mécontent de son sort. Les exigences toujours croissantes des contributions à payer à l'Etat, à la province et à la commune, n'épargnent pas plus l'ouvrier agricole que le paysan. D'où un plus grand mécontentement. D'autres faits, d'importance capitale, viennent s'y ajouter.

Vers 1880 l'agriculture européenne en général, celle de l'Allemagne en particulier, sont entrées dans une nouvelle période de développement. Jusqu'alors les peuples s'étaient contentés des produits de leur propre pays, ou, comme l'Angleterre, des pays voisins — la France et l'Allemagne —. Mais à partir de ce moment la situation changea. Comme conséquence de l'immense amélioration et extension des moyens de transport — navigation, construction de chemins de fer dans l'Amérique du Nord — l'importation des vivres commença en Europe. Le prix du blé baissa; la culture des céréales principales dans l'Europe centrale et l'Europe occidentale devint beaucoup moins rémunératrice, à moins de changer complètement le mode de production. D'autre part, le domaine de la

blé, les céréales de la République Argentine, d
l'Australie et de l'Inde firent leur apparition su
le marché. Pendant le développement ultérieur d
ces circonstances, il se présenta encore un autr
phénomène : l'exode des petits paysans et de
ouvriers agricoles. Poussés par les circonstances qu
nous venons de décrire, ils émigrèrent de l'autr
côté de l'Océan, ou se dirigèrent en masse vers le
villes où les centres industriels ; la campagne manqua
de bras. Les situations patriarcales qui existaien
encore, surtout dans l'Allemagne de l'Est, le mauvai
traitement et la situation dépendante des ouvrier
agricoles, augmentèrent cet exode.

La proportion dans laquelle l'émigration exerça
son influence sur les situations agricoles de 1840 à
1905, est prouvée par le fait que les provinces : la
Prusse occidentale et la Prusse orientale, la Poméra
nie, la Posnanie, la Silésie, la Saxe et la province d
Hanovre, perdirent pendant cette période 4.049.200
habitants, et que pendant la même période la
Bavière, le Wurtemberg, le royaume de Bade e
l'Alsace-Lorraine perdirent 2.026.500 personnes
alors que la population de Berlin augmenta, pendan
la même période, d'environ 1.000.000 de personnes
celle de Hambourg de 402.000, celle du royaum
de Saxe de 326.200, celle des provinces rhénane
de 343.000 et celle de la Westphalie de 246.100 (1)

2. *Paysans et grands propriétaires fonciers.*

Ce qui fut en rapport avec tous ces changements, c'est que bientôt l'agriculture manqua de capitaux, et que ce qui se présentait jadis, l'accaparement par la grande propriété, de la propriété moyenne et de la petite propriété, céda bien souvent la place à une tendance contraire. Ces situations eurent également pour conséquence que l'esprit étroit des agriculteurs se modifia; ils constatèrent qu'il était impossible de se diriger dans un même sens, qu'il s'agissait de prendre des décisions énergiques, de commencer une agriculture nouvelle. L'Etat et les provinces firent des efforts pour conjurer la faillite de l'agriculture, en essayant une politique douanière et marchande appropriée à la situation, et en décrétant de grosses dépenses directes aux frais de la communauté. La propriété moyenne et la grande propriété trouvèrent surtout leur compte à ces mesures, parce que leur exploitation se fit avec de meilleurs moyens techniques. Cela est démontré par le prix des propriétés qui, dans ces dernières années, augmenta considérablement.

Si l'agriculture veut prospérer dans une société capitaliste, il est indispensable qu'elle soit exploitée de façon capitaliste. Ici comme dans l'industrie, la force humaine devra donc être remplacée par la machine et la technique supérieure. C'est ce qui se fait dans des proportions toujours plus grandes. De 1879 à 1897, le nombre des machines agricoles, utilisées en

ces chiffres sont extraordinairement bas. Ils démon trent que l'emploi des machines est surtout impos sible par l'insuffisance des moyens ou par le pe d'étendue des domaines exploités. La machin demande une grande surface, occupée par une seul et même culture, pour pouvoir être utilisée de façc rationnelle. Les nombreux domaines moyens, ou le petites propriétés avec leur surface restreinte et leu culture différente, entravent le développement d machinisme agricole.

Le tableau ci-après montre comment le domain agricole de l'Empire allemand se subdivise. (1)

Des 5.736.802 exploitations, existant en 190 4.384.786 exploitations (76.8 %) avaient moins d 5 hectares de superficie. Pour autant qu'elle n'étaient pas utilisées à l'horticulture ou qu'elles n possédaient pas un terrain excellent, elles ne pou vaient procurer à leur exploitant qu'une existenc pénible. Une grande partie de ces domaines n pouvaient pas même suffire à cet effet, car 2.731.05 exploitations n'avaient qu'une superficie de 1 hecta ou moins.

EXPLOITATIONS AGRICOLES	Nombre des exploitations			Augmentation ou diminut	
	1882	1895	1907	de 1882 à 1895	de 189[illegible] à 1
Moins de 2 hectares	3.061.831	3.236.367	3.378.509	+174.536	+142.1
2-5 »	981.407	1.016.318	1.006.277	+ 34.911	— 10.0
5-20 »	926.603	998.804	1.065.539	+ 72.199	+ 66.7
20-100 »	281.510	281.767	262.191	+ 257	— 19.5
plus de 100 »	24.991	25.061	23.566	+ 70	— 1.4
	5.276.344	5.558.317	5.736.082	+281.973	+177.7

EXPLOITATIONS AGRICOLES	Surface exploitée exprimée en hectares			Augmentation ou diminution	
	1882	1895	1907	de 1882 à 1895	de 1895 à 1907
Moins de 2 hectares	1.825.938	1.808.144	1.731.317	— 17 494	— 77.127
2-5 »	3.190.203	3.285.984	3.304.872	+ 95.781	+ 18.888
5-20 »	9.158.398	9.721.875	10.421.565	+568.477	+699.690
20-100 »	9.908.170	9.869.837	9.322.106	— 38.333	—547.731
plus de 100 »	7 786.263	7.831.801	7.055.013	+ 45.538	—776.788
	31.868.972	32.517.941	31.834.873	+648.969	—683.068

Mais même parmi les exploitations de plus de 5 hectares, il y en a beaucoup qui n'assurent à leurs exploitants qu'une existence misérable pour un travail long et pénible. L'utilisation incomplète du sol, le climat défavorable ou la mauvaise situation géographique, le manque de moyens de communication, etc., en sont les causes. L'on peut dire sans exagération, que les neuf dixièmes des agriculteurs manquent des moyens ou des capacités pour utiliser leur sol comme il pourrait l'être.

Le paysan ne reçoit pas non plus, en échange du produit de sa terre, le prix qu'il devrait en obtenir. Il doit compter avec les intermédiaires qui le tiennent en mains. Le courtier ou le marchand qui parcourt les campagnes à certains jours ou à certaines périodes fixes de l'année, et qui, en général, revend à des entremetteurs, veut y trouver son bénéfice; mais l'assemblage de beaucoup de petites quantités de produits lui coûte beaucoup plus de peine que lorsqu'il n'a affaire qu'à un seul gros propriétaire. Cela influe sur le prix. En outre, la qualité du produit est de moindre valeur, conséquence du mode

haut prix. Ils doivent payer le fermage, l'intérêt o
les contributions, donner des acomptes sur leur
dettes à des époques déterminées; ils doivent don
vendre, même à des conditions défavorables. Pou
améliorer sa terre, le paysan a contracté un
hypothèque. Il n'a guère le choix des prêteurs
et les conditions auxquelles il souscrit n'en devien
nent que moins avantageuses. Les gros intérêt
et les échéances de remboursement lui jouent d
mauvais tours; une seule récolte peu abondant
ou une spéculation malheureuse sur un genre d
produit, sur le bon prix duquel il a compté, suffiser
pour le mettre à deux doigts de la ruine. Bie
souvent celui qui achète la récolte et celui qu
prête les capitaux ne sont qu'une seule et mêm
personne : le paysan est par conséquent com
plètement entre ses mains. Les cultivateurs d
villages et de districts entiers sont, de la sorte, à l
merci d'un petit nombre de créanciers, par exempl
les planteurs de tabac, de houblon, et les vigneron
de l'Allemagne du Sud, les maraîchers des bords d
Rhin. Le porteur de l'hypothèque les suce jusqu'a
sang, en les laissant comme propriétaires apparen
sur leur lopin de terre qui, en fait, ne leur appartien
plus le moins du monde. Le vampire capitalist
trouve plus commode et plus profitable d'agir ains
plutôt que de prendre la terre pour lui, de la travaille
lui-même ou de la vendre. C'est ainsi que de
milliers de propriétaires qui ne le sont plus e
réalité, figurent encore sur nos matrices cadastrale
Il est également vrai que plus d'un gros propriétair

morcelle; de la sorte il est mieux payé par un grand nombre de petits occupants que par un seul grand. Dans les villes, les maisons qui contiennent beaucoup de petits logements produisent également les revenus les plus élevés. Un grand nombre de petits propriétaires saisissent donc l'occasion qui s'offre à eux. Moyennant un faible acompte, le bienfaisant capitaliste est disposé à leur abandonner des pièces de terre; pour le reste, il prend hypothèque avec un bon intérêt moyennant des paiements échelonnés. C'est là que gît le lièvre. Si le petit propriétaire réussit, s'il a le bonheur, à force de travail et d'efforts, de tirer de sa terre un produit passable ou de trouver d'une façon tout à fait exceptionnelle de l'argent à meilleur marché, il peut se tirer d'affaire. Sinon, il en va de lui ainsi que nous l'avons déjà dépeint.

Perd-il quelques têtes de bétail, c'est pour lui un grand malheur. Marie-t-il une de ses filles, ses dettes s'accroissent, et il se trouve privé d'une main-d'œuvre peu coûteuse; un de ses fils prend-il femme, celui-ci réclame sa part du bien paternel en terrain ou en argent. Il est obligé souvent de négliger les améliorations que demande le sol; si son bétail et son exploitation ne lui fournissent pas assez de fumier, et c'est là un cas fréquent, le produit du sol diminue parce qu'il ne peut pas en acheter. De même il manque souvent des ressources nécessaires pour se procurer des semences meilleures et plus productives; l'emploi de machines avantageuses lui est interdit: il est le plus souvent hors d'état d'appliquer

offrent aujourd'hui, pour tirer un meilleur parti d
ses animaux domestiques. Le manque de fourrage
d'étables, d'installation appropriée empêchent tou
cela. Il y a donc de nombreuses causes qui rende
très pénible la situation du petit et du moyc
cultivateur. (1)

Il en est tout autrement avec la grande agricultur
qui ne compte qu'un nombre relativement restrei
d'exploitations, mais s'étend sur une grande supe
ficie. La statistique nous apprend que la surface c
7.055.013 hectares, exploitée par les 23.566 grand
domaines, dépasse de 2.019.824 hectares les 4.384.78
exploitations de moins de 5 hectares de superfici
En 1895, 912.959 exploitations étaient louées
1.694.251 exploitations se composaient partiellemen
de propriétés et de terrains loués; 983.917 exploita
tions affectaient une forme spéciale : terres commu
nales, etc.

D'autre part, une série de propriétés appartiennen
à quelques uns. Le plus gros propriétaire foncier d
l'Allemagne est le roi de Prusse; il possède 83 pro
priétés ayant une superficie de 98,746 hectares
Viennent après lui :

le prince de Plesz	avec 75 propriétés	et 70,170 hectares	
le prince de Hohenzollern Sigmaringen	» 24	» 59,968	»
le duc d'Ujest	» 52	» 39,742	»
le prince de Hohenlohe Öhringen	» 52	» 39,365	»
le prince de Ratibor	» 51	» 33,096	»

En 1895, les propriétés par fidéicommis s'élevaien
en Prusse à 1.045, avec une superficie totale d

2.121.636 hectares, ou 6.09 % de la superficie totale du pays. Ces 1.045 propriétés se trouvaient entre les mains de 939 possesseurs, et leur superficie dépassait de 206.600 hectares celle du royaume de Wurtemberg, dont la superficie totale est d'environ 1.915.000 hectares. En 1903, 1,034 propriétaires possédaient 1.152 fidéicommis ; quelques uns possédaient donc plusieurs fidéicommis. En 1903 leur superficie était de 2.197.115 hectares, en 1904 de 2.232.592 hectares, dont 90 % réunis en complexes de plus de 1.000 hectares. Environ 10 % des propriétaires de fidéicommis possédaient plus de 5.000 hectares et plus de 53.3 % de la superficie totale des propriétés par fidéicommis (1). La propriété moyenne et grande ont évidemment tout intérêt à ce que la situation actuelle soit maintenue. Il en est tout autrement de la petite propriété, qui trouverait grand avantage à un remaniement rationnel des situations. Il est dans la nature des choses que la grande propriété cherche toujours à s'étendre. C'est ainsi que, dans certaines contrées, l'on annonce souvent l'achat, sur grande échelle, de propriétés de petits paysans.

En Autriche, la grande propriété foncière est beaucoup plus prédominante encore qu'en Allemagne ou en Prusse. A côté de la noblesse et de la bourgeoisie, l'église catholique s'assure ici une grande part du butin. Dans la Steuermark, le Tyrol, le Salzbourg, la basse et la haute Autriche, l'on cherche par tous les moyens à déposséder les paysans de leurs propriétés, pour les transformer en domaines

et par l'Irlande, nous est offert maintenant par l
plus belles parties de l'Autriche.

Des individualités ou des sociétés achètent d'énc
mes propriétés, et ce qui ne peut être acheté e
loué pour en faire des domaines de chasse. L'acc
des vallées, des montagnes et des hameaux est cou
par les nouveaux seigneurs. Les propriétaires entêt
de fermes ou de montagnes, qui refusent de se pli
à la volonté du seigneur, sont obligés par tout
sortes de taquineries à vendre leur terre aux rich
propriétaires. Des domaines étendus qui, depuis
longs siècles, nourrissaient de nombreuses génér
tions, sont transformés en forêts où habitent l
cerfs et les chevreuils; la montagne, propriété
capitaliste bourgeois ou noble, nourrit des troupea
de daims. Des communes entières tombent dans
misère parce qu'elles ne peuvent faire paître le
bétail sur les Alpes, ou qu'on leur contredit ce dro
Et quels sont ceux qui attaquent la propriété
l'indépendance du paysan? A côté de Rothschild
du baron Mayer Melnhof, le duc de Cobourg et
Meiningen, les princes de Hohenlohe, le prince
Lichtenstein, le duc de Bragance, le prince Rose
berg, le prince de Plesz, les comtes Schönfel
Festetics, Schafgotsch, Trautmannsdorff, le cerc
cynégétique du comte de Karoly, du baron Gustad
etc., etc. Partout, la grande propriété foncière e
comprise dans cette extension. C'est ainsi qu'
1875 neuf personnes seulement possédaient,
propriété individuelle, plus de 5,000 arpents da
la Basse-Autriche; leur propriété totale avait u

Dans toute l'Autriche, la grande propriété foncière occupe une superficie totale de 8.700.000 hectares, alors que la petite propriété foncière n'occupe que 21.300.000 hectares. Les 297 familles, propriétaires des fidéicommis, possèdent 1,200,000 hectares. Les millions de petits propriétaires fonciers, qui cultivent 71 % de la superficie totale, se trouvent devant quelques milliers de grands propriétaires fonciers, disposant de plus de 20 % de la superficie de l'Autriche. Il n'y a que très peu de districts, dépendant d'un bureau de contributions, qui ne comptent aucun grand propriétaire foncier. Dans la plupart des districts il y en a deux ou plus qui exercent une influence prépondérante en matière politique, sociale et économique. Au moins la moitié des grands propriétaires fonciers possèdent des terrains dans plusieurs districts du pays, plusieurs dans différents pays de l'Empire. Dans la Basse-Autriche, la Bohème, la Moravie et la Silésie, il n'y a pour ainsi dire aucun district sans eux. Seule l'industrie parvint à les déplacer quelque peu, comme par exemple dans la Bohème septentrionale et dans les pays frontières de la Bohème et la Moravie. Partout ailleurs, la grande propriété foncière s'étend : dans la Haute-Autriche occidentale, qui possède encore la population agricole la mieux située, comme dans la Gorice et Gradiska, dans la Styrie, dans le Salzbourg, dans la Gallicie et dans la Bukowine; moins fortement dans les pays qui, sans cela, sont déjà les domaines des grands propriétaires fonciers : la Bohème, la Moravie, la Silésie et la Basse-Autriche.

priétaires, 79.181 hectares sont la propriété d
l'Eglise. Treize familles possèdent ensemble 425.07
hectares, soit 9 °/₀ de la superficie totale; le comt
Hoyos seul en possède 33.124. La superficie de l
Moravie est de 2.181.220 hectares; 81.857 hectare
(3.8 °/₀) appartiennent à l'Eglise, 116 propriétés d
plus de 1.000 hectares sont plus étendues, ensemble
que les 500.000 propriétés jusque 10 hectares, qu
forment les 92.1 °/₀ de toutes les propriétés. De
514.677 hectares de superficie de la Silésie autr
chienne, l'Eglise possédait 50.845 hectares, e
79 propriétaires fonciers possédaient ensemb
204.118 hectares. La Bohème a une superficie d
5.194.506 hectares, avec environ 1.237.085 propri
taires fonciers. La propriété foncière est caractérisé
ici par le nombre particulièrement grand des pr
priétés de très petite étendue, et par la grand
propriété foncière étendue. Presque 43 °/₀ de toute
les propriétés sont moins étendues qu'un demi hec
tare, et plus des quatre cinquièmes ne dépassent pa
5 hectares. Ces 703.577 propriétés (81 °/₀), ne com
prennent que 12.5 °/₀ de la Bohème, 776 personne
possèdent au contraire 35.6 °/₀ de la superficie totale
alors qu'ils ne disposent que de 1 °/₀ de toutes le
propriétés. La division de la propriété est encore plu
frappante, quand on n'analyse que la grosse cate
gorie « de plus de 100 hectares ». L'on trouve alor
le résultat suivant :

386	p.	possèdent	de 200	jusque	500	hect.	et possèdent ensemble 116.143 hec
141	»	»	500	»	1.000	»	» » 101.748 »
104	»	»	1.000	»	2.000	»	» » 150.567 »

sonnes chacune de 10.000 jusque 20.000 hectares, et les princes Mor. Lobkowitz, Karl Schwarzenberg, Alfred Windischgrätz, les comtes Ernst Waldstein, Johann Harrach, Karl Buquoy, chacun de 20.000 à 30.000 hectares, Clam-Gallas et Sar. Czernin chacun plus de 30.000 hectares, Joh. prince de Lichtenstein 36.189 hectares, le prince Max Egon Fürstenberg 39.162 hectares, le prince Jos. Colloredo-Mannsfeld 57.691 hectares et Joh. Ad. prince de Schwarzenberg 177.310 hectares = 3.4 % de la superficie totale de la Bohème. Les propriétés impériales comprenaient 35.873 hectares. La propriété totale de ces 64 propriétairesé tait de 1.082.884 hectares = 20.9 % de la superfice de la Bohème. L'Eglise possède 156.395 hectares = 3 % de la superficie totale (1).

Telle était la situation en 1896; elle n'est pas devenue meilleure depuis lors. D'après les données du recensement agricole de 1902, 18.437 exploitations (0.7 % du nombre total) occupaient 9.929.920 hectares, soit un tiers de la superficie totale!

Sept Alpes de la juridiction Schwaz, et seize Alpes de la juridiction Zell, qui servaient jusque maintenant de pâturage au bétail, ont été destitués par le nouveau seigneur foncier et transformés en terrain de chasse. Toutes les montagnes du Karwendel sont interdites au bétail. C'est la haute noblesse de l'Autriche et de l'Allemagne, à côté de riches parvenus bourgeois, qui acheta dans les Alpes des superficies de 70.000 arpents et plus, pour les transformer en terrains réservés à la chasse.

Des villages entiers, des centaines de fermes dis
paraissent; les habitants sont chassés; en lieu e
place des hommes et du bétail apparaissent le
chevreuils, les cerfs et les daims. Plus d'un, parm
ceux qui dépeuplent ainsi des demi-provinces, sièg
au Parlement, et y parle de la misère des paysans
mais il abuse de sa puissance pour exiger de l'Eta
une aide détournée sous forme d'impôts sur le
céréales, sur le bois, sur le bétail, sur la viande
impôts à payer par les déshérités.

Dans les pays industriels, ce ne sont pas, comm
en Autriche, les besoins luxueux des classes privile
giées qui pèsent sur la petite propriété. C'est l
besoin d'organiser une exploitation capitaliste devan
les exigences d'une population toujours plus dense
pour pouvoir produire les vivres nécessaires. Cela s
constate surtout en Belgique, où la vie industriell
est très développée. D'après l'Annuaire statistique
cité par Emile Vandervelde dans un article: « L
propriété foncière en Belgique de 1834 à 1899 »
« Ce sont donc exclusivement les exploitations d
moins de 5 hectares, et notamment celles de moin
de 2 hectares dont le nombre a diminué; les explo
tations au delà de 10 hectares ont augmenté a
contraire, de 3.789. La concentration de la propriét
foncière, qui correspond au développement de l
grande culture et de l'élevage, s'accuse ici d'un
façon très nette. Il s'est produit, depuis 1880, u
mouvement en sens inverse de celui qui avait ét
constaté de 1866 à 1880. Alors qu'en 1880, il y ava
encore 910.396 exploitations agricoles, il n'y e
avait plus que 829.625 en 1895, soit un recul, pou

nution des exploitations de moins de 5 hectares, les exploitations de 5 à 10 hectares accusent une augmentation de 675, celles de 10 à 20 hectares une augmentation de 2.168, celles de 20 à 30 hectares une augmentation de 414, celles de 30 à 40 hectares une augmentation de 164, celles de 40 à 50 hectares une augmentation de 187, celles de plus de 50 hectares une augmentation de 181 exploitations. »

3. *Le contraste entre la ville et la campagne*

La situation des campagnes et leur mise en valeur sont d'une importance capitale pour le développement de notre civilisation entière. La population, pour son existence, dépend en première ligne du sol et de ses produits. Le sol ne se laisse pas étendre à volonté, la question de savoir comment on le cultive et comment on l'exploite n'en est donc que plus importante pour tous. La population de l'Allemagne augmente annuellement d'environ 870.000 personnes; une importation considérable de pain et de viande destinés à l'alimentation est devenue indispensable, pour que les choses les plus nécessaires à la vie soient abordables. Et ici apparaît à l'heure actuelle le vif antagonisme entre les intérêts des cultivateurs et de la population industrielle. Les populations qui ne se livrent pas aux travaux des champs ont un intérêt absolument essentiel à obtenir leurs vivres à bon compte; il y va de leur prospérité, non seulement comme êtres humains, mais encore comme individualités commerçantes ou industriel-

grande partie de la population, ou d'augmenter les salaires et les revenus de cette partie de la population qui doit acheter les produits agricoles. Mais une augmentation des salaires signifie bien souvent une augmentation du prix des produits industriels et d'après la situation du marché mondial, ceci peut avoir comme conséquence une diminution dans la vente. Mais si, malgré l'augmentation du prix des produits agricoles, une augmentation du revenu se fait attendre, cela signifie une limitation des autres besoins, ce dont souffrent en première ligne le commerce et l'industrie. La question est tout autre pour le cultivateur. Celui-ci veut, tout comme l'industrie dans ses opérations, tirer de sa terre, de son travail ou de celui de ses ouvriers, le plus grand profit possible, et il lui est indifférent que ce soit d'un produit ou d'un autre qu'il le tire. L'importation de grains ou de bétail étrangers l'empêche-t-elle de gagner à la culture des céréales ou à l'élevage des bestiaux les prix qu'il espérait ou qu'il considérait comme nécessaires, il abandonne ces deux genres de production et consacre sa terre à d'autres cultures qui lui donnent plus de profit. Il plante de la betterave pour faire du sucre, des pommes de terre et du grain pour faire de l'alcool, au lieu du froment et du grain pour faire du pain. Il assigne ses terres les plus fertiles à la culture du tabac, au lieu de les employer à des jardins ou à des potagers. D'autres utilisent aussi en pâturages des milliers d'hectares, parce que les chevaux pour l'armée se paient à un prix élevé. D'autre part, de vastes territoires forestiers qui pourraient facilement être rendus productifs, sont

le défrichement de quelques centaines ou de quelques milliers d'acres de bois et leur transformation en terres de culture, pourrait fort bien être entrepris sans que cette diminution pût en aucune façon nuire à la production de l'humidité dans ces régions.

Partant de ce point de vue on pourrait, en Allemagne, gagner à la culture bien des milliers de kilomètres carrés de terres productives. Mais à ces changements s'opposent aussi bien l'intérêt matériel d'une hiérarchie d'employés bien dotés, que l'intérêt sportif des grands propriétaires fonciers qui ne veulent pas perdre leurs territoires de chasse, ni sacrifier les plaisirs qu'ils y trouvent. Il est évident que le déboisement ne peut se faire que là où il présente des avantages. D'autre part, les bois sont quelquefois utiles à la culture, notamment dans les pays montagneux ou sur des sols stériles.

On combat de nouveau l'influence considérable, exercée par les forêts sur la production de l'humidité. C'est à tort. Le livre de Parvus et du Dr Lehmann : «La Russie affamée», prouve surabondamment l'influence des forêts sur l'humidité du sol et sur sa fertilité. Les auteurs ont constaté par des observations personnelles, que le déboisement des provinces les plus fertiles de la Russie a amené les mauvaises récoltes, constatées dans ces contrées pendant ces dernières années. A côté d'autres faits, ils signalent que dans le courant de l'année cinq petites rivières et six lacs disparurent dans le district de Stawropol, quatre rivières et quatre lacs dans le district de Busuluk, six petites rivières dans le district de

vées qu'au moyen de digues. Beaucoup de villages ont vu disparaître l'eau courante qui existait à leur proximité; les sources se trouvent souvent à une profondeur de 45 à 60 mètres. Le sol est dur et crevassé. La disparition des forêts dessécha les sources, et fit diminuer les pluies.

L'exploitation du sol par le capital conduit également à des situations capitalistes. C'est ainsi, par exemple, qu'une partie de nos agriculteurs a, pendant des années, tiré des bénéfices effrayants de la culture de la betterave et de la fabrication du sucre. Le système d'imposition favorisait l'exportation, et même à tel point que les impôts sur la betterave ne fournissaient presque rien aux caisses de l'Etat, parce que les primes sur l'exportation du sucre équivalaient à peu près à l'impôt. La prime d'exportation, payée pour le sucre aux fabricants, était en réalité plus élevée que l'impôt qu'ils payaient pour la betterave qui avait servi à le fabriquer. Cette prime leur permettait de vendre le sucre à bon marché à l'étranger, au détriment des contribuables du pays, et de donner de l'extension à la culture de la betterave. Le bénéfice, réalisé par les fabricants de sucre grâce à ce système d'imposition, s'élevait annuellement à environ 31 millions de marcs. Des centaines de milliers d'hectares (450.030 en 1907/08), qui jusque là étaient employés à la culture des céréales ou des pommes de terre, furent transformés en terres à betteraves. La fondation de fabriques se multiplia. La conséquence inévitable fut le krach. La culture de la betterave influa fortement sur le prix du

des prix élevés, se laissaient séduire par la vente. Tandis qu'on utilisait de la sorte le sol à des spéculations industrielles, on restreignait la culture du blé et des pommes de terre aux terrains de moindre qualité. Il en résulta naturellement le besoin d'importer davantage des matières alimentaires. Les situations anormales issues du système des primes sur le sucre, qui avait acquis un caractère international, forcèrent les gouvernements et les parlements à cesser le paiement des primes, afin de pouvoir retourner à des situations plus ou moins naturelles.

Les petits paysans et même beaucoup de paysans de la classe moyenne ne peuvent, malgré tous leurs efforts, tous leurs soins et toutes leurs privations, s'assurer la place sociale à laquelle ils auraient droit comme citoyens d'un pays civilisé. Tous les efforts, déployés par l'Etat ou par la société pour prolonger la vie de cette classe, qui forme une véritable base pour la réglementation existante de l'Etat et de la société, ne sont que des palliatifs. Les impôts sur les produits du sol font plus de mal que de bien aux cultivateurs. La plupart ne produisent pas assez pour pourvoir à leurs besoins; ils doivent acheter une partie de leurs vivres et, à cet effet, chercher les ressources dans un travail industriel ou autre. Une grande partie de nos petits paysans mettent plus d'intérêt dans une situation favorable de l'industrie ou du transport, que de l'agriculture; car c'est dans l'industrie ou dans le transport que leurs enfants trouvent l'existence que l'agriculture leur refuse.

la situation de ceux qui n'ont que peu ou point à vendre, mais beaucoup et souvent à acheter. Au moins 80 °/₀ des exploitations agricoles se trouvent dans cette situation.

Mais, quelle que soit la manière dont le propriétaire travaille son sol, c'est son affaire dans le siècle de la propriété privée. Il cultive ce qui lui semble le plus avantageux. Que lui importent la collectivité et le bien-être de celle-ci? Il a d'abord à s'occuper de soi-même, donc : liberté.

L'industriel le fait aussi. Il fabrique des images obscènes, des livres immoraux, utilise des usines entières à la falsification des denrées alimentaires. Tous ces agissements sont nuisibles à la société; ils détruisent la morale, multiplient la corruption. Mais ils rapportent de l'argent, plus d'argent que les images morales, les livres de science, le commerce honnête de denrées non falsifiées. L'industriel avide de profits n'a à veiller qu'à une chose, c'est que l'œil, d'ailleurs point trop perçant, de la police ne le découvre pas, et il peut tranquillement mener son honteux commerce avec la certitude d'être estimé, et considéré avec le plus grand respect par la société, en raison de l'argent qu'il y gagne.

Rien ne montre mieux le caractère de notre siècle d'argent, que la Bourse et ses menées. Produits de la terre et de l'industrie, marchandises, circonstances atmosphériques ou politiques, disette ou abondance, misère des masses et catastrophes, dettes publiques, inventions et découvertes, santé, maladie et mort de personnalités influentes, guerres et bruits de guerre, sont inventés dans ce seul but, tout

tromperie réciproques. Les matadores du capital s'emparent là de l'influence la plus exclusive sur les conditions de la société entière, et, favorisés par leurs puissants moyens et par leurs relations, ils accumulent les richesses les plus colossales. Ministres et gouvernements deviennent des poupées entre les mains de ces gens, qui les forcent d'agir suivant la manière dont ils tirent les ficelles derrière la coulisse. Ce n'est pas l'État qui tient la Bourse, c'est la Bourse qui tient l'État entre les mains. Malgré lui le ministre est obligé d'engraisser «l'arbre vénéneux» et de lui fournir de nouvelles forces vitales, alors qu'il aimerait bien mieux l'arracher du sol.

Tous ces faits, qui se produisent chaque jour plus nombreux parce que le mal grandit sans cesse, crient vengeance et exigent un remède prompt et radical. Mais la société reste déconcertée devant ces calamités; ainsi qu'un cheval de manège, elle tourne perpétuellement dans le même cercle, indécise, désespérée, image frappante de la détresse et de la stupidité. Ceux qui voudraient lui venir en aide sont encore trop faibles: ceux qui le pourraient ne le veulent pas. Ils se reposent sur leur force et pensent tout au plus comme madame de Pompadour : « Après nous le déluge! » Mais si le déluge venait encore de leur vivant?

La socialisation de la société

La révolution sociale

I. *La transformation de la société*

Le flot monte toujours, il mine les fondations d
l'édifice social et de l'État. Tout le monde sent qu
les murs sont ébranlés, que le salut est dans une aid
forte et efficace. Mais ceci exige de grands sacrifice
de la part des classes régnantes. Ici nous nous trou
vons devant un obstacle insurmontable. Toute pro
position, dont la réalisation doit diminuer les priv
lèges ou les prérogatives des classes dirigeantes, es
combattue avec acharnement et caractérisée comm
ayant pour but de renverser l'État et la société. L
société malade ne pourra cependant être guérie, san
que les privilèges et les prérogatives des classes diri
geantes soient menacés et même supprimés.

« La lutte pour l'émancipation des classe
ouvrières n'est pas une lutte pour l'obtention d
privilèges et de prérogatives; c'est une lutte pou
les mêmes droits et les mêmes devoirs, et pour l
suppression de tous les privilèges. » Cet articl
du programme socialiste indique clairement que le
demi-mesures et les petites victoires ne procurent pa
de résultats définitifs.

du droit à l'existence qu'elles possèdent, et qu'elles possèderont dans l'avenir. Il est donc très compréhensible qu'elles écartent toute proposition qui semble douter de ce droit, qu'elles la combattent avec acharnement. Même des propositions et des lois qui ne changent rien aux bases de la société existante, les mettent hors d'elles-mêmes dès que leur coffre-fort est menacé, ou semble l'être. Dans les parlements l'on noircit de discours des montagnes de papier, et les montagnes accouchent alors d'une minuscule souris. Les exigences ouvrières les mieux fondées sont accueillies avec résistance, comme si des concessions sur ce chapitre menaçaient la société. Et si, après des escarmouches interminables, quelques concessions sont faites, ceux qui s'y décident se tiennent comme s'ils avaient sacrifié une grande partie de leur fortune. Ils montrent la même résistance irréfléchie, quand il s'agit de reconnaître aux opprimés les mêmes droits, comme par exemple en matière de conventions ouvrières.

Cette résistance démontre encore une fois la vérité de ce fait, qu'aucune classe régnante ne se laissera convaincre par des démonstrations, lorsque la force des circonstances ne l'oblige pas à plus de perspicacité et à des concessions. Mais la force des circonstances gît surtout dans la plus grande mesure de conscience, résultant chez les opprimés du développement de nos situations sociales. Les oppositions de classe deviennent de plus en plus nettes, claires et visibles. Les classes opprimées et exploitées reconnaissent de plus en plus que l'état de choses actuel

pare de cercles toujours plus larges, s'accaparera de la plus grande majorité de la société, qui a l'intérêt le plus grand et le plus direct à cette révolution. En même temps que la conscience de la masse augmente, que la nécessité d'une transformation radicale s'affirme, la force de résistance des classes régnantes diminue, car elle repose entièrement sur l'inconscience et l'ignorance des classes opprimées et exploitées. Cette action réciproque est évidente; tout ce qui la favorise doit être bienvenu. Le progrès du gros capitalisme d'un côté, est compensé par la conscience toujours plus grande de la contradiction de l'organisation sociale existante avec le bien-être de la plus grande majorité du peuple. Si la décomposition et la suppression des contradictions sociales demandent beaucoup de peines et de sacrifices, la solution se dégagera dès que ces contradictions atteindront leur apogée, chose qui ne tardera guère.

Quelles mesures conviendra-t-il d'appliquer dans les diverses phases de cette évolution? C'est ce que l'on verra quand les situations seront mûres. En discuter aujourd'hui est inutile. Le gouvernement, le ministre le plus puissant est obligé de se plier aux circonstances et ne sait pas ce que l'année prochaine l'obligera de faire. Cela s'applique également aux mesures qui sont influencées par des circonstances, dont l'apparition se dérobe à toute prévision ou à tout calcul. Demander quels seront les moyens employés, c'est demander quelle tactique sera suivie dans un camp. Mais la tactique se règle d'après les adversaires et les moyens à la disposition des deux

circonstances qui justifiaient son emploi, se sont modifiées. Même avec le but devant les yeux, les moyens pour l'atteindre dépendent du temps et des circonstances. Seulement, il importe qu'on se serve des plus actifs, des plus énergiques. Donc quand nous voulons régler les conditions d'existence de la société future, nous ne pouvons le faire que par voie de supposition ; nous devons partir de données que nous considérons comme exactes.

Partant de ce point de vue, nous supposons donc qu'à un moment donné les maux dépeints seront tellement poussés à l'extrême, que leur existence deviendra non seulement sensible et visible, mais encore insupportable à la majorité de la population, qu'un désir général et irrésistible d'une transformation fondamentale s'emparera de la société entière, et lui fera apparaître le remède le plus prompt comme étant le plus efficace.

Tous les maux sociaux, sans exception, ont leur source dans l'ordre social des choses, lequel repose aujourd'hui, comme je l'ai démontré, sur le capitalisme, sur la production capitaliste, d'après laquelle le capital est le propriétaire de tous les moyens de production : sol, machines, outils, moyen de communication et de nutrition. C'est ainsi que se pratique l'exclusion et l'oppression de la grande majorité du peuple, accompagnées d'une incertitude de l'existence toujours plus grande, de l'oppression et du dénigrement des classes exploitées. Le remède le plus énergique serait par conséquent de transformer cette propriété individuelle en propriété sociale (propriété collective). La production devien-

grande de production sociale, maintenant source de misères et d'oppression des classes exploitées deviendraient les sources du plus grand bien-être du développement harmonique de tous.

2. *L'expropriation des expropriateurs*

L'expropriation de tous les moyens de production une fois menée à bonne fin, crée à la société ses bases nouvelles. Les conditions de la vie et du travail pour les deux sexes dans l'industrie, l'agriculture et le commerce, dans l'éducation, le mariage la vie scientifique, artistique et de société, bref l'existence humaine entière, deviennent alors tout autres. L'organisation gouvernementale perd peu à peu son terrain propre. L'Etat disparaît; il travaille à sa propre ruine.

Dans la première partie de cet ouvrage nous avons démontré pourquoi l'Etat devait naître. Il est le produit d'un développement social, né d'une société primitive, basée sur le communisme, société qui disparut petit à petit, au fur et à mesure que la propriété privée se développa. La naissance de la propriété privée amène les intérêts contradictoires dans la société. L'on constate des oppositions de classe et de classes; elles conduisent inévitablement à la lutte des classes entre les différents groupes d'intérêts, qui menacent l'existence de la nouvelle réglementation sociale. Mais pour pouvoir opprimer les adversaires de la nouvelle réglementation, et protéger les propriétaires menacés, il est indispensable de disposer d'une organisation qui repousse

taires par des lois, il devient juge et vengeur envers ceux qui attaquent la réglementation basée sur la législation. Les intérêts de la classe-propriétaire régnante et de l'Etat sont donc conservatifs, de par la nature des choses même. L'organisation de l'Etat ne se modifie que lorsque l'intérêt de la propriété l'exige. Si l'Etat est l'organisation nécessaire d'une réglementation sociale qui repose sur la domination d'une classe, il perd sa raison d'existence dès que les oppositions de classe disparaissent avec la propriété privée. L'Etat cesse avec la suiétion de même que la religion prend fin lorsque la foi en des êtres surnaturels ou en des forces abstraites douées de raison disparaît. Les mots doivent avoir une signification ; qu'ils la perdent, et ils cessent d'exprimer des sentiments.

« Oui » objectera peut-être quelque lecteur imbu d'idées capitalistes, et déconcerté, « oui, tout cela est bel et bien, mais à quel titre la société veut-elle donc accomplir toutes ces transformations ? » Au même titre qu'il en a toujours été lorsqu'il s'est agi de modifications et de réformes : le bien général. La source du droit n'est pas l'Etat, c'est la société ; l'Etat n'est que le serviteur auquel incombe la mission d'administrer et de distribuer le droit. La société n'a jamais été jusqu'ici qu'une faible minorité ; mais celle-ci a toujours agi au nom de toute la société, au nom du peuple, en se faisant passer pour la société, de même que Louis XIV se donnait pour l'Etat en disant : « L'Etat c'est moi ! » Quand nos journaux disent : « La saison commence, la société

mille individus des classes supérieures, qui représentent la « société » de même qu'ils représentent « l'Etat ». La masse c'est la plèbe, la canaille, la vile multitude, le « peuple » en un mot. C'est en raison du même fait aussi que tout ce qui, dans l'histoire, a été entrepris par l'Etat et par la société, en vue du bien général, a constamment tourné au plus grand bien des classes dirigeantes, et c'est dans l'intérêt de celles-ci que les lois ont été faites et appliquées. « *Salus reipublicæ suprema lex esto* » (le bien-être de la république est la loi suprême) est une maxime bien connue du droit de l'ancienne Rome. Mais qui représentait la République romaine ? Les peuples asservis ? Les millions d'esclaves ? Non ! C'était le petit nombre, tout à fait disproportionné, des citoyens romains, et, en première ligne, la noblesse romaine qui se faisait nourrir par ceux qu'elle tenait sous le joug.

Quand la noblesse et les princes du Moyen-âge volaient le bien de la collectivité, ils le faisaient « de par la loi » dans l'intérêt du bien général. » L'histoire du Moyen-Age et des Temps modernes nous apprend à chaque page comment on se conduisait à l'égard de la propriété commune, ou de la propriété des paysans sans secours. L'histoire agraire de tous les états civilisés de l'Europe de ces temps, est une histoire ininterrompue de vol de propriétés communes ou de propriétés de paysans par la noblesse ou par le clergé. Quand la Révolution française expropria les biens de la noblesse et du clergé, elle le fit au nom du « bien général », et sept millions de

reprises sous séquestre les propriétés de l'Eglise, et l'Italie les confisqua complètement aux applaudissements des plus zélés défenseurs de la « propriété sacrée. » La noblesse anglaise a volé pendant des siècles le bien de peuple anglais et du peuple irlandais, et de 1804 à 1831, elle se fit donner légalement en propriété individuelle, dans l'intérêt du « bien général », pas moins de 3,511,710 acres de terres communales. Et quand, lors de la grande guerre esclavagiste de l'Amérique du Nord, on donna la liberté à des millions d'esclaves qui étaient bien la propriété acquise de leurs maîtres, sans indemniser ceux-ci, cela se fit encore « au nom du bien général ». Tout notre grand progrès bourgeois est une suite non interrompue d'expropriations et de confiscations ; le fabricant absorbe l'ouvrier, le grand propriétaire le cultivateur, le grand négociant le petit marchand et enfin le capitaliste un autre capitaliste, c'est-à-dire le plus fort le plus faible. Et si nous écoutons notre bourgeoisie, tout cela arrive pour le mieux du « bien général », dans « l'intérêt de la société ».

Les Napoléon, au 18 Brumaire et au 2 Décembre, ont « sauvé » la « société », et la « société » applaudit. Lorsque, dans un avenir prochain, la société se sauvera elle-même, elle accomplira son premier acte sensé, car elle ne travaillera pas dans le but d'opprimer les uns au profit des autres, mais pour donner à tous l'égalité dans les conditions de la vie, pour rendre possible à chacun une existence vraiment digne de l'être humain. C'est la mesure la plus moralement pure et la plus grandiose que la société

ce grand procès d'expropriation sociale s'accomplira. Qui peut dire quelles seront alors les situations.

Rodbertus dit dans sa quatrième lettre sociale à V. Kirchmann, intitulée « Le Capital » : « La disparition de toutes les grandes propriétés foncières n'est pas une utopie ; elle est très possible au point de vue économique et national. Elle constituerait incontestablement l'aide la plus efficace pour la société, qui souffre de l'augmentation de la rente foncière et de la rente du capital. C'est aussi l'unique forme de suppression de la propriété foncière ou capitaliste, qui n'entraverait pas le commerce et le progrès de la richesse nationale. » Que disent nos agrariens de ces idées d'un de leurs anciens partisans?

Si nous considérons maintenant quel aspect l'application de cette mesure fera prendre aux choses, dans les différents domaines de l'activité humaine, il est de toute évidence qu'il ne saurait être question de poser des limites nettement définies. Personne ne peut entrevoir aujourd'hui comment les générations à venir trouveront leurs situations, ni de quelle façon elles pourront satisfaire d'une façon complète à tous leurs besoins. La société, comme la nature, est constamment en mouvement; les uns vont, les autres viennent; ce qui est vieux et ce qui périt est remplacé par du nouveau, ayant plus de vitalité. Il se fait une infinité d'inventions, de découvertes, de perfectionnements des genres les plus divers, qui commencent à fonctionner et qui, suivant leur importance, révolutionnent et bouleversent les conditions de la vie humaine et la

sition ressort du passé lui-même, et dont on peut jusqu'à un certain point entrevoir l'application. Si la société, loin d'être comme jusqu'à présent un être automatique, se laissant mener et diriger par des individus, encore qu'elle le parût si fréquemment, — « on croit faire aller les autres et ce sont eux qui vous font aller » — était au contraire un organisme dont le développement s'est fait suivant des lois immanentes et précises, toute direction, tout gouvernement dépendant de la volonté d'un seul doit être, tout d'abord, complètement supprimé dans l'avenir. La société a pénétré le secret de sa propre existence, elle a découvert les lois de son évolution; elle les applique dès lors en connaissanee de cause à son développement.

Lois fondamentales de la société socialiste.

1. *Mise au travail de tous ceux qui peuvent travailler.*

La société, une fois en possession de tous les moyens de production, la loi fondamentale de la société socialisée est que l'égalité dans le travail doit s'imposer à tous, sans distinction de sexe. La société ne peut exister sans le travail. Elle a donc aussi le droit d'exiger que celui qui veut satisfaire ses besoins, coopère dans la mesure de ses facultés corporelles ou intellectuelles à la réalisation de situations, qui procurent le bien-être à tous. L'allégation de certains de nos adversaires malveillants, qui prétendent que les socialistes ne veulent pas travailler, est un non-sens. Les paresseux n'existent

être du travail utile et productif. La société nouvelle demande donc que chacun prenne une fonction donnée, industrielle, professionnelle ou agricole qui lui permette d'aider à créer la quantité de produits nécessaires à la satisfaction des besoins courants. Pas de jouissance sans travail, pas de travail sans jouissance.

Mais dès que tous sont astreints au travail, tous ont aussi le même intérêt à réaliser dans celui-ci trois conditions : d'abord qu'il soit modéré, ne surmène personne et ne soit pas de trop longue durée ; ensuite qu'il soit aussi agréable et aussi varié que possible, et enfin qu'il soit rémunérateur autant qu'il se pourra, car de là dépend surtout la mesure du bien-être.

Ces trois conditions dépendent du genre et de la quantité des forces productives disponibles, et des exigences de la société pour leur façon de vivre. La société socialiste ne se forme pas dans le but de vivre à la façon des prolétaires, mais pour débarrasser la majeure partie des êtres humains de la vie prolétarienne, et pour rendre accessible à chacun la plus grande mesure possible des agréments de l'existence. La question est de savoir quelle est la moyenne de ces exigences.

Pour établir ce point, il est nécessaire d'instituer une administration qui embrasse tout le champ d'action de la société. Nos communes constituent sous ce rapport une base pratique, et là où les communes sont si étendues qu'il devient difficile d'en embrasser tous les détails, on les divisera en quartiers. Tous les habitants de la commune ayant

personnes de confiance qui ont à diriger l'administration. A la tête de toutes les administrations locales se trouve l'administration centrale qui, bien entendu, n'est pas un gouvernement prépondérant. Cette administration doit elle être nommée directement par le suffrage universel, ou par les administrations communales? Les questions de ce genre n'auront pas, dans l'avenir, l'importance qu'elles ont aujourd'hui, car il ne s'agit pas d'occuper des fonctions qui rapportent des honneurs spéciaux, un grand pouvoir et des revenus élevés, mais seulement des postes de confiance, pour lesquels on choisit les plus capables, hommes ou femmes, que l'on réélit ou que l'on remplace suivant les volontés et les votes des électeurs. Ces postes ne peuvent être occupés par chacun que pendant un temps donné. Leurs titulaires ne peuvent donc avoir un caractère spécial d'employés, car il manque au poste qu'ils occupent la qualité de fonction durable et la possibilité de l'avancement. En général il n'existe pas d'ordre hiérarchique. Il est également indifférent de savoir si, entre les deux administrations centrale et locale, il doit s'établir des degrés intermédiaires tels que les administrations provinciales, par exemple. Si on les tient pour nécessaires, on les établira; si elles sont inutiles, on les laissera de côté. Les nécessités pratiques en décideront. Les progrès réalisés dans la marche en avant auront-ils rendu superflues de vieilles organisations, on supprimera celles-ci sans tambour ni trompette et sans grand débat, puisqu'il n'y aura aucun intérêt personnel en jeu, et on en créera de nouvelles avec une égale facilité. Ce

celui d'aujourd'hui. Que de polémiques dans les journaux, que de luttes oratoires dans nos parlements, que de dossiers amassés dans nos chancelleries pour la moindre réforme administrative!

L'essentiel est alors d'établir le chiffre et l'espèce des forces disponibles, le chiffre et l'espèce des moyens de production, des fabriques, des ateliers, des terres, etc... et leur capacité de rendement antérieure; puis de calculer les approvisionnements et les besoins dans les divers genres d'objets de consommation, d'après les besoins moyens de la population. Tout comme actuellement l'Etat et les différentes administrations communes établissent leur budget annuel, la société entière établira son budget dans l'avenir. Pour cette question la statistique joue le rôle essentiel; elle devient la plus importante des sciences auxiliaires, parce qu'elle fournit la mesure de toute activité sociale.

La statistique est, dès à présent, largement appliquée à des buts analogues. Les budgets des pays, des communes, sont basés sur un grand nombre de constatations statistiques, annuellement relevées dans chacune des branches de l'administration. Une plus longue expérience et une certaine stabilité dans les besoins courants, en rendront l'établissement plus facile. C'est ainsi que tout directeur d'une grande fabrique, tout commerçant est en mesure, dans des circonstances normales, de déterminer exactement quels sont ses besoins pour le trimestre à venir, et de quelle façon il doit régler sa production et ses achats. S'il ne se produit pas de changements d'un caractère excessif, il peut faire face aux uns et aux autres, faci-

séquence d'une production aveugle et anarchiste — c'est à dire qu'elles sont dues à ce que l'on ne connaît ni les approvisionnements, ni le débit, ni les besoins dans les différents articles sur le marché du monde — a, comme nous l'avons montré, conduit depuis des années, les gros industriels des branches les plus diverses à s'unir en cartels et en trusts, partiellement pour déterminer leurs prix, partiellement pour régler la production en se basant sur l'expérience acquise et sur les commandes des périodes précédentes. D'après la puissance de production et le débit probable dans chaque industrie, l'on détermine la production de chaque entreprise séparée pendant les premiers mois à venir. Toute infraction est punie d'une peine conventionnelle élevée, et d'exclusion de la société. Les patrons ne passent pas ces traités à l'avantage, mais au détriment du public et dans leur propre intérêt. Leur but est d'utiliser la coalition pour se procurer les plus grands avantages. En réglant la production, ils veulent faire payer des prix qui ne seraient pas atteints par la concurrence mutuelle des entrepreneurs. C'est ainsi que l'on s'enrichit aux dépens des consommateurs qui sont obligés de solder le prix exigé pour le produit dont ils ont besoin. Par la réglementation de la production, une partie des employés et des ouvriers sont licenciés et viennent supplanter leurs frères. D'autre part, la force sociale des cartels est si grande, que les organisations ouvrières ne peuvent s'y opposer que très rarement. Les entrepreneurs atteignent donc un double but :

opposée à celle qui se réalisera dans la société socialiste. Aujourd'hui c'est l'intérêt des entrepreneurs qui prédomine; dans l'avenir ce sera l'intérêt de la généralité qui sera la chose capitale. Mais dans la société bourgeoise même le cartel le mieux réglé ne peut tenir compte de tous les facteurs ni les prévoir; la concurrence et la spéculation persistent malgré les cartels, et c'est ainsi que parfois se révèle de façon inattendue que le calcul est boiteux; la construction élevée avec le plus d'artifices s'écroule.

Tout comme la grande industrie, le commerce possède actuellement ses statistiques complètes. Chaque semaine les grands marchés et les ports fournissent le tableau de leurs approvisionnements en pétrole, café, coton, sucre, céréales, etc...; ces statistiques, il est vrai, sont en grande partie inexactes, parce que les détenteurs des denrées ont souvent un intérêt personnel à ne pas laisser connaître la vérité. Mais en général elles touchent assez juste, et donnent à l'intéressé une idée de la façon dont se comportera le marché dans le laps de temps le plus proche. Seulement, ici la spéculation fait également sentir ses chiffres; elle trompe tous les calculs, les renverse et parfois rend toute affaire commerciale impossible. Comme dans la société bourgeoise, la réglementation générale de la production est impossible en présence des milliers de producteurs avec leurs intérêts contradictoires; il est impossible de régler la division des produits par le caractère spéculatif du commerce, le grand nombre des commerçants et la contradiction de leurs intérêts. Ce qui

les statistiques des récoltes, publiées annuellement par les différents gouvernements. Elles permettent de calculer le produit moyen de la récolte, jusqu'à quel point les propres besoins seront satisfaits et quels seront les prix probables.

Mais puisque dans une société socialiste les conditions d'existence seront parfaitement réglées, toute la société sera solidaire. Tout marchera suivant un plan et un ordre déterminés, et il sera bien facile de dresser une échelle des divers besoins. Pour peu que quelque expérience soit acquise, l'ensemble ira comme en jouant. Si, par exemple, la statistique des besoins aura établi les nécessités en produits de la boulangerie, de la boucherie, de la cordonnerie, etc. et que l'on connaîtra la capacité productrice des installations, des productions, on pourra établir la moyenne du temps qu'il faut consacrer chaque jour au travail pour satisfaire aux besoins de la société. L'on saura donc si certains articles sont nécessaires ou superflus, si certaines installations peuvent-être utilisées à autre chose.

Chaque individu détermine lui-même l'occupation à laquelle il veut s'adonner ; le grand nombre des diverses branches de travail permet de tenir compte des vœux les plus différents. Se présente-t-il un excédent de bras dans une branche, un déficit dans une autre, c'est à l'administration qu'il appartient de prendre des arrangements pour rétablir l'équilibre. L'organisation de la production, donnera aux différentes forces la possibilité d'être utilisées à l'endroit convenable ; telles seront les besognes principales des fonctionnaires élus. A mesure que toutes

corps de métier et ses ramifications élisent leurs ordonnateurs, à qui incombe la direction. Ce ne sont pas des tyrans, comme la plupart des inspecteurs et des conducteurs de travaux d'aujourd'hui, mais de simples compagnons qui exercent la fonction administrative dont on les charge au lieu de remplir une fonction productrice. Il n'est donc pas dit que, par suite des perfectionnements de l'organisation et de l'élévation du degré d'instruction de tous les membres de la société, ces fonctions ne deviendront pas simplement alternatives, et que tous les membres de la communauté ne les exerceront pas, sans distinction de sexe, à tour de rôle et à des intervalles déterminés.

2. — *Harmonie des intérêts*

Le travail organisé de la sorte, sur les bases d'une pleine liberté et de l'égalité la plus démocratique, chacun se portant garant de tous et tous de chacun, où règne donc une solidarité complète, animera les cœurs d'un joyeux amour du travail, et fera naître une émulation comme on ne saurait en trouver une semblable dans le système de production actuel. Cet esprit aura égalemet sa répercussion sur la productivité du travail.

En outre, chaque individu et la collectivité elle-même, dès que chacun travaille pour tous et réciproquement, ont intérêt à ce que tout soit livré, non seulement le mieux et le plus fini, mais encore le plus rapidement possible, soit pour économiser les heures de travail, soit pour gagner le temps néces-

engage chacun à songer au perfectionnement, à la simplification, à l'accélération des procédés du travail. L'ambition de faire des inventions, des découvertes, sera excitée au plus haut degré, et ce sera à qui dépassera l'autre en propositions et en idées nouvelles (1).

Il se produit donc exactement le contraire de ce que les ennemis de la société prétendent. Combien d'inventeurs le monde bourgeois a-t-il laissés aller à leur ruine? Combien d'autres a-t-il exploités pour les laisser de côté ensuite? Si le talent et l'intelligence devaient tenir la tête dans le monde bourgeois, la plupart des patrons auraient à céder la place à leurs ouvriers, contremaîtres, techniciens, ingénieurs, etc. Ce sont eux, quatre vingt dix-neuf fois sur cent, qui ont fait les inventions et les découvertes, créé les perfectionnements que l'homme au gros sac d'écus a ensuite exploités. Combien d'inventeurs se sont perdus, faute d'avoir trouvé l'homme qui leur eût donné les moyens d'application; combien d'autres encore ont été ou seront étouffés en germe, sous le poids de la misère sociale et de la lutte pour le pain quotidien. Ce ne sont pas les gens à l'esprit lucide et pénétrant, mais ceux qui

---

(1) La puissance de l'émulation qui excite aux plus grands efforts pour éveiller la louange et l'admiration d'autrui, se montre, par l'expérience, utile partout où des hommes rivalisent publiquement, même lorsqu'il ne s'agit que de choses frivoles ou desquelles le public ne tire aucune utilité. Mais une lutte de rivalité à qui pourra faire le plus pour le bien général, est un genre de concurrence que les socialistes ne rejettent pas. (J. Stuart Mill, *Economie politique.*) Toute société, toute union de personnes qui ont un même but et les même aspirations, fou

ont de gros moyens qui sont les maîtres du monde, ce qui ne veut pas dire que l'intelligence et la bourse ne peuvent se trouver réunies chez une seule personne.

D'autre part, chacun peut voir dans la pratique de la vie avec quelle méfiance le travailleur accueille aujourd'hui l'introduction de tout perfectionnement, l'adoption de toute invention nouvelle. Il a pleinement raison. Ce n'est pas lui qui, en règle générale, en a l'avantage : c'est son patron ; il a tout lieu de craindre que la machine nouvelle, que le perfectionnement introduit ne le jette sur le pavé comme superflu. Au lieu de donner une adhésion joyeuse à une invention qui fait honneur à l'humanité et qui doit produire des avantages, il ne lui monte aux lèvres que malédiction et blasphème. Combien d'améliorations, trouvées par des ouvriers au procès de production, n'ont pas été révélées ! Le travailleur les cache parce qu'il craint d'y trouver désavantage au lieu de profit. C'est là le résultat naturel de l'antagonisme des intérêts. (1)

---

(1) Von Thünen s'exprime de même dans son ouvrage *Der isolirte Staat* : «C'est dans l'antagonisme des intérêts qu'il faut chercher la raison pour laquelle prolétaires et propriétaires se tiennent désormais hostiles les uns en face des autres et resteront irréconciliés aussi longtemps que cet antagonisme n'aura pas disparu. Et ce n'est pas seulement le bien-être du patron, mais aussi, graduellement, le revenu national qui pourra grandir dans une large mesure, grâce à des découvertes dans le domaine industriel, à la construction de routes et de chemins de fer, à la conclusion de nouveaux traités de commerce. Mais, dans notre organisation sociale actuelle cela ne touche en rien l'ouvrier ; sa situation reste ce qu'elle était, et toute l'augmentation de revenu échoit aux capitalistes, aux entrepreneurs, aux gros propriétaires fonciers. » Cette dernière phrase n'est-elle pas, presque mot par mot, la reproduction du discours de Gladstone au Parlement anglais, où il déclarait en 1864 que "l'augmentation vertigineuse de revenus et de puissance, subie par l'Angleterre dans les vingt dernières

Cet état de choses disparaîtra entièrement dans la société socialiste. Chacun y déploie ses facultés pour en tirer des profits personnels, mais en même temps il en fait profiter la collectivité. Actuellement, l'égoïsme personnel et le bien général sont deux contradictions qui s'excluent l'une l'autre; dans la société nouvelle, ces contradictions disparaissent; la satisfaction de l'égoïsme individuel et le bien général sont en harmonie et identiques. (1) La puissante action d'un pareil état normal est évidente. Le rendement du travail grandira considérablement, puisque les centaines de milliers, les millions de petites exploitations disparaissent, qui produisent avec des outils insuffisants. Nous avons déjà montré comment l'industrie allemande est divisée en un nombre incroyablement grand de petites exploitations, d'exploitations moyennes et de grandes exploitations. La concentration des petites et des moyennes exploitations en grandes exploitations, armées de tous les avantages de la technique moderne, réaliserait une économie énorme en force, en temps, en matériaux (lumière, chauffage, etc.) et en place. Un exemple, fourni par le recensement industriel de 1890 pour l'Etat de Massachusetts, nous fera sentir la diffé-

---

deux classes, en riches et en pauvres. Les premiers aiment leur fortune et ne tiennent pas à défendre l'Etat ; les autres ne peuvent aimer leur patrie, ... elle ne les gratifie que de misère. Mais dans un ordre social basé sur la communauté des biens, chacun aime sa patrie parce que chacun reçoit d'elle la vie et le bonheur.„

(1) J. S. Mill, pesant les avantages et les inconvénients du communisme dans son *Economie politique*, s'exprime ainsi : " Il ne peut se trouver de terrain plus propice qu'une association communiste au développement de cette idée que l'intérêt public est aussi l'intérêt particulier. Toute l'émulation, toute l'activité

rence qui existe entre les exploitations petites et moyennes et la grande exploitation. Les exploitations de dix branches industrielles principales furent divisées en trois catégories : La première catégorie comprenait ceux qui produisaient pour une valeur inférieure à 40,000 dollars ; la classe moyenne était celle produisant de 40,000 à 150,000 dollars, la classe supérieure produisait au delà de 150,000 dollars. Le résultat fut le suivant :

	Nombre d'exploitations	% du nombre total d'exploitations	Production de chaque classe (en dollars)	% de la production totale
Classe inférieure	2042	55.2	51.660.617	9.4
» moyenne	968	26.2	106.868.635	19 5
» supérieure	686	18.6	390.817.300	71.1
	3696	100.0	549.346.552	100.0

Le nombre des petites exploitations, quoique dépassant de beaucoup le nombre des exploitations moyennes et grandes, n'atteignit donc que 9.4 % de la production totale ; la grande production 2 1/2 fois autant que les deux autres productions ensemble. Mais la grosse production pourrait se faire de façon beaucoup plus rationnelle qu'actuellement. Une production totale, se réalisant dans la forme la plus parfaite et la plus développée au point de vue technique, pourrait satisfaire des besoins beaucoup plus considérables.

Dans son ouvrage : *Les lois du développement social*, le professeur Th. Hertzka a fait un calcul intéressant de l'économie de temps, réalisée par une production rationnelle. Il calcula ce que, dans l'état

d'âmes) exigeait en forces ouvrières et en temps. A cet effet, Hertzka prit d'abord des renseignements au sujet de la puissance productrice dans les divers domaines; puis il fit ses calculs. La culture de 10 1/2 millions d'hectares de terres labourables et de 3 millions d'hectares de prairies, fournissant les produits agricoles et la viande nécessaires à cette population, fut comprise dans les calculs. Hertzka y comprit également la construction d'habitations sur la base suivante: chaque famille dispose de sa propre maison de 150 mètres carrés avec 5 appartements, maison construite pour un terme de cinquante ans. Il trouva ainsi que l'agriculture, la construction des maisons, la production de la farine et du sucre, l'industrie charbonnière et du fer, la construction des machines, l'industrie des vêtements et l'industrie chimique n'exigent que 615.000 forces ouvrières, travaillant pendant une durée quotidienne moyenne de travail toute l'année. Mais ces 615.000 forces ne constituent que les 12.3 % de la population autrichienne qui pourrait être mise au travail, lorsque toute la population, aussi bien femmes qu'hommes, âgée de moins de 16 ans et de plus de 50 ans ne participe pas à la production. Si les cinq millions d'hommes étaient mis au travail comme les 615.000, chacun ne devrait travailler que pendant 36.9 jours ou 6 semaines par année, pour produire les besoins indispensables à 22.000.000 d'êtres humains.

En prenant 300 journées de travail au lieu de 37, et en admettant qu'actuellement la journée de travail moyenne est de 11 heures, cette nouvelle organisa-

Hertzka fait également entrer dans ses calculs les besoins luxueux des classes supérieures ; il trouve que ces besoins réclameraient à leur tour 315,000 ouvriers. En tout, les besoins de l'Autriche réclament environ un million d'ouvriers, c'est-à-dire 20% de la population masculine — déduction faite des personnes de moins de 16 et de plus de 50 ans — travaillant pendant 60 jours. Si tous ces ouvriers coopéraient à la production, une journée de travail de 2 1/2 heures suffirait. (1)

Ces calculs n'étonneront aucun de ceux qui connaissent les situations. Admettons que ce travail modéré pourrait être fait également par les hommes âgés de plus de 50 ans, à l'exclusion des malades et des invalides, que la jeunesse de moins de 16 ans pourrait en partie coopérer au travail, au même titre que les femmes, pour autant que le ménage, l'éducation des enfants, etc., etc., ne les réclament pas ; cette durée de travail pourrait encore être diminuée considérablement, ou bien les besoins pourraient être augmentés. Personne ne prétendra que des progrès considérables, que nous ne soupçonnons pas, ne seront pas réalisés par le procès de travail, et ces progrès amèneront de nouveaux avantages. Dans tous les cas, il resterait à tous assez de temps pour se développer dans les arts, dans les sciences, et pour se distraire.

(1) Que pense le sieur Eugène Richter de ces calculs? Dans sa « *Fausse doctrine* » il se moque de la réduction de la durée de travail que nous faisons prévoir lorsque tout le monde devra travailler et que l'organisation technique sera meilleure. Il essaie autant que possible de réduire la capacité de production de la grande industrie, et exagère l'importance de la petite industrie pour pou

3. *Organisation du travail.*

D'autre part, la république socialiste s'écarte encore, à plus d'un point de vue important, de la société individualiste bourgeoise. Le principe du « bon marché et mauvais » que la production bourgeoise honore et qu'elle doit appliquer, parce que la plupart des consommateurs ne peuvent acheter que des produits peu coûteux, disparaît de lui-même. On ne produira que ce qu'il y a de meilleur, parce que c'est d'autant plus durable.

La folie de la mode, qui favorise le gaspillage et gâte le goût, n'impose plus ses lois, ou les applique avec beaucoup moins de rigueur. On s'habillera sans doute d'une façon beaucoup plus rationnelle et élégante qu'actuellement, car les modes du dernier siècle, surtout les modes masculines, se distinguent par leur mauvais goût. Il ne faudra plus quatre modes par année, extravagance qui est en rapports étroits avec la concurrence mutuelle des femmes, avec la vanité, l'envie de briller, le besoin d'étaler ses richesses qui travaillent l'humanité actuelle. Un grand nombre de personnes vivent de ces folies de la mode et sont obligées, dans leur propre intérêt, de les propager et de les activer.

La mode dans le vêtement, en disparaissant, entraîne la mode dans la construction des maisons. Ici l'extravagance frise la folie. Des styles architecturaux qui avaient réclamé des siècles pour se développer, et prirent naissance chez les peuples les plus divers, furent mis de côté après peu d'années d'emploi. On ne se contente plus des styles européens,

peine où remiser leurs modèles et leurs échantillon
A peine ont-ils pu se familiariser avec un style,
pensent-ils pouvoir rentrer dans leurs frais, qu'u
style nouveau apparaît, qui exige de nouvea
beaucoup de temps et de grands sacrifices en argen
et réclame des forces intellectuelles et physique
Cette succession de modes et de styles reflète
mieux la nervosité de notre siècle. Personne n
prétendra que cette inconstance donne une preu
d'intelligence, et qu'elle doit être considérée comm
un signe de santé sociale.

Ici le socialisme seul apportera une grande stab
lité; il réalisera la tranquillité et le plaisir dans l
habitudes de la société, et nous délivrera de l'inqui
tude, du malaise actuels. Alors la nervosité, ce fléa
de notre siècle, disparaîtra.

Le travail deviendra toujours de plus en plu
agréable. Pour cela il faudra construire de beau
ateliers, installés d'une façon pratique, mettre
plus possible l'ouvrier à l'abri de tout dange
supprimer les odeurs désagréables, les vapeurs,
fumée, en un mot tout ce qui peut causer du malai
ou de la fatigue.

Au début la société nouvelle produira avec s
anciennes ressources et le vieil outillage dont el
aura pris possession. Mais, si perfectionnés qu'i
paraissent, ceux-ci seront insuffisants. Un gran
nombre d'ateliers, de machines, d'outils dissémin
et à tous égards insuffisants, depuis les plus prim
tifs jusqu'aux plus perfectionnés, ne seront plus e
rapport, ni avec le nombre des individus qui dema
deront du travail, ni avec ce qu'ils exigeront d'agr

c'est la création d'un grand nombre d'ateliers vastes, bien éclairés, bien aérés, installés de la façon la plus parfaite, et bien décorés. L'art, la science, l'imagination, l'habileté manuelle trouveront ainsi un vaste champ ouvert à leur activité. Tous les métiers qui ont trait à la construction des machines, à la fabrication des outils, à l'architecture, tous ceux qui touchent à l'aménagement intérieur pourront se donner librement carrière. On mettra en application tout ce que l'esprit d'invention de l'homme a pu trouver de plus commode et de plus agréable au point de vue du bâtiment, de la ventilation, de l'éclairage et du chauffage, de l'installation technique, de l'outillage, de la propreté. La concentration convenable de tous les ateliers sur des points déterminés, aura pour résultat d'économiser la force motrice, le chauffage, l'éclairage, le temps, et de rendre le travail et l'existence agréables.

Les logements seront séparés des ateliers et débarrassés de tous les inconvénients du travail industriel et professionnel. Ces inconvénients seront du reste réduits à leur minimum ou disparaîtront même d'une façon complète, grâce à des dispositions pratiques et à des mesures de tout genre. Dès à présent la science a les moyens de mettre les professions les plus dangereuses, celle du mineur par exemple, à l'abri de tout danger. La société bourgeoise ne les applique pas parce qu'ils exigent de grands frais, et qu'aucune obligation n'impose de faire plus pour la protection de l'ouvrier que ce qui est absolument indispensable. Les inconvénients,

un éclairage électrique, par une diminution considérable des heures de travail, en changeant fréquemment les équipes, etc. Il ne faut pas une perspicacité plus grande pour trouver les moyens de protection qui suppriment les accidents aux échafaudages, tout en rendant le travail plus agréable. Des abris convenables contre le soleil ou contre la pluie peuvent être aménagés, même sur les constructions les plus élevées. Une société, comme la société socialiste, qui dispose de forces ouvrières en nombre suffisant, réalisera facilement l'échange de ces forces, et pourra les concentrer pour certains travaux à des heures déterminées de la journée, ou à des périodes fixes de l'année. La chimie et la technique permettent de supprimer les incommodités de la poussière, de la fumée, des mauvaises odeurs et du bruit. Actuellement ces inconvénients demeurent, parce que les entrepreneurs privés n'entendent s'imposer aucun sacrifice de ce chef. Les chantiers de l'avenir, où qu'il se trouvent, sur terre ou sous terre, différeront de ceux d'aujourd'hui comme le jour et la nuit. Mais pour l'exploitation privée telle qu'elle existe aujourd'hui, toutes ces installations sont avant tout une question d'argent; on se demande d'abord si l'affaire qu'on exploite peut supporter les frais, et s'il doit en sortir un bénéfice. Si leur adoption ne se traduit pas par une augmentation de revenus, que le travailleur périsse. Le capital n'entre pas en jeu là où il n'y a pas de profit à retirer. L'humanité n'a pas cours à la Bourse. (1)

(1) « Le capital, » dit le Quarterly Review, « évite le tumulte et le bruit, il

La question de lucre cesse de jouer un rôle dans la société socialiste; elle n'a à prendre en considération que le bien-être de ses membres. Ce qui est utile à ceux-ci, ce qui les protège, on l'adopte; ce qui leur est nuisible, on le supprime. Là où on entreprendra des travaux dangereux, il y aura toujours des volontaires en masse, et d'autant plus qu'il ne pourra jamais s'agir d'entreprises destinées à détruire la civilisation, mais au contraire à la développer.

4. *Augmentation de la productivité du travail.*

En employant en grand la force motrice, les machines et les outils les plus perfectionnés, en répartissant le travail dans ses moindres détails et en combinant avec habileté les forces productrices, le rendement atteindra un tel degré que, pour produire la quantité de choses nécessaires à l'existence on pourra réduire notablement les heures de travail. Dans la société socialiste, chacun profite des avantages qui résultent de l'élévation de la production; sa part du produit augmente et la durée fixe du temps pendant lequel la société a le droit de disposer de lui diminue.

Parmi les forces motrices qu'il y aura lieu d'utiliser, l'électricité prendra selon toute apparence la première place. Déjà la société bourgeoise est partout occupée à en tirer pour elle une application féconde. Plus ce fait se produira dans une mesure

---

s'anime; à 50 o/o il devient audacieux; à 100 o/o il piétine toutes les lois

plus large et plus parfaite, et mieux cela vaudra
L'action révolutionnaire de cette force, la plu
puissante de toutes celles de la nature, n'en fera
sauter que plus tôt les liens du monde bourgeoi
pour ouvrir la porte au socialisme. Mais cette force
naturelle n'atteindra son maximum d'utilisation e
d'application que dans la société socialiste. Si les
espérances qu'elle a fait naître ne se réalisent même
que partiellement, elle servira aussi bien comme
force motrice que comme source de lumière et de
chaleur, et aidera dans une mesure extraordinaire à
l'amélioration des conditions de la vie dans la
société humaine. L'électricité se signale en première
ligne, avant toute autre force motrice, par cette
propriété qu'elle se trouve en abondance dans la
nature même. Tous nos cours d'eau, le flux et le
reflux de la mer, le vent, la lumière solaire conve
nablement et complètement utilisés, fournissen
d'innombrables chevaux-vapeur.

« Les parties de la surface terrestre où la chaleur
solaire arrive régulièrement, en grande partie inuti
lisée ou même incommodante, offrent une richesse
en énergie qui dépasse de beaucoup les nécessités
et qui permettrait une exploitation régulière et
technique. Ce ne serait certes pas une précaution
exagérée, si une nation s'assurait dès maintenant
une partie de ces contrées. Il n'est pas même
nécessaire de posséder de grandes superficies; quel-
ques milles carrés dans l'Afrique du Nord suffiraient
pour pourvoir aux besoins d'un pays comme
l'Allemagne. La concentration de la chaleur solaire
peut fournir une haute température et tout ce qui

bles par l'électrolyse. » (1) L'homme qui ouvre cette perspective n'est pas un rêveur ; c'est un professeur connu de l'Université berlinoise, un savant qui occupe le premier rang dans le monde scientifique. Et dans son discours d'ouverture du 79e Congrès de la British Association de Winnipeg (Canada), le célèbre physicien anglais Sir S. Thompson s'exprima comme suit : « Le jour n'est pas trop éloigné, où l'utilisation des rayons solaires révolutionnera notre vie, délivrera l'homme de la dépendance du charbon et de la force hydraulique. Toutes les grandes villes seront entourées d'immenses appareils, directement chutes de rayons solaires, qui emmagasineront la chaleur du soleil et enverront l'énergie accumulée dans de puissants réservoirs. C'est la force du soleil qui, accumulée dans le charbon, les chutes d'eau, la nourriture, effectue tout le travail terrestre. Quelle est la force répandue sur nous par le soleil, cela devient tangible quand nous considérons que d'après les recherches de Langley, la terre reçoit d'un beau soleil par un ciel sans nuages une chaleur qui correspond à une énergie de 7000 chevaux-vapeur par acre. Si nos ingénieurs n'ont pas encore trouvé le moyen d'utiliser cette immense source de puissance, je ne doute pas qu'ils n'y parviendront un jour. Lorsque la provision de charbon terrestre sera épuisée, lorsque les forces hydrauliques ne suffiront plus à nos besoins, nous trouverons dans cette source toute l'énergie nécessaire pour accomplir le travail terrestre. Les centres industriels se déplaceront dans les déserts brûlants du Sahara, et la valeur des ter-

rains se calculera d'après la possibilité d'y établir d grandes « chutes de rayons solaires. » (1) La préoc cupation que jamais les combustibles feront défau peut donc être écartée. D'autre part l'invention de accumulateurs permet de conserver de grande quantités de forces, et de les économiser pour un certaine place ou pour une certaine époque. Il es donc possible d'utiliser, à côté de la force régulièr du soleil, du flux et du reflux, celle du vent ou d torrent qui n'est que périodique. De cette manièr aucune branche de l'activité humaine ne manquera le cas échéant, de force motrice.

Grâce à l'électricité, l'exploitation des force hydrauliques sur grande échelle est devenue poss ble. D'après T. Koehn, huit Etats européens dispo sent des forces hydrauliques ci-après :

	Chevaux-vapeur	par 1000 habitants
Grande Bretagne	963.000	23.1
Allemagne	1.425.900	24.5
Suisse	1.500.000	138
Italie	5.500.000	150
France	5.857.000	169
Autriche-Hongrie	6.460.000	454-5
Suède	6.750.000	1290
Norvège	7.500.000	3409

Des États Allemands, le royaume de Bade et l Bavière disposent de la plus grande force hydrau lique. Bade seul peut trouver dans le Haut-Rhi environ 200.000 chevaux-vapeur ; la Bavière dispos de plus de 300.000 chevaux-vapeur non utilisés à côt de 100.000 chevaux utilisés. Le professeur Rehbock de Carlsruhe, estime que l'énergie brute théoriqu

(1) Déjà en 1864 Augustin Mouchot fit une tentative d'utiliser la chale

de l'eau, coulant à la surface terrestre, est de 8 milliards de chevaux-vapeur. Même si la seizième partie seulement de cette force était employée utilement, l'on disposerait encore de 500 millions de chevaux-vapeur travaillant sans interruption. Cette énergie est plus de dix fois plus grande que celle, résultant de l'emploi du charbon en 1907 (1000 millions de tonnes). Bien que de pareils calculs soient purement théoriques, ils montrent cependant quelles ressources nous réserve encore, pour l'avenir, la « houille blanche ». Rien que la chute du Niagara fournit plus de force hydraulique que l'Angleterre, l'Allemagne et la Suisse. (1) D'après un autre calcul, cité dans un document officiel, les Etats-Unis disposeraient d'une force hydraulique de 20 millions de chevaux-vapeur, qui équivalent à une utilisation annuelle de 300 millions de tonnes de charbon. (2) Le fabriques, mises en mouvement avec cette houille « blanche » ou « verte », avec la force des torrents ou des chutes d'eau mugissants, n'auront ni cheminées ni feux.

L'électricité permettra de doubler au moins la vitesse de nos chemins de fer. Lorsque vers 1890 le sieur Meems de Baltimore crut à la possibilité de construire une voiture électrique, parcourant 300 kilomètres à l'heure, et que le professeur Elihu Thomson de Lynn (Massachusetts) crut à la possibilité de construire des moteurs électriques parcourant jusque 260 kilomètres à l'heure, ces prévisions

(1) T. Koehn. *Über einige grosze europäische Wasserkraftanlagen und ihre wirtschaftliche Bedeutung* (A propos de quelques grands établissements européens

ont à peu près été atteintes. Les essais, faits en 190
et 1902 sur la route militaire Berlin-Zossen, démon
trèrent la possibilité d'atteindre un vitesse de 15
kilomètres à l'heure. Et pendant les essais de 190
la voiture Siemens a atteint une vitesse de 201, cell
de l'Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft une vitess
de 208 kilomètres à l'heure. Les années suivantes
les essais avec locomotives à vapeur donnèrent éga
lement une vitesse de 150 kilomètres et plus
l'heure.

Maintenant le salut est dans les 200 kilomètres
l'heure. Auguste Scherl paraît dans l'arène avec so
projet de train rapide, qui condamne les lignes exis
tantes au transport des marchandises, et relie le
grandes villes par des lignes à une voie, parcourue
par des trains roulant à une vitesse de 200 kilomètre
à l'heure. (1)

La question de l'électrisation des chemins de fe
est à l'ordre du jour en Angleterre, en Autriche
en Italie et en Amérique. Il existe un projet d
chemin de fer électrique entre Newyork et Philadel
phie, roulant à une vitesse de 200 kilomètres
l'heure.

La vitesse des navires à vapeur augmentera égale
ment. La turbine à vapeur joue ici le rôle princi
pal. (2) « Actuellement elle se trouve à l'avant-plan

---

(1) Le nouveau règlement sur les chemins de fer et sur l'industrie, d
4 novembre 1904, fixe la vitesse des trains de voyageurs avec frein à 100 kilo
mètres à l'heure. Le ministre des travaux publics en Prusse, a décidé en 19
que la traction à la vapeur, sur lignes Leipzig-Bitterfeld-Magdebourg et Leipzi

des intérêts techniques. Elle semble appelée à remplacer, dans des domaines étendus, la machine à vapeur à pistons. Alors que la plupart des ingénieurs considéraient encore la turbine à vapeur comme un problème de l'avenir, elle est devenue une question d'actualité, dont les résultats appellent l'attention du monde technique tout entier... C'est seulement l'électrotechnie, avec ses machines à mouvement rapide, qui a créé un terrain colossal pour l'emploi de la nouvelle machine motrice. La grande majorité des turbines à vapeur, actuellement en usage, servent à la mise en mouvement de machines dynamos » (1). C'est surtout dans les voyages maritimes que la turbine à vapeur a montré sa supériorité sur les anciennes machines à vapeur à piston. C'est ainsi que le transatlantique anglais « Lusitania », armé de turbines à vapeur, a fait en août 1909 le voyage de l'Irlande à New-York en 4 jours 11 heures et 42 minutes, avec une vitesse moyenne de 25,85 nœuds (environ 48 kilomètres) à l'heure. Le vapeur « Amerika », construit en 1863 comme le navire le plus rapide, avait une vitesse de 12,5 nœuds (23,16 kilomètres) (2). Et le jour n'est pas loin où le propulseur électrique pour grands navires deviendra une solution satisfaisante. On s'en sert déjà pour de petits navires. Entretien très simple et grande certitude, bon réglage automatique

(1) C. Matchosz. *Die Entwicklung der Dampfmaschine* (Le développement de la machine à vapeur). Volume 2, pages 606 à 607. Berlin 1908.

(2) « Vers 1850 l'on calculait six semaines pour un voyage par voilier à New-York ; les navires à vapeur y mettaient deux semaines ; vers 1800 la

et marche sans secousse transforment la turbine à vapeur en une force d'impulsion idéale pour la production d'énergie électrique à bord des navires. Et l'exploitation électrique de la navigation marchera la main dans la main avec l'exploitation électrique des chemins de fer.

L'électricité révolutionnera également la technique du transport des charges. « Si la vapeur a permis la possibilité de construire des monte-charges avec force naturelle, le transport de force électrique a conduit à une transformation complète de la construction des monte-charges, car l'électricité seule a garanti à ces machines la mobilité indispensable, avec la possibilité permanente de les utiliser. » C'est ainsi que la force électrique a amené les modifications les plus importantes dans la construction des grues. « Avec son bras légèrement recourbé en fer laminé, sur un soubassement carré très lourd, avec ses mouvements lents et son sifflement aigu de la vapeur qui s'échappe, la grue à vapeur fait l'impression d'un monstre des temps préhistoriques. Une fois qu'elle a saisi l'objet elle développe une force de levée formidable, mais elle a besoin d'hommes comme aides, pour attacher la charge à ses crochets au moyen de chaînes. A cause de son impossibilité de saisir elle-même, à cause de sa lenteur et de sa lourdeur, elle ne convient que pour des charges très lourdes, mais pas à des mouvements rapides... Rien que l'aspect extérieur de la grue moderne des aciéries, mue à l'électricité, est déjà tout autre : nous remarquons un beau treillage, tendu librement

poussée sur le levier de direction envoie le courant électrique et, à son aide, imprime de rapides mouvements au bras d'acier qui, sans l'aide d'aucun manœuvre, saisit le bloc d'acier rougi et le transporte à travers l'air. Avec cela on n'entend d'autre bruit qu'un léger ronflement des moteurs électriques (1). Sans l'intervention de ces machines, le transport de toujours plus grandes masses ne pourrait s'exécuter. Une comparaison entre la grue du chantier de Pola et celle de Kiel montre le développement, sous le rapport de la force, de ces instruments pendant la dernière moitié du dix-neuvième siècle. La force de la première grue est de 60 tonnes, celle de la seconde de 200 tonnes. L'exploitation d'une aciérie n'est plus possible lorsqu'on ne dispose pas de machines à lever à mouvement rapide; autrement les quantités énormes d'acier liquide, obtenues en peu de temps, ne pourraient être transportées dans les moules. Aux usines Krupp, à Essen, l'on dispose de 608 grues ayant une force totale de 6,513 tonnes, correspondant à un train de marchandises de 650 wagons. Les frais relativement minimes des transports maritimes, qui forment la condition vitale du commerce mondial actuel, ne seraient pas à maintenir si le déchargement rapide ne permettait d'utiliser, d'une façon intensive, le capital représenté par le navire. L'équipement d'un navire ayant à bord des grues électriques, amena une diminution des frais d'exploitation annuels de 23,000 à 13,000 marcs, donc d'environ la moitié. Cette comparaison ne se rapporte qu'au progrès réalisé pendant une dizaine d'années.

de la plus haute importance dans la technique du transport. Le problème de l'aviation, qui semblait insoluble il y a vingt ans, est déjà résolu. Et si les ballons dirigeables et les différents aéroplanes ne peuvent encore servir au transport facile et bon marché de grandes masses, mais ne servent qu'au sport et au militarisme, ils augmenteront plus tard la force productive de la société. La télégraphie et la téléphonie sans fil font également de grands progrès; leur application industrielle augmente tous les jours. En peu d'années toutes les relations s'exerceront sur de nouvelles bases.

L'exploitation des mines, à l'exclusion de celle des galeries, traverse actuellement une période de transformation, qu'on ne pouvait s'imaginer il y a dix ans! Cette transformation consiste dans l'introduction de l'énergie électrique; le moteur électrique révolutionna les machines de travail, les pompes, les dévidoirs, les machines de protection.

Au printemps de l'année 1894, le professeur Berthelot, ex-ministre de l'Instruction en France, fit des prédictions fabuleuses à un banquet du syndicat des fabricants de produits chimiques. Dans son discours, le sieur Berthelot fit une description de l'état de la chimie vers l'an 2000. Si son exposé contient plus d'une exagération humoristique, elle est vraie sous plus d'un rapport, comme il résulte de ce qui suit. Berthelot examina ce que la chimie avait réalisé depuis quelques dizaines d'années, et parmi ses progrès il signala :

» La fabrication de l'acide sulfurique et de la

ture, et tant d'autres inventions... l'électrochimie transforme en ce moment la vieille métallurgie et révolutionne ses pratiques séculaires; les matières explosives sont perfectionnées par les progrès de la thermochimie et apportent à l'art des mines et à celui de la guerre le concours d'énergies toutes-puissantes; la synthèse organique surtout, œuvre de notre génération, prodigue ses merveilles dans l'invention des matières colorantes, des parfums, des agents thérapeutiques et antiseptiques.

» Mais, quelque considérables que soient ces progrès, chacun de nous en entrevoit bien d'autres : l'avenir de la chimie sera, n'en doutez pas, plus grand encore que son passé... Dans ce temps-là (en l'an 2000), il n'y aura plus dans le monde ni agriculture, ni pâtres, ni laboureurs : le problème de l'existence par la culture du sol aura été supprimé par la chimie! Il n'y aura plus de mines de charbon de terre, ni d'industries souterraines, ni par conséquent de grèves de mineurs! Le problème des combustibles aura été supprimé, par le concours de la chimie et de la physique. Il n'y aura plus de douanes, ni protectionnisme, ni guerres, ni frontières arrosées de sang humain! La navigation aérienne, avec ses moteurs empruntés aux énergies chimiques, aura relégué ces institutions surannées dans le passé!.. Le problème fondamental de l'industrie consiste à découvrir des sources d'énergies inépuisables et se renouvelant presque sans travail. Déjà nous avons vu la force des bras humains remplacée par celle de la vapeur, c'est-à-dire par l'énergie chimique em-

mieux. Or le principe de cette invention est facile à concevoir : il faut utiliser la chaleur solaire, il faut utiliser la chaleur centrale de notre globe. Les progrès incessants de la science font naître l'espérance légitime de capter ces sources d'une énergie illimitée. Pour capter la chaleur centrale, par exemple, il suffirait de creuser des puits de 4 à 5,000 mètres de profondeur : ce qui ne surpasse peut-être pas les moyens des ingénieurs actuels, et surtout ceux des ingénieurs de l'avenir. On trouvera là la chaleur, origine de toute vie et de toute industrie. Ainsi l'eau atteindrait au fond de ces puits une température élevée et développerait une pression capable de faire marcher toutes les machines possibles... On aurait donc la force partout présente, sur tous les points du globe, et bien des milliers de siècles s'écouleraient avant qu'elle éprouvât une diminution sensible... Avec une telle source, la fabrication de tous les produits chimiques devient facile, économique, en tout temps, en tout lieu, en tout point de la surface du globe. C'est là que nous trouverons la solution économique du plus grand problème peut-être qui relève de la chimie, celui de la fabrication des produits alimentaires. En principe il est déjà résolu : la synthèse des graisses et des huiles est réalisée depuis quarante ans, celle des sucres et des hydrates de carbone s'accomplit de nos jours, et la synthèse des corps azotés n'est pas loin de nous. Ainsi le problème des aliments est un problème chimique. Le jour où l'énergie sera obtenue économiquement, on ne tardera guère à

» Ce que les végétaux ont fait jusqu'à présent, à l'aide de l'énergie empruntée à l'univers ambiant, nous l'accomplissons déjà et nous l'accomplirons bien mieux, d'une façon plus étendue et plus parfaite que ne le fait la nature ; car telle est la puissance de la synthèse chimique.

» Un jour viendra où chacun emportera pour se nourrir sa petite tablette azotée, sa petite motte de matière grasse, son petit morceau de fécule ou de sucre, son petit flacon d'épices aromatiques, accommodés à son goût personnel ; tout cela fabriqué économiquement et en quantités inépuisables par nos usines ; tout cela indépendant des saisons irrégulières, de la pluie, ou de la sécheresse, de la chaleur qui dessèche les plantes, ou de la gelée qui détruit l'espoir de la fructification ; tout cela enfin exempt de ces microbes pathogènes, origine des épidémies et ennemis de la vie humaine.

» Ce jour-là, la chimie aura accompli dans le monde une révolution radicale, dont personne ne peut calculer la portée ; il n'y aura plus ni champs couverts de moissons, ni vignobles, ni prairies remplies de bestiaux. L'homme gagnera en douceur et en moralité, parce qu'il cessera de vivre par le carnage et la destruction des créatures vivantes. Il n'y aura plus de distinction entre les régions fertiles et les régions stériles. Peut-être même que les déserts de sable deviendront le séjour de prédilection des civilisations humaines, parce qu'ils seront plus salubres que ces alluvions empestées et ces plaines marécageuses, engraissées de putréfaction,

vie humaine soient destinés à disparaître. Si la sur face terrestre cesse d'être utilisée, comme aujour d'hui, et disons-le tout bas, défigurée, par les travau géométriques de l'agriculture, elle se recouvrir alors de verdure, de bois, de fleurs; la terre devien dra un vaste jardin, arrosé par l'effusion des eau souterraines, et où la race humaine vivra dan l'abondance et dans la joie du légendaire âge d'or

» Gardez-vous cependant de penser qu'elle vivr dans la paresse et la corruption morale. Le trava fait partie du bonheur.... Dans le futur âge d'or chacun travaillera plus que jamais..... Dans c monde renouvelé, chacun travaillera avec zèle, parc qu'il jouira du fruit de son travail ; chacun trouver dans cette rémunération légitime et intégrale, le moyens pour pousser au plus haut point son dévelop pement intellectuel, moral et esthétique. » (1)

Le lecteur peut retenir du discours de Berthelo ce qui lui paraît acceptable. Une chose est certaine c'est que dans l'avenir, par les progrès les plu divers, l'excellence, la diversité et l'abondance de produits augmenteront dans de larges proportion et que les conditions de vie des générations future s'amélioreront à peu près dans les mêmes propor tions.

Le professeur Elihu Thomson est d'accord ave Werner Siemens, qui exprima l'opinion, à la réunio berlinoise des naturalistes de 1887, qu'il sera possi ble de changer les matières premières en vivres grâc à l'électricité. Werner Siemens croyait qu'il sera possible, fut-ce même dans un avenir très éloigné

possibilité de faire « du pain des pierres »; le chimiste Dr V. Meyer prétend qu'il sera possible de transformer les fibres de bois en une source de vivres pour l'humanité. Cependant le physiologiste E. Eiseler a déjà fabriqué du sucre de raisins artificiel, et fait ainsi une découverte que Werner Siemens ne croyait possible que dans un « avenir très éloigné. » Depuis lors la chimie a encore réalisé d'autres progrès. L'indigo, le camphre, la vanille sont fabriqués artificiellement. En 1906 W. Löb parvint a réaliser l'assimilation de l'acide carbonique hors de la plante jusqu'au sucre par l'application de courants électriques à haute tension. En 1907 Emile Fischer obtint un des corps synthétiques les plus compliqués, qui se rapproche sensiblement de la protéine naturelle. Et en 1908, R. Willstätter et Benz obtinrent du chlorophyle à l'état naturel, et démontrèrent qu'il constitue une composition du magnésium. En outre, on a obtenu de façon artificielle une série de corps importants, qui jouent un rôle dans la génération et dans l'hérédité. Ainsi la solution du problème capital de la chimie organique — la fabrication de l'albumine — peut être escomptée dans un avenir rapproché.

5. Disparition des oppositions entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Le besoin de liberté dans le choix et le changement d'occupation est profondément enraciné dans la nature humaine. Il en est d'un travail donné, tournant chaque jour dans le même cercle, comme

machinalement sa tâche, sans entrain et sans goût
Et pourtant il existe chez tout homme une foul
d'aptitudes et d'instincts, qu'il suffit d'éveiller et d
développer pour produire les plus beaux résultats
et pour faire de lui un homme vraiment complet. L
société socialiste fournira largement l'occasion d
satisfaire ce besoin de variété dans le travail. L'aug
mentation considérable des forces productrices, uni
à une simplification toujours plus parfaite du procè
du travail, ne permet pas seulement de diminue
sensiblement la durée de celui-ci, mais en outr
d'acquérir plus facilement le tour de main et l
dextérité pratique.

Le vieux système d'apprentissage a, dès aujour
d'hui, fait son temps, et n'est plus applicable qu
dans des formes arriérées et surannées de production
telles que les représente par exemple la petite in
dustrie manuelle. Mais celle-ci devant disparaîtr
dans la nouvelle société, ses institutions et ses forme
se perdront avec elle, pour faire place à d'autres
Dès à présent, chaque fabrique nous montre le peti
nombre d'ouvriers exerçant encore manuellement l
métier qu'ils ont appris. Les ouvriers appartiennen
aux métiers les plus différents, les plus hétérogènes
il faut peu de temps pour les rompre à n'importe que
genre de travail et, bien entendu, en raison du sys
tème actuel, avec une journée de travail démesurée
sans aucune variété, sans que l'on tienne compte d
leurs dispositions personnelles, ils finissent par deve
nir auprès de la machine, des machines eux-mêmes. (1

(1) En Angleterre comme dans la plupart des autres pays, la masse des tra
vailleurs a si peu le droit de choisir librement ses occupations et sa résidence

Cet état de choses disparaîtra aussi dans une organisation transformée. Il reste du temps en masse pour les travaux délicats et pour les travaux artistiques. De vastes ateliers d'apprentissage, installés avec le plus grand confort et toute la perfection technique, aideront les jeunes et les vieux, à apprendre chaque métier, et les y amèneront comme en se jouant. Des laboratoires de physique et de chimie, en rapport avec tout ce qu'exigera l'état actuel de ces deux sciences, seront à leur disposition et ne fourniront pas moins de ressources à ceux qui voudront s'instruire. Alors seulement on verra quel monde de capacités et d'intelligences le système capitaliste a étouffé en germe ou n'a laissé arriver qu'à un développement informe.(1)

Il n'y a donc pas seulement possibilité de donner satisfaction au besoin de variété dans le travail, mais c'est encore le devoir de la société de réaliser cette satisfaction pour tous, parce que c'est là-dessus que repose le développement harmonique de l'être humain. Petit à petit disparaîtront les caractères professionnels des physionomies que présente aujourd'hui notre société, — que la « profession » consiste en fonctions uniques, définies, en occupations inutiles ou peu assujetissantes ou en travail forcé. — Combien peu d'individus sont aujourd'hui en état de varier ainsi leurs occupations, ou les varient effectivement. Par-ci, par-là, en raison de conditions

(1) Un ouvrier français écrit à son retour de San Francisco : « Je n'aurais jamais cru que je serais capable d'exercer tous les métiers que j'ai pratiqués en Californie. J'étais convaincu qu'en dehors de la typographie je n'étais bon à rien ..., Une fois au milieu de ce monde d'aventuriers qui changent de métier plus facilement que de chemise, je fis, ma foi comme les autres. Comme le travail

et d'organisations particulières, nous trouvons quelques privilégiés qui peuvent se soustraire à la monotonie du métier quotidien et qui, ayant payé leur tribut au travail physique, cherchent leur récréation dans les travaux intellectuels. Réciproquement, nous trouvons de temps à autre des travailleurs intellectuels qui s'adonnent à l'exercice physique et s'occupent de travaux manuels, de jardinage, etc. Il n'y a pas un hygiéniste qui ne reconnaisse ce qu'a de fortifiant l'alternance de l'activité entre le physique et le moral, lorsqu'on l'applique dans une mesure correspondant aux forces de chacun ; elle seule est conforme à la nature.

Dans son livre sur la signification de la science et de l'art, le comte Léon Tolstoï se moque du caractère maniéré de l'art et de la science dans notre société factice. Il condamne rigoureusement le mépris du travail corporel et recommande le retour à des situations naturelles.

Tout individu qui veut mener une vie naturelle et agréable, doit passer sa journée comme suit : 1° travail corporel dans l'agriculture ; 2° travail manuel ; 3° travail intellectuel ; 4° commerce en société intellectuelle. L'homme ne fournira pas plus de huit heures de travail corporel. Tolstoï a un tort. Il dit qu'il applique pratiquement le genre de vie qu'il recommande, et qu'il se sent seulement homme depuis cette application ; mais il oublie que ce qui lui est possible comme homme indépendant, est interdit, dans les circonstances actuelles, à la grande masse humaine. Un homme qui travaille d'un labeur pénible pendant dix, douze ou même plus

peut suivre les recommandations de Tolstoï. Elles ne sont pas applicables non plus par tous ceux qui sont entraînés dans la lutte pour l'existence et qui doivent se soumettre à ses exigences. Et la minorité qui pourrait vivre comme Tolstoï le préconise, ne sent guère le besoin de le faire. C'est une des chimères de Tolstoï de croire que le monde pourra être transformé par des prêches et par des exemples. L'expérience de son genre de vie lui prouve combien il est rationnel, mais pour le faire admettre comme genre de vie général, d'autres situations sociales, une nouvelle société sont indispensables.

La société future présentera ces situations; elle possèdera des savants et des artistes en grande quantité, et ils emploieront activement une certaine partie de la journée à un travail physique tandis que, le reste du temps, ils cultiveront les arts et les sciences selon leurs goûts. (1)

En même temps disparaîtra la contradiction qui existe actuellement entre le travail intellectuel et le travail manuel, contradiction que les classes dirigeantes ont tout fait pour renforcer, dans le but de faire paraître comme privilégié le travail intellectuel qui leur échoit principalement en leur qualité de classes dirigeantes.

---

(1) Ce que peuvent devenir les hommes dans des conditions de développement favorables, nous le voyons par exemple à Léonard de Vinci, qui fut à la fois peintre éminent, habile sculpteur, architecte et ingénieur recherché, constructeur militaire remarquable, musicien et improvisateur. Benvenuto Cellini était un orfèvre renommé, un modeleur remarquable, un bon sculpteur, un ingénieur militaire reconnu, un excellent soldat et un habile musicien. Abraham Lincoln fut bûcheron, agriculteur, constructeur de navires, avocat, avant d'être président des Etats-Unis. On peut dire sans exagération, que la plupart des hommes ont un métier qui n'est pas en rapport avec leurs aptitudes

6. *Augmentation de la puissance de consommation.*

De ce que nous avons dit jusqu'ici il ressort que dans la société nouvelle, les époques de crise et de chômage seront impossibles. Les crises naissent de ce fait que la production individualiste et capitaliste excitée par l'appât du profit personnel et prenant celui-ci pour mesure sans être en état de saisir les choses dans leur ensemble, détermine l'encombrement du marché, la surproduction. Le caractère de marchandise que revêtent les produits du travail capitaliste, fait dépendre leur consommation des moyens de l'acheteur. Mais ces moyens sont très limités pour l'immense majorité de la population dont le travail n'est rétribué qu'au-dessous de sa valeur, et qui ne trouve pas d'occupation lorsque l'employeur ne peut pas en tirer de bénéfice. La faculté d'acheter et celle de consommer sont donc deux choses distinctes. Des millions d'êtres ont besoin de vêtements neufs, de souliers, de meubles, de linge, de vivres et de boisson, mais ils n'ont pas d'argent, et ainsi leurs besoins, c'est à dire leur faculté de consommation, ne peuvent être satisfaits. Le marché est encombré mais la masse meurt de faim; celle-ci veut travailler, mais elle ne trouve personne pour acheter son travail, parce que le capitaliste trouve qu'il n'y a rien à y « gagner ». Meurs, canaille, dégrade-toi, deviens vagabond, criminel : moi, l'homme aux écus, je n'y puis rien changer. Et l'homme a raison à son point de vue.

Dans la société nouvelle, cette contradiction dis-

être utilisées, consommées, et qui n'ont pas d'autre but. Dans le nouvel ordre de choses ce ne sont donc pas les moyens de l'acheteur isolé qui limitent la production, mais c'est la faculté productrice de la collectivité. Que l'on ait le temps et les moyens de travailler, et tous les besoins pourront être satisfaits ; la faculté de consommation de la société n'aura d'autre limite que... la société.

Puisque dans la société nouvelle les « marchandises » n'existent pas, il n'y a pas non plus d'« argent. » L'argent semble être l'opposé de la marchandise, et cependant il redevient marchandise à son tour; il constitue pour la société actuelle la forme équivalente de toutes les autres. Cependant la société nouvelle ne produit pas de marchandises, mais uniquement des objets nécessaires, des choses destinées à l'usage, dont la fabrication exige une certaine quantité d'heures de travail social. Le temps nécessaire pour produire un objet est donc la seule mesure avec laquelle celui-ci doive être évalué en tant que valeur usuelle sociale. Dix minutes de travail social à un objet s'échangent contre dix minutes de travail social à un autre, ni plus ni moins. Car la société n'entend pas « gagner », elle veut simplement opérer entre ses membres un échange d'objets de même qualité, de même valeur usuelle. Trouve-t-elle par exemple qu'il faut un travail quotidien de trois heures pour produire tout ce qui lui est nécessaire, elle établit la journée de travail de trois heures (1). Si

(1) Il y a lieu de remarquer que la production aura atteint son plus haut degré d'organisation technique, et que tout le monde travaillera, de telle

la société augmente en nombre, si les méthodes de production se perfectionnent au point que le nécessaire puisse être produit en deux heures, elle fixe à ce taux la durée de la journée de travail. Mais si, par contre, la collectivité demande à satisfaire des besoins d'un ordre plus élevé auxquels elle ne peut suffire, ni par son propre consentement, ni par le développement de la productivité en un temps de travail de deux ou trois heures, c'est la journée de quatre heures qu'elle établira. Son plus grand bonheur sera de faire sa volonté.

Il est facile de calculer combien la production de chaque objet exige de travail social (1). On en déduit le rapport entre cette fraction de la durée du travail et la durée entière. Un certificat quelconque, un bout de papier imprimé, un fragment d'or ou de fer-blanc, constatera le temps de travail fourni, et mettra l'intéressé en mesure d'échanger ces marques contre les objets de tout genre dont il aura besoin. (2)

---

(1) La quantité de travail social à laquelle correspond un produit n'a pas besoin d'être établie par des tâtonnements; l'expérience journalière montre directement combien il en faut en moyenne. La société peut calculer d'une façon très simple combien d'heures de travail il y a dans une machine à vapeur, dans un hectolitre de froment de la dernière récolte, dans cent mètres carrés de toile d'une qualité déterminée. Il ne peut donc lui venir à l'idée d'exprimer encore la quantité de travail consacrée à un produit, quantité qu'elle connaît déjà d'une façon précise et absolue, en une mesure purement relative, variable, insuffisante, employée jadis comme un expédient inévitable, bref en un troisième produit, au lieu de l'exprimer simplement par sa mesure naturelle, adéquate, absolue, de temps... Il lui faudra établir son plan de production d'après ses moyens, dont font partie tout spécialement les bras dont elle dispose. Les effets utiles des différents objets nécessaires, comparés entre eux et avec la quantité de travail qu'ils auront coûtée, donneront finalement la marche à suivre. Les gens s'arrangeront d'une façon très simple pour tout cela, sans faire intervenir ce terme de « valeur » tant vanté. (Fr. Engels.)

S'il trouve que ses besoins sont inférieurs à ce qu'il aura reçu en échange de son travail, il travaillera pendant un temps proportionnellement moindre. S'il lui plaît de faire cadeau de ce dont il n'aura pas fait usage, nul ne l'empêchera; s'il veut bénévolement travailler pour un autre afin que celui-ci puisse se livrer aux douceurs du *far niente*, et partager avec lui le produit de son labeur, il pourra le faire s'il veut être aussi naïf. Mais nul ne peut le forcer à travailler pour un autre, nul ne peut lui retenir une partie de ce à quoi il a droit en échange du travail qu'il a fourni. Chacun peut tenir compte de ses vœux et de ses désirs réalisables, mais jamais aux dépens des autres. Il reçoit ce qu'il donne à la société, ni plus, ni moins; toute exploitation par des tiers reste exclue.

7. *Egalité de l'obligation de travailler pour tous.*

J'entends qu'on me demande : « Et que devient la différence entre les paresseux et les laborieux, entre

---

sacre tout un chapitre de sa « Fausse doctrine ». Il ne conçoit pas qu'il soit indifférent que la preuve du travail fourni consiste en une déclaration imprimée sur du papier, de l'or ou du fer-blanc. Il dit : « Avec l'or le démon de la réglementation sociale actuelle ferait de nouveau son entrée dans l'état socialiste. » Car l'or a une valeur intrinsèque comme métal, se conserve facilement et la possession des louis créera la possibilité d'accumuler des valeurs, de se libérer de l'obligation de travailler, et même de prêter à intérêt. Mais le sieur Richter persiste à ne pas voir qu'il n'existerait qu'une société socialiste et pas un état socialiste; alors une grande partie de sa démonstration porterait à faux. Il faut bien que M. Richter tienne ses lecteurs pour des niais, sinon il ne se permettrait pas de leur servir de pareilles bourdes. M. Richter ne peut pas se défaire de l'idée de « capital »; il ne comprend évidemment pas que sans capital il n'y a pas de marchandises, donc pas d'argent, et que sans argent ou sans capital, l'intérêt est impossible. Le sieur Richter s'est tellement identifié avec l'idée « capital » qu'il ne peut pas s'imaginer une société sans

les intelligents et les sots? » De différence, il n'y en a pas, car ce que nous entendons aujourd'hui par ces notions n'existera plus. Il en est de la récompense du travailleur zélé et du châtiment du paresseux dans la société actuelle, exactement comme de la place que tient l'intelligence dans l'échelle sociale. La société ne traite de « fainéant » que celui qui, chassé malgré lui du travail et forcé au vagabondage, finit par devenir un vagabond, ou celui qui, grandi sous l'influence d'une mauvaise éducation, s'est dégradé. Mais appeler « fainéant » celui qui a de l'argent et qui tue le temps dans la paresse et dans la débauche, ce serait lui faire la plus grande injure, car celui-là est un brave homme, digne de toute estime.

Comment se passeront maintenant les choses dans la société nouvelle? Dès lors que tous auront, dans des conditions de travail absolument égales, une fonction dans la société, et que chacun agira dans le milieu où ses aptitudes et son habileté l'auront placé, il est clair que les différences dans les services rendus seront faibles (1). Toute l'atmosphère morale de la société, qui pousse chacun à surpasser l'autre, tend à niveler ces différences. Un individu sent-il qu'il lui est impossible, dans tel métier, de rendre les mêmes services que ses camarades, il s'en choisit un autre, plus en rapport avec ses aptitudes. Celui qui a travaillé en commun avec un

(1) « Tous les hommes communément bien organisés ont une égale aptitude à l'esprit; l'inégalité des esprits dans les hommes communément bien organisés ne peut être qu'un pur effet de la différence de leur éducation, dans laquelle

grand nombre de personnes, sait très bien que maintes fois celui qui paraissait impropre à certaine besogne, s'acquittait au mieux de ses fonctions quand on le chargeait d'un autre poste. Il n'y a pas d'homme normalement constitué qui, quand il se trouve dans la place qui lui convient, ne réponde aux plus hautes exigences. De quel droit alors quelqu'un demanderait-il de prendre le pas sur les autres? Si la nature s'est conduite en marâtre à l'égard d'un homme, au point qu'avec la meilleure volonté du monde il ne puisse se rendre utile au même degré que les autres, la société ne saurait le punir de défauts dont la nature est seule coupable. Si, inversément, un individu a reçu de la nature des capacités qui le placent au-dessus de des congénères, la société n'est pas tenue de récompenser ce qui n'est pas son mérite personnel. Pour la société socialiste il convient de considérer en outre, que tous se trouvent dans les mêmes conditions de vie et d'éducation, que chacun possède la possibilité de développer ses facultés et ses dispositions conformément à ses désirs, et ainsi l'on obtient la garantie que dans la société socialiste le savoir et le pouvoir ne se sont pas seulement développés à un plus haut degré que dans la société bourgeoise, mais qu'ils sont partagés de manière plus égale et qu'ils sont cependant plus multiformes.

Lorsque Goethe, pendant un voyage sur le Rhin, étudia le dôme de Cologne, il découvrit dans les anciens devis de construction que les architectes de jadis ne payaient leurs ouvriers qu'à la journée,

travail aux pièces, pour forcer les ouvriers au travail supplémentaire, et pour pouvoir, de la sorte, mieux régulariser la dépréciation, la diminution des salaires. Il en est de la production du travail intellectuel comme de la production du travail manuel. L'homme est le produit du milieu et du temps dans lesquels il vit. Un Goethe, né dans les mêmes conditions favorables au IVe au lieu du XVIIIe siècle, serait devenu, au lieu d'un poète illustre et d'un observateur de la nature, un père de l'Eglise, qui eût peut être relégué dans l'ombre Saint Augustin. Goethe, venu au monde au XVIIIe siècle comme fils d'un pauvre cordonnier de Francfort au lieu d'être celui d'un riche patricien, ne serait pas devenu ministre du grand-duc de Weimar, mais aurait très probablement embrassé la profession paternelle, et serait mort dans la peau d'un honorable maître cordonnier. Goethe lui-même reconnaissait l'avantage qu'il y avait pour lui d'être né dans une position matérielle et sociale avantageuse, qui lui procura son développement; il le dit dans son « *Wilhelm Meister* ». Si Napoleon Ier était né dix ans plus tard, il ne serait jamais devenu empereur des Français. Sans la guerre de 1870/71, Gambetta ne serait pas devenu ce qu'il fut. Placez l'enfant le mieux doué parmi les sauvages, il deviendra un sauvage. Donc la société fait les hommes tels qu'ils sont. Les idées ne sont plus le produit d'une inspiration d'en haut pénétrant le cerveau d'un individu, mais un produit engendré dans le cerveau par la vie et l'activité sociales, par l'esprit du temps. Un

du temps et son entourage l'obligent à penser. De là ce fait que souvent des individus différents ont une seule et même pensée simultanée, et qu'une seule et même découverte se fait en même temps sur des points fort distants les uns des autres. De là aussi ce fait qu'une idée qui, émise cinquante ans plus tôt, laissait le monde indifférent, remue l'univers entier quand elle est reprise sous une forme identique cinquante ans plus tard. L'empereur Sigismond pouvait, en 1415, violer la parole donnée à Jean Huss et le faire brûler vif à Constance; Charles Quint, bien que fanatique beaucoup plus exalté, dut laisser, en 1521, Luther quitter tranquillement l'assemblée de Worms. Les idées sont les produits des efforts sociaux combinés, de la vie sociale. Et ce qui est vrai pour la société en général, est vrai également pour les différentes classes dont se compose la société à une époque historique déterminée. Puisque chaque classe possède ses intérêts particuliers, elle possède aussi ses idées et ses vues particulières qui mènent aux luttes de classe dont parlent les époques historique de l'humanité, et qui atteignent leur point culminant dans les oppositions et les luttes de classes des temps actuels. Il ne s'agit donc pas seulement de la période pendant laquelle quelqu'un vit, mais encore à quelle classe sociale il appartient, situation qui influe sur ses sentiments, ses pensées et ses actes.

Sans société moderne il n'y aurait point d'idées modernes. Cela nous paraît clair et saute aux yeux. Il s'ajoute encore à l'avantage de la société nouvelle

ce qu'elle a seule rendu possible, ce qui est son propre produit.

Il en est de même en ce qui concerne la qualification de travail physique et de travail intellectuel. Il en ressort en outre qu'il ne peut exister de différence entre un travail supérieur et un travail inférieur, comme par exemple un mécanicien d'aujourd'hui se croit infiniment plus haut placé qu'un journalier, un terrassier ou d'autres ouvriers de ce genre. La société ne fait exécuter que du travail socialement nécessaire; tout travail a donc la même valeur pour la société. S'il se trouve des travaux désagréables, répugnants, qui ne peuvent être accomplis ni à l'aide de la physique, ni à l'aide de la chimie, s'il n'y a aucun moyen de les transformer en travaux agréables — ce qui est à peine douteux avec les progrès de la technique et de la chimie — et si la main-d'œuvre nécessaire fait défaut, alors intervient pour chacun le devoir de s'y prêter toutes les fois que viendra son tour de rôle. Il n'y aura là aucune fausse honte, aucun sot mépris d'un travail utile. Des sentiments de ce genre ne sont possibles que dans notre Etat de frelons, où ne rien faire est considéré comme un lot enviable, où le travailleur est d'autant plus méprisé, que la besogne qu'il fait est plus rude, plus pénible, plus désagréable et plus nécessaire à la Société. On peut même admettre aujourd'hui que le travail est d'autant moins rétribué qu'il est plus désagréable. Cela tient à ce que, en raison de la révolution constante qui se manifeste dans la marche de la production, une foule de tra-

duction du machinisme même devient improductif pour le monde bourgeois. C'est ainsi que casser des cailloux est déjà proverbialement un des métiers les plus désagréables et les moins rétribués. Il serait pourtant facile d'effectuer le cassage des cailloux au moyen de machines, comme cela se fait dans l'Amérique du Nord, mais nous avons une telle quantité de main-d'œuvre à bon marché, que la machine ne « rapporterait » pas. (1) Nettoyer les rues, vider les égoûts, etc., voilà des besognes qui, dans l'état actuel de notre technique, pourraient s'effectuer avec des machines, de telle façon qu'elles ne présentent aucun des désagréments qu'elles procurent souvent aux travailleurs. Tout bien considéré, un travailleur qui déblaie des cloaques pour préserver l'humanité de leurs miasmes délétères, est

(1) Si l'on avait à choisir entre le communisme, avec toutes ses chances, et l'état actuel de la société, avec toutes ses souffrances et ses injustices; si l'institution de la propriété particulière entraînait nécessairement avec elle cette conséquence, que le produit du travail fût réparti ainsi que nous le voyons aujourd'hui, presque toujours en raison inverse du travail accompli, la meilleure part échéant à ceux qui n'ont pas travaillé, puis à ceux dont le travail est presque toujours nominal, et ainsi de suite, d'après une échelle descendante, la rémunération diminuant à mesure que le travail devient plus pénible et plus rebutant, jusqu'au point où, en retour d'une tâche qui épuise ses forces, l'homme ne peut obtenir avec assurance les moyens de les réparer et les premières nécessités de la vie; s'il n'y avait d'alternative qu'entre cet état de choses et le communisme, — toutes les difficultés du communisme, grandes ou petites, ne seraient qu'un grain de poussière dans la balance. (J. Stuart Mill. *Economie politique*). Mill s'est, de bonne foi, donné beaucoup de mal pour « réformer » le monde bourgeois et lui faire entendre raison. En pure perte, naturellement. Et c'est ainsi qu'il a fini par devenir socialiste, comme tout homme judicieux connaissant le fond des choses. Mais il n'a pas osé le reconnaître de son vivant; il a attendu jusqu'après sa mort, moment où son autobiographie fut publiée avec sa profession de foi socialiste. Il en fut de lui comme de Darwin, que ne voulut pas être tenu pour athée tant qu'il vécut.

un membre très utile de la société, tandis qu'un professeur qui enseigne une histoire falsifiée dans l'intérêt des classes dirigeantes, ou un théologien qui cherche à brouiller les cervelles avec ses théories surnaturelles et transcendantes, sont des individus extrêmement nuisibles et dangereux.

Nos fonctionnaires et dignitaires actuels de la science représentent en majeure partie une corporation destinée — étant payée pour cela — à défendre sous l'autorité du savoir, la suprématie des classes dirigeantes, à la faire apparaître comme juste, bonne, nécessaire, et à soutenir les préjugés actuels. C'est là faire de la science rétrograde, empoisonner les cerveaux, accomplir une besogne anti-civilisatrice, travailler en mercenaire intellectuel dans l'intérêt de la bourgeoisie et de ses clients (1). Un état social qui rendra impossible l'existence ultérieure d'une pareille corporation privilégiée, accomplira un acte d'émancipation pour l'humanité.

D'autre part, la véritable science est fréquemment liée à un travail désagréable et répugnant, par exemple lorsqu'un médecin dissèque des cadavres en putréfaction ou opère des membres purulents, ou quand un chimiste fait des expériences sur des excréments. Ces travaux sont aussi dégoûtants que le travail le plus répugnant effectué par des journaliers ou par des ouvriers illettrés. Mais personne ne songe à le reconnaître. La différence, c'est qu'une besogne, pour pouvoir être effectuée, réclame des études prolongées, tandis que l'autre est accessible à chacun, sans études. D'où la différence d'appré

rence entre savants et illettrés, puisque tous ont les moyens de se développer, la différence entre travail intellectuel et travail manuel disparaîtra également, d'autant plus que la technique ne connaîtra plus de bornes dans son développement. Que l'on songe seulement au développement des travaux manuels artistiques, comme par exemple la xylographie, la gravure sur cuivre, etc., etc. Nous voyons ainsi que les travaux les plus dégoûtants peuvent souvent être les plus utiles, et que l'idée d'agrément ou de répugnance que nous nous faisons du travail est, comme tant d'autres conceptions de notre monde actuel, une idée fausse, superficielle, et qui ne tient qu'à des considérations extérieures.

8. *Disparition du commerce. — Transformation des relations.*

Dès que la production totale de la société aura été placée sur les bases que nous avons esquissées, elle ne fournira plus des « marchandises » mais simplement les choses usuelles nécessaires aux besoins directs de la collectivité. Par le même fait, le commerce en général prendra fin, en tant qu'ancienne forme commerciale, qui n'a de signification que dans une société reposant sur la production de denrées, maintenue pour les relations avec d'autres peuples. Cela mettra à la disposition du travail actif une armée immense d'individus des deux sexes et de tout âge. Mais leur utilisation imposera la limitation de la journée de travail exigée

personne ne le niera, travaillaient dur et peinaien souvent sans trouver une existence proportionnée leur travail. Dans la société nouvelle ils deviennen inutiles comme négociants, courtiers ou interme diaires. A la place des centaines, des milliers d boutiques et de magasins que chaque commune suivant son importance, renferme actuellement, il s créera des entrepôts communaux, des docks, d'élé gants bazars, des expositions entières, qui n'exige ront proportionnellement qu'un faible personne d'administration. Cette transformation constituer une véritable révolution dans la façon dont le choses ont été organisées jusqu'ici. Tout le com merce se transformera en une activité concentrée exclusivement administrative et distributive, qu deviendra toujours plus simple par la centralisatio de toutes les institutions sociales. Le transpor subira une même transformation.

Les télégraphes, les téléphones, les chemins d fer, les postes, la navigation maritime et fluviale, le tramways, en un mot tous les véhicules, quel qu soit leur nom, qui servaient au commerce dans l société bourgeoise, deviendront propriété sociale Un grand nombre de ces institutions, comme le postes, les télégraphes, les téléphones et la plu grande partie des chemins de fer étant déjà de institutions d'Etat, leur transformation en propriét sociale sera notablement facilitée. Là il n'y plus d'intérêt particulier à léser. Plus l'Etat agi dans ce sens, mieux cela vaut. Mais ces exploita tions administrées par l'Etat n'ont pas, comme or

Ni les employés ni les ouvriers n'en tirent un avantage particulier. L'Etat les traite comme le ferait n'importe quel patron, comme par exemple lorsqu'il prescrit, dans les établissements de la marine impériale, de ne pas embaucher des ouvriers âgés de plus quarante ans. Des mesures semblables, émanant de l'Etat employeur, révèlent le caractère de classe de cet Etat, et les ouvriers doivent se lever contre lui. Ces mesures sont même plus néfastes que lorsque elles viennent de l'entrepreneur privé, parce que celui-ci n'est jamais, relativement, qu'un petit entrepreneur, et qu'un autre donnerait peut-être l'ouvrage qu'il refuse, tandis que l'Etat, employeur à monopole, peut avec un pareil système jeter d'un seul coup des milliers d'êtres dans la misère. Cela ne s'appelle pas agir d'une manière socialiste, mais bien capitaliste, et il faut que les socialistes se gardent bien de considérer l'exploitation actuelle par l'Etat comme revêtue de la forme socialiste.

Dès lors que de grands établissements centraux auront pris la place des différents marchands, intermédiaires et producteurs privés, le transport général des produits prendra également une physionomie toute différente. Les millions de petites expéditions disséminées, qui allaient à autant de propriétaires, deviendront de gros et puissants chargements qui seront dirigés sur les dépôts communaux et sur les lieux de production centrale. Ici encore le travail sera énormément simplifié. Tout comme le transport des matériaux nécessaires à une industrie utilisant des milliers d'ouvriers, se fait beaucoup plus

ou pour des parties de communes permettront une économie très sensible. La communauté n'en profite pas seule; l'individu y trouve également un bénéfice car l'intérêt collectif et l'intérêt privé ne forment plus qu'un seul tout. La physionomie de nos lieux de production, de nos voies de communication et surtout de nos demeures changera complètement; elle deviendra beaucoup plus agréable. Le bruit énervant de la foule courant à ses affaires dans nos grands centres commerciaux, avec leurs milliers de véhicules de tout genre, tout cela sera complètement modifié. La construction et le nettoiement des rues, la disposition des maisons, les rapports des gens entre eux subiront, de ce chef, une grande métamorphose. On pourra facilement et commodément appliquer alors les mesures d'hygiène, impossibles à exécuter aujourd'hui, sinon à grands frais et d'une manière insuffisante, et souvent encore dans les quartiers riches seulement. Par ce système de transformation, le service des communications atteindra son maximum d'extension; probablement que l'aérostation deviendra alors le mode de communication principal. Les moyens de communication sont les veines qui dirigent la circulation de la vie à travers toute la société; ils réalisent l'échange des produits, ils facilitent les relations personnelles et intellectueiles entre les hommes, et ils sont donc éminemment propres à créer pour tout le monde un niveau égal de bien-être et d'éducation; leur développement et leur rayonnement jusque dans les localités les plus éloignées des provinces les plus loin-

beaucoup ce que la société actuelle est en mesure de faire. En même temps ce système de communication, poussé au plus haut degré de développement, favorisera par tout le pays la décentralisation des masses humaines et des établissements de production entassés dans les grandes villes et dans les centres industriels, et sera d'une haute signification pour la santé publique aussi bien que pour tous les besoins de la civilisation morale et matérielle.

Socialisme et Agriculture

1. *Disparition de la propriété privée du sol et de la terre.*

De même que les instruments de travail et les moyens de production, tant ceux de l'industrie que du commerce, le sol appartiendra lui aussi à la société en sa qualité de matière première essentielle de tout travail humain et de base de l'existence de l'homme. La société reprendra, porté à un haut degré de perfectionnement, tout ce qui lui appartenait à l'origine. Chez tous les peuples de la terre, arrivés à un certain degré de civilisation primitive, nous rencontrons la propriété commune du sol. La communauté des biens était de la base toute association primitive; celle-ci n'était pas possible sans celle-là. L'apparition et le développement des différentes formes du pouvoir ont seuls fait disparaître et usurpé sous forme de propriété individuelle la propriété commune, et cela par les luttes les plus pénibles. La spoliation du sol et sa trans-

les degrés possibles, jusqu'à ce qu'enfin le sol, après une évolution de milliers d'années, soit redevenu, grâce aux opprimés eux mêmes, la propriété de tous.

La notion de l'importance du sol pour l'existence humaine entière a eu pour résultat que, dans toutes les guerres sociales du monde, — dans les Indes, en Chine, en Egypte, en Grèce (Cléomène), à Rome (les Gracques), au Moyen-âge chrétien (sectes religieuses, Thomas Münzer, guerre des paysans), chez les Astèques, dans le royaume des Incas, dans les mouvements sociaux des temps modernes, — c'est la propriété du sol qui a fait l'objet des premières revendications. Des hommes comme Adolphe Samter, le professeur Adolphe Wagner, le Dr Schaeffle, Henri George et d'autres, animés de l'esprit le plus conciliant et disposés aux plus larges concessions sur d'autres points encore de la doctrine socialiste, admettent comme légitime la propriété commune du sol. (1)

---

(1) Même les papes et les pères de l'Eglise, dans les premiers siècles du Christianisme, alors que la tradition de la communauté des biens était encore dans toute sa force et que la spoliation de ces biens avait pris de grandes proportions, n'ont pu s'empêcher de prendre part au débat dans un sens tout à fait communiste. Les syllabus et les encycliques du XIXe siècle n'ont toutefois pas le même ton; les papes romains sont eux aussi, contre leur gré, devenus les humbles serviteurs de la société bourgeoise. Le pape Clément Ier (mort en 102) dit : « L'usage de toutes choses sur cette terre doit être commun à tous. C'est une injustice que de dire : ceci est ma propriété, ceci m'appartient, cela est à un autre. C'est de là qu'est venue la discorde entre les hommes. » L'évêque Ambroise, de Milan, disait vers 374 : « Jusqu'où étendez-vous, ô riches, vos désirs insensés? Prétendez-vous habiter seuls sur la terre? Pourquoi rejetez-vous celui que la nature a rendu votre égal, et réclamez-vous pour vous seuls la possession de toutes choses? La terre a été établie en commun pour les riches

De la culture et de l'exploitation du sol dépend donc en première ligne le bien-être de la population. Porter sa culture au plus haut degré est, dans le sens le plus élevé, l'intérêt de tous. Mais nous avons démontré comment, sous le régime de la propriété individuelle, ce grand développement n'est possible ni dans la grande, ni dans la moyenne ou petite propriété. L'exploitation intensive du sol ne dépend pas des détails de sa mise en valeur; il y a lieu de considérer encore des facteurs avec lesquels ne peuvent lutter ni le plus grand propriétaire ni l'association la plus puissante; ces facteurs sortent du cadre national actuel, et il faut les traiter au point de vue international.

2. *Amélioration du sol*

La société doit d'abord considérer le sol en son entier, c'est-à-dire sa conformation topographique, ses montagnes, ses plaines, ses forêts, ses fleuves, ses lacs, ses marais, ses landes, ses tourbières, etc.

---

tinople : « Personne ne peut se prétendre propriétaire de quelque chose; Dieu nous donna tout en jouissance commune, le mien et le tien sont des paroles mensongères. » Saint Augustin (mort en 430) s'exprime comme suit : « Lorsque la propriété privée existe, existent aussi les procès, la discorde, la haine, la lutte, la révolte, l'injustice, le péché, le meurtre, D'où viennent tous ces fléaux ? De la propriété. Frères, nous devons donc nous abstenir de posséder quelque chose en propriété, ou tout au moins nous abstenir d'aimer à le posséder. » Le pape Grégoire le Grand disait, vers l'an 600 : « Vous devez savoir que la terre, de laquelle vous êtes issus en somme, et dont vous êtes pétris, appartient en commun à tous les hommes et que, par suite, les fruits qu'elle produit doivent appartenir indifféremment à tous. » Et un des modernes, Zachariä, dit dans ses « Quarante livres sur l'Etat » : « Tous les maux contre lesquels les peuples civilisés ont à lutter, peuvent être ramenés à une cause, la propriété

Cette disposition topographique exerce, à côté de la situation géographique qui reste invariable, certaines influences sur le climat et sur la nature du sol. Ce champ d'action est d'une grande étendue, et permet de réunir une foule d'observations, de faire une quantité d'expériences. Ce que l'Etat a fait jusqu'ici dans ce sens est bien insuffisant. D'abord, il n'emploie à ces questions de culture que de petits moyens, et puis, quand bien même il aurait la volonté d'étendre son action à un cercle plus large, il en serait empêché par les grands propriétaires qui ontaujourd'hui voix prépondérante dans la législation. L'Etat actuel ne pourrait non plus rien faire dans ce sens sans empiéter fortement sur la propriété privée. Mais comme son existence même repose sur le maintien du « caractère sacré » de la propriété, comme les grands propriétaires sont ses plus fermes soutiens, il lui manque évidemment le pouvoir d'aller de l'avant dans le sens que nous indiquons. Il s'agira donc ici, pour la société nouvelle, de procédér à une amélioration énergique et générale du sol : irrigations et desséchements, modifications du terrain, plantations, etc., etc. Ainsi le sol produira dans toute sa force.

Une question d'une haute importance, c'est ensuite celle de la création d'un vaste réseau de canaux et de voies fluviales, systématiquement développé, et qui devra être dirigé et coordonné d'après des principes scientifiques.

La question du « bas prix » des transports par eau, si importante pour la société actuelle, sera

influence sur le climat, de son adaptation à une méthode d'irrigation étendue et de son action bienfaisante sur la fertilité du sol.

Il est établi par l'expérience, que les pays arides ont beaucoup plus à souffrir des hivers rigoureux et des étés très chauds que ceux qui ont de l'eau en abondance ; c'est ainsi que, par exemple, les pays du littoral ne connaissent pas les véritables températures extrêmes, ou ne les éprouvent que pendant une période très courte. Ces extrêmes ne sont avantageux et agréables, ni pour les plantes, ni pour les hommes. Dans ce cas un système développé de canaux aurait une action modératrice, surtout si on le rattachait aux mesures prescrites pour la culture des forêts. Un système de canaux de ce genre, auquel on adjoindrait de vastes bassins, servirait également de collecteur et de réservoir quand la fonte des neiges ferait grossir les fleuves et les torrents. Les inondations et leurs effets désastreux deviendraient donc impossibles. L'augmentation de la surface des eaux aurait probablement pour conséquence, en raison de leur évaporation plus forte, de régulariser la formation des pluies. Là enfin où l'eau aurait longtemps manqué pour l'agriculture, des machines et des pompes élévatoires, faciles à établir, pourraient l'amener dans les terres.

De vastes territoires, qui auront été jusque-là presque stériles ou peu féconds, se transformeront, au moyen de l'irrigation artificielle, en contrées fertiles. Là où aujourd'hui des moutons trouvent

réalisées, une population compacte pourrait trouver sa nourriture et son bien-être. Ainsi, par exemple, les étendues de sable du Mark, le « sablier du saint Empire allemand, » pourraient être transformées en un Eden de fécondité, grâce à une division de travail rationnelle. C'est ce qui fut proposé par un conférencier en 1894, dans une conférence se rapportant à l'Exposition de l'Agriculture allemande, qui avait eu lieu à Berlin l'année précédente (1). Mais les propriétaires fonciers du Mark ne peuvent payer les canaux nécessaires, les irrigations, les améliorations, etc. Et c'est ainsi qu'aux portes de Berlin des étendues de terrain se trouvent dans une situation, qui sera incompréhensible aux générations futures. D'autre part des canalisations de ce genre pourraient gagner à l'agriculture de vastes étendues de pays marécageux, notamment dans le Nord et dans le Sud de l'Allemagne. Tous ces cours d'eau pourraient encore être fort bien utilisés pour la pisciculture, et fourniraient ultérieurement une fructueuse source d'alimentation; ils constitueraient en outre, durant l'été, dans les communes qui n'ont pas de rivières ou qui ne sont pas situées à la mer, des bains tout disposés (2).

Dans quelle mesure agit l'irrigation, quelques

(1) Il est également dit dans le rapport officiel sur l'Exposition universelle de Chicago : « L'utilisation de l'eau pour la culture des fruits et des légumes est de plus en plus recommandable; des sociétés d'eau, fondées dans ce but, pourraient transformer chez nous des déserts en paradis. »

(2) « Dans un des domaines les mieux cultivés de la monarchie autrichienne — en Bohême — 656.000 hectares de terroir, c'est à-dire un quart de la surface labourable, ont besoin de drainage, et des 174.000 hectares de prairies, un tiers

petits exemples vont nous le montrer. Dans les environs de Weissenfels, 7 1/2 hectares de prairies bien irriguées ont donné 480 quintaux de regain, tandis que, tout auprès, 5 hectares de prairies ayant un sol de la même composition, mais non irriguées, n'en ont donné que 32. Les premières ont donc donné proportionnellement un produit plus que décuple. Près de Riesa, en Saxe, 65 pièces de prairie irriguées virent, malgré les gros frais d'établissement, monter leur production nette de 5.850 à 11.100 marcs. Les frais d'établissement produisirent donc de l'intérêt. Mais en dehors du Mark il y a actuellement en Allemagne des provinces entières dont le sol, essentiellement sablonneux, ne donne une récolte quelque peu satisfaisante que lorsque l'été est très humide. Ces provinces, une fois sillonnées de canaux et irriguées, donneraient à bref délai un produit cinq, dix fois supérieur. En Espagne on cite des exemples de terres bien irriguées, ayant donné un produit trente sept fois plus élevé que d'autres, non arrosées. De l'eau donc, et il surgira du sol des masses nouvelles de matières alimentaires.

Il ne se passe presque pas d'années où une fois, deux fois, et même plus souvent, dans les provinces ou dans les Etats les plus divers, ne se produisent des inondations plus ou moins fortes, conséquence de la crue des rivières, des fleuves et des torrents. De vastes surfaces du sol le plus fertile sont arrachées par la violence des eaux et recouvertes de sable, de pierres, de décombres. Des arbres qui avaient besoin de longues années pour croître, sont déracinés; des

d'amélioration du sol, des semailles anéantis. De vastes régions, exposées au danger fréquent des inondations, ne sont exploitées que le moins possible, et seulement d'une façon économique, pour éviter d'avoir à supporter un double dommage. Le déboisement exagéré des montagnes, notamment par les particuliers, ne fait que renforcer ce péril. C'est à cette dernière circonstance — le déboisement insensé en vue seulement du bénéfice à en tirer — qu'il faut attribuer l'altération notable du climat et la diminution de la fertilité du sol dans les provinces de Prusse et de Poméranie, en Styrie, en Carinthie, en Italie, en France, en Espagne, etc.

Le déboisement des montagnes a pour conséquence des inondations. On attribue celles du Rhin, de l'Oder et de la Vistule à la dévastation sur grande échelle des forêts en Suisse, en Gallicie et en Pologne. Les inondations actuelles en Italie, surtout celles du Pô, doivent être attribuées aux mêmes causes pour les mêmes raisons. Madère, une grande partie de l'Espagne, de vastes territoires de l'Asie antérieure, jadis luxuriants et fertiles, ont perdu la plus grande partie de leur fécondité (1).

L'on a enfin compris dans la société bourgeoise, que le système du laisser faire, laisser aller ne donne plus aucun avantage dans ce domaine, et que des moyens appropriés en grand transforment les forces nuisibles en forces utiles à l'agriculture. C'est ainsi qu'on se décide à la construction de grands travaux de refoulement, qui amassent en quantités

considérables l'eau dont la force sert à l'exploitation électrique de l'industie et de l'agriculture. L'Etat bavarois surtout construit de pareils travaux sur grande échelle pour la captation des rivières et sources de la montagne. Ainsi il produit la force nécessaire à la traction électrique de ses chemins de fer, et à toutes les exploitations industrielles possible. L'ancienne Bavière agricole se transforme complètement en un pays industriel moderne.

3 — *Transformation de l'exploitation du sol*

Il va de soi que la société nouvelle ne pourra pas résoudre tous les problèmes en un tour de main, mais elle s'y donnera avec énergie, en y appliquant toutes ses forces, parce que son seul devoir sera de résoudre les questions de civilisation, et qu'elle n'y supportera aucune entrave. Elle accomplira d'année en année des travaux, elle résoudra des problèmes auxquels la société actuelle ne pense jamais, ne peut pas penser, dont la seule idée lui donnerait le vertige.

Dans la société nouvelle, les mesures que nous avons indiquées et d'autres analogues feront prendre à la mise en valeur générale du sol une physionomie bien plus avantageuse qu'aujourd'hui. D'autres points de vue viennent s'ajouter à ceux que nous avons déjà discutés en ce qui concerne l'augmentation de l'exploitation du sol. On plante aujourd'hui de nombreux milles carrés de pommes de terre, destinées à être transformées en quantités énormes d'eau de vie que notre malheureuse population, vivant dans le besoin

Pour l'homme civilisé de la société nouvelle, la consommation de l'eau de vie aura disparu, les pommes de terre et les céréales, destinées à cet objet, et par conséquent aussi le sol et la main d'œuvre qui y sont employés, deviendront disponibles pour la production d'une alimentation saine. Plus de 400.000 hectares des meilleurs terrains sont utilisés chez nous à la culture de la betterave, pour fournir le sucre à l'Angleterre, à la Suisse, aux États-Unis, etc. Nous avons déjà montré sous quelles spéculations succombent nos pays de culture les plus fertiles, par suite de la production des betteraves. Notre armée permanente, l'éparpillement de la production, du commerce, de l'agriculture, etc., exigent des centaines de milliers de chevaux et, par suite, des terres en proportion pour nourrir, pour mener au pâturage, pour élever les jeunes chevaux. La transformation totale des conditions actuelles rendra tout cela en grande partie superflu; dans ce cas encore de vastes étendues de terre, de riches forces productrices seront gagnées à d'autres besoins de l'agriculture. Actuellement des surfaces de plusieurs kilomètres carrés sont enlevées à l'agriculture, de vastes étendues de terrain sont nivelées, car les armes nouvelles à longue portée, la stratégie moderne exigent des champs de tir et des plaines de manœuvres où des corps d'armée peuvent se déployer en entier. Ceci disparaîtra également dans l'avenir.

Le vaste domaine de l'exploitation du sol fait déjà aujourd'hui l'objet d'une littérature scientifique

légumes, des tubercules, des plantes potagères, des fruits, des fleurs, des plantes de luxe, des plantes fourragères pour l'élevage du bétail, des prairies pour l'élevage rationnel des bestiaux et de la volaille et la mise en valeur de leurs produits, les engrais et la façon de les employer, l'analyse chimique du sol, l'application et la préparation de celui-ci à telle ou telle culture, les machines et les outils, la qualité des semences, la disposition la plus pratique des bâtiments d'exploitation, l'assolement, les variations de la température, etc., tout cela est entré dans le domaine de la discussion scientifique. Il ne se passe pour ainsi dire pas de jour où ne se réalisent de nouvelles découvertes, de nouvelles expériences, qui dépassent les améliorations et les perfectionnements introduits jusque-là dans l'une ou l'autre de ces différentes branches de l'agriculture. L'exploitation du sol est devenue, depuis Thaer et J. von Liebig, une science, et même une des premières et des plus essentielles; elle a acquis une étendue et une importance que peu de choses du domaine de la production matérielle ont pu atteindre. Mais si nous comparons cette extraordinaire quantité de progrès de tout genre avec la situation de notre économie rurale, nous sommes obligés de constater qu'il ne s'est trouvé jusqu'ici qu'une très faible partie de propriétaires en état de bien les utiliser dans une certaine mesure; parmi eux il n'y en a naturellement pas un seul qui ait agi autrement que dans son intérêt personnel spécial, et qui n'ait eu que celui-ci en vue, sans considérer en aucune manière le bien général. La majeure partie

qu'ils ont entre les mains; il ne possèdent ni les moyens, ni les connaissances.

4. *La grande industrie et la petite industrie. — Développement de la culture électrique.*

Alors que par-ci par-là, dans les cercles socialistes, l'on croit que la petite industrie peut supporter la concurrence avec la grande industrie grâce à l'application personnelle de ses membres et de leurs domestiques, les hommes compétents sont depuis longtemps d'un tout autre avis. En surmenant ses forces et celles de ses domestiques, le paysan peut produire autant qu'il veut; au point de vue intellectuel sa situation est à plaindre. Ce qu'il peut produire de meilleur par le surmenage et par les privations, est dépassé de loin par la technique moderne et par l'agriculture scientifique. C'est avant tout l'utilisation de la technique et de la science qui fera de véritables hommes des paysans, tandis qu'actuellement ils ne sont que les esclaves de leur propriété et les ilotes de leurs créanciers.

Les avantages, produits par la grande exploitation avec utilisation de toutes les inventions sous le rapport de l'agriculture, sont considérables. D'abord la suppression des lisières, des sentiers et des chemins entre toutes les propriétés morcelées, fournira une quantité de sol nouveau. En disparaissant, la petite propriété foncière fera réaliser une grande économie de temps. Cinquante personnes, employées dans la grande exploitation, produiront beaucoup

et la direction des forces ouvrières de la façon la plus rationnelle rend la grosse exploitation possible. Ajoutez à cela les avantages excessifs résultant de la mise en œuvre de toutes sortes de machines agricoles, d'installations perfectionnées, l'utilisation industrielle des produits, l'élevage rationnel du bétail et de la volaille, etc. La force électrique offre de tels avantages pour l'agriculture, qu'elle fait oublier toutes les autres forces.

L'auteur d'un opuscule : « Le relèvement de notre agriculture par la diminution des frais de production. Une enquête sur les services, rendus à l'agriculture par la technique des machines et l'électricité » (1) calcule l'exploitation d'un grand domaine. Il constate que l'introduction du travail machinal fit réaliser une économie de plus de 5.000 chevaux-journées, et que l'unique dépense de 40.000 marcs en capital amena une diminution des frais de plus de 12.000 marcs, ou 48 marcs par hectare, tout ceci sans parler de l'augmentation de la production par l'introduction d'une culture appropriée et une exploitation plus adéquate par les machines.

La surproduction en grains augmenta de 20 à 40 pour cent, celle des fruits coupés atteignit souvent 50 pour cent. Si l'on ne compte en moyenne qu'une augmentation de production de 20 pour cent, le domaine envisagé donna un revenu supplémentaire de 55,45 marcs par hectare, ce qui, ajouté à l'économie déjà réalisée, donne 103,45 marcs par hectare. Lorsqu'on estime à 800 marcs le prix d'un hectare de

Il fut question de créer une centrale électrique pour faire l'exploitation. Elle ne mettrait pas seulement en mouvement les machines utilisées, mais permettrait aussi le chauffage et l'éclairage. Grâce à la force électrique, outre les maisons et les rues, les écuries, les caves, les granges, les fabriques pourraient être éclairées et, si nécessaire, la récolte pourrait se faire la nuit. Mack calcule que l'introduction générale de l'électricité supprimerait les deux tiers des animaux actuellement utilisés (environ 1.741.300 animaux) ce qui donnerait un bénéfice net de 1.002.989.000 marcs par année. Lorsqu'on déduit de cette somme les frais réclamés par la force électrique, il reste encore une économie annuelle d'environ 741.794.000 marcs.

L'exploitation électrique donne de plus en plus à l'agriculture le caractère d'un processus purement technique et industriel. Le détail ci-après donne une image de l'application diverse de l'électricité dans l'agriculture : (1)

Le moteur électrique peut mettre en mouvement : 1° Des machines qui augmentent la production brute : *a*) pour le labourage : machines à nettoyer les semences, trieurs, charrues électriques (développement complet) ; *b*) pour la moisson : machines à moissonner avec lieuse automatique (sont en construction) machines à récolter les pommes de terre (existent à un degré de perfection presque inégalable) appareils à arroser.

2° Des machines qui diminuent les frais : *a*) machines à lever, à décharger dans les granges, éleva-

teurs pour le placement du blé ou de la paille sur les meules ou dans les granges, comme pour l'étalage du foin sur le sol ; monte-sacs, pompes à purin ; *b*) moyens de transport : gouttières et bandes de transport, soufflets pour le transport des blés, chemins de fer de campagne, cabestans et crics pour le transport de lourdes charges ; *c*) pour l'utilisation : presses à paille, moulins à blé, hâche-paille pour produits à vendre.

3° Les machines pour l'industrie agricole : *a*) machines pour distilleries et machines pour la fabrication de l'amidon, pompes à eau de toute nature ; *b*) laiterie : machines à refroidir le lait, centrifuges, barattes, pétrisseurs, presses, etc. ; *c*) moulins à scie, scies circulaires à treillis ; *d*) machines pour le charronnage, scies-rubans, machines à forer, tours, machines pour charrons.

4° machines à préparer le fourrage pour l'élevage du bétail, hâche-paille, machines à couper les betteraves, moulins à égruger, machines à écraser les pommes de terre, l'avoine, etc., pompes à eau.

D'après des calculs, 15 p. c. du travail total pourrait être exécuté en moyenne de cette façon par l'utilisation économique du temps et des moyens d'exploitation, grâce au moteur électrique.

Pour le battage et la préparation à l'expédition de 1.000 kilogrammes de céréales, l'on a besoin en moyenne, en fait de travail manuel, de :

	Heures de travail
1. Lorsque tout le travail se fait à la main	104

	Heures de travail
3. Lorsqu'on se sert de batteuses électriques avec moteur de 20 chevaux	26.4
4. Lorsqu'on se sert de batteuses électriques géantes avec soufflets à bourrier et à courte-paille, presses à paille et élévateur avec-moteur de 60 chevaux	10.5

Rien ne s'oppose plus à l'utilisation générale de la charrue électrique. Tout comme les voies de transport électriques, les charrues électriques ont atteint un haut degré de perfection. La charrue à vapeur, lourde et coûteuse, ne travaille de façon rationnelle que sur des champs de grande étendue et pour le labourage profond. La charrue électrique au contraire, est utilisable en même temps pour le labourage profond et pour le jardinage, et peut également être employée sur des exploitations moyennes. Elle permet la culture de terrains escarpés, où même la charrue attelée rencontre des difficultés. Elle épargne énormément de travail, comme le prouve le tableau suivant qui établit la comparaison entre le labourage à l'électricité, et l'emploi de la charrue à chevaux, à bœufs ou à vapeur.

	Frais par arpent avec le labourage à profondeur moyenne de				
	4 pouces	6 pouces	8 pouces	11 pouces	14 pouces
Chevaux, ...	2.50	3.00	4.20	7.70	13.30
Bœufs	3.65	4.65	5.80	7.90	10.20
Charrue à vapeur en location de	6.00	6.70	7.60	9.15	10.70

La conduite facile et la divisibilité de l'énergie électrique, la simplification extrême dans la desserte et dans la conduite des machines électriques, constituent des avantages capitaux pour l'agriculture avec ses surfaces étendues, pour l'entretien desquelles un mince fil suffit. Et puisque l'hypothèse de l'utilisation des machines électriques suppose un réseau d'usines centrales et un réseau électrique, d'après un plan déterminé, l'exploitation électrique de l'agriculture peut marcher de pair avec la culture électrique, avec l'influence directe exercée sur la croissance des plantes par l'électricité.

Pendant ces dernières années, des physiologues-botanistes et des agronomes pratiques se sont occupés activement d'étudier les effets de l'électricité sur la croissance et la fécondation de plantes de culture importantes, et surtout de nos céréales. Le problème fut résolu par le professeur K. G. Lemström, décédé en 1906. De grandes surfaces de terrain labourables furent couvertes d'un réseau de fils auxquels il communiqua une charge positive, tandis que le pôle négatif allait en terre, et il laissa passer la décharge pendant toute la période de végétation ou pendant une partie de cette période, alors qu'un champ de contrôle, située de la même façon, restait sans influence électrique. Les essais furent répétés en des endroits différents, et leur application judicieuse donna d'abord une augmentation de moisson de 30 à 100 et même plus pour cent, une diminution de la durée de la maturation et une réelle amélioration de la qualité. Cette méthode fit naître plusieurs

D'après les derniers renseignements de Lodge, qui prolongea les essais de 1906 à 1908 sur une surface de 10 hectares, le réseau des fils peut être installé à une hauteur de cinq mètres, sans que l'effet favorable sur la moisson s'en ressente. Cette hauteur permet l'usage de chariots à récolter et tout le travail agricole sans inconvénient, alors que d'après Lemström le réseau des fils ne pouvait être éloigné de plus de 40 centimètres des plantes à influencer. (1) Différents meuniers firent des essais comparatifs de panification, et ils constatèrent que le froment électrisé donna une farine beaucoup plus blanche que le froment non électrisé. Et ainsi la nouvelle invention est mûre pour être transportée avec succès dans la pratique de l'agriculture et de l'horticulture.

Pour être utilisée d'une façon rationnelle, la charrue à vapeur de Fowler avec deux locomotives compound exige une superficie de 5.000 hectares, c'est-à-dire une superficie supérieure à celle de la plupart de nos villages. Il fut calculé que l'emploi des machines les plus diverses et l'utilisation de tous les avantages qui existent, sur tous les terrains agricoles exploités en 1895, aurait permis une économie de 1.600 millions de marcs. D'après Ruhland (2) une lutte efficace contre les maladies du blé suffirait pour rendre inutile l'importation actuelle du blé en Allemagne. Dans la brochure du Dr Sonnenburg, de Worms : « Les mauvaises herbes de nos prairies et de nos champs » il est rapporté

(1) M. Breslauer, *Beeinflussung des Pflanzenwachstums durch Elektrizität.* — (De l'influence de l'électricité sur la croissance des plantes). Elektrotech-

que d'après une enquête officielle en Bavière, les paysans de ce pays perdent annuellement environ 30 p. c. de la moisson par suite de mauvaises herbes. Sur deux surfaces de quatre mètres carrés, l'une avec mauvaises herbes, l'autre sans ivraie, Nowatzki trouva les résultats suivants :

	Tiges	Graines	Production en paille
Sur la surface avec mauvaises herbes.	216	180	239 grammes
» » sans ivraie.	423	528	1077 »

Le Dr Von Rümker, professeur à l'institut agricole de l'Université de Breslau, déclare que l'alimentation du sol, d'après une statistique de l'agriculture, fait défaut en Allemagne. Le travail du sol, de même que l'ensemencement, se font d'une manière schématique, sans idées arrêtées et avec des outils si imparfaits et si peu appropriés, que la peine et le travail ne peuvent être récompensés que dans une faible proportion. Le travail facile du triage des semences ne se fait même pas.

Dans le tableau suivant, le professeur Von Rümker montre la proportion dans laquelle la production augmenta par hectare, grâce au triage des semences :

Le froment fournit	Non trié par hectare en kilogrammes	Trié par hectare en kilogrammes	Surproduction de la semence triée en kilogrammes
Moisson totale.	8000	10800	+ 2800
Blé	1668	2885	+ 1217
Foin et paille	6332	7915	+ 1583
Poids par hectolitre de moisson	77.2	78.7	+ 1.5

D'après le tableau, le triage des semences donna donc une augmentation de 1.200 kilogrammes de blé par hectare, ce qui, calculé à 12 marcs par cent kilos,

hectare, sans parler de la surproduction en paille. Rümker conclut plus loin, d'après une série de données, qu'en choississant convenablement les céréales pour chaque contrée, la moisson augmentera dans la proportion suivante :

Seigle . .	300 - 700	kilogr.	de blé ou	42 - 98	marcs	par	hectare.
Froment .	300 - 800	»		45 - 120	»		
Orge . .	200 - 700	»		34 - 119	»		
Avoine . .	200 - 1200	»		26 - 156	»		

Si, pour la surproduction, nous unîssons le triage de la semence au choix approprié de la sorte, la moisson en froment peut augmenter de 1.500 à 2.000 kilogrammes ou de 220 - 295 marcs par hectare.

Dans un ouvrage : « L'avenir de l'agriculture allemande » (1) l'on souligne la surproduction en produits agricoles lorsque le sol est fertilisé au moyen d'engrais riches et convenables — engrais minéral, superphosphate, kaïnite, acide phosphorique, etc. — La moisson en froment augmentait de 3.600 kilogrammes par hectare, celle du seigle de 2.400 kilogrammes par hectare. Une partie considérable des champs qui servent actuellement à la culture du seigle pourraient, grâce à un engraissement meilleur, être transformés en terrains à froment. La production moyenne des champs, servant à la culture des céréales à pain — deux cinquièmes de froment, trois cinquièmes de seigle — pourrait être calculée à 2.880 kilogrammes par hectare. En défalquant la semence et les graines de moindre valeur, il resterait encore 2.600 kilogrammes pour l'alimentation populaire. Aux 7,9 millions d'hectares,

cation, l'on pourrait ajouter 1,5 millions d'hectares de prairies, terrains incultes, bruyères et marais. Sur cette surface de 9,4 millions d'hectares, la production augmenterait de 25.192 millions de fois cent kilogrammes. Calculée à raison d'une consommation annuelle de 175 kilogrammes par personne, cette production pourrait nourrir 144.000.000 hommes. D'après le recensement de 1900, l'Allemagne comptait 56.340.000 habitants (1); l'état actuel de la technique et de la science permettrait de faire produire par la terre allemande des céréales pour 2 1/2 fois la population de l'Allemagne. Seulement, la propriété privée morcelée actuelle oblige l'Allemagne à importer en moyenne la neuvième partie de ses besoins en céréales. Si, dans les circonstances actuelles, la même production pouvait être obtenue, le prix des vivres resterait tellement élevé que la majorité des hommes ne pourraient les acheter; le but ne serait donc pas atteint. Ces résultats ne pourraient être obtenus que par l'exploitation communiste sur grande échelle; les écrivains n'y songent évidemment pas. D'après un de leurs calculs, une culture intensive ferait produire à l'agriculture allemande un complément de :

Céréales	145.100.000.000	kilogrammes,
Pommes de terre, ...	440.000.000.000	»
Orge, avoine, pois et fèves . . .	787.00.000.000	»
Foin des prairies.	146.200.000.000	»
Foin et fourrages	110.000.000.000	»
Betteraves.	226.000 000.000	»

Nous devons encore faire remarquer que, d'après ce que nous avons déjà dit, l'introduction de l'ex-

nombre d'animaux de labour; l'élevage du bétail pour l'alimentation humaine pourrait prendre une grande extension, ou les terrrains nécessaires à cet effet pourraient servir à la culture de plantes alimentaires.

Un autre domaine, qui pourrait encore être exploité de toute autre façon, c'est l'élevage des volailles et le commerce des œufs. Annuellement, l'Allemagne importe en moyenne pour plus de 149,7 millions de marcs d'œufs (1907), et pour plus de 40 millions de marcs de volailles. En cette matière, des progrès très sensibles peuvent encore être réalisés. D'autre part, la concentration des étables, des magasins, des dépôts de fumier, des dépôts de fourrages, etc, le tout installé de la façon la plus pratique, ne permettrait pas seulement une grande économie de temps, de forces et de matériaux, mais assurerait des avantages sous le rapport de l'utilisation rationnelle, qui ne peuvent pas être atteints par la petite exploitation ou par l'exploitation moyenne, et qui ne le sont que rarement par la grande exploitation. Combien les conditions hygiéniques de la plus grande majorité des étables laissent à désirer, combien misérables sont les installations pour l'alimentation et l'entretien du bétail et de la volaille! Le paysan du 20e siècle ne sait guère que les animaux, tout comme les hommes, ont besoin de propreté, de lumière et d'air, et que ces conditions exercent l'influence la plus heureuse. Il est évident qu'alors l'obtention et l'utilisation du lait, le beurre, le fromage, les œufs, le miel, la viande se

habilement la température, donneront des résultats tels que nulle part aujourd'hui il n'est possible d'en atteindre. La construction de grands abris, de grands séchoirs, etc. permettrait de faire la récolte par les temps les plus mauvais, ce qui épargnerait les grandes pertes qui se produisent à l'heure actuelle. C'est ainsi que d'après V. d. Goltz, une époque de récolte défavorable fit perdre 8-9 millions de marcs dans le Mecklenbourg, 12-15 millions à Königsberg.

5. — *Viticulture de l'avenir*

Dans l'avenir, la culture des fruits et des plantes potagères atteindra un développement à peine considéré comme possible aujourd'hui, et multipliera ses produits d'une façon remarquable. Pour démontrer combien l'on pêche encore sous le rapport de la culture des fruits, quoique l'Allemagne possède un climat particulièrement favorable à cette culture, et surtout à celle de la pomme, il suffira de dire que l'importation annuelle en fruits naturels est de 40 millions de marcs, et celle en fruits secs de 20 millions de marcs. Ceci s'explique par un simple coup d'œil sur la triste situation des arbres fruitiers dans la plus grande partie de l'Allemagne, et même dans les pays réputés pour leurs fruits, comme le Wurtemberg. Ici un grand domaine reste à explorer. Il convient de constater la même chose pour la culture des baies, qui en est encore à sa période d'essai.

Au moyen de la chaleur artificielle et de l'humidité dans de vastes halls, qui protègent contre les temps

profusion de fleurs éclatantes, qui rivalisent avec celles de l'été. Le « vignoble » artificiel du directeur Haupt des jardins botaniques de Bries, en Silésie, est un des progrès les plus marquants sous le rapport de la culture artificielle des fruits. Cet exemple trouva d'ailleurs nombre d'imitateurs, et eut même des précurseurs dans d'autres pays, tels que l'Angleterre. Le projet et les résultats furent publiés dans la « *Vossische Zeitung* » du 27 septembre 1890, et ils sont peints sous de si riantes couleurs, que cette description mérite d'être copiée. Le journal relata :

« Sur une surface à peu près carrée de 500 mètres carrés, c'est à dire 1/5 d'arpent, a été construite la serre, haute de 4,5 à 5 mètres, dont les parois sont orientées exactement vers le Nord, le Sud, l'Ouest et l'Est. Dans la direction du Sud au Nord il y a douze rangées d'espaliers doubles, distants de 1,8 mètre, qui servent en même temps de support au toit incliné. Le sieur Haupt planta, dans une fraisière de 1,25 mètre de profondeur, aux espaliers cent soixante ceps de vigne des espèces qui, dans la province rhénane, produisent le meilleur vin.

» La ventilation de la serre fut assurée, outre par de nombreuses ouvertures dans les parois latérales, par des ventilateurs de 20 mètres de long dans le toit, ventilateurs qui, grâce à un système spécial, pouvaient être ouverts et fixés en cas d'orage. Pour l'arrosage des ceps, on se servit de 26 pommes d'arrosoir attachées à des tuyaux en caoutchouc de 1 m 25, embranchés sur une canalisation d'eau à haute pression. Mais le sieur Haupt se servit encore

quatre longs réseaux de tuyaux en cuivre, qui possèdent une disposition telle que la simple ouverture d'un robinet crée une pluie douce et rafraîchissante dans toute la serre. La température, obtenue sans aucun chauffage par la simple disposition des lieux, dépasse de 8 à 10 degrés Réaumur la température extérieure. Pour préserver les ceps du redoutable phylloxera, il suffirait lorsqu'il se montrerait de fermer les tuyaux de drainage, et d'ouvrir tous les robinets de la canalisation. Il est connu que cet ennemi des ceps ne résiste pas à leur submersion. Les toits vitrés et les parois de la serre protègent contre la tempête, le froid, la gelée, la pluie abondante; un treillis très fin protège les carreaux contre la grêle, la pluie artificielle contre la sécheresse. Le vigneron de pareil « vignoble » commande au temps; il peut se moquer des fantaisies de la nature « indifférente » ou cruelle, qui menacent de destruction le fruit de toutes les peines, de tout le travail du viticulteur.

» Ce qu'espéra le sieur Haupt se réalisa. Dans cette température d'une chaleur uniforme, la croissance des ceps fut admirable. Les raisins mûrirent jusqu'à pleine maturité, et déjà pendant l'automne de l'année 1885 ils donnèrent un moût dont la teneur en sucre ne fut pas inférieure, celle en acide pas supérieure à celle des meilleurs moûts de la province rhénane. L'année suivante et pendant l'année 1887, qui fut défavorable, les raisins restèrent abondants. Dans cet espace il est possible de

« Il semble qu'aucune circonstance n'empêche l'exploitation complète, sur grande échelle, de ces vignobles. Des serres comme celle que nous avons décrite et qui couvre une surface de 1/5 d'arpent, peuvent être construites dans les mêmes conditions sur des terrains d'une surface d'un arpent. Dans ces serres la végétation commencera quelques semaines plus tôt qu'en plein air; les ceps seront protégés contre les gelées du mois de mai, contre la pluie, contre le froid pendant la floraison, contre la sècheresse pendant la croissance des raisins, contre les oiseaux et d'autres voleurs de raisins, contre l'humidité pendant que les fruits mûrissent, contre le phylloxera pendant toute l'année, et les fruits resteront sur ceps jusqu'en novembre ou en décembre. Lorsqu'en 1888, l'Association pour le développement de l'horticulture visita le sieur Haupt et son installation, il prononça une allocution à laquelle j'ai emprunté beaucoup de détails concernant ses vignobles. L'inventeur et le fondateur de ces vignobles ouvrit encore, en terminant, une alléchante perspective pour l'avenir : Puisque ces vignobles sont possibles dans toute l'Allemagne, même dans les contrées stériles, sablonneuses ou pierreuses, pourvu qu'elles soient fertilisées et arrosées, il en résulte que les « vignobles sous verre » présentent un grand intérêt pour l'agriculture nationale. Je puis appeler cette culture « la viticulture de l'avenir ».

L'auteur ajoute alors que le vin extrait des raisins recueillit les louanges les plus vives des connais-

trices. C'est ainsi que le sieur Haupt cultive un rosier entre chaque deux ceps, et que ces rosiers portent une méthode de fleurs en avril et en mai, tandis que les parois d'ouest et d'est portent des pêches sur espalier, dont la floraison en avril donne à l'intérieur de ce palais vitré un aspect d'une beauté vraiment fantastique ».

Rien n'empêche de réaliser des installations identiques, même sur plus grande échelle, pour les cultures les plus diverses. Dans ces conditions nous pourrions nous permettre, pour les productions du sol, le luxe d'une double récolte. Actuellement toutes ces entreprises sont guidées par l'esprit du « lucre », et leurs produits ne sont accessibles qu'à ceux qui peuvent les payer. Une société socialiste ne connaît d'autre demande que celle des forces ouvrières en quantité suffisante; dès que ces forces existent, le travail s'effectue au profit de tous.

6. — *Mesures contre l'épuisement du sol*

C'est ainsi que nous voyons déjà se dessiner la transformation complète dans la situation actuelle de la nutrition. Les progrès ne sont utilisés que d'une façon très lente, parce que les classes possédantes ont le plus grand interêt à les arrêter. Au printemps l'on prie tous les dimanches dans les églises pour obtenir une bonne moisson, mais avec les mêmes restrictions que les croyants qui adorent Saint Florian : « Saint Florian, protégez ma maison, incendiez celle de mon voisin. » Car si la moisson est abondante dans tous les pays, les prix

vient de la perte, et ils restent des ennemis sournois de toute invention ou découverte qui apporte des avantages aux autres et non à eux. Notre société est partout en contradiction avec elle-même.

Le maintien du sol en fertilité, et le développement de ses produits, dépendent en première ligne d'une fumure suffisante. La production des engrais deviendra une des questions les plus importantes pour la société nouvelle (1).

L'engrais est pour le sol ce que la nourriture est pour l'homme, et de même que n'importe quel aliment n'est également nutritif pour celui-ci, de même le premier engrais venu n'a pas une égale valeur pour la terre. Il faut rendre à celle-ci exactement les mêmes principes qu'elle a perdus par une récolte, et lui fournir en plus grandes quantités ceux des éléments chimiques que réclame de préfé-

---

(1) Il y a une recette pour assurer la fertilité du sol et l'éternelle durée de son rendement; ce moyen, logiquement appliqué, sera plus rémunérateur que tous ceux que l'agriculture se soit jamais prescrits; il consiste en ceci : « Tout cultivateur qui mène au marché un sac de blé, un quintal de colza, de betteraves, de pommes de terre, etc, devrait, comme le cooli chinois, rapporter de la ville autant — même plus si possible — des éléments constitutifs des produits de son sol, et les rendre à la terre à laquelle il les a pris; il ne devrait dédaigner ni une épluchure de pomme de terre, ni un brin de paille, mais songer que cette pelure manque à une de ses pommes de terre, et ce brin à un de ses épis. Sa dépense pour les ramasser est minime, et le placement sûr; il n'y a pas de caisse d'épargne offrant plus de sécurité, pas de capital récélant pour lui de plus gros intérêts. La surface de son champ doublera déjà son rapport en dix ans; il produira plus de grain, plus de viande, plus de fromage, sans sacrifier ni plus de travail ni plus de temps, et il ne sera pas dans une perpétuelle inquiétude de nouveaux moyens inconnus pour maintenir, d'une autre manière, la fertilité de son champ. Tous les os, la suie, les cendres lessivées ou non, le sang des animaux, les issues de tout genre, devraient être ramassés dans des endroits spéciaux et préparés pour être expédiés... Les gouvernements et les autorités de police dans les villes, devraient donner tous

rence la culture de certaines espèces de plantes. C'est pourquoi l'étude de la chimie et de son application pratique atteindra, elle aussi, un développement aujourd'hui inconnu.

Les déjections de l'homme et des animaux contiennent principalement les éléments chimiques qui sont les plus aptes à la reconstitution de la nourriture humaine. Il faut donc arriver à les recueillir le plus complètement et à les répandre le plus utilement possible. C'est par là qu'on pêche aujourd'hui d'une façon prodigieuse. Les principales coupables sont les grandes villes, qui reçoivent des masses de produits pour leur alimentation, mais ne rendent au sol que la plus faible partie de leurs déjections et de leurs détritus si précieux. Il en résulte que tous les domaines éloignés des villes et qui alimentent chaque année celle-ci de la plus grande partie de leurs produits, souffrent du manque d'engrais, car ceux qui proviennent du personnel et des animaux vivant sur le domaine sont insuffisants, cette population ne consommant qu'une faible partie de la récolte; on a recours alors à un système d'exploitation frisant le pillage, ce qui affaiblit la terre, diminue le rendement et fait monter le prix des choses nécessaires à la vie. Tous les pays où la production agricole est l'élément principal, mais qui ne reçoivent pas d'engrais en échange, vont nécessairement et par degrés à la ruine par suite de l'appauvrissement du sol, témoins la Hongrie, la Russie, les principautés danubiennes, etc.

Vers le milieu du siècle précédent, Liebig déve

plantes, tout en ne recevant pas d'engrais azoteux, rendent le sol plus riche en azote. Ce phénomène fut expliqué par Hellriegel qui montra que ce sont des milliards de bacilles qui, en symbiose avec certaines plantes légumineuses, fournissent directement à la plante l'azote de l'air (1). Si, depuis Liebig, la chimie agricole constitue un des côtés de l'agriculture scientifique, la bactériologie agricole forme l'autre. L'Allemagne, dans ses couches de potasse et de kaïnite, dans ses superphosphates et ses acides phosphoriques, possède des sources inépuisables d'engrais minéral. Leur utilisation rationnelle avec une culture appropriée du sol, fournirait des quantités considérables de matières nutritives.

Pour donner une idée de l'importance de l'emploi des différents engrais chimiques, il suffira de dire que l'Allemagne en utilisa, en 1906, pour environ 300 millions de marcs. Parmi ces engrais, les engrais azoteux sont les plus importants. Ce qui suit montre l'importance de leur influence. D'après les recherches, le rapport en avoine en comparaison avec un fumage complet, diminua de 17 % en cas d'absence d'acide phosphorique, de 19 % en cas d'absence de potasse, et de 89 % en cas d'absence d'azote. Le bénéfice net, en une année et sur un hectare, était de 96 marcs lorsque le fumage était complet, de 62 marcs lorsque la potasse faisait défaut, de 48 marcs lorsque l'acide phosphorique faisait défaut, de 5 marcs lorsque l'azote faisait défaut. L'on a calculé que si l'Allemagne veut doubler son fumage en azote, elle ne pourra pas

seulement couvrir ses besoins en céréales et en pommes de terre, mais qu'elle fournira encore des quantités considérables à l'exportation. Et la source principale de cet engrais si précieux, les couches de salpêtre du Chili ainsi que les couches de guano s'épuisent rapidement, alors que les besoins en composés azotés — en Allemagne, en France, en Angleterre, et pendant les dix dernières années également aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord — deviennent toujours plus grands. Déjà en 1899, le chimiste anglais William Crookes souleva cette question, et la souligna comme d'importance beaucoup plus considérable que la possibilité d'un épuisement prochain des mines de charbon anglaises. Il détermina comme problème principal, à résoudre par la chimie, la fabrication des engrais azoteux de l'immense réservoir d'azote de l'air. L'on n'a qu'à considérer que la quantité d'air qui se trouve sur une surface d'un centimètre carré pèse environ un kilogramme, et que les 4/5 de cet air sont de l'azote. L'on peut donc calculer que la quantité d'azote contenu dans l'atmosphère terrestre est d'environ 4,000 millions de tonnes. La consommation annuelle de salpêtre correspond à environ 300.000 tonnes d'azote. Si donc il ne se produit pas de compensation de l'azote, la combinaison chimique de l'air suffirait pour satisfaire le besoin actuel de salpêtre pendant plus de 14.000 millions d'années.

Ce problème est déjà résolu. Déjà en 1899, A. Frank et M. Caro ont produit du cyaniade de calcium, qui contient de 14 à 22 % d'azote. Les

tiennent égale dans tous les cas le salpêtre du Chili, et lui est même préférable sur certains terrains. Il a été introduit depuis quelques années sur le marché allemand comme salpêtre de Norvège. Et en 1905 Otto Schönherr parvint à trouver un procédé qui, sous le rapport technique, est encore plus avantageux que celui de Birkeland-Eyde. En dehors de la force électrique, il n'exige que des matériaux à bon marché, notamment de l'eau et de la pierre à chaux. Ainsi l'agriculture dispose d'un engrais, formé par un procès exclusivement technique et industriel, et qui se trouve à notre disposition en quantités inépuisables (1).

D'après A. Muller, les déjections moyennes, par an, d'un homme adulte et sain, se composent de 48,5 kilogrammes de matières solides et de 438 kilogrammes de matières liquides. Dans l'état actuel des choses, si ces matières peuvent être utilisées complètement sans perte par l'évaporation, elles représentent une valeur d'environ 5,15 marcs. Mais la grande difficulté d'utiliser complètement ces matières consiste dans la construction d'appareils collecteurs assez vastes et pratiquement disposés, et dans l'élévation des frais de transport. Une grande parti

(1) D'après le protesseur Bernthsen : *A propos des acides nitriques aérien* Discours tenu au septième Congrès international de Londres. Revue de chimi appliquée, 1909. Livraison 24. Puisque la nouvelle industrie a besoin de force hydrauliques à meilleur marché pour la production de l'électricité, la fabriqu badoise d'aniline et de soude, en même temps que d'autres fabriques de pro duits chimiques de l'Allemagne, se sont assuré les forces hydrauliques de l Norvège, exploitées par une société franco-norvégienne f ndée par Birkelanc Eyde. Deux sociétés se fondèrent, chacune avec un capital en actions de 16.000.00 couronnes, pour l'utilisation des forces hydrauliques norvégiennes et pour l

des excréments des villes sont charriés par nos fleuves et nos rivières. De même les détritus des cuisines, les déchets des ateliers et des fabriques, qui pourraient être utilisés comme engrais, sont souvent étourdiment gaspillés. La société nouvelle trouvera les voies et les moyens pour atteindre aussi complètement que possible un but d'une pareille importance. La société nouvelle résoudra plus facilement cette question, et même tout d'abord par ce fait qu'elle fera disparaître petit à petit les grandes villes et décentralisera la population.

7. *Disparition du contraste entre la ville et la campagne*

Personne ne saurait considérer l'organisation actuelle de nos grandes villes comme une chose saine. Le système qui régit de nos jours la production et l'industrie, attire sans cesse de grosses masses de la population vers les grands centres. (1) C'est là qu'est le siège principal de l'industrie et du commerce; c'est là que se croisent les voies de communication; c'est là que se trouvent les grosses fortunes, les administrations centrales, les commandements

(1) D'après le recensement professionnel du 12 juin 1907, l'Allemagne comptait 42 grandes villes avec plus de 100.000 habitants. En 1816 il n'y en avait que deux, en 1871 huit. En 1871 Berlin comptait environ 826.000 habitants, 1.888.000 en 1900, et 2.040.148 en 1908, soit une augmentation de 147 %. En 1871, le « grand Berlin » comptait 875.328 habitants et 2.469.009 en 1900. En 1907, 42 grandes villes comptaient ensemble 11.790.000 habitants, soit environ 19 % de la population totale. Plusieurs de ces grandes villes se virent obligées d'enclaver les faubourgs, de véritables villes aussi, tant sous le rapport de l'industrie que de la population. De 1885 à 1905, Leipzig augmenta de

militaires, les tribunaux supérieurs. C'est là que sont les grands établissements d'instruction, les vastes lieux d'éducation, de plaisir et de distraction, les assemblées, les expositions, les musées, les théâtres, les salles de concert. La vocation y attire des milliers d'hommes, le plaisir autant, l'espoir du gain facile et de la vie agréable davantage encore.

Mais cette organisation en grandes villes fait l'effet d'un homme dont le ventre grossit sans cesse, tandis que ses jambes deviennent toujours plus minces et qu'en fin de compte elles ne peuvent plus porter leur charge. Tout autour de ces grands centres, dans une proximité immédiate, tous les villages prennent également le caractère de villes, et une masse énorme de prolétaires s'y rassemblent. Ces communes, pour la plupart dépourvues de toutes ressources, sont obligées d'augmenter les impôts à l'extrême sans toutefois pouvoir suffire aux exigences qui se produisent. Elles finissent par toucher à la grande ville, et réciproquement; elles s'incorporent à elle comme une planète venue trop près de l'orbite du soleil, sans pouvoir améliorer par là leurs conditions d'existence qui, au contraire, n'en deviennent que plus mauvaises. Ces agglomérations humaines, nécessaires dans l'état actuel de notre civilisation, et qui représentent jusqu'à un certain point des centres révolutionnaires, auront atteint leur but dans la formation de la société nouvelle. Leur disparition graduelle s'imposera en raison de ce fait, qu'à l'encontre de ce qui se passe aujourd'hui, la population émigrera des villes vers la campagne, y créera de

Aussitôt que la population urbaine aura la possibilité de transporter à la campagne toutes les choses nécessaires à l'état de civilisation auquel elle sera habituée, et d'y retrouver ses musées, ses théâtres, ses salles de concert, ses cabinets de lecture, ses lieux de réunion, ses établissements d'instruction, etc., elle commencera sans retard son émigration. La vie à la campagne aura tous les avantages jusque là réservés aux grandes villes, sans en avoir les inconvénients. Les habitations y seront plus saines, plus agréables. La population agricole s'intéressera aux choses de l'industrie, la population industrielle à l'agriculture. Cette variation dans le travail ne peut actuellement être réservée qu'à un très petit nombre d'hommes, et encore au prix d'un excès de travail et d'efforts.

Dans cet ordre d'idées encore le monde bourgeois travaille déjà à cette évolution puisque, d'année en année, les entreprises industrielles vont se fixer en plus grand nombre à la campagne. Les conditions défavorables de la vie dans les grandes villes, la cherté des loyers, l'élevation des salaires contraignent à cette émigration, ou bien ce sont les grands propriétaires fonciers qui deviennent industriels (fabricants de sucre, distillateurs, brasseurs, papetiers, etc.). Des dizaines de milliers habitent déjà actuellement les faubourgs de nos grandes villes; les moyens de transport donnent ces facilités.

Grâce à la décentralisation de la population, disparaîtra le contraste qui existe depuis des mil-

supérieure, sera dès lors un homme libre (1); le vœu jadis émis par le prince de Bismarck de voir les grandes villes disparaître devient un fait accompli, mais pas dans le sens rêvé par lui. (2)

Disparition de l'État

Si nous examinons encore une fois tout ce que nous avons exposé jusqu'ici, nous trouvons qu'en supprimant la propriété individuelle, en ce qui concerne les moyens de travail et de production, et en la transformant en propriété sociale, on fera disparaître quantité de maux que la société nous révèle à chaque pas et qui deviennent de plus en plus insupportables. Du moment que la société appliquera, dirigera et contrôlera tout le travail, on verra disparaître la domination de quelques uns ou de classes entières. Les fraudes, les duperies de tout genre, la falsification des denrées alimentaires, les tripotages de la bourse deviendront impossibles. Les halls où l'on sacrifie au dieu Mammon resteront

---

(1) Dans son ouvrage déjà cité, le « *Manuel d'économie politique de Rau* » le professeur Adolphe Wagner dit : « La petite propriété rurale constitue, pour une très grande partie de la population, une base économique qui ne saurait être remplacée par aucune autre institution; elle est, pour le paysan, un état d'indépendance et de liberté; c'est une institution, une fonction tant sociale que politique qui lui est propre. » Si l'auteur ne s'exalte pas à tout prix pour le petit paysan dans le but de faire plaisir à ses amis les conservateurs, il doit, après tout ce que nous avons dit, tenir notre petit cultivateur pour l'un des plus misérables parmi les hommes. Celui-ci est, dans les circonstances données, rebelle à une civilisation élevée; dans les conditions actuelles il ne peut s'élever, par son travail, à aucune situation supérieure, et devient donc un élément de gêne pour la civilisation. Celui qui aime le mouvement

vides, car tous les papiers de l'Etat, les actions, les obligations, les inscriptions hypothécaires, etc., seront devenus du vieux papier. Le mot de Schiller : « Qu'on détruise notre grand-livre, et que toute la terre se réconcilie » sera devenu une réalité, et la parole de la Bible : « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front » s'appliquera aux héros de la bourse, comme aux frelons du capitalisme. Le travail qu'ils doivent fournir comme membres de la société jouissant des mêmes droits, ne les écrasera pas, et leur bien-être corporel s'améliorera sensiblement. L'organisation actuelle de l'Etat aura également disparu, sans nous laisser aucun regret.

Les préoccupations de leur propriété qui, d'après les déclarations pathétiques de nos entrepreneurs et de nos capitalistes, leur pèsent plus lourdement que leur sort incertain et misérable aux travailleurs, leur seraient enlevées pour toujours. L'agitation de la spéculation, qui procure tant de peines de cœur et tant d'appoplexies à nos boursiers, tout en les rendant nerveux, tout cela disparaîtrait. Absence de toute préoccupation, tel est le sort pour eux et pour leurs descendants; ils ne s'en porteront que mieux.

Avec la disparition de la propriété privée et des oppositions de classe, l'Etat disparaît également. « Pendant que le mode de production capitaliste transforme de plus en plus la grande majorité de la population en prolétaires, il crée la puissance qui doit opérer cette transformation sous peine de disparition. Pendant qu'elle pousse de plus en plus à la

» L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa personnification en un corps visible. Mais il n'était cela qu'en tant qu'il constituait le gouvernement des classes, qu'elles mêmes représentaient pour lui la société tout entière ; dans l'Antiquité les citoyens de l'Etat avec leurs esclaves, au Moyen âge la noblesse féodale, actuellement la bourgeoisie. Mais du moment où il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classes sociales à opprimer, dès qu'avec les classes dirigeantes et la lutte pour l'existence qui trouve son fondement dans l'anarchie actuelle de la production disparaissent également les conflits et les excès qu'elles font naître, il ne se trouve plus rien à réprimer qui nécessite l'Etat. Le premier acte par lequel l'Etat s'affirmera comme le représentant de la société entière, à savoir la prise de possession des moyens de production au nom de la collectivité, sera en même temps son dernier acte comme Etat. L'intervention d'une force gouvernementale dans les rapports sociaux devient superflue dans tous les domaines. A la place d'un gouvernement d'individus on aura un gouvernement, une administration de choses, et la société sera dirigée par la production. L'Etat n'est pas supprimé, il meurt. » (1)

Avec l'Etat auront disparu ses représentants : ministres, parlements, armée permanente, police, gendarmes, tribunaux, avocats, procureurs, système pénitentiaire, administrations des contributions et des douanes, bref l'appareil politique tout entier.

Les casernes et autres bâtiments militaires, les palais de justice et d'administration, les prisons, etc., obtiendront alors une meilleure destination. Des milliers de lois, d'ordonnances, de règlements seront mis au rancart et ne possèderont plus qu'une valeur historique. Les grandes — et pourtant si mesquines — luttes parlementaires, où les orateurs s'imaginent gouverner et mener le monde par leurs discours, n'existeront plus; elles auront fait place à des assemblées, à des délégations administratives qui auront à se renfermer dans l'organisation la plus parfaite de la production, de la distribution, de la règlementation des approvisionnements nécessaires et des innovations utiles : toutes choses pratiques, visibles, que chacun pourra envisager d'une façon objective parce qu'aucun intérêt personnel saillant n'y sera en jeu. Personne n'aura d'autre intérêt que l'intérêt général qui consiste en ce que tout soit organisé et fabriqué d'une façon aussi rationnelle et aussi avantageuse que possible.

Ces centaines de milliers d'anciens représentants du gouvernement seront versés dans les métiers les plus divers, et aideront, avec leur intelligence et leurs forces, à augmenter la richesse productive de la société. On ne connaîtra plus ni crimes, ni délits politiques ou de droit commun. Les voleurs auront cessé d'être parce que, dans la société nouvelle, chacun pourra facilement et commodément satisfaire, comme tous les autres, à ses besoins par un travail honorable. Il n'existera plus de vagabonds. Ils ne sont que le produit d'une société reposant sur

écriture, la fraude, la captation d'héritages, la banqueroute frauduleuse? Il n'y aura plus de propriété privée; ces crimes n'auront donc plus de terrain où se développer. Les incendies par malveillance? Qui donc y trouverait plaisir ou satisfaction lorsque la société lui aura enlevé toute possibilité de haïr. La fabrication de la fausse monnaie? L'or n'est plus qu'une chimère, et celui qui l'aimerait se donnerait du mal en pure perte. Le sacrilège? Un non-sens; laissez donc au « Dieu tout-puissant et de toute bonté » le soin de punir lui-même ceux qui l'auront offensé, pour autant, bien entendu, qu'on discutera encore l'existence d'un Dieu.

De la sorte, toutes les bases de l' « ordre » actuel en seront venues à l'état de mythes: Les vieux en parleront aux petits enfants comme de choses du temps des contes de fée. Le récit des tracasseries et des persécutions dont on accable aujourd'hui les partisans des idées nouvelles, sonnera à leurs oreilles comme lorsque nous entendons aujourd'hui parler de brûler des hérétiques ou des sorcières. Les noms des « grands hommes » qui se seront signalés jadis par leurs persécutions des idées nouvelles, et que la sottise de leurs contemporains aura applaudis pour ce fait, seront oubliés, effacés; c'est tout au plus si l'histoire les rencontrera en feuilletant de vieux ouvrages. Malheureusement nous n'en sommes pas encore à ces temps heureux où l'humanité pourra respirer librement.

Dieu », on « n'arrachera pas la religion du cœur des gens » ainsi que le disent tous les racontars dont on se sert aujourd'hui pour accuser les socialistes athées. Ces phrases sont laissées par les socialistes aux idéologues bourgeois qui, dans la Révolution française, ont employé ces moyens et ont naturellement fait naufrage. La religion s'évanouira d'elle-même sans secousse violente, sans oppression des idées.

La religion reflète d'une manière transcendante l'état social du moment. Elle se modifie dans la même mesure que le développement humain progresse, que la société se transforme. Les classes dirigeantes cherchent à la maintenir comme moyen de domination. Elle est, dit Marx, l'aspiration vers un bonheur chimérique du peuple, et trouve son origine dans une situation qui a rendu nécessaire cette chimère, qui disparaît dès que la masse reconnaît la véritable bonheur et la possibilité de sa réalisation.

Les classes dirigeantes, dans leur propre intérêt, déploient leurs efforts pour arrêter cette science, et elles essaient de conserver la religion comme moyen de domination, chose qui est exprimée de la façon la plus formelle dans l'adage bien connu : « Le peuple a besoin de religion ». Dans une société qui repose sur la domination d'une classe, cette préoccupation devient une fonction très importante. Il se forme une caste qui s'en charge, et met toute sa sagacité à entretenir et à élargir l'institution, parce

primitif, la religion devient polythéisme, puis monothéisme, au fur et à mesure que la civilisation progresse. Ce ne sont pas les dieux qui créent les hommes, ce sont les hommes qui se fabriquent des divinités, des Dieux. L'homme s'est créé Dieu à son image et en posant comme modèle; ce n'est pas l'inverse qui a eu lieu. Le monothéisme lui-même s'est déjà décomposé en un panthéisme qui embrasse et pénètre toutes choses, et il disparaît chaque jour davantage. Les sciences naturelles ont fait de la « création » un mythe; l'astronomie, les mathématiques et la physique ont ramené le « ciel » à une chimère, et réduit les « étoiles du firmament », où trônent les « anges », à n'être que des étoiles fixes ou des planètes dont la nature exclut toute idée de vie angélique.

Les classes dirigeantes qui se voient menacées dans leur existence, se cramponnent à la religion comme au soutien de toute autorité, ainsi que l'ont considérée toutes les classes jusqu'ici prépondérantes. (1) La bourgeoisie elle-même ne croit à rien; par toute son évolution, par toute la science issue de son sein elle a détruit la croyance à la religion et à toute autorité. Sa foi n'est donc qu'une foi de parade, et l'Eglise accepte l'appui de cette fausse sœur parce

(1) Les citations suivantes montrent comment les anciens pensaient à cet égard : « Il faut aussi et surtout qu'il (le tyran, nom de celui qui détenait à lui seul le pouvoir dans l'antique Grèce) se montre sans cesse pénétré de respect pour les dieux, car les citoyens craignent moins d'éprouver quelque injustice de la part des tyrans lorsqu'ils pensent que celui qui a autorité sur eux honore la religion et qu'il songe à rendre aux dieux le culte qui leur est dû. Ils sont moins portés à conspirer contre lui, lorsqu'ils voient qu'il a les dieux pour allié. (Aristote, *La politique* traduction Thurot). « Un prince n'a donc pas besoin de

qu'elle en a besoin. « La religion est nécessaire au peuple. »

La société nouvelle n'a pas de ces arrières-pensées. Elle a pour drapeau le progrès de l'humanité, la science vraie et inaltérée. Si quelqu'un a encore des besoins religieux, il les satisfera avec ses coreligionnaires. La société ne s'en préoccupera pas. Pour vivre, il faudra que le prêtre travaille au milieu de la société, et comme il ne sera pas sans y apprendre bien des choses, il pourra venir un temps où il s'apercevra que la chose la plus noble, c'est d' « être un homme. »

Les bonnes mœurs et la morale n'ont rien à voir avec la religion; il n'y a que les imbéciles ou les flatteurs pour prétendre le contraire. Les bonnes mœurs et la morale sont l'expression d'idées qui règlent les rapports des êtres humains entre eux et leur conduite réciproque; la religion règle les rapports des êtres humains avec des êtres surnaturels, mais l'idée qu'on se fait de la morale naît, comme la religion, de l'état social de l'homme. (1) Le can-

---

clément, fidèle, humain, religieux et intègre; mais il doit rester assez maître de lui pour qu'au besoin il puisse et sache faire tout le contraire... Le prince doit donc avoir grand soin de ne dire jamais rien qui ne respire les cinq qualités que j'ai marquées; en sorte qu'à le voir et à l'entendre, il semble que c'est la clémence, la fidélité, l'intégrité, l'humanité et la religion même. Cette dernière qualité est celle qui lui importe le plus de paraître posséder, parce que les hommes en général jugent plus par les yeux que par les mains; chacun pouvant voir, mais très peu de personnes sachant toucher. Chacun voit ce que tu parais être, mais très peu de monde connait ce que tu es, et le petit nombre n'ose pas aller à l'encontre de l'opinion publique, toujours protégée par la majesté de l'Etat. Et dans les actions de tous les hommes et surtout des

nibale considère l'anthropophagie comme très mo
rale; les Grecs et les Romains envisageaient de
même l'esclavage, et les seigneurs féodaux du Moyen
Age la servitude de leurs vassaux. Le capitalisme
moderne trouve que le salariat, l'exténuation de la
femme par le travail de nuit, la démoralisation de
l'enfant par la vie de fabrique sont d'une haute
moralité. (1) Voila donc quatre phases de la société
et quatre conceptions de la morale, dont chacune
est plus élevée que l'autre mais dont aucune n'est
la plus haute. La condition morale la plus élevée
est sans contredit celle où les hommes se trouveront
en présence, les uns des autres, libres et égaux
celle où la principe fondamental de la morale
« Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais
pas qu'on te fît » sera devenu réalité. Au Moyen
Age c'était l'arbre généalogique de l'homme qui
comptait; de nos jours c'est la fortune; dans
l'avenir l'homme ne vaudra que par lui-même.
Et cet avenir appartient au socialisme.

L'éducation socialiste

Feu le Dr Laskar fit un jour à Berlin, vers l'an
née 1870, une conférence dans laquelle il arrivait à
cette conclusion qu'il est possible d'atteindre à un
niveau égal d'instruction pour tous les membres de
la société.

Mais M. Laskar est un anti-socialiste; c'est un

(1) Lorsqu'un bourgeois est en peine de justifier l'injustice, il y a mille à

intraitable partisan de la propriété individuelle et du système de production capitaliste, et la question de l'instruction est aujourd'hui, dans le sens le plus large, une question d'argent. Comment, dans de pareilles conditions, un niveau égal d'instruction pour tous est-il possible? C'est inexplicable. Des individualités énergiques, parvenues à une situation relativement favorable, peuvent acquérir une instruction supérieure; la masse jamais, tant qu'elle vivra dans l'oppression sociale et dans la dépendance. (1)

Dans la société nouvelle, les conditions d'existence sont les mêmes pour tous. Les besoins, les aptitudes pourront différer et différeront, puisqu'ils résultent de la nature de l'homme, mais chacun pourra vivre et se développer d'après eux. L'égalité uniforme, dont on impute faussement l'idée au socialisme, est comme tant d'autres choses un mensonge et un non-sens. Si le socialisme voulait cette égalité, il n'aurait pas le sens commun, car il se mettrait en opposition avec la nature même de l'être humain, et il lui faudrait renoncer à voir la société se développer suivant ses principes. (2) Oui, quand bien même le

---

(1) Un certain degré de culture et de bien-être est une condition extérieure nécessaire du développement de l'esprit philosophique... C'est pourquoi nous trouvons qu'on ne commence à philosopher que chez les peuples qui se sont déjà élevés à un degré considérable de bien-être et de civilisation. (Tennemann — Note dans Bückle. — *Histoire de la civilisation en Angleterre*. Tome I page 10).

« Intérêts matériels et intellectuels se tiennent étroitement. Les uns ne peuvent exister sans les autres. Il y a entre eux le même lien qu'entre le corps et l'esprit ; les séparer, c'est amener la mort. » — Von Thünen. — *L'état isolé*.

« La vie la plus parfaite pour le citoyen isolé et pour l'Etat en général est

socialisme réussirait à s'emparer de la société par surprise et à lui imposer une forme contre nature, il ne faudrait que peu de temps pour que tout sautât, et il serait condamné à tout jamais. La société se développe suivant ses lois immuables, et elle agit d'après elles. (1) Une des préoccupations principales de la société nouvelle sera l'éducation solide des générations nouvelles.

Tout enfant qui vient au monde est un gain pour la société, parce qu'elle y voit sa propre perpétuation, son propre développement ultérieur; elle sent donc, de prime abord, qu'il est de son devoir d'intervenir de toutes ses forces en faveur de la jeune créature. La femme enceinte, la nourrice, la mère seront donc d'abord l'objet de tous ses soins. Habitation commode, entourage agréable, précautions de tout genre exigés pendant cette période de la maternité, soins attentifs pour la mère et l'enfant

---

que finalement il ne sera plus question d'Etat. Un Etat ou une réglementation sociale nouvelle, qui diffèrent complètement des précédentes, ne se crée pas arbitrairement; cela va à l'encontre de toutes les lois d'après lesquelles l'Etat et la société se forment et se développent. Le sieur Richter et ses partisans peuvent se consoler; si le socialisme a les intentions qu'ils lui attribuent, il sombrera bien sans leur intervention.

Un autre remarque de Richter est tout aussi risible; pour une situation sociale telle que les socialistes la désirent, les hommes doivent être des anges. C'est un fait connu qu'il n'y a pas d'anges; d'ailleurs nous n'en avons pas besoin. D'une part les hommes sont influencés par les situations, d'autre part les hommes influencent les situations. Ce dernier cas se présentera de plus en plus, au fur et à mesure que les hommes connaîtront mieux la nature de la société qu'ils forment eux-mêmes, et qu'ils appliqueront leur expérience à l'organisation sociale. Voilà du socialisme. Nous n'avons pas besoin d'autres hommes, mais d'hommes plus intelligents et plus perspicaces que ceux d'aujourd'hui. Et pour les rendre plus intelligents et plus perspicaces, nous faisons de la propagande et nous éditons des ouvrages tel que celui-ci.

seront les premières conditions à remplir. Il va de soi qu'on conservera à l'enfant les soins de la mère aussi longtemps que cela paraîtra possible et nécessaire. Moleschott, Sonderreger, tous les hygiénistes et tous les médecins sont d'accord sur ce point, que rien ne peut remplacer complètement l'allaitement maternel.

Ceux qui, comme Eugène Richter, sont indignés parce que les jeunes mères sont recueillies dans les maternités, où on les entoure de tous les soins qui, actuellement, sont l'apanage de la richesse — et encore la richesse ne peut elle se procurer ce que procurent les hôpitaux spécialement outillés à cet effet —ne peuvent pas oublier qu'au moins les quatre cinquièmes des hommes viennent au monde dans des conditions tellement primitives, qu'elles constituent une honte pour notre civilisation. Et pour la cinquième partie, la minorité des mères est seule en situation de jouir des soins et des avantages qui devraient être réservés à toutes les mères. En réalité pas mal de femmes, dans les villes où existent des Maternités, qui se rendent dans ces institutions dès qu'elles sentent que le moment de s'accoucher approche. Mais les frais de ces institutions sont si élevés, que quelques femmes seulement peuvent y chercher un refuge ; d'autres reculent devant les préjugés. Encore un exemple que le monde bourgeois porte en soi les germes des formes de l'avenir.

La maternité de la plupart des femmes importantes acquiert d'ailleurs un caractère tout spécial par le fait, qu'elles se déchargent aussitôt que pos-

en résulte une industrie qui consiste en ceci: que les campagnardes se laissent féconder et s'engagent après la naissance de l'enfant comme nourrices dans l'une ou l'autre famille aisée de la capitale. Des filles avec trois, quatre enfants naturels ne constituent pas l'exception; plus elles gagnent dans cet emploi, plus elles semblent désirables aux jeunes hommes de leur pays. Au point de vue de la morale bourgeoise, cette conduite est à blâmer, mais au point de vue des intérêts familiaux de la bourgeoisie, elle semble louable et désirable.

L'enfant devenu plus grand, ses camarades l'attendent pour jouer en commun sous la même surveillance. Ici encore on emploiera au développement moral et physique tout ce que permettra l'état des connaissances et des idées humaines. Ceux qui ont observé les enfants, savent qu'on les élève le plus facilement en compagnie de leurs semblables; ils aiment la société et l'imitation. Les petits surtout aiment à prendre exemple sur les grands, et les imitent plus vite qu'ils n'imitent leurs parents. Ces qualités peuvent être cultivées avec avantage pendant l'éducation. (1)

Avec les salles de jeu viendront les jardins d'enfants; plus tard l'introduction, tout en se jouant, dans les éléments du savoir et de l'activité humaine. Le travail intellectuel et physique, les exercices gymnastiques, le libre mouvement dans les cours de récréation et au gymnase, le patinage, la natation, les marches d'entraînement, la lutte, les exercices pour les deux sexes, se suivront en alternant. Il im-

portera de former une espèce saine, rompue aux fatigues et normalement développée au double point de vue physique et intellectuel. L'initiation aux différentes branches d'activité pratique, au travail d'atelier, au jardinage, á l'agriculture, à toute la science des procédés de production, suivra petit à petit. En outre l'instruction intellectuelle dans les différents ordres de la science ne sera pas négligée.

Comme on appliquera le même système d'épuration et de perfectionnement dans la production que dans l'instruction, on abandonnera une foule de méthodes et de sujets vieillis, superflus, qui font obstacle au développement physique. La connaissance des choses naturelles, présentées à la raison naturelle, stimulera bien autrement le goût de s'instruire qu'un système d'éducation dans lequel un sujet en contredit ou en détruit un autre, comme par exemple d'un côté la religion basée sur la Bible, et de l'autre côté la science et l'histoire naturelle. Pour répondre au haut degré de culture de la société, on créera des écoles spéciales, des établissements d'éducation et des moyens de se perfectionner. Tous les moyens d'instruction et d'éducation, l'habillement, l'entretien étant fournis par la société, pas un individu ne sera favorisé aux dépens d'un autre. (1).

---

(1) Condorcet dit dans son « *Rapport sur l'organisation générale de l'instruction publique* » : « Offrir à tous les individus de l'espèce humaine les moyens de pourvoir à leurs besoins, d'assurer leur bien-être, de connaître et d'exercer leurs droits, d'entendre et de remplir leurs devoirs; assurer à chacun la facilité de perfectionner son industrie, de se rendre capable des fonctions sociales

Ici nous touchons à un point qui a pour don de courroucer les défenseurs bourgeois de « l'ordre social » existant. (1) L'école serait abaissée au rang de caserne, et on enlèverait aux parents toute influence sur leurs enfants, s'écrient-ils. Il n'est pas question de tout cela. Puisque les parents auront, dans la société future, beaucoup plus de loisirs que la grande majorité dans la société actuelle — nous ne rappelons que le travail de dix heures de la plupart des ouvriers, des employés des postes, des chemins de fer, des prisons et de la police, au temps consacré à leurs affaires par les commerçants, les petits cultivateurs, les négociants, les militaires, les médecins, etc., — ils pourront se consacrer à leurs enfants d'une manière beaucoup plus complète qu'actuellement. D'ailleurs, les parents dirigent complètement l'organisation du système d'éducation, car ils déterminent les mesures qui doivent être prises et les institutions qui doivent être introduites. Alors nous vivons dans une société gouvernée d'une façon complètement démocratique.

---

sous des règles prescrites par le gouvernement, et sous des magistrats établis par le souverain, est donc une des maximes fondamentales du gouvernement populaire ou légitime. Si les enfants sont élevés en commun dans le sein de l'égalité, s'ils sont imbus des lois de l'Etat et des maximes de la volonté générale, s'ils sont instruits à les respecter par-dessus toutes choses, s'ils sont environnés d'exemples et d'objets qui leur parlent sans cesse de la tendre mère qui les nourrit, de l'amour qu'elle a pour eux, des biens inestimables qu'ils reçoivent d'elle, et du retour qu'ils lui doivent, ne doutons pas qu'ils n'apprennent ainsi à se chérir mutuellement comme des frères, à ne vouloir jamais que ce que veut la société, à substituer des actions d'hommes et de citoyens au stérile et vain babil des sophistes, et à devenir un jour les défenseurs et les pères de la patrie, dont ils auront été si longtemps les enfants. »

Aristote dit également : « Mais comme il n'y a qu'un but unique pour la cité

Les conseils d'éducation qui existent comprennent les parents — mères et pères — et les éducateurs. Croit-on qu'ils agiront contre leurs sentiments et leurs intérêts? Cela se produit dans la société actuelle, où l'Etat impose ses intérêts d'éducation à la volonté de la plupart des parents.

D'autre part, nos adversaires font croire qu'avoir les enfants autour d'eux pendant la plus grande partie de la journée et les éduquer, constitue la jouissance la plus grande des parents. Il en est tout autrement en réalité. Les parents qui se sont trouvés ou qui se trouvent dans le cas d'élever un ou des enfants, savent le mieux ce qu'il en coûte de peines et de soins. Nombre d'enfants facilitent bien l'éducation, mais d'autre part ils causent tant de difficultés que le père, et surtout la mère qui se trouve le plus en contact avec les enfants, sont contents quand l'heure de la classe sonne, et que les enfants partent pour une grande partie de la journée.

Ajoutez à cela que la plupart des parents ne peuvent élever leurs enfants que d'une façon imparfaite. C'est le temps qui leur manque en tout premier lieu ; le père doit se rendre à son travail, la mère vaque aux soins du ménage, pour autant, bien entendu, qu'elle n'a pas elle-même des occupations sociales à remplir. Et lorsqu'ils disposent du temps nécessaire, il n'en ont souvent pas les aptitudes. Combien de parents peuvent suivre le développement intellectuel des enfants à l'école, les aider à leurs devoirs ? Très peu. La mère, qui dans la plupart des cas pourrait le mieux intervenir, n'a pas l'in-

peuvent se maintenir dans le mouvement. Bien plus : la disposition des habitations est si misérable, qu'elles ne présentent ni la facilité indispensable, ni la tranquillité nécessaire aux études. Il ne leur manque souvent rien moins que tout. La maison est étroite, encombrée, les grands et les petits enfants se meuvent dans l'espace le plus étroit, les meubles sont misérables et n'offrent aucune facilité à l'enfant qui veut travailler. La lumière et la chaleur manquent souvent ; les moyens pour s'instruire et pour travailler, s'ils ne font pas défaut, sont de la plus mauvaise qualité ; souvent la faim torture les entrailles des enfants et leur enlève le goût du travail. Des centaines de milliers d'enfants sont employés à un travail industriel ou à un travail à domicile qui gâte leur jeunesse, les rend impropres au travail intellectuel. Plus d'une fois les enfants ont à lutter contre l'opposition des parents, quand ils veulent prendre le temps nécessaire à leurs devoirs ou à leurs jeux. En un mot, les difficultés sont si nombreuses, qu'en les considérant l'on doit s'étonner que la jeunesse soit encore si bien éduquée. C'est là une preuve de la santé de la nature humaine et de son désir vers le progrès et la perfection. La société bourgeoise reconnaît une partie de ces maux, puisqu'elle facilite, dans la mesure du possible, l'éducation de la jeunesse. Elle introduit l'instruction laïque, et garantit partiellement la gratuité des moyens d'instruction, deux choses qui, encore vers 1880, furent taxées de socialistes par le ministre de la religion en Saxe. En France où

l'alimentation commune des enfants aux frais de la ville. Les pauvres ont la nourriture gratuite ; ceux qui sont plus fortunés paient une légère redevance à la caisse communale. C'est déjà une institution communiste qui se maintient, à la plus grande satisfaction des enfants et des parents.

Le fait que des milliers et des milliers d'enfants ne peuvent, faute de nourriture suffisante, remplir leurs devoirs d'écoliers, prouve l'insuffisance du système d'éducation actuel. Il ne se passe pas d'hiver que, dans nos villes, des milliers d'enfants ne viennent à l'école sans même avoir déjeûné. Et l'alimentation de milliers d'autres est insuffisante ; pour tous ces enfants la cantine scolaire et l'habillement aux frais de la commune seraient de véritables bienfaits ; une institution où ils apprendraient la vie avec une alimentation et des vêtements convenables, ne leur ferait plus l'effet d'une maison de force. La société bourgeoise ne peut nier ces misères, et c'est pourquoi des âmes charitables s'unissent pour fournir des déjeûners et la soupe scolaire, remplissant ainsi partiellement, au moyen de la bienfaisance, le devoir auquel la société se dérobe. Récemment de nombreuses communes sont intervenues, et assurent aux enfants des déshérités les soins les plus nécessaires sur les fonds communaux. Mais tout cela est insuffisant, et ce qui devrait être un droit n'est que de la bienfaisance (1).

---

(1) Actuellement il existe des cantines scolaires dans 20 quartiers parisiens.

C'est avec raison que les « devoirs » diminuent de plus en plus ; on s'aperçoit que le travail intellectuel, effectué à domicile, est inefficace. Ici encore l'élève riche ou fortuné a le pas sur l'élève pauvre, non seulement pour la situation extérieure, mais parce qu'il a à sa disposition des gouvernantes et des professeurs privés pour l'aider. D'autre part la fortune et l'abondance qui existent chez les parents font croire à ces enfants que l'instruction est une chose complètement superflue, ce qui encourage leur paresse ; sous le rapport moral ils ont parfois les exemples les plus méprisables sous les yeux, ce qui les soumet à des tentations peu désirables. Celui qui voit et entend journellement et à toute heure, que le rang, la situation sociale, l'argent, la richesse signifient tout, acquiert des idées très étranges au sujet de l'homme et de ses devoirs, au sujet des institutions gouvernementales et sociales.

Tout bien considéré, la société bourgeoise n'a aucun motif de s'effaroucher de l'éducation communiste des enfants, demandée par les socialistes ; elle l'a introduite elle-même en partie, mais d'une manière déformée. Nous ne rappelons que pour mémoire les écoles de pupilles, les orphelinats militaires, les pensionnats, les séminaires, etc. Ici des milliers d'enfants, appartenant pour la plupart aux classes privilégiées, sont élevés d'une manière uniforme et irrationnelle, dans l'isolement le plus sévère, pour certaines professions. Maints représentants des classes aisées, habitant la campagne comme médecins, ecclésiastiques, fonctionnaires ou

pour ne les revoir annuellement que pendant les vacances.

C'est donc une inconséquence quand nos adversaires tonnent contre une éducation communiste des enfants qui éloigne les enfants des parents ; ils ont eux-mêmes organisé cette éducation tout en la déformant. Il y aurait moyen d'écrire un chapître spécial au sujet de l'éducation des enfants des classes aisées par les nourrices, les bonnes, les gouvernantes, les professeurs privés ; cela jetterait une lumière toute spéciale sur la vie de famille de ces classes. Cela démontrerait qu'ici aussi l'hypocrisie est la règle, et que la situation est loin d'être idéale, aussi bien pour les professeurs que pour les élèves.

D'accord avec le système d'éducation complètement modifié, qui s'occupe aussi bien du développement corporel que du développement intellectuel et de la formation des enfants, le nombre des professeurs doit évidemment être augmenté. Il faut qu'on soigne tout au moins pour l'éducation des générations futures, comme le militarisme soigne pour l'éducation des soldats, en donnant un sous-officier à tout au plus dix soldats. Lorsque, dans l'avenir, un professeur n'aura que dix élèves, il pourra atteindre ce qui doit être atteint. L'instruction dans les ateliers, l'apprentissage de l'agriculture et de l'horticulture formeront de véritables subdivisions de l'éducation de l'enfance. Tout cela pourra être introduit avec la diversité nécessaire et sans trop de peine, et ainsi l'on formera des hommes aussi développés que possible.

des sexes en fait une nécessité absolue. Dans ce genre d'éducation, les États-Unis nous ont devancé. Là l'éducation des deux sexes se fait en commun depuis l'école primaire jusqu'à l'université. Outre l'enseignement, les moyens d'instruction sont gratuits, y compris le nécessaire pour le travail manuel et l'instruction culinaire, pour l'enseignement en chimie et en physique, pour les objets dont l'élève a besoin à la table de travail ou à la table d'expériences. La plupart des écoles possèdent des salles de gymnastique, des bains, des bassins de natation, des salles de jeu. A l'Université le sexe féminin s'occupe également de la gymnastique, de la natation, du sport nautique, de la marche (1).

Le système d'éducation socialiste donnera plus encore. Strictement réglé et ordonné sous un bon contrôle, jusqu'à l'âge déclaré majeur par la société il rendra les deux sexes aptes au plus haut degré à jouir pleinement de tous les droits et à satisfaire tous les devoirs que la société impose à ses membres adultes. La société pourra être complètement sûre alors de n'avoir élevé que des membres actifs, développés à tous les points de vue, des hommes auxquels rien d'humain ni de naturel ne sera étranger et qui auront autant de confiance dans leur nature personnelle et dans leur être propre, que dans l'organisation et les conditions de la société dans laquelle ils entrent.

Tous les vices qui vont chaque jour en augmentant parmi notre jeunesse contemporaine, et qui

règnent la paresse et la corruption, disparaîtront. L'effronterie, l'indiscipline, l'immoralité, l'avidité brutale des plaisirs, provoquées et renforcées par le décousu et l'instabilité de la vie domestique et par l'influence pernicieuse de la vie sociale ; les lectures démoralisatrices, les honteuses excitations à la débauche, les équivoques de tout genre de la presse, la vie de fabrique, les mauvaises conditions de logement, l'abus de l'indépendance et de la liberté à un âge où l'homme a le plus besoin de frein et d'éducation pour se corriger et se maîtriser soi-même, — tous ces défauts et d'autres du même genre, la société de l'avenir y parera facilement, sans moyens de coërcition ni tyrannie. L'atmosphère sociale résultant des institutions sociales les rendra impossibles.

De même que dans la nature il ne peut se produire de maladies ni de perturbations de l'organisme, que là où se trouve une cause de corruption qui constitue la maladie, de même dans la société.

Nul ne saurait nier que tout notre organisme d'instruction et d'éducation souffre de maux graves et dangereux, et il faut bien reconnaître que les écoles et les institutions supérieures sont plus profondément atteintes que les autres. Une école de village est un modèle de santé morale à côté d'un collège ; un ouvroir de filles pauvres est un modèle de moralité à côté d'un grand nombre de pensionnats distingués. La cause ne doit pas être cherchée très loin. Dans les hautes classes de la société, toute

avec eux toutes les aberrations physiques et morales. Comment la jeunesse, qui grandit dans cette atmosphère, peut-elle être autre chose que ce qu'elle est ? La jouissance brutale et matérielle de la vie, sans mesure et sans limite, est le seul but qu'elle puisse entrevoir et connaître.

Pourquoi lutter lorsque la fortune des parents montre la lutte comme chose superflue ? Le maximum d'instruction des fils de la bourgeoisie consiste à satisfaire à l'examen du volontariat d'un an. Ce résultat acquis, ils croient avoir escaladé le Pélion et l'Ossa, et se voient près de l'Olympe, se sentant des dieux de second rang. Une fois qu'ils ont dans leur poche une commission d'officier de réserve, leur orgueil, leur fierté ne connaissent pour ainsi dire plus de bornes. On est rampant pour les supérieurs, brutal et arrogant pour les subordonnés.

Les filles de notre bourgeoisie sont élevées pour être des poupées de parade, des esclaves de la mode, des dames de salon courant de plaisirs en plaisirs et qui, finalement rassasiées, périssent d'ennui et souffrent de toutes les maladies réelles et imaginaires possible. Vieillies, elles deviennent de pieuses bigotes, qui détournent les yeux de la corruption du monde et prêchent la morale et la religion.

Pour les classes inférieures, on cherche à baisser le niveau de l'instruction. Le prolétaire pourrait devenir trop avisé, en avoir assez de sa condition servile et s'insurger contre ses dieux. Moins la masse est développée, plus facilement elle se laisse dominer et commander. « L'ouvrier le plus bête

Dans cette question de l'instruction et de l'éducation, la société nouvelle se trouve aussi déconcertée que dans toutes les autres questions sociales. Que fait-elle? Elle en appelle au gourdin, et elle frappe; elle prêche la religion, encore la religion, toujours la religion, c'est à dire le dévouement et le contentement à ceux qui ne sont que trop dévoués et trop contents. Elle prêche l'abstinence, là où l'on s'interdit le nécessaire parce qu'on ne l'a pas. Pour les éléments les plus pervers, elle fonde des maisons d'amélioration qu'elle place sous l'influence piétiste. Avec cela elle est au bout de sa sagesse pédagogique.

Les nombreux cas de mauvais traitements, commis par les personnalités dirigeantes des soi-disant hospices d'éducation, et qui donnent lieu à procédure, montrent la défectuosité des méthodes d'éducation pour enfants de prolétaires déchus. L'on découvre ici comment un bigotisme religieux de nature fanatique peut se livrer avec joie sadique à des brutalités qui font se dresser les cheveux. Et combien de méfaits restent cachés à la publicité!

Art et littérature dans la société socialiste

Quand la société à venir aura élevé sa génération nouvelle jusqu'à l'âge voulu, d'après les principes développés, elle pourra laisser à chacun le soin de sa propre éducation ultérieure. Tous saisiront avec joie l'occasion de développer les germes de perfectionnement qui auront été semés en eux. Chacun

branches de ces sciences naturelles qui brillent chaque jour d'un plus vif éclat : l'anthropologie, la zoologie, la botanique, la minéralogie, la géologie, la physique, la chimie, la science préhistorique, etc., etc...; cet autre s'attachera à l'histoire, à l'étude des langues ou de l'art, etc.; un tel deviendra musicien sous l'impulsion de sa nature, un autre peintre, un troisième sculpteur, un quatrième comédien. Il n'y aura pas plus de savants et d'artistes que d'ouvriers manuels. Des milliers de facultés brillantes qui seront jusque-là restées cachées, feront connaître leur vitalité et leur valeur, et se révèleront à la société dans leur science et dans leur talent partout où l'occasion s'en présentera. Il n'y aura donc pas de musiciens, de comédiens, d'artistes par métier, mais par inspiration, par talent et par génie. Et ce qu'ils produiront dépassera les productions actuelles du même genre, autant que les produits industriels, techniques et agricoles de la société future seront appelés à surpasser ceux de la société actuelle.

Alors commencera pour l'art et la science une ère comme le monde n'en aura jamais vu depuis son origine, et les créations auxquelles elle donnera le jour seront dans la même proportion.

Quelle renaissance et quelle révolution éprouvera l'art lorsque règnera enfin un état social digne de l'humanité, ce n'est rien moins que feu Richard Wagner qui l'a reconnu et qui l'a exprimé dès 1850 dans son ouvrage : « L'Art et la Révolution » (*Kunst und Revolution*).

y prévoit clairement ce que l'avenir amènera, et il s'adresse directement aux travailleurs pour aider les artistes à fonder l'art vrai. Il y dit, entre autres choses : « Quand gagner sa vie ne sera plus pour nos hommes libres de l'avenir le but de l'existence, mais quand, au contraire, par suite de l'avènement d'une nouvelle croyance, ou mieux d'une science nouvelle, le gain du pain quotidien nous sera assuré au moyen d'un travail naturel correspondant, bref, quand l'industrie, au lieu d'être notre maîtresse, sera au contraire devenue notre servante, alors nous placerons le but de la vie dans le bonheur de vivre, et nous nous efforcerons de rendre nos enfants aptes et habiles à jouir de ce bonheur. L'éducation, basée sur l'exercice de la force et sur le soin de la beauté physique, deviendra finement artistique, grâce à l'affection tranquille qu'on aura pour l'enfant et à la joie qu'on trouvera dans l'accroissement de sa beauté; chaque homme, dans n'importe quel ordre d'idées, deviendra de la sorte un artiste véritable. La diversité des dispositions naturelles offrira les directions les plus variées, pour aboutir à une richesse dont on n'avait pas idée. » Voilà qui est pensé d'une manière absolument socialiste, et qui correspond complètement avec nos explications.

La vie sociale revêtira dans l'avenir un caractère plus extérieur ; nous remarquons cette tendance, dès aujourd'hui, dans les modifications subies par le sort de la femme comparé à ce qu'il était jadis. La vie domestique se réduira au strict nécessaire et le besoin de sociabilité trouvera le champ le plus vaste ouvert devant lui. De vastes

res sociales sur lesquelles la collectivité aura à se prononcer souverainement ; des salles de jeu, de restaurant et de lecture, des bibliothèques, des salles de concert et de théâtre, des musées, des préaux pour les jeux et des gymnases, des parcs et des promenades, des bains publics, des établissements d'instruction et d'éducation de tout genre, des laboratoires, des hôpitaux pour les malades et les infirmes, etc. Tout cela sera établi et aménagé le mieux possible, fournira à chaque genre de distraction, d'art ou de science les occasions les plus larges de produire son maximum. Les institutions pour malades, infirmes et vieillards répondront également aux exigences les plus hautes.

Quelle mesquine, insignifiante figure fera, en regard de tout cela, notre époque tant vantée, avec ses flagorneries pour obtenir quelque faveur, quelque rayon de soleil d'en haut; son cynisme de sentiment, ses luttes acharnées, employant réciproquement les moyens les plus odieux et les plus vils pour obtenir la place priviligiée ! Avec cela on diminue ses véritables convictions, on cache les qualités qui pourraient déplaire, on châtre les caractères, on affecte de faux sentiments et de fausses impressions. De tout ce qui relève et ennoblit l'homme, la vraie conscience de sa dignité, l'indépendance, l'incorruptibilité des opinions et des convictions, la libre expression de la pension intime, de tout cela on fait des défauts et des crimes dans les conditions sociales actuelles. Ce sont des qualités qui conduisent souvent à la ruine celui qui les possède et ne

maître qui lui donne le fouet dans ses moments de mauvaise humeur.

Avec toutes ces modifications profondes de la vie sociale, la production littéraire prendra naturellement, elle aussi, une physionomie tout à fait différente. La littérature théologique qui, actuellement, fournit dans la production littéraire annuelle la plus forte proportion, disparaîtra complètement en même temps que la littérature juridique; l'une ne présente plus d'intérêt, l'autre plus de nécessité ; il en sera de même de toutes les productions se rapportant à la lutte quotidienne pour les institutions gouvernementales, puisque ces institutions auront cessé d'exister.

Ces études deviendront des travaux d'érudition historique. Il ne sera plus question de cette quantité d'ouvrages frivoles dus à la dépravation du goût, ou aux sacrifices pécuniers que fait l'auteur pour les publier et flatter sa vanité. On peut dire sans exagération, en prenant pour base les circonstances actuelles, que les quatre cinquièmes au moins de la production littéraire pourraient disparaître du marché, sans qu'un seul intérêt scientifique eût à en souffrir, tant est grande la masse des ouvrages superficiels nuisibles ou de pacotille manifeste.

Les belles lettres et le journalisme seront frappés dans la même mesure. Il n'existe rien de plus triste, de plus dénué d'esprit, de plus superficiel que notre littérature périodique. S'il fallait juger de la richesse de notre culture intellectuelle et de nos idées scientifiques d'après le contenu de la plupart de nos journaux, elle pourrait bien se trouver mal en point.

des siècles passés et que notre science a depuis longtemps montrés comme ridicules et insoutenables. Cela s'explique fort bien. Une grande partie de nos journalistes sont des gens qui, comme Bismark le fit remarquer un jour avec raison, ont « manqué leur vocation», mais dont l'état d'éducation et les raisonnements payés sont en rapport avec l'intérêt bourgeois pour les affaires envisagées. En outre, ces journaux ainsi que la plupart des feuilles littéraires, ont pour tâche de favoriser dans leurs pages d'annonces les plus malpropres réclames et de faire fructifier la morale bourgeoise ; leur chronique de la Bourse répond au même intérêt dans un autre ordre d'idées.

Prise dans son ensemble, la littérature des belles lettres ne vaut pas mieux que la littérature de journal. On y traite notamment, dans toutes leurs difformités, les sujets d'ordre sexuel, tantôt en sacrifiant aux frivolités d'un progrès bâtard, tantôt aux préjugés et aux superstitions les plus ineptes. Le tout a pour but de faire apparaître le monde bourgeois comme le meilleur des mondes, malgré tous les défauts qu'on lui reconnaît en partie.

Sur ce terrain encore, si vaste et si important, la société de l'avenir ne manquera pas de réformer d'une manière complète. On ne connaîtra d'autres maîtres que la science, le vrai, le beau, les luttes d'opinions pour arriver au mieux, et à tout individu qui se montrera capable d'être utile, on fournira les moyens d'y participer. Il ne dépendra plus alors d'un libraire, d'intérêts d'argent, des préjugés, mais

ment, ne lui est possible nulle part, car le libraire aussi bien que les comités de rédaction des revues ne consultent que leur intérêt particulier. L'idée naïve que la lutte des idées sera impossible dans la société socialiste, ne peut être que celle de ceux qui considèrent le monde bourgeois comme la société la plus complète, et qui essaient par haine d'amoindrir ou de dénigrer le socialisme. Une société basée sur la démocratie la plus complète, ne connaît ni ne souffre l'oppression. Le progrès ininterrompu, qui est le principe vital de la société, n'est possible qu'avec la liberté la plus compète. C'est d'ailleurs une erreur grossière que de représenter la société bourgeoise comme défendant la véritable liberté de pensée. Les partis, qui représentent les intérêts de classe des puissants, ne publieront dans la presse que ce qui ne fait pas de tort à ces intérêts. Malheur à celui qui l'oublie! Sa ruine sociale est décidée, comme le sait chacun qui connaît les situations. Et les auteurs peuvent nous dire de quelle façon se conduisent les libraires avec le travail littéraire qui ne leur convient pas. Notre code pénal et nos lois sur la presse montrent enfin l'esprit des classes régnantes et dirigeantes. La véritable liberté de pensée leur semble le crime le plus dangereux.

Libre développement de la personnalité

1. — *L'existence sans soucis*

Si l'individu doit s'instruire d'une façon complète, — et tel est le but de l'association humaine — il ne doit pas rester attaché à la motte de terre où l'aura jeté le hasard de la naissance. Les livres et les journaux pourront lui apprendre à connaître les hommes et le monde, mais jamais à fond. Il faut pour cela voir les choses par soi-même et en faire une étude pratique. La société future serait impuissante à empêcher ce qui est possible à bien des gens dans l'état social actuel, encore que, dans la plupart des cas, ce soit la contrainte de la misère qui détermine le mouvement d'émigration. Le besoin de changement dans toutes les conditions de la vie est profondément ancré dans la nature humaine. Ce penchant appartient aux instincts de perfection qui sont immanents à tout être organique; une plante placée dans un lieu obscur se tournera, comme consciente de ses actes, vers la lumière tombant de quelque lucarne. Il en est ainsi de l'homme. Et un instinct qui, inné chez l'homme, est un instinct naturel, doit pouvoir trouver à se satisfaire.

La satisfaction de l'instinct de changement ne trouvera pas non plus d'obstacles dans la société nouvelle qui, bien au contraire, la rendra possible à tous. Le parfait développement des voies de communication et de transport favorisera cet instinct dont les relations internationales provoqueront l'éclo-

sionnement en choses nécessaires à la vie, pour répondre à toutes les demandes. Pour cela la société réglera la durée du travail suivant ses besoins; elle la fera tantôt plus courte, tantôt plus longue selon que ses propres exigences et la nature de la saison le rendront désirable. Elle pourra se rejeter davantage sur la production agricole pendant telle saison, sur la production industrielle pendant telle autre, et diriger les forces de travail dont elle disposera suivant les nécessités de ses besoins quotidiens. En combinant la nombreuse main d'œuvre et l'outillage technique perfectionné dont elle disposera, elle sera en mesure de mener à bonne fin, comme en se jouant, des entreprises qui, aujourd'hui, paraissent impossibles.

Comme la société se charge des soins à donner à sa jeunesse, elle ne délaissera pas ses vieillards, ses malades, ses invalides. Chacun de ses membres, devenu pour n'importe quelle raison incapable de travailler, aura droit à son intervention. Ce n'est pas un acte de bienfaisance mais un devoir; pas une aumône, mais un soin et une prévenance qui sont assurés à chacun de ceux qui auront rempli leur devoir envers la société lorsqu'ils étaient pleins de force et de vigueur. Les dernières années des vieillards seront rendues agréables par tout ce que la société peut leur offrir. Jamais la pensée que d'autres attendent sa mort pour « hériter » ne troublera son existence; jamais l'idée que, devenu vieux, privé de ressources, il sera jeté de côté comme un citron dont on aurait exprimé tout le jus, ne viendra l'inquiéter. Il ne dépendra ni de la charité de

La situation de la plupart des parents qui doivent vivre à charge de leurs enfants est assez connue. Et l'espoir de l'héritage travaillé d'une façon démoralisatrice sur les enfants, et encore plus sur les parents. Il est impossible d'estimer tout le mal, tous les crimes qui en résultent : meurtre, abus de confiance, extorsion de fonds, parjure.

L'état moral et physique de la société, son système de travail, d'habitation, de nourriture, d'habillement, ses conditions sociales, tout enfin contribuera à empêcher le plus possible les accidents, les maladies précoces et les infirmités. La mort naturelle, l'extinction de force vitale deviendront de plus en plus la règle, et cette conviction que le « ciel » est sur terre et que mourir s'appelle être à sa fin, déterminera chacun à vivre selon la nature. Qui jouit longtemps, jouit le mieux. Le clergé, qui prépare les hommes à la vie future, estime la vie depuis longtemps à sa juste valeur. L'insouciance de son existence lui permet d'atteindre la durée moyenne de vie la plus élevée.

---

honnêtement et assidûment, ne doit vivre, dans sa vieillesse, ni de la charité de ses enfants, ni de celle de la société bourgeoise Une vieillesse indépendante, libre de tout souci, de toute peine, est la récompense la plus naturelle des efforts ininterrompus, faits pendant les années de force et de santé » (v. Thünen, « *Der isolirte Staat* » l'Etat isolé). Mais qu'en est-il aujourd'hui dans la société bourgeoise. Des millions voient s'approcher avec terreur la vieillesse, qui les privera de leur travail. Et notre système industriel vieillit les hommes de très bonne heure. Les résultats des hospices pour vieillards et invalides de l'Empire

2. *Transformation de l'alimentation*

A cette façon naturelle de vivre appartient d'abord le fait de boire et de manger raisonnablement. Des partisans de ce qu'on appelle « le régime naturel » demandent souvent pourquoi le socialisme garde une attitude indifférente à l'égard du végétarisme. Chacun vit comme il peut.

Le végétarisme, c'est-à dire le système qui consiste à se nourrir exclusivement d'aliments végétaux, a pris d'abord naissance dans les classes de la société qui se trouvent dans l'agréable situation d'avoir le choix entre une nourriture végétale ou animale. Pour la très grande majorité des êtres humains cette question n'existe pas aujourd'hui, étant donné qu'ils sont obligés de vivre selon des moyens dont l'insuffisance les renvoie exclusivement, ou à peu près, à la nourriture végétale souvent même la moins substantielle. Pour de très nombreuses catégories de nos travailleurs en Silésie, en Saxe, en Thuringe, etc., la pomme de terre constitue la nourriture principale, le pain ne vient qu'en deuxième ligne; la viande, et encore une viande de la plus mauvaise qualité, n'apparaît presque jamais sur la table. De même la plus grande partie de la population rurale vit sans manger de viande, bien qu'elle élève le bétail, parce qu'elle est obligée de vendre celui-ci pour pouvoir parer à d'autres besoins avec l'argent qu'elle en tire.

Pour tous ces végétariens forcés, un solide beafsteack, un bon gigot de mouton constitueraient une

végétarisme s'élève contre l'estimation exagérée des qualités nutritives de la viande, il a raison; il a tort lorsqu'il combat l'emploi de la viande comme pernicieux et redoutable, au moyen d'arguments pour la plupart d'un sentimentalisme exagéré, comme par exemple celui-ci, que le sentiment naturel défend de tuer les animaux et de manger d'un « cadavre. »

Notre désir de vivre agréablement et tranquillement nous oblige de déclarer la guerre à une foule d'êtres vivants, sous forme de vermine de tout genre, et à les détruire; pour ne pas être dévorés nous-mêmes, nous devons tuer et exterminer les bêtes féroces. Si nous laissions vivre en toute liberté les animaux domestiques, ces « bons amis de l'homme », nous nous mettrions sur le dos, au bout de quelques dizaines d'années, une telle quantité de ces « bons amis », qu'ils nous « dévoreraient » tous, puisqu'ils nous prendraient notre propre nourriture. Il est encore exagéré de prétendre qu'une nourriture végétale adoucit les sentiments. Dans l'Indou, au caractère débonnaire et qui se nourrit

---

ments. Ils examinèrent la transformation des substances chez une population qui, de temps immémorial, vit exclusivement d'aliments végétaux. L'on trouve pareille population agricole, qui vit dans les conditions économiques les plus pitoyables, dans le sud de l'Italie, dans les Abruzzes. Son alimentation se compose de farine de maïs, de légumes et d'huile d'olive. Elle ne mange ni lait, ni fromage, ni œufs. Trois ou quatre fois par an elle mange de la viande. L'on ajouta de la viande à son alimentation : pendant 15 jours à chaque personne 100 grammes de viande, et pendant les autres 15 jours 900 grammes de viande. L'on trouva que « le procès d'assimilation devint beaucoup plus favorable. La perte de matières nutritives, qui était auparavant très grande, diminua dans de notables proportions. L'assimilation de l'albumine animale ne fut pas seulement complète, mais celle de la nutrition végétale devint aussi beaucoup

de végétaux, se révolte aussi la « bête féroce » quand la cruauté des Anglais le pousse à la révolte.

La force nutritive d'un aliment sous le rapport de l'albumine, ne dépend pas seulement de sa teneur en albumine. Il convient de considérer quelle est la quantité d'albumine non assimilée des aliments. Partant de ce point de vue, la viande, le riz et les pommes de terre, sous le rapport de l'albumine, sont comme 2.5, 20 et 22, c'est-à-dire que pour 100 grammes d'albumine absorbés avec de la viande on retrouve 2,5 grammes dans les excréments, pour le riz 20, pour les pommes de terre 22 grammes. Le célèbre physiologue russe Pawlow, ainsi que son école, ont démontré que la digestion du pain élimine beaucoup plus de ferments que la digestion de la viande. Pawlow a démontré en outre que les sucs gastriques, émis par les glandes stomacales, se divisent, sous le rapport quantitatif, en deux grandeurs : le suc gastrique est émis d'une part par la stimulation de la pituite par les aliments, et d'autre part comme « suc d'appétit » par la stimulation des organes sensoriels par les aliments. La quantité de « suc d'appétit » dépend d'une part de l'état de notre corps : faim, préoccupation, colère, joie, etc., et d'autre part de la nature des aliments. Mais l'importance du « suc d'appétit » pour la digestion, diffère énormément d'après les aliments. Plusieurs aliments, comme par exemple le pain, le blanc d'œuf cuit, ne peuvent, comme l'expérience l'a prouvé, être digérés quand leur digestion n'est pas commencée par le « suc d'appétit » : ils ne peuvent

partiellement sans suc d'appétit, quoique avec ce suc la digestion se fait beaucoup (cinq fois) plus rapidement. « Nous devons donc considérer les circonstances qui sont liées à l'état de l'homme. Ici se remarque le rapport entre les faits de la physiologie de la nutrition, et les situations sociales. Les villes modernes, et surtout la grande masse de la population ouvrière, vivent dans des situations sociales qui doivent couper tout appétit normal. Le travail dans les fabriques humides, les soucis continuels pour le pain quotidien, le manque de loisirs intellectuels, l'absence d'humeur enjouée, tout cela coupe l'appétit. Dans ces situations psychiques nous ne sommes pas en état de fournir le suc d'appétit nécessaire à l'absorption et à la facilité de la digestion d'une alimentation végétale; dans la viande nous avons au contraire un aliment qui — si nous pouvons nous exprimer ainsi — soigne pour sa propre digestion. Elle ne se digère pas seulement en grande partie, même sans appétit, mais elle augmente notre appétit. Ainsi la viande favorise également la digestion des légumes qui ont été absorbés en même temps qu'elle, et nous assure une utilisation plus complète des substances alimentaires. C'est là, qu'à notre avis, gît le grand avantage de l'alimentation animale pour l'homme moderne. » (1)

Sonderreger touche juste quand il dit : « Il n'y a pas de rang d'ordre dans le plus ou moins de nécessité de tels ou tels aliments, mais une loi immuable pour le mélange de leurs éléments nutritifs. » Il est

rir exclusivement de viande, mais qu'il accepterait une nourriture végétale, à condition de pouvoir la choisir à son goût. D'autre part, aucun homme ne voudrait se contenter d'une nourriture végétale déterminée, celle-ci fût-elle la plus substantielle. Les haricots, les pois, les lentilles, en un mot tous les légumineux sont, par exemple, les plus nourrissantes de toutes les substances alimentaires. Etre obligé de s'en nourrir exclusivement — ce qui est possible — n'en serait pas moins épouvantable. Ainsi Karl Marx raconte dans le « Capital » que les propriétaires des mines du Chili obligent leurs ouvriers à manger des haricots d'un bout de l'année à l'autre, parce que cet aliment leur donne une grande vigueur, et les met en état, comme ne la ferait aucune autre nourriture, de porter les plus lourds fardeaux. Les ouvriers repoussent souvent les haricots, mais ils ne reçoivent rien d'autre, et sont bien obligés de les manger. Dans aucun cas le bonheur et le bien-être des hommes dépendent d'une nutrition déterminée, comme le prétendent les végétariens fanatiques. Le climat, les habitudes, le goût personnel ont la plus grande influence (1).

Il est certain qu'au fur et à mesure que la civilisation progresse, la nourriture végétale remplace davantage l'alimentation exclusivement animale, telle qu'elle existe chez les peuples chasseurs et

(1) Généralement, l'alimentation est presqu'exclusivement végétale, avec addition peu importante de substances animales. La viande est souvent très peu représentée dans la nourriture des paysans. L'alimentation exclusivement

pasteurs. La variété de la culture des plantes est principalement le signé d'un haut degré de civilisation. A cela s'ajoute que l'on peut tirer d'une surface de terre donnée plus de substances alimentaires végétales qu'on n'y produirait de viande par l'élévage du bétail. C'est pour cela que la nourriture végétale joue un rôle toujours plus considérable. Car l'importation des viandes, provenant de l'exploitation effrénée des bourgeois des pays libres, notamment de l'Amérique du Sud et de l'Australie, ne peut se poursuivre indéfiniment. D'autre part, il est certain que l'on ne fait pas l'élevage du bétail uniquement à cause de la viande, mais aussi pour la laine, le poil, les soies, les peaux, le lait, les œufs, etc. Une masse de déchets de l'industrie et du travail ne peuvent guère trouver d'emploi plus utile que dans l'élevage du bétail. Enfin la mer devra ouvrir à l'humanité de l'avenir, d'une façon tout autre que jusqu'ici, ses trésors presque inépuisables d'aliments animaux. On ne verra plus alors, lors d'une pêche heureuse, des cargaisons complètes servant d'engrais; les entrepôts permettront de conserver les marchandises, et les frais de transport n'empêcheront pas leur vente.

Et il est très probable qu'avec la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne, avec l'émi-

---

ment dans l'alimentation se constate partout, et les anciennes formes d'alimentation sont combattues comme les mœurs simples, les habitudes, les pensées populaires. Cette transformation se fait valoir dans tous les pays; ainsi au Japon où, jadis, régnait l'aliment national, et où l'alimentation européenne a

gration de la population des grandes villes vers la campagne, quand le travail dans les fabriques s'unira au travail agricole, que l'alimentation carnée cédera de nouveau le pas à l'alimentation végétale. L'on peut compenser sans doute l'absence d'excitants dans l'alimentation végétale par une préparation judicieuse et intelligente, avec emploi d'assaisonnements. Mais une alimentation exclusivement végétale n'est ni vraisemblable, ni nécessaire pour la société future.

3. — *La cuisine communiste*

Mais dans l'alimentation, la qualité est beaucoup plus importante que la quantité. La quantité ne sert pas à grand chose quand la qualité n'y est pas. Celle-ci sera encore considérablement améliorée par le mode nouveau de préparation des mets. Cette préparation doit donc être menée aussi scientifiquement que les autres travaux humains, si on veut qu'elle soit aussi avantageuse que possible. Il faut pour cela le savoir-faire et l'installation. Il serait superflu d'insister ici sur ce point, que la plupart de nos femmes ne sont pas, et ne peuvent pas être en possession de ce savoir-faire. La technique de la grande cuisine a atteint une perfection, inconnue à la cuisine familiale. C'est surtout la cuisine, utilisant l'électricité pour le chauffage et l'éclairage, qui représente cet idéal. Pas de fumée, pas de chaleur, pas d'odeur; la cuisine ressemble plus à un salon qu'à un atelier; toutes les installations mécaniques et techniques y existent, et permettent

permettent de nettoyer les pommes de terre et les légumes, des machines à fabriquer des saucissons, à hacher la viande, à rôtir, des moulins à café, des instruments à couper le pain, à moudre la glace, à enfoncer ou à tirer les bouchons, et cent autres appareils et machines qui permettent à un nombre relativement restreint de personnes, avec peu d'efforts, de préparer des aliments pour des centaines de convives. La même situation se représentera pour les appareils de rinçage et de nettoyage. Pour la plupart des femmes, la cuisine privée est une des institutions les plus absorbantes. C'est là que sa santé et sa bonne humeur sombrent, car c'est un objet de soins quotidiens, surtout lorsque, comme c'est le cas dans la plupart des familles, les moyens sont très restreints. Pour d'innombrables femmes, la disparition de la cuisine serait un soulagement. La cuisine privée est un genre d'institution aussi vieillot et superflu que l'atelier du petit patron. Tous deux représentent le plus grand gaspillage, aussi bien de forces que de temps, de matériel de chauffage et d'éclairage, de matières nutritives, etc. La valeur nutritive des mets augmente en raison de leur faculté d'assimilation; celle-ci est déterminante. (1) La société nouvelle seule peut donc rendre possible pour tous un système d'alimentation conforme à la nature.

Caton dit, à l'éloge de l'ancienne Rome, que jusqu'au sixième siècle de son existence (200 ans avant J. Chr.) il s'y trouvait bien des individus connaissant la chirurgie, mais que les médecins manquaient

simple et si sobre, qu'il ne se produisait que rarement des maladies, et que la mort par veillesse était la règle. Cet état de choses ne changea que lorsque la débauche et l'oisivité, en un mot le dérèglement de la vie pour les uns, la misère et les tourments pour les autres, firent des victimes autour d'eux. Dans l'avenir la débauche et la paresse seront aussi impossibles que la misère, le dénuement et la privation. Il y aura assez pour tous. Henri Heine chanta :

« Il croît ici bas assez de pain pour tous les enfants des hommes; les roses, les myrtes, la beauté et le plaisir, et les petit pois ne manquent pas non plus.

» Oui, des petits pois pour tout le monde, aussitôt que les cosses se fendent! Le ciel, nous le laissons aux anges et aux moineaux. » (1).

« Qui mange peu, vit bien » (c'est à dire longtemps) a dit l'Italien Cornaro au 16e siècle, suivant la citation de Niemeyer.

Enfin la chimie servira également, dans l'avenir, à la préparation d'aliments nouveaux et perfectionnés, et cela dans une mesure inconnue jusqu'ici. A l'heure actuelle on fait de cette science un très mauvais usage pour faciliter les tripotages et les falsifications; il est évident, cependant, qu'un aliment chimiquement bien préparé, ayant les mêmes propriétés qu'un produit naturel, doit remplir le même but. La façon dont il aura été préparé est chose secondaire, lorsque le produit en lui-même répond

4. — *Transformation de la vie de famille*

Comme la cuisine, la vie de famille sera complètement révolutionnée, et une masse de travaux, actuellement indispensables, disparaîtront. Dans l'avenir, les institutions centrales pour la préparation des aliments supprimeront la cuisine familiale; de même le chauffage central, l'éclairage électrique central feront disparaître tout le travail, exigé actuellement pour le maintien du feu dans les foyers, de la lumière dans les lampes. Des distributions d'eau chaude, à côté de distributions d'eau froide, permettront à chacun des lavages et des bains à volonté, sans intervention d'aides. Les lavoirs centraux feront le lessivage par voie mécanique et chimique, et sécheront le linge; des institutions centrales nettoyeront les effets et les tapis, A l'exposition de Chicago il y avait des machines pour le nettoyage des tapis, qui effectuaient ce travail en le moindre temps possible, à l'étonnement et à l'admiration des visiteuses.

Une légère poussée du doigt ouvre la porte électrique; elle se referme de même. Des dispositions électriques distribuent les lettres et les journaux à tous les étages; des ascenseurs electriques dispensent de monter les escaliers. L'intérieur des maisons, les tapis, les revêtements des murs, les meubles sont tels que leur nettoyage devient excessivement facile, et qu'ils ne permettent pas l'accumulation de la poussière ou des bactéries. Les restes de toute nature disparaîtront des maisons par des canalisations, en même

installées avec tous les raffinements et abritent de nombreuses familles fortunées — les autres ne peuvent supporter les frais — qui y jouissent d'une grande partie des avantages que nous venons de décrire. (1)

La société bourgeoise fraye le chemin pour la révolution de la vie domestique. Mais elle ne le fait que pour ses élus. Pourtant, si toute la vie de famille change ainsi d'aspect et se simplifie, la domestique, cette esclave de toutes les lubies de la « maîtresse » disparaît, et la « dame » aussi.

« Sans domestiques, pas de civilisation » s'exclame le professeur von Treitschke. Il lui est aussi difficile de se représenter la société sans domestiques, qu'elle paraissait impossible à Aristote, sans esclaves. Que nos domestiques soient « les piliers de notre civili-

---

(1) En 1908, 2.521 maisons furent construites à Wilmersdorf.
1.001 ou 39,71 % possédaient un chauffage central.
1.373 ou 54.46 % » une canalisation à l'eau chaude.
1.288 ou 51,09 % » la lumière électrique.
2.063 ou 81,83 % » une chambre de bains.
669 ou 27,73 % » un ascenseur.
304 ou 12,06 % » un aspirateur de poussière.
Toutes les maisons avaient le gaz d'éclairage.

A Berlin et dans les environs il existe également déjà plusieurs grandes maisons à cuisine unique. Dans cette cuisine l'on prépare la nourriture pour tous les habitants. Et ainsi la société bourgeoise porte en elle dans tous les domaines les germes de la transformation socialiste de la société. « La ville-jardin de l'avenir possèdera, a côté de la maison communale avec la centrale du gaz, de l'électricité et du chauffage, des écoles et des lieux de réunion, la cuisine centrale pour toute la commune. Il ne sera pas impossible qu'alors les canalisations des câbles de l'électricité et des tuyaux de chauffage soient transformées en des galeries à angles droits, dans lesquelles de petits chariots automatiques conduiront les aliments sur appel téléphonique des habitants, comme actuellement la poste électrique souterraine fonctionne entre les bureaux

sation » comme le dit M. von Treitschke, cela peut paraître surprenant. Tout comme Eugène Richter, il se casse la tête pour savoir qui cirera les bottes et battra les habits, choses que, paraît-il, chacun ne peut jamais faire pour soi-même. Mais déjà maintenant plus de 90 individus sur cent vaquent eux-mêmes à cette besogne, ou elle se fait par la femme pour le mari, par la fille ou le fils pour la famille; les dix autres pourront en faire autant dans l'avenir. Il y a d'ailleurs encore une autre solution. Pourquoi la jeunesse, sans distinction de sexe, ne serait-elle pas réquisitionnée pour ce travail indispensable? Le travail ne déshonore pas, même quand il consiste à cirer les bottes : plus d'un officier de vieille noblesse, qui, ayant filé en Amérique à cause de ses dettes, y est devenu homme de peine ou décrotteur, a déjà pu s'en convaincre. Dans une de ses brochures (1), le sieur Eugène Richter fait tomber le « chancelier socialiste » sur la question « du nettoyage des bottes », et ainsi disparaît l'état socialiste de l'avenir. Le « chancelier socialiste » « ne cirerait pas lui-même ses bottes, et ferait brosser ses habits par un domestique, qui va en outre chercher sa nourriture à la cuisine où il devrait manger, et la lui apporte au château. » Les adversaires ont été enchantés de ce tableau qui prouve simplement jusqu'à quel point ils peuvent prétendre critiquer le socialisme. M. Richter a, cependant, eu le malheur de constater pendant son vivant qu'un des ses propres partisans inventa, peu après la publication de sa bro-

chure, une machine à nettoyer les souliers. A l'Exposition universelle de Chicago, en 1893, se trouva également une machine électrique à nettoyer les souliers, qui accomplit sa besogne à la perfection. Ainsi l'argument capital de Richter et de von Treitschke contre la société socialiste est renversé par une invention, que la société bourgeoise rejette pratiquement.

La transformation révolutionnaire, qui doit modifier complétement toutes les conditions d'existence des hommes, et aussi la situation de la femme, se fait donc déjà sous nos yeux. Ce n'est qu'une question de temps. La société hâtera le procès de transformation et le rendra complet, et ainsi tous, sans distinction, profiteront de ses avantages multiples et innombrables.

La femme dans l'avenir

Ce chapitre peut être fort court. Il contient simplement les conséquences qui découleront pour la situation de la femme de tout ce que nous avons dit jusqu'ici, conséquences que chacun peut tirer lui-même.

La femme, dans la société nouvelle, jouira d'une indépendance complète; elle ne sera plus soumise même à un semblant de domination ou d'exploitation; elle sera placée à côté de l'homme sur un pied de liberté et d'égalité absolues.

Son éducation sera la même que celle de l'homme, sauf dans les cas où la différence des sexes rendra inévitable une exception à cette règle et exigera une méthode particulière de développement; elle pourra, dans des conditions vraiment conformes à la nature, développer toutes ses formes et toutes ses aptitudes physiques et morales; elle sera libre de choisir, pour exercer son activité, le terrain qui plaira le plus à ses vœux, à ses inclinations, à ses dispositions. Placée dans les mêmes conditions que l'homme, elle sera aussi active que lui. Bien mieux, employée d'abord comme ouvrière à quelque travail pratique, elle donnera, l'heure suivante, ses soins à l'éducation, à l'instruction de la jeunesse; pendant une troisième partie de la journée, elle s'exercera à un art, à une

distraction avec ses pareilles ou avec les hommes, comme il lui conviendra et selon les circonstances.

Elle jouira de même que l'homme d'une entière liberté dans le choix de son amour. Elle aspirera au mariage, se laissera rechercher et conclura son union sans avoir à considérer autre chose que son inclination. Cette union sera, comme au moyen-âge, un contrat privé sans intervention d'aucun fonctionnaire. Le socialisme ne lui apportera rien de neuf; il introduira à nouveau d'une façon plus intellectuelle et sous de nouvelles formes sociales ce qui était règle générale avant que la propriété privée ne devint prédominante.

Sous réserve que la satisfaction de sa passion n'apporte pour d'autres ni difficultés, ni inconvénients, l'homme doit se trouver dans la possibilité de pouvoir disposer de soi-même. La satisfaction de l'instinct sexuel est chose aussi personnelle à tout individu, que celle de n'importe quel autre penchant naturel. Nul n'aura de comptes à rendre sur ce point, aucun intrus n'aura à s'en mêler. Mes rapports avec des personnes de l'autre sexe, comment je mange, bois ou dors, comment je m'habille, ce sont là mes affaires personnelles. L'intelligence, l'éducation, l'indépendance sont des propriétés qui dans la société future deviendront naturelles par l'éducation, et ils empêcheront les hommes de commettre des actes indélicats. Les femmes et les hommes de la société future possèderont à un degré beaucoup plus élevé le développement et la connaissance d'eux-

rapports beaucoup plus naturels. Si entre deux êtres qui conclurent un pacte, surgit l'indifférence ou l'antipathie, il est moral de dénouer leur liaison, aussi peu naturelle qu'elle est contraire aux mœurs. Puisque toutes les circonstances seront écartées qui condamnent actuellement de nombreuses femmes au célibat ou à la prostitution, les hommes ne seront plus en mesure de faire valoir quelque prédominance. D'autre part, les modifications radicales subies par les conditions sociales auront levé tous les obstacles et supprimé toutes les causes de désorganisation qui influent aujourd'hui sur la vie conjugale et l'empêchent si fréquemment de prendre tout son développement.

Tous ces obstacles et contradictions, tout ce qu'il y a de contraire à la nature dans la situation actuelle de la femme, sont connus et trouvent leur expression dans la littérature sociale aussi bien que dans les romans. Aucun homme intelligent ne nie plus que le mariage actuel réponde de moins en moins à son but, et l'on doit s'étonner que des personnes, qui considèrent comme parfaitement juste que le choix de l'amour soit libre et que le mariage puisse être défait, ne sont pas disposées à en tirer des conclusions pour la modification de notre état social actuel. Ils ne pensent qu'à la liberté du commerce sexuel pour les classes privilégiées. C'est ainsi, par exemple, qu'au cours d'une polémique dirigée contre les efforts faits par Fanny Lewald en vue de l'émancipation de la femme, Mathilde Reichardt-Stromberg dit ce qui suit (1) :

« Si vous réclamez pour la femme une égalité de droits absolue avec l'homme dans la vie sociale et politique, George Sand a nécessairement raison dans ses revendications émancipatrices, qui ne tendent à rien moins qu'à réclamer ce que l'homme a possédé depuis longtemps. Car il n'y a vraiment aucune raison sérieuse, pour que le cerveau seul de la femme et non pas son cœur aussi prenne, et soit libre de prendre et de donner la même part que l'homme à cette égalisation des droits. Si la femme au contraire, en raison de sa nature, a le droit et le devoir de tendre à l'extrême les fibres de son cerveau pour se mettre en état de lutter avec les géants intellectuels de l'autre sexe, elle doit avoir aussi le droit, pour maintenir l'équilibre, d'accélérer les battements de son cœur. Car nous avons lu, sans que notre pudeur en fut le moins du monde irritée, combien de fois Gœthe — pour ne prendre que le plus grand — a dépensé, chaque fois avec une femme nouvelle, toute la chaleur de son cœur et tout l'enthousiasme de sa grande âme. L'homme de bon sens ne trouve rien que de naturel à cela, précisément parce que la grande âme de Gœthe était difficile à satisfaire ; seul le moraliste étroit s'y arrête et y trouve à redire. Pourquoi donc voulez-vous (F. L.) tourner en dérision les « grandes âmes » parmi les femmes?... Admettons que le sexe féminin ne compte que de « grandes âmes » à la George Sand, que chaque femme soit une Lucrezia Floriani, dont tous les enfants sont des enfants de l'amour qu'elle élève avec autant d'affection et de dévouement

progrès comme aujourd'hui, et qu'il s'en trouverait remarquablement bien. »

Mais pourquoi sont-ce seulement les « grandes âmes » qui peuvent prétendre à tout cela, et non pas les autres qui ne sont pas de « grandes âmes »? Lorsqu'il est permis à Gœthe ou à Sand, pour ne parler que de ces deux parmi tous ceux qui agissent comme eux, de suivre les impulsions de leur cœur; lorsqu'on édite par exemple de nombreux volumes sur les amours de Gœthe, volumes qui sont lus avec un ravissement attentif par les admirateurs et admiratrices du poëte, pourquoi interdire aux autres ce qui, fait par Gœthe ou par Sand, fait naître un émerveillement extatique.

En réalité il est impossible de faire exister le libre choix de l'amour dans la société bourgeoise, mais lorsqu'on place la communauté dans les mêmes conditions sociales que les élus de l'époque présente, cette communauté peut prétendre aux mêmes libertés. Dans « Jacques », George Sand nous fait connaître un mari qui considère l'infidélité de sa femme de la manière suivante : « Nulle créature humaine ne peut commander à l'amour, et nul n'est coupable pour le ressentir et pour le perdre. Ce qui avilit la femme, c'est le mensonge. Ce qui constitue l'adultère, ce n'est pas l'heure qu'elle accorde à son amant, c'est la nuit qu'elle va passer ensuite dans les bras de son mari. » Avec de pareilles idées, Jacques se voit forcé de céder la place à son rival Borel, tout en philosophant : « Borel, à ma place, aurait tranquillement battu sa femme, et il n'eut peut-être pas rougi

des Orientaux, parce qu'ils la considèrent comme une propriété légale. D'autres se battent avec leur rival, le tuent ou l'éloignent, et vont solliciter les baisers de la femme qu'ils prétendent aimer, et qui se retire d'eux avec horreur ou se résigne avec désespoir. Ce sont là, en cas d'amour conjugal, les plus communes manières d'agir, et je dis que l'amour des pourceaux est moins vil et moins grossier que celui de ces hommes-là. » Brandès fait remarquer à ce propos : « Ces vérités, élémentaires pour le monde intellectuel, parurent des sophismes, il y a cinquante années. » (1) Mais le « monde intellectuel et possédant » ne se rallie pas ouvertement aux idées exprimées par George Sand, quoiqu'il vit conformément à ces principes. Tout comme dans la morale, il est hypocrite dans le mariage.

Ce qu'a fait Gœthe et George Sand, des milliers d'autres, qui ne sauraient d'ailleurs leur être comparés, l'ont fait et le font encore, sans perdre pour cela l'estime ni la considération de la société. Il suffit d'occuper une position en vue, et tout va de soi. Les libertés prises par Gœthe et par George Sand sont immorales au point de vue de la morale bourgeoise, parce qu'elles heurtent les lois établies par la société, et qu'elles sont en contradiction avec la nature même de notre état social. Le mariage forcé est, pour la société, le mariage normal, la seule union « morale » des sexes; toute autre union sexuelle est « immorale ». Le mariage bourgeois est la résultante de la société bourgeoise. Nous l'avons démontré de façon irréfutable. A ce mariage, étroite-

ment lié à la propriété individuelle, au droit héréditaire, il faut des enfants « légitimes » pour héritiers. Et sous la pression des conditions sociales, il est imposé par les classes dirigeantes à ceux-là même qui n'ont rien à laisser après leur mort (1), il devient un droit social dont les contraventions sont punies par l'Etat qui, frappe les hommes ou les femmes coupables d'adultère.

Dans la société socialiste il n'y aura rien à léguer, à moins que l'on ne considère le mobilier domestique comme une part d'héritage particulièrement importante; le mariage forcé tombera donc en désuétude. Cela suffit pour vider la question du droit héréditaire, que le socialisme n'aura pas besoin d'abolir. Lorsque la propriété privée n'existe plus, le droit héréditaire a cessé de vivre.

La femme est donc entièrement libre, et ses enfants, si elle en a, ne peuvent qu'augmenter son indépendance. Des gardiennes, des institutrices, des amies, de jeunes filles se trouveront à ses côtés chaque fois qu'elle aura besoin d'aide. Il se peut que dans l'avenir il se trouve encore isolément des hommes qui disent, comme Humboldt : « Je ne suis pas fait pour être père de famille. D'ailleurs je considère que se marier est un péché, et faire des enfants un crime. »

---

(1) Dans son ouvrage : *Bau und Leben des socialen Körpers* (Structure et vie du corps social) le Dr Schäffle dit : « Relâcher le lien conjugal en facilitant le divorce ne serait certes pas à souhaiter; cela irait à l'encontre des devoirs moraux de l'union des sexes, et serait préjudiciable, tant pour la conservation de la population que pour l'éducation des enfants. » Je n'ai pas besoin de faire remarquer, après tout ce que j'ai exposé, que non seulement je considère ces opinions comme inexactes, mais que je suis même enclin à les tenir pour immo-

Qu'est-ce que cela peut faire? La puissance de l'instinct sexuel pourvoiera à l'équilibre, et nous n'avons pas plus besoin de nous inquiéter aujourd'hui de l'antipathie de Humboldt pour le mariage, que du pessimisme philosophique de Mainländer, de Schopenhauer ou de Von Hartmann qui, dans « l'Etat idéal », laisse entrevoir la destruction de la société par elle-même.

Fr. Ratzel, au contraire, a absolument raison quand il écrit : « L'homme alors ne s'imaginera plus qu'il est en dehors des lois naturelles; il s'efforcera au contraire d'appliquer ces lois dans ses actions et dans ses pensées, et il tâchera de régler sa conduite conformément aux lois de la nature. Pour organiser sa vie sociale dans la famille et dans l'Etat, il se soumettra, non à des prescriptions surannées, mais aux principes raisonnés d'une vraie science. La politique, la morale, les principes du droit, qui aujourd'hui encore flottent au hasard, seront en harmonie avec les seules lois naturelles. L'état vraiment humain, que l'on ne cesse de vanter depuis tant de siècles, deviendra enfin une réalité. » (1)

Cette époque s'approche à pas de géants. Pendant des milliers d'années, la société humaine a parcouru tous les stades du développement pour revenir enfin à son point de départ, la société communiste, l'égalité et la fraternité complètes, non pas seulement celles des membres d'une même tribu, mais celles de tous les hommes.

Voilà le progrès immense qu'elle a réalisé. Ce que la société bourgeoise chercha en vain d'obtenir, et

ce qui la fit sombrer : l'introduction de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, se fera par le socialisme. La société bourgeoise ne put qu'édifier la théorie; ici comme en tant d'autres choses la pratique fut en contradiction avec la théorie. Le socialisme unira la théorie à la pratique.

Mais si l'humanité revient à son point de départ, c'est à un degré de civilisation beaucoup plus élevé. Si la société primitive posséda la propriété commune dans les gentes et dans les tribus, ce fut seulement dans sa forme la plus grossière et la moins développée.

La civilisation, née depuis lors, a fait disparaître la propriété commune sauf quelques restes insignifiants, elle a détruit les tribus et décomposé la société. Mais en même temps elle a, pendant ces périodes successives, augmenté de façon effrayante les forces productives de la société et la multiplicité des besoins. Des gentes et des tribus elle a fait naître les états modernes, et en même temps une situation qui est en contradiction formelle avec les besoins de la société. Ce sera la tâche de l'avenir de faire disparaître cette contradiction, en transformant la propriété privée et les moyens de production en propriété commune.

La société reprend ce qu'elle posséda jadis. Dans les nouvelles relations sociales elle donne à tous la possibilité de vivre au plus haut degré de la civilisation, en d'autres termes, elle assure à tous ce qui, dans les situations primitives, n'était que le privilège de quelques individus ou de quelques tribus. Alors la femme reconquiert le rôle actif qu'elle joua

« La fin du développement de l'Etat ressemble au commencement de l'existence humaine. L'égalité primitive revient finalement. L'existence matérielle maternelle ouvre et ferme le cercle des choses humaines » dit Bachofen dans son ouvrage souvent cité : *Das Mutterrecht* (Le droit maternel). Et Morgan écrit aussi : « Depuis l'avènement de la civilisation, l'accroissement de la fortune est devenu si énorme, ses formes si diverses, son application si étendue et son administration si habile dans l'intérêt des propriétaires, que cette fortune s'est constituée en face du peuple en une puissance, dont il lui est impossible de venir à bout. L'esprit humain se trouve déconcerté et interdit devant sa propre création. Cependant le temps viendra où la raison sera assez forte pour dominer la richesse, où elle fixera aussi bien les rapports de l'Etat et de la propriété qu'il protège, que les limites des droits des propriétaires. Les intérêts de la société passent absolument avant les intérêts individuels, et les uns et les autres doivent être ramenés à un rapport juste et harmonique. La simple chasse à la fortune n'est pas la destinée finale de l'humanité, du moins si le progrès reste la loi de l'avenir comme il a été celle du passé. Le temps écoulé depuis l'avènement de la civilisation n'est qu'une fraction minime du temps qu'elle a encore devant elle. La dissolution de la société se dresse menaçante devant nous comme le terme d'une carrière historique dont le but final est la fortune, car une pareille carrière renferme les éléments de sa propre ruine. La démo-

société à laquelle tendent constamment l'expérience, la science et la raison. Ce sera une reviviscence, mais sous une forme supérieure, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité des antiques gentes (1). »

C'est ainsi que des hommes, partant des points les plus opposés, arrivent aux mêmes résultats par leurs études scientifiques. L'émancipation complète de la femme et son égalité avec l'homme sont des buts de notre développement. Leur réalisation ne pourra être arrêtée par une force terrestre. Mais ils ne sont possibles que par une transformation qui supprime la domination des hommes sur les hommes — donc aussi celle des capitalistes sur les travailleurs. — Alors seulement l'humanité pourra atteindre son développement le plus complet. « L'âge d'or » dont rêvent les hommes depuis des milliers d'années et auquel ils aspirent, viendra enfin. La domination des classes aura cessé à tout jamais, et avec elle la domination de l'homme sur la femme.

L'internationalité

Assurer à tous une existence digne de l'homme ne saurait être le privilège d'un seul peuple qui, si accompli qu'il soit, ne réussirait ni à créer, ni à faire tenir debout cet état de choses. Toute notre civilisation est le produit de la coopération des forces et des rapports nationaux et internationaux. Bien que souvent encore l'idée de nationalité domine les esprits et qu'on s'en serve pour maintenir la société politique et sociale actuelle, puisque celle-ci n'est possible qu'à l'intérieur des frontières nationales, nous n'en sommes pas moins déjà profondément entrés dans l'internationalité.

Les conventions commerciales, maritimes et douanières, les traités postaux universels, les expositions internationales, les congrès pour le droit et l'unification des mesures, d'autres congrès et rapports internationaux scientifiques, les expéditions internationales d'exploration, notre commerce et notre trafic et surtout les congrès internationaux des travailleurs qui annoncent les temps nouveaux, et à l'influence morale desquels nous devons la conférence internationale de la production ouvrière, réunie sur invitation de l'Empire Allemand à Berlin en 1890, tout cela accuse le caractère international qu'ont pris les tendances des différents peuples civilisés, malgré leur substantialité nationale qui est de plus en plus

laquelle nous attribuons la plus grande importance, parce que de sa situation dépendent le bien-être et la prospérité des nations séparées. Nous échangeons une grande partie de nos produits nationaux contre ceux des pays étrangers, faute desquels nous ne pourrions plus vivre. Et de même qu'une branche d'industrie souffre quand telle autre périclite, de même la production nationale d'un pays se trouve fortement enrayée quand celle d'un autre languit. Les rapports des différents pays deviendront toujours plus etroits malgré toutes les perturbations passagères, telles que les guerres et les controverses nationales, et cela parce que les intérêts matériels les plus puissants les dominent. Toute voie nouvelle, toute amélioration d'un moyen de communication, toute découverte ou perfectionnement d'un système de production, ayant pour résultat de diminuer le prix des marchandises, renforce l'intimité de ces rapports. La facilité avec laquelle les déplacements se font entre pays fort éloignés, est un facteur nouveau et très important dans la chaîne des relations. L'émigration et la colonisation sont d'autres leviers puissants. Un peuple apprend de l'autre, et tous deux cherchent à se dépasser dans une lutte d'émulation. A côté de l'échange des produits matériels de tout genre, s'opère également l'échange des productions intellectuelles. L'étude des langues étrangères devient une nécessité pour des millions d'individus. A côté des avantages matériels, rien ne dispose plus à la suppression des antipathies que l'initiation à la langue et aux productions intellectuelles d'un peuple étran-

échelle internationale, a pour conséquence que les différents pays se ressemblent davantage dans leurs conditions sociales. Pour les nations civilisées les plus avancées dans le progrès, celles donc qui fournissent un terme de comparaison, cette ressemblance est déjà si grande, que celui qui connaît la structure sociale d'un peuple, connaît, dans ses grandes lignes, celle de tous les autres. C'est à peu près comme dans la nature : les animaux des mêmes classes ont à peu près un squelette identique; quant à l'organisation et à la structure, il suffit de posséder quelques parties de ce squelette pour pouvoir, théoriquement, reconstituer l'animal complet.

Il en découle encore que partout où existent des bases sociales identiques, leurs effets doivent être les mêmes : l'accumulation d'immenses richesses et, comme contraste, la misère illimitée de la foule, la soumission des masses à la machine, la domination des masses par la minorité possédante, avec toutes les conséquences qui l'accompagnent.

En effet, nous voyons que les mêmes contrastes et les mêmes luttes des classes qui troublent l'Allemagne, mettent en mouvement toute l'Europe, les Etats-Unis, l'Australie, etc. De la Russie jusqu'en Portugal, des Balkans, de la Hongrie et de l'Italie jusqu'en Angleterre et en Irlande, partout nous trouvons le même esprit de mécontentement, les mêmes symptômes de fermentation sociale, de malaise général et de décomposition. Ils paraissent différents dans leurs manifestations extérieures suivant le degré de civilisation, le caractère de la population et la

situation dure davantage, ils deviennent plus aigus, ils imprègnent plus profondément et plus largement le corps social, jusqu'à ce qu'en fin de compte, pour un motif peut être insignifiant, l'explosion ait lieu, et que celle-ci se répande comme un coup de foudre sur tout le monde civilisé, appelant partout les esprits à prendre part à la lutte, soit comme adversaires, soit comme partisans.

La guerre entre le monde nouveau et le monde ancien est allumée. Des masses d'hommes entrent en scène, on combat avec une force de volonté comme jamais le monde n'en a vu et comme il n'en verra pas une seconde fois. Car c'est la dernière lutte sociale. Au commencement du XX^e^ siècle nous constatons comment cette lutte se rapproche de plus en plus de ses dernières phases, amenant le triomphe des idées nouvelles.

La société nouvelle s'édifiera donc sur une base internationale. Les nations fraterniseront, se tendront la main, et songeront alors à étendre progressivement le nouvel état de choses à tous les peuples de la terre (1). Elles iront à eux, non en ennemies qui cherchent à les exploiter et à les asservir, non en représentantes d'une foi étrangère qu'elles voudraient imposer, mais en amies qui désirent faire d'eux des êtres humains civilisés.

Le travail de civilisation et de colonisation du monde nouveau, se distinguera autant en moyens et en nature du travail actuel, que la nature des deux sociétés diffère. On ne se servira ni de la

poudre, ni du plomb, ni de l'eau de vie, ni de la Bible ; on entreprendra la civilisation avec des moyens pacifiques qui feront paraître les civilisateurs aux barbares et aux sauvages comme bienfaiteurs, non pas comme ennemis. Les voyageurs et explorateurs intelligents connaissent depuis longtemps l'efficacité de ce moyen.

Les peuples civilisés, une fois réunis en une vaste fédération, le moment viendra où les « fureurs de la guerre se tairont ». La paix éternelle n'est plus un rêve, comme le croient et essaient de le faire croire aux autres tous les messieurs en uniforme de la terre. Le temps sera venu où les peuples auront reconnu leur véritable intérêt, et celui-ci ne sera pas sauvegardé par les combats et les batailles, par des préparatifs guerriers qui ruinent un pays, mais par la paix. Les classes régnantes et leurs gouvernements font d'ailleurs leur possible, comme je l'ai démontré, pour creuser leur propre tombe en multipliant les équipements militaires et les guerres.

Ainsi les dernières armes prendront, comme tant de leurs devancières, le chemin des collections d'antiquités, pour montrer aux générations futures comment leurs prédécesseurs se déchirèrent pendant des milliers d'années comme des bêtes féroces, jusqu'à ce qu'enfin l'être humain eût triomphé en lui-même sur l'animal.

Ce ne sont que les questions nationales et les oppositions d'intérêt qui font naître la guerre. Les classes régnantes les activent d'une façon artificielle pour trouver, le cas échéant, dans une grande guerre

posthumes il parle de la guerre franco-allemande de 1870-71, et il dit entre autres dans ses remarques introductives : « Aussi longtemps que les nations vivront séparées, il existera des motifs de discorde qui ne pourront être écartés que par les armes. Mais il est à espérer, dans l'intérêt des masses, que les guerres deviendront plus rares au fur et à mesure qu'elles deviendront plus terribles. »

Cet isolement national, c'est-à-dire cette attitude hostile d'une nation envers l'autre, disparaît de plus en plus malgré les efforts déployés pour le maintenir.

Les générations de l'avenir accompliront sans peine des tâches auxquelles les esprits supérieurs des temps passés auront longuement réfléchi, et dont ils auront cherché la solution sans pouvoir la réaliser. C'est ainsi que Condorcet eut l'idée d'une langue universelle commune.

Feu le président des Etats-Unis, Grant, a dit dans un discours : « Etant donné que le commerce, l'instruction et le transport rapide de la pensée et de la matière ont, grâce au télégraphe et à la vapeur, tout modifié, je crois que Dieu a destiné le monde à devenir *une* nation, à parler une seule langue, à atteindre un point de perfectionnement où les armées et les flottes de guerre ne seront plus une nécessité. » Il ne faut pas s'étonner, chez un Yankee pur sang, que Dieu soit appelé à jouer ce rôle qui n'est qu'un produit du développement historique. Nulle part l'hypocrisie et l'étroitesse d'esprit en matière de religion ne sont aussi développées qu'aux Etats-Unis. Moins le pouvoir gouvernemental, en raison de son organisation, peut exprimer

A ce point de vue, on peut placer à côté des États-Unis l'Angleterre, la Belgique et la Suisse.

Robespierre le révolutionnaire, qui jouait avec les têtes des aristocrates et des religieux comme avec les boules du jeu de quille, fut, comme on le sait, très religieux. C'est pourquoi il fit rétablir en honneur l'Être suprême qui, peu de temps auparavant, avec été dégradé de façon tout aussi risible par la Convention. Et comme les aristocrates étourdis et libertins d'avant la Révolution se vantaient souvent de leur athéisme, il accusa celui-ci d'être aristocratique et en parla comme suit devant la Convention, dans son discours sur l'Être suprême : « Quelle est la portion de la société qui est dégagée de toute idée religieuse? Ce sont les classes riches... Si le peuple est dégagé de la plupart des préjugés superstitieux, il n'est point disposé à regarder la religion en elle-même comme une institution indifférente ou soumise aux calculs de la politique. Le dogme de la divinité est gravé dans les esprits, et ce dogme, le peuple le lie au culte qu'il a professé jusqu'ici. » Le vertueux Robespierre craignait que sa vertueuse république bourgeoise n'aurait pu faire disparaître les contradictions sociales; d'où la croyance à un Être suprême qui récompense et qui essaie de faire disparaître les inégalités que les hommes de son temps ne pouvaient annuler. Cette croyance était donc une nécessité pour la première République. Ce temps est passé.

Tout progrès de la civilisation en amènera un autre, imposera à l'humanité des devoirs nouveaux

La question de la population et le socialisme.

I. *La crainte de la surpopulation.*

Il y a des personnes qui considèrent le problème de la population comme le problème le plus important et le plus brûlant, parce que nous sommes menacés d'une « surpopulation », qui existe même en réalité. Cette question doit être traitée surtout au point de vue international, car l'alimentation populaire et la dissémination des peuples deviennent de plus en plus des intérêts internationaux.

Depuis Malthus il a été beaucoup discuté, un peu partout, sur la loi qui régit l'augmentation de la population. Dans son livre devenu « célèbre » et « fameux » : l'« Essai sur le principe de la population » qui, d'après Karl Marx, n'est qu'un « plagiat enfantin, superficiel, hypocrite et déclamatoire des ouvrages de sir James Stewart, de Towsend, de Franklin, de Wallace, etc., et ne renferme pas une phrase de pensée personnelle », Malthus émet l'opinion que l'humanité tend à s'accroître suivant une progression géométrique (1, 2, 4, 8, 16, 32, etc.) tandis que la production des vivres ne suit qu'une progression arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, 6, etc.) Il en résulterait nécessairement qu'il s'établirait rapidement entre le chiffre de la population et les ressources alimentaires une disproportion, qui mènerait à la

quand on ne dispose pas de moyens suffisants, sou
peine de voir les enfants ne pas trouver place « a
banquet de la nature ».

La peur de la surpopulation est déjà vieille. Nou
avons vu ici même qu'elle existait déjà chez le
Grecs, chez les Romains, et à la fin du Moyen-Age
Platon et Aristote, les Romains, les bourgeois d
Moyen-Age la ressentirent, et elle domina Voltai
qui y consacra une relation dans le premier quart d
dix-huitième siècle. D'autres écrivains suiviren
jusqu'à ce qu'en Malthus se leva celui qui donn
l'expression la plus claire à cette peur.

Cette peur se manifesta toujours dans les périod
de décadence et de ruine de l'état social. Le mécon
tentement général, qui prend alors naissance, e
attribué en premier lieu à l'abondance d'homme
et au manque de vivres, et non pas à la manièr
dont on les obtient et les divise.

Toute exploitation des hommes par les homme
repose sur la domination des classes; le moye
principal de cette domination est la prise de posse
sion du sol. Celui-ci passe des mains de tous entr
les mains de quelques uns, qui ne l'utilisent et ne
cultivent que de la façon la plus incomplète. L
grande masse se trouve ainsi privée de propriété; s
part de subsistance dépend du bon vouloir de ceu
qui sont les maîtres. Dans ces conditions, tou
accroissement de la famille devient une charge pou
les moins bien partagés, et le spectre de la surpopu
lation paraît. Celui-ci répand d'autant plus de terreu
que la propriété foncière se réunit en moins de mai

A aucune époque Rome et l'Italie ne furent aussi pauvres en ressources alimentaires que lorsque la totalité du sol se trouva entre les mains d'environ 300 grands propriétaires. D'où le cri d'alarme : « la grande propriété mène Rome à sa ruine ». Le sol de l'Italie était transformé en vastes territoires de chasse et en jardins d'agrément grandioses; en maints endroits on le laissait en friche parce que sa culture par le travail des esclaves coûtait plus que les céréales et les grains qu'on tirait de la Sicile et de l'Afrique. Cette situation ouvrait une large porte à l'accaparement éhonté des blés. La noblesse gagna plus à cette manœuvre qu'à la culture du blé sur ses terres. Appauvris de la sorte, les citoyens romains et la plus grande partie des nobles aimèrent mieux renoncer au mariage et à la procréation Ainsi prirent naissance ces lois qui établirent des primes au mariage et à la paternité, afin de mettre obstacle à la décroissance constante du peuple-roi.

Le même phénomène se produisit vers la fin du Moyen-Age après que, des siècles durant, la noblesse et le clergé eurent, par tous les moyens, tant par la ruse que par la force, dépossédé de leurs biens une foule de paysans, accaparé la propriété communale. Après que les paysans se furent soulevés et furent vaincus, le pillage s'exerça sur une échelle plus large, et les princes protestants s'attaquèrent également aux biens de l'Eglise. Jamais le nombre des malfaiteurs, des mendiants, des vagabonds ne fut plus grand que peu de temps après la Réforme. La population des campagnes, expropriée, afflua vers les

Malthus entra en scène au moment où les nou
velles découvertes de Hargreave, d'Arkwright et de
Watt introduisaient dans la mécanique et la tech
nique des modifications profondes, qui influèren
d'abord et surtout sur les industries du coton et du
lin, et enlevèrent le gagne-pain à des dizaines de mil
liers d'ouvriers qui en dépendaient. La concentration
de la propriété foncière et la grande industrie priren
à cette époque, en Angleterre, des proportions énor
mes, et avec l'accroissement rapide de la richesse
d'une part, coïncida la misère des masses de
l'autre. A un pareil moment les classes dirigeantes
qui avaient toutes les raisons pour considérer le
monde existant comme le meilleur, devaient néces
sairement chercher à expliquer à leur manière un
phénomène aussi contradictoire que l'appauvrisse
ment des masses au milieu de l'accroissement de la
richesse et de la plus haute prospérité industrielle.
On ne trouva rien de mieux que de rejeter la faute
sur l'augmentation beaucoup trop rapide du nombre
des travailleurs, due à la procréation des enfants, et
non pas sur le fait que cette surabondance était le
résultat du système de production capitaliste et de
l'accumulation du sol entre les mains des landlords.
Dans ces conditions, le « plagiat enfantin et super
ficiel » que publia Malthus, ne fit qu'exprimer avec
violence les pensées et les vœux secrets de la classe
dirigeante, et justifier sa conduite aux yeux du
monde. Ainsi s'expliquent l'étonnante approbation
qu'il trouva d'un côté, la violente hostilité qu'il
rencontra de l'autre. Malthus avait, au bon moment

nelle », sacré grand homme, homme célèbre, et que son nom resta attaché à la doctrine. (1)

2. *Naissance de la surpopulation*

Les circonstances qui fournirent à Malthus l'occasion de pousser son cri de détresse et de formuler sa brutale doctrine — car il l'appliqua spécialement à la classe laborieuse, joignant ainsi l'outrage au mal qu'il faisait — ont empiré d'année en année. Et cela non pas dans la seule patrie de Malthus, la Grande Bretagne, mais dans tous les pays du monde où le système de production capitaliste, de mise au pillage du sol, de domestication et d'oppression des masses par le machinisme, a jeté ses racines dans l'industrie et trouvé moyen de les étendre. Ce système, ainsi que nous l'avons montré, consiste partout à séparer le travailleur de ses instruments de travail, et à concentrer ceux-ci, qu'il s'agisse du sol ou des outils, dans les mains des capitalistes. Il crée sans cesse de nouvelles branches d'industrie, les perfectionne, les concentre, et jette alors sur le pavé, rend « superflues » de nouvelles masses de prolétaires. Dans l'agriculture, comme jadis dans l'ancienne Rome, il développe la grande propriété avec toutes ses conséquences. L'Irlande qui, à ce point de vue, est la terre la plus classique de l'Europe, et que le système de pillage anglais a le plus durement éprouvée, comprenait déjà en 1874, 12.378.244 acres de prairies et de pâturages, contre 3.373.508 acres

seulement de terres cultivées (1) et la diminution de la population augmente chaque année, voit faire de nouveaux progrès à la transformation de terres cultivées en prairies, en pâturages pour les moutons et les bestiaux, en territoires de chasse pour les landlords (2). La terre, en Irlande, se trouve en outre souvent entre les mains d'un grand nombre de petits, même de très petits fermiers, qui ne sont pas en état d'exploiter le sol de la façon la plus avantageuse. L'Irlande offre ainsi l'aspect d'une contrée qui, de pays d'agriculture, devient un vaste territoire de chasse. En outre la population qui, au début du dix-neuvième siècle, dépassait huit millions de têtes, est tombée aujourd'hui à 4,3 millions environ, et malgré cela il y en a encore quelques millions de trop. La révolte des Irlandais contre l'Angleterre est donc très naturelle. L'Ecosse présente un tableau absolument semblable sous le rapport de la possession et de la culture du sol. (3

---

(1) En 1908, 14.805.046 acres de prairies et 2.328.906 acres de terres cultivées

(2) Dans son beau poème : « *L'Irlande* » Freiligrath chante :

« Ainsi le maître veille à ce que le cerf et le bœuf,
C'est-à-dire lui-même soit engraissé par le paysan,
Au lieu que celui-ci assèche ses propriétés.
Vous les connaissez, les marais d'Irlande !
Le maître laisse reposer le sol inutile,
Où les épis pourraient se balancer, pressés les uns contre les autres
Il l'abandonne dédaigneusement à la poule d'eau
Au vanneau et au canard sauvage.
Oui, par le nom de Dieu ! le marais
Et le pays sauvage occupent quatre millions d'acres ! »

(3) Deux millions d'acres, comprenant les terres les plus fertiles de l'Ecoss sont tout à fait dévastées. Le fourrage naturel de Glen Tilt passe pour un d

Le même fait se reproduit en Hongrie qui n'est entrée dans le mouvement de la civilisation moderne que pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Ce pays, riche en terres fertiles comme peu de contrées en Europe, est à la veille de la banqueroute ; sa population est criblée de dettes, pauvre, misérable, livrée aux usuriers, et de désespoir elle s'expatrie en masse, tandis que la propriété du sol s'est concentrée entre les mains des magnats capitalistes modernes qui mènent, à travers les bois et les terres, la plus terrible et la plus pillarde des exploitations, de telle sorte que, dans un temps peu éloigné, la Hongrie cessera d'être un pays producteur de céréales. Il en va entièrement de même pour l'Italie. Là aussi l'unité politique a puissamment aidé le développement capitaliste à se mettre en marche, mais les paysans laborieux du Piémont et de la Lombardie, de la Toscane et des Romagnes s'apprauvrissent de plus en plus, et se ruinent rapidement. Déjà il se forme des marécages et des bourbiers là où, il y a quelques dizaines d'années, on trouvait les jardins et les champs bien soignés d'une foule de cultivateurs. Aux portes de Rome, dans la campagne romaine, des centaines de milliers d'hectares restent en friche, et ce dans une contrée qui compta jadis parmi les plus florissantes de l'ancienne Rome (1). Des marais couvrent le sol et

---

ces de production, que cette dévastation artificielle a causée au pays, peut s'apprécier par le fait que le sol de la forêt de Ben Aulden, capable de pourrir quinze mille moutons, ne forme que le 1/30 du territoire de chasse écossais. Tout ce terrain est devenu improductif.. On l'aurait pu tout aussi bien engloutir au fond de la Mer du Nord.

répandent leurs vapeurs délétères. Des moyens appropriés pourraient supprimer ces marais et rendre à la population romaine une source très riche d'aliments et de jouissances. Mais l'Italie souffre de la mégalomanie ; elle ruine sa population par une mauvaise administration, par des équipements militaires et maritimes, et par la colonisation. Elle n'a pas d'argent pour des dépenses importantes comme la fertilisation de la campagne romaine. La même situation se représente dans l'Italie méridionale et dans la Sicile. Cette contrée, jadis le magasin de grains de l'Europe, tombe de plus en plus bas par la misère ; il n'existe nulle part en Europe une population aussi maltraitée, exploitée, vivant dans une

---

L'école dans la campagne romaine

Il est dans la belle Italie une région maudite : la campagne romaine et tout le pays environnant, de Civitavecchia à Gaëte.

La population de cette contrée, évaluée à 50,000 individus environ, croupit dans une misère et une barbarie qui fait peine à voir. Sur une éminence de terrain, au milieu de la plaine déserte, on aperçoit, de loin en loin, une cinquantaine de cabanes, étroitement groupées. Elles sont de forme conique, construites en argile, pourvues d'une seule ouverture. On dirait un campement de nègres et c'est un village de paysans romains.

Un médecin italien, le docteur Celli, parcourant récemment ces misérables groupements humains afin de combattre la malaria qui y sévit, fut frappé de l'état de barbarie de ces pauvres gens. Ses plaintes trouvèrent un écho à Rome, et avec l'aide de quelques personnes de bonne volonté il fonda sur divers points de l'*agro romano* des cabanes-écoles. Il trouva en M. Giovanni Cena, le poète bien connu, et en Mme Aleramo, l'auteur de ce livre poignant intitulé *Une Femme*, des collaborateurs dévoués.

Chaque dimanche et jour de fête, la population se presse dans la cabane-école pour y entendre un jeune instituteur venu de Rome tout exprès afin d'enseigner aux enfants du pays la lecture, l'écriture, le calcul. Les chemins sont fort mal entretenus dans la campagne romaine. Il arrive fréquemment que le jeune instituteur doive marcher dans la boue et dans la poussière pendant plusieurs heures, avant d'atteindre la cabane-école où sa venue est annoncée. Mais l'avidité avec laquelle parents et enfants recueillent les leçons qui tombent

misère aussi sordide. Les enfants besogneux du plus beau pays européen inondent la moitié de l'Europe et de l'Amérique comme supplanteurs, ou ils émigrent à tout jamais, parce qu'ils ne veulent pas mourir de faim sur le sol de la patrie, qui n'est pas leur propriété. La malaria, cette fièvre terrible, prend dans toute l'Italie des proportions telles, que le gouvernement effrayé fit faire en 1882 une enquête qui donna ce triste résultat que, sur 69 provinces du royaume, 32 étaient atteintes à un haut degré, 32 autres dans une mesure moindre et 5 seulement restées indemnes. La maladie, qui n'était connue jadis que dans les campagnes, envahit aussi les villes, parce que le prolétariat, qui s'y entasse de plus en plus, augmenté de la population rurale prolétarisée, constitue le foyer d'infection de la maladie.

3. *Misère et fécondité*

De quelque côté que nous regardons le système capitaliste, nous constatons partout que la misère et la pauvreté des masses ne sont pas la conséquence d'une pénurie de moyens d'existence et d'alimentation, mais les suites de l'inégalité du partage de ceux-ci ; les uns ont le superflu, tandis que les autres manquent du nécessaire. Les assertions de Malthus n'ont donc de signification que si l'on prend pour point de départ le système de production capitaliste.

D'autre part, la production capitaliste elle-même pousse à la procréation des enfants, en ce sens qu'elle a besoin d'eux sous forme de « bras » à bon marché pour ses fabriques. Avoir des enfants devient

Il est même avantageux, pour le prolétaire de l'industrie à domicile, d'avoir beaucoup d'enfants, parce qu'il en résulte pour lui la certitude de pouvoir augmenter ses moyens de concurrence. Certes, c'est là un système abominable, car il accroît l'appauvrissement du travailleur et le fait dépendre des entrepreneurs. Le prolétaire se voit obligé de travailler pour un salaire de plus en plus insignifiant. Toute disposition prise pour la protection des travailleurs, toute dépense plus ou moins grande pour l'un ou l'autre devoir social, qui ne sont pas imposées à l'entrepreneur de l'industrie à domicile, lui permettent d'augmenter le nombre de ses travailleurs. Ils lui procurent des avantages comme aucune autre forme d'exploitation, dans la supposition, bien entendu, que le procès de production lui permette leur utilisation.

Le système de production capitaliste ne crée pas seulement la surproduction en marchandises et en ouvriers, mais aussi en « intelligences ». L'intelligence trouve de plus en plus difficilement à se placer ; l'offre dépasse constamment la demande. Il n'y a qu'une chose que le monde capitaliste ne trouve pas « de trop », c'est le capital et son possesseur, le capitaliste.

Si les économistes bourgeois sont malthusiens, ils le sont parce que l'intérêt bourgeois les y oblige ; seulement, il ne faut pas qu'ils s'avisent de transporter leurs lubies bourgeoises dans la société socialiste. C'est ainsi que John Stuart Mill dit, par exemple : « Le communisme est cet état de choses,

me. Tout accroissement de la population, qui tendrait à restreindre le bien-être ou à augmenter les charges de la collectivité, devrait donc avoir comme conséquence pour chacun de ses membres des inconvénients évidents et inévitables, qui ne pourraient être imputés, ni à l'avidité de l'employeur, ni aux privilèges injustifiés des riches. Dans des conditions aussi différentes, l'opinion publique manifesterait inévitablement son mécontentement, et si cela ne devait pas suffire, on réprimerait par des pénalités quelconques toute incontinence qui serait de nature à porter à la collectivité un préjudice général. L'argument tiré du danger de la surpopulation ne touche donc nullement d'une façon particulière la théorie communiste; bien plus, celle-ci se recommande par ce fait, qu'elle aurait une tendance marquée à obvier à cet inconvénient. »

Et à la page 370 du « Manuel d'Economie politique de Rau », le professeur Ad. Wagner dit : « Dans la société socialiste, on pourrait tout au moins accorder la liberté du mariage et la liberté de la paternité. »

Les auteurs que nous venons de citer partent donc de cette idée, que la tendance à surpopulation est commune à tous les états sociaux. Mais tous deux reconnaissent au socialisme l'avantage de pouvoir, mieux que toute autre forme de la société, établir l'équilibre entre le nombre des membres de la collectivité et les ressources alimentaires. Cette dernière idée est exacte, la première est fausse.

Il y avait des socialistes isolés qui, partageant les

caractère de la société bourgeoise, ils reviennent de leur erreur. Les plaintes de nos agrariens nous apprennent également, qu'au point de vue du marché mondial nous produisons trop d'aliments, ce qui entraîne une diminution de leur prix et empêche que la production de ces aliments reste une source de gains.

Nos malthusiens croient, et le chœur des porte-parole bourgeois les accompagne sans réfléchir, qu'une société socialiste, assurant le libre choix de l'amour et une existence vraiment humaine à tous ses membres, se transformerait en un vaste clapier, et ne connaîtrait pas de but plus élevé que la jouissance sexuelle la plus déréglée et la procréation illimitée des enfants. C'est le contraire qui sera vrai. Actuellement ce ne sont pas les classes moyennes, mais les classes les plus misérables qui procréent le plus d'enfants. Sans exagérer l'on peut dire hardiment : plus misérable est la situation des prolétaires, plus nombreuse est leur progéniture moyenne. Il y a évidemment des exceptions.

C'est ce que Virchow constata également, lorsqu'il écrivit vers la moitié du siècle précédent : « De même que l'ouvrier anglais, dans sa profonde dépravation, dans l'oblitération absolue de son sens moral, finit par ne plus connaître que deux sources de jouissances : l'ivresse et le coït, de même la population de la Haute Silésie avait concentré jusque il n'y a pas bien longtemps toutes ses aspirations, tous ses efforts vers ces deux choses. L'absorption de l'eau de vie et la satisfaction de l'instinct sexuel régnaient chez elle en souveraines, et cela explique

De même cette phrase de Karl Marx dans *le Capital* : « En fait, ce ne sont pas seulement les chiffres des naissances et des décès, mais encore les familles nombreuses, qui sont en proportion inverse des salaires et par suite de la somme des moyens d'existence dont disposent les différentes catégories de travailleurs. Cette loi de la société capitaliste n'aurait aucun sens chez les sauvages ou même chez des colons civilisés. Elle fait songer à la reproduction brutale de certaines espèces d'animaux faibles et constamment pourchassés. »

Et dans la note de Marx à ce propos, il cite Laing : « Si la terre entière se trouvait dans des conditions heureuses, elle serait bientôt dépeuplée, » Laing a donc une opinion diamétralement opposée à celle de Malthus; de bonnes conditions d'existence entraîneraient une diminution, non une augmentation des naissances. Herbert Spencer dit également : « La perfection et l'aptitude à la procréation sont partout et toujours en opposition. Il en résulte que la civilisation ultérieure de l'humanité amènera probablement une diminution de sa procréation. »

Des hommes, partant des points de vue les plus divers, se rencontrent donc ici. Nous nous rallions à leurs idées.

4. *Besoin d'hommes et excédent de vivres*

Le problème de la population est peu complexe. Pour autant qu'on puisse en juger, la crainte de la surpopulation n'est pas fondée, car nous nous

question de placer ces richesses, que de la crainte de leur insuffisance. Pour les producteurs d'aliments, l'augmentation des consommateurs est donc désirable, Mais les malthusiens sont infatigables quand il s'agit de soulever des objections. Nous devons rencontrer ces objections pour leur enlever l'occasion de prétendre qu'on est incapable de les réfuter.

Ils prétendent que le danger de surpopulation, à une date plus ou moins rapprochée, découle de la loi de « l'appauvrissement du sol. » Nos champs sont fatigués de produire ; nous ne pouvons plus nous attendre à des moissons plus abondantes, et puisque les surfaces à cultiver se font de plus en plus rares, le danger du manque de ces produits ne pourra être écarté lorsque la population continuera à augmenter.

Nous croyons déjà avoir démontré de façon irréfutable, dans la section de notre ouvrage qui s'occupe de l'utilisation agricole du sol, quels seront les progrès immenses que l'humanité pourra encore réaliser, même avec le système d'économie agricole actuel. Nous estimons cependant utile d'y joindre encore quelques exemples.

Un homme, qui fut à la fois un grand propriétaire très avisé et un économiste nationaliste déterminé, et qui, par conséquent, l'emportait de beaucoup sur Malthus à ce double point de vue, dit à propos de la production agricole : « La productivité des matières premières, notamment en ce qui concerne l'alimentation, ne le cédera en rien, dans l'avenir, à celle de l'industrie et du transport... De nos jours, la chimie agricole commence à

erreurs, mais qui finiront par rendre la société maîtresse de la production des matières alimentaires, de même qu'elle est aujourd'hui en mesure de fournir une quantité de drap voulue, pourvu qu'elle ait entre les mains la provision de laine nécessaire ». (1)

De même Liebig, une deuxième autorité en cette matière, a la conviction que « quand la main-d'œuvre et l'engrais existent en quantité suffisante, le sol est inépuisable et donne d'une façon ininterrompue les plus riches récoltes. » La loi de l'appauvrissement du sol est donc une lubie de Malthus ; elle a pu se justifier jusqu'à un certain point à une époque de progrès agricole insuffisamment développé, mais elle est aujourd'hui condamnée par la science et par l'expérience. La loi est donc plutôt la suivante : « La production d'une terre est en rapport direct avec la main-d'œuvre qu'on y affecte (science et technique comprises) et avec la somme d'engrais utilement employée. » S'il a déjà été possible à la petite propriété française de quadrupler sa production dans les quatre-vingt dix dernières années, tandis que la population ne se doublait même pas, on pourrait attendre de bien autres résultats d'une société socialiste. A part tout cela, nos malthusiens ne s'aperçoivent pas le moins du monde que, dans nos conditions actuelles, il ne s'agit pas seulement d'envisager le sol que nous foulons, mais encore celui de la terre entière, c'est-à-dire pour une grande part, de pays dont la fertilité, quand on l'utilise, produit souvent vingt, trente fois et même plus ce que

donne notre sol pour une même étendue. On a déjà pris fortement possession de la terre, mais sauf une partie infime, elle n'a nulle part été cultivée et utilisée comme elle aurait dû l'être. Ce n'est pas seulement la Grande-Bretagne qui peut produire une bien plus grande quantité de vivres, mais aussi la France, l'Allemagne, l'Autriche et, à un bien plus haut degré encore, les autres pays de l'Europe.

La Russie d'Europe, en prenant comme terme de comparaison la densité de la population de l'Allemagne, pourrait nourrir 475 millions d'êtres au lieu des 100 millions qu'elle fait vivre approximativement aujourd'hui. La Russie d'Europe compte actuellement environ 19,4 habitants par kilomètre carré, la Saxe plus de 300. L'objection que la Russie comporte de vastes étendues de terres qui, par leur climat, rendent impossible une production élevée, n'est pas concluante, puisque ce pays jouit aussi, notamment dans le sud, d'un climat et d'une fertilité que l'Allemagne est loin de connaître. En outre, l'augmentation de la densité de la population et l'extension de la culture du sol amèneraient dans le climat des modifications dont il est impossible d'évaluer aujourd'hui la portée. Partout où l'homme se rassemble en masses compactes, il se produit aussi des changements climatériques profonds. Nous n'attribuons aujourd'hui que peu d'importance à ces phénomènes, et il nous est impossible d'en apprécier toutes les conséquences parce que, dans l'état actuel des choses, nous n'avons ni l'occasion ni les moyens de faire des expériences en grand. La

leur quantité de rivières, leur littoral maritime, être une puissante source d'alimentation pour une population très dense. Aujourd'hui ces pays voient émigrer une partie de leur population peu nombreuse, parce que les moyens et l'organisation nécessaires pour en ouvrir la richesse n'ont pas encore été créés.

Ce que nous venons de dire pour le Nord, s'applique d'une façon plus topique encore au Sud de l'Europe, c'est-à-dire au Portugal, à l'Espagne, à l'Italie, à la Grèce, à la Turquie, aux principautés danubiennes, à la Hongrie, etc. Un climat on ne peut plus favorable, un sol si fécond et si fertile qu'il n'en existe presque pas de pareils dans les meilleures contrées des Etats-Unis, seraient en mesure de donner la nourriture la plus riche à des populations innombrables. Les conditions politiques et sociales malsaines de ces pays sont cause que des centaines de milliers de nos compatriotes aiment mieux traverser l'Océan, que d'aller s'établir dans ces contrées plus rapprochées et plus commodément situées. Dès qu'elles jouiront de conditions sociales raisonnables, il faudra des millions d'êtres humains pour amener à un degré nouveau de culture ces régions vastes et fertiles.

A l'heure actuelle, et pour longtemps encore, loin d'avoir trop d'hommes en Europe, nous n'en avons pas assez pour atteindre notre but de civilisation parfaite, et dans ces conditions il est absurde de se laisser aller à la crainte de la surpopulation. (1) Il faut en outre tenir compte de ceci, que les sources

de produits alimentaires qui existent, seront pour ainsi dire inépuisables, grâce à la science et au travail, et que tous les jours nous apportent des découvertes et des inventions nouvelles, qui augmentent les sources de produits alimentaires.

Si nous passons de l'Europe aux autres parties du monde, nous y trouvons, dans une bien plus large mesure encore, la pénurie d'hommes et la surabondance des terres. Les pays les plus féconds et les plus fertiles du monde sont aujourd'hui complètement incultes ou à peu près, parce que leur défrichement et leur exploitation ne pourraient être entrepris avec quelques centaines ou quelques milliers d'hommes, mais exigeraient des masses colonisatrices de plusieurs millions de bras qui pourraient se rendre maîtres, dans une certaine mesure seulement, d'une nature exubérante. A cette catégorie appartiennent le centre et le sud de l'Amérique, c'est-à-dire une superficie de plusieurs centaines de milliers de mètres carrés. En 1892 l'Argentine n'avait, par exemple, qu'environ 5 millions d'hectares de terrains cultivés; le pays, cependant, dispose de 96 millions d'hectares de terrain fertile. La surface de l'Amérique méridionale qui reste en friche, et qui pourrait être utilisée à la culture du froment, peut être estimée à 200 millions d'hectares. Pour les céréales, les Etats-Unis, l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Allemagne et la France ensemble n'utilisent qu'environ 105 millions d'hectares. Carey affirme

que la vallée de l'Orénoque seule, avec ses 360 milles de long, serait en mesure de fournir des moyens d'existence en telle quantité, que toute l'humanité actuelle pourrait en vivre. Acceptons-en la moitié, c'est déjà plus que suffisant. Il est certain que l'Amérique du Sud pourrait, à elle seule, nourrir plusieurs fois la totalité des êtres humains.

La valeur nourricière d'un terrain planté de bananiers, comparée à celle d'un terrain de même étendue cultivé en froment s'établit par la proportion de 133 pour 1. Tandis qu'aujourd'hui notre blé, semé dans un sol bien approprié, donne un produit de 12 à 20 pour 1, le riz, dans son pays d'origine, donne une récolte de 80 à 100 pour 1, le maïs de 250 à 300 pour 1, et dans nombre de pays, notamment les Philippines, le rendement du riz est évalué à 400 pour 1.

Le centre et le sud de l'Amérique, surtout le Brésil qui, à lui seul, est presque aussi grand que l'Europe entière — le Brésil a 152.000 milles carrés de surface avec environ 22 millions d'habitants en regard des 178.000 milles carrés et des 430 millions d'habitants de l'Europe — sont d'une fécondité et d'une fertilité qui excitent l'étonnement et l'admiration de tous les voyageurs, et ces pays sont en outre d'une richesse minérale inépuisable. Mais ils sont jusqu'à présent fermés au monde, parce que leur population est indolente et trop inférieure en nombre et en civilisation pour se rendre maîtresse d'une nature aussi puissante. Les découvertes de ces dernières années nous ont appris ce qu'il en est du centre de l'Afrique. Si une grande partie de

étendue sont très accessibles, dès qu'on y applique des principes intelligents de colonisation. D'autre part, l'Asie renferme des contrées vastes et fertiles qui pourraient nourrir de nombreux millions d'hommes. Le passé nous a déjà montré comment la douceur du climat arrache au sol une luxuriante et riche nourriture dans des contrées aujourd'hui stériles et presque désertes, quand l'homme sait y amener l'eau, cette source de bénédictions. Avec la destruction des hommes dans de sauvages guerres de conquête, avec leur oppression folle par les conquérants, disparurent les aqueducs et les canaux d'irrigation, et des milliers de milles carrés se transformèrent en champs de sable incultes. Que l'on y amène par millions des hommes civilisés, et des sources d'alimentation jailliront, inépuisables. (1) Le fruit des palmiers à dattes foisonne en quantités à peine croyables, et demande pour cela si peu de place, que 200 dattiers couvrent à peine un arpent de terrain. En Egypte, la dourah donne un produit de plus de 3,000 pour 1. Et cependant le pays est pauvre et en décadence. Et cela, non pas à cause de l'excès de population humaine, mais par suite d'un système d'exploitation si épouvantablement pillard, qu'il a pour conséquence d'étendre davantage le désert d'année en année. Les immenses résultats que les procédés d'agriculture et de jardinage du centre de l'Europe obtiendraient dans tous ces pays, échappent à toute évaluation.

(1) Karger estime la production, de l'Anatolie, même en cas de mauvaise récolte, à 900-1,300 kilogrammes, en moyenne à 2,640-3,900 kilogrammes et à

Partout c'est aux institutions sociales, et aux modes de production et de répartition qui en dépendent, qu'il faut faire remonter les causes de la détresse et de la misère, et non pas au nombre des êtres humains. Plusieurs bonnes récoltes consécutives pèsent d'un tel poids sur le prix des denrées, qu'une notable partie de nos cultivateurs y trouvent leur ruine ! Au lieu de s'améliorer, la situation des producteurs n'en devient que plus mauvaise. Et ce seraient là des situations convenables ? Une bonne moisson est considérée actuellement comme un malheur, parce qu'elle abaisse les prix à tel point, que les frais de production sont à peine couverts. Pour éloigner les riches moissons des autres pays, des impôts très élevés sont perçus sur les graines étrangères; l'importation cesse ou diminue, et les blés du pays augmentent en valeur. Il ne nous manque pas de produits alimentaires; nous en avons en abondance tout comme des produits industriels. Des millions d'hommes ont besoin des produits industriels les plus indispensables, mais ils ne peuvent satisfaire à ce besoin dans les conditions actuelles; des millions d'êtres humains manquent des matières alimentaires indispensables parce qu'ils ne peuvent pas les payer, et cependant les matières alimentaires existent en abondance. Encore une fois nous répétons la question : Pareilles situations sont-elles convenables ? Elles sont insensées ! Nos spéculateurs, pendant les bonnes années, laissent souvent les fruits se perdre, parce qu'ils savent que les prix augmentent au fur et à mesure que la

année des dizaines de milliers de quintaux de céréales, parce qu'on manque de magasins convenables et de moyens de transport appropriés. Des quintaux de matières alimentaires sont perdues annuellement en Europe, parce que la récolte se fait imparfaitement. Des granges bondées de blé, des exploitations entières deviennent la proie des flammes, parce que la prime d'assurance augmente la valeur du grain, comme on laisse, pour la même raison, des navires se perdre corps et biens (1). Pendant nos manœuvres militaires, de nombreuses récoltes sont détruites — les frais d'une manœuvre de quelques jours seulement s'élèvent à des centaines de milliers de marcs pour les récoltes détruites, et alors l'évaluation est encore inférieure au dommage causé. — Or il y annuellement une foule de manœuvres de ce genre, et de vastes étendues de terrain sont, dans un but analogue, enlevées à toute culture.

N'oublions pas qu'à toutes les ressources de l'alimentation s'ajoute la mer, dont la superficie est à celle de la terre comme 18 à 7, c'est à dire deux fois et demie plus grande. Ainsi l'avenir apparaîtra à nos yeux sous un aspect, différant complètement du sombre tableau que nous en fait le malthusianisme.

---

(1) Déjà du temps de St. Basile († 379) des conditions de ce genre devaient exister, car il s'écrie, s'adressant aux riches : « Malheureux que vous êtes, que répondrez-vous au divin juge? Vous recouvrez de tapisseries la nudité de vos murs, mais vous ne couvrez pas d'habits la nudité de l'homme. Vous ornez vos chevaux de précieuses et douces couvertures, mais vous méprisez vos

Qui, d'ailleurs pourra dire où s'arrêteront nos connaissances en chimie, en physique, en physiologie, etc? Qui oserait prédire quelles entreprises gigantesques l'humanité réalisera dans les siècles futurs, pour arriver à des modifications essentielles dans les conditions climatériques des pays, et dans les moyens de les rendre productifs à tous les points de vue?

Nous voyons dès aujourd'hui, dans notre société capitaliste, s'effectuer des entreprises qui, il y a un demi-siècle, étaient tenues pour impossibles ou insensées. De larges isthmes sont percés, les mers sont réunies. Des tunnels, longs de plusieurs milles, sont percés dans le sein de la terre, et réunissent des pays séparés par les plus hautes montagnes; d'autres seront construits sous le fond de la mer pour diminuer les distances, éviter les écueils et les difficultés qu'on rencontre pour les pays séparés par les mers. Qui oserait dire ; « Jusqu'ici et pas plus loin! »

Il n'y a donc pas seulement lieu de nier la loi de l'appauvrissement du sol en raison de notre expérience acquise, mais il faut ajouter encore qu'il y a en abondance des quantités de terres cultivables, qui pourraient être mises en œuvre par des centaines de millions d'hommes.

Si toutes ces cultures devaient être entreprises de suite, dans tout leur développement, nous ne posséderions donc pas trop, mais pas assez d'hommes. Il faut que l'humanité augmente considérablement si elle veut satisfaire à tout. Le sol cultivé n'est pas

surpopulation relative, que le système capitaliste engendre au grand dommage des travailleurs et de la société, devient un bienfait à un degré plus élevé de civilisation.

Une population aussi nombreuse que possible n'est donc pas une entrave mais un instrument de progrès, tout comme la surproduction de marchandises et de matières alimentaires, la désorganisation du mariage par l'enrôlement des femmes et des enfants dans l'industrie moderne, l'expropriation de la classe moyenne par le capital, sont les préliminaires d'une civilisation plus parfaite.

5. *Relations sociales et capacité d'augmentation*

L'autre partie de la question est la suivante : l'espèce humaine peut-elle se multiplier à son gré, et cela lui est-il nécessaire?

Pour démontrer l'extraordinaire faculté de reproduction de l'espèce humaine, les malthusiens se basent de préférence sur des cas particulièrement anormaux de familles isolées, de petits peuples. Cela ne prouve absolument rien. Car en face de ces cas il s'en trouve d'autres où, dans des conditions d'existence avantageuses, il se manifeste au bout de peu de temps, soit une stérilité absolue, soit une faculté de reproduction très faible. On est souvent étonné de la rapidité avec laquelle s'éteignent des familles, placées cependant dans des conditions heureuses. Bien que les Etats-Unis soient, plus que tout autre pays, dans un état favorable à l'augmentation de la population, et que chaque année il y

trente ans. Quant au cycle de 12 ou 20 ans pour atteindre le double de la population, il n'en est question sur aucun point de la terre.

Jusqu'à présent il ressort des faits, ainsi que des citations que nous ayons tirées de Virchow et de Marx, que la population se multiplie le plus rapidement là où elle est la plus pauvre, parce que, dit Virchow, la jouissance sexuelle est, avec la boisson, son seul plaisir. Ainsi que nous l'avons déjà exposé, les membres du bas clergé du diocèse de Mayence, lorsque Grégoire VII leur imposa le célibat, se plaignaient de n'avoir pas, comme les prélats, toutes les jouissances possible, leur seul plaisir étant une femme. Le manque de variété dans les occupations et les distractions est peut-être aussi la cause pour laquelle les mariages des pasteurs de nos campagnes sont si richement bénis en progéniture.

Quoiqu'il en soit, il est indéniable que les districts les plus pauvres de l'Allemagne, tels que la Lusace, l'Erzgebirge et le Fichtelgebirge, la forêt de Thuringe, les montagnes du Harz, etc., sont aussi le siège de la population la plus dense, dont la pomme de terre constitue la nourriture principale. D'autre part, il est établi que l'instinct sexuel est tout particulièrement développé chez les phtisiques, et que ceux-ci procréent souvent des enfants, lorsqu'ils sont arrivés à un degré d'affaiblissement des forces où on ne devrait plus le croire possible.

C'est une loi de la nature, citée également par Herbert Spencer et par Laing, qu'en moyenne on regagne en quantité ce qu'on perd en qualité. Nous voyons que les animaux de l'espèce supérieure : le

en général peu de petits, tandis qu'au contraire tous les animaux d'une organisation inférieure se reproduisent d'une façon prodigieuse et en rapport inverse de leur développement; par exemple, tous les genres d'insectes, la plupart des poissons, les petits mammifères tels que les lièvres, les rats, les souris, etc.

D'autre part, Darwin a établi que certains animaux, dès qu'ils passent de l'état sauvage à l'état domestique, perdent leur faculté de reproduction : l'éléphant, par exemple. Cela prouverait qu'une modification dans les conditions d'existence influe sur le plus ou moins de développement de la faculté de reproduction.

Mais ce sont précisément les darwinistes qui partagent la crainte de la surpopulation, et sur l'autorité desquels s'appuient nos malthusiens modernes. Nos darwinistes raisonnent très mal, là où ils appliquent leurs théories aux conditions humaines, parce qu'ils procèdent le plus souvent, dans ces cas, avec une brutalité empirique, et appliquent simplement à l'homme ce qui est vrai pour les animaux, sans considérer que l'homme, comme être supérieurement organisé, reconnaît les lois de la nature, mais est à même de les diriger et de les utiliser à son avantage.

La théorie de la lutte pour la vie, la doctrine d'après laquelle il y aurait beaucoup plus de germes d'existences nouvelles que ceux pour lesquels les moyens d'existence actuels sauraient assurer la viabilité, s'appliqueraient absolument à toute l'humanité de l'avenir si les hommes, au lieu de se

comme les singes, à la satisfaction de leur instinct sexuel, c'est-à-dire s'ils étaient eux-mêmes des singes. Remarquons en passant que, puisqu'en dehors de l'homme c'est chez le singe seulement que l'instinct sexuel n'est pas, comme pour le reste du monde animal, lié à certaines périodicités, il y a là un argument très frappant en faveur de la parenté entre l'homme et le singe. Mais s'ils sont proches parents, ils ne sont pas une seule et même chose. C'est pourquoi on ne peut les placer sur le même pied, ni les mesurer à la même aune. Ceci s'adresse également à Ziegler, qui fit plus d'une fois cette comparaison dans son ouvrage souvent cité.

Il est absolument exact que dans l'état où se trouvèrent, jusqu'à présent, la propriété et la production, beaucoup d'êtres humains n'ont pas trouvé à se procurer les choses nécessaires à la vie. Mais s'ils ne trouvent pas ces choses indispensables ce n'est pas parce qu'elles font défaut, mais parce que les situations sociales sont telles que, malgré l'abondance, ils ne peuvent se les procurer. Il est faux d'en conclure que cet état de choses est immuable et éternel. Voilà le point où les darwinistes ont raisonné de travers, parce qu'ils ont bien étudié la zoologie et l'anthropologie, mais non pas la sociologie, et que dans cette branche ils se laissèrent guider par nos idéologues bourgeois. C'est ainsi qu'ils en sont venus à leurs conclusions erronées.

L'instinct sexuel est donc inné à l'homme; c'est le plus puissant de tous, et il exige d'être satisfait, si on ne veut pas que la santé en souffre. Cet in-

estomac bien portant, et sont les conditions fondamentales de la santé du corps.

Mais la satisfaction de l'instinct sexuel est loin d'être la même chose que la procréation ou la conception. Les théories les plus divergentes ont été émises sur la fécondité du genre humain. En ce qui concerne ces questions capitales, nous pataugeons encore, principalement parce que, depuis des siècles, on a eu l'horreur la plus insensée de s'occuper ouvertement, librement, naturellement des lois de sa propre formation, de son propre développement, et d'étudier à fond les lois de la procréation et du développement de l'être humain. Ce n'est que de nos jours qu'il en devient autrement; il faut, cependant, encore nombre de changements.

Les uns défendent la théorie, qu'une haute culture intellectuelle, une forte tension de l'esprit et surtout une grande nervosité, exercent une action répressive sur l'instinct sexuel et affaiblissent les facultés de procréation. D'autres au contraire la combattent. On souligne ce fait, que les classes aisées ont proportionnellement le moins d'enfants, et que cela ne doit pas être imputé uniquement aux moyens préservatifs. Il est certain que des occupations intellectuelles, exigeant une haute tension cérébrale, exercent une influence répressive sur l'instinct sexuel, mais il est fort contestable que la majorité de nos classes dirigeantes se livre à ce genre d'occupations. D'autre part la fatigue physique prononcée produit des effets identiques. Mais tout excès de fatigue est nuisible à l'homme, et doit donc être évité.

avec certaines conditions physiques de la femme, la faculté de procréation et de conception. Une nourriture appropriée influerait, plus que toute autre chose — comme cela se produit aussi chez certains animaux — sur l'acte procréateur. Et c'est ici que se trouverait la solution.

Le genre d'alimentation exerce une influence sur l'organisation de certains animaux. On l'a constaté chez les abeilles. Les abeilles sont donc bien plus avancées que les hommes dans la connaissance de leur développement sexuel. Mais on ne leur a pas prêché pendant deux mille ans qu'il n'est pas « convenable », qu'il est « immoral » de se préoccuper des choses sexuelles. L'on sait d'ailleurs que les plantes, mises en bon terrain et grassement fumées prennent un grand développement mais ne donnent pas de semence.

Le genre d'alimentation influe sur la formation de la semence masculine comme sur la faculté de fécondation de l'œuf feminin, cela ne peut faire l'objet du moindre doute; la capacité reproductrice d'un peuple peut donc dépendre réellement de sa manière de se nourrir.

D'autres facteurs, dont la nature est encore peu connue, jouent également un rôle. Ainsi un jeune ménage de ma connaissance n'avait pas d'enfant après plusieurs années de mariage. Les époux divorcèrent. Chacun se remaria de son côté, et les deux nouveaux ménages procréèrent des enfants très sains.

Pour le problème de la population, une chose sera très importante dans l'avenir : la place supérieure, beaucoup plus libre, occupée par toutes les

aucune envie d'avoir beaucoup d'enfants, d'observer le « décret de la Providence », de passer les plus belles années de leur vie en état de grossesse ou avec un enfant au sein. Ce désir de ne pas avoir beaucoup d'enfants, manifesté par la plupart des femmes actuelles, ne fera que devenir plus intense dans une société socialiste, malgré tous les soins qu'elle réservera aux femmes enceintes ou allaitantes. Et pour nous il y a là dedans la certitude que l'augmentation de la population, dans une société socialiste, se fera encore plus lentement que dans la société bourgeoise.

Nos malthusiens ne doivent pas se casser la tête au sujet de l'augmentation de l'humanité dans l'avenir. Jusque maintenant des peuples disparurent, grâce à la diminution de leur population. Dans une société vivant naturellement, la réglementation du chiffre de la population se fera enfin sans retenue nuisible ni préservatifs anti-naturels. Ici encore Karl Marx a raison, quand il dit dans son « *Capital* » que chaque période économique du développement de l'humanité a aussi ses lois propres de peuplement; cette conception deviendra vérité sous le règne du socialisme. Dans un ouvrage : « *La limitation artificielle du nombre des enfants* » (1), l'auteur défend ses idées comme suit :

(1) Par Hans Ferdy, 4e Edition, 1894. L'ignorance profonde du sieur Ferdy, le pourfendeur des socialistes, résulte le mieux de la phrase suivante de la page 40 de son ouvrage : « Dans ses exigences, le socialisme ira plus loin que le néo-malthusianisme. Il demandera un minimum de salaire tel, que chaque ouvrier pourra élever ses enfants d'après les situations sociales sous le rapport de l'alimentation.

» Dès que les dernières conclusions du socialisme auront été tirées et que la propriété privée aura disparu, l'homme le plus simple se dira : Pourquoi devrais-je travailler plus longtemps et plus fortement, parce qu'il plaît à mon

« Par son opposition au malthusianisme, le socialisme commet un crime. L'augmentation rapide de la population favorise la prolétarisation en masse, et ainsi le mécontentement est avivé. Si l'on réussit à enrayer la surpopulation, c'en est fait de l'extension du socialisme, et l'état socialiste sera enterré pour toujours avec toutes ses splendeurs... » Voilà comment le malthusianisme devient un des moyens, à côté de tant d'autres, pour tuer le socialisme.

Parmi ceux qui souffrent de la crainte de la surpopulation, et qui demandent par conséquent la limitation de la liberté du mariage et de l'établissement, notamment pour les ouvriers, se trouve également le professeur Dr Adolphe Wagner. Il se plaint de ce que les ouvriers se marient trop tôt, en comparaison de la classe moyenne. Mais il oublie, ainsi que tous ceux qui défendent les mêmes idées, que les hommes de la classe moyenne n'acquièrent une position qui leur permet un mariage en rapport avec leur rang, que lorsqu'ils ont atteint un certain âge. Entretemps ils se dédommagent chez les prostituées. Si l'on rend le mariage plus difficile aux ouvriers, on les condamne aux mêmes moyens. Mais alors qu'on ne se plaigne pas des conséquences, et qu'on ne parle pas « de la déchéance des mœurs et de la morale. » Qu'on ne se fâche pas non plus, quand des hommes, et des femmes qui ont les mêmes passions que les hommes, vivent ensemble en union illégitime, écoutent la voix de la nature et procréent des tas d' « enfants illégitimes ». Les idées de Wagner et de ses partisans sont également en contradiction avec les intérêts de la bourgeoisie et de notre

res qui leur permettent de soutenir la concurrence sur le marché mondial. Les maux du siècle ne se guérissent pas avec des propositions étroites, émanant de philistins bornés et retardataires. Au commencement du vingtième siècle, aucune classe, aucun pouvoir d'Etat ne sont suffisamment forts pour arrêter ou endiguer le développement naturel de la société. Toute tentative en ce sens échoue. Le courant du progrès est tellement impétueux, qu'il détruit tout obstacle. Le salut n'est pas en arrière mais en avant, et celui qui croit pouvoir arrêter le progrès n'est qu'un inconscient.

Dans la société socialiste, où elle commencera seulement à être vraiment libre et placée sur une base naturelle, l'humanité dirigera toute son évolution en connaissance de cause, suivant des lois naturelles.

En ce qui concerne la production comme la répartition des moyens d'existence et l'accroissement de la population, l'humanité a agi inconsciemment jusque maintenant. Dans la société nouvelle elle agira méthodiquement, et en pleine connaissance de toutes les lois naturelles.

Le socialisme est la science, appliquée en toute connaissance de cause à toutes les branches de l'activité humaine.

CONCLUSION

Ce que nous avons exposé jusqu'à présent nous montre que, dans la réalisation du socialisme, il ne s'agit pas de « détruire » et de « construire » arbitrairement, mais d'arriver à un état conforme aux lois du développement naturel. Tous les facteurs qui jouent un rôle dans la marche de la destruction du passé d'une part, de la constitution de l'avenir d'autre part, agissent comme ils doivent agir. Ce ne sont ni des « hommes d'état de génie » ni des « agitateurs » qui peuvent mener les choses à leur gré. « Ils croient mener, et on les mène. » Mais nous sommes arrivés bien près du point où « les temps seront accomplis. »

Dans cet ouvrage nous avons parlé fréquemment de la surproduction, source de crises qui est propre au monde bourgeois et qui, jusqu'à présent, n'exista au cours d'aucune période du développement de l'humanité.

Mais le monde bourgeois ne crée pas seulement la surproduction en marchandises et en ouvriers, il crée aussi la surproduction dans le domaine intellectuel.

L'Allemagne est la terre classique où se manifeste sur la plus grande échelle cette surproduction en

malheur pour le développement de l'Allemagne, a largement contribué à produire ce phénomène. J'entends par là sa division en Etats minuscules, et les obstacles que cette situation politique a créés au développement du gros capital. La division en petits Etats a eu pour effet de décentraliser le développement de la vie intellectuelle. Le grand nombre des cours avec leurs gouvernements exigeait, comparativement à un pouvoir central, un appareil extraordinairement nombreux de fonctionnaires auxquels il fallait une instruction relativement élevée. C'est ainsi qu'il surgit une quantité d'universités, comme en nul autre pays de l'Europe. La jalousie et l'amour propre des différents gouvernements jouèrent aussi un rôle dans ce développement. La même chose se produisit quand certains gouvernements commencèrent à introduire l'instruction obligatoire du peuple. Le désir de ne pas être devancé par l'Etat voisin produisit ici de bons résultats. Le besoin de culture intellectuelle s'accrût encore, lorsque l'extension de l'instruction et le progrès simultané de l'intelligence et du développement matériel de la bourgeoisie éveillèrent le besoin de la participation politique, des mandats populaires et de l'administration autonome des communes. Pour ces petits pays c'étaient bien de petits corps constitués, mais ils obligeaient les fils des classes supérieures à briguer des positions et à diriger leur éducation en conséquence.

Il en a été pour l'art comme pour les sciences. Pas un pays d'Europe n'a proportionnellement autant

plus grandes choses dans leurs capitales, mais aucune ne présente la diffusion de richesses artistiques de l'Allemagne. Pour l'art, l'Italie seule peut lui être comparée.

Tout ce développement intellectuel a donné à l'esprit allemand une certaine profondeur; l'absence de grandes luttes politiques fit naître une vie contemplative caractéristique. Pendant que d'autres nations luttaient pour la suprématie sur le marché mondial, se partagaient la terre et menaient d'ardentes luttes politiques intérieures, les Allemands restaient assis au coin de leur feu, rêvant et pensant. Mais de ces rêves, de ces méditations, de ces pensées, favorisés par un climat qui force à la vie de famille et à la tension de l'esprit, sortit la philosophie allemande, l'esprit de critique et d'observation par lesquels les Allemands commencèrent à se distinguer lorsqu'ils se réveillèrent. Alors que la bourgeoisie anglaise avait conquis la prédomination dans l'Etat vers le milieu du dix-septième siècle, et que la bourgeoisie française réussit la même conquête vers la fin du dix-huitième siècle, la bourgeoisie allemande ne conquit qu'en 1848 une influence très modérée sur l'Etat. Mais de l'année 1848 date la naissance de la bourgeoisie allemande en tant que classe consciente; à cette époque elle entra en scène comme parti politique indépendant, représenté par le libéralisme. Ici se montra clairement le caractère particulier qui se dégageait de l'évolution allemande. Ce ne furent pas des fabricants, des commerçants, des hommes de négoce et de finance qui eurent le

les idéologues allemands; leur besogne s'acheva en conséquence. La bourgeoisie, après 1848, fut provisoirement condamnée au repos en matière politique; le repos sépulcral de 1850 fut davantage mis à profit pour activer ses « affaires ». L'explosion de la guerre austro-italienne, l'avènement de la Régence en Prusse, excitèrent à nouveau la bourgeoisie à étendre la main vers le pouvoir politique. L'agitation en vue de l'unité nationale commença. La bourgeoisie était déjà trop développée pour tolérer plus longtemps les nombreuses frontières politiques qui étaient en même temps des entraves économiques. Elle fit semblant de devenir révolutionnaire. M. de Bismarck se rendit compte de la situation, et s'en servit à sa manière pour allier les intérêts de la bourgeoisie à ceux de la monarchie prussienne, qui n'avait jamais été l'ennemie de la première, parce qu'elle craignait la révolution et les masses populaires. Enfin tombèrent les barrières qui avaient jusque là porté entrave à son développement matériel. Avec la grande richesse de l'Allemagne en charbons et en minerais, au milieu d'une classe de travailleurs intelligents mais sobres, la bourgeoisie prit, en l'espace de quelques années, un essor qu'on est obligé de qualifier de gigantesque, et qui, les Etats-Unis exceptés, ne se produisit dans aucun pays en un si court espace de temps et dans une pareille mesure. C'est ainsi que l'Allemagne conquit bientôt, en Europe, la deuxième place comme pays industriel et commercial, et ambitionne de prendre la première.

fondation de l'unité nationale, avait assuré l'existence à une quantité extraordinaire d'ouvriers manuels et de petits cultivateurs. Avec la suppression rapide de toutes les barrières de protection, la classe moyenne inférieure se trouva brusquement en présence d'une production capitaliste se développant sans aucun obstacle, et elle en vint rapidement à une situation désespérée. La période de prospérité des années 1870 et 1871 fit voir, au début, le danger moins grand qu'il n'était, mais il n'en devint que plus sensible lorsque la crise éclata. La bourgeoisie avait utilisé la période de prospérité en vue de son développement le plus large, et rendit son action dix fois plus oppressive par la production en masse. Le fossé s'élargit rapidement entre ceux qui possédaient et ceux qui n'avaient rien.

La rapidité sans cesse croissante de cette phase de décomposition et d'absorption, favorisée d'un côté par l'augmentation de la puissance matérielle, de l'autre côté par l'affaiblissement de la faculté de résistance, jette des classes entières dans la plus grande détresse. Elles se voient de plus en plus menacées dans leur genre d'existence agréable, et entrevoient avec une certitude mathématique leur fin prochaine.

Dans cette lutte désespérée, chacun cherche le plus possible son salut dans le changement de profession. Mais les vieux ne peuvent plus opérer ce changement; ce n'est que dans des cas exceptionnels qu'ils sont en mesure de laisser un avoir à leurs enfants. Alors on emploie les derniers moyens, on

n'est pas nécessaire. Ce sont les places d'employés des services de l'Etat ou des communes : l'enseignement, les postes et les chemins de fer, les hautes situations au service de la bourgeoisie dans les comptoirs, les magasins et les fabriques : comptables, chimistes, mécaniciens, ingénieurs, etc., et enfin ce qu'on appelle les carrières libérales : juristes, médecins, théologiens, écrivains, artistes de tout genre, architectes, professeurs, etc.

Des milliers et des milliers de gens qui, jadis, eussent appris un métier manuel, cherchent aujourd'hui une situation dans les carrières précitées, car ils n'ont plus l'espoir d'arriver à une situation indépendante et suffisant à leurs besoins. Tout le monde veut étudier. Instituts supérieurs, collèges, écoles polytechniques, etc., poussent comme des champignons, et les établissements de ce genre qui existent sont encombrés. Le nombre des étudiants dans les universités croît dans la même mesure, ainsi que le chiffre des élèves dans les laboratoires de physique et de chimie, dans les écoles de beaux-arts, dans les écoles polytechniques, professionnelles, commerciales, dans tous les genres d'établissements d'instruction supérieure des filles. Dans presque toutes les branches existe, sans exception, un encombrement considérable, et le courant devient de plus en plus fort. Constamment il se produit de nouvelles demandes de création de collèges et d'établissements d'enseignement supérieur, pour recevoir la masse des candidats.

Autorités et particuliers sont désespérés de cet état

dans les périodes décennales précédentes, faillit être fermée faute de candidats, trouve son salut dans l'encombrement, et voit de nouveau ses places vides se garnir.

« J'enseigne la foi en dix mille dieux et diables si on l'exige. Donnez-moi seulement une place qui me permette de vivre », voilà le cri que l'on entend partout. Les ministres (en Prusse) refusent souvent leur autorisation à la création de nouveaux établissements d'enseignement supérieur, « parce que ceux qui existent suffisent largement à couvrir les besoins en candidats pour toutes les carrières. »

Cette situation est encore aggravée par ce fait, que la concurrence et les luttes intestines de la bourgeoisie obligent beaucoup de ses fils à se chercher ailleurs une situation et un refuge. D'autre part l'effectif élevé de l'armée permanente avec sa quantité d'officiers dont l'avancement est considérablement entravé en temps de paix, a pour résultat de faire pensionner dans la force de l'âge une foule de gens qui, favorisés par l'Etat, trouvent à se caser dans toutes les situations administratives. Le grand nombre des postulants aux carrières civiles, sortant des grades inférieurs de l'armée, enlève leur pain à nombre d'autres. Ensuite les fonctionnaires supérieurs de l'Etat, de la province ou de la commune essaient avant tout de caser leurs enfants dans les emplois susdits, et les élèvent en conséquence. La position sociale, le genre d'éducation et les prétentions de cette catégorie de gens, exigent avant tout qu'ils s'abstiennent de ce qu'on appelle le

qui consiste, grâce à l'acquisition d'un certain degré d'instruction et moyennant quelques sacrifices matériels, à atténuer le service militaire, réduit de trois ou de deux ans à un seul, augmente encore le nombre des candidatures à tous les genres de places et d'emplois. Ce sont surtout des fils de paysans fortunés, qui préfèrent alors ne plus retourner au village, et dédaignent la profession paternelle.

Par suite de toutes ces circonstances l'Allemagne, plus que n'importe quel autre pays du monde, possède un prolétariat de savants, d'artistes, de gens appartenant aux « carrières libérales », extraordinairement nombreux; celui-ci se multiplie constamment, et va porter jusque dans les cercles les plus élevés de la société l'effervescence et le mécontement de l'état de choses actuel. Cette jeunesse est poussée et encouragée à critiquer la situation présente, et hâte le travail de la rénovation complète. Ainsi l'Etat capitaliste est attaqué et miné de tous côtés.

Toutes ces circonstances sont cause que la social-démocratie allemande jouera un rôle principal dans la lutte gigantesque de l'avenir. Ce furent des Allemands qui découvrirent les lois de l'évolution de la société moderne et qui établirent scientifiquement le socialisme comme la forme de la société de l'avenir. Ce furent en première ligne Karl Marx et Friedrich Engels, aidés par Ferdinand Lassalle qui, comme leurs successeurs, jetèrent les étincelles dans la masse. Ce sont principalement les Allemands qui sont les pionniers, répandant l'idée socialiste chez les peuples les plus divers.

en réalité un grand nombre des plus grands penseurs, mais qu'il n'existait aucun pays où l'abîme fût aussi profond entre la classe des lettrés et la masse du peuple, cela n'est plus exact aujourd'hui. Cela ne fut vrai qu'aussi longtemps qu'en Allemagne notre science resta presque exclusivement déductive, et circonscrite à des cercles savants, connaissant peu de chose de la vie pratique. Au moment où l'Allemagne opéra sa révolution économique, la science fut invitée à se mettre au service de la vie pratique. La science elle-même devint pratique. L'on comprit qu'elle n'obtient de la valeur qu'appliquée à la vie humaine, et en devenant elle-même une ressource pour l'existence, chose à laquelle le développement de la production capitaliste oblige. C'est en raison de ce fait qu'en Allemagne, dans les dernières dizaines d'années, toutes les branches scientifiques se sont démocratisées. La grande quantité de jeunes gens, élevés en vue d'atteindre des professions d'ordre supérieur, a puissamment contribué à porter la science au peuple. D'autre part, l'instruction générale des masses, plus forte en Allemagne que dans tout autre pays de l'Europe, a facilité la production d'une quantité d'œuvres intellectuelles. Enfin, ce qui a élevé surtout le niveau intellectuel du peuple, c'est l'agitation socialiste, avec sa littérature, ses journaux, ses associations, ses réunions, sa représentation parlementaire et sa critique ininterrompue.

La loi d'exception (de 1878 à 1890) n'y a rien changé. Elle a fait perdre une certaine ampleur au

dirigeantes et les pouvoirs de l'Etat. La disparition de la loi d'exception ne fut que la conséquence du développement du parti socialiste sous l'empire de cette loi, et du développement économique du peuple. Et ainsi le mouvement progresse comme il devait progresser dans les circonstances données.

Tout comme en Allemagne, le mouvement socialiste a fait des progrès imprévus dans tous les pays civilisés pendant les dernières dizaines d'années. La participation aux congrès ouvriers internationaux, toujours plus nombreuse, en témoigne. Ainsi la lutte intellectuelle s'est allumée de toutes parts, et est menée avec l'enthousiasme le plus ardent. A côté de la science sociale, le vaste domaine des sciences naturelles, l'hygiène, l'histoire de la civilisation et la philosophie elle-même, constituent l'arsenal qui fournit les armes. De toutes parts les bases de l'ordre de choses actuel sont sapées, les coups les plus rudes sont portés aux soutiens de la vieille société. Les idées révolutionnaires pénètrent jusque dans les milieux les plus conservateurs, et jettent le désarroi dans les rangs des ennemis du nouvel esprit des temps. Ouvriers et savants, paysans et artistes, commerçants et employés, même fabricants et banquiers, en un mot des hommes de toutes les conditions viennent se joindre aux ouvriers qui constituent le gros de l'armée qui lutte pour la victoire et qui la remportera. Tous se soutiennent et se complètent.

La femme en général, et la femme prolétaire en particulier, a pour devoir de ne pas rester en arrière

place dans l'agitation, dans les luttes du présent en vue d'un meilleur avenir, et qu'elle est résolue à y prendre part. Il appartient aux hommes de la soutenir dans la lutte, et de l'aider à se défaire de tous les préjugés. Que nul ne prise sa force au-dessous de sa véritable valeur, que nul ne croie qu'une personne de plus ou de moins n'a aucune importance. Pour la lutte et le progrès de l'humanité aucune force quelque faible qu'elle soit, ne peut être négligée. La chute ininterrompue d'une goutte d'eau finit par creuser la pierre la plus dure. Et beaucoup de gouttes constituent le ruisseau, beaucoup de ruisseaux la rivière, beaucoup de rivières le fleuve que nul obstacle, en fin de compte, ne peut entraver dans son cours majestueux. Il en est ainsi avec la vie intellectuelle de l'humanité ; partout la nature est notre guide. Si tous ceux qui se sentent appelés se jettent avec toutes leurs forces dans la lutte, la victoire finale ne peut tarder de se réaliser.

La victoire sera d'autant plus brillante que chaque unité suivra la carrière avec plus de zèle et plus d'énergie. La question de savoir si, avec tout son travail et avec toute sa peine, on verra encore l'avènement d'une nouvelle période de civilisation plus belle, ne doit se présenter à l'esprit d'aucun citoyen encore moins le détourner de la voie suivie. Nous ne pouvons préciser, ni la durée, ni le caractère de chaque phase d'évolution, pas plus que nous ne possédons une certitude au sujet de notre propre existence. Mais tout comme la joie de vivre nous domine, nous pouvons avoir l'espoir de survivre

et s'agitent. Tous les jours nous fournissent des exemples de la croissance rapide, de l'extension toujours plus grande de l'idée socialiste. Elle se meut sur tous les terrains et pénètre partout. L'aurore d'une belle journée illumine le ciel.

Nous devons toujours lutter et marcher en avant, sans nous préoccuper de savoir « où » et « quand » on pourra marquer le point de départ d'une ère nouvelle, meilleure pour le genre humain.

Et si nous succombons au cours de la lutte, ceux qui nous suivent prendront nos places. Nous tomberons avec la conscience d'avoir fait notre devoir d'homme, et avec la certitude que notre but sera atteint, quelle que soit l'opposition des forces ennemies.

L'avenir appartient au socialisme, c'est-à-dire en tout premier lieu au travailleur et à la femme.

APPENDICE

Dans son ouvrage : « Epouse et mère dans le développement du droit », Marianne Weber discute mon opinion que le droit maternel existait également chez les Grecs. Elle dit textuellement (page 59) :

« Car il est complètement impossible d'admettre, avec les partisans de la théorie, que le droit maternel fut un stade de développement commun à tous les peuples de l'antiquité, — A. Bebel, par exemple, parmi les écrivains populaires — le problématique dans l'Oreste d'Eschyle comme exemple d'une « supplantation » chez les Grecs, d'une antique période de droit maternel et de ses mœurs par un droit parternel moins ancien. Bebel croit notamment — et avec lui (après Bachofen) beaucoup d'autres — que le fait que les antiques déités de la nature, les Euménides, prirent vengeance du matricide ordonné et sanctionné par Apollon, est une preuve que le lien de parenté entre mère et fils fut, dans l'ancienne Grèce, considéré comme plus important que celui entre père et fils, et que le droit paternel, protégé par les dieux de la lumière et avant tout par

sujet traité par Eschyle, ne souligne pas le devoir absolu du fils, imposé par le dieu, de venger la mort du père en tuant la mère. Homère souligne plutôt qu'Oreste se venge sur Agithos qui, avec Clytemnestre, a tué Agamemnon. Qu'il tue sa mère en même temps est chose accessoire et ne cache aucun problème. »

Devant ces explications je maintiens mon opinion. D'abord je constate, que je place expressément le droit maternel chez les Grecs avant les temps héroïques. (Voir page 59 de ce livre, dont le texte correspond aux éditions précédentes). Cela n'exclut pas que la transition de l'ancienne à la nouvelle situation s'étendit sur plusieurs siècles, car les phases de développement de ces époques étaient beaucoup plus longues que de nos jours. Et même à notre époque tourmentée et inquiète, les oppositions les plus violentes dans le développement social existent l'une à côté de l'autre. Les temps héroïques de la Grèce constituent donc le commencement de la période du droit paternel. Mais que même pendant les temps héroïques le droit maternel existait encore parmi les Grecs combattant devant Troie, résulte du passage suivant de l'Iliade, où Lykaon, le fils de Priame, implore Achille et lui demande grâce :

« Ne m'ôte point le jour; songe que je ne tiens pas la naissance de la mère d'Hector qui t'a privé d'un compagnon dont la douceur égalait le courage. » (1)

Homère est le défenseur du droit nouveau. Lorsqu'il nous peint les situations de son temps en se

nous voyons également de nos jours. Combien de poètes ou d'historiens sont disposés à peindre les faits autrement que ne le veulent leurs plans ou leurs intérêts? Eschyle ne pouvait donc trouver la matière de sa conception d'Oreste chez Homère, mais bien chez Hésiode. D'après des données historiques, ce dernier serait venu environ deux générations après Homère. Il se trouvait par conséquent encore au milieu de la lutte, et entendait les souvenirs qui naissaient chez les différents peuples de cette époque par la transformation du droit maternel en droit paternel. D'après Bachofen (1) l'on parla même à cette époque d'une victoire d'Hésiode sur Homère lors des funérailles d'Amphidame. Il est incontestable que contrairement à Homère, Hésiode fut un défenseur de l'ancien état de choses, et c'est ainsi qu'Eschyle, en empruntant à Hésiode la matière de sa tragédie, a peint la vérité historique, c'est-à-dire les idées qui existaient réellement au sujet de la situation réciproque des sexes.

Si d'après Homère, le matricide par Oreste commis semble chose accessoire, cette conception est incompréhensible. Car même du point de vue du droit paternel, le matricide ne pouvait être chose accessoire. Oreste, en tuant sa mère, punissait en elle celle qui avait poussé au meurtre de l'époux et du père, et il vengeait l'honneur de l'époux offensé. Il est visible qu'il semblait peu à propos, à Homère, de justifier le matricide à cette époque agitée. C'est pourquoi il devient chose accessoire dans son exposition. Lorsqu'on met les deux opi-

l'une à côté de l'autre, le critique objectif ne peut douter que seule la dernière correspond aux véritables situations.

Il convient de remarquer, en outre, que dans l'Iliade et dans l'Odyssée la femme et la mère sont autrement traitées. Là où, dans l'Iliade, il est question de la femme ou de la mère, ou qu'on lui adresse la parole, le respect et l'amour sont les attributs. Il en est tout autrement dans l'Odyssée. La manière dont Télémaque traite sa mère Pénélope, par exemple, est tout simplement brutale. Et la façon dont les prétendants exigent de Télémaque qu'il renvoie sa mère et lui ordonne de prendre pour époux celui que lui choisit le père, constitue le plus grand mépris qu'on peut témoigner à une femme et à une mère.

A en juger d'après cet esprit, l'Odyssée daterait d'une époque ultérieure, à laquelle le mépris de la femme aurait déjà fait de grands progrès.

ANNEXES

La traduction qui précède avait été imprimée jusqu'à la page 292, lorsque parut la cinquantième édition allemande de cet ouvrage capital, l'édition du jubilé. A partir de cet endroit, notre publication est conforme à la dernière édition allemande; quant aux modifications — peu nombreuses — que l'auteur avait apportées à la première partie de l'ouvrage, nous avons cru indispensable de les donner en annexes. Le lecteur bienveillant les trouvera ci-après.

Les Éditeurs.

Préface pour la cinquantième édition

Au commencement de cette année, six lustres s'étaient écoulés depuis la publication de la première édition de cet ouvrage. Comme je le disais déjà dans la préface de la neuvième édition, le livre parut dans des conditions exceptionnelles. Peu de mois auparavant avait été promulguée la loi socialiste, qui supprimait toute littérature socialiste. Si quelqu'un se risquait à propager un écrit interdit, ou qu'il en donnait une nouvelle édition et qu'il était pris sur le fait, on le récompensait par un emprisonnement pouvant durer six mois. Cependant les deux choses se firent.

La première édition parut à Leipzig, mais sous faux pavillon. La maison d'édition « Librairie populaire de Zürich-Hottingen », où se publiait aussi le « Sozialdemokrat » interdit en Allemagne, fut indiquée comme éditeur. La deuxième édition se fit attendre ; des difficultés personnelles ne me permirent pas de la publier avant 1883. Elle parut chez J. Schabelitz à Zurich. A partir de cette date jusque 1890, six éditions de 2,500 exemplaires suivirent. Les obstacles qui s'opposaient à la propagation du livre étaient toujours surmontées. De temps en

pas perdus ; ils tombaient, gratuitement il est vrai, en d'autres mains, et furent probablement lus avec plus d'ardeur par les policiers, leurs proches et leurs amis que par mes propres camarades.

Lorsque la loi socialiste disparut enfin en 1890, je refondis et complétai le livre, dont la neuvième édition parut en 1891 chez Dietz à Stuttgart.

Cette cinquantième édition a également subi une transformation assez importante. Le texte est devenu plus clair par une augmentation du nombre des chapitres, et par leur subdivision en sections.

Jusqué maintenant le livre a été traduit en quatorze langues ; plusieurs traductions furent rééditées, par exemple en Italie, en Belgique (1) et dans les Etats-Unis. La traduction serbe, qui verra bientôt le jour, portera à quinze le nombre des traductions.

Le livre a donc fait son chemin, et je puis dire sans exagération qu'il a fait travail de pionnier. Les adversaires n'ont pas été les derniers, malgré eux, à travailler à sa propagation.

Mais maintes fois il rencontra un accueil bienveillant. Le professeur Auguste Forel, dans son ouvrage « *Die sexuelle Frage,* (La question sexuelle) » l'appelle un « livre important et remarquable » qu'avec les réserves qu'il pose l'on doit appeler « un travail significatif et excellent, auquel on doit applaudir en ordre principal. » Et en un autre endroit, il reconnaît à mon livre, comme travail remarquable, une haute valeur, bien qu'il rencontre une série de points où j'ai tort, d'après lui.

Cette critique se rapporte à la deuxième édition

éditions ultérieures, considérablement modifiées et augmentées. Je dois m'abstenir pour ce motif de répondre aux critiques qu'il adressait à l'édition de 1883.

Dans son ouvrage : *A history of matrimonial institution* (Une histoire de l'institution matrimoniale), un anglais, G. S. Howard, écrit : « Auguste Bebel, dans son excellent ouvrage sur « La femme et le socialisme » prononce un réquisitoire violent contre les situations matrimoniales actuelles. » Il donne ensuite un court aperçu de mon ouvrage et conclut : « Quoiqu'on pense du remède proposé par l'écrivain socialiste, quelque douteux qu'il nous paraisse que notre seule espérance repose sur la fondation d'une république coopérative, une chose est certaine : les socialistes ont rendu un grand service à la société en étudiant sincèrement les faits et en les exposant sans crainte. Inexorablement ils ont montré les faiblesses dont souffre notre famille dans l'Etat actuel. Ils ont montré clairement que le problème du mariage et de la famille ne peut être résolu qu'en rapport avec le système économique actuel. Ils ont fait voir qu'un progrès n'est possible que par l'affranchissement complet de la femme, et par l'égalité absolue des sexes dans le mariage. *Par tout cela ils ont obtenu qu'actuellement la généralité se forme un idéal beaucoup plus élevé de la vie conjugale.* ».

Le mouvement féministe — aussi bien bourgeois que prolétaire — a beaucoup progressé depuis la publication de mon ouvrage, et ce dans tous les pays civilisés du monde. Il n'y a pas de mouvement qui

et aux professions qui lui étaient interdites, ont fait de grand progrès. Des partis dont les principes s'opposaient jadis au mouvement féministe moderne, comme le Centre catholique et les socialistes chrétiens évangéliques, ont même jugé nécessaire de changer leur position réprimante en une position progressive, et cela pour le simple motif de ne pas perdre leur influence sur les cercles féminins qui leur sont accessibles.

Mais si l'on demande : Comment ce phénomène s'explique-t-il? la réponse est la suivante : La grande transformation sociale et économique dans toutes nos relations a amené ce résultat. Si l'on a, par exemple, comme un ministre des cultes prussien non fortuné, sept filles à placer dans des conditions de vie acceptables, les dures nécessités aiguisent la logique et la perspicacité. Et il en va de celui-là comme de milliers d'autres dans nos cercles sociaux soi-disant élevés, même lorsque ce ne sont pas précisément sept filles qu'il s'agit de doter d'une position convenable.

L'agitation des femmes qui se sont mises à la tête de ce mouvement a contribué pour une large part à son développement. Mais le succès ne fut possible que parce que notre développement social et économique favorisa leur travail, de concert avec le socialisme. Les plus belles voix ne sont entendues que lorsque l'air les fait résonner. Et il n'est pas douteux que la résonnance devient toujours meilleure, ce qui donne la certitude de nouveaux succès. Nous vivons déjà au milieu de la révolution sociale, mais la plupart ne s'en aperçoivent pas.

sance au camarade N. Rjasanoff, de l'aide efficace qu'il m'apporta pour la refonte de la cinquantième édition. Il a fourni la majeure partie du travail. Sans son intervention, il ne m'aurait pas été possible de publier maintenant mon ouvrage sous une forme réellement meilleure. Car pendant ces deux dernières années la maladie diminua sensiblement ma capacité productrice et, en outre, un autre grand travail occupa encore mon temps et mes forces.

A, Bebel.

Schöneberg-Berlin, le 31 octobre 1909.

Les tableaux des pages 161 et 162 de la présente édition ont été remplacés par les suivants :

Années		Sur 100.000 vivants : suicidés		Rapport des suicidés féminins aux suicidés masculins
		Masculins	Féminins	
Allemagne	1899 à 1902	33.0	8.4	25.5
Autriche	1898 à 1901	25 4	7.0	27 6
Suisse	1896 à 1903	33.3	6 4	19.2
Italie	1893 à 1901	9.8	2 4	24.5
France	1888 à 1892	35.5	9.7	27.3
Pays-Bas	1901 à 1902	9.3	3.0	32.3
Angleterre	1891 à 1900	13.7	4 4	32.1
Ecosse	1891 à 1900	9 0	3 2	35.6
Irlande	1901	2.3	1.2	52 2
Norvège	1891 à 1900	10,0	2.5	25
Suède	1891 à 1900	21.1	8.6	40 8
Finlande	1891 à 1900	7.8	1 8	23.1
Russie d'Europe	1885 à 1894	4.9	1.6	32.7

(1)

De 1898 à 1907, le nombre des suicides dans l'Empire allemand se dénombrait comme suit :

1898	10835 dont	8544 masculins et	2291 féminins
1899	10761	8460	2301
1900	11393	8987	2406
1902	12336	9765	2571
1904	12468	9704	2764
1907	12777	9753	3024

Pour 100 suicidés, il y avait en 1898 26,8 suicidées, 27,2 en 1899, 26,8 en 1900, 28,5 en 1904, 31 en 1907. Mais pour l'âge entre 15 et 30 ans, le pourcentage des suicidées est généralement plus élevé que celui des suicidés. C'est ainsi que le pourcentage des suicidés âgés de 15 à 20 et

de 21 à 30 ans, était en moyenne le suivant :

	ANNÉES	15 à 20 ans		21 à 30 ans	
		hommes	femmes	hommes	femmes
Prusse	1896 à 1900	5.3	10.7	16	20.2
Danemark	1896 à 1900	4.6	8.3	12.4	14.8
Suisse	1884 à 1899	3.3	6.7	16.1	21
France	1887 à 1891	3 5	8.2	10.9	14 (1)

Sur 1,000 suicidés saxons, âgés de 21 à 30 ans, nous trouvons :

	Hommes	Femmes
1854 à 1868	14.95	18,64
1868 1880	14 71	18.79
1881 1888	15.3	22,3

Le lecteur voudra bien remplacer le premier paragraphe de la page 172 par ce qui suit :

La diminution des naissances est donc générale, et quoique la France et l'Irlande donnent les chiffres les plus bas, la diminution est la plus rapide en Angleterre, en Allemagne (Saxe) et en Ecosse. L'Australie et les Etats-Unis nous montrent les mêmes phénomènes. Cette tendance est encore plus évidente lorsque, au lieu de considérer le chiffre général des naissances, nous ne considérons que la fécondité matrimoniale, c'est-à-dire le rapport entre les enfants nés d'un mariage légitime et le chiffre total des femmes mariées en âge d'enfantement, de 15 à 49 ans révolus :

ANNÉES	Enfants légitimes nés viables sur 1000 femmes mariées âgées de 15 à 49 ans (en moyenne par année).									
	Angleterre et Pays de Galles	Ecosse	Irlande	Danemark	Norvège	Suède	Finlande	Autriche	Hongrie (royaume)	Suisse
1876 à 1885	250	271	250	241	262	240	259	246	234	239
1886 à 1895	229	255	245	235	259	231	246	250	225	230
1896 à 1905	203	235	264	217	246	219	244	242	216	225

ANNÉES	Empire Allemand	Prusse	Bavière	Saxe	Wurtemberg	Bade	Pays-Bas	Belgique	France	Italie
1876 à 1885	268	273	276	267	288	266	293	264	167	248
1886 à 1895	258	265	263	250	259	248	286	236	150	249
1896 à 1905	243	250	259	216	262	251	272	213	132	232

Les pages 188 à 193 sont modifiées comme ci-après :

Pour autant que des indications, dignes de confiance, nous sont fournies, nous pouvons affirmer que la plupart des demandes en divorce émanent de la femme. Le tableau suivant permet cette comparaison. (1)

		Pourcentage des plaintes des		
	ANNÉES	hommes	femmes	deux époux
	DIVORCES			
Autriche	1893 à 1897	4.4	5.0	90.6
Roumanie	1891 à 1895	30.6	68 9	0.5
Suisse	1895 à 1899	36.4	45.4	8.2
France	1895 à 1899	40.0	59.1	—
Bade	1895 à 1899	36.0	59.1	4.9
Angleterre et Pays de Galles	1895 à 1899	60 4	39.6	—
Ecosse	1898 a 1899	43 3	56.7	—
	Dissolutions de mariages			
Autriche	1897 à 1899	4.9	16.6	78.5
France	1895 à 1899	15.9	84.1	—
Angleterre et Pays de Galles	1895 à 1899	3.0	97.0	—

Aux Etats-Unis, dont nous possédons actuellement une statistique s'étendant sur quarante années, les plaintes en divorce se divisent comme suit :

	1867 à 1886	%	1887 à 1906	%	1906	%
Des hommes	112540	34 2	316149	33·4	23455	32·5
Des femmes	216176	65.8	629476	66.6	48607	67·5
Toteux	328716	100	945625	100	72062	100

Nous voyons donc que les femmes introduisent plus des deux tiers des demandes en divorce. (1) L'Italie nous montre le même aspect. Pendant les années 1887 et 1904, 1.221 et 2.103 demandes en divorce furent réglées. De ces demandes, 593 et 1.142 émanaient de la femme, 214 et 454 du mari, 414 et 507 des deux époux.

La statistique ne nous apprend pas seulement que les femmes introduisent la plupart des demandes en divorce, elle nous apprend également que le nombre des divorces augmente rapidement. Depuis 1884, de nouvelles dispositions légales régissent le divorce en France; depuis lors les divorces augmentèrent considérablement d'année en année, comme le prouve le tableau ci-après :

1884	1657	1900	7820
1885	4123	1905	10019
1890	6557	1906	10573
1895	7700	1907	10938

En Suisse également, le nombre des divorces augmente. De 1886 à 1890, 882 mariages furent dissolus en moyenne, 898 de 1891 à 1895, 1,011 en 1897; 1,018 en 1898, 1,091 en 1899, 1,206 en 1905, 1343 en 1906.

En Autriche il y avait 856 divorces et 133 dissolutions de mariages en 1899, 1,310 et 163 en 1900, 1,885 et 262 en 1905. En dix années le nombre des divorces et des dissolutions a donc plus que doublé. De 1870 à 1871, 148 divorces furent prononcés à Vienne; ce nombre augmenta d'année en année, pour atteindre un total de 319 de 1878 à 1879. Mais les divorces y sont difficilement obtenables, car Vienne est une ville foncièrement catholique. Ce qui n'empêche qu'un juge de Vienne put s'écrier vers 1885 : « Les demandes en divorce sont aussi nombreuses que les plaintes pour bris de carreaux de vitre. »

Aux Etats-Unis, le nombre des divorces s'élevait à 9,937 en 1867, à 25,535 en 1886, à 40,387 en 1895, à 61,480 en 1902, à 72,062 en 1906. Si en 1905 le nombre des divorces était resté le même, proportionnellement à la population, comme en 1870, le chiffre absolu des divorces aurait été de 24,000 et non de 67,791, comme il le fut en réalité. Le total des divorces de 1867 à 1886 s'éleva à 328,716, de 1887 à 1906 à 945,625. Les divorces sont d'ailleurs absolument et relativement les plus nombreux aux Etats-Unis. Sur 100,000 mariages, 81 furent divorcés en 1870, 107 en 1880, 148 en 1890, 200 en 1900.

Les motifs pour lesquels les divorces y sont beaucoup plus nombreux que dans n'importe quel autre pays sont : que surtout dans certains Etats le divorce se prononce beaucoup plus facilement que dans la plupart des autres pays; que la place des femmes y est beaucoup plus indépendante et que, par consé-

venus en matière de divorce en Allemagne, s'éleva à

1891	6678	1896	8610
1892	6513	1897	9005
1893	6694	1898	9143
1894	7502	1899	9563
1895	8326	1900	7928

Nous constatons que le nombre des divorces en 1900 est inférieur de 1,635 à celui des divorces en 1899, parce que le nouveau Code civil, avec ses prescriptions restrictives, entra en vigueur le 1r janvier 1900. Mais la vie fut plus forte que la loi. Alors que les divorces reculèrent en nombre de 1900 à 1902, leur nombre augmenta annuellement et plus rapidement depuis lors. L'augmentation résulte de l'application plus fréquente du § 1568 du Code civil. Les chiffres suivants montrent la fréquence des divorces depuis 1900 : 1901 7,964, 1902 9,069, 1903 9,933, 1904 10,868, 1905 11,147, 1906 12,180, 1907 12,489. En Saxe, le chiffre des divorces suit une ligne ascendante, malgré toutes les fluctuations. Les chiffres ci-après le démontrent :

Années	Divorces	Sur 100000 mariages	Années	Divorces	Sur 100000 mariages
1836 à 1840	356	121	1891 à 1895	921	138
1846 à 1850	395	121	1896 à 1900	1130	151
1871 à 1875	581	122	1901 à 1905	1385	168

Sur 10,000 mariages en Prusse, il fut dissous annuellement en moyenne :

De	1881—1885	67,62	En	1896	101,97
	1886—1890	80,55		1905	106.—
	1891—1895	86,77		1908	121.—

divorce ou par séparation dans les proportions suivantes :

	De 1876 à 1880	De 1881 à 1895	De 1886 à 1890	Au tournant du siècle
Autriche	—	19.4	19.7	31
Hongrie	31.6	30.4	30.5	58
Roumanie	37.3	52.3	73.1	98
Italie	11.8	11.3	10.6	15
France	33.9	75.9	80.9	129
Angleterre et Pays de Galles	6.5	7.4	7	10.6
Ecosse	12.3	13	16.7	26
Irlande	0.6	0.4	1.1	1
Belgique	25.5	31.9	43	72
Pays-Bas	—	—	—	78
Norvège	13.9	12.1	19.3	33
Suède	28.5	28.6	31.6	45
Finlande	16.1	7.8	19.0	29
Suisse	220	200	188	199.9

Ce serait une erreur de tirer de la différence de ces chiffres des conclusions plus ou moins favorables à l'état moral des pays envisagés. Personne n'admettra que la population suédoise a quatre fois plus de motifs pour divorcer que la population anglaise. On doit d'abord considérer la législation ; l'une est sévère, l'autre plus ou moins large. (1) Ensuite l'on peut parler de l'état moral, c'est-à-dire des motifs que font valoir, tantôt les hommes, tantôt les femmes, pour justifier l'introduction de la demande en séparation. Les chiffres prouvent cependant, qu'en général les divorces augmentent plus rapidement que la population, et qu'ils augmentent, alors que le nombre des mariages diminue. Plus loin nous dirons davantage à ce propos.

Les grandes différences d'âge entre époux ont

(1) En Angleterre le divorce est un privilège des riches. Les frais du procès

souvent une grande influence sur les divorces, suivant que l'homme est plus âgé que la femme, ou la femme plus âgée que l'homme. Le tableau ci-après, composé d'après les données du Bureau de statistique suisse, le démontre.

Nombre annuel des divorces sur 100,000 mariages

Leur différence d'âge.	1881 à 1890	1891 à 1900
Mari plus âgé de 26 et plus d'années	271	328
de 11 à 25 années	189	198
de 1 à 10 »	193	181
Mari et femme du même âge	195	190
Mari plus jeune de 1 à 10 années	226	226
de 11 à 25 »	365	431
de 26 et plus d'années	759	870

En ce qui concerne la question de savoir comment les divorces sont répartis entre les diverses classes de la société, nous possédons, entre autres données, celles de la Saxe pour les années 1905 à 1906, et celles de la Prusse pour 1895 à 1905. (1)

	Divorces annuels sur 100000 hommes mariés	
	Saxe	Prusse
Agriculture-Eaux et forêts	59	34
Industrie	220	158
Commerce et transport	297	229
Services publics et Professions libres	346	165

En Saxe les divorces sont donc plus nombreux dans le monde des employés et dans celui des professions libres, en Prusse dans le commerce et le transport. Pour la Saxe suit alors le commerce et le

transport, pour la Prusse les employés et les professions libres. L'industrie prend le troisième rang avec 220 pour la Saxe et 158 pour la Prusse. Les nombres sont les moins élevés dans l'agriculture. Le nombre toujours croissant des divorces parmi la population des villes, en comparaison avec la population des campagnes, démontre qu'en général, avec l'industrialisation de toute la société et la stabilité moins complète de la vie publique, les conditions dans le mariage sont devenues plus défavorables, et les facteurs qui le dissolvent plus nombreux. D'autre part, ils prouvent que de plus en plus les femmes se décident à rejeter un joug insupportable.

Le mal matrimonial s'étend, etc. (voir page 193).

Les statistiques de la page 261 sont remplacées par les suivantes :

Le recensement de 1900 donna :

	Sur 1000 hommes, femmes âgées de			
	moins de 15 ans	15—40	40—60	plus de 60 ans
Berlin	1012	1044	1191	1659
Saxe	1015	1030	1107	1300
Bavière, rive droite du Rhin	1015	1024	1083	1163
» rive gauche du Rhin	986	997	1070	1157
Würtemberg	1015	1041	1134	1179
Bade	1000	974	1079	1173
Hambourg	999	1031	1038	1454
Province Brandebourg	993	1015	1089	1276
» Poméranie	989	1035	1099	1214
» Rheinland	991	954	1009	1120
Empire allemand	995	1008	1087	1218

Pour l'âge de 15 à 40 ans, qui convient réellement au mariage, l'excédent de femmes pour l'Empire

tants féminins ayant atteint cet âge, l'excédent de femmes est de 87.106. Et cela est très compréhensible, car parmi les 11.146.883 femmes allemandes qui, en 1900, avaient atteint l'âge de l'enfantement (18 jusque 45 ans), 6.432.772 (57,71 %) seulement étaient mariées, 283.629 (2,54 %) étaient veuves, 31.176 (0,28 %) étaient divorcées et 4.399.286 (39,47 %) étaient célibataires.

Pour les mêmes catégories de personnes, la proportion était la suivante (d'après la Statistique de l'Empire allemand, vol. 150, page 91) :

	Années	Sur 1000 hommes, femmes âgées de			
		moins de 15 ans	15—40	40—60	plus de 60 ans
Allemagne	1900	995	1008	1087	1218
Autriche	1890	1005	1046	1079	1130
Hongrie	1900	998	1029	982	1033
Serbie	1896	969	952	925	804
Italie	1881	963	1021	1005	980
Suisse	1888	999	1059	1103	1148
France	1896	998	1012	1029	1108
Luxembourg	1900	992	853	988	1063
Belgique	1890	992	984	1018	1117
Pays-Bas	1899	986	1031	1031	1145
Danemark	1890	978	1080	1073	1179
Suède	1899	971	1016	1146	1252
Angleterre et Pays de Galles	1891	1006	1075	1096	1227
Ecosse	1891	973	1073	1165	1389
Irlande	1901	968	1037	1103	1032
Etats-Unis d'Amérique	1900	979	969	889	987
Egypte	1897	943	996	943	1015
Japon	1891	978	962	951	1146
Nouvelle Galles du Sud	1891	978	827	679	665
Queensland	1891	976	698	559	611
Tasmanie	1891	977	877	898	632
Nouvelle Zélande	1891	979	927	661	654
Cap de Bonne Espérance	1891	989	1008	939	1019

ERRATA

Page 16, ligne 30, remplacer « celui des mariés » par « celle des mariés ».
» 59, » 26, » « joué pour les femmes » par « joué par les femmes ».
» 88, » 27, » « La constitution est » par « La constitution de l'Etat est ».
» 90, » 28, » « tribus populaires » par « tribuns populaires ».
» 142, lignes 5 et 6, lire : « A l'aide de moyens limités, les hommes mènent grand train, etc. »
» 169, ligne 1, remplacer « comporte » par « comportent ».
» 322, » 8, » « d'après une méthode » par « d'après une mauvaise méthode ».
» 454, » 7, » « la caractère » par « le caractère ».
» 456, » 2, » « êtres » par « être ».
» 461, » 3, » « par conséquence » par « par conséquent ».
» 480, » 4, » « statisque » par « statistique ».
» 486, » 21, » « 10,14 marcs » par « 1,014 marcs ».
» 528, » 24, » « de classe et de classes » par « d'état et de classes ».
» 575, » 15, » « de des congénères » par « de ses congénères »
» 585, » 23, » « était de la base toute association » par « était la base de toute association ».
» 641, renvoi 1, lire : « le 12 janvier 1900 ».
643, ligne 2, remplacer « la société nouvelle » par « la société

TABLE DES MATIÈRES

Page

Préface de la vingt-cinquième édition allemande 5
Préface de la trente-quatrième édition 23
INTRODUCTION 25

LA FEMME DANS LE PASSÉ.

La situation de la femme dans la société primitive.

1. Epoques principales de la préhistoire 35
2. Formes de la famille 42
3. Le matriarcat 43

Lutte entre le matriarcat et le patriarcat.

1. La naissance du patriarcat 61
2. Reminiscences du matriarcat dans les mythes et drames grecs 69
3. Femmes légitimes et hétaïres à Athènes. 73
4. Restes du matriarcat dans les mœurs de différents peuples 83
5. Naissance de l'Etat. Disparition de la gens à Rome 87

Le christianisme 97

La femme au Moyen-Age.

1. La situation de la femme chez les Germains . . 106
2. La féodalité et le droit à la première nuit . . . 111
3. La splendeur des Communes. Les cloîtres et la prostitution 115
4. La chevalerie et le culte de la femme 123

La Réforme.

1. Luther 127
2. Les conséquences de la Réforme La guerre de trente ans 134

Pages

2. La mercantilisme et la nouvelle législation matrimoniale 143
3 La révolution française et la grande industrie . . . 147

LA FEMME DANS LE PRÉSENT.

La femme comme être sexuel.

1. La passion sexuelle. 153
2. Le célibat et la fréquence des suicides 161

Le mariage moderne.

1. Le mariage comme profession 165
2. La diminution des naissances. 169
3. Le mariage d'argent et la bourse matrimoniale . 174

Destruction de la famille

1. Multiplication des divorces 183
2. Le mariage des bourgeois et le mariage des prolétaires 193

Le mariage un refuge.

1. La diminution des mariages 202
2. Infanticide et avortement 205
3. Préparation au mariage 211
4. Les misères de la vie conjugale moderne . . . 223

Les chances au mariage

1. La proportion numérique des sexes 231
2. Obstacles et difficultés au mariage, L'excédent de femmes 249

La situation industrielle de la femme.

1. Développement et extension du travail féminin . 264
2. Le travail des femmes mariées dans les manufactures. Industries à domicile et industries insalubres 277

La lutte de la femme pour la culture intellectuelle.

1. La révolution dans la vie domestique 292
2. Les aptitudes intellectuelles de la femme . . . 301
3. Les différences dans la complexion et dans les dispositions intellectuelles de l'homme et de la femme 312
4. Le darwinisme et l'état de la société. . . . 324
5. La femme et les emplois libres 332

La prostitution, une institution sociale indispensable au monde bourgeois.

Pages

3. La traite des blanches 372
4. Le développement de la prostitution. Les filles-mères 379
5. Crimes contre la moralité et maladies sexuelles . . 394

La situation de la femme devant le droit.

1. La lutte pour l'égalité devant le droit civil. . . . 400
2. La lutte pour l'égalité des droits politiques. . . . 419

L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ.

L'Etat de classe et le prolétariat moderne.

1. Notre vie publique 447
2. Les oppositions de classe s'accusent de plus en plus 458

Le procès de concentration dans l'industrie capitaliste.

1. Le remplacement de l'agriculture par l'industrie . 463
2. La prolétarisation augmente. Prédominance de la grande industrie 468
3. Concentration de la richesse 482

Les crises et la concurrence.

1. Causes et effets des crises 488
2. Le commerce intermédiaire et le renchérissement. 495

La révolution dans l'agriculture.

1. Concurrence outremarine et émigration. 501
2. Paysans et grands propriétaires fonciers 505
3. Le contraste entre la ville et la campagne . . . 517

LA SOCIALISATION DE LA SOCIÉTÉ.

La révolution sociale.

1. La transformation de la société 524
2. L'expropriation des expropriateurs 528

LOIS FONDAMENTALES DE LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE.

1. Mise au travail de tous ceux qui peuvent travailler 533
2. Harmonie des intérêts 540
3. Organisation du travail 547
4. Augmentation de la productivité du travail. . . 551
5. Disparition des oppositions entre le travail intellectuel et le travail manuel 565

Pages

Socialisme et agriculture.

1. Disparition de la propriété privée du sol et de la terre. 585
2. Amélioration du sol 587
3. Transformation de l'exploitation du sol. 593
4. La grande industrie et la petite industrie. Développement de la culture électrique. 596
5. Viticulture de l'avenir 607
6. Mesures contre l'épuisement du sol 611
7. Disparition du contraste entre la ville et la campagne 617

Disparition de l'Etat 620

L'Avenir de la religion 624

L'éducation socialiste 628

Art et littérature dans la société socialiste. 643

Libre développement de la personnalité

1. L'existence sans soucis 650
2. Transformation de l'alimentation. 653
3. La cuisine communiste 659
4. Transformation de la vie de famille 662

LA FEMME DANS L'AVENIR 666

L'INTERNATIONALITÉ. 677

LA QUESTION DE LA POPULATION ET LE SOCIALISME.

1. La crainte de la surpopulation 684
2. Naissance de la surpopulation 688
3. Misère et fécondité. 692
4. Besoin d'hommes et excédent de vivres. 696
5. Relations sociales et capacité d'augmentation . . . 707

CONCLUSION 717

APPENDICE 726

ANNEXES 733

Préface pour la cinquantième édition 735

Errata 754

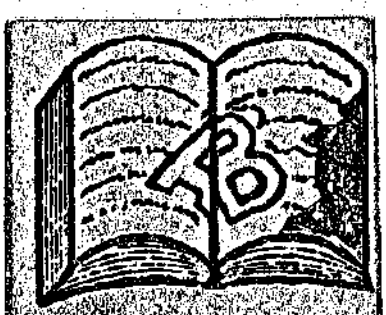
BIBLIOTECA POPULAR

Défauts constatés sur le document original



insuffisant ou
mauvaise qualité
on

rast or different,
g quality



Texte manquant ou pris dans la reliure; reliure trop serrée

Missing text or text caught in the book-binding; too tight book-binding